MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Douzième séance – Mercredi 13 septembre 2017, à 17 h

Présidence de M. Jean-Charles Lathion, président

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. Guillaume Barazzone*, conseiller administratif, *Mmes Ariane Arlotti*, *Sandrine Burger*, *M. Simon Gaberell*, *Mme Amanda Gavilanes*, *M. Olivier Gurtner*, *Mme Christina Kitsos* et *M. Pascal Spuhler*.

Assistent à la séance: *M. Rémy Pagani*, maire, *Mme Sandrine Salerno*, vice-présidente, *Mme Esther Alder* et *M. Sami Kanaan*, conseillers administratifs.

CONVOCATION

Par lettre du 31 août 2017, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 12 septembre et mercredi 13 septembre 2017, à 17 h et 20 h 30.

1. Exhortation.

Le président. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, prenons la résolution de remplir consciencieusement notre mandat et de faire servir nos travaux au bien de la Cité qui nous a confié ses destinées.

2. Communications du Conseil administratif.

Néant.

3. Communications du bureau du Conseil municipal.

Le président. Mesdames et Messieurs, je vous rappelle que M. Barazzone sera absent à la séance de 17 h qui débute maintenant; il a été excusé. A la séance de 20 h 30 seront absents M. Rémy Pagani, Mme Sandrine Salerno, M. Sami Kanaan et M. Guillaume Barazzone.

4. Questions orales.

M. Rémy Pagani, maire. Madame Richard, pourriez-vous prêter attention à mon intervention? Elle durera plus d'une minute, car je suis stupéfait de la réponse à votre question orale d'hier soir que j'ai reçue de la part mes services. Vous m'avez interrogé à propos du chantier ouvert à l'avenue Giuseppe-Motta… *(Brouhaha.)*

Le président. Attendez, Monsieur Pagani, j'aimerais obtenir le silence. Retournez à vos places, Mesdames et Messieurs! On écoute l'orateur!

M. Rémy Pagani, maire. Il s'agit d'une note signée par M. Betty, chef du Service du génie civil. Je trouve qu'il vaut la peine de la lire ici pour que son contenu figure au *Mémorial*. C'est kafkaïen, Mesdames et Messieurs!

Je cite: «Les travaux de l'avenue Giuseppe-Motta ont débuté en mai. Mi-juin, nous avons dû faire face à un imprévu, à savoir la nécessité de démolir des dalles en béton situées sous les enrobés, dalles que nous avions prévu de conserver. Le constat de l'impossibilité de conserver ces dalles en béton date de mi-juin.

» Nous avons immédiatement sollicité un nouveau rendez-vous avec la police auprès de la Direction générale des transports (DGT), qui s'est tenu le 26 juin. Ce jour-là, les collaborateurs de la DGT nous ont informés de l'impossibilité administrative d'obtenir un arrêté de circulation en force pour juillet, et il nous était impossible d'engager les travaux en août, du fait des congés de l'entreprise et des travaux déjà planifiés à cette période sur l'avenue de Vermont.

» Toujours le 26 juin, il a été convenu que nous pouvions émettre l'hypothèse d'une intervention en septembre avec travaux en route barrée, sous réserve d'une étude de circulation sur les incidences en termes de trafic. Le 7 juillet, l'étude de circulation faite par le bureau Itra Ingénierie du trafic SA confirmait la possibilité d'intervenir en route barrée en septembre. Le 18 juillet, notre ingénieur civil donnait les dates définitives de l'intervention possible avec l'entreprise, selon un planning établi par cette dernière, soit du 11 septembre au 6 octobre.

» Le 27 juillet, les collaborateurs de la DGT demandaient une mise à jour de l'étude de circulation sur la base des dates définitivement données. Le 27 juillet, les collaborateurs de la DGT validaient l'arrêté de circulation avec intervention en route barrée, en prenant une marge conséquente, puisqu'il s'étend du 11 septembre au 6 octobre.

» Le 27 juillet, la direction de la région de rive droite de la DGT remettait en cause les orientations prises, indiquant qu'il n'était pas possible d'envisager des travaux si près de la rentrée scolaire. Nous avons répondu à cette demande que, pour nous, il fallait au contraire achever rapidement ces travaux, car la circulation se fait sur des dalles en béton et les circulations piétonnes ne seront pas optimales. Depuis cette date, nous sommes face à un mur, raison pour laquelle ce point sera évoqué ce jeudi en séance du Département de l'environnement, des transports et de l'agriculture et du Conseil administratif – il s'agit des séances que j'ai une fois par mois avec M. Barthassat.

» En conclusion, vous pouvez répondre que nous sommes pleinement conscients du problème soulevé par la conseillère municipale, mais que, les services municipaux n'ayant pas réussi à obtenir l'autorisation d'intervenir, cette problématique sera abordée par moi-même et M. Barthassat ce jeudi.

» Cette situation démontre toutes les difficultés que nous avons aujourd'hui – et ce, malgré d'innombrables échanges – à réaliser des travaux sur l'espace public, dès lors que nous touchons à de la mobilité.»

Telle est la conclusion que tire, très professionnel, mon collaborateur M. Betty. Je vous remercie de votre attention, Madame Richard.

5. Rapport d'activité et comptes 2016 de la Fondetec (D-32.4).

Sommaire

Introduction 3

Message de la Présidente
Activités, chiffres-clés

Présentation de la fondation 7

Dispositions générales
Organisation

Rapport de performance 13

Activité de financement
Activité d'hébergement

Rapport financier 27

Rapport de l'organe de révision
Bilan au 31 décembre 2016
Compte d'exploitation 2016
Tableau de variation du capital de l'organisation
Tableau de flux de trésorerie

Entreprises sélectionnées 37

Entreprises financées
Entreprises hébergées

Promotion de la fondation 48

Impressum
Publié par fondetec, fondation communale pour le développement
des emplois et du tissu économique en Ville de Genève
Rue Hugo-de-Senger 3, 1205 Genève
T 022 338 03 60
F 022 338 03 69
fondetec@fondetec.ch
www.fondetec.ch

Crédits photos : Nicolas Schopfer
Couverture et mise-en-page : Studio Gambetta

Papier recyclé extra blanc, Cocoon Preprint blanc mat,
muni du certificat FSC pour une gestion exemplaire des forêts.

RECYCLÉ Papier FSC® C103623

Remerciements
Nous adressons nos plus sincères remerciements aux entreprises nous ayant permis de réaliser
des photographies pour illustrer le présent rapport annuel.

Message de la Présidente

YES WE CAN !

Je serais tentée d'emprunter à Barack Obama son célèbre slogan pour résumer l'année 2016 de la fondetec. Oui, nous pouvons continuer nos activités et les développer grâce au crédit de 25 millions que nous a octroyé le Conseil municipal de la Ville de Genève à l'unanimité et ce, pour les 10 prochaines années.

Cette recapitalisation est la reconnaissance que le dispositif de soutien aux entreprises de la Ville de Genève a fait ses preuves, qu'il convainc avec ses résultats et ses prestations, qu'il répond enfin à un indéniable besoin des acteurs économiques locaux.

Résultats

S'agissant des résultats les plus marquants, 2016 fixe un nouveau record de demandes de financement : 86, en progression de plus de 15% par rapport à l'année passée. Le nombre d'emplois créés ou maintenus est en revanche en baisse de près de 5%, pour un total de 589 en 2016. Le contexte économique incertain, voire difficile est bien évidemment à l'origine de ces deux tendances inverses.

La bonne nouvelle toutefois provient du niveau des salaires, avec un salaire moyen en hausse de plus de 8%, qui vient s'établir à CHF 65'369.- (base : déclarations AVS des entreprises). De quoi rassurer quant à la qualité de l'emploi soutenu en Ville de Genève. *Last but not least*, en 2016 l'activité de financement a dégagé un résultat positif de plus de CHF 170'000.-.

Quant à l'activité d'hébergement, elle se révèle également très positive avec un taux d'occupation et de réservation des places de travail au 31 décembre de 95%, en progression de 9 points par rapport à 2015.

Prestations

Outre les prestations classiques de financement et d'hébergement, la fondetec offre désormais des prestations de conseil et d'accompagnement aux entreprises. Tout comme leurs aînées, le conseil et l'accompagnement s'adressent aussi bien aux entités constituées dans un but lucratif qu'aux institutions sans but lucratif mais qui exercent une activité économique en vue d'atteindre leur but idéel et d'intérêt commun. Avec cette offre complétée, la fondetec entend renforcer sa mission de soutien à toutes les étapes de vie de l'activité économique au sens large.

En lien avec la politique de la Ville de Genève, la fondetec projette de mettre l'accent plus particulièrement sur la promotion de l'artisanat et de la petite industrie. Des démarches exploratoires sont en cours ; elles devraient se concrétiser ces prochains mois.

Double jubilé

La fondetec en tant que fondation de droit public a fêté en février 2017 ses 10 ans d'existence. Mais en réalité, la fondetec fête en avril 2017 ses 20 ans d'activités, puisque le Conseil municipal de la Ville de Genève l'a portée sur les fonts baptismaux en avril 1997, en tant que fondation de droit privé.

Remerciements

Au nom du Conseil de fondation, je tiens à remercier chaleureusement les membres du Conseil municipal de nous avoir permis de poursuivre notre mission et de nous en octroyer les moyens. Je remercie aussi Mme Sandrine Salerno et les services de son département, qui témoignent à la fondetec un intérêt et une confiance jamais démentis, et avec qui la collaboration est toujours fructueuse.

Je remercie également les membres du Conseil de fondation pour l'excellence de leur participation et l'engagement dont ils font preuve lors de nos séances. Je tiens à remercier particulièrement l'équipe de la fondetec qui fait un travail de qualité avec beaucoup de professionnalisme, malgré l'augmentation du nombre de dossiers à traiter, malgré les difficultés rencontrées. Enfin je remercie chaleureusement Jérôme Favoulet, dont la direction avisée et compétente a permis à la fondetec de connaître un développement remarquable ces 10 dernières années.

Anne-Marie Gisler
Présidente

Activités, chiffres-clés

Financement	2016	2015	Moyenne 2011-2015	Moyenne 2007-2010
Nouvelles demandes	86	74	60	50.5
Décisions positives	31	30	25.8	26
Montant total des soutiens accordés (CHF)	3'345'800	2'912'000	2'627'292	2'562'225
Entreprises en cours de remboursement au 31 décembre	101	96	80.4	69.5

Hébergement	2016	2015	Moyenne 2011-2015	
Taux d'occupation des places de travail sur l'année	82%	73%	53%	–
Taux d'occupation et réservation des places de travail au 31 décembre	95%	86%	68%	–

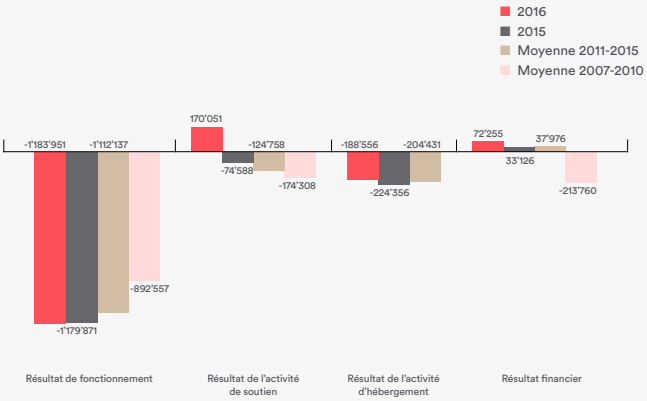
Pour la période 2007-2016, le nombre total des demandes de financement était de 586, dont 264 ont été acceptées pour un montant de CHF 26'731'160.-.

De 2007 à 2010, la fondetec comptabilise 202 demandes, et 104 crédits ont été octroyés, alors que de 2011 à 2015, il y a eu 298 demandes et 129 crédits octroyés, représentant une augmentation de 18% pour les nouvelles demandes. Cette augmentation est de 16% entre 2015 et 2016

Statistiques sur la base des déclarations AVS reçues Entreprises, financement et hébergement (CHF)	2016	2015	Moyenne 2011-2015
Nb d'entreprises ayant répondu	73	81	69
Taux de réponse pour les déclarations AVS	78%	92%	91%
Nb total de salariés sur l'année	589	621	510
Nb moyen de salariés par entreprise	8	7.7	7.4
Nb de salariés ETP sur l'année	277	304	266
Nb moyen de salariés par entreprise ETP	4	4	4
Masse salariale totale (tous les emplois) en CHF	18'899'457	18'633'207	16'947'809
Salaire annuel moyen par collaborateur ETP en CHF	65'369	60'383	63'523

Nb: le salaire annuel moyen a été calculé sur la base des ETP qui avaient un taux d'occupation supérieur ou égal à 20%.

Résultats de la Fondation



Nb : l'activité d'hébergement a débuté pour la fondation en 2011.

Dispositions générales

Buts (Loi 9657 – PA 457.01 – art.3)

1. La fondation a pour but de promouvoir de nouvelles entreprises créatrices d'emplois, de soutenir et de développer des entreprises existantes et de stimuler l'innovation en Ville de Genève.
2. Les entreprises soutenues par la fondation doivent avoir leur siège en Ville de Genève.

Tâches (Loi 9657 – PA 457.01 – art.4)

Afin de réaliser ses buts, la fondation:

a. examine les projets de nouvelles entreprises qui lui sont soumis et détermine, le cas échéant, le type de soutien qu'elle leur apporte.
b. examine les demandes de soutien aux entreprises existantes, ainsi que leur projet de développement, et détermine, le cas échéant, le type de soutien qu'elle leur apporte.
c. collabore étroitement avec le Conseil administratif et le Conseil municipal de la Ville de Genève.
d. collabore avec les organismes publics et privés œuvrant à la promotion de l'économie, de l'emploi et des entreprises dans le canton de Genève et dans la région.
e. reçoit et consulte les partenaires sociaux, professionnels et syndicaux.
f. prend toute autre mesure utile à la réalisation de ses buts.

Conditions de soutien aux entreprises (Loi 9657 – PA 457.01 – art.5)

La fondation ne peut soutenir des entreprises, existantes ou à créer, que pour autant qu'elles remplissent les conditions cumulatives suivantes:

a. Elles sont viables économiquement.
b. Elles contribuent à la création d'emplois ou au maintien d'emplois existants en Ville de Genève.
c. Elles respectent pleinement les dispositions légales relatives à la forme d'organisation de l'entreprise, ainsi que la réglementation de droit public et de droit administratif.
d. Elles respectent les conventions collectives de travail ou, à défaut, les usages dans la profession ou dans le secteur concerné, et sont à jour de leurs cotisations sociales ou ont obtenus de la part des assurances concernées un échéancier de paiement.
e. Elles respectent l'égalité entre hommes et femmes, notamment sur le plan salarial.

Nos solutions pour les entreprises: accompagnement, financement ou hébergement

Les interventions sont accordées en faveur de personnes physiques ou de personnes morales dont la raison de commerce est inscrite auprès du Registre du commerce.

Des conseils et un accompagnement

Dans le cadre du vote du budget 2016 de la Ville de Genève, le Conseil Municipal a exprimé son souhait de voir de nouvelles prestations développées par la fondetec, s'adressant notamment aux acteurs de l'économie sociale et solidaire. Un projet a donc été présenté à la commission des finances à la fin du premier semestre.

Le deuxième semestre a permis de réaliser une phase de test au cours de laquelle la fondetec a rencontré les porteur-se-s de 44 projets qui ont bénéficié de 80 rendez-vous. 8 projets concernaient des structures existantes basées en Ville de Genève, dont 4 associations. Les 36 autres portaient sur la création d'une activité, 24 étaient portés par des femmes.

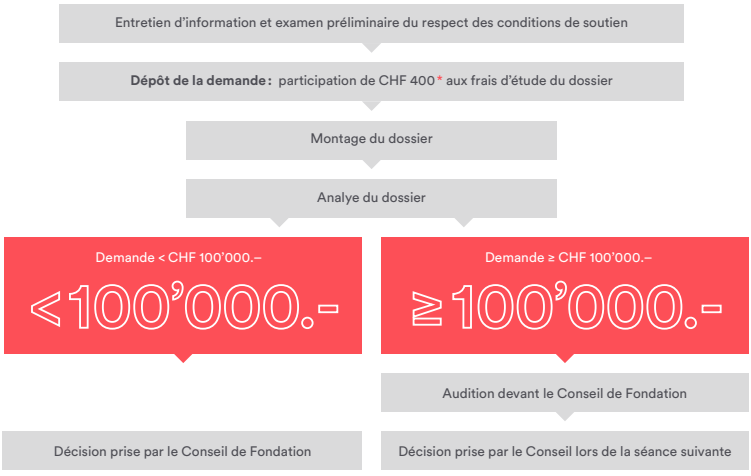
Les principales attentes des personnes rencontrées étaient :

- Obtenir des informations générales sur la création d'entreprises
- Etre accompagnées dans la rédaction d'un business plan
- Définir ou redéfinir leur modèle d'affaires
- Etre guidées dans le choix d'un statut juridique
- Analyser leurs comptes ou réaliser des comptes prévisionnels
- Identifier les différentes solutions de financement,
- Connaître les différentes formations à l'entrepreneuriat

Une solution de crédit indépendante des banques

La fondation soutient les entreprises de la Ville à travers des solutions de financement. À ce titre, elle intervient sous plusieurs formes, notamment le cautionnement, le prêt direct ou l'aide à la restructuration.

Le processus de sélection pour une demande de prêt



* La taxe de participation aux frais de dossier est passée de CHF 350.- à CHF 400.- le 1er juillet 2016.

Un espace professionnel dédié aux sociétés de service

Depuis 2011, fondetec a créé et développé une pépinière d'entreprises. Celle-ci peut accueillir une quinzaine d'entreprises sur une surface d'environ 210m² de bureaux, à laquelle s'ajoutent des espaces communs mutualisés. Au-delà de la simple location, cette pépinière vise notamment à favoriser les échanges d'expérience et de compétences entre entrepreneurs.

Le processus de sélection pour la location d'un bureau

Entretien d'information et visite des locaux

Montage du dossier

Analyse du dossier

Décision prise par le Conseil de fondation

Organisation

Organes de la fondation (Loi 9657 – PA 457.01 – art.12)
Les trois organes de la fondation sont :
a. le Conseil de fondation
b. la Direction de la fondation
c. l'Organe de révision

Composition du Conseil de fondation (Loi 9657 – PA 457.01 – art.13)
1. Le Conseil de fondation est composé de neuf membres, ayant des compétences et de l'expérience.
2. Le Conseil municipal désigne les neuf membres du Conseil de fondation, proportionnellement au nombre de sièges obtenus par les partis politiques, mais au minimum un membre par parti.
3. Le/la Président-e du Conseil de fondation et le/la Vice-président-e sont élus par le Conseil de fondation.

Durée du mandat des membres du Conseil de fondation (Loi 9657 – PA 457.01 – art.14)
1. Sitôt la fondation créée, le Conseil municipal nomme les membres du Conseil de fondation pour une période se terminant avec la législature en cours.
2. Puis, au début de chaque législature, le Conseil municipal nomme les membres du Conseil de fondation pour la durée d'une législature.
3. Le mandat de membre du Conseil de fondation est renouvelable deux fois consécutivement au maximum.

Le Conseil de fondation depuis le 18 juin 2015

De g. à dr Anne-Marie Gisler, Présidente (PLR), Cathy Jacquier, Vice-présidente (UDC), Daniel Ferrier (PLR), Damien Gumy (PS), Laurent Leisi (MCG), Léonard Montavon (PDC), Romain de Sainte-Marie (PS), Catherine Thobellem (Les Verts), Nicolas Wenger (Ensemble à Gauche)

Direction de la fondation
(Loi 9657 – PA 457.01 – art.22)

1. Le/la directeur/trice est responsable de la gestion opérationnelle de la fondation. Il/elle assume l'administration courante de la fondation.
2. Le/la directeur/trice est nommé-e par le Conseil de fondation.
3. Le/la directeur/trice siège au Conseil de fondation avec voix consultative.

Depuis 2007, cette fonction est assumée par Jérôme Favoulet.

Membres de l'équipe

Au cours de l'année 2016, la gestion des dossiers de financement a été gérée par 5 gestionnaires: Rosalia Correia, Sophie Vittot, Laurent Perruchoud, Stéphanie Halfon (depuis juillet 2016) et Emilie Briones. La gestion de la pépinière d'entreprises est sous la responsabilité de Frédéric Genoud. Sophie Vittot est en charge du développement de l'activité conseil et accompagnement depuis juin 2016.

Chacun des gestionnaires de la fondetec est en charge d'un portefeuille de dossiers. Ce sont avant tout des généralistes, même s'ils approfondissent certaines spécialités correspondant à leur rôle interne au sein de la fondetec (comptabilité/finance, juridique/contentieux, ressources humaines, communication/vente, informatique/optimisation des processus). Cette spécificité leur permet de conseiller les entreprises sur des thématiques qu'ils mettent en pratique au quotidien.

Parallèlement aux activités de gestion des dossiers de financement et d'hébergement, le poste de responsable administrative et accueil est assumé par Sabrina Rivoir, assistée par Rachel Guerreiro depuis le 1er septembre 2016. Anne Fatout est chargée de projet et de rédaction.

L'équipe de la fondetec

De g. à dr Jérôme Favoulet, Emilie Briones, Rosalia Correia, Anne Fatout, Frédéric Genoud, Rachel Guerreiro, Stéphanie Halfon, Laurent Perruchoud, Sabrina Rivoir, Sophie Vittot.

Activité de financement

Chiffres-clés de cette activité

	2016	2015	Moyenne 2011 - 2015	Total 2011 - 2015	Moyenne 2007-2010	Total 2007-2010
Nouvelles demandes	**86**	**74**	**59.6**	**298**	**50.5**	**202**
Demandes retirées *	0	2	3.8	19	11.8	47
Demandes refusées au traitement	0	0	0.2	1	1.3	5
Demandes non étudiées par le Conseil	0	2	4	20	13	52
Décisions positives	31	30	25.8	129	25.3	104
Décisions négatives	41	28	23.2	116	13.3	50
Nombre total des décisions prises	**72**	**58**	**49**	**245**	**39**	**154**
Montant total des soutiens accordés (CHF)	3'345'800	2'912'000	2'627'292	13'136'460	2'562'225	10'248'900
Pour un montant moyen de	107'929	97'067		101'833		98'547
Montant total des soutiens refusés (CHF)	5'570'000	3'470'000	3'151'594	15'757'972	2'150'875	8'603'500
Pour un montant moyen de	135'854	123'929		135'845		172'070
Montant total des décisions prises	8'915'800	6'382'000	5'778'886	28'894'432	4'713'100	18'852'400
Dossiers remboursés	11	9	13	64	11	44
Montant total des dossiers remboursés (CHF)	1'368'000	1'064'700	1'327'030	6'635'150	1'882'840	7'531'360
Dossiers non ouverts **	5	2	0.8	4	4	15
Entreprises en faillite	10	3	4	20	5	18
Dossiers terminés au cours de l'année	**26**	**14**	**17.6**	**88**	**19.3**	**77**
Situation au 31 décembre						
Entreprises en cours de remboursement	101	**96**	**80.4**	**402**	**69.5**	**278**
Entreprises dont le prêt est en attente de versement	5	8	5.6	28	6.5	26
Entreprises en attente de décision	48	34	21.4	107	13.3	53
Nombre total d'entreprises en cours de suivi	**154**	**138**	**107.4**	**537**	**89.3**	**357**

Evolution générale de l'activité de financement

Depuis 2007, ce sont 586 demandes de financement qui ont été reçues, soit une moyenne de 59 nouveaux dossiers par année. En 2016, le nombre de demandes de financement atteint un nouveau record avec 86 nouvelles demandes. Au cours de l'année, le conseil a pris 72 décisions d'octroi de crédit soit plus de 24% d'augmentation par rapport à 2015 et le double du nombre de décisions prises en 2007. Au total, le Conseil de fondation s'est prononcé sur 472 dossiers représentant plus de CHF 56,7 millions (CHF 5.7 millions en moyenne par année.)

* Dossiers pour lesquels le porteur de projet, après avoir payé la taxe d'inscription, a retiré son dossier avant la décision du conseil
** Dossiers acceptés par le conseil mais dont les fonds n'ont pas été utilisés par le porteur de projet

Impact sur l'emploi de l'activité de financement, emplois et salaires

FINANCEMENT Statistiques uniquement sur la base des déclarations AVS reçues (en CHF)	2016	2015	Moyenne 2011-2015
Nb d'entreprises ayant répondu	66	70	65
Taux de réponse	80%	92%	–
Nb total de salariés sur l'année	565	613	505
Nb moyen de salariés par entreprise	8.6	8.8	8
Nb de salariés ETP sur l'année	260	295	261
Nb moyen de salariés par entreprise ETP	3.9	4.2	4
Masse salariale totale	**17'204'742**	**18'374'954**	**16'660'546**
Salaire annuel moyen par collaborateur	**64'013**	**62'321**	**63'723**

Les données mentionnées ci-dessus présentent la tendance générale pour les entreprises suivies au cours de l'année 2016. Elles sont issues des déclarations AVS 2016 et des comptes remis chaque année par les entreprises.

- Pour établir les emplois en ETP, chacune des entreprises a précisé pour chaque collaborateur, d'une part, le nombre de mois de travail sur l'année, et d'autre part, le taux d'activité pour chacun d'entre eux.
- Les données relatives à des emplois créés indirectement par des activités de placement de personnel n'ont pas été prises en compte, ni les emplois dont le taux d'occupation étaient inférieur à 20%.
- Ne sont pas prises en compte les 5 entreprises ayant eu un exercice de moins de 6 mois en 2016.
- 11 entreprises sont en cours de processus de recouvrement. Elles ne sont pas prises en compte.
- 1 entreprise hébergée a obtenu un crédit en décembre 2016, elle a été comptabilisée dans les hébergées.

Les statistiques établies dans le tableau ci-dessus sont basées sur les données AVS de 80 % des 82 entreprises éligibles selon les critères précités.

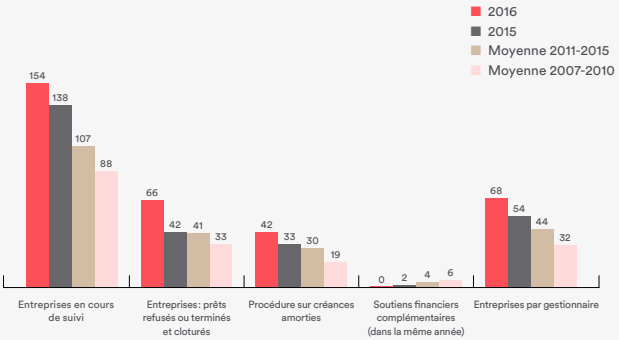
En 2016, grâce à son activité de financement, la fondetec a permis la création ou le maintien de plus de 565 emplois, pour une masse salariale totale dépassant les CHF 17 millions.

407 emplois sont à un taux d'occupation égal ou supérieur à 20%, et correspondent à 260 ETP.

Le salaire annuel moyen par collaborateur en ETP (hors apprentis et stagiaires), a augmenté en 2016, avec un salaire moyen de CHF 65'135

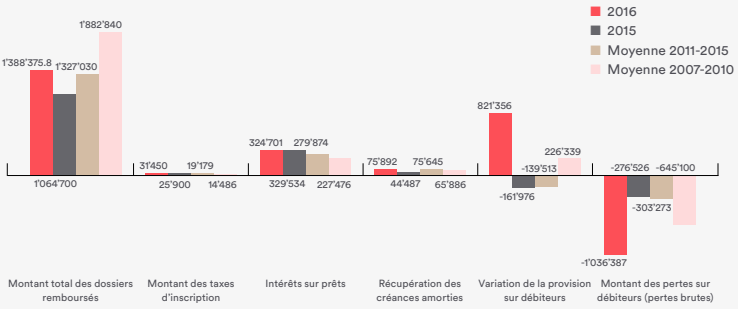
29 apprentis et stagiaires étaient employés par 14 entreprises, pour un équivalent de 7.8 ETP, et une masse salariale de CHF 215'932.-

Gestion des dossiers liés à l'activité de financement



En 2016, le nombre moyen d'entreprises par gestionnaire est de nouveau en forte augmentation par rapport à l'année précédente.

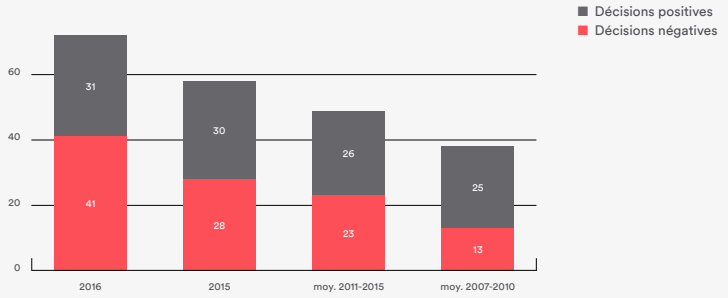
Activité sur dossiers en montants



La diminution de la provision sur débiteur est de CHF 821'356.- en 2016, représentant un montant total au 31 décembre 2016 de CHF 1'470'855.- Le nombre de dossiers provisionnés est quant à lui passé de 26 en 2015 à 25 en 2016.

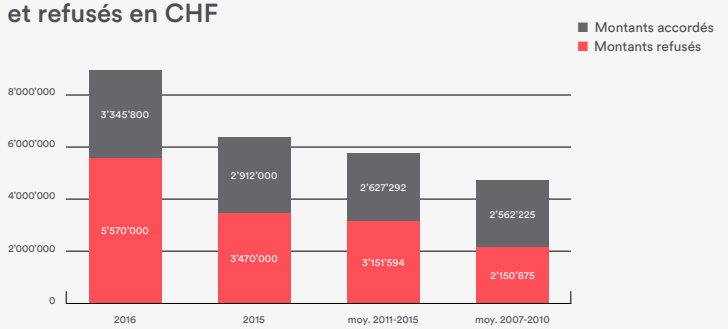
L'augmentation des pertes est en partie liée à la diminution de la provision, mais, elle est également impactée par le contexte économique et la faillite très rapide de dossiers.

Demandes de financement accordées et refusées



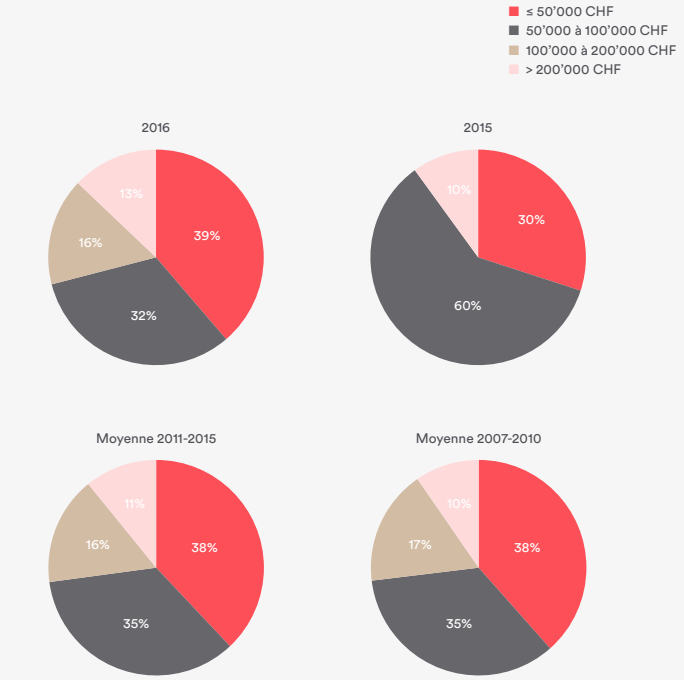
- Cette année, le nombre de décisions positives s'élève à 31, soit un taux d'acceptation de 43% qui est le chiffre le plus bas depuis 2007.
- Ce taux est équivalent pour les demandes au-delà de CHF 200'000 (8 acceptées contre 11 refusées).

Montants de financement accordés et refusés en CHF



En 2016, le Conseil de fondation a octroyé 37,5% des montants demandés, soit plus de CHF 3.3 millions (qui représentent une augmentation de 14% par rapport à l'année précédente).

Répartition des montants acceptés



Le montant moyen des prêts accordés a augmenté par rapport à 2015, s'établissant autour de CHF 107'900.- en 2016 contre CHF 97'000.- en 2015. Celui-ci est aussi supérieur aux moyennes établies respectivement entre 2007 et 2010 (environ CHF 100'000.-) et entre 2011 et 2015 (environ CHF 103'700.-).

Le montant moyen des soutiens refusés en 2016 a augmenté s'élevant à CHF 135'854.- contre CHF 123'929.- en 2015.

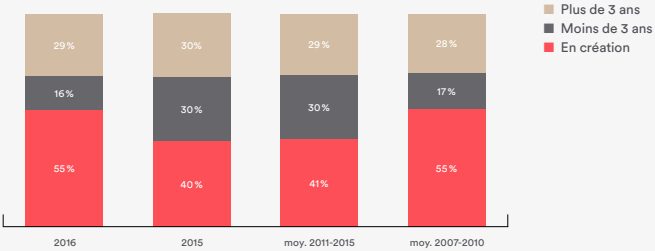
Concernant la répartition des montants, les prêts accordés inférieurs à CHF 100'000.- représentent les deux tiers des demandes acceptées en 2016 (71% des dossiers).

Alors qu'il n'y avait pas eu de prêt d'un montant entre 100'000 et 200'000 CHF en 2015, ces derniers représentent 16% des dossiers en 2016. Notons que les prêts de plus de CHF 200'000.- représentent 13% des dossiers.

Répartition des demandes de financement étudiées par le Conseil selon l'âge de l'entreprise

	2016	2015	Total 2011-2015	Moyenne 2011-2015	Total 2007-2010	Moyenne 2007-2010
Dossiers acceptés: âge entreprise						
En création	**17**	12	51	10.2	57	14.3
Moins de 3 ans	**5**	9	38	7.6	18	4.5
Plus de 3 ans	**9**	9	40	8	29	7.3
Total	**31**	**30**	**129**	**25.8**	**104**	**26**
Dossiers refusés: âge entreprise						
En création	**24**	18	67	13.4	29	7.3
Moins de 3 ans	**9**	6	32	6.4	9	2.3
Plus de 3 ans	**8**	4	17	3.4	13	3.3
Total	**41**	**28**	**116**	**23.2**	**51**	**12.8**

Répartition des demandes accordées selon âge de l'entreprise

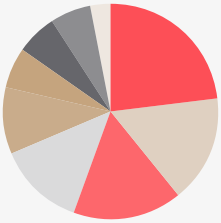


La fondation analyse principalement les demandes de financement de jeunes entreprises (en création ou de moins de 3 ans). En 2016, elles représentent 55 dossiers étudiés alors que les entreprises de plus de 3 ans représentent 17 demandes. De plus, les demandes de financement étudiées pour des entreprises uniquement en création en création sont passées de 30 en 2015 à 41 en 2016 et représentent 57 % des décisions.

Sur les 31 dossiers acceptés en 2016, 55% étaient liés à des créations d'entreprises (17 entreprises), représentant CHF 1'565'800. Le montant moyen des prêts accordés à ces entreprises en cours de création s'est élevé à environ CHF 92'100.-, ce qui est en deçà du montant moyen total accepté pour l'ensemble des entreprises en 2016 (ce montant s'élève à CHF 107'900.-).

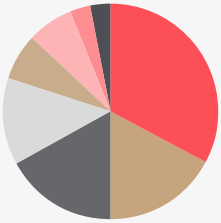
Par rapport à 2015, le montant total octroyé à des entreprises de plus de 3 ans a augmenté, en passant de CHF 725'000.- en 2015 à CHF 1'520'000.- en 2016.

Répartition sectorielle des dossiers de financement acceptés



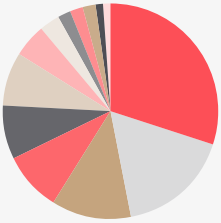
2016

- Commerces; réparation d'auto et moto **23%**
- Industrie manufacturière **16%**
- Autre activités de services **16%**
- Hébergement et restauration **13%**
- Construction **10%**
- Activités spéc., scientifiques et techniques **6%**
- Information et communication **6%**
- Arts, spectacles, activités récréatives **6%**
- Activités de services administratifs **3%**



2015

- Commerces; réparation d'auto et moto **33%**
- Activités spéc., scientifiques et techniques **17%**
- Information et communication **17%**
- Hébergement et restauration **13%**
- Construction **7%**
- Enseignement **7%**
- Activités financières et d'assurance **3%**
- Transports et entreposage **3%**



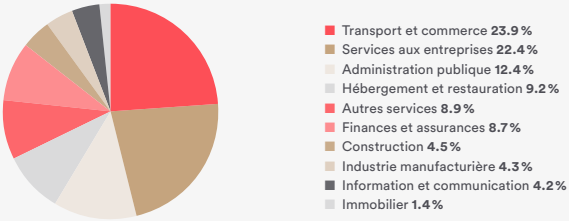
Moyenne 2011-2015

- Commerces; réparation d'auto. et moto **30%**
- Hébergement et restauration **17%**
- Activités spéc., scientifiques et techniques **12%**
- Autres activités de services **9%**
- Information et communication **8%**
- Industrie manufacturière **8%**
- Enseignement **5%**
- Activités de services administratifs **3%**
- Arts, spectacles, activités récréatives **2%**
- Activités financières et d'assurance **2%**
- Construction **2%**
- Transports et entreposage **1%**
- Santé humaine et action sociale **1%**

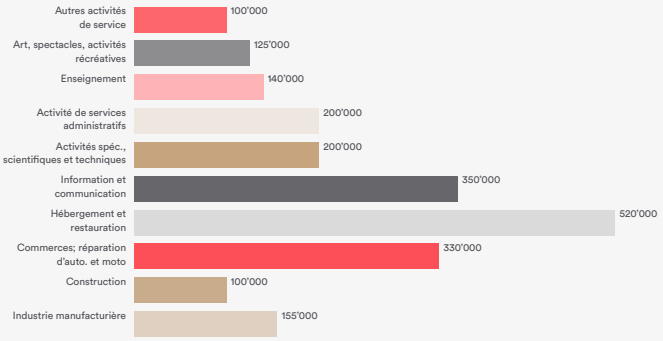
La classification sectorielle utilisée ici est basée sur la nomenclature générale des activités économiques 2008 (NOGA). La branche économique définie pour chacune des entreprises est celle déterminée par le répertoire des entreprises du Canton de Genève.

Répartition des entreprises par secteur économique en Ville de Genève en 2008

Portrait économique de la Ville de Genève
Département des finances et du logement, déc. 2012



Répartition sectorielle des montants pour les entreprises dont les crédits ont été votés et libérés en 2016 (23 libérations)

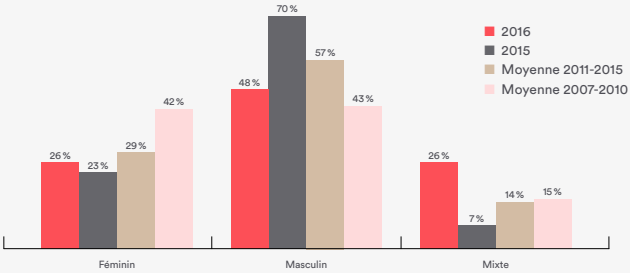


Au 31 décembre, 8 entreprises n'avaient pas libéré le montant accordé par la fondation, correspondant à un montant de CHF 910'800.-, et 23 entreprises avaient ouvert leur crédit, pour un montant global de CHF 2'220'000.-.

Financement de l'entrepreneuriat par genre

		Demandes acceptées	Demandes refusée	Total demandes étudiées	Moyenne s/ nb de dossiers
Entrepreneuriat féminin	**2016**	**8**	**17**	**25**	**35%**
	2015	7	7	14	24%
	Moyenne 2011-2015	7.6	6	13.6	28%
	Moyenne 2007-2010	11.3	2.5	13.8	37%
Entrepreneuriat mixte	**2016**	**8**	**6**	**14**	**19%**
	2015	3	3	6	10%
	Moyenne 2011-2015	3.8	2.6	6.4	16%
	Moyenne 2007-2010	3	1	4	9%
Entrepreneuriat masculin	**2016**	**15**	**18**	**33**	**46%**
	2015	20	18	38	66%
	Moyenne 2011-2015	14.4	14.6	29	57%
	Moyenne 2007-2010	11.8	9.3	21	54%

Moyenne des dossiers acceptés par genre



En 2016, le montant moyen des demandes de crédit étudiées était de CHF 102'720.- pour les dossiers portés exclusivement par des femmes contre CHF 148'690.- pour ceux portés par des hommes. La moyenne des montants sollicités par les dossiers mixtes est quant à elle de CHF 104'785.-.

Concernant le montant moyen des demandes de crédits octroyés pour les femmes, il était cette année de CHF 75'000.- contre CHF 155'050 pour les dossiers masculins, et 52'500.- pour les dossiers mixtes.

Le montant total des crédits accordés pour les dossiers de l'entrepreneuriat féminin s'élève cette année à CHF 600'000.-, avec 8 dossiers féminins acceptés.

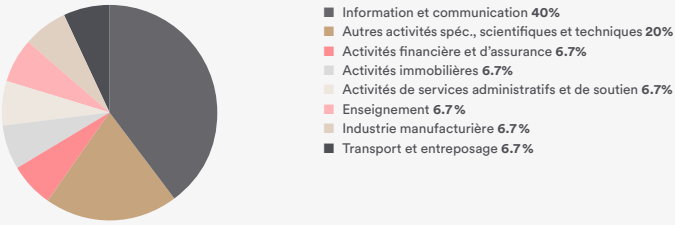
Activité d'hébergement

Chiffres-clés de cette activité

	2016	2015	Moyenne 2011-2015
Nouvelles demandes	**13**	**36**	**13.40**
Décisions positives	4	3	5.6
Décisions négatives	1	6	1.8
Décisions prises	**5**	**9**	**7.4**
Entreprises en attente de signature du bail suite à une décision positive	1	2	1
Entreprises ayant renoncé suite à une décision positive	0	0	0.4
Entreprises ayant occupé des bureaux au cours de l'année *	15	13	9
Entreprises ayant quitté des bureaux en cours d'année	4	3	2
Taux d'occupation des places de travail sur l'année	**82 %**	**73 %**	**45 %**
Bureaux disponibles au sein de la pépinière	17	18	17.8
Bureaux occupés * au 31 déc.	14	13	7.6
Bureaux réservés au 31 déc.	1	2	0.8
Bureaux occupés ou réservés au 31 décembre	**15**	**15**	**8.4**
Places de travail disponibles au sein de la pépinière	37	35	35
Places de travail occupées au 31 déc.	32	25	15.4
Places de travail réservées au 31 déc.	5	5	2
Places de travail occupées ou réservées au 31 décembre	**35**	**30**	**17.4**
Taux d'occupation et de réservation des places de travail au 31 déc.	**95%**	**86%**	**50%**

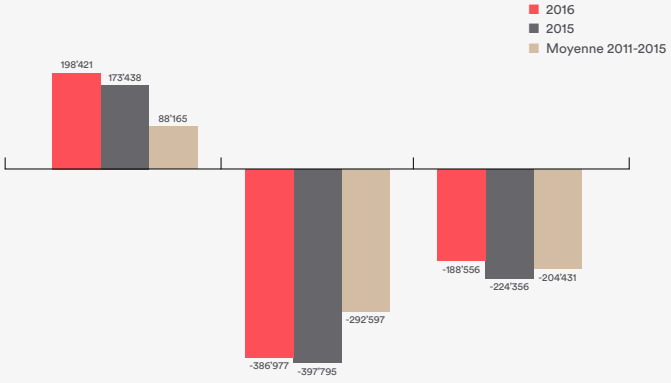
* Une entreprise occupait 3 bureaux et une autre 2 au 31.12

Domaines d'activité représentés parmi les entreprises hébergées au cours de 2016 (selon code Noga 2008)



En 2016, 18 décisions ont été prises au total par le Conseil de fondation, parmi celles-ci, 5 nouvelles demandes de location de bureau ont été déposées et 4 d'entre elles ont été acceptées.

Résultat de l'activité d'hébergement (en CHF)



Impact sur l'emploi de l'activité d'hébergement

	2016	2015
HEBERGEMENT Statistiques Entreprises uniquement sur la base des déclarations AVS reçues (en CHF)		
Nb d'entreprises ayant répondu	7	12
Taux de réponse pour les déclarations AVS	50%	92%
Nb total de salariés sur l'année	**23**	**23**
Nb moyen de salariés par entreprise	3.3	2.1
Nb de salariés ETP sur l'année	17	16
Nb moyen de salariés par entreprise ETP	2.4	1.4
Masse salariale totale	**1'694'716**	**1'351'785**
Masse salariale totale ETP de + de 20%	1'689'992	1'330'982
Masse salariale moyenne par entreprise	242'102	112'649
Salaire annuel moyen par collaborateur ETP	**99'411**	**83'186**

En 2016, grâce à sa pépinière d'entreprises, la fondetec a permis la création ou le maintien de 23 places de travail, correspondant à 17 équivalents temps plein (ETP) pour une masse salariale totale de CHF 1'689'992.-.

Le montant du salaire annuel moyen par collaborateur ETP ayant un taux d'occupation égal ou supérieur à 20% s'est élevé à CHF 99'411.-.

Les statistiques établies dans le tableau ci-dessus sont basées sur les chiffres de 7 entreprises hébergées au 31.12.16, qui ont démarré leur activité au moins 6 mois avant le 31 décembre 2016 et qui n'ont pas été comptabilisées dans les statistiques liées à l'activité « financement ».

- Pour établir les emplois en ETP, chacune des entreprises a précisé pour chaque collaborateur, d'une part, le nombre de mois de travail sur l'année, et d'autre part, le taux d'activité pour chacun d'entre eux.
- Les données relatives à des emplois créés indirectement par des activités de placement de personnel n'ont pas été prises en compte, ni les emplois dont le taux d'occupation était inférieur à 20%.

Les statistiques établies dans le tableau ci-dessus sont basées sur les données AVS de 50 % des 14 entreprises éligibles selon les critères précités.

Rapport de l'organe de révision

berney associés

Genève, le 24 avril 2017

RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION SUR LE CONTROLE ORDINAIRE DE L'EXERCICE 2016 AU CONSEIL DE FONDATION DE LA FONDATION COMMUNALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES EMPLOIS ET DU TISSU ECONOMIQUE EN VILLE DE GENEVE – FONDETEC, GENEVE

Mesdames, Messieurs,

berney & associés sa
société fiduciaire

8, rue du rant
case postale 6768
1211 genève 6
t +41 58 234 90 00
f +41 58 234 90 01

4, rue étraz
case postale 6169
1002 lausanne
t +41 58 234 91 00
f +41 58 234 91 01

37, bd de pérolles
case postale 16
1705 fribourg
t +41 26 422 88 33
f +41 26 422 88 01

18, rue de-la-porte-blanche
case postale 1160
1951 sion
t +41 27 322 75 40
f +41 27 322 75 44

1, rue arthur parchet
case postale 284
1896 vouvry
t +41 58 234 90 20
f +41 58 234 90 05

berneyassocies.com

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels joints de la FONDATION COMMUNALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES EMPLOIS ET DU TISSU ECONOMIQUE DE GENEVE - FONDETEC comprenant le bilan, le compte d'exploitation, le tableau de flux de trésorerie, le tableau de variation du capital et l'annexe pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016. Selon la Swiss GAAP RPC 21, les indications du rapport de performance ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle de l'organe de révision.

Responsabilité du Conseil de Fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux Swiss GAAP RPC, aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil de Fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de Fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion d'audit sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses (NAS). Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

./.

EXPERT Suisse | Crowe Horwath.

berney associés

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2016 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie, conformément aux Swiss GAAP RPC, et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a alinéa 1 chiffre 3 du Code des Obligations et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil de Fondation.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis présentant un capital de l'organisation au bilan de CHF 8'293'743.63, après comptabilisation du résultat négatif de l'exercice de CHF 1'143'105.97.

Veuillez croire, Mesdames, Messieurs, à l'expression de nos meilleurs sentiments.

BERNEY & ASSOCIES SA
Société Fiduciaire

Sébastien BRON
Expert-réviseur agréé

Raphaël LEVEAU
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Annexes : - comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation, le tableau de flux de trésorerie, le tableau de variation du capital et l'annexe
- rapport de performance (non audité)

Bilan au 31 décembre 2016

	Annexe	2016 CHF	2015 CHF
ACTIF			
Actif circulant			
Disponible et réalisable			
Caisse		40.90	131.40
CCP		707'063.71	897'306.51
Banques		195'965.69	194'994.47
Débiteurs prêts nets à moins d'un an	3.1.1.	1'844'499.17	2'053'349.07
Débiteurs locations nets à moins d'un an	3.1.2.	2'704.26	3'861.53
Titres & Placements – Nets	3.1.3.	1'740'155.99	2'552'555.02
Comptes de régularisation actif	3.1.4.	305'725.10	82'561.41
		4'796'154.82	**5'784'759.41**
Actif immobilisé			
Débiteurs prêts nets à plus d'un an	3.1.1.	3'199'000.98	3'314'042.87
Autres immobilisations financières	3.2.2.	58'970.70	58'964.80
Immobilisations corporelles	3.2.1.	338'213.43	413'841.04
		3'596'185.11	**3'786'848.71**
TOTAL DE L'ACTIF		**8'392'339.93**	**9'571'608.12**
PASSIF			
Capitaux étrangers à court terme			
Dettes résultant d'achats et de prestations de services		18'078.23	32'046.60
Comptes de régularisation passif	3.3.	80'518.07	102'711.92
		98'596.30	**134'758.52**
Capital de l'organisation			
Capital libre		9'436'849.60	10'882'538.85
Résultat de l'exercice		(1'143'105.97)	(1'445'689.25)
		8'293'743.63	**9'436'849.60**
TOTAL DU PASSIF		**8'392'339.93**	**9'571'608.12**

Compte d'exploitation de l'exercice 2016

	Annexe	2016 CHF	Budget 2016 CHF	Ecart CHF	2015 CHF
Produits de l'activité de soutien					
Frais d'inscription		31'450.00	22'750.00	8'700.00	25'900.00
Intérêts sur prêts	4.1	324'701.10	306'390.36	18'310.74	329'533.55
		356'151.10	**329'140.36**	**27'010.74**	**355'433.55**
Charges de l'activité de soutien					
Pertes nettes sur débiteurs	3.1.1	(960'494.33)	(200'000.00)	(760'494.33)	(232'039.26)
Variation nette de la provision pour risques de perte sur débiteurs	3.1.1	821'356.00	(200'000.00)	1'021'356.00	(161'976.00)
Honoraires avocats pour enquêtes sur dossiers		(35'649.14)	(35'000.00)	(649.14)	(27'965.95)
Frais de représentation		(11'313.04)	(9'000.00)	(2'313.04)	(8'040.12)
		(186'100.51)	**(444'000.00)**	**257'899.49**	**(430'021.33)**
Résultat de l'activité de soutien		**170'050.59**	**(114'859.64)**	**284'910.23**	**(74'587.78)**
Produits de l'activité pépinière					
Sous-locations pépinière		193'455.00	210'710.00	(17'255.00)	161'301.40
Produits divers		1'855.21	1'000.00	855.21	12'137.25
Dissolution provision s/locataires		3'110.30	–	3'110.30	–
		198'420.51	**211'710.00**	**(13'289.49)**	**173'438.65**
Charges de l'activité pépinière					
Frais de locaux	5.3	(201'392.25)	(197'011.60)	(4'380.65)	(194'008.00)
Salaires et charges sociales	4.3	(127'663.55)	(123'557.31)	(4'106.24)	(150'530.40)
Frais administratifs		(14'687.70)	(16'039.20)	1'351.50	(14'688.00)
Honoraires & frais juridiques		(626.90)	(1'000.00)	373.10	–
Amortissements	3.2.1	(39'262.75)	(39'798.59)	535.84	(38'568.55)
Pertes sur débiteurs locatif		(3'343.46)	–	(3'343.46)	–
		(386'976.61)	**(377'406.70)**	**(9'569.91)**	**(397'794.95)**
Résultat de l'activité pépinière	**4.4**	**(188'556.10)**	**(165'696.70)**	**(22'859.40)**	**(224'356.30)**
Résultat intermédiaire 1		**(18'505.51)**	**(280'556.34)**	**262'050.83**	**(298'944.08)**

Compte d'exploitation de l'exercice 2016 (suite)

	Annexe	2016 CHF	Budget 2016 CHF	Ecart CHF	2015 CHF
Résultat intermédiaire 1 (report)		**(18'505.51)**	**(280'556.34)**	**262'050.83**	**(298'944.08)**
Produits de l'activité de conseil et formation					
Subvention activité de conseil et formation		142'601.00	–	142'601.00	–
Mandats		12'000.00	–	12'000.00	–
Prestations conseil		–	–	–	–
Prestations formation		3'275.00	–	3'275.00	–
		157'876.00	–	157'876.00	–
Charges de l'activité de conseil et formation					
Salaires et charges sociales		(95'584.40)	–	(95'584.40)	–
Frais administratifs		(42'037.75)	–	(42'037.75)	–
Amortissements		(6'158.40)	–	(6'158.40)	–
Frais développements outils		(27'000.00)	–	(27'000.00)	–
		(170'780.55)	–	(170'780.55)	–
Résultat de l'activité de conseil et formation		**(12'904.55)**	**–**	**(12'904.55)**	**–**
Résultat intermédiaire 2		**(31'410.06)**	**(280'556.34)**	**249'146.28**	**(298'944.08)**
Coûts nets de fonctionnement					
Salaires	4.3	(633'669.90)	(682'161.72)	48'491.82	(647'205.00)
Jetons de présence	4.2	(63'253.00)	(40'000.00)	(23'253.00)	(51'865.00)
Charges sociales	4.3	(135'158.95)	(148'105.24)	12'946.29	(134'951.90)
Frais de personnel	4.3	(21'427.75)	(34'000.00)	12'572.25	(23'483.35)
Frais de locaux	5.3	(112'943.64)	(124'518.20)	11'574.56	(123'066.25)
Frais administratifs		(189'369.42)	(162'106.80)	(27'262.62)	(157'291.74)
Honoraires & frais juridiques		(20'376.00)	(23'200.00)	2'824.00	(26'530.00)
Amortissements	3.2.1	(55'426.45)	(69'177.41)	13'750.96	(60'663.45)
Produits divers		47'674.17	30'000.20	17'673.97	45'185.30
		(1'183'950.94)	(1'253'269.17)	69'318.23	(1'179'871.39)
Résultat intermédiaire 3		**(1'215'361.00)**	**(1'533'825.51)**	**318'464.51**	**(1'478'815.47)**

Compte d'exploitation de l'exercice 2016 (suite)

	Annexe	2016 CHF	Budget 2016 CHF	Ecart CHF	2015 CHF
Résultat intermédiaire 3 (report)		**(1'215'361.00)**	**(1'533'825.51)**	**318'464.51**	**(1'478'815.47)**
Produits financiers					
Revenus des titres	3.1.3	39'120.49	20'000.00	19'120.49	43'999.37
Bénéfices sur ventes de titres	3.1.3	35'776.16	–	35'776.16	3'223.32
Intérêts bancaires		5.90	–	5.90	216.60
Plus-values sur titres	3.1.3	8'991.01	–	8'991.01	–
		83'893.56	20'000.00	63'893.56	47'439.29
Charges financières					
Pertes sur ventes de titres	3.1.3	(740.90)	–	(740.90)	(1'590.00)
Intérêts et frais bancaires		(1'548.93)	(2'000.00)	451.07	(1'514.13)
Commissions et droits de garde		(9'348.70)	(8'000.00)	(1'348.70)	(9'932.92)
Moins-values sur titres		–	–	–	(1'276.02)
		(11'638.53)	(10'000.00)	(1'638.53)	(14'313.07)
Résultat financier		**72'255.03**	**10'000.00**	**62'255.03**	**33'126.22**
RESULTAT ANNUEL DE L'EXERCICE		**(1'143'105.97)**	**(1'523'825.51)**	**380'719.54**	**(1'445'689.25)**

Tableau de variation du capital de l'organisation

	2016 CHF	2015 CHF
Capital au 1er janvier	9'436'849.60	9'632'538.85
Augmentation du capital	–	1'250'000.00
Résultat de l'exercice	(1'143'105.97)	(1'445'689.25)
CAPITAL AU 31 DÉCEMBRE	**8'293'743.63**	**9'436'849.60**

Le capital de dotation de la fondation de droit privé était initialement constitué de CHF 20 millions versés par la Ville de Genève le 7 janvier 1998, sur la base d'une décision du Conseil municipal du 15 avril 1997.

Ce capital initial a servi à financer l'activité et l'exploitation de la fondation de droit privé depuis sa constitution en 1997. Au 1er janvier 2007, le capital net apporté dans la fondation de droit public représentait un montant de CHF 11'576'106.19.

En date du 16 février 2010, le Conseil municipal de la Ville de Genève a accepté de capitaliser la fondetec à hauteur de CHF 10'000'000.00. Dans les conditions de libération du capital il était demandé qu'un contrat de prestations soit établi entre la fondetec et la Ville de Genève. Cependant, la réalisation de celui-ci n'est pas conforme avec les statuts de la fondetec. Pour ces motifs, le Conseil municipal de la Ville de Genève a décidé lors de sa séance plénière du 22 mars 2011 d'annuler l'article 2 de la délibération du 16 févier 2010 (« Art. 2 – Le versement de ce montant doit être accompagné d'un contrat de prestations à établir entre le Conseil administratif et la fondetec, à l'image de celui liant la Fondation d'aide aux entreprises à l'Etat de Genève»).

Finalement, en date du 31 août 2011, une convention de financement a été signée entre la Ville de Genève et la fondetec dans le but de déterminer les modalités du financement de la fondetec par la Ville de Genève, précisément le montant des échéances des différents versements relatifs à la redotation, conformément aux délibérations acceptées par le Conseil municipal les 16 février 2010 et 22 mars 2011 (PR- 711 et PR 868). A titre de redotation la Ville de Genève octroie à la fondetec CHF 10'000'000.00 payables à raison de CHF 2'500'000.00 par année, à partir de 2011 et ce jusqu'en 2014. Pour la 1ère annuité, il a été convenu que celle-ci serait effectuée à la signature de la convention de financement, quant aux autres annuités elles seront versées en deux tranches de CHF 1'250'000.00, la 1ère tranche avant le 30 juin à réception du rapport annuel d'activité de la fondation, accompagné du compte de pertes et profits, du bilan de l'exercice précédent, du rapport de l'organe de contrôle et du budget de la fondation pour l'exercice en cours, la 2ème tranche avant le 31 décembre, sous condition du vote des comptes et des rapports de la fondation pour le Conseil municipal.

La 1ère tranche de CHF 2'500'000.00 a été versée à la fondetec en date valeur du 22 septembre 2011. La Ville de Genève a versé la 2ème annuité, en 2 paiements de CHF 1'250'000.00 chacune, le premier en date du 16 août 2012 et le deuxième courant 2013, le 28 mars 2013. La 3ème annuité a été versée par la Ville de Genève en 2 paiements en date des 19 juillet 2013 et 30 mai 2014. La 4ème et dernière annuité a été versée par la Ville de Genève en 2 paiements en date des 3 juillet 2014 et 19 mars 2015.

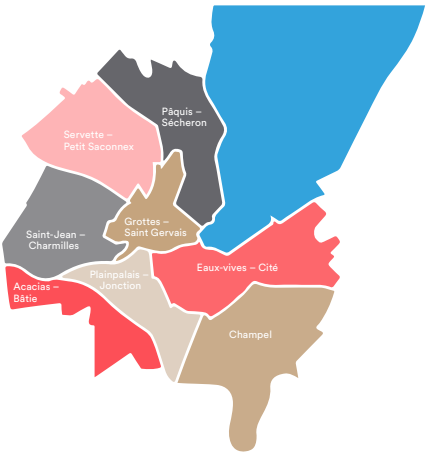
Par arrêté voté lors de la séance du 2 novembre 2016, le Conseil municipal a accepté la recapitalisation de la fondetec à hauteur de CHF 25'000'000.00 sur une période de 10 ans, soit pour la période allant du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2026.

Tableau de flux de trésorerie

		2016 (CHF)		2015 (CHF)
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'exploitation				
Résultat de l'exercice		**(1'143'105.97)**		**(1'445'689.25)**
Amortissements des immobilisations corporelles		100'847.60		99'232.00
Débiteurs prêts bruts au 01.01.2016/2015	7'659'602.94		7'326'717.25	
Libération de crédits	1'856'190.55		2'647'533.00	
Intérêts sur les prêts	324'701.10		329'533.55	
Pertes s/débiteurs *	(1'036'386.52)		(276'525.91)	
Remboursement de crédits	(2'289'752.92)		(2'367'654.95)	
	(1'145'247.79)		**332'885.69**	
Débiteurs prêts bruts au 31.12.2016/2015	6'514'355.15		7'659'602.94	
Diminution / (Augmentation) des débiteurs prêts		**1'145'247.79**		**(332'885.69)**
Provision perte s/débiteurs au 01.01.2016/2015 *	(2'292'211.00)		(2'130'235.00)	
Provision perte s/débiteurs au 31.12.2016/2016 *	(1'470'855.00)		(2'292'211.00)	
(Diminution) / Augmentation provision perte s/débiteurs *	(821'356.00)	**(821'356.00)**	161'976.00	**161'976.00**
Diminution / (augmentation) des débiteurs location		**4'267.57**		**615.97**
Diminution provision perte s/débiteurs location		**(3'110.30)**		**0.00**
Diminution / (augmentation) cptes régularisation actif		**(223'163.69)**		**42'650.99**
Augmentation des dettes résultant d'achats et de prestations de services		**(13'968.37)**		**22'409.45**
Augmentation des comptes régularisation passif		**(22'193.86)**		**22'549.47**
Flux de trésorerie résultant de l'activité d'exploitation		**(976'535.23)**		**(1'429'141.06)**
Flux de trésorerie provenant de l'activité d'investissement				
(Augmentation) / Diminution des titres		776'191.88		(152'418.03)
Augmentation / (Diminution) provision sur titres		36'207.15		7'662.55
Acquisition d'immobilisations corporelles		(25'219.99)		(38'635.33)
Acquisition d'immobilisations financières		(5.90)		11'984.80
Flux de trésorerie résultant de l'activité d'investissement		**787'173.14**		**(171'406.01)**
Flux de trésorerie provenant de l'activité de financement				
Augmentation du capital de dotation		0.00		1 '250'000.00
Flux de trésorerie résultant de l'activité de financement		**0.00**		**1'250'000.00**
Flux de trésorerie net de l'exercice		**(189'362.08)**		**(350'547.07)**
Variation des liquidités au bilan				
Liquidités au 1er janvier		1'092'432.38		1'442'979.45
Liquidités au 31 décembre		903'070.30		1'092'432.38
FLUX DE TRÉSORERIE NET DE L'EXERCICE		**(189'362.08)**		**(350'547.07)**

* Eléments non monétaires

Entreprises financées en 2016



CHAMPEL
- Alloa informatique Sàrl
- Sublimusic Sàrl
- Separate ways Sàrl

EAUX-VIVES – CITÉ
- Julian's Kitchen Sàrl
- Rhône 21 Exploitation
- Benjie Of Switzerland Sàrl
- Public-Places - Thierry Galladé
- Spell Languages Sàrl
- Aurora Beauty Spa Geneva - Maud Gueritey

GROTTES – SAINT GERVAIS
- RN&P Sàrl

PÂQUIS – SÉCHERON
- Top Service Menager Sàrl
- Studio Soham - Soraya Francisco
- Atelier du Bracelet Sàrl
- DCR Car Rental SA
- Force Fit Sàrl
- Sphère Académie de Billard Américain de Genève Sàrl

PLAINPALAIS – JONCTION
- Ma Vie sur Mars Sàrl
- Le Boteco Sàrl
- K-SYS SA
- Swiss Pharmed SA
- Atelierssud Sàrl
- La Nouvelle Cordonnerie du Pont-d'Arve Sàrl

SAINT-JEAN – CHARMILLES
- Dallelec - Maggi Cartier SNC

Les entreprises mentionnées ici sont les sociétés pour lesquelles les fonds ont été libérés en 2016. Les secteurs d'activité des entreprises ont été déterminés selon la Nomenclature Générale des Activités économiques 2008 (NOGA) définie dans le répertoire des entreprises du Canton de Genève.

Entreprises financées

Industrie manufacturière (code C, 10 -15)

Julian's Kitchen Sàrl
Production et vente de produits alimentaires
pour bébés et enfants

Rue Maunoir 5 - 1207 Genève
079 952 59 70
www.julianskitchen.ch

Atelier du Bracelet Sàrl
Fabrication artisanale de bracelets de luxe
rembordés pour montres (pour privés,
collectionneurs et fabriques horlogères);
fabrication artisanale de bijoux, divers articles
et accessoires de maroquinerie; gainerie pour objets

Rue Sigismond-Thalberg 8 - 1201 Genève
022 344 24 24
www.adbg.ch

Construction (code F, 41-43)

RN&P Sàrl
Toutes opérations de traitement de surface urbain
ainsi que tous travaux de rénovation de bâtiments

Rue du Vidollet 18 - 1202 Genève
022 740 55 16
q.raffoux@rnp-suisse.ch

Dallelec, Maggi Cartier SNC
Pose et encastrement de tubes et boites,
électricité générale, courant faible, achat, vente,
import et export de matériel électrique

Chemin des Ouches 1 - 1203 Genève
076 778 28 80
www.dallelec.ch

Commerce / Réparation auto. (code G, 45-47)

Galladé Trading (Public-Places)
Commercialisation d'équipements de jeux, de sports et de mobilier urbain pour espaces publics et communautaires, notamment via le site Internet www.public-places.ch

Rue de Neuchâtel 14 - 1201 Genève
022 328 23 08
www.public-places.ch

Benjie Of Switzerland Sàrl
La création, la fabrication, la vente et la commercialisation de chaussures

Rue du Molard 19, 1204 Genève
022 810 82 38
www.benjie-shoes.com

Ma Vie sur Mars Sàrl
Exploitation d'une boutique d'accessoires de mode, de chaussures, de sacs ainsi que la production de disques musicaux et d'un label musical

Bd du Pont d'Arve 19 - 1205 Genève
022 321 27 92
www.maviesurmars.com

Top Service Ménager Sàrl
Dépannage, vente, installation d'appareils électro-ménager et tous travaux dans le bâtiment

Rue de Richemont 16 - 1202 Genève
022 732 02 00
www.topservicemenager.com

Hébergement et Restauration (code I, 55-56)

Le Boteco Sàrl
Exploitation d'un café-restaurant-bar ainsi que toutes activités dans le domaine de la restauration, telles qu'exploitation et gestion d'établissements de restauration, incluant la vente à l'emporter, la livraison et service traiteur

Rue Micheli-du-Crest 12 - 1205 Genève
022 328 09 09
www.leboteco.ch

Rhône 21 Exploitation SA (Nico & Co)
L'exploitation d'un café-petite restauration, le commerce, y compris en ligne, de tout produit alimentaire et de bien de consommation

Rue du Rhône 21 - 1203 Genève
022 575 6222
www.nicoandco.ch

Information et communication (code J, 58-63)

Alloa informatique Sàrl
Exploitation dans le domaine de l'informatique, des télécommunications et d'Internet, notamment fourniture de services, de consulting ainsi que distribution et représentation de biens, accessoires, logiciels, matériel électronique, appareils électroniques et informatiques

Chemin Bizot 4 - 1208 Genève
022 346 93 53
www.alloa.ch

K-SYS SA
Services dans le domaine de la télécommunication en Suisse et à l'étranger (exploitation de réseaux, accès internet, hébergement, sauvegarde en ligne, domotique, télévision)

Rue des Deux-Ponts 31 - 1205 Genève
022 510 21 04
www.k-sys.ch

Sublimusic Sàrl
Développer, produire, commercialiser, diffuser, éditer et fournir du matériel, des équipements et des prestations principalement dans le domaine musical et sensoriel pour des espaces privés et publics

Case Postale 489 - CH 1211 Genève 12
022 535 26 57
www.sublimusic.com

Activités spécialisées, scientifiques et techniques
(code M, 69-75)

Swiss Pharmed Sàrl (Pharmacie Vipha)
Recherche, production, achat, vente, importation, exportation, distribution et offre de tous biens, produits, équipements et services dans les domaines pharmaceutique, parapharmaceutique, médical, paramédical et cosmétique; création, acquisition, cession et gestion de technologies et de droits de propriété intellectuelle dans ces domaines

Place des Augustins 1 - 1205 Genève
022 328 03 20
www.vipha.ch

Activités de services administratifs (code N, 77)

DCR Car Rental SA
Commerce, location de véhicules particuliers et d'utilitaires légers, prise et octroi de franchises ou sous-franchises, prestation de services dans ces domaines

Rue du Prieuré 12 - 1202 Genève
022 732 01 43
www.autolocationleman.ch

Enseignement (code P, 85)

Spell Languages Sàrl
Enseignement de cours privés et semi-privés de langues ; formation de méthodologie ; pédagogie d'enseignement

Place du Bourg-de-Four 4 - 1204 Genève
022 300 63 65
www.spell-languages.ch

Studio SoHam, Soraya Peixoto Francisco
Vente d'abonnements pour la pratique de différentes disciplines, dont le yoga, le cross yoga, l'afrovibe, la boxe ou encore la danse

Rue du Prieuré 23, 1202 Genève
079 895 48 59
www.studio-soham.com

Art du spectacle (code R, 90-93)

Force Fit Sàrl
L'exploitation de centres de culture physique, l'éducation sportive par l'organisation de cours collectifs et/ou individuels et de divers événements ainsi que la commercialisation de marques, de matériel et d'habits de sport

Rue Abraham-Gevray 5 - 1201 Genève
076 616 80 77
www.forcefit.ch

Sphère Académie de Billard Américain de Genève Sàrl
Ecole et salle de billard avec zone internet, salle de jeux (vidéos), karaoké, snack avec petite restauration et un centre sportif

Rue de Lausanne 80 - 82 - 1202 Genève
022 732 36 81
www.thesphere.ch

Autres activités de services (code S, 94-96)

La Nouvelle Cordonnerie du Pont-d'Arve Sàrl
Exploitation d'une cordonnerie et toutes activités reliées au cuir et aux chaussures ainsi que la reproduction des clefs

Boulevard du Pont d'Arve 29 - 1205 Genève
022 321 22 52
www.lanouvellecordonnerie.ch

Aurora Beauty Spa Geneva, Maud Gueritey
Esthéticienne, institut de beauté & spa

Rue des Photographes 2 /
Rue de la Mairie 33 - 1207 Genève
022 525 03 32
www.aurorabeautyspa.ch

Separate ways Sàrl
Organisation d'événements funéraires et prise en charge des démarches administratives

Chemin de la Tour-de-Champel 5 - 1206 Genève
022 347 25 32
www.separate-ways.com

Entreprises hébergées

Dans cette section sont présentées toutes
les entreprises qui ont été hébergées au cours
de l'année 2016

Industrie manufacturière (code C, 10-33)

Lepsi Sàrl
Depuis août 2014 jusqu'à août 2016
Développement, fabrication et vente d'accessoires
horlogers

Davy Pillet, Stéphane Caregnato, Alexandre Vauchel
022 566 07 42
www.lepsi.ch

Transport et entreposage (code H, 49)

Seven Sàrl
Depuis août 2016
Service de taxi, développement d'application
informatique

M'Hammed Labiad, Taoufik Achab
022 321 41 29

Information et communication (code J, 58-63)

Gueudet Publishing SA
Depuis mars 2014 jusqu'à février 2016
Offre de tous conseils, services et prestations
de même que l'exercice de toutes activités
dans le domaine de l'édition et la publication
d'ouvrages, notamment sur internet ; exploitation
de la marque «Swiss Who's Who»

Edouard Gueudet
022 566 06 80
swisswhoswho.ch

Simprex 3D SA
Depuis décembre 2014
Développer, réaliser et commercialiser des logiciels informatiques ; gérer les droits immatériels (propriété intellectuelle) ; et fournir des prestations de service dans le domaine de l'informatique. Développement et conception de logiciels d'impression 3D

Mohamed Tageldin
078 712 50 70
www.ab3dlabs.com

Sphère Sàrl
De janvier à juin 2016
Collecte, analyse, mise en forme et vente d'informations à travers la publication et l'édition de journaux, magazines, rapports ou ouvrages sous toute forme et tout support existant ou à venir, ainsi qu'à travers tout média visuel et/ou sonore; organiser des conférences ou tout autre événement promotionnel et communiquer au moyen de tout média, ainsi que toutes activités de relations investisseurs se rapportant à l'organisation d'événements financiers; tous services de conseil en matière de communication financière

Souad Dous
022 566 17 32
www.sphere-mediakit.ch

GEDECE Sàrl
Depuis février 2015
Recherche et développement de logiciels, dans les domaines du traitement d'image, du multimédia et de la sécurité; la société est à but non lucratif

Svaytoslav Voloshynovskyy
079 599 97 94
www.gedece.org

EditOr Proof Sàrl
Depuis novembre 2013 jusqu'à août 2016
Fournir des services de rédaction et d'édition de haute qualité en anglais aux entreprises et aux personnes et réaliser ainsi une promotion et une valorisation de leurs causes et activités par une communication claire et concise

Fabienne Stassen
022 321 36 65
www.editorproof.net

atelierssud, Anne-Christine Duss
Depuis novembre 2013 jusqu'à décembre 2016
Agence de communication digitale spécialisée
dans la création de sites internet

Anne-Christine Duss
022 800 15 39
www. atelierssud.ch

Autres activités financières et d'assurance (code K, 66)

Finetika
Depuis août 2014
Conseil en investissement, diagnostic
de portefeuille et de prestation bancaire

Anthony Chatelanat
022 736 08 26
www.finetika.ch

Activités immobilières (code L, 68)

Une activité

Activités spécialisées, scientifiques et techniques
(code M, 69-75)

SRY consulting, Sabine Ryckeboer
Depuis février 2014
Conseils : Spécialisés dans la conduite des projets
pour l'amélioration des performances économiques,
sociales et environnementales de l'entreprise,
avec une utilisation appropriée des ressources

Sabine Ryckeboer
022 566 05 31
www.sry-consulting.ch

Ad Valoris Sàrl
Depuis décembre 2014
Promotion et développement d'entreprises et d'organismes de services et industriels ; conseils stratégiques et études ; assistance à l'amélioration de l'efficacité commerciale et économique; formation

Sophie Nguyen
079 829 62 98
www.advaloris.ch

Swisstrade Solutions Sàrl
Depuis octobre 2015
Tous services dans le domaine de la traduction notamment l'interprétariat, la traduction de documents et la mise en page, ainsi que le recrutement du personnel ; la formation et le coaching ; l'organisation et la gestion de cours de perfectionnement ; l'enseignement

Adrien Lamaj, Antoine Lavialle
022 566 13 01
www.swisstranslate.ch

Activité de services administratifs et de soutien
(code N, 77-82)

Intellectual Property Avenue Sàrl
Depuis décembre 2013
Services en propriété intellectuelle – conseil, étude, prestation de services, dans le domaine juridique et notamment la propriété intellectuelle et industrielle

Carine Bourguignon
022 566 02 73
www.ip-avenue.com

Enseignement (code P, 85)

Akwire Sàrl
Depuis décembre 2011
Formation bancaire - centre de formation spécialisé dans les métiers bancaires et de mise en réseaux des participants avec les employeurs

MM. Mathieu Bischof et Romain Buob
022 820 01 11
www.akwire.ch

Promotion de la fondation

Prix et concours auxquels la fondetec est associée
Prix IDDEA : association IDDEA
Prix Créagir : HES-SO Genève
Prix Aideas : Aiesec Genève – UNIGE
Prix de la meilleure idée : UNITEC – Semaine de l'entrepreneuriat – UNIGE
Mobile Hack Geneva : Seedspace et ESH médias
Hack Geneva : Ville de Genève et SWE Suisse
Fortnight challenge : JeHEG - HEG Genève

Conférences et interventions de la fondetec
Le financement des entreprises :
Journée de la franchise – FER Genève
Table ronde – CCIFS
Table ronde – Geneva Business News
Rencontre – Réseau Gesica
Université IFM
Newstart – conférence mensuelle

Etude de marché et segmentation :
JEG – UNIGE

Esprit d'entreprendre : CDE
Événement mensuel (dès mars 2016)

Partenariats
Semaine de l'Entrepreneuriat (14 - 18 novembre)
Organisé par l'Université de Genève

Carrefour des créateurs (12 octobre)
Palexpo, organisé par Genilem

Forum Aideas (4 mai)
Uni Mail, organisé par Aiesec

3D ECO – Léman Bleu (émission hebdomadaire)
Coproduction

Evènements organisés par la fondetec
Soirée annuelle (9 juin)
Evènement de la rentrée (6 septembre)
Soirée de Noël (22 décembre)

Le président. Selon la décision du bureau et des chefs de groupe, il est proposé de voter le renvoi direct de cet objet à la commission des finances.

Mis aux voix, le renvoi direct du rapport D-32.4 à la commission des finances est accepté sans opposition (33 oui et 1 abstention).

6. Treizième plan financier d'investissement 2018-2029 (D-39).

Table des matières

Introduction 4
Principales évolutions des projets du PFI 4
Contexte financier 5-7
Dépenses globales d'investissement
Volumes financiers du PFI
Crédits votés de 2004 à 2016
Suivi des dépenses d'investissement
Incertitudes 7
Conclusion 8

TABLEAUX ET GRAPHIQUES 9

Tableau et graphique N° 1 : Planification des dépenses des crédits votés, déposés et marge disponible pour de nouveaux projets 10
Tableau et graphique N° 2 : Répartition des investissements totaux par groupes fonctionnels et par ordre décroissant des dépenses prévues 11
Tableau et graphique N° 3 : Répartition des investissements votés et déposés par groupes fonctionnels et par ordre décroissant des dépenses prévues 12
Tableau et graphique N° 4 : Répartition des projets actifs par groupes fonctionnels et par ordre décroissant des dépenses prévues 13
Graphiques : Evolution des dépenses totales par groupes fonctionnels 14-15
Dépenses et recettes prévisionnelles 2018 par département et service gestionnaire 16
Crédits de réalisation dont la dépense 2018 estimée est égale ou supérieure à 1 Mio de francs bruts 17

LISTES DÉTAILLÉES

Présentation des listes 18
Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal 19-39
Crédits d'investissements déposés au Conseil municipal 41-47
Projets actifs 49-62
Nouveaux projets actifs 63-69

Lexique des abréviations 70-71

Introduction

Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Selon les dispositions prévues par l'article 37, alinéa 1, du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes[1] (B 6 05.01), le Conseil administratif vous présente le 13ème Plan financier d'investissement (PFI) de la Ville de Genève couvrant les années 2018 à 2029. Il est déposé de manière à pouvoir être étudié en même temps que le projet de budget de fonctionnement 2018.

Le PFI permet de disposer d'un tableau de bord des investissements précieux et efficace.

Le PFI est un outil à usage multiple qui assure la transparence des activités municipales à plusieurs niveaux :

- Au plan politique, il représente un plan d'intentions en termes de projets et de priorités des investissements.
- Au plan stratégique, il représente un outil de planification, de coordination et d'analyse.
- Sur un plan opérationnel, enfin, il est un outil de gestion pour l'ensemble des services gestionnaires et bénéficiaires.

A fil des pages qui suivent, vous trouverez le détail et les synthèses de tous les projets en cours ou à venir.

[1] (B 6 05.01) « *Le plan d'investissement doit être établi chaque année et présenté au Conseil municipal en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.* »

Principales évolutions des projets du PFI

Au fil des ans, la municipalité construit, rénove et aménage son patrimoine ; elle agit et les réalisations sont nombreuses.

Les rénovations d'immeubles de **logements** se poursuivent et l'important chantier de l'ensemble des Minoteries est maintenant en cours. La Ville participe également à la construction de nouveaux logements par le biais de la Fondation pour le logement social.

La nouvelle **école** de Chandieu est en service depuis l'automne dernier et la rénovation de celle des Crêts-de-Champel est terminée. La prochaine intervention d'envergure concerne la rénovation de l'école de Pâquis-Centre. D'autres interventions de rénovations sont planifiées pour les années à venir et un nouveau projet, en lien avec le PAV, concerne la construction d'un groupe scolaire complet pour la future école des Vernets.

Deux construction de nouveaux **bâtiments d'équipements publics** vont prochainement démarrer ; le premier au parc Geisendorf et le second au boulevard Saint-Georges 21. Prochainement, une demande de crédit vous sera présentée pour la création d'un nouvel espace de quartier à la rue Piachaud 4 (Ancien Manège).

La réalisation du **dépôt de collections patrimoniales,** nécessaire à l'exploitation des musées, arrive à son terme ; les œuvres y seront progressivement acheminées d'ici quelques mois.

Deux réalisations majeures concernent le domaine des **théâtres**. La première concerne la rénovation du Grand Théâtre dont le chantier bat son plein et la seconde, la construction de la Nouvelle Comédie dont le chantier débute actuellement.

Les rénovations d'installations **sportives** se poursuivent ; le Conseil municipal est saisi de plusieurs projets pour les stades du Bois-de-la-Bâtie et des Libellules ainsi que pour le centre sportif de Vessy. Au centre sportif du Bois-des-Frères une réflexion est nécessaire

pour refaire les terrains de tennis. Plus globalement, un plan directeur des équipements sportifs permet de définir une vision directrice des équipements sportifs à dix ans.

Les ressources financières nécessaires à l'aménagement de nouveaux **espaces publics** vont, pour une bonne part, se concentrer sur les aménagements nécessaires à la future exploitation du CEVA, sur les zones des Eaux-Vives et de Champel.

Sur notre commune, 80'000 habitants sont touchés par des dépassements des valeurs normatives de bruit, ce qui représente 65 km de rues ou 202 tronçons de rues à assainir. Il est nécessaire de réduire l'**impact sonore de la circulation routière** pour le plus grand nombre possible de personnes touchées par ces nuisances. Différentes interventions d'assainissement ont déjà été réalisées et la planification des travaux à réaliser sur des tronçons prioritaires s'affine d'année en année. Plusieurs lignes PFI relatives à la campagne d'aménagement du réseau et d'assainissement du bruit ont été introduites dans la liste des projets actifs.

La Ville poursuit la mise en œuvre de son programme d'**aménagements cyclables** et de promotion de l'utilisation du vélo ; il s'agit non seulement de développer ces aménagements mais aussi de mieux sécuriser des itinéraires existants.

Les détails de tous les projets en cours ou à venir figure dans les listes détaillées des crédits votés, déposés et des projets actifs.

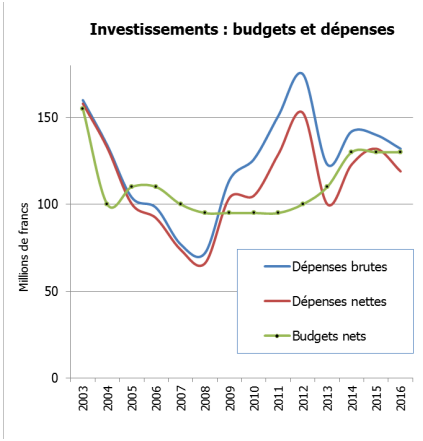
Contexte financier

Tous ces projets sont financés par des crédits d'investissements qui suscitent régulièrement analyses et débats tant au sein du Conseil administratif que du Conseil municipal.

Dépenses globales d'investissement

Si les budgets prévus ces quatre dernières années ont clairement été maitrisés, il convient de relever que les dépenses d'investissement varient d'une année à l'autre notamment en fonction d'incertitudes liées à la gestion des différents projets municipaux. Dépendantes de nombreux paramètres et de plusieurs éléments aléatoires liés à l'avancement des chantiers par exemple, ces dépenses sont logiquement fluctuantes. Sur la durée, la moyenne annuelle des dépenses d'investissements observée depuis 2003 se monte à environ 113 millions de francs nets, valeur sensiblement comparable à la moyenne des budgets prévus.

Le graphique ci-après compare les dépenses brutes, les dépenses nettes ainsi que les budgets annuels nets. La différence entre les dépenses brutes et nettes correspond aux recettes perçues.

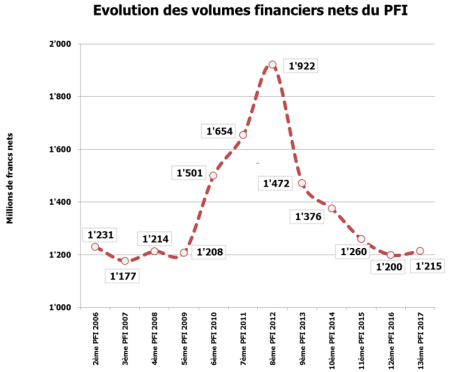


Volumes financiers du PFI

Le volume financier global d'un PFI totalise les dépenses prévues des crédits déjà votés par le Conseil municipal, des crédits déposés, ainsi que les projets actifs chiffrés à l'étude dans les services.

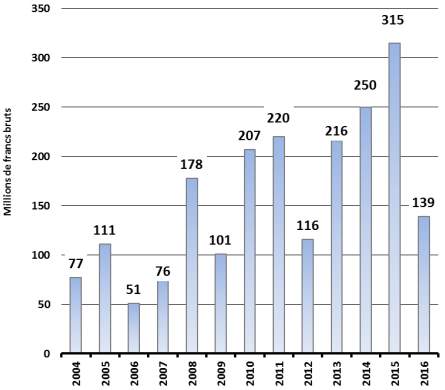
Pour ce 13ème PFI, le volume reste relativement stable. Certains projets à venir, parfois à fort impact financier, ne sont pour le moment pas chiffrés. Ils le seront ultérieurement en fonction de l'avancement des études.

Ramené sur une période de douze ans, ce volume global de 1'200 millions de francs correspond à une dépense annuelle moyenne de l'ordre de 100 millions de francs. Cette valeur reste néanmoins théorique dès lors que la planification n'est pas linéaire sur l'ensemble de l'espace temporel de douze ans prévu par le plan et que certains projets actifs doivent encore être chiffrés.



Crédits votés de 2004 à 2016

Le graphique ci-après détaille les sommes annuelles brutes des crédits votés par le Conseil municipal.



L'impact financier des crédits déjà votés est important et a une incidence certaine sur plusieurs années.

Suivi des dépenses d'investissement (Monitoring)

Pour faciliter le suivi financier des opérations en cours d'étude ou de réalisation et respecter le volume global annuel défini par le Conseil administratif, différents outils de « monitoring » sont en exploitation.

Suivi mensuel global

Le suivi mensuel des dépenses totales de la municipalité permet de surveiller l'évolution ou la progression de ces dépenses, en vue notamment de respecter l'enveloppe globale définie par le Conseil administratif.

Suivi financier par service gestionnaire

En plus de la planification technique des différentes opérations qu'ils pilotent, les services gestionnaires doivent respecter une « enveloppe » globale maximum par année. Là également, un suivi mensuel a été mis en place.

Suivi des gros chantiers

Une approche complémentaire consiste à suivre également les dépenses de certains chantiers importants dont l'impact financier peut influencer sensiblement les dépenses annuelles.

Même si la Loi sur l'administration des communes (LAC) ne fixe pas de limite dans la temporalité des dépenses d'un crédit d'engagement, un objectif annuel global des dépenses d'investissement ne peut être maitrisé sans une planification fine et un respect de celles-ci par service gestionnaire.

Incertitudes

L'analyse des précédents PFI montre qu'il est bien difficile d'élaborer, de façon fiable et avec une précision suffisante, une planification des dépenses d'investissement au-delà de l'année en cours, voire de la suivante, compte tenu des nombreux paramètres susceptibles d'influencer le planning intentionnel des projets.

Parmi ceux-ci, citons à nouveau :

- le délai de traitement des propositions de crédits soumises à la délibération du Conseil municipal ;
- l'incertitude liée au sort que ce dernier peut réserver à certains d'entre eux, compte tenu de majorités politiques parfois fluctuantes ;
- le risque de référendum qui touche quelques projets emblématiques ;
- l'incertitude liée au financement de tiers de dossiers particuliers ;
- le montage politique délicat de projets liés, comme par exemple l'aménagement de zones à priorité piétonne et le principe de compensation du stationnement supprimé en surface ;
- les risques d'oppositions et de recours, à toutes les phases du projet (autorisation de construire, adjudication, etc.) ;
- l'allongement du délai de traitement administratif des dossiers ;
- la coordination parfois difficile avec certains services de l'Etat ;
- la capacité de travail des services et des mandataires ;
- etc.

Dans ces conditions, le Conseil administratif considère que toute planification de dépenses à moyen et long terme se révèle être un exercice délicat, au résultat parfois aléatoire.

De plus et par rapport à la planification initiale des services gestionnaires et bénéficiaires, le graphique et le tableau N° 1 ont été ajustés compte tenu des nombreuses incertitudes qui pèsent sur plusieurs dossiers ; nous retrouvons ainsi une projection certainement plus réaliste des dépenses d'investissements à venir.

Conclusion

Ce PFI n'engage le Conseil administratif que comme plan d'intention. En effet, les listes des crédits en cours, et plus particulièrement celle des projets à venir, restent un plan d'intention.

D'autre part, le Conseil administratif accorde une importance particulière à la gestion des investissements et à l'évolution potentielle de la dette. Il a décidé de garder pour le 36ème budget financier quadriennal 2018-21 (BFQ) la limite annuelle d'investissement à 130 millions de francs nets.

La question du niveau « optimal » d'endettement fait l'objet de débat dans les collectivités publiques depuis longtemps. De manière contextuelle, une croissance de l'endettement est un report de charges relatif vers les générations futures, compte tenu des taux hypothécaires bas. Ce report se justifie pleinement par la création d'une nouvelle infrastructure qui sera également transmise. De plus, le poids de cette création de richesse est étalé dans le temps. Toutefois, avec un bon niveau d'autofinancement des investissements, la dette est restée stable ces trois dernières années.

Les charges de fonctionnement induites par les investissements, à savoir les amortissements, les charges d'intérêt ainsi que les frais de fonctionnement des nouveaux équipements ainsi créés se déclinent également dans le temps.

Les différents projets de ce PFI visent à défendre le droit à la ville pour tous, une ville plurielle, dynamique et responsable. La municipalité doit aussi répondre à des défis majeurs ou à différentes obligations avec des partenaires. Elle doit enfin entretenir avec une vision stratégique son patrimoine financier et administratif.

Les projets déjà engagés sont nombreux et, à court terme, la marge de manœuvre pour en introduire de nouveaux reste ténue.

Le Conseil administratif souhaite que ce nouveau plan financier suscite des échanges constructifs et de riches débats avec les élues et les élus du Conseil municipal.

Tableaux et graphiques

Le total du PFI cumule trois types d'objets :

- ✓ les crédits déjà votés par le Conseil municipal (sommes non encore dépensées partiellement ou en totalité) ;
- ✓ les crédits déposés soumis à la délibération du Conseil municipal ;
- ✓ les projets retenus par le Conseil administratif, c'est-à-dire les projets actifs chiffrés ou non.

Ces différents documents de synthèse sont présentés comme suit :

Tableau et graphique N° 1 – Totalité du plan

Planification des dépenses et recettes totales d'investissement.

Il s'agit des crédits votés, déposés et de la marge disponible pour de nouveaux projets actifs retenus dans le plan financier.

Le tableau détaille les dépenses et recettes annuelles.

La représentation graphique mentionne des dépenses nettes. Les couleurs sont identiques à celles des listes détaillées.

Tableau et graphique N° 2 – Totalité du plan

Ils cumulent les dépenses prévues des crédits votés, déposés et des projets actifs.
Ils détaillent les investissements totaux bruts, par groupes fonctionnels ou politiques publiques.

Tableau et graphique N° 3 – Crédits votés et déposés

Ils cumulent les dépenses prévues des crédits votés et déposés.
Ils détaillent les investissements totaux bruts, par groupes fonctionnels ou politiques publiques.

Tableau et graphique N° 4 – Projets actifs

Ils cumulent les dépenses des projets actifs dont l'estimation de coût est connue. Ils détaillent les investissements totaux bruts, par groupes fonctionnels ou politiques publiques.

Graphiques – Evolution des dépenses prévues par groupe fonctionnel

Il s'agit des crédits votés, déposés et des projets actifs cumulés et détaillés par groupes fonctionnels.
Les graphiques représentent l'évolution des dépenses totales prévues pour la période allant du 4ème au 13ème PFI.

Planification estimée des dépenses des crédits votés, déposés et marge disponible pour de nouveaux projets

Situation au 31 mai 2017

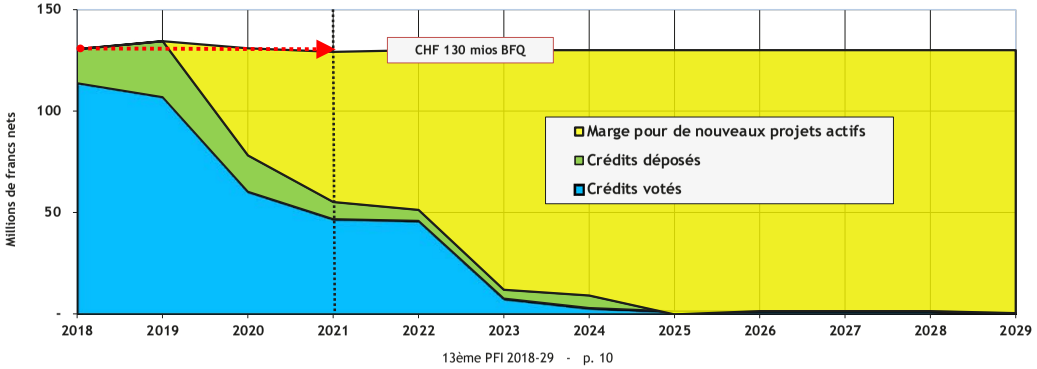
(en millions de francs bruts et nets, arrondis)

Graphique N° 1

36ème BFQ 2018-2021

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	Totaux bruts	Recettes	Totaux nets	% nets
Crédits votés	141	132	90	64	46	8	3	2	2	2	2	1	**493**	79	**414**	*26%*
Crédits déposés	17	33	25	12	5	4	7	3	-	-	-	-	**108**	19	**89**	*6%*
Totaux bruts	**158**	**165**	**115**	**76**	51	12	10	5	2	2	2	1	**601**	98	**503**	*32%*
Recettes prévues (à déduire)	**22**	**24**	**28**	**15**	-	-	1	5	**1**	**1**	**1**	**1**	**98**			
Totaux nets (votés + déposés)	**136**	**141**	**87**	**61**	51	12	9	0	1	**1**	**1**	**0**			**503**	
Marge pour de nouveaux projets actifs	0	0	43	69	79	118	121	130	129	129	129	130			**1'075**	*68%*
Totaux annuels nets projetés	**136**	**141**	**130**	**130**	130	130	130	130	130	130	130	130			**1'578**	*100%*

Situation corrigée avec des indices d'incertitude sur période BFQ				
Ratio d'indice d'incertitude	0.95	0.95	0.90	0.90
Nouveau total net sur BFQ	**130**	**134**	**117**	**117**



Répartition des investissements totaux par groupes fonctionnels et par ordre décroissant des dépenses prévues

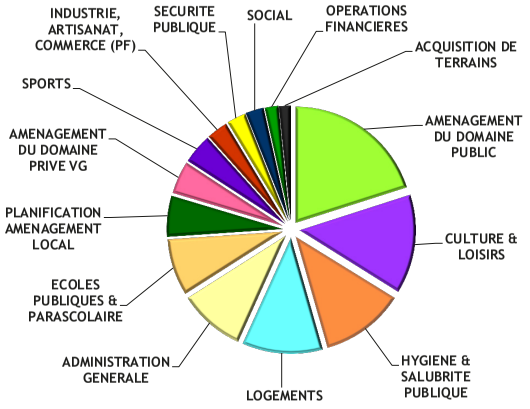
(en millions de francs bruts et en pourcentage, arrondis)

Graphique N°2

Ces montants cumulent trois types de dépenses prévues, soit les :

- crédits déjà votés,
- crédits en cours d'examen par le Conseil municipal (déposés),
- projets actifs dont le chiffrage est connu.

Groupes fonctionnels		Mios CHF	%
100	AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC	275	20%
40	CULTURE & LOISIRS	190	14%
80	HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE	161	12%
10	LOGEMENTS	153	11%
110	ADMINISTRATION GENERALE	127	9%
30	ECOLES PUBLIQUES & PARASCOLAIRE	109	8%
120	PLANIFICATION AMENAGEMENT LOCAL	78	6%
90	AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG	63	5%
50	SPORTS	58	4%
20	INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE (PF)	41	3%
70	SECURITE PUBLIQUE	37	3%
60	SOCIAL	35	3%
140	OPERATIONS FINANCIERES	26	2%
130	ACQUISITION DE TERRAINS	21	2%
	Total	1'374	100%



PROJETS VOTES ET DEPOSES

Répartition des investissements votés et déposés par groupes fonctionnels et par ordre décroissant des dépenses prévues

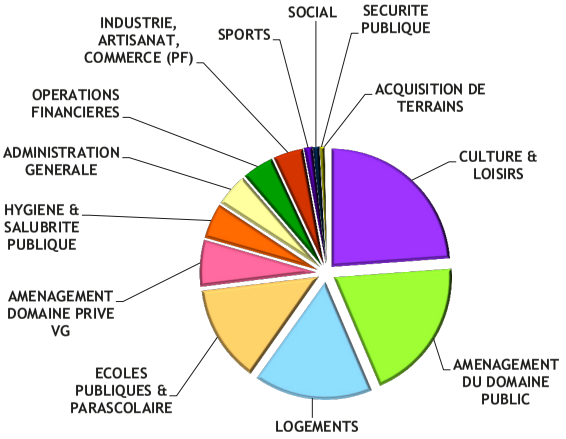
(en millions de francs bruts et en pourcentage, arrondis)

Graphique N°3

Ces montants cumulent deux types de dépenses prévues, soit les :

- crédits déjà votés,
- crédits en cours d'examen par le Conseil municipal (déposés).

Groupes fonctionnels		Mios CHF	%
40	CULTURE & LOISIRS	143	24%
100	AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC	119	20%
10	LOGEMENTS	98	16%
30	ECOLES PUBLIQUES & PARASCOLAIRE	80	13%
90	AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG	38	6%
80	HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE	29	5%
110	ADMINISTRATION GENERALE	27	5%
140	OPERATIONS FINANCIERES	26	4%
20	INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE (PF)	25	4%
50	SPORTS	7	1%
60	SOCIAL	5	1%
70	SECURITE PUBLIQUE	3	1%
130	ACQUISITION DE TERRAINS	1	0%
120	PLANIFICATION AMENAGEMENT LOCAL	1	0%
	Total	601	100%



PROJETS FUTURS

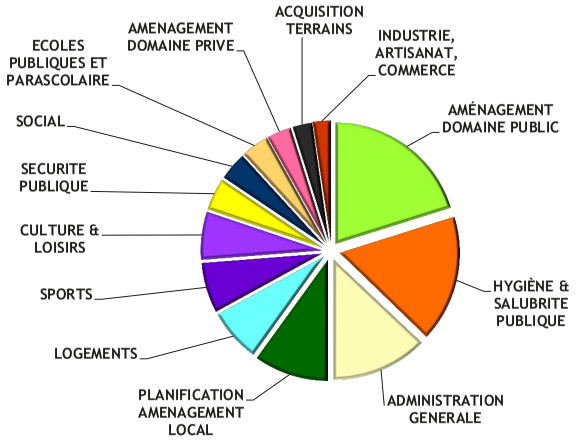
Répartition des projets actifs par groupes fonctionnels et par ordre décroissant des dépenses prévues

(en millions de francs bruts et en pourcentage, arrondis)

Graphique N°4

Ces montants cumulent les dépenses prévues des : - projets actifs dont le montant estimé est connu.

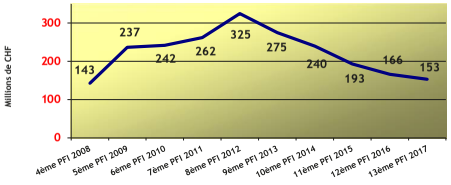
Groupes fonctionnels		Mios CHF	%
100	AMÉNAGEMENT DOMAINE PUBLIC	157	*20%*
080	HYGIÈNE & SALUBRITE PUBLIQUE	132	*17%*
110	ADMINISTRATION GENERALE	100	*13%*
120	PLANIFICATION AMENAGEMENT LOCAL	77	*10%*
010	LOGEMENTS	56	*7%*
050	SPORTS	52	*7%*
040	CULTURE & LOISIRS	49	*6%*
070	SECURITE PUBLIQUE	33	*4%*
060	SOCIAL	29	*4%*
030	ECOLES PUBLIQUES ET PARASCOLAIRE	29	*4%*
090	AMENAGEMENT DOMAINE PRIVE	25	*3%*
130	ACQUISITION TERRAINS	20	*3%*
020	INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE	17	*2%*
	Total	**776**	*100%*



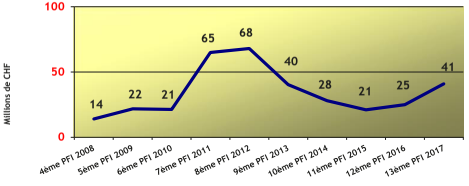
Evolution des dépenses totales prévues par groupe fonctionnel

Période allant du quatrième au treizième PFI (en mio de CHF bruts)

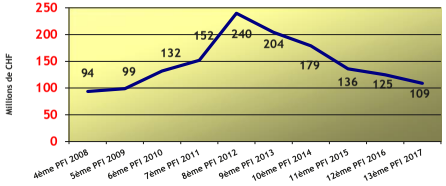
010 - Logements



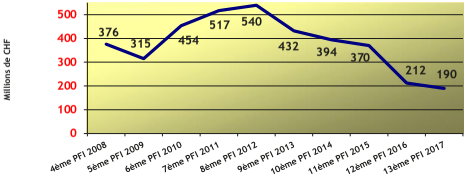
020 - Industrie, artisanat, commerce



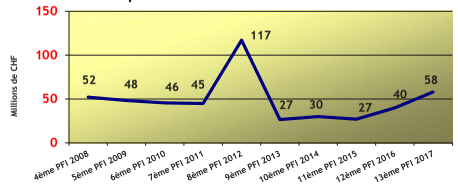
030 - Ecoles publiques & parascolaires



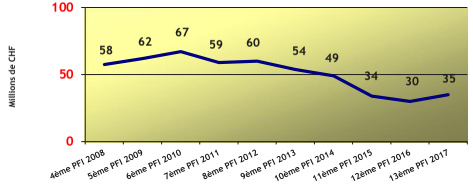
040 - Culture et loisirs



050 - Sports

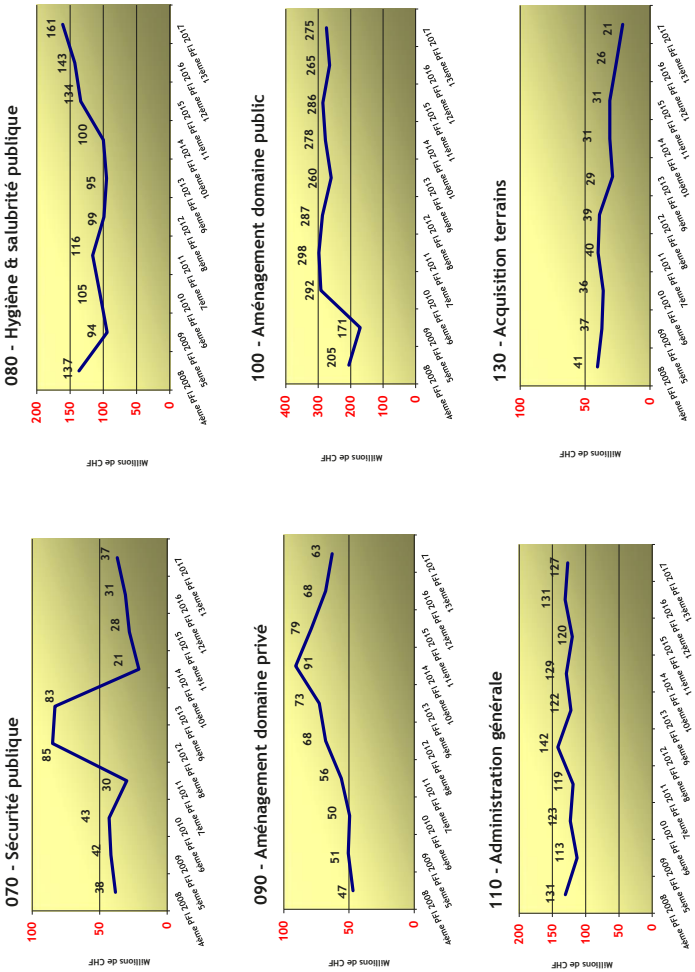


060 - Social



Evolution des dépenses totales prévues par groupe fonctionnel

Période allant du quatrième au treizième PFI (en mio de CHF bruts)



Estimations des dépenses et recettes prévisionnelles 2018 par département et service gestionnaire

Enveloppes maximum en millions de CHF

Département des finances et du logement	*Brut*	*Recettes*	*Net*
DFL	5.0	0.0	5.0
A21	2.5	0.0	2.5
DFIN - CMAI	2.2	0.0	2.2
DRH	0.2	0.0	0.2
DSIC	3.3	0.0	3.3
Totaux	**13.2**	**0.0**	**13.2**

Département des constructions et de l'aménagement	*Brut*	*Recettes*	*Net*
DCA	4.6	1.1	3.5
DPBA	84.5	10.5	74.0
ENE	1.4	0.3	1.1
GCI	32.2	5.6	26.6
SAM	2.3	0.3	2.0
URB	7.1	3.5	3.6
Totaux	**132.1**	**21.3**	**110.8**

Département de la culture et du sport	*Brut*	*Recettes*	*Net*
DCS	1.3	0.0	1.3
BGE	0.1	0.0	0.1
CJB	0.1	0.1	0.0
MAH	0.3	0.0	0.3
SEC	1.0	0.0	1.0
Totaux	**2.8**	**0.1**	**2.7**

Département de l'environnement urbain et de la sécurité	*Brut*	*Recettes*	*Net*
LOM	3.2	0.0	3.2
SEVE	3.3	0.2	3.1
SIS	2.8	0.0	2.8
Totaux	**9.3**	**0.2**	**9.1**

Département de la cohésion sociale et de la solidarité	*Brut*	*Recettes*	*Net*
ECO	0.4	0.0	0.4
SOC	0.1	0.0	0.1
Totaux	**0.5**	**0.0**	**0.5**

Totaux généraux	**158**	**22**	**136**

Totaux généraux corrigés avec un indice d'incertitude de 5%			
	150	**20**	**130**

Crédits de réalisation votés et déposés dont la dépense 2018 estimée est égale ou supérieure à 1 Mio de francs bruts

N° PFI	Statut	Localisation	Libellé	Date de dépôt	Date de vote	N° PR	Montant voté ou déposé	Dépenses estimées 2018
011.052.10	VOT	**Fondation Ville de Genève pour logement social :**	Financement de la fondation, étape 2	30.04.2014	05.05.2014	1075	35'000'000	**5'000'000**
012.004.06	VOT	**Minoteries 1 à 7, Carouge 98 à 102, rues : [041.017]**	Réfection toiture, façades & inst. tech. [St 0.55]	31.10.2012	25.03.2014	979/1	89'200'000	**15'000'000**
012.036.14	VOT	**Lissignol 1-3, rue :**	Rénovation de l'immeuble [St 0.14]	31.10.2012	11.11.2014	978	7'277'000	**1'800'000**
012.950.30	DEP	**20 bâtiments du PF (1ère étape) :**	Mise conformité immeubles à simple vitrage	07.03.2017		1217	3'918'000	**1'500'000**
020.030.06	VOT	**FONDETEC :**	Financement du capital de dotation	21.01.2015	02.11.2016	PRD-96	25'000'000	**2'000'000**
030.083.04	VOT	**Crêts-de-Champel 40, ch. des :**	Rénovation de l'école	20.03.2012	15.04.2013	949/1	21'522'200	**3'000'000**
030.089.06	VOT	**Berne 50, rue de, Ecole de Pâquis-Centre :**	Rénovation bâtiment & inst. pavillons provisoires	19.01.2016	23.11.2016	1165/1-2	31'079'040	**6'000'000**
031.015.06	VOT	**Parc Geisendorf, Lamartine 16bis, rue :**	Construction bâtiment d'équipements publics	19.01.2016	28.09.2016	1159/1	8'734'700	**3'000'000**
031.068.10	VOT	**Chandieu, périmètre de : [061.060.02]**	Constr. groupe scolaire, crèche, bassin natation	12.09.2012	19.03.2013	981/1	59'993'700	**3'000'000**
031.095.06	VOT	**Saint-Georges 21, bd. : [061.050/043.053]**	Construction bâtiment d'équipements publics	19.01.2016	18.01.2017	1156/1	28'233'400	**3'000'000**
042.095.06	VOT	**Stand 22, rue du :**	Construction dépôt collections patrimoniales	31.10.2012	06.05.2013	972/1	42'185'500	**5'000'000**
042.095.20	VOT	**Stand 22, rue du; Ecoquartier Jonction :**	Transfert collections patrimoniales, frais induits	27.06.2016	07.02.2017	1189/1-4	3'087'660	**1'300'000**
043.007.04	VOT	**Gare des Eaux-Vives, futur quartier de la :**	Construction Nouvelle Comédie & matériel scénique	23.06.2014	20.05.2015	1085/1-2	90'832'000	**15'000'000**
043.009.20	VOT	**Théâtre 11, bd. du, Grand Théâtre :**	Rénovation partielle, extension & élévateur à décors	26.02.2014	20.05.2014	1063/1-2	59'663'900	**15'000'000**
046.107.02	VOT	**Cinémas Cinélux, Scala, City, Nord-Sud :**	Subvention investissement participation rénovations	17.02.2015	21.05.2015	1113	3'460'000	**1'000'000**
081.008.32	VOT	**Réseaux secondaires d'assainissement :**	Réhabilitation ou création de réseaux	22.06.2015	11.11.2015	1125	8'367'000	**2'000'000**
081.008.34	VOT	**Réseaux secondaires d'assainissement :**	Réhabilitation ou création de réseaux	22.11.2016	07.03.2017	1204	9'714'000	**2'400'000**
081.050.00	VOT	**Voltaire, rue : [101.700.08]**	Remplacement du collecteur unitaire d'eaux mixtes	19.01.2016	28.09.2016	1152/2	2'732'200	**1'500'000**
081.502.08	VOT	**CEVA - Gare Eaux-Vives, secteur de la : [102.502]**	Constr. collecteurs EP "Frontenex 2" & r. adjacentes	23.06.2014	20.01.2015	1081/3	9'268'000	**2'000'000**
091.004.10	DEP	**Bois-de-la-Bâtie :**	Rénovation & aménagement cheminements	16.05.2017		1228/1	6'733'400	**1'500'000**
091.004.14	DEP	**Bois-de-la-Bâtie : [046.109.02]**	Réalisation espace de loisirs & aire de jeux	16.05.2017		1228/2	5'629'700	**1'000'000**
091.018.14	VOT	**Plainpalais, plaine de :**	Requalification complète de l'allée périphérique	18.09.2013	19.01.2016	994	8'071'635	**2'400'000**
091.080.06	VOT	**Saint-Jean, falaises de :**	Travaux d'assainissement des falaises	07.10.2015	19.01.2016	1143	3'086'300	**1'500'000**
091.092.06	VOT	**Divers lieux Ville de Genève :**	Mise aux normes de dix patataugeoires	28.04.2015	25.01.2016	1124	3'077'450	**1'000'000**
091.095.04	VOT	**Ecoquartier de la Jonction :**	Aménagements extérieurs	19.01.2016	07.03.2017	1157/1	5'897'600	**2'000'000**
091.104.02	VOT	**Ville de Genève, divers lieux :**	Végétalisation du domaine public	15.09.2015	25.01.2016	1127	6'410'700	**1'150'000**
101.072.26	VOT	**Saint-Jean, secteur de : [081.021.18]**	Sécurisation itinéraires scolaires, aménagements	28.10.2015	27.06.2016	1149/1	1'974'000	**1'270'000**
101.700.08	VOT	**Voltaire, rue : [081.050.00]**	Travaux d'aménagement de la chaussée	19.01.2016	28.09.2016	1152/1	1'631'300	**1'000'000**
101.702.10	VOT	**OPB - Diverses rues :**	Travaux d'assainissement du bruit routier	14.09.2011	21.03.2012	909	7'924'300	**1'000'000**
101.830.14	VOT	**Velours, ch. du : [081.048.00/102.015.13]**	Réaménagement du chemin	15.09.2015	14.03.2016	1129/1	5'980'700	**3'300'000**
102.502.10	DEP	**CEVA - Eaux-Vives, abords de la gare : [081.502]**	Travaux aménagements, secteur COMOGEV	04.04.2017		1221/1	20'653'700	**2'000'000**
102.502.12	DEP	**CEVA - Eaux-Vives, abords de la gare : [081.502]**	Travaux aménagements, secteur VG (yc Square Agasse)	04.04.2017		1221/2-3	34'749'700	**5'500'000**
102.605.20	VOT	**QV - Sainte-Clotilde, av.; devant l'église :**	Aménagement de l'îlot & abords	19.11.2013	18.03.2014	1048	4'922'000	**1'880'000**
102.750.22	VOT	**Bergues, quai des : [101.400.84]**	Etudes & travaux d'aménagements	17.02.2015	28.10.2015	1114/2	5'200'000	**2'500'000**
111.030.32	DEP	**Dpt Finances et logement :**	4ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	16.05.2017		1227/1	6'400'000	**1'000'000**
111.034.18	VOT	**Administration municipale :**	Renouvellement de véhicules lourds, légers et engins	23.06.2014	29.04.2015	1082/1-2	8'295'000	**2'000'000**
111.034.22	DEP	**Administration municipale (hors SIS) :**	Renouvellement & acquisition véhicules & engins	01.11.2016		1199/1à3	5'695'500	**1'200'000**
140.015.00	VOT	**Extension gare Cornavin :**	Subvention d'investissement, participation travaux	24.05.2016	27.09.2016	1185	120'204'000	**1'800'000**
							Total brut	**123'500'000**

Listes détaillées des crédits d'investissement ou projets intégrés au plan financier

Chaque objet du PFI est détaillé dans quatre types de listes :

Crédits votés par le Conseil municipal
statut VOT

Opérations en cours dont des dépenses sont planifiées sur la période du plan financier.

Crédits déposés au Conseil municipal
statut DEP

Projets proposés par le Conseil administratif, non votés et à l'étude du Conseil municipal dont des dépenses sont planifiées sur la période du plan financier.

Projets actifs
statut PRA

Futurs projets qui sont ou seront à l'étude en vue d'être soumis ensuite à la délibération du Conseil municipal. Certains projets, dont le coût futur n'est pas encore connu, ne sont, en l'état, pas chiffrés ; ils le seront ultérieurement.

Nouveaux projets actifs
statut N-PRA

Projets qui ne figuraient pas au précédent plan financier ou qui étaient à chiffrer.

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

Opérations en cours dont des dépenses sont planifiées sur la période du plan

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	10	**LOGEMENTS**								
	10	**Logements (en général)**								
010.000.07	DCA	Dpt Constructions et aménagement :	21.11.2012	**200'000**	100'000	0	0	0	0	0
VOT	1002/1	Etudes diverses du patrimoine financier 2013/14	15.01.2013		0	0	0	0	0	0
010.000.09	DCA	Dpt Constructions et aménagement :	28.04.2015	**200'000**	100'000	0	0	0	0	0
VOT	1122/1	Etudes diverses du patrimoine financier 2016	27.04.2016		100'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**400'000**	**200'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					100'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	300'000
	11	**Logements nouveaux**								
011.052.10	DFL	Fondation Ville de Genève pour logement social :	30.04.2014	**35'000'000**	5'000'000	5'000'000	5'000'000	0	0	0
VOT	1075	Financement de la fondation, étape 2	05.05.2014		5'000'000	5'000'000	4'000'000	0	0	0
011.056.01	DPBA	Jean-Calvin, Pélisserie (angle), rues :	22.06.2009	**1'950'000**	0	0	0	0	0	0
VOT	713	Concours, études imm. logements, espaces publics	28.04.2010		0	0	0	0	0	0
011.065.02	DPBA	Jargonnant 4, r. de : [071.004.04]	19.01.2016	**582'600**	180'000	0	0	0	0	0
VOT	1161/4	Transformation de bureaux en logements	28.09.2016		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**37'532'600**	**5'180'000**	**5'000'000**	**5'000'000**	**0**	**0**	**0**
					5'000'000	**5'000'000**	**4'000'000**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**3**						*Dép. totales :*	29'180'000
	12	**Logements existants**								
012.002.21	DPBA	Royaume 10, rue :	06.09.2010	**400'000**	210'000	0	0	0	0	0
VOT	808/2	Etude de rénovation de l'immeuble	11.12.2010		0	0	0	0	0	0
012.002.27	DPBA	Royaume 12, rue :	06.09.2010	**400'000**	210'000	0	0	0	0	0
VOT	808/3	Etude de rénovation de l'immeuble	11.12.2010		0	0	0	0	0	0
012.004.06	DPBA	Minoteries 1 à 7, Carouge 98 à 102, rues : [041.017]	31.10.2012	**89'200'000**	15'000'000	15'000'000	0	0	0	0
VOT	979/1	Réfection toiture, façades & inst. tech. [St 0.55]	25.03.2014		15'000'000	15'434'000	0	0	0	0
012.036.14	DPBA	Lissignol 1-3, rue :	31.10.2012	**7'277'000**	1'800'000	0	0	0	0	0
VOT	978	Rénovation de l'immeuble [St 0.14]	11.11.2014		300'000	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
012.060.10	DPBA	Grottes 8, 10, Amis 9, rues des :	15.09.2009	**650'000**	70'000	0	0	0	0	0
VOT	721/4	Etude constr. & rénov. immeubles logements	12.12.2009		150'000	0	0	0	0	0
012.074.01	DPBA	Dassier 15, rue :	11.11.1997	**350'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	300	Etude de rénovation de l'immeuble	10.02.1998		40'000	0	0	0	0	0
012.092.05	DPBA	Taconnerie 6, pl. de la :	21.01.2014	**100'000**	100'000	0	0	0	0	0
VOT	1054/2	Etude complémentaire de rénovation de l'immeuble	21.05.2014		0	0	0	0	0	0
012.099.03	DPBA	Zürich 40, rue de :	06.09.2010	**330'000**	180'000	0	0	0	0	0
VOT	808/6	Etude complémentaire de rénovation de l'immeuble	11.12.2010		180'000	0	0	0	0	0
012.104.01	DPBA	Tours de la Jonction, périmètre des :	14.09.2011	**400'000**	110'000	0	0	0	0	0
VOT	911/2	Préétudes de rénovation des immeubles	13.12.2011		0	0	0	0	0	0
012.810.02	ENE	Patrimoine financier : [Fr. 0 Net]	30.04.2014	**314'400**	150'000	0	0	0	0	0
VOT	1069/2	Réseau de chaleur renouvelable CADéco Jonction	05.04.2016		164'400	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**99'421'400**	**17'880'000**	**15'000'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					15'834'400	**15'434'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**10**						*Dép. totales :*	64'148'400
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**137'354'000**	**23'260'000**	**20'000'000**	**5'000'000**	**0**	**0**	**0**
					20'934'400	**20'434'000**	**4'000'000**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**15**						*Dép. totales :*	93'628'400
	20	**INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE (PF)**								
020.005.06	DPBA	Vélodrome 2, rue du, Cité Jonction :	20.01.2015	**2'306'000**	250'000	0	0	0	0	0
VOT	1108	Centre artisanal, travaux suppl. demandés police feu	27.06.2016		0	0	0	0	0	0
020.014.09	DPBA	Châtelaine 43, av. de, ZIC :	17.05.2011	**1'120'000**	0	400'000	479'000	0	0	0
VOT	886	Etude image directrice & projet d'Ecopôle	26.06.2012		0	400'000	0	0	0	0
020.018.03	DPBA	Dorcière, pl., Gare routière : (en suspens)	21.11.2012	**300'000**	0	0	0	0	0	0
VOT	1002/3	Etude pour rénovation du bâtiment	15.01.2013		0	0	0	0	0	0
020.030.06	A21	FONDETEC :	21.01.2015	**25'000'000**	2'000'000	2'000'000	2'000'000	2'000'000	2'000'000	2'000'000
VOT	PRD-96	Financement du capital de dotation	02.11.2016		2'000'000	2'000'000	2'000'000	2'000'000	2'000'000	1'000'000
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**28'726'000**	**2'250'000**	**2'400'000**	**2'479'000**	**2'000'000**	**2'000'000**	**2'000'000**
					2'000'000	**2'400'000**	**2'000'000**	**2'000'000**	**2'000'000**	**1'000'000**
		Nombre d'objets :	**4**						*Dép. totales :*	24'529'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**28'726'000**	**2'250'000**	**2'400'000**	**2'479'000**	**2'000'000**	**2'000'000**	**2'000'000**
					2'000'000	**2'400'000**	**2'000'000**	**2'000'000**	**2'000'000**	**1'000'000**
		Nombre d'objets :	**4**						*Dép. totales :*	24'529'000

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe / Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	30	**ECOLES PUBLIQUES ET PARASCOLAIRE**								
	30	**Constructions existantes**								
030.083.04	DPBA	Crêts-de-Champel 40, ch. des :	20.03.2012	**21'522'200**	3'000'000	0	0	0	0	0
VOT	949/1	Rénovation de l'école	15.04.2013		1'830'000	0	0	0	0	0
030.083.08	ECO	Crêts-de-Champel 40, ch. des :	20.03.2012	**838'900**	65'000	0	0	0	0	0
VOT	949/3	Complément équipement en mobilier	15.04.2013		0	0	0	0	0	0
030.085.09	DPBA	Bâtiments scolaires VDG :	28.04.2015	**400'000**	200'000	0	0	0	0	0
VOT	1122/2	Etudes sécurisation des accès bâtiments	27.04.2016		0	0	0	0	0	0
030.089.06	DPBA	Berne 50, rue de, Ecole de Pâquis-Centre :	19.01.2016	**31'079'040**	6'000'000	8'000'000	0	0	0	0
VOT	1165/1-2	Rénovation bâtiment & inst. pavillons provisoires	23.11.2016		8'500'000	7'210'000	0	0	0	0
030.089.10	ECO	Berne 50, rue de, Ecole de Pâquis-Centre :	19.01.2016	**2'155'320**	0	500'000	255'320	0	0	0
VOT	1165/3	Mobilier, jeux & matériel d'exploitation	23.11.2016		500'000	900'000	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**55'995'460**	**9'265'000**	**8'500'000**	**255'320**	**0**	**0**	**0**
					10'830'000	**8'110'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**5**						*Dép. totales :*	36'960'320
	31	**Nouvelles constructions**								
031.015.06	DPBA	Parc Geisendorf, Lamartine 16bis, rue :	19.01.2016	**8'734'700**	3'000'000	2'250'000	0	0	0	0
VOT	1159/1	Construction bâtiment d'équipements publics	28.09.2016		3'000'000	0	0	0	0	0
031.015.10	ECO	Parc Geisendorf, Lamartine 16bis, rue :	19.01.2016	**347'900**	0	47'900	0	0	0	0
VOT	1159/2	Mobilier & équipements locaux scolaires & habitants	28.09.2016		300'000	0	0	0	0	0
031.015.12	ENE	Parc Geisendorf, Lamartine 16bis, rue :	19.01.2016	**111'200**	0	0	0	0	0	0
VOT	1159/3	Construction centrale photovoltaïque en toiture	28.09.2016		111'200	0	0	0	0	0
031.068.10	DPBA	Chandieu, périmètre de : [061.060.02]	12.09.2012	**59'993'700**	3'000'000	0	0	0	0	0
VOT	981/1	Constr. groupe scolaire, crèche, bassin natation	19.03.2013		2'000'000	0	0	0	0	0
031.068.22	GCI	Chandieu, périmètre de :	12.09.2012	**1'306'900**	100'000	0	0	0	0	0
VOT	981/7	Réfection du domaine public	19.03.2013		0	0	0	0	0	0
031.095.06	DPBA	Saint-Georges 21, bd. : [061.050/043.053]	19.01.2016	**28'233'400**	3'000'000	10'000'000	0	0	0	0
VOT	1156/1	Construction bâtiment d'équipements publics	18.01.2017		9'000'000	6'590'000	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
031.095.08	ECO	Saint-Georges 21, bd. :	19.01.2016	**217'080**	0	117'080	0	0	0	0
VOT	1156/2	Mobilier, équipements & jeux pour les salles	18.01.2017		100'000	0	0	0	0	0
031.095.10	DSIC	Saint-Georges 21, bd. :	19.01.2016	**77'000**	40'000	0	0	0	0	0
VOT	1156/6-7	Equipements informatiques & téléphonie bâtiment EP	18.01.2017		37'000	0	0	0	0	0
031.095.14	ENE	Saint-Georges 21, bd. :	19.01.2016	**189'000**	0	189'000	0	0	0	0
VOT	1156/8	Construction centrale photovoltaïque en toiture	18.01.2017		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**99'210'880**	**9'140'000**	**12'603'980**	**0**	**0**	**0**	**0**
					14'548'200	**6'590'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**9**						*Dép. totales :*	42'882'180
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**155'206'340**	**18'405'000**	**21'103'980**	**255'320**	**0**	**0**	**0**
					25'378'200	**14'700'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**14**						*Dép. totales :*	79'842'500
	40	**CULTURE & LOISIRS**								
	41	**Bibliothèques, discothèques, vidéothèques**								
041.017.04	DSIC	Minoteries 5-7, rue des : [012.004.06]	31.10.2012	**244'000**	100'000	44'000	0	0	0	0
VOT	979/2	Equipement informatique de la bibliothèque	25.03.2014		100'000	0	0	0	0	0
041.017.06	DFIN	Minoteries 5-7, rue des : [012.004.06]	31.10.2012	**546'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	979/3	Achat mobilier bibliothèque & crèche	25.03.2014		430'000	0	0	0	0	0
041.028.03	DSIC	Bibliothèques et discothèques municipales :	18.05.2005	**1'479'000**	30'000	0	0	0	0	0
VOT	408/1	Evolution systèmes information & communication	08.11.2005		30'000	0	0	0	0	0
041.031.00	BGE	Bastions, parc des :	23.11.2010	**500'000**	60'000	0	0	0	0	0
VOT	837/5	Genevensi@ : prestations de numérisation	16.02.2011		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**2'769'000**	**240'000**	**44'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					560'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**4**						*Dép. totales :*	844'000
	42	**Musées, conservatoire & jardin botaniques**								
042.017.08	DPBA	Jaques-Dalcroze 11, boulevard Emile-; :	20.01.2015	**1'180'700**	500'000	0	0	0	0	0
VOT	1104	Aménagement du 4ème étage, bâtiment Casemates	19.01.2016		0	0	0	0	0	0
042.034.10	DSIC	Carl-Vogt 65, boulevard - MEG :	13.10.2009	**212'400**	20'000	20'000	0	0	0	0
VOT	739/2	Equipement matériel informatique & télécommunication	23.03.2010		20'000	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
042.034.11	DSIC	Carl-Vogt 65, boulevard - MEG :	20.02.2013	**217'000**	20'000	20'000	0	0	0	0
VOT	1014/1	Crédit cpl. matériel informatique & télécom.	14.05.2013		20'000	20'000	0	0	0	0
042.037.08	CJB	Lausanne 192, rte. de, - CJB : [CHF 0 net]	19.04.2011	**501'100**	100'000	0	0	0	0	0
VOT	876/2	Mobilier pour "La Console" & maison jardinier	20.03.2012		0	0	0	0	0	0
042.040.31	DPBA	Malagnou 1, rte de - MHN :	05.04.2016	**2'397'000**	700'000	697'000	0	0	0	0
VOT	1174	Etude sécurité & réorganisation partielle bâtiment	02.11.2016		990'000	0	0	0	0	0
042.095.06	DPBA	Stand 22, rue du :	31.10.2012	**42'185'500**	5'000'000	0	0	0	0	0
VOT	972/1	Construction dépôt collections patrimoniales	06.05.2013		4'330'000	0	0	0	0	0
042.095.14	MAH	Stand 22, rue & Saint-Georges 41, bd :	31.10.2012	**535'200**	330'000	0	0	0	0	0
VOT	972/5à10	Mobilier & matériel MAH-MEG-SEC-ARI-BGE-MHN	06.05.2013		0	0	0	0	0	0
042.095.18	DSIC	Stand 22, rue & Saint-Georges 41, bd :	31.10.2012	**194'900**	30'000	0	0	0	0	0
VOT	972/11	Matériel informatique dépôts biens culturels	06.05.2013		20'000	0	0	0	0	0
042.095.20	DCS	Stand 22, rue du; Ecoquartier Jonction :	27.06.2016	**3'087'660**	1'300'000	683'000	0	0	0	0
VOT	1189/1-4	Transfert collections patrimoniales, frais induits	07.02.2017		1'000'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**50'511'460**	**8'000'000**	**1'420'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					6'380'000	**20'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**9**						*Dép. totales :*	15'820'000
	43	**Théâtres & concerts**								
043.007.04	DPBA	Gare des Eaux-Vives, futur quartier de la :	23.06.2014	**90'832'000**	15'000'000	15'000'000	16'000'000	0	0	0
VOT	1085/1-2	Construction Nouvelle Comédie & matériel scénique	20.05.2015		15'000'000	15'000'000	0	0	0	0
043.007.10	SEC	Gare des Eaux-Vives, Nouvelle Comédie :	23.06.2014	**3'055'000**	0	1'000'000	0	0	0	0
VOT	1085/3à5	Matériel informatique, tech., mobilier, luminaires	20.05.2015		1'000'000	1'055'000	0	0	0	0
043.009.20	DPBA	Théâtre 11, bd. du, Grand Théâtre :	26.02.2014	**59'663'900**	15'000'000	7'525'000	0	0	0	0
VOT	1063/1-2	Rénovation partielle, extension & élévateur à décors	20.05.2014		13'000'000	0	0	0	0	0
043.053.04	DPBA	Saint-Georges 21, bd. : [031.095.06]	19.01.2016	**481'000**	0	381'000	0	0	0	0
VOT	1156/4	Matériel scénique mobile salle pluridisciplinaire	18.01.2017		100'000	0	0	0	0	0
043.053.06	DFIN	Saint-Georges 21, bd. : [031.095.06]	19.01.2016	**79'000**	0	79'000	0	0	0	0
VOT	1156/5	Mobilier & équipements salle pluridisciplinaire	18.01.2017		0	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
043.054.02	DPBA	Bâtie 10, ch. de la; anciens réservoirs :	03.11.2010	**700'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	PA-116	Etude espace diffusion musiques amplifiées	03.11.2010		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**154'810'900**	**30'050'000**	**23'985'000**	**16'000'000**	**0**	**0**	**0**
					29'100'000	**16'055'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**6**						*Dép. totales :*	115'190'000
	44	**Conservation du patrimoine**								
044.039.01	DPBA	Saint-Antoine, bastion de :	19.01.2016	**1'230'000**	500'000	0	0	0	0	0
VOT	1166	Etude valorisation fouilles archéologiques	27.04.2016		200'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**1'230'000**	**500'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					200'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	700'000
	46	**Animations & loisirs**								
046.107.02	SEC	Cinémas Cinélux, Scala, City, Nord-Sud :	17.02.2015	**3'460'000**	1'000'000	0	0	0	0	0
VOT	1113	Subvention investissement participation rénovations	21.05.2015		680'000	0	0	0	0	0
046.110.02	LOM	"Geneva lux", illuminations de Noël :	05.04.2016	**1'763'400**	286'000	0	0	0	0	0
VOT	1177	Remplac. décorations, acquis. oeuvres artistiques	25.05.2016		259'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**5'223'400**	**1'286'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					939'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	2'225'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**214'544'760**	**40'076'000**	**25'449'000**	**16'000'000**	**0**	**0**	**0**
					37'179'000	**16'075'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**22**						*Dép. totales :*	134'779'000
	50	**SPORTS**								
050.002.09	DPBA	Vernier & Bois-des-Frères, rtes de :	24.06.2013	**1'440'000**	260'000	0	0	0	0	0
VOT	1029	Concours, études équipements sportifs & logements	18.03.2014		0	0	0	0	0	0
050.014.01	DPBA	Frontenex 7, Pl. de, Stade Frontenex & Pré-Picot :	07.10.1987	**545'000**	200'000	0	0	0	0	0
VOT	41	Etude rénovation & agrandissement vestiaires	26.04.1988		0	0	0	0	0	0
050.045.01	DPBA	Vessy 12, rte de, Stade du Bout-du-Monde :	21.01.2014	**250'000**	0	0	0	0	0	0
VOT	1054/3	Etude couverture terrain bitumé	21.05.2014		250'000	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
050.046.08	DPBA	Neuchâtel 47, rue de, Piscine Pâquis Centre :	27.10.2015	**2'300'000**	900'000	0	0	0	0	0
VOT	1148	Rénovation partielle & remplacement fond mobile	25.05.2016		680'000	0	0	0	0	0
050.059.06	DPBA	François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve :	28.10.2014	**1'609'000**	900'000	0	0	0	0	0
VOT	1102/2	Remplacement revêtement de sol salle Omnisport	21.01.2015		0	0	0	0	0	0
050.065.01	DPBA	Eaux-Vives, site de la gare des : [061.048]	10.11.2009	**4'900'000**	1'000'000	0	0	0	0	0
VOT	750	Concours, étude logements & équipements publics	23.11.2011		0	0	0	0	0	0
050.065.04	DCA	Eaux-Vives, pôle de la gare des :	26.09.2011	**14'472'000**	250'000	0	0	0	0	0
VOT	917	Travaux de préterrassement	22.02.2012		250'000	0	0	0	0	0
050.067.02	DPBA	Petit-Bel-Air, quartier, Chêne-Bourg :	23.11.2010	**828'240**	0	812'000	0	0	0	0
VOT	839	Plus-value construction terrain de football	22.02.2012		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**26'344'240**	**3'510'000**	**812'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'180'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**8**						*Dép. totales :*	5'502'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**26'344'240**	**3'510'000**	**812'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'180'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**8**						*Dép. totales :*	5'502'000
	60	**SOCIAL**								
	60	**Social (équipements généraux)**								
060.011.01	DPBA	Piachaud 4, rue, "Ancien manège" :	19.04.2011	**1'700'000**	250'000	0	0	0	0	0
VOT	874	Concours, études création espace de quartier	11.10.2011		250'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**1'700'000**	**250'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					250'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	500'000
	61	**Enfance & jeunesse**								
061.021.05	DPBA	Madeleine 16, rue de la :	06.09.2010	**400'000**	200'000	0	0	0	0	0
VOT	807/2	Etude réfect. enveloppe & réaménagement crèche	11.12.2010		200'000	0	0	0	0	0
061.050.06	SDPE	Saint-Georges 21, bd. : [031.095.06]	19.01.2016	**578'430**	0	200'000	0	0	0	0
VOT	1156/3	Mobilier, équipements & jeux (équip. petite enfance)	18.01.2017		0	378'430	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**978'430**	**200'000**	**200'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					200'000	**378'430**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	978'430

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	63	**Personnes âgées**								
063.016.02	DPBA	Espaces de quartiers - SOC [8 sites] :	19.04.2011	**4'318'000**	600'000	0	0	0	0	0
VOT	871/1	Rénovation des locaux	15.04.2013		600'000	0	0	0	0	0
063.016.04	SOC	Espaces de quartiers - SOC [8 sites] :	19.04.2011	**799'000**	80'000	0	0	0	0	0
VOT	871/2	Mobilier, matériel et signalétique	15.04.2013		20'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**5'117'000**	**680'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					620'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	1'300'000
	64	**Centres sociaux**								
064.028.01	DCA	Divers lieux, logements modulaires, conteneurs	22.11.2011	**100'000**	40'000	0	0	0	0	0
VOT	PA-106	Etude de faisabilité	27.04.2016		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**100'000**	**40'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	40'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**7'895'430**	**1'170'000**	**200'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'070'000	**378'430**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**6**						*Dép. totales :*	2'818'430
	70	**SECURITE PUBLIQUE**								
	70	**Sécurité publique (équipements généraux)**								
070.002.00	DSIC	Dpt Finances et logement :	09.10.2007	**5'350'377**	250'000	250'000	250'000	400'000	0	0
VOT	569	POLYCOM - Réseau radio national sécurité	16.01.2008		250'000	250'000	350'000	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**5'350'377**	**250'000**	**250'000**	**250'000**	**400'000**	**0**	**0**
					250'000	**250'000**	**350'000**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	2'000'000

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	71	**Etat civil**								
071.004.04	DPBA	Nant 2, r. du; Mairie 37, r. de la - CIV : [011.065]	19.01.2016	**633'900**	200'000	0	0	0	0	0
VOT	1161/1-2	Création bureaux & rénovation locaux rez & sous-sol	28.09.2016		0	0	0	0	0	0
071.004.08	CIV	Nant 2, r. du; Mairie 37, r. de la - CIV : [011.065]	19.01.2016	**42'400**	42'400	0	0	0	0	0
VOT	1161/3	Mobilier & matériel pour équiper les bureaux	28.09.2016		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**676'300**	**242'400**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	242'400
	72	**Police municipale**								
072.007.01	DPBA	Stand 25, r. du; poste APM :	28.04.2015	**250'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	1122/3	Etude transformation locaux du rez	27.04.2016		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**250'000**	**50'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	50'000
	73	**Service d'incendie**								
073.023.04	SIS	Vieux-Billard 11, rue du; SIS :	15.09.2015	**2'500'000**	100'000	0	0	0	0	0
VOT	1132	Renouvellement parc protection respiratoire	25.01.2016		0	0	0	0	0	0
073.028.04	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	14.09.2010	**11'770'000**	500'000	0	0	0	0	0
VOT	815/1à5	Renouvellement, assainissement parc véhicules SIS	19.04.2011		0	0	0	0	0	0
073.028.08	SIS	Vieux-Billard 11, rue du :	20.01.2015	**2'413'000**	210'000	0	0	0	0	0
VOT	1105/1à3	Renouvellement véhicules SIS 2015	29.04.2015		0	0	0	0	0	0
073.031.08	DPBA	Vieux-Billard, Asters, Frontenex, rues, rte :	06.10.2015	**600'000**	200'000	0	0	0	0	0
VOT	PRD-108	Réaménagement locaux des 3 casernes SIS	06.10.2015		100'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**17'283'000**	**1'010'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					100'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**4**						*Dép. totales :*	1'110'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**23'559'677**	**1'552'400**	**250'000**	**250'000**	**400'000**	**0**	**0**
					350'000	**250'000**	**350'000**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**8**						*Dép. totales :*	3'402'400

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	80	**HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE**								
	81	**Protection des eaux**								
081.003.03	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	08.09.2004	**5'767'360**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	354	Plan général d'évacuation des eaux (PGEE)	18.05.2005		0	0	0	0	0	0
081.008.32	GCI	Réseaux secondaires d'assainissement :	22.06.2015	**8'367'000**	2'000'000	650'000	0	0	0	0
VOT	1125	Réhabilitation ou création de réseaux	11.11.2015		2'000'000	0	0	0	0	0
081.008.34	GCI	Réseaux secondaires d'assainissement :	22.11.2016	**9'714'000**	2'400'000	0	0	0	0	0
VOT	1204	Réhabilitation ou création de réseaux	07.03.2017		2'300'000	0	0	0	0	0
081.021.18	GCI	Beulet, r., Warens, Gallatin, av. : [101.072.26]	28.10.2015	**1'504'000**	500'000	0	0	0	0	0
VOT	1149/2	Travaux sur réseau d'assainissement public	27.06.2016		300'000	0	0	0	0	0
081.031.08	GCI	Paix, av. de la & Mines, ch. des : [101.044.08]	10.10.2012	**4'184'600**	0	1'430'000	0	0	0	0
VOT	996/3	Travaux d'assainissement	20.02.2013		0	2'680'000	0	0	0	0
081.048.00	GCI	Velours, ch. du : [101.830.14]	15.09.2015	**937'500**	730'000	0	0	0	0	0
VOT	1129/2	Travaux d'assainissement	14.03.2016		0	0	0	0	0	0
081.050.00	GCI	Voltaire, rue : [101.700.08]	19.01.2016	**2'732'200**	1'500'000	0	0	0	0	0
VOT	1152/2	Remplacement du collecteur unitaire d'eaux mixtes	28.09.2016		830'000	0	0	0	0	0
081.069.02	GCI	Pradier, square : [102.750.16]	12.10.2010	**831'000**	0	831'000	0	0	0	0
VOT	819/2	Assainissement du réseau de collecteurs	18.05.2011		0	0	0	0	0	0
081.103.02	GCI	Eidguenots, av. des - PLQ : [101.830.20]	10.11.2015	**1'656'900**	400'000	450'000	0	0	0	0
VOT	1151/2	Création nouveau réseau collecteurs	04.04.2017		500'000	0	0	0	0	0
081.106.02	GCI	Village-Suisse, Gourgas, Maraîchers, r. : [102.067]	07.10.2015	**2'758'300**	850'000	350'000	0	0	0	0
VOT	1141/2	Reconstruction du réseau d'assainissement	05.04.2017		850'000	0	0	0	0	0
081.117.01	GCI	Périmètre du PLQ Godefroy : [101.830.29]	10.11.2015	**59'000**	20'000	0	0	0	0	0
VOT	1150/1	Etude mise en séparatif réseau secondaire	09.02.2016		0	0	0	0	0	0
081.500.02	GCI	TCOB : [106.500.02]	23.06.2008	**9'434'000**	680'000	0	0	0	0	0
VOT	623/2	Construction, rénovation collecteurs liées tram TPG	10.11.2008		0	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
081.502.04	GCI	CEVA - Chamonix-Viollier, future promenade : [102]	23.06.2014	**1'610'000**	200'000	0	0	0	0	0
VOT	1081/2	Construction, réhabilitation réseau assainissement	20.01.2015		0	0	0	0	0	0
081.502.08	GCI	CEVA - Gare Eaux-Vives, secteur de la : [102.502]	23.06.2014	**9'268'000**	2'000'000	0	0	0	0	0
VOT	1081/3	Constr. collecteurs EP "Frontenex 2" & r. adjacentes	20.01.2015		1'000'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**58'823'860**	**11'330'000**	**3'711'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					7'780'000	**2'680'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**14**						*Dép. totales :*	25'501'000
	82	**Enlèvement & traitement des déchets**								
082.021.06	GCI	Quartiers de la Ville de Genève :	07.10.2014	**2'835'000**	300'000	400'000	300'000	635'000	0	0
VOT	1100	Extension des Ecopoints (sites récupération déchets)	25.05.2016		500'000	300'000	300'000	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**2'835'000**	**300'000**	**400'000**	**300'000**	**635'000**	**0**	**0**
					500'000	**300'000**	**300'000**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	2'735'000
	84	**Cimetières & crématoires**								
084.005.07	DPBA	Bâtie 13, ch. de la, Crématoire de Saint-Georges :	17.01.2012	**800'000**	250'000	0	0	0	0	0
VOT	939	Etude rénov. enveloppe & install. techniques	15.10.2012		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**800'000**	**250'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	250'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**62'458'860**	**11'880'000**	**4'111'000**	**300'000**	**635'000**	**0**	**0**
					8'280'000	**2'980'000**	**300'000**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**16**						*Dép. totales :*	28'486'000
	90	**AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG**								
	91	**Parcs & promenades**								
091.007.10	ECO	Ecole Liotard & six parcs municipaux :	29.10.2013	**1'500'000**	300'000	0	0	0	0	0
VOT	1045	Mise aux normes places de jeux	25.03.2014		90'000	0	0	0	0	0
091.011.04	SEVE	Onze parcs publics, squares & promenades :	30.04.2014	**2'966'500**	760'000	0	0	0	0	0
VOT	1071	Remise en état des chemins piétonniers	08.10.2014		706'500	0	0	0	0	0
091.018.14	GCI	Plainpalais, plaine de :	18.09.2013	**8'071'635**	2'400'000	0	0	0	0	0
VOT	994	Requalification complète de l'allée périphérique	19.01.2016		870'000	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
091.080.06	GCI	Saint-Jean, falaises de :	07.10.2015	**3'086'300**	1'500'000	0	0	0	0	0
VOT	1143	Travaux d'assainissement des falaises	19.01.2016		1'380'000	0	0	0	0	0
091.091.06	SEVE	Forêts propriété de la Ville de Genève	15.09.2015	**1'202'300**	377'500	0	0	0	0	0
VOT	1128	Mise en oeuvre du plan de gestion des forêts	10.02.2016		377'000	0	0	0	0	0
091.092.06	SEVE	Divers lieux Ville de Genève :	28.04.2015	**3'077'450**	1'000'000	0	0	0	0	0
VOT	1124	Mise aux normes de dix pataugeoires	25.01.2016		485'000	0	0	0	0	0
091.095.04	GCI	Ecoquartier de la Jonction :	19.01.2016	**5'897'600**	2'000'000	790'000	0	0	0	0
VOT	1157/1	Aménagements extérieurs	07.03.2017		1'900'000	0	0	0	0	0
091.095.06	GCI	Gazomètres, rue des :	19.01.2016	**2'815'600**	500'000	1'110'000	0	0	0	0
VOT	1157/2	Aménagement de la rue	07.03.2017		1'200'000	0	0	0	0	0
091.098.02	GCI	Saules, sentier des :	23.06.2014	**1'044'100**	400'000	244'100	0	0	0	0
VOT	1084	Travaux d'aménagement	17.02.2015		400'000	0	0	0	0	0
091.104.02	SEVE	Ville de Genève, divers lieux :	15.09.2015	**6'410'700**	1'150'000	1'150'000	0	0	0	0
VOT	1127	Végétalisation du domaine public	25.01.2016		1'150'000	1'182'000	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**36'072'185**	**10'387'500**	**3'294'100**	**0**	**0**	**0**	**0**
					8'558'500	**1'182'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**10**						*Dép. totales :*	23'422'100
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**36'072'185**	**10'387'500**	**3'294'100**	**0**	**0**	**0**	**0**
					8'558'500	**1'182'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**10**						*Dép. totales :*	23'422'100
	100	**AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC**								
	100	**Aménagement DP (en général)**								
100.000.07	DCA	Dpt Constructions et aménagement :	21.01.2014	**100'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	1054/7	Etudes diverses aménag. du domaine public 2014	21.05.2014		0	0	0	0	0	0
100.000.09	DCA	Dpt Constructions et aménagement :	28.04.2015	**100'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	1122/4	Etudes diverses aménag. du domaine public 2015/16	27.04.2016		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**200'000**	**100'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	100'000

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	101	**Rues, routes & ouvrages d'art**								
101.004.04	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	16.03.2005	**1'940'000**	400'000	0	0	0	0	0
VOT	393/2	Promotion du vélo, réalisations	17.05.2006		80'000	0	0	0	0	0
101.044.05	SAM	Paix, av. de la; Eugène-Rigot, ch :	11.03.2009	**815'000**	50'000	50'000	0	0	0	0
VOT	679	Etudes circulation et aménagements urbains	18.05.2010		56'000	0	0	0	0	0
101.044.08	GCI	Paix, av. de la : [081.031.08]	10.10.2012	**4'126'600**	0	200'000	1'200'000	0	0	0
VOT	996/1	Réaménagement de l'avenue, partie "basse"	20.02.2013		0	1'720'000	1'006'600	0	0	0
101.044.10	GCI	Kazem-Radjavi, rue & Mines, ch : [102.600.27]	10.10.2012	**1'150'700**	500'000	0	0	0	0	0
VOT	996/2	Réaménagement du chemin et de la rue	20.02.2013		420'000	0	0	0	0	0
101.054.09	GCI	Coulouvrenière, pont de la :	19.01.2011	**370'000**	100'000	100'000	0	0	0	0
VOT	PA-123	Etudes mesures d'aménagement et de circulation	10.02.2016		100'000	0	0	0	0	0
101.072.26	GCI	Saint-Jean, secteur de : [081.021.18]	28.10.2015	**1'974'000**	1'270'000	0	0	0	0	0
VOT	1149/1	Sécurisation itinéraires scolaires, aménagements	27.06.2016		500'000	0	0	0	0	0
101.091.01	SAM	Dpt Constructions et aménagement :	09.03.2004	**2'760'000**	90'000	0	0	0	0	0
VOT	331	Etude de revêtements antibruit OPB	05.10.2004		95'000	0	0	0	0	0
101.110.04	GCI	Ferney, rte de :	07.06.2011	**2'192'500**	0	1'392'500	0	0	0	0
VOT	894/2	Mesures d'accompagnement du PLQ N° 29482	22.02.2012		800'000	0	0	0	0	0
101.110.12	GCI	Mon-Soleil, Colombettes, Rochette, ch., PLQ :	19.01.2016	**909'000**	300'000	0	0	0	0	0
VOT	1163	Aménagement des voiries & trottoirs	04.04.2017		609'000	0	0	0	0	0
101.400.15	GCI	Ecluse du Seujet : [OA 5136]	18.02.2009	**557'000**	0	225'000	0	0	0	0
VOT	667	Subvention d'entretien et de maintenance	01.12.2009		0	0	0	0	0	0
101.400.30	GCI	Bois-de-la-Bâtie, passerelle du : [OA 3818]	20.05.2008	**1'131'500**	0	386'500	0	0	0	0
VOT	610/1à3	Réparation ouvrage & cheminements	17.12.2008		0	0	0	0	0	0
101.400.58	GCI	Jonction, viaduc de la : [OA 3810]	16.01.2013	**2'586'000**	200'000	0	0	0	0	0
VOT	1006/1	Elargissement du tablier	25.06.2013		0	0	0	0	0	0
101.400.60	GCI	Jonction, viaduc de la : [OA 3810]	16.01.2013	**1'499'000**	500'000	0	0	0	0	0
VOT	1006/2	Réaménagements des accès	25.06.2013		200'000	0	0	0	0	0
101.700.08	GCI	Voltaire, rue : [081.050.00]	19.01.2016	**1'631'300**	1'000'000	0	0	0	0	0
VOT	1152/1	Travaux d'aménagement de la chaussée	28.09.2016		400'000	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
101.702.10	GCI	OPB - Diverses rues :	14.09.2011	**7'924'300**	1'000'000	760'000	0	0	0	0
VOT	909	Travaux d'assainissement du bruit routier	21.03.2012		1'000'000	0	0	0	0	0
101.702.11	SAM	OPB - Diverses rues :	30.04.2014	**1'944'000**	500'000	470'000	0	0	0	0
VOT	1061	Etudes assainissement bruit routier, 2ème tranche	26.01.2015		500'000	0	0	0	0	0
101.830.14	GCI	Velours, ch. du : [081.048.00/102.015.13]	15.09.2015	**5'980'700**	3'300'000	0	0	0	0	0
VOT	1129/1	Réaménagement du chemin	14.03.2016		2'200'000	0	0	0	0	0
101.830.16	GCI	Rieu - Malagnou, secteur :	14.09.2011	**140'700**	20'000	0	0	0	0	0
VOT	915/5	Travaux d'aménagements liés PLQ 29'588	15.10.2012		0	0	0	0	0	0
101.830.20	GCI	Eidguenots, av. des : [081.103.02]	10.11.2015	**1'274'700**	0	674'700	0	0	0	0
VOT	1151/1	Travaux d'aménagement, PLQ	04.04.2017		0	600'000	0	0	0	0
101.830.29	GCI	Godefroy, av. : [081.117.01]	10.11.2015	**171'000**	80'000	0	0	0	0	0
VOT	1150/2	Etude de réaménagement du DP	09.02.2016		91'000	0	0	0	0	0
101.850.01	SAM	QV - Dpt Constructions et aménagement :	20.11.2013	**467'000**	100'000	50'000	0	0	0	0
VOT	1051	Etudes pour la promotion du vélo	05.05.2014		100'000	0	0	0	0	0
101.900.10	SAM	Domaine public - Plan lumière :	17.02.2015	**1'403'300**	400'000	200'000	0	0	0	0
VOT	1116/1	Remplacement de 800 luminaires	03.06.2015		400'000	0	0	0	0	0
101.900.14	SAM	Domaine public - Plan lumière :	17.02.2015	**2'403'500**	500'000	450'000	260'000	0	0	0
VOT	1116/2	Remplacement de 920 supports d'éclairage public	03.06.2015		500'000	400'000	0	0	0	0
101.900.15	SAM	PL - Domaine public, projets pilotes :	14.09.2011	**150'000**	60'000	0	0	0	0	0
VOT	911/10	Etude de renouvellement des éclairages publics	13.12.2011		0	0	0	0	0	0
101.900.30	SAM	PL - Neuve, place de :	08.03.2016	**918'000**	400'000	0	0	0	0	0
VOT	1170	Rénovation éclairage public & illuminations	28.09.2016		510'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**46'419'800**	**10'770'000**	**4'958'700**	**1'460'000**	**0**	**0**	**0**
					8'561'000	**2'720'000**	**1'006'600**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**25**						*Dép. totales :*	29'476'300

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	102	**Places, rues résidentielles, trafic modéré**								
102.020.01	GCI	Dpt Constructions et aménagement :	04.12.2001	**3'685'000**	400'000	0	0	0	0	0
VOT	172	Aménag. zones circulation à 30 km/h. 1ère étape	12.02.2003		280'000	0	0	0	0	0
102.020.02	GCI	Cluse-Roseraie, Mervelet, Délices, quartiers :	27.04.2010	**1'289'030**	150'000	0	0	0	0	0
VOT	784	Améliorations et création zones 30 km/h.	19.01.2011		0	0	0	0	0	0
102.020.07	SAM	Dpt Constructions et aménagement :	21.01.2014	**250'000**	40'000	0	0	0	0	0
VOT	1054/9	Zones 30 - Etudes d'aménagement et améliorations	21.05.2014		0	0	0	0	0	0
102.033.03	GCI	QV - Mont-Blanc, pont du : [101.400.06]	15.02.2005	**1'420'000**	300'000	0	0	0	0	0
VOT	387	Etude de l'élargissement du pont	08.11.2006		390'000	0	0	0	0	0
102.038.05	SAM	De Grenus, place, Rousseau, Etuves, rues :	19.11.2002	**468'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	246	Etude d'aménagement urbain	20.01.2005		100'000	0	0	0	0	0
102.065.01	SAM	Beulet, Saint-Jean, rues, Aïre, contre-route :	12.03.2003	**1'062'000**	15'000	0	0	0	0	0
VOT	274	Etude d'aménagements urbains	03.12.2003		0	0	0	0	0	0
102.066.01	SAM	Eaux-Vives, Montchoisy, rues :	12.03.2003	**1'020'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	273	Etude d'aménagement urbain	07.04.2004		0	0	0	0	0	0
102.067.02	GCI	Village-Suisse & Gourgas, rues : [081.106.02]	07.10.2015	**1'907'400**	0	1'000'000	0	0	0	0
VOT	1141/1	Extension du parc Gourgas	05.04.2017		907'400	0	0	0	0	0
102.088.01	SAM	Malagnou, rte de :	08.04.2003	**920'000**	30'000	0	0	0	0	0
VOT	278	Etudes de mesures d'aménagement urbain	07.04.2004		30'000	0	0	0	0	0
102.099.03	GCI	Augustins, place des :	28.04.2015	**350'000**	20'000	0	0	0	0	0
VOT	1122/6	Etude d'aménagement de la place	27.04.2016		20'000	0	0	0	0	0
102.101.02	LOM	Territoire municipal :	30.04.2014	**900'000**	200'000	0	0	0	0	0
VOT	1072	Remise en état du parc de bancs publics	17.09.2014		100'000	0	0	0	0	0
102.502.03	SAM	CEVA - Eaux-Vives, site de la gare : [081.502]	18.04.2012	**2'397'600**	470'000	0	0	0	0	0
VOT	957/1	Etudes aménagements liés futures constructions	15.10.2012		120'000	0	0	0	0	0
102.502.05	SAM	CEVA - Eaux-Vives, nouvelle gare : [081.502]	18.04.2012	**2'478'600**	355'000	0	0	0	0	0
VOT	957/2	Etudes d'aménagement domaine public	15.10.2012		100'000	0	0	0	0	0
102.502.08	GCI	CEVA - Chamonix-Viollier, future promenade : [081]	23.06.2014	**5'403'400**	530'000	0	0	0	0	0
VOT	1081/1	Travaux préparatoires & terrassements	20.01.2015		500'000	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
102.502.15	GCI	CEVA - Halte Champel/Hôpital : [081.502]	21.11.2012	**2'233'500**	270'000	0	0	0	0	0
VOT	1004/1	Etude d'aménagements d'espaces publics	20.11.2013		0	0	0	0	0	0
102.505.03	DCA	Extension de la gare Cornavin :	22.06.2015	**880'600**	350'000	0	0	0	0	0
VOT	1126	Poursuite des études urbaines	25.05.2016		20'000	0	0	0	0	0
102.551.02	SAM	GP - Eaux-Vives, quai marchand des :	06.09.2010	**200'000**	60'000	70'000	0	0	0	0
VOT	807/4	Etude d'aménagement promenade et quai marchand	11.12.2010		70'000	0	0	0	0	0
102.600.03	SAM	QV - Domaine public, abords des écoles :	14.09.2011	**200'000**	20'000	20'000	0	0	0	0
VOT	911/13	Etudes pour la sécurité des cheminements	13.12.2011		20'000	0	0	0	0	0
102.605.07	GCI	QV - Saint-Georges, bd. de :	28.04.2015	**350'000**	150'000	0	0	0	0	0
VOT	1122/7	Etude d'aménagement	27.04.2016		150'000	0	0	0	0	0
102.605.20	GCI	QV - Sainte-Clotilde, av.; devant l'église :	19.11.2013	**4'922'000**	1'880'000	0	0	0	0	0
VOT	1048	Aménagement de l'îlot & abords	18.03.2014		503'000	0	0	0	0	0
102.750.16	GCI	ZP - Pradier, square : [081.069.02]	12.10.2010	**3'240'000**	0	1'800'000	0	0	0	0
VOT	819/1	Travaux d'aménagement	18.05.2011		0	1'469'000	0	0	0	0
102.750.22	GCI	Bergues, quai des : [101.400.84]	17.02.2015	**5'200'000**	2'500'000	0	0	0	0	0
VOT	1114/2	Etudes & travaux d'aménagements	28.10.2015		3'000'000	0	0	0	0	0
102.750.26	GCI	ZP - Grottes, pl. des :	19.01.2016	**1'848'100**	940'000	0	0	0	0	0
VOT	1160	Réaménagement de la place	27.06.2016		0	0	0	0	0	0
102.752.05	GCI	ZP - Première étape "stratégie de piétonnisation" :	21.01.2014	**2'335'000**	285'000	0	0	0	0	0
VOT	1060	Etudes d'aménagements et de circulation	04.06.2014		0	0	0	0	0	0
102.755.01	SAM	ZP - Rhône, rue du :	14.09.2011	**325'000**	40'000	0	0	0	0	0
VOT	907	Etude de circulation & d'aménagement	08.10.2013		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**45'285'230**	**9'105'000**	**2'890'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					6'310'400	**1'469'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**25**						*Dép. totales :*	19'774'400

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	103	**Parkings publics**								
103.004.05	SAM	Cornavin, place de :	14.09.2011	**200'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	911/15	Etude aménagement de surface, déplacement trémie	13.12.2011		0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**200'000**	**50'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	50'000
	106	**Transports publics**								
106.084.03	SAM	Petit-Saconnex, quartier du - TPG :	12.03.2003	**570'000**	40'000	0	0	0	0	0
VOT	271	Etudes d'aménag. urb. liés à la restruct. ligne N°3	23.06.2003		0	0	0	0	0	0
106.084.09	GCI	Aménagement, constructions et voirie - TPG :	06.05.2003	**760'350**	60'000	0	0	0	0	0
VOT	283	Etude de rehaussement des arrêts de tram	13.09.2004		50'000	0	0	0	0	0
106.096.01	SAM	GP - Frontenex, av. & rte :	21.11.2012	**200'000**	60'000	0	0	0	0	0
VOT	1002/9	Etudes d'aménagement liées aux TPG	15.01.2013		50'000	0	0	0	0	0
106.507.02	GCI	QV - Diverses rues - TPG :	21.02.2012	**5'960'400**	700'000	775'000	0	0	0	0
VOT	948	Réhaussement de 12 arrêts de tram	15.10.2012		700'000	0	0	0	0	0
106.520.08	GCI	Carrefours, chaussées, arrêts, etc. - TPG :	15.01.2008	**4'580'160**	500'000	500'000	0	0	0	0
VOT	588	Travaux liés au plan directeur TC 2007-2010	28.04.2008		500'000	325'000	0	0	0	0
106.520.11	SAM	Dpt Constructions et aménagement :	21.11.2012	**200'000**	40'000	30'000	0	0	0	0
VOT	1002/10	Etudes aménag. urbain liées plan dir. TC 2013-2014	15.01.2013		40'000	25'000	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**12'270'910**	**1'400'000**	**1'305'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'340'000	**350'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**6**						*Dép. totales :*	4'395'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**104'375'940**	**21'425'000**	**9'153'700**	**1'460'000**	**0**	**0**	**0**
					16'211'400	**4'539'000**	**1'006'600**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**59**						*Dép. totales :*	53'795'700
	110	**ADMINISTRATION GENERALE**								
	111	**Administration générale - objets mobiliers**								
111.007.20	DSIC	Dpt Finances et logement :	12.05.2009	**880'000**	200'000	205'000	0	0	0	0
VOT	698/3	Système de gestion parc immobilier, 1ère étape	01.12.2009		400'000	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
111.011.06	DSIC	Dpt Finances et logement :	12.05.2009	**4'500'000**	57'000	0	0	0	0	0
VOT	698/1	Redéploiement du réseau de la Ville de Genève	01.12.2009		0	0	0	0	0	0
111.030.12	DSIC	Dpt Finances et logement :	16.01.2007	**3'997'787**	7'500	0	0	0	0	0
VOT	522/1à3	11ème PIQ - Plan informatique quadriennal	21.03.2007		10'000	0	0	0	0	0
111.030.14	DSIC	Dpt Finances et logement :	12.05.2009	**6'968'865**	375'000	255'000	0	0	0	0
VOT	698/2	1er PSIC - Plan biennal systèmes d'information	01.12.2009		300'000	200'000	0	0	0	0
111.030.16	DSIC	Dpt Finances et logement :	12.05.2009	**200'000**	70'000	0	0	0	0	0
VOT	698/4	Système d'information et équipement CM	01.12.2009		75'000	0	0	0	0	0
111.030.24	DSIC	Dpt Finances et logement :	23.11.2010	**7'140'840**	460'000	315'000	215'000	0	0	0
VOT	837/1	2ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	16.02.2011		370'000	255'000	0	0	0	0
111.030.26	DRH	Saint-Pierre 2, cour de, DRH :	23.11.2010	**300'000**	50'000	100'000	0	0	0	0
VOT	837/4	Numérisation des dossiers du personnel	16.02.2011		150'000	0	0	0	0	0
111.030.27	DRH	Saint-Pierre 2, cour de, DRH :	01.11.2011	**960'000**	100'000	300'000	0	0	0	0
VOT	918	Préparation dossiers papier du personnel	26.06.2012		560'000	0	0	0	0	0
111.030.28	DSIC	Dpt Finances et logement :	25.03.2014	**220'000**	10'000	50'000	0	0	0	0
VOT	1065/2	Système d'information et équipement du CM 2015-20	28.10.2014		25'000	0	0	0	0	0
111.030.30	DSIC	Dpt Finances et logement :	25.03.2014	**6'400'000**	700'000	620'000	0	0	0	0
VOT	1065/1	3ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	28.10.2014		820'000	300'000	0	0	0	0
111.034.18	LOM	Administration municipale :	23.06.2014	**8'295'000**	2'000'000	0	0	0	0	0
VOT	1082/1-2	Renouvellement de véhicules lourds, légers et engins	29.04.2015		2'040'000	0	0	0	0	0
111.047.10	DFIN	Dpt Finances et logement :	25.06.2007	**1'967'200**	85'000	0	0	0	0	0
VOT	554/1-2	8ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	28.04.2008		0	0	0	0	0	0
111.047.11	DFIN	Dpt Finances et logement :	16.09.2009	**2'844'800**	150'000	0	0	0	0	0
VOT	722/1-2	9ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	19.04.2011		0	0	0	0	0	0
111.047.12	DFIN	Dpt Finances et logement :	17.09.2013	**2'399'950**	300'000	250'000	0	0	0	0
VOT	1033/1à3	10ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	25.03.2014		300'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**47'074'442**	**4'564'500**	**2'095'000**	**215'000**	**0**	**0**	**0**
					5'050'000	**755'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**14**						*Dép. totales :*	12'679'500

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	112	**Administration générale - objets immobiliers**								
112.000.05	DCA	Dpt Constructions et aménagement :	06.09.2010	**200'000**	50'000	0	0	0	0	0
VOT	807/5	Etudes diverses du patrimoine administratif 2011/12	11.12.2010		0	0	0	0	0	0
112.042.03	DPBA	La Grange, villa :	06.09.2010	**400'000**	150'000	0	0	0	0	0
VOT	807/6	Etude pour la rénovation des salons	11.12.2010		100'000	0	0	0	0	0
112.810.02	ENE	Patrimoine administratif : [Fr. 0 Net]	30.04.2014	**326'300**	150'000	0	0	0	0	0
VOT	1069/1	Réseau de chaleur renouvelable CADéco Jonction	05.04.2016		176'300	0	0	0	0	0
112.810.08	ENE	Bâtiments du patrimoine administratif :	07.10.2015	**2'741'400**	500'000	500'000	0	0	0	0
VOT	1137	Travaux liés à la politique énergétique	14.09.2016		500'000	415'000	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**3'667'700**	**850'000**	**500'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					776'300	**415'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**4**						*Dép. totales :*	2'541'300
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**50'742'142**	**5'414'500**	**2'595'000**	**215'000**	**0**	**0**	**0**
					5'826'300	**1'170'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**18**						*Dép. totales :*	15'220'800
	120	**PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT LOCAL**								
120.010.00	SAM	Voie verte, rives droite & gauche :	14.10.2008	**150'000**	20'000	0	0	0	0	0
VOT	652/11	Etude d'aménagement [130.020.00]	23.06.2009		0	0	0	0	0	0
120.011.01	SAM	Voie verte d'agglomération :	12.10.2010	**991'500**	140'000	180'000	0	0	0	0
VOT	824	Etudes de faisabilité aménagement de six tronçons	18.05.2011		46'000	0	0	0	0	0
120.015.01	URB	Praille-Acacias-Vernets, quartier du :	23.04.2013	**458'000**	50'000	40'000	20'800	0	0	0
VOT	1020	Etude d'aménagement développement PAV	20.11.2013		40'000	40'000	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**1'599'500**	**210'000**	**220'000**	**20'800**	**0**	**0**	**0**
					86'000	**40'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**3**						*Dép. totales :*	576'800
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**1'599'500**	**210'000**	**220'000**	**20'800**	**0**	**0**	**0**
					86'000	**40'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**3**						*Dép. totales :*	576'800

Crédits d'investissements votés par le Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt et de vote	Coût voté brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	130	**ACQUISITION DE TERRAINS**								
130.015.00	DCA	Grottes, quartier des, îlots 5 et 7 : [130.023.02]	09.03.2005	**600'000**	0	0	0	0	0	0
VOT	401	Recettes à recevoir, échanges fonciers (CHF 2.6 Mio)	17.05.2005		0	0	0	0	0	0
130.023.02	DCA	Grottes, quartier des : [103.002.04 & 130.015.00]	14.10.2009	**1'013'200**	0	0	0	0	0	0
VOT	744/1	Droit d'emption sur la parcelle N° 2559	23.03.2010		1'013'200	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**1'613'200**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'013'200	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	1'013'200
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**1'613'200**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'013'200	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	1'013'200
	140	**OPERATIONS FINANCIERES**								
140.014.00	DFL	Office Nations Unies, rénovation Palais des Nations	26.04.2016	**20'000'000**	0	0	20'000'000	0	0	0
VOT	1180	FIPOI - Octroi d'un prêt remboursable sur 30 ans	27.06.2016		0	0	0	0	0	0
140.015.00	DCA	Extension gare Cornavin :	24.05.2016	**120'204'000**	1'800'000	0	0	0	0	0
VOT	1185	Subvention d'investissement, participation travaux	27.09.2016		4'300'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**140'204'000**	**1'800'000**	**0**	**20'000'000**	**0**	**0**	**0**
					4'300'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	26'100'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**140'204'000**	**1'800'000**	**0**	**20'000'000**	**0**	**0**	**0**
					4'300'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	26'100'000
		TOTAUX GÉNÉRAUX :		**990'696'274**	**141'340'400**	**89'588'780**	**45'980'120**	**3'035'000**	**2'000'000**	**2'000'000**
					132'367'000	**64'148'430**	**7'656'600**	**2'000'000**	**2'000'000**	**1'000'000**
		Nombre d'objets :	**187**						*Dép. totales :*	493'116'330

Crédits d'investissements déposés au Conseil municipal

Projets proposés par le Conseil administratif,

non votés, à l'étude du Conseil municipal

Crédits d'investissements déposés par le Conseil administratif et à l'étude du Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	10	**LOGEMENTS**								
	12	**Logements existants**								
012.060.04	DPBA	Grottes 6, 6bis, Amis 5, rues des : (en suspens)	14.09.2011	**13'984'000**	0	0	0	0	0	0
DEP	916/1	Rénovation des immeubles [St 0.44/0.39]			0	0	0	0	0	0
012.060.06	DPBA	Grottes 6, 6bis, Amis 5, rues des : (en suspens)	14.09.2011	**185'000**	0	0	0	0	0	0
DEP	916/2	Pose cellules photovoltaïques en toiture			0	0	0	0	0	0
012.950.30	DPBA	20 bâtiments du PF (1ère étape) :	07.03.2017	**3'918'000**	1'500'000	418'000	0	0	0	0
DEP	1217	Mise conformité immeubles à simple vitrage			2'000'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**18'087'000**	**1'500'000**	**418'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					2'000'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**3**						*Dép. totales :*	3'918'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**18'087'000**	**1'500'000**	**418'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					2'000'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**3**						*Dép. totales :*	3'918'000
	40	**CULTURE & LOISIRS**								
	44	**Conservation du patrimoine**								
044.040.02	DCA	Tabazan 7, r.; Chapelle de l'Oratoire :	14.09.2016	**115'400**	0	0	0	0	0	0
DEP	1195	Subvention investissement travaux restauration			0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**115'400**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	0
	46	**Animations & loisirs**								
046.055.06	DPBA	Henri-Golay 40, avenue :	07.02.2017	**5'569'000**	500'000	1'800'000	0	0	0	0
DEP	1214/1-3	Rénovation & aménagement Ferme Menut-Pellet			2'000'000	1'794'200	0	0	0	0
046.055.10	DEJ	Henri-Golay 40, avenue :	07.02.2017	**148'600**	0	48'600	0	0	0	0
DEP	1214/4	Equipement & mobilier, Ferme Menut-Pellet			100'000	0	0	0	0	0
046.109.02	DPBA	Bois-de-la-Bâtie : [091.004.10]	16.05.2017	**1'823'700**	700'000	223'700	0	0	0	0
DEP	1228/3	Rénovation pavillon & maisonnette			900'000	0	0	0	0	0
046.109.06	SDPE	Bois-de-la-Bâtie :	16.05.2017	**116'500**	0	0	0	0	0	0
DEP	1228/4	Equipement en mobilier, pavillon & maisonnette			116'500	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements déposés par le Conseil administratif et à l'étude du Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
046.109.08	DPBA	Bois-de-la-Bâtie :	16.05.2017	**368'100**	0	0	0	0	0	0
DEP	1228/5	Déconstruction restaurant "Le Chalet"			368'100	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**8'025'900**	**1'200'000**	**2'072'300**	**0**	**0**	**0**	**0**
					3'484'600	**1'794'200**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**5**						*Dép. totales :*	8'551'100
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**8'141'300**	**1'200'000**	**2'072'300**	**0**	**0**	**0**	**0**
					3'484'600	**1'794'200**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**6**						*Dép. totales :*	8'551'100
	50	**SPORTS**								
050.059.02	DPBA	François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve :	17.01.2017	**1'163'000**	100'000	0	0	0	0	0
DEP	1209/1	Réfection de la piste du vélodrome			1'063'000	0	0	0	0	0
050.059.03	SPO	François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve :	17.01.2017	**150'000**	0	0	0	0	0	0
DEP	1209/2	Système chronométrage piste vélodrome			150'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**1'313'000**	**100'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'213'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	1'313'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**1'313'000**	**100'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'213'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	1'313'000
	60	**SOCIAL**								
	61	**Enfance & jeunesse**								
061.066.01	DPBA	Forêt, secteur de la :	04.04.2017	**400'000**	200'000	0	0	0	0	0
DEP	1222/4	Etude pour la construction d'une crèche			200'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**400'000**	**200'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					200'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	400'000
	64	**Centres sociaux**								
064.026.10	DPBA	Fort-Barreau 9a, rue du :	26.04.2016	**2'006'400**	0	0	0	0	0	0
DEP	1164/1	Réalisation 20 modules logements relais & atelier			0	0	0	0	0	0
064.026.12	SOC	Fort-Barreau 9a, rue du :	26.04.2016	**81'000**	0	0	0	0	0	0
DEP	1164/2	Equipement en mobilier, modules logements relais			0	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements déposés par le Conseil administratif et à l'étude du Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
064.027.02	DPBA	Vermont 21, rue de; "Point d'Eau" :	07.10.2015	**2'455'000**	400'000	510'000	0	0	0	0
DEP	1136	Rénovation partielle et réaffectation de la villa			1'000'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**4'542'400**	**400'000**	**510'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'000'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**3**						*Dép. totales :*	1'910'000
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**4'942'400**	**600'000**	**510'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					1'200'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**4**						*Dép. totales :*	2'310'000
	70	**SECURITE PUBLIQUE**								
	75	**Installations spéciales**								
075.002.00	ENE	Territoire communal :	26.04.2016	**116'000**	0	0	0	0	0	0
DEP-CRTA	1179	Acquisition d'une balise de mesure de radioactivité			0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**116'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	0
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**116'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	0
	80	**HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE**								
	81	**Protection des eaux & de l'environnement**								
081.107.02	GCI	Champ-Baron ch. du, PLQ : [101.830.06]	16.05.2017	**303'900**	0	0	0	0	0	0
DEP	1224/2	Construction nouveau collecteur en séparatif			303'900	0	0	0	0	0
081.119.02	GCI	Dr-Adolphe-Pasteur, ch : [102.600.30]	24.05.2016	**334'600**	0	0	0	0	0	0
DEP	1183/2	Travaux d'assainissement			334'600	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**638'500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					638'500	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	638'500
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**638'500**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					638'500	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	638'500

Crédits d'investissements déposés par le Conseil administratif et à l'étude du Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	90	**AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG**								
	91	**Parcs & promenades**								
091.004.10	SEVE	Bois-de-la-Bâtie :	16.05.2017	**6'733'400**	1'500'000	2'500'000	0	0	0	0
DEP	1228/1	Rénovation & aménagement cheminements			2'500'000	233'400	0	0	0	0
091.004.14	SEVE	Bois-de-la-Bâtie : [046.109.02]	16.05.2017	**5'629'700**	1'000'000	2'000'000	0	0	0	0
DEP	1228/2	Réalisation espace de loisirs & aire de jeux			2'000'000	629'700	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**12'363'100**	**2'500'000**	**4'500'000**	**0**	**0**	**0**	**0**
					4'500'000	**863'100**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**2**						*Dép. totales :*	12'363'100
	92	**Moyens de gestion des espaces verts**								
092.017.10	DPBA	Frontenex 71, rte de, parc La Grange :	16.05.2017	**1'779'900**	0	1'009'900	0	0	0	0
DEP	1230	Rénovation de la dépendance "La Ferme"			770'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**1'779'900**	**0**	**1'009'900**	**0**	**0**	**0**	**0**
					770'000	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	1'779'900
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**14'143'000**	**2'500'000**	**5'509'900**	**0**	**0**	**0**	**0**
					5'270'000	**863'100**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**3**						*Dép. totales :*	14'143'000
	100	**AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC**								
	101	**Rues, routes & ouvrages d'art**								
101.400.16	GCI	Seujet, écluse & passerelle du : [OA 5136 - 5137]	19.01.2016	**168'300**	40'000	0	0	0	0	0
DEP	1162	Subvention investissement à SIG, travaux entretien			0	0	0	0	0	0
101.400.17	GCI	Seujet, quai du : [OA 5146]	22.11.2016	**1'795'500**	800'000	0	0	0	0	0
DEP	1207	Assainiss. trottoir porte-à-faux; coord. "Génilac"			890'000	0	0	0	0	0
101.830.06	GCI	Champ-Baron ch. du, PLQ : [081.107.02]	16.05.2017	**741'700**	0	0	0	0	0	0
DEP	1224/1	Aménagement d'un chemin piéton & d'un écopoint			741'700	0	0	0	0	0
101.850.02	GCI	U cyclable rive gauche :	22.11.2016	**1'343'100**	200'000	443'100	0	0	0	0
DEP	1208	Travaux d'aménagement			700'000	0	0	0	0	0

Crédits d'investissements déposés par le Conseil administratif et à l'étude du Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
101.850.10	GCI	Quinze lieux en Ville de Genève :	16.05.2017	**1'068'500**	300'000	200'000	0	0	0	0
DEP	1231	Fournitures & mise en place d'abris vélo			400'000	168'500	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**5'117'100**	**1'340'000**	**643'100**	**0**	**0**	**0**	**0**
					2'731'700	**168'500**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**5**						*Dép. totales :*	4'883'300
	102	**Places, rues résidentielles, trafic modéré**								
102.502.10	GCI	CEVA - Eaux-Vives, abords de la gare : [081.502]	04.04.2017	**20'653'700**	2'000'000	4'000'000	0	4'500'000	0	0
DEP	1221/1	Travaux aménagements, secteur COMOGEV			4'000'000	0	3'500'000	2'653'700	0	0
102.502.12	GCI	CEVA - Eaux-Vives, abords de la gare : [081.502]	04.04.2017	**34'749'700**	5'500'000	7'000'000	4'500'000	2'500'000	0	0
DEP	1221/2-3	Travaux aménagements, secteur VG (yc Square Agasse)			8'000'000	6'500'000	0	749'700	0	0
102.600.30	GCI	Petit-Saconnex, pl. : [081.119.02]	24.05.2016	**3'129'000**	0	2'000'000	0	0	0	0
DEP	1183/1	Réaménagement de la place			1'000'000	0	0	0	0	0
102.605.02	GCI	QV - Liotard, quartier de; Zone 30 km/h :	16.11.2015	**1'863'300**	500'000	463'300	0	0	0	0
DEP	1145	Amélioration mesures modération circulation			700'000	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**60'395'700**	**8'000'000**	**13'463'300**	**4'500'000**	**7'000'000**	**0**	**0**
					13'700'000	**6'500'000**	**3'500'000**	**3'403'400**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**4**						*Dép. totales :*	60'066'700
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**65'512'800**	**9'340'000**	**14'106'400**	**4'500'000**	**7'000'000**	**0**	**0**
					16'431'700	**6'668'500**	**3'500'000**	**3'403'400**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**9**						*Dép. totales :*	64'950'000
	110	**ADMINISTRATION GENERALE**								
	111	**Administration générale - objets mobiliers**								
111.030.32	DSIC	Dpt Finances et logement :	16.05.2017	**6'400'000**	1'000'000	1'300'000	800'000	0	0	0
DEP	1227/1	4ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information			1'600'000	1'000'000	700'000	0	0	0
111.030.34	DSIC	Dpt Finances et logement :	16.05.2017	**100'000**	50'000	0	0	0	0	0
DEP	1227/2	Système d'information et équipement du CM 2015-20			50'000	0	0	0	0	0
111.034.22	LOM	Administration municipale (hors SIS) :	01.11.2016	**5'695'500**	1'200'000	1'500'000	0	0	0	0
DEP	1199/1à3	Renouvellement & acquisition véhicules & engins			1'500'000	1'495'500	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**12'195'500**	**2'250'000**	**2'800'000**	**800'000**	**0**	**0**	**0**
					3'150'000	**2'495'500**	**700'000**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**3**						*Dép. totales :*	12'195'500

Crédits d'investissements déposés par le Conseil administratif et à l'étude du Conseil municipal

N° PFI / Statut	N° Grpe Gest. / PR	Localisation / Libellé	Dates de dépôt	Coût déposé brut	Dépenses planifiées pour les 12 années du plan (CHF bruts) 2018 / 2019	2020 / 2021	2022 / 2023	2024 / 2025	2026 / 2027	2028 / 2029
	112	**Administration générale - objets immobiliers**								
112.030.01	DPBA	François-Dussaud 10, rue - GCI/LOM/VVP :	23.11.2010	**1'793'000**	0	0	0	0	0	0
DEP	840	Etude réaménagement dépôt, halle vhc & bâtiments			0	0	0	0	0	0
		Totaux du sous-groupe fonctionnel :		**1'793'000**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
					0	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**1**						*Dép. totales :*	0
		TOTAUX DU GROUPE FONCTIONNEL :		**13'988'500**	**2'250'000**	**2'800'000**	**800'000**	**0**	**0**	**0**
					3'150'000	**2'495'500**	**700'000**	**0**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**4**						*Dép. totales :*	12'195'500
		TOTAUX GÉNÉRAUX :		**126'882'500**	**17'490'000**	**25'416'600**	**5'300'000**	**7'000'000**	**0**	**0**
					33'387'800	**11'821'300**	**4'200'000**	**3'403'400**	**0**	**0**
		Nombre d'objets :	**34**						*Dép. totales :*	108'019'100

Projets actifs

Il s'agit de futurs projets qui sont ou seront à l'étude en vue d'être soumis ensuite à la délibération du Conseil municipal. Certains projets, dont le coût futur n'est pas encore connu, ne sont, en l'état, pas chiffrés ; ils le seront ultérieurement.

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			10	**LOGEMENTS (PF)**			
			10	**Logements (en général)**			
010.002.02	GIM	GIM		Dpt Finances et logement - GIM :	Numérisation des dossiers demandeurs & locataires	2018	400'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**400'000**
			11	**Logements nouveaux**			
011.060.12	DPBA	GIM		Grottes 8, rue des : [012.060.12]	Construction d'un immeuble de logements	2018	6'898'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**6'898'000**
			12	**Logements existants**			
012.001.19	DPBA	GIM		Servette 40, rue de la :	Etude de rénovation de l'immeuble	2018	500'000
012.001.22	DPBA	GIM		Servette 40, rue de la :	Rénovation de l'immeuble [St 0.36]	2019	4'500'000
012.001.25	DPBA	GIM		Servette 87, rue de la :	Etude de rénovation enveloppe du bâtiment [St 0.56]		*à chiffrer*
012.001.28	DPBA	GIM		Servette 87, rue de la :	Rénovation enveloppe du bâtiment [St 0.56]		*à chiffrer*
012.002.18	DPBA	GIM		Navigation 38, rue de la :	Rénovation de l'immeuble [St 0.45]	2017	5'000'000
012.002.24	DPBA	GIM		Royaume 10, rue :	Rénovation de l'immeuble [St 0.37]	2017	3'200'000
012.002.30	DPBA	GIM		Royaume 12, rue :	Rénovation de l'immeuble [St 0.45]	2017	3'300'000
012.043.06	DPBA	GIM		Cordiers 8, rue des :	Démolition & reconstruction de l'immeuble [St 0.42]	2018	5'800'000
012.049.05	DPBA	GIM		Goetz-Monin 8, rue :	Etude complémentaire rénovation de l'immeuble	2018	150'000
012.049.08	DPBA	GIM		Goetz-Monin 8, rue :	Rénovation de l'immeuble [St 0.44]	2019	5'100'000
012.051.05	DPBA	GIM		Navigation 4, place; Léman 11, rue :	Etude de rénovation des immeubles		*à chiffrer*
012.051.08	DPBA	GIM		Navigation 4, place de la, Fonds Galland :	Rénovation de l'immeuble [St 0.61]		*à chiffrer*
012.051.12	DPBA	GIM		Léman 11, rue du, Fonds Galland :	Rénovation de l'immeuble [St 0.63]		*à chiffrer*
012.060.12	DPBA	GIM		Grottes 10, rues des : [011.060.12]	Rénovation immeuble de logements [St 0.41]	2018	1'402'000
012.074.03	DPBA	GIM		Dassier 15, rue :	Etude complémentaire de rénovation de l'immeuble	2017	400'000
012.074.04	DPBA	GIM		Dassier 15, rue :	Rénovation immeuble & aménagement combles [St 0.31]		*à chiffrer*
012.092.06	DPBA	GIM		Taconnerie 6, pl. de la :	Rénovation de l'immeuble [St 0.39]	2019	2'934'000
012.095.05	DPBA	GIM		Hoffmann 4 à 8, Schaub 41 à 45, Servette 100, rues :	Etude de rénovation des immeubles		*à chiffrer*
012.095.08	DPBA	GIM		Hoffmann 4 à 8, Schaub 41 à 45, Servette 100, rues :	Rénovation des immeubles [St 0.73]		*à chiffrer*
012.099.06	DPBA	GIM		Zürich 40, rue de :	Transformation et rénovation de l'immeuble [St 0.45]		*à chiffrer*
012.104.07	DPBA	GIM		Sainte-Clotilde, av. & Ernest-Ansermet, quai :	Concours & étude rénovation des immeubles		*à chiffrer*
012.104.08	DPBA	GIM		Jonction - Sainte-Clotilde 20-22, avenue :	Rénovation des immeubles [St 0.53]		*à chiffrer*
012.104.10	DPBA	GIM		Jonction - Ernest-Ansermet 36-38, quai :	Rénovation des immeubles [St 0.57]		*à chiffrer*
012.104.14	DPBA	GIM		Jonction - Ernest-Ansermet 40-42, quai :	Rénovation des immeubles [St 0.57]		*à chiffrer*
012.104.22	DPBA	GIM		Jonction - Deux-Ponts 29-31-33, rue des :	Rénovation des immeubles [St 0.57]		*à chiffrer*

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
012.104.26	DPBA	GIM		Jonction - Vélodrome 4-6-8-10-12-14, rue du :	Rénovation des immeubles [St 0.57]		*à chiffrer*
012.104.30	DPBA	GIM		Jonction - Vélodrome 4-6-8-10-12-14, rue du :	Rénovation complète des installations sanitaires		*à chiffrer*
012.810.08	ENE	GIM		Bâtiments du patrimoine financier :	Travaux liés à la politique énergétique	2018	1'500'000
012.810.12	ENE	GIM		Bâtiments du patrimoine financier :	Travaux liés à la politique énergétique	2021	1'500'000
012.810.14	ENE	GIM		Bâtiments du patrimoine financier :	Travaux liés à la politique énergétique	2023	1'500'000
012.810.16	ENE	GIM		Bâtiments du patrimoine financier :	Travaux liés à la politique énergétique	2025	1'500'000
012.810.30	ENE	ENE		Bâtiments du patrimoine financier :	Stratégie électrique, 1ère étape	2018	1'000'000
012.811.12	ENE	GIM		Bâtiments du patrimoine financier :	Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	2018	1'000'000
012.811.14	ENE	GIM		Bâtiments du patrimoine financier :	Plan d'action désengagement du mazout	2017	2'000'000
012.811.16	ENE	GIM		Bâtiments du patrimoine financier :	Plan d'action désengagement du mazout	2019	2'000'000
012.950.33	DPBA	GIM		Diverses adresses :	Etude mise en conformité immeubles à simple vitrage		*à chiffrer*
012.950.34	DPBA	GIM		Diverses adresses, étape 2 :	Mise conformité immeubles simples vitrages PF	2019	2'000'000
012.950.36	DPBA	GIM		Diverses adresses, étape 3 :	Mise conformité immeubles simples vitrages PF	2021	2'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**48'286'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**55'584'000**
			20	**INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE (PF)**			
020.014.12	DPBA	DFL		Châtelaine 43, av. de, ZIC :	Réalisation d'un Ecopôle		*à chiffrer*
020.016.07	DPBA	DFL		Gustave-Ador 78, quai, Eaux-Vives, parc des :	Etude pour réhabilitation dépendances du restaurant		*à chiffrer*
020.016.08	DPBA	DFL		Gustave-Ador 78, quai, Eaux-Vives, parc des :	Réhabilitation dépendances du restaurant		*à chiffrer*
020.018.06	DPBA	GIM		Dorcière, pl., Gare routière :	Rénovation du bâtiment		*à chiffrer*
020.027.08	DPBA	GIM		Lausanne 126, r. de :	Rénovation complète du restaurant "Perle de Lac"	2019	4'942'800
020.035.04	DPBA	DFL		Général-Guisan 34, quai du; Hôtel Métropole :	Rénovation des façades	2017	12'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**16'942'800**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**16'942'800**
			30	**ECOLES PUBLIQUES & PARASCOLAIRE**			
			30	**Constructions existantes**			
030.003.05	DPBA	ECO		Liotard 66, rue, Ecole Liotard :	Concours, étude rénovation bâtiment & agrandissement		*à chiffrer*
030.003.06	DPBA	ECO		Liotard 66, rue, Ecole Liotard :	Rénovation du bâtiment & agrandissement		*à chiffrer*
030.003.10	ECO	ECO		Liotard 66, rue, Ecole Liotard :	Mobilier, équipement et jeux	2019	2'100'000
030.014.06	DPBA	ECO		Plantaporrêts 1bis, rue, Ecole des Plantaporrêts :	Création 4 salles d'enseignement & rénov. cuisine	2017	5'000'000
030.014.10	ECO	ECO		Plantaporrêts 1bis, rue, Ecole des Plantaporrêts :	Mobilier, équipement et jeux :	2017	430'000
030.018.03	DPBA	ECO		Aïre 1, av. d', Ecole des Charmilles :	Etude pour rénovation de l'école		*à chiffrer*
030.018.06	DPBA	ECO		Aïre 1, av. d', Ecole des Charmilles :	Rénovation de l'école		*à chiffrer*
030.018.10	ECO	ECO		Aïre 1, av. d', Ecole des Charmilles :	Mobilier, jeux et matériel d'exploitation	2020	2'600'000

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
030.077.09	DPBA	ECO		Dizerens 26, rue, Ecole Hugo-de-Senger II :	Etude pour la rénovation de l'école		*à chiffrer*
030.077.12	DPBA	ECO		Dizerens 26, rue, Ecole Hugo-de-Senger II :	Rénovation de l'école		*à chiffrer*
030.077.16	ECO	ECO		Dizerens 26, rue, Ecole Hugo-de-Senger II :	Mobilier, équipement, jeux pour groupe scolaire		*à chiffrer*
030.085.10	DPBA	ECO		Bâtiments scolaires VDG :	Sécurisation des accès des bâtiments	2018	5'000'000
030.088.11	DPBA	ECO		Nant 35, rue du, Ecole des Vollandes :	Etude pour la rénovation de l'école		*à chiffrer*
030.088.14	DPBA	ECO		Nant 35, rue du, Ecole des Vollandes :	Rénovation de l'école		*à chiffrer*
030.088.18	ECO	ECO		Nant 35, rue du, Ecole des Vollandes :	Mobilier, équipement, jeux pour école		*à chiffrer*
030.098.01	DPBA	ECO		Restaurants scolaires & cuisines de production :	Etude réorganisation de la restauration scolaire		*à chiffrer*
030.098.02	DPBA	ECO		Restaurants scolaires & cuisines de production :	Réorganisation de la restauration scolaire		*à chiffrer*
030.098.06	ECO	ECO		Restaurants scolaires :	Equipements mobiles, aménagement cuisines production		*à chiffrer*
030.101.00	ECO	ECO		Bâtiments scolaires; salles gymnastique :	Renouvellement de tout le matériel mobile	2017	650'000
030.102.02	ECO	ECO		Ludothèques, divers sites :	Aménagement & mise aux normes de 11 sites	2018	800'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**16'580'000**
			31	**Nouvelles constructions**			
031.055.06	DCA	ECO		Boissière, Malagnou, quartier :	Acquisitions foncières pour constr. école	2018	12'000'000
031.095.18	ECO	ECO		Saint-Georges, bd.; Ecoquartier Jonction :	Mobilier et équipement pour restaurant scolaire	2017	400'000
031.096.01	DPBA	ECO		Caserne Vernets, Ecole des Vernets :	Etude pour construction d'un groupe scolaire complet		*à chiffrer*
031.096.04	DPBA	ECO		Caserne Vernets, Ecole des Vernets :	Contruction d'un groupe scolaire complet		*à chiffrer*
031.096.08	ECO	ECO		Caserne Vernets, Ecole des Vernets :	Mobilier, équipement, jeux et matériel exploitation		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**12'400'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**28'980'000**
			40	**CULTURE & LOISIRS**			
			40	**Culture & loisirs (équipements généraux)**			
040.029.02	DPBA	DCS		Stand 22, rue du :	Installation FMAC à l'écoquartier Carré-Vert	2017	4'500'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**4'500'000**
			41	**Bibliothèques, discothèques, vidéothèques**			
041.003.14	DSIC	BMU		Tour-de-Boël 10, r. de la; BMU :	Renouvellement du système de gestion des BM	2017	1'037'000
041.013.09	DPBA	BMU		Henri-Veyrassat 9, rue - Bibliothèque Servette :	Etude réaménagement de la bibliothèque		*à chiffrer*
041.013.12	DPBA	BMU		Henri-Veyrassat 9, rue - Bibliothèque Servette :	Réaménagement de la bibliothèque		*à chiffrer*
041.018.21	DPBA	BGE		Bastions, promenade des - BGE :	Préétude de rénovation	2017	500'000
041.034.02	DCS	DCS		Bibliothèques scientifiques :	Numérisation des collections	2018	4'660'000

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
041.034.06	DSIC	DCS		Dpt culture & sport :	Numérisation du patrimoine intellectuel genevois	2018	1'935'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**8'132'000**
			42	**Musées, conservatoire & jardin botaniques**			
042.009.20	DPBA	MAH		Charles-Galland 2, rue - Musée d'art et d'histoire :	Couverture provisoire de la toiture	2020	3'000'000
042.040.36	DPBA	MHN		Malagnou 1, rte de - MHN :	Mise en sécurité & réorganisation partielle bâtiment		*à chiffrer*
042.043.07	DPBA	CJB		Impératrice 1, chemin de l', CJB :	Etude pour rénovation de la serre tempérée		*à chiffrer*
042.043.08	DPBA	CJB		Impératrice 1, chemin de l', CJB :	Rénovation de la serre tempérée		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**3'000'000**
			43	**Théâtres & concerts**			
043.008.03	DPBA	SEC		Carouge 42, rue de, Casino-Théâtre :	Etude rénov. installations techniques & scéniques	2018	700'000
043.008.04	DPBA	SEC		Carouge 42, rue de, Casino-Théâtre :	Rénovation installations techniques & scéniques		*à chiffrer*
043.009.22	DPBA	GTG		Théâtre 11, bd. du, Grand Théâtre :	Travaux imprévus, crédit complémentaire	2017	5'232'150
043.009.26	DPBA	GTG		Théâtre 11, bd. du, Grand Théâtre : [0 Fr. net]	Travaux complémentaires de restauration	2017	3'911'700
043.009.30	DCS	DCS		France 40, av. de; Opéra des Nations :	Subvention investissement FGTG travaux	2017	248'000
043.009.32	DCS	DCS		Théâtre 11, bd. du, Grand Théâtre :	Subvention investissement FGTG système interphonie	2017	378'000
043.051.04	DPBA	SEC		Charles-Sturm 15, rue :	Construction d'un pavillon de la danse	2017	10'560'000
043.054.04	DPBA	SEC		Bâtie 10, ch. de la; anciens réservoirs :	Construction espace diffusion musiques amplifiées	2018	7'200'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**28'229'850**
			44	**Conservation du patrimoine**			
044.027.13	DCA	DCA		Dpt Constructions et aménagement - CPA :	Subventions travaux bâtiments cultuels 2018 - 2021	2017	400'000
044.035.02	DCA	EXT		Madeleine 15, place de la :	Subvention restauration du Temple	2020	600'000
044.036.04	DCA	EXT		Saint-Pierre 8, Cour de :	Subv. restauration façade Chapelle des Macchabées	2017	360'000
044.038.02	DCA	EXT		Fusterie 18, place de la :	Subvention restauration du Temple	2018	1'200'000
044.039.04	DPBA	DCA		Saint-Antoine, bastion de :	Construction du musée des fouilles archéologiques		*à chiffrer*
044.041.02	DCA	EXT		Rodolphe-Toepffer 9, r. :	Subvention rénovation Eglise Russe	2017	650'000
044.042.02	DCA	EXT		Berne 49, r. de :	Subvention rénovation Temple des Pâquis	2019	400'000
044.043.02	DCA	EXT		Mail 31, av. du :	Subvention rénovation Temple de Plainpalais	2018	400'000
044.044.02	DCA	EXT		Voisins 21-23, rue des :	Subvention restauration Eglise catholique	2017	700'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**4'710'000**

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			46	**Animations & loisirs**			
046.040.03	DPBA	GIM		Terreaux-du-Temple 8, rue des; Salle du Faubourg :	Etude rénovation enveloppe & inst. tech. [St 0.59]		*à chiffrer*
046.040.06	DPBA	GIM		Terreaux-du-Temple 8, rue des; Salle du Faubourg :	Rénovation salle, enveloppe & inst. tech. [St 0.59]		*à chiffrer*
046.057.01	DPBA	GIM		Diverses salles communales :	Etudes de rénovations, réfections		*à chiffrer*
046.058.01	DPBA	GIM		Stand 3, rue du, Palladium :	Etude pour rénovation des installations techniques		*à chiffrer*
046.058.04	DPBA	GIM		Stand 3 rue, du, Palladium :	Rénovation installations techniques [St 0.54]		*à chiffrer*
046.104.04	LOM	LOM		Dpt Environnement urbain et sécurité :	Acquisition, renouvellement matériel de fêtes 2019	2019	600'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**600'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**49'171'850**
			50	**SPORTS**			
050.002.12	DPBA	SPO		Vernier 115, rte de; Bois-des-Frères :	Construction d'équipements sportifs	2017	21'000'000
050.002.16	DPBA	SPO		Vernier 115, rte de; Bois-des-Frères :	Acquisition servitude d'usage exclusif	2017	4'000'000
050.012.32	SPO	SPO		Lieu à définir :	Achat d'une patinoire à glace	2018	400'000
050.012.37	DPBA	SPO		Hans-Wilsdorf 4, rue; Centre sportif des Vernets :	Etude globale des installations techniques		*à chiffrer*
050.012.42	DPBA	SPO		Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Mise à niveau globale des installations techniques		*à chiffrer*
050.012.72	DPBA	SPO		Hans-Wilsdorf 4, rue; Centre sportif des Vernets :	Fosse à neige pour patinoire extérieure	2018	500'000
050.012.75	DPBA	SPO		Hans-Wilsdorf 4, rue; Patinoire des Vernets :	Etude augmentation zone VIP & mise aux normes Ligue		*à chiffrer*
050.012.76	DPBA	SPO		Hans-Wilsdorf 4, rue; Patinoire des Vernets :	Augmentation zone VIP & mise aux normes Ligue		*à chiffrer*
050.014.19	DPBA	SPO		Frontenex 7, plateau de - Stade de Frontenex :	Etude compl. rénovation & extension bâtiments		*à chiffrer*
050.014.22	DPBA	SPO		Frontenex 7, Pl. de, Stade Frontenex & Pré-Picot :	Rénovation & extension des bâtiments		*à chiffrer*
050.016.27	DPBA	SPO		Vessy 12, rte de, Stade du Bout-du-Monde :	Etude & concours - image directrice		*à chiffrer*
050.020.08	DPBA	SPO		Vermont 33, r. de, Stade de Varembé :	Construction & rénovation de vestiaires		*à chiffrer*
050.044.06	DPBA	SPO		Ecu 24, ch. de l', Stade des Libellules :	Transformation terrain football "A" en synthétique	2017	2'286'500
050.044.11	DPBA	SPO		Ecu 35, ch. de l', Centre sport. Bois-des-Frères :	Etude réfection terr. tennis & création couverture	2017	900'000
050.044.12	DPBA	SPO		Ecu 35, ch. de l', Centre sport. Bois-des-Frères :	Réfection terrains tennis & création couverture	2019	8'900'000
050.047.07	DPBA	SPO		Vessy 31, rte de, Centre sportif de Vessy :	Etude & travaux mise à niveau installations CVSE	2017	400'000
050.047.12	DPBA	SPO		Vessy 31, rte de, Centre sportif de Vessy :	Transformation terrain synthétique rugby	2017	2'200'000
050.059.10	DPBA	SPO		François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve :	Réaménagement partiel du Boulodrome	2017	2'500'000
050.059.13	DPBA	SPO		François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve :	Etude transformation salle omnisports en multisports	2017	900'000
050.059.14	DPBA	SPO		François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve :	Transformation salle omnisports en multisports		*à chiffrer*
050.060.10	DPBA	SPO		Bâtie 4, ch. de la; Stade du Bois-de-la-Bâtie :	Transformation terrain football "A" en synthétique	2017	1'636'600
050.060.12	DPBA	SPO		Bâtie 4, ch. de la; Stade du Bois-de-la-Bâtie :	Rénovation du revêtement synthétique - terrain B		*à chiffrer*
050.065.06	DPBA	SPO		Eaux-Vives, site de la gare des : [061.048]	Construction d'un complexe sport, jeunesse, crèche		*à chiffrer*
050.066.06	ECO	ECO		Equipement PROXISPORT :	Installation équipements sportifs urbains proximité	2018	1'250'000
050.068.04	DCS	DCS		Trèfle-Blanc, ch. du; Lancy :	Nouvelle patinoire compétition, particip. financière	2020	5'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**51'873'100**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**51'873'100**

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			60	**SOCIAL**			
			60	**Social (équipements généraux)**			
060.011.06	DPBA	DEJ		Piachaud 4, rue, "Ancien manège" :	Création d'un espace de quartier	2017	15'500'000
060.011.08	SDPE	SDPE		Piachaud 4, rue, "Ancien manège" :	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	2017	102'000
060.011.10	DEJ	DEJ		Piachaud 4, rue, "Ancien manège" :	Equipement et mobilier maison de quartier	2017	170'000
060.011.12	ECO	ECO		Piachaud 4, rue, "Ancien manège" :	Mobilier & équip. ludothèque, restaurant scolaire	2017	230'000
060.013.01	DPBA	SOC		Saint-Jean 43-45, rue de :	Concours, étude logements intergénérationnels		*à chiffrer*
060.013.02	DPBA	SOC		Saint-Jean 43-45, rue de :	Construction logements intergénérationnels		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**16'002'000**
			61	**Enfants et jeunesse**			
061.021.08	DPBA	SDPE		Madeleine 16, rue de la :	Réfection enveloppe & réaménagement crèche	2019	4'600'000
061.021.10	SDPE	SDPE		Madeleine 16, rue de la :	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	2019	100'800
061.048.04	SDPE	SDPE		Eaux-Vives, gare des : [050.065.06]	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	2025	303'700
061.056.04	DPBA	SDPE		Frontenex 54, rte de :	Transformation en crèche	2018	7'977'000
061.056.06	SDPE	SDPE		Frontenex 54, rte de :	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	2017	272'000
061.066.04	DPBA	SDPE		Forêt, secteur de la :	Construction d'une nouvelle crèche		*à chiffrer*
061.066.06	SDPE	SDPE		Forêt, secteur de la :	Mobilier & matériel nouvelles places de crèche	2018	232'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**13'485'500**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**29'487'500**
			70	**SECURITE PUBLIQUE**			
			72	**Police municipale**			
072.007.04	DPBA	SEEP		Stand 25, r. du; poste APM :	Aménagement locaux agents de ville	2017	1'176'100
072.007.08	SEEP	SEEP		Stand 25, r. du; poste APM :	Acquisition mobilier d'exploitation	2017	34'100
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**1'210'200**
			73	**Service incendie**			
073.006.04	DSIC	SIS		Vieux-Billard 11, rue du :	Mise à niveau du central d'alarme	2019	4'000'000
073.019.28	DPBA	SIS		Vieux-Billard 11, rue du, caserne 1 :	Aménagement partiel cour & extension couvert	2017	1'000'000
073.019.31	DPBA	SIS		Vieux-Billard 11, rue du; SIS :	Plan directeur aménagement caserne 1	2017	500'000
073.028.10	SIS	SIS		Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement véhicules SIS, plus berce mousse	2017	4'292'000

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
073.028.18	SIS	SIS		Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement matériel désincarcération	2018	1'500'000
073.028.20	SIS	SIS		Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement du parc véhicules SIS	2018	2'400'000
073.028.22	SIS	SIS		Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement du parc véhicules SIS	2019	4'000'000
073.028.24	SIS	SIS		Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement du parc véhicules SIS	2020	3'300'000
073.028.26	SIS	SIS		Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement du parc véhicules SIS	2021	7'500'000
073.031.10	DPBA	SIS		Asters, Frontenex, rues, rte; SIS :	Création de chambres casernes 2 et 3	2017	2'500'000
073.032.00	SIS	SIS		Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvell. équipement personnel incendie (EPI)	2018	1'250'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**32'242'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**33'452'200**
			80	**HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE**			
			81	**Protection des eaux & de l'environnement**			
081.008.36	GCI	GCI		Réseau secondaire d'assainissement, étape 3 :	Réalisation, extension, transformation, entretien	2018	9'800'000
081.008.38	GCI	GCI		Réseau secondaire d'assainissement, étape 4 :	Réalisation, extension, transformation, entretien	2019	9'800'000
081.008.40	GCI	GCI		Réseau secondaire d'assainissement, étape 5 :	Réalisation, extension, transformation, entretien	2020	9'800'000
081.011.02	GCI	GCI		Franchises, rte des : [101.117.02]	Construction d'un collecteur EP	2017	3'600'000
081.021.07	GCI	GCI		Charmilles, Châtelaine, St-Jean, Rhône, secteur :	Etudes de construction d'un collecteur EP	2018	200'000
081.026.06	GCI	GCI		Vieille-Ville, Bourg-de-Four, place du :	Reconstruction et réfection des collecteurs		*à chiffrer*
081.028.02	GCI	GCI		François-Dussaud, r. : [101.028.16]	Mise en séparatif des collecteurs	2018	1'800'000
081.042.00	GCI	GCI		Rive, rond-point et abords : [102.755.08]	Entretien, reconstruction, modification collecteurs	2017	5'500'000
081.061.01	GCI	GCI		Bezanson-Hugues, quai :	Etudes pour reconstruction collecteurs	2017	500'000
081.061.02	GCI	GCI		Bezanson-Hugues, quai :	Reconstruction du collecteur principal	2020	8'600'000
081.100.02	GCI	GCI		Rois, rue des : [102.605.10]	Entretien, reconstruction collecteurs	2019	700'000
081.104.02	GCI	GCI		Appia av. & Morillons, rte des :	Assainissement lié nouvelle route des Nations	2018	3'400'000
081.105.02	GCI	GCI		Point-du-Jour & Pré-Cartelier, ch. - PLQ :	Mise en séparatif réseau collecteurs	2019	2'000'000
081.106.01	GCI	GCI		William-Lescaze, ch; exutoire du Rhône :	Etude d'assainissement	2017	500'000
081.108.02	GCI	GCI		La Grange, parc :	Mise en conformité séparateur particulaire	2019	1'500'000
081.109.02	GCI	GCI		Divers parcs municipaux, Fontaines :	Séparation des réseaux d'eau & sécurisation bassins	2018	2'950'000
081.111.02	GCI	GCI		Allobroges, r. des & Cheval-Blanc, quai : [102.570]	Mise en séparatif du collecteur	2018	1'700'000
081.112.02	GCI	GCI		Cimetière, av. du :	Mise en séparatif des égouts	2018	1'500'000
081.115.01	GCI	GCI		Rives Gauche & Droite :	Etudes de réhabilitation déversoirs d'orages	2018	400'000
081.115.04	GCI	GCI		Rives Gauche & Droite :	Travaux de réhabilitation déversoirs d'orages	2020	2'000'000
081.117.02	GCI	GCI		Périmètre du PLQ Godefroy : [101.830]	Travaux d'assainissement des eaux	2021	1'000'000
081.118.02	GCI	GCI		Petit-Saconnex, Bouchet, Châtelaine, secteurs :	Travaux d'assainissement des eaux sur tracé 15KV CFF	2018	5'000'000
081.120.01	GCI	GCI		Saint-Jean et Cayla, quartier de :	Etudes d'assainissement des eaux	2018	300'000
081.120.02	GCI	GCI		Saint-Jean et Cayla, quartier de :	Travaux d'assainissement des eaux		*à chiffrer*
081.502.18	GCI	GCI		CEVA - Champel, plateau de : [102.502]	Travaux d'assainissement des eaux	2017	8'476'400

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
081.830.05	GCI	GCI		Mervelet, quartier du, PLQ : [101.830.05]	Mise en séparatif des égouts	2017	10'315'000
081.830.51	GCI	GCI		Concorde, quartier de la : [101.830.51]	Etudes d'assainissement des eaux liées PLQ	2018	250'000
081.830.52	GCI	GCI		Concorde, quartier de la : [101.830.52]	Travaux d'assainissement des eaux liés PLQ		*à chiffrer*
081.830.55	GCI	GCI		Michée-Chaudron, ch : [101.830.55]	Etudes d'assainissement des eaux liées PLQ	2018	100'000
081.830.56	GCI	GCI		Michée-Chaudron, ch : [101.830.56]	Travaux d'assainissement des eaux liés PLQ		*à chiffrer*
081.830.63	GCI	GCI		Secteur entre av.de la Forêt & rte de Meyrin :	Etudes d'assainissement des eaux liées PLQ [101.830]	2017	200'000
081.830.66	GCI	GCI		Secteur entre av.de la Forêt & rte de Meyrin :	Travaux d'assainissement des eaux liés PLQ [101.830]	2018	4'200'000
081.830.70	GCI	GCI		J.-L. Prévost, ch. & Fontaines-Saintes, r. des :	Mise en séparatif des égouts	2018	4'200'000
081.830.73	GCI	GCI		Secteur entre r. de Bourgogne & av. Soret :	Etudes d'assainissement des eaux liées PLQ [101.830]	2018	100'000
081.831.01	GCI	GCI		Petite-Boissière, quartier de la : [101.831.01]	Etudes d'assainissement des eaux, liées PLQ	2018	200'000
081.831.02	GCI	GCI		Petite-Boissière, quartier de la : [101.831.02]	Travaux d'assainissement des eaux, liés PLQ		*à chiffrer*
081.860.11	GCI	GCI		Pestalozzi, Wendt, Giuseppe Motta, r. & av. :	Etudes d'assainissement des eaux [101.860]	2018	300'000
081.860.14	GCI	GCI		Pestalozzi, Wendt, Giuseppe Motta, r. & av. :	Travaux d'assainissement des eaux [101.860]		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**100'891'400**
			82	**Enlèvement & traitement des déchets**			
082.015.54	LOM	LOM		Dpt environnement urbain et sécurité, VVP :	Assainissement & acquisition véhicules de collecte	2017	1'700'000
082.030.02	DPBA	VVP		Montbrillant, rue de :	Création d'un dépôt de nettoiement type A		*à chiffrer*
082.031.02	SEVE	SEVE		Bertrand, Franchises, Perle du Lac & Beaulieu :	Création de plates-formes logistique dans parcs	2018	1'800'000
082.032.01	GCI	VVP		Territoire municipal, divers lieux, VVP :	Etudes raccordement & renouvellement fosses à bennes	2018	200'000
082.050.02	GCI	GCI		Aïre, ancienne décharge d' - site pollué :	Participation à l'assainissement	2018	2'000'000
082.050.05	GCI	GCI		Sellières, ch. des, Vernier - site pollué :	Etude d'assainissement ancien Clos d'équarrissage	2018	600'000
082.050.06	GCI	GCI		Sellières, ch. des, Vernier - site pollué :	Assainissement ancien Clos d'équarrissage	2019	6'000'000
082.050.10	GCI	GCI		Décharge d'Onex-Jardins - site pollué :	Dégazage complémentaire	2017	200'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**12'500'000**
			84	**Cimetières & crématoires**			
084.005.08	DPBA	SPF		Bâtie 13, ch. de la, Crématoire de Saint-Georges :	Etude et rénovation enveloppe et installations techniques	2018	18'000'000
084.008.14	SPF	SPF		Rois 10, rue des, Cimetière de Plainpalais :	Mobilier centre funéraire des Rois	2017	85'000
084.013.01	SEVE	SPF		Cimetières municipaux :	Etude d'assainissement du sous-sol des cimetières	2017	300'000
084.013.02	SEVE	SPF		Cimetières municipaux :	Travaux assainissements du sous-sol des cimetières		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**18'385'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**131'776'400**

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			90	**AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG**			
			91	**Parcs & promenades**			
091.000.06	SEVE	SEVE		Divers lieux :	Mise en oeuvre plan strat. végétalisation (Etape 2)	2017	3'000'000
091.001.04	SEVE	SEVE		La Grange & Eaux-Vives, parcs :	Réalisation 1ère étape plan de gestion	2019	2'300'000
091.001.06	SEVE	ECO		La Grange, parc :	Déplacement de la place de jeux	2019	1'500'000
091.007.12	ECO	ECO		Parcs publics, divers sites :	Aménagement d'aires de jeux	2018	2'400'000
091.007.14	ECO	ECO		Gustave-Ador, quai; Baby Plage :	Sécurisation de la place de jeux Cheetah-Baby Plage	2017	100'000
091.018.15	GCI	GCI		Plaine de Plainpalais, allée périphérique	Replantation d'arbres abattus, raisons sanitaires	2017	2'350'000
091.080.10	SEVE	SEVE		Sentier des Falaises, cheminements du :	Relevés terrain, étude & travaux de sécurisation	2020	1'500'000
091.100.02	SEVE	SEVE		Parc Beaulieu, Baulacre, rue : [092.069]	Réaménagement du parc	2022	4'200'000
091.100.04	SEVE	ECO		Parc Beaulieu, Baulacre, rue :	Déplacement de la place de jeux	2018	800'000
091.100.06	SEVE	SEVE		Parc Beaulieu, Baulacre, rue :	Déplacement de la pataugeoire	2019	1'000'000
091.101.00	SEVE	SEVE		Bertrand, Bastions, Geisendorf, parcs :	Etudes d'aménagement	2019	400'000
091.102.02	SEVE	SEVE		Saint-Jean, parc :	Réaménagement du parc	2020	1'900'000
091.105.02	SEVE	SEVE		Forêt, av.de la : [101.830.66]	Parc de la Forêt, travaux aménagement		*à chiffrer*
091.106.02	GCI	GCI		Centre sportif Vessy, berges de l'Arve :	Travaux de réhabilitation du chemin	2017	760'000
091.107.01	SAM	DEUS		Quais de la Rade de Genève :	Etudes d'aménagements et de valorisation	2018	2'400'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**24'610'000**
			92	**Moyens de gestion des espaces verts**			
092.069.03	DPBA	SEVE		Baulacre 3, rue, Beaulieu :	Etude rénovation anciennes serres & bâtiments	2018	650'000
092.069.06	DPBA	SEVE		Baulacre 3, rue, Beaulieu : [091.100]	Rénovation anciennes serres & bâtiments		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**650'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**25'260'000**
			100	**AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC**			
			101	**Rues, routes & ouvrages d'art**			
101.018.29	GCI	GCI		ZP - Bourg-de-Four, place du :	Etude d'aménagement	2018	600'000
101.018.30	GCI	GCI		ZP - Bourg-de-Four, place du :	Aménagement, pavage	2020	1'900'000
101.028.16	GCI	GCI		François-Dussaud, r. : [081.028.02]	Aménagement rue & giratoire	2018	2'150'000
101.072.30	GCI	GCI		Diverses rues :	Sécurisation des itinéraires scolaires	2018	1'000'000
101.115.02	GCI	GCI		Quais de l'Arve :	Réfection barrières de protections historiques	2019	3'980'000
101.117.02	GCI	GCI		Franchises, rte des : [081.011.02]	Aménagements	2017	8'300'000
101.400.12	GCI	GCI		Ile, passerelle de l' : [OA 5117]	Entretien de l'ouvrage	2017	2'250'000
101.400.18	GCI	GCI		Seujet, quai du : [OA 5146]	Entretien du trottoir en porte-à-faux	2025	3'200'000
101.400.20	GCI	GCI		Seujet, écluse & passerelle du : [OA 5136 - 5137]	Subv. invest. à SIG, travaux entretien 2019-20-21	2018	1'500'000

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
101.400.26	GCI	GCI		Sous-Terre, pont : [OA 5125]	Entretien et renforcement de l'ouvrage	2020	3'000'000
101.400.44	GCI	GCI		Fontenette, pont de la : [OA 5204]	Entretien de l'ouvrage	2019	2'000'000
101.400.52	GCI	GCI		Charles-Galland, ponts : [OA 5120/21]	Entretien des ouvrages	2018	2'250'000
101.400.54	GCI	GCI		Saint-Victor, ponts de : [OA 5122/23]	Entretien des ouvrages	2018	2'250'000
101.400.62	GCI	GCI		Général-Guisan, quai du :	Réfection de la structure du quai	2020	6'500'000
101.401.16	GCI	GCI		Ponts sur l'Arve :	Travaux confortation fondations des ouvrages d'art		*à chiffrer*
101.401.21	GCI	GCI		Rives de l'Arve et du Rhône :	Etudes de mesures de protection contre les crues	2017	250'000
101.401.22	GCI	GCI		Rives de l'Arve et du Rhône :	Mise en oeuvre de protections contre les crues		*à chiffrer*
101.505.02	GCI	GCI		Extension de la gare Cornavin, volet urbain	Mesures d'aménagement à court terme		*à chiffrer*
101.600.12	SAM	SAM		QV - Diverses rues :	Travaux de rénovation & adjonctions de coffrets	2017	1'500'000
101.702.13	SAM	SAM		OPB - Diverses rues :	Etudes d'assainissement, 3ème tranche	2018	1'500'000
101.702.16	GCI	GCI		OPB - Diverses rues (campagne 1) :	Aménagements et assainissement du bruit	2018	5'000'000
101.702.18	GCI	GCI		OPB - Diverses rues (campagne 2) :	Aménagements et assainissement du bruit	2020	6'000'000
101.702.20	GCI	GCI		OPB - Diverses rues (campagne 3) :	Aménagements et assainissement du bruit	2023	2'650'000
101.830.05	GCI	GCI		Mervelet, quartier du, PLQ : [081.830.05]	Aménagement de l'av. de Joli-Mont	2017	4'391'000
101.830.30	GCI	GCI		Godefroy, av. : [081.117.01]	Travaux d'aménagements liés PLQ	2021	1'500'000
101.830.33	SAM	GCI		Rosemont, quartier de :	Etudes d'aménagements liés PLQ	2017	350'000
101.830.51	GCI	GCI		Concorde, quartier de la : [081.830.51]	Etudes d'aménagements liés PLQ	2019	200'000
101.830.52	GCI	GCI		Concorde, quartier de la : [081.830.52]	Travaux d'aménagements liés PLQ		*à chiffrer*
101.830.55	GCI	GCI		Michée-Chaudron, ch : [081.830.55]	Etudes d'aménagements liés PLQ	2018	100'000
101.830.56	GCI	GCI		Michée-Chaudron, ch : [081.830.56]	Travaux d'aménagements liés PLQ	2019	1'000'000
101.830.66	GCI	GCI		Secteur entre av. de la Forêt & rte de Meyrin :	Travaux d'aménagements liés PLQ [081.830.66]		*à chiffrer*
101.830.73	GCI	GCI		Secteur entre r. de Bourgogne & av. Soret :	Etudes d'aménagements liés PLQ [081.830.73]	2018	100'000
101.831.01	GCI	GCI		Petite-Boissière, quartier de la : [081.831.01]	Etudes d'aménagements liés PLQ	2018	1'465'000
101.831.02	GCI	GCI		Petite-Boissière, quartier de la : [081.831.02]	Travaux d'aménagements liés PLQ		*à chiffrer*
101.831.06	GCI	GCI		Acacias - Caserne des Vernets :	Travaux d'accompagnement liés au PLQ		*à chiffrer*
101.860.18	GCI	GCI		Diverses rues (étape 1) :	Développement & sécurisation des itinéraires vélo	2017	1'000'000
101.860.20	GCI	GCI		Diverses rues (étape 2) :	Développement & sécurisation des itinéraires vélo	2019	1'000'000
101.900.40	SAM	SAM		PL - Coulouvrenière, pont de la :	Nouvelle illumination des arches du pont	2017	250'000
101.900.48	SAM	SAM		PL - Saint-Pierre, Cour de; Cathédrale :	Rénovation des illuminations		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**69'136'000**
			102	**Places, rues résidentielles, trafic modéré**			
102.033.10	GCI	GCI		U cyclable rive droite & Mont-Blanc, pont du :	Création piste cyclable	2018	3'000'000
102.099.06	GCI	GCI		Augustins, place des :	Réaménagement de la place	2018	1'300'000
102.101.04	LOM	LOM		Dpt Environnement urbain et sécurité :	Rénovation et entretien des bancs publics	2019	900'000
102.502.20	GCI	GCI		CEVA - Champel, quartier de : [081.502]	Aménagements en liaison avec la halte	2017	15'715'700
102.505.05	DCA	DCA		Cornavin, gare de & abords :	Etudes aménagements liés extension gare souterraine	2018	2'100'000

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
102.550.03	SAM	GCI		GP - Charmilles, place des :	Etudes d'aménagement	2018	350'000
102.550.07	SAM	GCI		GP - Eaux-Vives, place des :	Etudes d'aménagement	2018	380'000
102.570.10	GCI	GCI		Cheval-Blanc & Vernets, quais : [081.111/101.115]	Voie verte, aménagements	2018	7'525'200
102.570.16	GCI	GCI		Frank-Thomas, ch, Voie verte :	Subvention investissement octroyée CEVA	2017	260'000
102.600.24	GCI	GCI		QV - Valais, Tranchées :	Aménagements de nouvelles zones 30		*à chiffrer*
102.605.10	GCI	GCI		QV - Rois, rue des : [081.100.02]	Aménagements de la rue	2019	4'000'000
102.605.28	GCI	GCI		QV - Vermont, Sécheron, secteurs :	Aménagements de nouvelles zones 30	2017	3'000'000
102.605.32	GCI	GCI		Diorama, rue du :	Aménagement zone 30	2018	380'000
102.605.34	GCI	GCI		Accacias, Eaux-Vives, Carouge, secteurs :	Amélioration et création de zones 30	2017	4'120'000
102.755.02	GCI	GCI		ZP - Rhône, rue du :	Aménagement de zones piétonnes	2018	3'200'000
102.755.08	GCI	GCI		ZP - Rive, rond-point et abords : [081.042.00]	Reconstr., réaménagement chaussée & trottoirs	2017	27'000'000
102.755.16	GCI	GCI		ZP - Synagogue, place de la :	Rénovation et piétonisation	2018	1'500'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**74'730'900**
			104	**Bâtiments, édicules publics**			
104.007.02	LOM	LOM		Divers lieux :	Renouv. et acquisition de toilettes autonettoyantes	2017	3'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**3'000'000**
			106	**Transports publics**			
106.082.11	SAM	GCI		Terrassière, rue de la - TPG :	Etude d'aménagement de la rue	2018	180'000
106.096.04	GCI	GCI		GP - Frontenex, av. & rte - TPG :	Aménagements nouvelle ligne transports publics	2019	8'000'000
106.097.02	GCI	GCI		Bout-du-Monde, secteur :	Travaux d'acompagnement du BHNS Grands Esserts		*à chiffrer*
106.098.02	GCI	GCI		Lyon, rue de (TPG site propre) :	Aménagements en lien avec TCSP Vernier-Cornavin		*à chiffrer*
106.520.12	GCI	GCI		Diverses rues - TPG :	Aménagements liés au plan directeur TC - PDTP N° 2	2020	1'600'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**9'780'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**156'646'900**
			110	**ADMINISTRATION GENERALE**			
			111	**Administration générale - objets mobiliers**			
111.007.03	DSIC	DSIC		Dpt Finances et logement :	Renouvellement du progiciel intégré SAP	2018	8'000'000
111.011.10	DSIC	DSIC		Dpt Finances et logement :	Réseaux informatiques et téléphoniques 2020-2026	2018	4'500'000
111.030.36	DSIC	DSIC		Dpt Finances et logement :	5ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	2019	6'400'000
111.030.38	DSIC	DSIC		Dpt Finances et logement :	6ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	2021	6'400'000
111.030.40	DSIC	CM		Dpt Finances et logement :	Système d'information et équipement du CM 2019-20	2019	300'000

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
111.030.42	DSIC	CM		Dpt Finances et logement :	Système d'information et équipement du CM 2021-22	2021	100'000
111.030.44	DSIC	DSIC		Dpt Finances et logement :	7ème PSIC - Plan biennal systèmes d'information	2023	6'400'000
111.030.46	DSIC	CM		Dpt Finances et logement :	Système d'information et équipement du CM 2023-24	2023	100'000
111.030.48	DSIC	CM		Dpt Finances et logement :	Système d'information et équipement du CM 2025-26	2025	300'000
111.034.26	LOM	LOM		Dpt Environnement urbain et sécurité :	Plan de renouvellement des véhicules (hors SIS)	2017	6'300'000
111.034.30	LOM	LOM		Dpt Environnement urbain et sécurité :	Plan de renouvellement des véhicules (hors SIS)	2019	9'450'000
111.034.32	LOM	LOM		Dpt Environnement urbain et sécurité :	Plan de renouvellement des véhicules (hors SIS)	2020	9'450'000
111.034.34	LOM	LOM		Dpt Environnement urbain et sécurité :	Plan de renouvellement des véhicules (hors SIS)	2022	9'450'000
111.034.36	LOM	LOM		Dpt Environnement urbain et sécurité :	Plan de renouvellement des véhicules (hors SIS)	2023	9'450'000
111.047.13	DFIN	DFIN		Dpt Finances et logement :	11ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2018	2'400'000
111.047.14	DFIN	DFIN		Dpt Finances et logement :	12ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2020	2'400'000
111.047.15	DFIN	DFIN		Dpt Finances et logement :	13ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2022	2'400'000
111.047.16	DFIN	DFIN		Dpt Finances et logement :	14ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2024	2'400'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**86'200'000**
			112	**Administration générale - objets immobiliers**			
112.028.03	DPBA	GIM		Coulouvrenière 44-46, rue de la :	Etude pour rénovation complète du bâtiment		*à chiffrer*
112.028.06	DPBA	GIM		Coulouvrenière 42-44, rue de la :	Rénovation complète du bâtiment		*à chiffrer*
112.042.04	DPBA	ACE		La Grange, villa :	Rénovation des salons	2018	1'600'000
112.061.02	DPBA	GIM		Hôtel-de-Ville 5, rue de l' :	Réaménagement rez et sécurisation bâtiment		*à chiffrer*
112.100.04	DPBA	DPBA		Bâtiments du PA, diverses adresses, étape 1 :	Mise en conformité immeubles simples vitrages		*à chiffrer*
112.100.08	DPBA	DPBA		Bâtiments du PA, diverses adresses, étape 2 :	Mise en conformité immeubles simples vitrages		*à chiffrer*
112.100.12	DPBA	DPBA		Bâtiments du PA, diverses adresses, étape 3 :	Mise en conformité immeubles simples vitrages		*à chiffrer*
112.100.16	DPBA	DPBA		Bâtiments du PA, diverses adresses, étape 4 :	Mise en conformité immeubles simples vitrages		*à chiffrer*
112.810.10	ENE	ENE		Bâtiments du patrimoine administratif :	Travaux liés à la politique énergétique	2018	1'500'000
112.810.14	ENE	ENE		Bâtiments du patrimoine administratif :	Travaux liés à la politique énergétique	2021	1'500'000
112.810.16	ENE	ENE		Bâtiments du patrimoine administratif :	Travaux liés à la politique énergétique	2023	1'500'000
112.810.18	ENE	ENE		Bâtiments du patrimoine administratif :	Travaux liés à la politique énergétique	2025	1'500'000
112.811.12	ENE	ENE		Bâtiments du patrimoine administratif :	Plan d'action désengagement du mazout	2018	2'500'000
112.811.14	ENE	ENE		Bâtiments du patrimoine administratif :	Plan d'action désengagement du mazout	2019	2'500'000
112.811.16	ENE	ENE		Bâtiments du patrimoine administratif :	Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	2018	1'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**13'600'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**99'800'000**

Projets actifs chiffrés ou à chiffrer

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			120	**PLANIFICATION DE L'AMENAGEMENT LOCAL**			
120.017.04	URB	URB		Fonds intercommunal développement urbain (FIDU)	Subvention investissement, contribution 2018	2017	7000'000
120.017.06	URB	URB		Fonds intercommunal développement urbain (FIDU)	Subvention investissement, contribution 2019	2018	7000'000
120.017.08	URB	URB		Fonds intercommunal développement urbain (FIDU)	Subvention investissement, contribution 2020	2019	7000'000
120.017.10	URB	URB		Fonds intercommunal développement urbain (FIDU)	Subvention investissement, contribution 2021-24	2020	28000'000
120.017.18	URB	URB		Fonds intercommunal développement urbain (FIDU)	Subvention investissement, contribution 2025-28	2024	28000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**77'000'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**77'000'000**
			130	**ACQUISITION DE TERRAINS**			
130.001.19	DCA	GIM		Dpt Constructions et aménagement - OPF :	Acquisitions foncières 2018-2021	2018	10000'000
130.001.20	DCA	GIM		Dpt Constructions et aménagement - OPF :	Acquisitions foncières 2022-2025	2022	10000'000
130.020.00	DCA	SAM		Voie verte, rives droite & gauche :	Acquisitions foncières [120.010.00]	2017	300'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**20'300'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**20'300'000**
				TOTAL GENERAL :			**776'274'750**

Nouveaux projets actifs

Il s'agit projets qui ne figuraient pas au précédent plan financier ou qui étaient à chiffrer.

Nouveaux projets actifs introduits au 13ème PFI *(ils sont compris dans la liste précédente de tous les projets actifs)*

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			10	**LOGEMENTS (PF)**			
			12	**Logements existants**			
012.049.05	DPBA	GIM		Goetz-Monin 8, rue :	Etude complémentaire rénovation de l'immeuble	2018	150'000
012.049.08	DPBA	GIM		Goetz-Monin 8, rue :	Rénovation de l'immeuble [St 0.44]	2019	5'100'000
012.811.12	ENE	GIM		Bâtiments du patrimoine financier :	Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	2018	1'000'000
012.950.33	DPBA	GIM		Diverses adresses :	Etude mise en conformité immeubles à simple vitrage		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**6'250'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**6'250'000**
			20	**INDUSTRIE, ARTISANAT, COMMERCE**			
020.016.07	DPBA	DFL		Gustave-Ador 78, quai, Eaux-Vives, parc des :	Etude pour réhabilitation dépendances du restaurant		*à chiffrer*
020.016.08	DPBA	DFL		Gustave-Ador 78, quai, Eaux-Vives, parc des :	Réhabilitation dépendances du restaurant		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**0**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**0**
			30	**ECOLES PUBLIQUES & PARASCOLAIRE**			
			30	**Constructions existantes**			
030.098.01	DPBA	ECO		Restaurants scolaires & cuisines de production :	Etude réorganisation de la restauration scolaire		*à chiffrer*
030.098.06	ECO	ECO		Restaurants scolaires :	Equipements mobiles, aménagement cuisines production		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**0**
			31	**Nouvelles constructions**			
031.096.01	DPBA	ECO		Caserne Vernets, Ecole des Vernets :	Etude pour construction d'un groupe scolaire complet		*à chiffrer*
031.096.04	DPBA	ECO		Caserne Vernets, Ecole des Vernets :	Contruction d'un groupe scolaire complet		*à chiffrer*
031.096.08	ECO	ECO		Caserne Vernets, Ecole des Vernets :	Mobilier, équipement, jeux et matériel exploitation		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**0**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**0**

Nouveaux projets actifs introduits au 13ème PFI *(ils sont compris dans la liste précédente de tous les projets actifs)*

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			40	**CULTURE & LOISIRS**			
			41	**Bibliothèques, discothèques, vidéothèques**			
041.003.14	DSIC	BMU		Tour-de-Boël 10, r. de la; BMU :	Renouvellement du système de gestion des BM	2017	1'037'000
041.018.21	DPBA	BGE		Bastions, promenade des - BGE :	Préétude de rénovation	2017	500'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**1'537'000**
			42	**Musées, conservatoire & jardin botaniques**			
042.009.20	DPBA	MAH		Charles-Galland 2, rue - Musée d'art et d'histoire :	Couverture provisoire de la toiture	2020	3'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**3'000'000**
			43	**Théâtres & concerts**			
043.009.22	DPBA	GTG		Théâtre 11, bd. du, Grand Théâtre :	Travaux imprévus, crédit complémentaire	2017	5'232'150
043.009.26	DPBA	GTG		Théâtre 11, bd. du, Grand Théâtre : [0 Fr. net]	Travaux complémentaires de restauration	2017	3'911'700
043.009.30	DCS	DCS		France 40, av. de; Opéra des Nations :	Subvention investissement FGTG travaux	2017	248'000
043.009.32	DCS	DCS		Théâtre 11, bd. du, Grand Théâtre :	Subvention investissement FGTG système interphonie	2017	378'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**9'769'850**
			44	**Conservation du patrimoine**			
044.039.04	DPBA	DCA		Saint-Antoine, bastion de :	Construction du musée des fouilles archéologiques		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**0**
			46	**Animations & loisirs**			
046.058.01	DPBA	GIM		Stand 3, rue du, Palladium :	Etude pour rénovation des installations techniques		*à chiffrer*
046.058.04	DPBA	GIM		Stand 3 rue, du, Palladium :	Rénovation installations techniques [St 0.54]		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**0**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**14'306'850**

Nouveaux projets actifs introduits au 13ème PFI *(ils sont compris dans la liste précédente de tous les projets actifs)*

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			50	**SPORTS**			
050.002.16	DPBA	SPO		Vernier 115, rte de; Bois-des-Frères :	Acquisition servitude d'usage exclusif	2017	4'000'000
050.012.37	DPBA	SPO		Hans-Wilsdorf 4, rue; Centre sportif des Vernets :	Etude globale des installations techniques		*à chiffrer*
050.012.42	DPBA	SPO		Hans-Wilsdorf 4, rue, Centre sportif des Vernets :	Mise à niveau globale des installations techniques		*à chiffrer*
050.012.72	DPBA	SPO		Hans-Wilsdorf 4, rue; Centre sportif des Vernets :	Fosse à neige pour patinoire extérieure	2018	500'000
050.014.19	DPBA	SPO		Frontenex 7, plateau de - Stade de Frontenex :	Etude compl. rénovation & extension bâtiments		*à chiffrer*
050.044.11	DPBA	SPO		Ecu 35, ch. de l', Centre sport. Bois-des-Frères :	Etude réfection terr. tennis & création couverture	2017	900'000
050.044.12	DPBA	SPO		Ecu 35, ch. de l', Centre sport. Bois-des-Frères :	Réfection terrains tennis & création couverture	2019	8'900'000
050.059.13	DPBA	SPO		François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve :	Etude transformation salle omnisports en multisports	2017	900'000
050.059.14	DPBA	SPO		François-Dussaud 12, rue, Queue d'Arve :	Transformation salle omnisports en multisports		*à chiffrer*
050.060.12	DPBA	SPO		Bâtie 4, ch. de la; Stade du Bois-de-la-Bâtie :	Rénovation du revêtement synthétique - terrain B		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**15'200'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**15'200'000**
			60	**SOCIAL**			
			60	**Social (équipements généraux)**			
060.013.01	DPBA	SOC		Saint-Jean 43-45, rue de :	Concours, étude logements intergénérationnels		*à chiffrer*
060.013.02	DPBA	SOC		Saint-Jean 43-45, rue de :	Construction logements intergénérationnels		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**0**
			61	**Enfance & jeunesse**			
061.056.04	DPBA	SDPE		Frontenex 54, rte de :	Transformation en crèche	2018	7'977'000
061.056.06	SDPE	SDPE		Frontenex 54, rte de :	Mobilier et matériel pour nouvelles places de crèche	2017	272'000
061.066.04	DPBA	SDPE		Forêt, secteur de la :	Construction d'une nouvelle crèche		*à chiffrer*
061.066.06	SDPE	SDPE		Forêt, secteur de la :	Mobilier & matériel nouvelles places de crèche	2018	232'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**8'481'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**8'481'000**
			70	**SECURITE PUBLIQUE**			
			72	**Police municipale**			
072.007.04	DPBA	SEEP		Stand 25, r. du; poste APM :	Aménagement locaux agents de ville	2017	1'176'100
072.007.08	SEEP	SEEP		Stand 25, r. du; poste APM :	Acquisition mobilier d'exploitation	2017	34'100
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**1'210'200**

Nouveaux projets actifs introduits au 13ème PFI *(ils sont compris dans la liste précédente de tous les projets actifs)*

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			73	**Service d'incendie**			
073.019.31	DPBA	SIS		Vieux-Billard 11, rue du; SIS :	Plan directeur aménagement caserne 1	2017	500'000
073.028.26	SIS	SIS		Vieux-Billard 11, rue du :	Renouvellement du parc véhicules SIS	2021	7'500'000
073.031.10	DPBA	SIS		Asters, Frontenex, rues, rte; SIS :	Création de chambres casernes 2 et 3	2017	2'500'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**10'500'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**11'710'200**
			80	**HYGIENE & SALUBRITE PUBLIQUE**			
			81	**Protection des eaux & de l'environnement**			
081.008.38	GCI	GCI		Réseau secondaire d'assainissement, étape 4 :	Réalisation, extension, transformation, entretien	2019	9'800'000
081.008.40	GCI	GCI		Réseau secondaire d'assainissement, étape 5 :	Réalisation, extension, transformation, entretien	2020	9'800'000
081.028.02	GCI	GCI		François-Dussaud, r. : [101.028.16]	Mise en séparatif des collecteurs	2018	1'800'000
081.042.00	GCI	GCI		Rive, rond-point et abords : [102.755.08]	Entretien, reconstruction, modification collecteurs	2017	5'500'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**26'900'000**
			82	**Enlèvement & traitement des déchets**			
082.015.54	LOM	LOM		Dpt environnement urbain et sécurité, VVP :	Assainissement & acquisition véhicules de collecte	2017	1'700'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**1'700'000**
			84	**Cimetières & crématoires**			
084.013.02	SEVE	SPF		Cimetières municipaux :	Travaux assainissements du sous-sol des cimetières		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**0**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**28'600'000**
			90	**AMENAGEMENT DU DOMAINE PRIVE VG**			
			91	**Parcs & promenades**			
091.018.15	GCI	GCI		Plaine de Plainpalais, allée périphérique	Replantation d'abres abattus, raisons sanitaires	2017	2'350'000
091.105.02	SEVE	SEVE		Forêt, av.de la : [101.830.66]	Parc de la Forêt, travaux aménagement		*à chiffrer*
091.106.02	GCI	GCI		Centre sportif Vessy, berges de l'Arve :	Travaux de réhabilitation du chemin	2017	760'000
091.107.01	SAM	DEUS		Quais de la Rade de Genève :	Etudes d'aménagements et de valorisation	2018	2'400'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**5'510'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**5'510'000**

Nouveaux projets actifs introduits au 13ème PFI *(ils sont compris dans la liste précédente de tous les projets actifs)*

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			100	**AMENAGEMENT DU DOMAINE PUBLIC**			
			101	**Rues, routes & ouvrages d'art**			
101.028.16	GCI	GCI		François-Dussaud, r. : [081.028.02]	Aménagement rue & giratoire	2018	2'150'000
101.072.30	GCI	GCI		Diverses rues :	Sécurisation des itinéraires scolaires	2018	1'000'000
101.400.20	GCI	GCI		Seujet, écluse & passerelle du : [OA 5136 - 5137]	Subv. invest. à SIG, travaux entretien 2019-20-21	2018	1'500'000
101.702.18	GCI	GCI		OPB - Diverses rues (campagne 2) :	Aménagements et assainissement du bruit	2020	6'000'000
101.702.20	GCI	GCI		OPB - Diverses rues (campagne 3) :	Aménagements et assainissement du bruit	2023	2'650'000
101.831.06	GCI	GCI		Acacias - Caserne des Vernets :	Travaux d'accompagnement liés au PLQ		*à chiffrer*
101.860.18	GCI	GCI		Diverses rues (étape 1) :	Développement & sécurisation des itinéraires vélo	2017	1'000'000
101.860.20	GCI	GCI		Diverses rues (étape 2) :	Développement & sécurisation des itinéraires vélo	2019	1'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**15'300'000**
			102	**Places, rues résidentielles, trafic modéré**			
102.600.24	GCI	GCI		QV - Valais, Tranchées :	Aménagements de nouvelles zones 30		*à chiffrer*
102.605.28	GCI	GCI		QV - Vermont, Sécheron, secteurs :	Aménagements de nouvelles zones 30	2017	3'000'000
102.605.34	GCI	GCI		Accacias, Eaux-Vives, Carouge, secteurs :	Amélioration et création de zones 30	2017	4'120'000
102.755.02	GCI	GCI		ZP - Rhône, rue du :	Aménagement de zones piétonnes	2018	3'200'000
102.755.08	GCI	GCI		ZP - Rive, rond-point et abords : [081.042.00]	Reconstr., réaménagement chaussée & trottoirs	2017	27'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**37'320'000**
			104	**Bâtiments, édicules publics**			
104.007.02	LOM	LOM		Divers lieux :	Renouv. et acquisition de toilettes autonettoyantes	2018	3'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**3'000'000**
			106	**Transports publics**			
106.097.02	GCI	GCI		Bout-du-Monde, secteur :	Travaux d'acompagnement du BHNS Grands Esserts		*à chiffrer*
106.098.02	GCI	GCI		Lyon, rue de (TPG site propre) :	Aménagements en lien avec TCSP Vernier-Cornavin		*à chiffrer*
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**0**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**55'620'000**

Nouveaux projets actifs introduits au 13ème PFI *(ils sont compris dans la liste précédente de tous les projets actifs)*

N° PFI	Service Gestionnaire	Service Bénéficiaire	Grpe	Localisation	Libellé	Année de dépôt prévisible	Coût prévisible brut
			110	**ADMINISTRATION GENERALE**			
			111	**Administration générale - objets mobiliers**			
111.047.16	DFIN	DFIN		Dpt Finances et logement :	14ème PAM - Renouv. mobilier, machines, équip.	2024	2'400'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**2'400'000**
			112	**Administration générale - objets immobiliers**			
112.811.16	ENE	ENE		Bâtiments du patrimoine administratif :	Travaux de rénovation de chaufferies vétustes	2018	1'000'000
				Total du sous-groupe fonctionnel :			**1'000'000**
				TOTAL DU GROUPE FONCTIONNEL :			**3'400'000**
				TOTAL GÉNÉRAL :			**149'078'050**

Lexique des abréviations

A. Statuts des objets du PFI

VOT	Crédit voté par le Conseil Municipal
DEP	Crédit déposé sous forme de proposition de crédit (PR) devant le Conseil municipal
PRA	Projet actif

B. Autorités, départements et services municipaux

ACE	Administration centrale
BMU	Bibliothèques et discothèques municipales
BGE	Bibliothèque de Genève
CA	Conseil administratif
CIV	Service de l'état civil
CJB	Conservatoire et jardin botaniques
CM	Conseil municipal
CMAI	Centrale municipale d'achat et d'impression
CPA	Unité conservation du patrimoine architectural
DCS	Direction du département de la culture et du sport
DCA	Direction du département des constructions et de l'aménagement
DEJ	Service de la jeunesse
DEUS	Direction du département de l'environnement urbain et de la sécurité
DFIN	Direction financière
DFL	Direction du département des finances et du logement
DG	Direction générale
DPBA	Direction du patrimoine bâti
DRH	Direction des ressources humaines
DSIC	Direction des systèmes d'information et de communication
ECO	Service des écoles et institutions pour l'enfance
ENE	Service de l'énergie
GCI	Service du génie civil
GIM	Gérance immobilière municipale
LOM	Service logistique et manifestations
MAH	Musée d'art et d'histoire
MEG	Musée d'Ethnographie de Genève
MHN	Musée d'histoire naturelle
OPF	Unité opérations foncières
SAM	Service de l'aménagement urbain et de la mobilité
SDPE	Service de la petite enfance
SEEP	Service de la sécurité et de l'espace publics
SEVE	Service des espaces verts
SIS	Service d'incendie et de secours
SOC	Service social
SPF	Service des pompes funèbres, cimetières et crématoire
SPO	Service des sports
URB	Service d'urbanisme
VVP	Voirie – Ville propre

C. Autres abréviations usuelles

APM	Agent de police municipale
BFQ	Budget financier quadriennal
BHNS	Bus à haut niveau de service
CEVA	Liaison ferroviaire Cornavin, Eaux-Vives, Annemasse
CHF	Franc suisse
COMOGEV	Comité des maîtres d'ouvrage de la gare des Eaux-Vives
CFF	Chemins de fer fédéraux
Cpl	Complémentaire
Dpt	Département
EU/EP	Eaux usées, eaux pluviales (concerne les collecteurs)
EVE	Espace de vie enfantine
FGTG	Fondation du Grand Théâtre de Genève
FIDU	Fonds intercommunal pour le développement urbain
FIPOI	Fondation des immeubles pour les organisations internationales
Fondetec	Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en Ville de Genève
FP	Fondation des parkings
FVGLS	Fondation Ville de Genève pour le logement social
GP	Accompagnement des grands projets
Mios	Millions de francs suisses
OA	Ouvrage d'art
OPAir	Ordonnance fédérale sur la protection de l'air
OPB	Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit
PA	Patrimoine administratif
PAM	Plan d'achat de renouvellement du mobilier, machines diverses, machines de bureau, machines de nettoyage
PDTP	Plan directeur des transports publics
PF	Patrimoine financier
PFI	Plan financier d'investissement
PGEE	Plan général d'évacuation des eaux
PL	Mise en œuvre du plan lumière
PLCP	Plan directeur des chemins pour piétons
PLQ	Plan localisé de quartier
PR	Proposition de crédit d'investissement du Conseil administratif destinée au Conseil municipal
PRV	Plan quadriennal de renouvellement des véhicules et engins (hors SIS & voirie)
PSIC	Plan biennal des systèmes d'information et de communication
QV	Qualité de vie dans les quartiers
SIG	Services industriels de Genève
St	Indice « Stratus »
TC	Plan directeur des transports en commun
TCSP	Transports en commun en site propre
TPG	Transports publics genevois
UAC	Unité d'action communautaire
VLS	Vélos en libre service
ZIC	Zone industrielle de Châtelaine (ex SIP)
ZP	Zones à priorité piétonne

Le président. Selon la décision du bureau et des chefs de groupe, je mets aux voix le renvoi direct de ce document respectivement à la commission des finances, puis aux commissions spécialisées.

Mis aux voix, le renvoi direct du 13e plan financier d'investissement 2018-2029 à la commission des finances est accepté sans opposition (37 oui et 2 abstentions).

Mis aux voix, le renvoi direct du 13e plan financier d'investissement 2018-2029 aux commissions spécialisées est accepté sans opposition (39 oui et 2 abstentions).

7. Proposition du Conseil administratif du 21 juin 2017 en vue de la modification de l'Annexe 1 du règlement fixant les conditions de location des salles de réunions et de spectacles de la Ville de Genève (LC 21 371) (PR-1244).

Exposé des motifs

En février 2011, le Conseil municipal a été saisi du projet d'arrêté PA-126 portant sur une modification de deux des règles de tarification de location des salles communales, à savoir:

– l'octroi d'un rabais de 100% (en lieu et place d'un rabais de 50%) pour les groupements, organismes de bienfaisance, caritatifs, culturels, patriotiques, religieux, de loisirs, sportifs, musicaux et d'intérêt public;
– l'octroi d'un rabais de 100% (en lieu et place d'une tarification entière) aux organisateurs de lotos appartenant à l'une des catégories de demandeurs décrites ci-dessus.

Le rapport de la commission du logement PA-126 A, proposant l'acceptation du projet d'arrêté, a été déposé en novembre 2013. Le 11 novembre 2015, le Conseil municipal a adopté le projet d'arrêté PA-126, validant lesdites modifications de tarifs.

Ces modifications ont eu un impact direct sur les revenus dégagés par les salles communales (Palladium, Faubourg, Môle, Plainpalais et Asters), dès lors qu'une très grande majorité des demandes de location émane de groupements, organismes ou associations entrant dans les catégories concernées.

L'analyse des comptes 2016 permet ainsi de constater une diminution, à périmètre constant, des recettes «cash» d'environ 300 000 francs en raison de l'impact de l'entrée en vigueur desdites modifications réglementaires.

IMPACT ANNUEL SUR LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Estimation des charges et revenus marginalement induits par la modification du Règlement

Service concerné: Gérance immobilière municipale

CHARGES	
30 - Charges de personnel	
31 - Dépenses générales	
32/33 - Frais financiers (intérêts et amortissements)	
36 - Subventions accordées	
Total des nouvelles charges induites	**0**

REVENUS	
40 - Impôts	
42 - Revenu des biens	300 000
43 - Revenus divers	
45 - Dédommagements de collectivités publiques	
46 - Subventions et allocations	
Total des nouveaux revenus induits	**300 000**

Impact net sur le résultat budget de fonctionnement	**+300 000**

Or, cette diminution des recettes s'inscrit dans le cadre d'une gestion des salles communales déjà largement déficitaire (qui avait été évoquée devant la commission du logement lors de l'audition du Département des finances et du logement (DFL) en mars 2013). Pour ce qui concerne l'année 2016, le déficit s'est élevé à 2,54 millions de francs. Il s'explique par un taux de rabais déjà élevé dans l'ancienne teneur du règlement, les coûts fixes de personnel (14,7 équivalents temps plein (ETP) de surveillants de salle) et une occupation relativement faible des salles (hors Plainpalais), liée à plusieurs facteurs, dont leur vétusté (Faubourg), l'intérêt de location ciblé sur les fins de semaine (Palladium), la typologie des lieux (Faubourg et Asters) ou les contraintes externes de type voisinage (Môle).

Dans le contexte du processus d'élaboration du budget 2018, qui implique de trouver des pistes d'économies et/ou de recettes nouvelles, le Conseil administratif estime dès lors qu'il se justifie de vous soumettre à nouveau la question du niveau des gratuités octroyées pour la mise à disposition des salles communales.

Concrètement, le Conseil administratif vous soumet un projet de modification du règlement, prévoyant le retour à la tarification en vigueur avant le vote du PA-126. Les groupements, organismes de bienfaisance, caritatifs, culturels, patriotiques, religieux, de loisirs, sportifs, musicaux et d'intérêt public seraient

mis au bénéfice d'un rabais de 50%, tandis que les lotos, quelle que soit l'identité de l'organisateur, ne bénéficieraient d'aucun rabais.

A noter encore que la question des rabais réglementaires doit être dissociée de celle de la prise en charge éventuelle du loyer, sous forme de subventions en nature, par les départements de tutelle des locataires de salles. De telles subventions en nature, qui étaient fréquemment accordées par les départements compétents avant la modification tarifaire, resteront bien entendu possibles. Elles permettent d'atteindre l'objectif de soutien des locataires dont les moyens sont limités, mais en garantissant un suivi des conditions d'octroi dudit soutien, soit le respect d'une politique d'aide transparente, répondant aux règles usuelles en la matière.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – L'annexe 1 au règlement fixant les conditions de location des salles de réunions et de spectacles de la Ville de Genève est modifié comme suit:

«1.3 Groupements, organismes de bienfaisance, caritatifs, culturels, patriotiques, religieux, de loisirs, sportifs, musicaux et d'intérêt public *50%*

«2. Les demandeurs privés ou à vocation commerciale ne bénéficient d'aucun rabais. Il en est de même des organisateurs de lotos, même s'ils appartiennent aux catégories des demandeurs décrites sous points 1.2 et 1.3

Art. 2. – Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation.

Le président. En séance du bureau et des chefs de groupe, il a été décidé de renvoyer directement cette proposition à la commission du logement.

Mis aux voix, le renvoi direct de la proposition à la commission du logement est accepté par 45 oui contre 2 non.

8. Proposition du Conseil administratif du 28 juin 2017 en vue de l'ouverture d'un crédit de 900 000 francs destiné à l'étude pour la transformation de la salle omnisports triple en salle multisports de compétition avec gradins fixes au centre sportif de la Queue-d'Arve, rue François-Dussaud 12, parcelle N° 3297, feuilles N°s 89, 90 et 91 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais (PR-1245).

Introduction

Le Service des sports (SPO) s'est doté en 2016 d'un plan directeur des sports de la Ville de Genève «Perspectives 2016-2020». L'axe 5 de ce plan s'intitule «Le sport, vecteur d'excellence et de rayonnement». Il a pour ambition de développer l'organisation et l'accueil d'événements sportifs indoor de dimension nationale et internationale afin de contribuer au rayonnement de Genève et à son dynamisme. Les équipements actuels, soit principalement les centres sportifs du Bois-des-Frères, du Bout-du-Monde et de la Queue-d'Arve, ne permettent pas d'atteindre cet objectif sans diminuer encore l'offre d'entraînement dans ces trois salles.

Dans le cadre de l'étude sur le développement et l'optimisation des centres sportifs Vernets/Queue-d'Arve et Bout-du-Monde/Vessy et du plan directeur des équipements sportifs menés conjointement par les Services d'urbanisme et des sports, il est apparu qu'une des options possibles pour satisfaire ce besoin serait de transformer la salle omnisports actuelle de la Queue-d'Arve afin d'augmenter sa capacité de spectateurs et d'en faire la salle unique d'accueil des grandes manifestations sportives.

Contexte et historique de l'opération

Septembre 1990	Inauguration du centre sportif de la Queue-d'Arve.
1992 et 2003	Création de murs d'escalade dans la salle omnisports du centre sportif.
Août 2016	Remplacement du sol sportif de la salle omnisports.

Réponse aux demandes du Conseil municipal

Motion M-977 du 28 juin 2011: deux salles pour le handball à Genève.

Exposé des motifs

Le Service des sports organise des compétitions de différents niveaux sportifs, principalement durant les week-ends, dans les salles omnisports des centres sportifs de la Ville de Genève. Cela a pour conséquence de devoir supprimer l'offre d'entraînement à raison d'environ 2 à 2,5 mois par an dans la mesure où les manifestations nécessitent des installations provisoires qui doivent être montées préalablement aux compétitions et démontées après les événements.

Ainsi, en 2014 et 2015, on compte en moyenne 37 jours de fermeture pour le centre sportif de la Queue-d'Arve qui ont péjoré l'entraînement du badminton, du handball et de la grimpe; 28 jours de fermeture pour le centre sportif du Bois-des-Frères qui ont impacté la pratique du volleyball, du basketball, du badminton et de la gymnastique rythmique et 8 jours pour le centre sportif du Bout-du-Monde qui ont péjoré le tennis, le basketball et le hockey sur gazon. Il n'est pas envisageable de développer l'organisation de compétitions dans ces conditions et de continuer à péjorer l'entraînement alors que la demande pour la pratique sportive augmente corrélativement au développement démographique. La nécessité d'un équipement spécifique et adapté est devenue incontournable.

A long terme, la reconfiguration complète du centre sportif de la Queue-d'Arve permettra la construction d'une nouvelle salle entièrement dédiée aux manifestations. Toutefois, cette perspective est étroitement liée au déplacement de la Voirie d'une part, et au développement conjoint du centre sportif des Vernets et à la réalisation du parc des sports inscrit au plan directeur du quartier (PAV) d'autre part. La planification d'intervention se situe sur ce périmètre à partir des années 2030-2040.

Dès lors, une solution transitoire s'avère nécessaire. Elle consiste à adapter l'actuelle salle omnisports du centre de la Queue-d'Arve en une salle dédiée aux manifestations. Les entraînements qui se déroulent actuellement dans cette salle seront déplacés au Bout-du-Monde dès lors que le tennis aura pu s'installer au Bois-des-Frères dans la nouvelle halle couverte.

Cette réalisation assurera la mise en œuvre d'une politique dynamique d'accueil et d'organisation d'événements. Une étude menée par le Service des sports identifie un certain nombre de compétitions potentielles pouvant se dérouler chaque année dans un équipement spécifique et dédié.

Pour ce faire, il faut pouvoir augmenter la jauge de spectateurs à environ 3500 afin d'accueillir, outre le club résident de handball de haut niveau en sport collectif, des nouvelles manifestations sportives comme des matchs de Coupe suisse ou de l'équipe suisse (basketball, volleyball, handball), des championnats suisses et d'Europe de tennis de table, d'escrime, de gymnastique ou encore des matchs de Fed Cup ou de Coupe Davis.

Actuellement, la salle omnisports peut être divisée en trois parties. On y trouve un gradin fixe de 261 places assises et des murs de grimpe.

Le but de l'étude est de transformer la salle omnisports en salle multisports de compétition avec des gradins fixes. Une surface de jeu d'environ 44 × 26 m, placée au centre de la salle, sera entourée par les nouveaux gradins d'une capacité d'environ 3500 places. Les dimensions de la surface de jeu permettront de bénéficier de toutes les homologations.

La pratique de l'escalade sera déplacée dans la salle adjacente.

En corrélation, l'augmentation du nombre de personnes présentes dans la salle a des conséquences non négligeables sur les mesures à prendre en matière de sécurité incendie et des normes qui s'y réfèrent.

Obligations de sécurité

Une étude de sécurité, qui devra être menée par un spécialiste, permettra de définir les contraintes liées à la sécurité des personnes.

Concept énergétique

Le concept énergétique sera développé par les mandataires au cours de la phase de l'étude, en collaboration avec le Service de l'énergie. Il sera présenté lors de la demande de crédit de réalisation.

Les nouvelles installations de ventilation nécessaires à l'accueil de 3500 personnes seront équipées d'une récupération à haut rendement.

Les installations techniques obsolètes et défectueuses (régulation et aérothermes) seront remplacées.

Les dispositifs d'éclairage seront également remplacés afin de répondre au nouvel usage de la salle conformément aux normes et directives sécuritaires, quantitatives et d'objectifs énergétiques.

Estimation sommaire du coût de l'opération

Le montant total de l'opération est à ce jour estimé à 10 000 000 de francs TTC.

Coût de l'étude

Le coût total du crédit d'étude comprend les honoraires des mandataires pour les prestations de la phase étude du projet (phase 3 SIA), soit les phases 4.31 avant-projet, 4.32 projet de l'ouvrage et 4.33 procédure de demande d'autorisation et de la phase 4 partielle, appel d'offres.

CFC	*Libellé*		Fr.
1	Travaux préparatoires		30 300
100	Relevés et sondages	30 300	
5	Frais secondaires et comptes d'attente		
52	Echantillons, maquettes, reproductions, documents		20 000
524	Reproduction de documents, tirages, héliographies	20 000	
59	Comptes d'attente pour honoraires		783 000
591	Architecte	550 000	
592	Ingénieur civil	25 000	
593	Ingénieur électricien	50 000	
594	Ingénieur en CV et conditionnement d'air	100 000	
596	Spécialistes	58 000	
I.	Coût total du crédit d'étude (HT)		833 300
	+ TVA 8%, 66 664 arrondi à		66 700
II.	Total du crédit d'étude demandé (TTC)		900 000

Référence au 13e plan financier d'investissement (PFI) 2018-2029

Cet objet est prévu, en qualité de projet actif, sous le N° 050.059.13 du 13e PFI 2018-2029, pour un montant de 900 000 francs.

Budget de fonctionnement

Le développement de cette étude, rendu possible par le vote du présent crédit, permettra de définir l'impact annuel qu'engendrerait cette nouvelle mise en exploitation sur le budget de fonctionnement du Service des sports.

Charge financière

Si l'étude est suivie de la réalisation, la dépense sera ajoutée à celle de la réalisation et amortie sur la durée totale d'amortissement de la réalisation.

En l'absence de réalisation, l'étude sera amortie en une annuité.

Délais de réalisation

S'en suivra environ une année et demie d'étude afin de pouvoir déposer une demande de crédit de construction au milieu de l'année 2019.

Cette planification permettrait d'envisager une ouverture de chantier en automne 2020. La durée des travaux est estimée à 15 mois, portant à l'horizon fin 2021 la mise en exploitation.

Service gestionnaire et bénéficiaire

Le service gestionnaire du crédit d'étude est la Direction du patrimoine bâti.

Le service bénéficiaire est le Service des sports.

Tableaux récapitulatifs des coûts d'investissement, de fonctionnement et planification des dépenses d'investissement *(en francs)*

Objet: Etude de faisabilité pour la transformation de la salle omnisports triple en salle multisports de compétition avec gradins fixes au centre sportif de la Queue-d'Arve, rue François-Dussaud 12

A. SYNTHESE DE L'ESTIMATION DES COUTS

	Montant	%
Travaux préparatoires	30 300	3%
Honoraires	783 000	87%
Frais financiers (TVA)	66 700	7%
Autres: Frais secondaires	20 000	2%
Coût total du projet TTC	**900 000**	**100%**

B. IMPACT ANNUEL SUR LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Estimation des charges et revenus marginalement induits par l'exploitation de l'objet du crédit

Service bénéficiaire concerné: Service des sports

CHARGES

30 - Charges de personnel		Postes en ETP
31 - Dépenses générales	0	
32/33 - Frais financiers (intérêts et amortissements)	0	
36 - Subventions accordées		
Total des nouvelles charges induites	**0**	

REVENUS

40 - Impôts	
42 - Revenu des biens	
43 - Revenus divers	
45 - Dédommagements de collectivités publiques	
46 - Subventions et allocations	
Total des nouveaux revenus induits	**0**

Impact net sur le budget de fonctionnement	**0**

C. PLANIFICATION ESTIMEE DES DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT

Années impactées	Dépenses brutes	Recettes	Dépenses nettes
Année de vote du crédit par le CM: 2017	0	0	0
2018	100 000		100 000
2019	700 000		700 000
2020	100 000		100 000
Totaux	**900 000**	**0**	**900 000**

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à approuver le projet de délibération ci-après.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

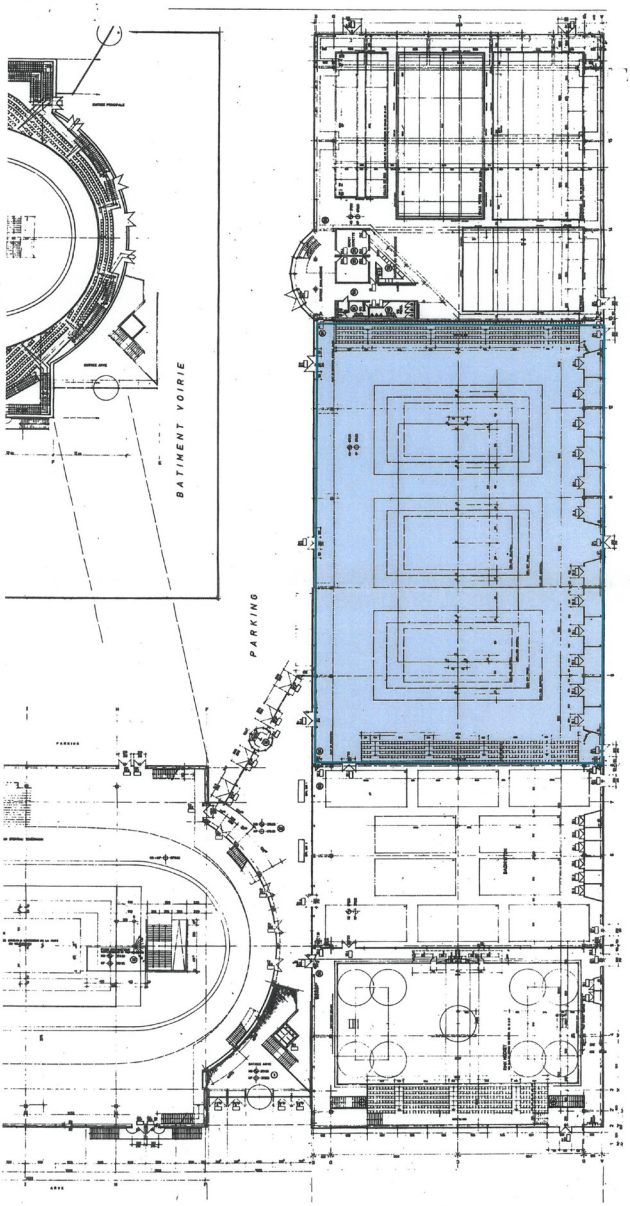
Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 900 000 francs destiné à l'étude pour la transformation de la salle omnisports triple en salle multisports de compétition avec gradins fixes au centre sportif de la Queue-d'Arve, rue François-Dussaud 12, parcelle N° 3297, feuilles N°s 89, 90 et 91 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme, à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 900 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif. Si l'étude est suivie d'une réalisation, la dépense sera ajoutée à celle de la réalisation et amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. Sinon, l'étude sera amortie en une annuité.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, épurer, radier ou modifier toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à la réalisation projetée.

Annexe: plan d'ensemble



Plan de la salle omnisports

Le président. Selon la décision du bureau et des chefs de groupe, je mets aux voix le renvoi direct de cette proposition à la commission des sports.

Mis aux voix, le renvoi direct de la proposition à la commission des sports est accepté sans opposition (49 oui et 2 abstentions).

9. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017 en vue de l'ouverture d'un crédit de 363 000 francs destiné à une subvention d'investissement octroyée à la Fondation des Clefs de Saint-Pierre pour la restauration des façades et de la ferblanterie de la chapelle des Macchabées, cour de Saint-Pierre 8, Genève-Cité (PR-1246).

Introduction et notice historique

Les travaux de construction de la chapelle sont achevés en 1405 comme chapelle funéraire du cardinal Jean de Brogny, qui était proche de Robert de Genève, le pape Clément VII. Le décor peint attribué au Piémontais Giacomo Jaquerio doit avoir été effectué entre 1410 et 1415. Le cardinal mourut à Rome en 1426 et son neveu et successeur François de Metz fit transporter son corps dans la chapelle en 1428.

L'architecture est gothique de pure tradition avec des baies en ogives. Elle marque l'apparition du gothique flamboyant à Genève.

Le tombeau du cardinal fut détruit à la Réforme. Ensuite, la chapelle devint un dépôt de sel et de munitions, puis fut abandonnée.

En 1670, elle devient le siège de l'auditoire de l'Académie et subit beaucoup de modifications intérieures.

En 1750, les travaux du nouveau portique néo-classique de la cathédrale de l'architecte Alfieri empiètent sur la façade de la chapelle. Le contrefort ouest est absorbé dans le langage du portique.

De 1876 à 1882 commence une importante restauration de travaux intérieurs et extérieurs. Le projet sous la direction de Viollet-le-Duc en 1874-1875 ne fut pas accepté. Il fut repris pour l'extérieur par le Français Claude Camuzat en 1879-1882 et achevé pour l'intérieur par Louis Viollier, architecte de la Ville en 1885-1888.

Vers 1915-1920 sont effectuées une purge des éléments de balustrade et de décor sur contreforts et une reprise des éléments de façade.

Un relevé pierre à pierre est effectué de 1939 à 1945. Des travaux de reprise sont réalisés sur la plupart des contreforts, des corniches et de la ferblanterie.

Le remplacement des pierres sur les fonds des murs et les contreforts avec de la molasse de diverses provenances a été nécessaire, car elles étaient très altérées.

Exposé des motifs

Pratique de la Ville de Genève en matière de subventions

Depuis de nombreuses années, le département des constructions et de l'aménagement gère les subventions allouées pour les restaurations d'édifices cultuels. Au cours des années passées, la Ville de Genève a participé à de nombreuses reprises aux frais d'entretien et de rénovation de ces bâtiments. Dans le cas présent, la Ville de Genève a été saisie d'une demande formelle émanant de la Fondation des Clefs de Saint-Pierre.

Dans la grande majorité des cas et au vu des montants concernés, les sommes engagées ont été décidées par le Conseil municipal sur proposition du Conseil administratif.

D'une manière générale, les subventions allouées par la Ville de Genève sont identiques à celles accordées par l'Etat de Genève.

L'analyse détaillée des demandes est le fait de l'Office du patrimoine et des sites (OPS) du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE). Ce dernier demande un devis estimatif complet et détaillé au maître de l'ouvrage, puis en extrait les postes spécifiquement destinés à des travaux de restauration au sens strict du terme. Ceux-ci sont alors considérés comme «travaux subventionnables» et le coût qu'ils représentent sert de base à la fixation du taux de subventionnement. Considérant que l'Etat a la charge d'appliquer la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites (LPMNS) et que cette dernière constitue la référence pour les subventions allouées aux monuments, il est cohérent que l'Etat effectue cette analyse. Afin d'éviter les doublons et de pratique constante, la Ville de Genève se rallie, en principe, aux conclusions de l'analyse effectuée par les services de l'Etat. Néanmoins, la Ville dispose généralement d'un dossier technique complet sur les travaux en question.

Obligation légales et de sécurité

La chapelle des Macchabées est classée par arrêté du Conseil d'Etat du 30 décembre 1921.

Programme et descriptif des travaux

Selon le rapport des experts indépendants, une intervention urgente devait être entreprise sur la chapelle des Macchabées, adjacente à la cathédrale Saint-Pierre, pour préserver sa substance.

La plupart des parements de cette chapelle sont en molasse et une restauration ancienne a malmené les joints; les sculptures sont gravement dégradées par les intempéries. Les ferblanteries censées protéger les contreforts de cette chapelle présentent des fissures ponctuelles importantes qui génèrent des déprédations sur la pierre.

Ce sont donc toutes ces réfections qui ont été effectuées dans cette campagne de travaux.

Taille de pierre

Des remplacements des éléments massifs en pierre ont été effectués.

Lors de précédentes campagnes de travaux, les largeurs de joints ont été agrandies de manière disproportionnée. Elles ont été comblées par de la matière massive en pierre, pour redessiner une largeur de joint originelle entre 15 et 25 mm maximum. Cela a été rendu possible grâce aux blocs de molasse du lac d'excellente qualité extraite en 2010 au Jardin botanique et stockée à l'atelier du tailleur de pierre. Elle a été utilisée avec parcimonie pour les remplacements en fonds de murs, pour les sculptures à exécuter à neuf ainsi que pour les empiècements.

Cette pierre est en totale intégration avec la molasse constitutive originelle de la chapelle. De ce fait, ces empiècements s'intègrent particulièrement à l'ensemble et permettent une lecture du calepinage de joint dans son dessin d'origine.

Sculpture

Sur la façade ouest, quatre crosses d'origine en symétrie par rapport à la baie en ogive ont été conservées et les dix autres restantes ont été sculptées à neuf. Pour ces éléments également, la qualité exceptionnelle de la molasse à disposition a permis d'exécuter dans les règles de l'art chaque élément de crosse décorative.

La frise florale exceptionnelle sous la corniche a fait l'objet d'empiècements sur les parties trop dégradées ou manquantes.

Ferblanterie

Les recouvrements des contreforts en plomb ont été remplacés par du cuivre étamé à la main. La finesse des pliages périphériques des nouveaux recouvrements a été conservée.

La technique des systèmes de fixations a été reprise pour laisser la possibilité à la matière de se dilater contre les fonds de murs.

Vitraux

A la suite du démontage des grilles de protection des surfaces, le vitrier a procédé à un nettoyage pour identifier les fissures sur le réseau de plomb étamé et les souder.

Un traitement antirouille ponctuel a été fait sur ces éléments métalliques et une reprise des joints d'étanchéité le long des cadres a été exécutée.

Les vitraux sont en bon état général. Les peintures en grisaille sont d'une excellente qualité et s'avèrent très bien conservées.

	TRAVAUX	Situation HT 04.10.2016	Situation TTC	Travaux à subventionner TTC	Subventions 16,8% (16,825%)
1	Travaux préparatoires				
12	Protections				
121	Bâche échafaudage	31'850.00	34'400.00	34'400.00	5'788.00
14	Adaptation du bâtiment existant				
142	Serrurerie	29'206.00	31'540.00	31'540.00	5'307.00
	complément	18'000.00	19'400.00	19'400.00	3'271.00
1	**Travaux préparatoires**	**79'056.00**	**85'380.00**	**85'380.00**	**14'366.00**
2	Bâtiment				
21	Gros-œuvre				
211	Travaux entreprise maçonnerie				
211.1	Echafaudages	102'075.00	110'240.00	110'240.00	18'548.00
	complément	15'300.00	16'520.00	16'520.00	2'779.00
	Location complémentaire	4'000.00	4'320.00	4'320.00	727.00
	Expert structure	2'315.00	2'500.00	2'500.00	421.00
216	Travaux en pierre naturelle				
216.1	Pierre naturelle	590'632.00	637'880.00	637'880.00	107'323.00
	complément 1	298'675.00	322'570.00	322'570.00	54'272.00
	complément 2 (non entrepris)				
	complément 3	37'274.00	40'260.00	40'260.00	6'774.00
	complément 4 intervention au rez	75'000.00	81'000.00	81'000.00	13'628.00
	complément pour fourniture matière	45'000.00	48'600.00	48'600.00	8'177.00
216.2	Sculpture				
	nettoyage ornementations	23'813.00	25'720.00	25'720.00	4'327.00
	façade ouest toiture blasons	154'300.00	166'640.00	166'640.00	28'037.00
	façade sud	91'400.00	98'710.00	98'710.00	16'608.00
	façade est	56'600.00	61'130.00	61'130.00	10'285.00
	divers installation de chantier	12'999.40	14'040.00	14'040.00	2'362.00
	complément intervention au rez	48'000.00	51'840.00	51'840.00	8'722.00
22	Second-œuvre				
221	Fenêtres				
221.7	Vitraux	75'739.00	81'800.00	81'800.00	13'763.00
	compléments	5'445.00	5'880.00	5'880.00	989.00
222	Ferblanterie couverture	78'000.00	84'240.00	84'240.00	14'173.00
	Filets anti-pigeons	17'138.00	18'510.00	18'510.00	3'114.00
2	**Bâtiment**	**1'733'705.40**	**1'872'400.00**	**1'872'400.00**	**315'029.00**
	Sous-total 1+2	**1'812'761.40**	**1'957'780.00**	**1'957'780.00**	**329'395.00**
29	Honoraires				
291	**Architecte - prestations ordinaires**	**185'000.00**	**199'800.00**	**199'800.00**	**33'616.00**
2	**Bâtiment + honoraires**	**1'997'761.40**	**2'157'580.00**	**2'157'580.00**	**363'011.00**
5	Frais secondaires				
57	Frais de chantier				
571	Eau	1'500.00	1'620.00		
572	Electricité	2'722.00	2'940.00		
58	Autres frais				
583	Imprévus 5%	0.00	0.00	0.00	0.00
5	**Frais secondaires**	**4'222.00**	**4'560.00**	**0.00**	**0.00**
	Totaux	**2'001'983.40**	**2'162'140.00**	**2'157'580.00**	**363'011.00**
	Honoraires au prorata 9%	185'000.00	199'800.00	199'800.00	
	y compris prestations complémentaires	1'891'817.40	2'043'160.00	2'043'160.00	
					Arrêté à 363'000.00

Délai de réalisation

A ce jour, les travaux des façades ont été terminés en décembre 2016. Il reste quelques travaux dans la cour qui sont prévus d'être achevés à la fin de l'été 2017.

Référence au 13e plan financier d'investissement 2018-2029 (page 53)

Une subvention pour la restauration de la chapelle des Macchabées est prévue au N° 044.036.04 pour un montant de 360 000 francs, dans les «Projets actifs (PRA)».

Budget de fonctionnement

Hormis les charges financières annuelles, ce crédit n'engendrera pas de charges budgétaires supplémentaires.

Charges financières annuelles

Pour la subvention d'investissement prévue (363 000 francs), il faudra tenir compte d'une charge financière annuelle nette de 76 500 francs (calculée au taux de 1,5% et amortie au moyen de 5 annuités).

Validité des coûts

Les coûts indiqués comme base pour le calcul des subventions accordées sont de la responsabilité de la Fondation des Clefs de Saint-Pierre. L'Eglise protestante de Genève (EPG) est propriétaire.

Autorisation de construire

L'autorisation de construire a été délivrée le 9 décembre 2014.

Service gestionnaire et bénéficiaire

Le service gestionnaire et bénéficiaire de ce crédit est la Direction du département des constructions et de l'aménagement (Unité conservation du patrimoine).

Tableaux récapitulatifs des coûts d'investissement, de fonctionnement et planification des dépenses d'investissement *(en francs)*

Objet: subvention d'investissement octroyée à la chapelle des Macchabées – Cour St-Pierre 8

A. SYNTHESE DE L'ESTIMATION DES COUTS

	Montant	%
Subvention	363 000	
Coût total du projet TTC	**363 000**	

B. IMPACT ANNUEL SUR LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Estimation des charges et revenus marginalement induits par l'exploitation de l'objet du crédit

Service bénéficiaire concerné: DCA

CHARGES

		Postes en ETP
32/33 - Frais financiers (intérêts et amortissements)	76 500	
Total des nouvelles charges induites	**76 500**	

REVENUS

40 - Impôts	
42 - Revenu des biens	
43 - Revenus divers	
45 - Dédommagements de collectivités publiques	
46 - Subventions et allocations	
Total des nouveaux revenus induits	**0**

Impact net sur le résultat du budget de fonctionnement	**-76 500**

C. PLANIFICATION ESTIMEE DES DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT

Année(s) impactée(s)	Dépenses brutes	Recettes	Dépenses nettes
Année de vote du crédit par le CM: 2017			0
2018	363 000		363 000
Totaux	**363 000**	**0**	**363 000**

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à approuver le projet de délibération ci-après.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide :

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 363 000 francs**,** destiné à une subvention d'investissement octroyée à la Fondation des Clefs de Saint-Pierre pour la restauration des façades et de la ferblanterie de la Chapelle des Macchabées, sise cour de Saint-Pierre 8, Genève-Cité.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 363 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 5 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2022.

Préconsultation

Le président. J'ouvre le tour de préconsultation et donne la parole aux auteurs de la proposition, afin qu'ils la développent. Le Conseil administratif ne souhaitant pas s'exprimer à ce stade, je mets aux voix l'entrée en matière sur la proposition PR-1246.

Mise aux voix, l'entrée en matière sur la proposition est acceptée par 48 oui contre 1 non (3 abstentions).

M. Rémy Pagani, maire. Je crois ne pas avoir besoin de plaider, tant il semble que cet objet sera voté à l'unanimité. J'aimerais simplement vous remercier d'avance, Mesdames et Messieurs, de permettre à la municipalité d'économiser du temps et de l'argent qui sera bien utilisé ailleurs – notamment dans la chapelle des Macchabées. Je vous remercie de votre attention.

Mme Martine Sumi (S). Toutes les informations sont données dans la proposition – dont l'historique du bâtiment, toujours intéressant. En préambule, je remercie les services de M. Pagani et tant d'autres personnes qui ont œuvré aux magnifiques Journées européennes du patrimoine que nous venons d'avoir. On pouvait entre autres, dans le cadre de la visite de la cathédrale Saint-Pierre, voir la chapelle des Macchabées.

On le sait, la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites est la référence pour les subventions allouées en vue de la conservation des monuments. Dans le cadre de la restauration de ce type d'édifices patrimoniaux, ces subventions sont gérées par le département des constructions et de l'aménagement de la Ville. Afin d'éviter les doublons, l'Office du patrimoine et des sites du Département cantonal de l'aménagement, du logement et de l'énergie analyse le devis estimatif détaillé du maître d'ouvrage, puis en extrait les postes spécifiquement destinés à des travaux de restauration au sens strict du terme.

Ces travaux sont alors considérés comme «subventionnables». Le coût qu'ils représentent sert de base pour fixer le taux de subventionnement, généralement identique pour l'Etat et la commune concernée – soit la Ville de Genève, dans notre cas. Celle-ci se rallie, en principe, aux conclusions de l'analyse effectuée par les services de l'Etat. Néanmoins, elle dispose évidemment d'un dossier technique complet sur les travaux en question. Dans le dossier que nous traitons ici, la subvention calculée s'élève à 363 000 francs pour un coût total d'environ 2 millions de francs.

Il s'agit évidemment de travaux de protection urgents: remplacement d'éléments avec de la pierre de molasse – fait intéressant, les blocs proviennent tous du Jardin botanique, d'où ils ont été extraits –, remplacement d'éléments de ferblanterie jusqu'ici en plomb par du cuivre, réparation de fissures et traitement antirouille dans les vitraux, sculptures à neuf sur la façade ouest, restauration d'éléments abîmés sur les crosses et la frise florale.

Mesdames et Messieurs, je vous invite à accepter le crédit demandé dans la proposition PR-1246.

M. Rémy Pagani, maire. Je reprends la parole pour quelques secondes afin de compléter les propos de Mme Sumi au sujet de la molasse de Genève. Certains membres du Conseil municipal sont assez vieux pour s'en souvenir: il y a fort longtemps, ce plénum avait décidé d'entrer en matière sur la préservation de la carrière de molasse découverte sous le Jardin botanique et sur l'extraction de cette pierre très rare dans notre région. La molasse de Genève est très spéciale, car elle a des filets rouges, contrairement à la molasse de Bordeaux ou d'autres régions de France régulièrement importée dans notre ville auparavant.

Nous avons donc ici, pour la restauration de la chapelle des Macchabées, l'occasion d'utiliser cette molasse genevoise. D'ailleurs, le stock qui nous en est réservé chez les tailleurs de pierre est très utilisé pour les travaux entrepris par la Ville dans le cadre de la rénovation d'anciens bâtiments en pierre de molasse – et plus généralement en pierre de taille. Je tenais simplement à rappeler le choix du Conseil municipal… *(Brouhaha général.)* Merci de m'écouter!

Le président. Mesdames et Messieurs, je vous demande le silence!

M. Rémy Pagani, maire. J'en ai terminé en ce qui concerne la pierre de molasse. Je vous remercie de faire droit immédiatement à cette demande du Conseil administratif, Mesdames et Messieurs.

Le président. Le renvoi en commission de la proposition PR-1246 n'étant pas demandé, je mets aux voix la discussion immédiate.

Mise aux voix, la discussion immédiate est acceptée sans opposition (48 oui et 4 abstentions).

La parole n'étant pas demandée en premier ni en deuxième débat, la délibération est mise aux voix article par article et dans son ensemble; elle est acceptée sans opposition (52 oui et 4 abstentions).

La délibération est ainsi conçue:

DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 363 000 francs, destiné à une subvention d'investissement octroyée à la Fondation des Clefs de Saint-Pierre pour la restauration des façades et de la ferblanterie de la chapelle des Macchabées, sise cour de Saint-Pierre 8, Genève-Cité.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 363 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 5 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2022.

Un troisième débat n'étant pas réclamé, la délibération devient définitive.

10. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017, sur demande du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE), en vue de l'adoption du projet de plan localisé de quartier (PLQ) N° 30 009-203 situé au Petit-Saconnex le long de l'avenue Giuseppe-Motta et du chemin du Pré-Cartelier (PR-1247).

Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux,

A l'appui de sa demande, le Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE) nous a transmis les explications suivantes sous la forme du rapport explicatif joint en annexe.

Contexte

En 2008, un précédent PLQ (N° 29 709) avait été initié, par le Canton, sur la base d'une demande de renseignement (DR N° 17 994). Ce PLQ prévoyait la réalisation de cinq bâtiments sur un périmètre comprenant six parcelles entre le parc Trembley et le chemin du Pré-Cartelier. Il a été adopté le 28 juillet 2011 et annulé par la Cour de justice le 21 août 2012 pour non-conformité au plan directeur cantonal (PDCn) 2015, compte tenu de sa densité trop élevée.

En 2013, une demande définitive en autorisation de construire, DD N° 105 785, a été déposée. Jugée conforme au PDCn, du point de vue de sa densité, elle a été instruite par le DALE. Son autorisation a été subordonnée à l'adoption d'un PLQ.

Celui-ci a été élaboré en 2015, puis soumis pour enquête technique en avril 2016. La réalisation des bâtiments prévus par ce plan avait imposé la constitution de servitudes de distances et vues droites sur la parcelle N° 4575 du domaine privé de la Ville de Genève, hors du périmètre du PLQ. Dans sa lettre

du 14 février 2017, M. Rémy Pagani a signifié sa non-entrée en matière pour la constitution de telles servitudes, la Ville souhaitant préserver, à terme, la constructibilité de ses terrains.

Synthèse du projet

Le projet propose deux aires d'implantation perpendiculaires au chemin du Pré-Cartelier, ce qui permet de créer ainsi entre elles un espace généreux et protégé des nuisances sonores et du trafic routier provenant de l'avenue Giuseppe-Motta.

L'objectif, du point de vue de la densification, est d'atteindre l'indice de densité (ID) préconisé par le PDCn 2030 pour ce secteur et par l'art. 2A de la loi générale sur les zones de développement (LGZD) pour la zone de développement 3 de 1,8 au minimum. Ce projet de PLQ prévoit ainsi un ID de 2,15.

Le bâtiment A, prévu dans l'aire d'implantation le long de l'avenue Giuseppe-Motta, doit être aligné sur sa façade sud avec celle des bâtiments voisins. Son gabarit maximum est de R+7. Cette implantation rend également possible un rez-de-chaussée affecté à des activités qui donnent sur l'avenue Giuseppe-Motta, tout comme le bâtiment situé en face.

Le bâtiment B, prévu dans l'aire d'implantation la plus éloignée de l'avenue Giuseppe-Motta, a un gabarit maximum de R+5.

Commentaires du Conseil administratif

Le Conseil administratif est favorable à ce projet de PLQ. Il soutient ce projet conforme aux plans directeurs communal et cantonal qui permettra la construction de près de 50 logements.

Suite à l'enquête technique, les services cantonaux ont apporté des modifications aux documents du PLQ et ainsi le présent projet, mis à l'enquête publique en juin 2017, répond en grande partie aux remarques des services.

Le Conseil administratif relève qu'un chapitre «Foncier», présent dans le PLQ soumis à l'enquête technique, a été supprimé. Il demande qu'il soit réintégré au règlement du PLQ.

– Ce chapitre «Foncier» doit préciser que la servitude de passage public pour piétons et cycles sera réalisée et entretenue par le propriétaire et son aménagement sera réalisé en concertation avec les services de la Ville de Genève. De plus, il mentionnera que la cession prévue au domaine public de la Ville de Genève se fera à titre gratuit et sera cédée libre de toutes constructions, en surface et en sous-sol.

En 2017, des mandats d'études parallèles (MEP) ont été élaborés sur le secteur voisin du Point-du-Jour. Ces MEP ont exploré des images urbaines possibles et les concurrents, comme le collège d'experts, ont envisagé la mutualisation des parkings.

– Il y a lieu d'inscrire au présent projet de PLQ une servitude de passage en sous-sol, de la parcelle N° 1822 vers la parcelle N° 1821, pour véhicules motorisés afin de permettre l'extension du parking sans multiplier les rampes d'accès.

Par ailleurs, l'espace entre les deux aires d'implantation des bâtiments a été modifié afin d'en améliorer la qualité. Cependant la demande de la Ville de maintenir un mètre de substrat au-dessus de la dalle du sous-sol n'est pas mentionnée dans le règlement, ce qui pourrait porter atteinte à une arborisation pérenne étant donné l'étendue des sous-sols dans ce projet; ce d'autant plus que le secteur d'accès au garage souterrain est largement étendu. Il serait regrettable qu'une rampe d'accès vienne détériorer significativement cet espace d'agrément pour les habitants.

– Il convient de demander dans le règlement la pose d'un mètre de substrat au-dessus de la dalle du sous-sol afin de permettre l'arborisation des espaces extérieurs sur dalle.

Le rapport explicatif ne fait pas mention des négociations nécessaires à prévoir en vue de la levée des servitudes pour la constructibilité de la parcelle N° 1822.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil administratif vous invite, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à approuver le projet de délibération suivant.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres k) et r), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 6, alinéa 4, de la loi générale sur les zones de développement du 29 juin 1957;

vu la demande du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie;

sur proposition du Conseil administratif,

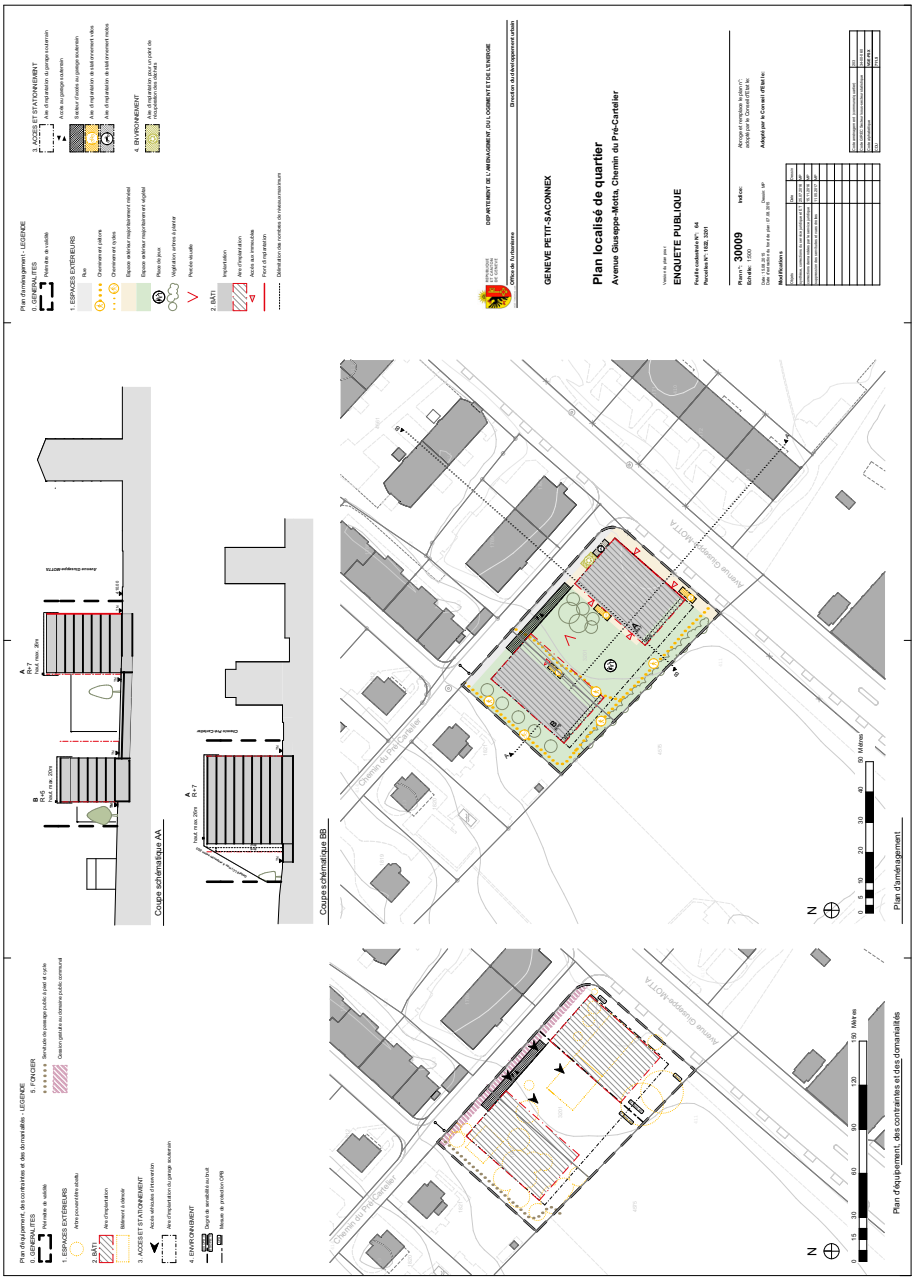
décide:

Article premier. – D'approuver le plan localisé de quartier N° 30 009-203 sous réserves de compléter les articles du règlement.

Art. 2. – De donner mission au Conseil administratif de veiller au respect des conditions suivantes:

– d'ajouter au règlement l'inscription d'un chapitre «Foncier» et de préciser les conditions de réalisation des servitudes et cession;
– d'inscrire une servitude d'accès au sous-sol de la parcelle N° 1822 au profit de la parcelle N° 1821 afin de permettre la mutualisation de la rampe d'accès à l'infrastructure de stationnement souterraine pour les besoins de projets futurs sur le secteur du Point-du-Jour;
– d'indiquer dans le règlement les conditions permettant une arborisation des espaces extérieurs.

Annexes: – plan localisé de quartier
– rapport explicatif
– règlement


Plan d'aménagement - LEGENDE
0. GENERALITES
Perimètre de validité
1. ESPACES EXTERIEURS
Plus
Cheminement piétons
Cheminement cyclos
Espace extérieur majoritairement minéral
Espace extérieur majoritairement végétal
Plans de jeux
Végétation arbres à planter
Pente visuelle
2. BÂTI
Implantation
Aire d'implantation
Accès aux immeubles
Fond d'implantation
Délimitation des nombres de niveaux maximum
3. ACCES ET STATIONNEMENT
Aire d'implantation du garage souterrain
Accès au garage souterrain
Sortie d'accès au garage souterrain
Aire d'implantation du bâtiment voisin
Aire d'implantation du bâtiment moins
4. ENVIRONNEMENT
Aire d'implantation pour un point de récupération des déchets
DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT, DU LOGEMENT ET DE L'ENERGIE
Office de l'urbanisme
Direction du développement urbain
GENEVE PETITI-SACONNEX
Plan localisé de quartier
Avenue Giuseppe-Motta, Chemin du Pré-Cartelier
Vaste et du plan pour
ENQUETE PUBLIQUE
Feuille cadastrale N°: 64
Parcelles N°: 1582, 3201
Plan n°: 30009
Echelle: 1:500
Date: 13.06.2016
Date: 13.06.2016 Mise à jour: 07.06.2016
Indice:
Arrogé et remplace le plan n°:
adopté par le Conseil d'Etat le:
Adopté par le Conseil d'Etat le:
Modifications
Coupe schématique AA
Coupe schématique BB
Avenue Giuseppe-MOTTA
Chemin du Pré-Cartelier
Plan d'aménagement
Plan d'équipement, des contraintes et des domanialités - LEGENDE
0. GENERALITES
Perimètre de validité
1. ESPACES EXTERIEURS
Arbre pouvant être abattu
2. BÂTI
Aire d'implantation
Bâtiment à démolir
3. ACCES ET STATIONNEMENT
Accès véhicules d'intervention
Aire d'implantation du garage souterrain
4. ENVIRONNEMENT
Dépôt de terrassement
Mesure de protection OPB
5. FONCIER
Servitude de passage public à pied et cycle
Cession gratuite au domaine public communal
Avenue Giuseppe-MOTTA
Chemin du Pré-Cartelier
Plan d'équipement, des contraintes et des domanialités

GENEVE – SECTION PETIT-SACONNEX

Juin 2017

Rapport explicatif

Plan localisé de quartier N° 30'009

Avenue Giuseppe-Motta – chemin du Pré-Cartelier

ENQUÊTE PUBLIQUE

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Table des matières

1. Introduction 4
1.1 Résumé 4
1.2 Qu'est-ce qu'un rapport explicatif? 4

2. Contexte 5
2.1 Le site 5
2.2 Le contexte d'aménagement 11

3. Présentation des études préalables 13
3.1 La chronologie des études 13
3.2 Le diagnostic 17
3.3 Les enjeux 17
3.4 Les scénarios de développement 18

4. Projet 20
4.1 Le parti d'aménagement retenu 20
4.2 Les principes réglementaires 21

5. Processus décisionnel 25
5.1 Les décisions aux trois stades d'élaboration du PLQ 25
5.2 La concertation 25

6. Mise en oeuvre 26
6.1 Les requêtes en autorisation de construire 26
6.2 L'interprétation du plan 29

1. Introduction

1.1 Résumé

Ce projet de plan localisé de quartier (PLQ) se situe dans le secteur dit "Pré-Cartelier", en zone de développement 3 à l'angle nord-est du chemin du Pré-Cartelier et de l'avenue Giuseppe-Motta, sur deux parcelles N°s 3201 et 1822.

Dans un premier temps, fin 2005, une autorisation par procédure accélérée (APA 25'729), concernant la transformation d'une villa sur la parcelle N°1822, a été déposée et contestée, amenant à une demande de réflexion pour un développement urbain de l'ensemble du périmètre.

Une demande de renseignement (DR) N° 17'994 portant sur la construction d'un immeuble de logements et d'un garage souterrain sur la parcelle N° 1822 a été déposée le 17 janvier 2007 par le propriétaire et a reçu un préavis favorable de l'office de l'urbanisme, avec certaines réserves, en janvier 2007. Elle a été acceptée le 3 juillet 2008.

Un PLQ N° 29'709 a été élaboré le 16 septembre 2008 sur la base de cette DR. Il prévoyait la réalisation de cinq bâtiments sur un périmètre comprenant six parcelles, dont celle objet de la DR précitée, situées à l'angle du chemin du Pré-Cartelier et de l'avenue Giuseppe-Motta. Ce PLQ a été adopté par le Conseil d'Etat le 28 juillet 2011. Il a toutefois été annulé par la Cour de justice le 21 août 2012 pour non-conformité au Plan directeur cantonal (PDCn) 2015, son indice d'utilisation du sol (IUS) dépassant ce qui était fixé par le PDCn.

Depuis, deux demandes définitives (DD) ont été déposées sur le périmètre. La première (DD N° 104'273), le 2 mai 2011 porte sur la construction d'un immeuble d'habitation avec garage souterrain. La deuxième (DD N°105'785), déposée le 2 avril 2013, porte sur la construction d'un bâtiment de logements avec commerces et parking souterrain sur la parcelle N° 3201. Le PLQ N° 30'009 fait suite aux deux DD susmentionnées.
Le dossier de PLQ N° 30'009 comprend les documents suivants:

- Le PLQ composé d'un volet "aménagement" et d'un volet "équipement, contraintes et domanialités" et de coupes.
- Le règlement du PLQ.
- Le présent rapport explicatif, comprenant notamment l'historique du développement du projet et des recommandations.
- Le concept énergétique territorial.

1.2 Qu'est-ce qu'un rapport explicatif ?

Le rapport explicatif est le document d'accompagnement de la procédure d'instruction d'un PLQ. Il sert principalement à informer le public sur l'origine et les objectifs du projet, ainsi qu'à rendre compte de la concertation mise en place dans le cadre de l'élaboration de ce dernier.

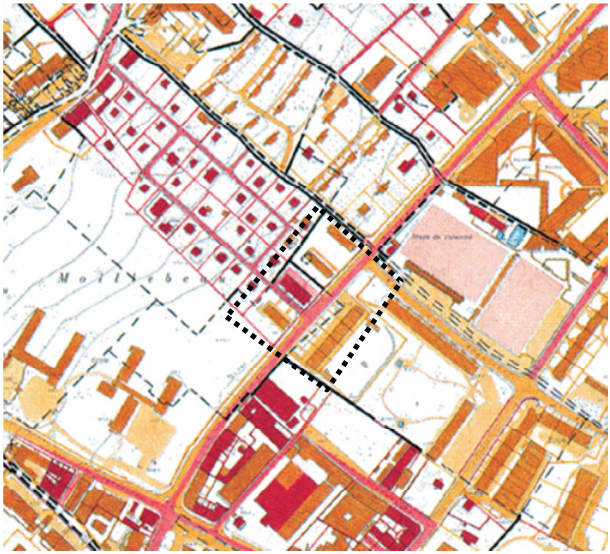
Ce document est une pièce constitutive qui n'est pas opposable aux tiers. Toutefois, il permet d'approcher et de comprendre l'orientation prise par les diverses parties ayant mené à l'élaboration des documents formels constituant le projet de PLQ, à savoir: le règlement et le plan du PLQ. Il précise les recommandations organisationnelles, architecturales et paysagères du projet de PLQ.

2. Contexte

2.1 Le site

Ce site (dont le contour est dessiné en pointillé noir) est caractérisé, à l'est, par des bâtiments implantés perpendiculairement à l'avenue Giuseppe-Motta (dont un répertorié intéressant, construit par l'architecte Nazarieff sur les parcelles Nos 1789 et 1790), au nord, par un tissu de villas et, à l'ouest, par le parc Trembley, (plus précisément un terrain de football). Le périmètre du PLQ ne comprend pas d'élément bâti ayant une valeur patrimoniale. En revanche, une végétation caractéristique des tissus pavillonnaires s'est développée.

La carte de l'Atlas du territoire genevois met en évidence les permanences et les modifications cadastrales aux XIXème et XXème siècles et relève déjà, au nord du périmètre, la zone villas et, à l'est, un bâtiment datant des années 30 (dessiné en rouge). Les quatre autres bâtiments datent des années 1950 (dessinés en orange).



Le quartier est pourvu de nombreuses infrastructures scolaires (école primaire Trembley, école primaire Les Genets, cycles d'orientation des Coudriers et de Budé, collèges Rousseau et André-Chavanne) ainsi que d'activités et de surfaces commerciales (Balexert).

Le site est à proximité du parc Trembley, un parc urbain majeur disposant d'une place de jeux, d'une pataugeoire, de terrains de football et de basketball.

Proche de l'axe Servette/Nations, ce secteur bénéficie également d'une bonne desserte en transports publics sur l'avenue Giuseppe-Motta avec les deux arrêts des lignes 8, 11 et 22. Il a aussi l'avantage d'être proche des lignes de tramways 14 et 18, ainsi que de la gare Cornavin.

Il est aussi situé dans une zone 30 km/h avec pour réseau primaire l'avenue Giuseppe-Motta.

Il se trouve à proximité de liaisons cyclables (bande et piste cyclable) le long de l'avenue Giuseppe-Motta, de la rue Pestalozzi et de la rue Maurice-Braillard.

Sur les deux parcelles (appartenant à des propriétaires privés), objets du PLQ, deux bâtiments sont implantés: une villa datant des années 1930 et un immeuble de logements avec un gabarit de quatre étages, datant des années 1950.

La surface totale de ce périmètre est de 3'393 m^2.

Dans le quartier, plusieurs types d'habitation sont représentés: des villas au nord et des bâtiments hauts avec des gabarits variant entre 4 et 8 étages à l'est et au sud. Les bâtiments qui se trouvent à l'est sont implantés perpendiculairement à l'avenue Giuseppe-Motta jusqu'à la rue Maurice-Braillard. De l'autre côté de cette avenue, en face du périmètre du PLQ, se trouve un bâtiment de huit étages parallèle à cette même avenue.

Un projet de surélévation est en cours d'étude pour ce bâtiment.

D'autres projets sont en cours sur ce secteur, notamment un complexe scolaire à la rue Chandieu, dont la construction est terminée.

A droite, bâtiment existant et à l'arrière-plan, bâtiment situé le long de l'avenue Giuseppe-Motta

Bâtiment le long du chemin du Pré-Cartelier, à l'est du périmètre

Bâtiment existant sur la parcelle 3201

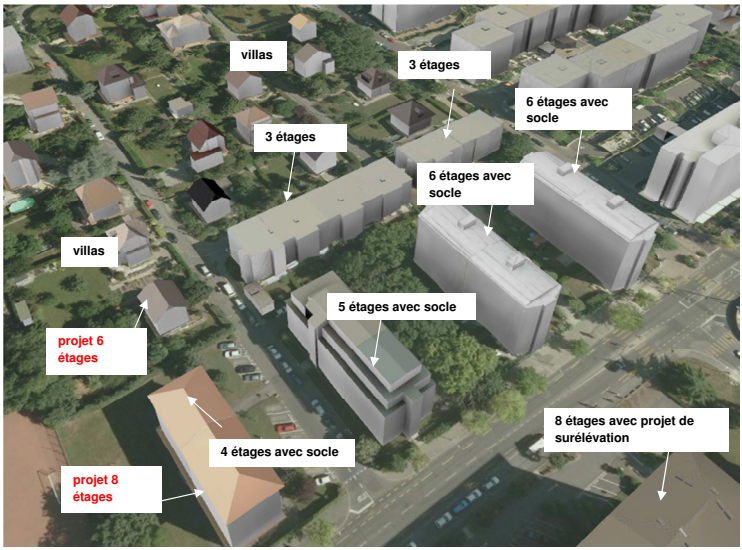
Villas au nord du périmètre

Bâtiment situé le long du chemin du Pré-Cartelier

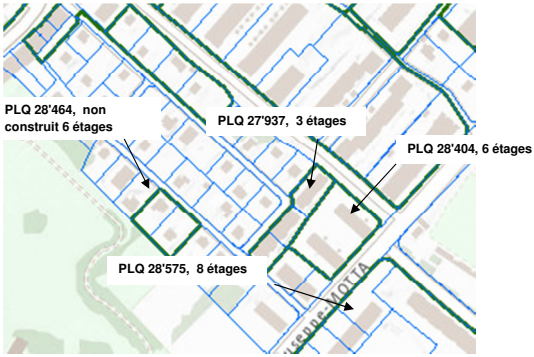
Stade de foot dans le parc Trembley situé à l'ouest du périmètre

Végétation caractéristique du site avec des arbres d'ornement et des bosquets arborés

Du point de vue de l'environnement bâti, le PLQ N° 30'009 permettra de terminer l'ubanisation du périmètre situé entre le parc Trembley et la rue Maurice-Braillard ainsi que le front de rue le long de l'avenue Giuseppe-Motta.



Plusieurs PLQ ont déjà été adoptés dans le secteur, qui se trouve en phase d'urbanisation avancée et est appelé à devenir un quartier d'immeubles.



En effet, le PLQ N° 28'464, adopté en 1997, prévoyait la construction d'un immeuble de logement de six étages. Il n'a pas été réalisé.

Le PLQ N° 27'937, adopté en 1988, prévoyait deux bâtiments de trois étages et a été réalisé.

Le PLQ N° 28'404, adopté en 1992, prévoyait deux bâtiments de six étages et a également été réalisé.

Le PLQ N° 28'575, adopté en 1995, prévoyait plusieurs bâtiments dont un de huit étages le long de l'avenue Giuseppe-Motta. Ce bâtiment a été réalisé.

2.2 Le contexte d'aménagement

Le secteur concerné se trouve en zone de développement 3 (zone de fond villas).

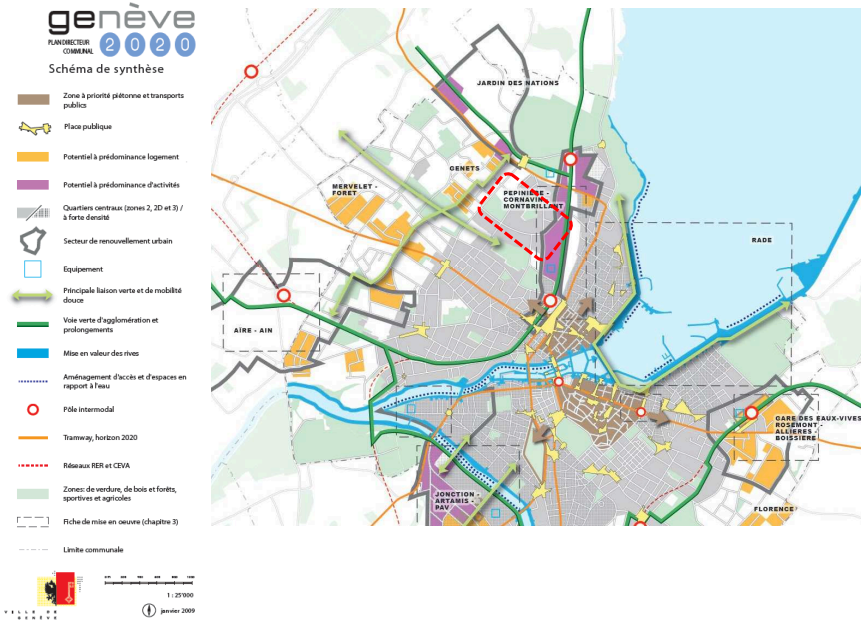
Plan directeur cantonal 2030

Adopté par le Grand Conseil le 20 septembre 2013 et approuvé par le Conseil fédéral le 29 avril 2015, le plan directeur cantonal (PDCn) 2030 répertorie le périmètre, dans sa carte annexe au schéma directeur cantonal, comme objet d'une "densification différenciée de la couronne urbaine" et renvoie à la fiche A02 qui a pour objectif de "poursuivre la densification différenciée de la couronne urbaine en utilisant les potentiels restants". Plus particulièrement, les buts poursuivis sont de:

- Densifier des secteurs déjà bâtis, contribuant à une utilisation optimale des zones à bâtir et du sol.
- Réaliser des quartiers denses dans des secteurs très bien ou bien desservis par les transports publics.
- Augmenter le parc du logement.
- Développer de la mixité sociale, générationnelle et fonctionnelle.
- Créer des quartiers durables, assurant de bonnes conditions de vie, sociales et environnementales.

Dans le secteur concerné, qui se trouve en zone de développement 3, le PDCn 2030 prévoit une densité intermédiaire, soit un indice de densité (ID) minimal de 1.8 correspondant à l'échelle du quartier à un indice d'utilisation du sol (IUS) minimum de 1.2. L'article 2A de la loi générale sur les zones de développement, du 29 juin 1957 (LGZD) fixe également un ID minimal de 1.8 en zone de développement 3.

Plan directeur communal 2009 – 2020
Carte de Synthèse



Le plan directeur communal (PDCom) de la ville de Genève, adopté le 16 septembre 2009 par le Conseil municipal et le 14 octobre 2009 par le Conseil d'Etat, situe le périmètre du PLQ, pour partie, dans un secteur avec un potentiel de construction à prédominance de logements. Le PDCom prévoit, pour les zones de développement, de construire des logements et d'optimiser l'utilisation du sol tout en appliquant un principe de densification qualitative, mettant l'urbanisation future en relation avec la desserte en transports publics, les réseaux de mobilité douce, la qualité des espaces publics, le patrimoine et la densité bâtie existante.

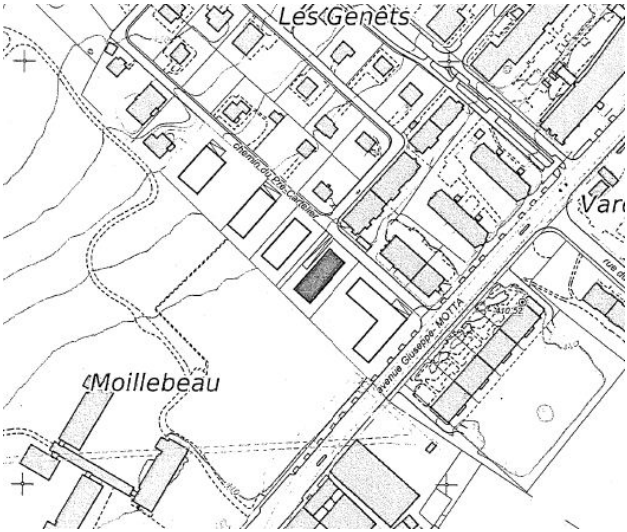
L'avenue Giuseppe-Motta étant répertoriée comme un boulevard urbain, il est prévu qu'elle soit renforcée par des plantations structurantes et une mise en valeur de l'espace public.

Le PLQ se situe également le long d'une grande pénétrante de verdure, formée par les grands parcs qui relient la gare au secteur du Petit-Saconnex, et dans un quartier avec une présence marquée d'espaces verts. La préservation des espaces ouverts ou plantés est requise dans les opérations d'urbanisation.

3. Présentation des études préalables

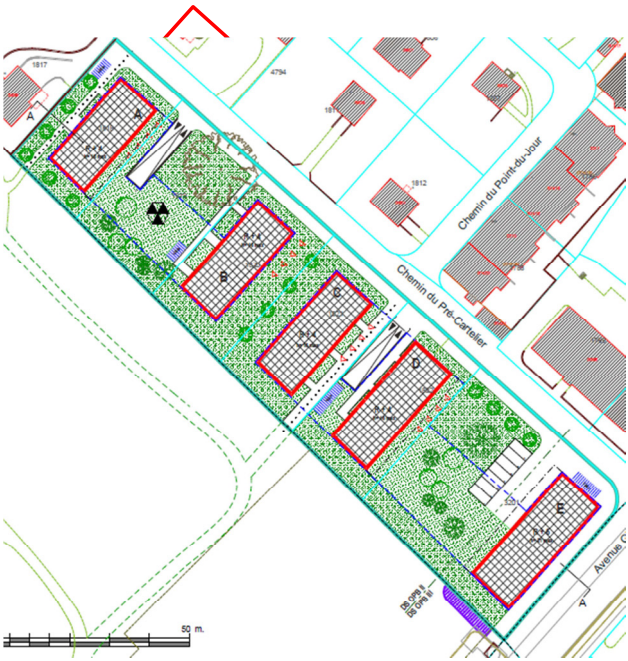
3.1 La chronologie des études

En 2007, la DR N° 17'994, citée plus haut, proposait, sur la parcelle N° 1821, la construction d'un immeuble implanté perpendiculairement au chemin du Pré-Cartelier avec un gabarit de R+4 et une rampe d'accès au parking souterrain au nord de la parcelle.



Dans ce cadre, l'office de l'urbanisme a rendu en janvier 2007 un préavis favorable sous réserve qu'un PLQ intégrant les parcelles voisines N°s 1820, 1821, 3201,1818 et 1819 soit élaboré.

Un PLQ N° 29'709 a alors été dressé le 16 septembre 2008 et adopté par le Conseil d'Etat le 28 juillet 2011.



Ce PLQ prévoyait :

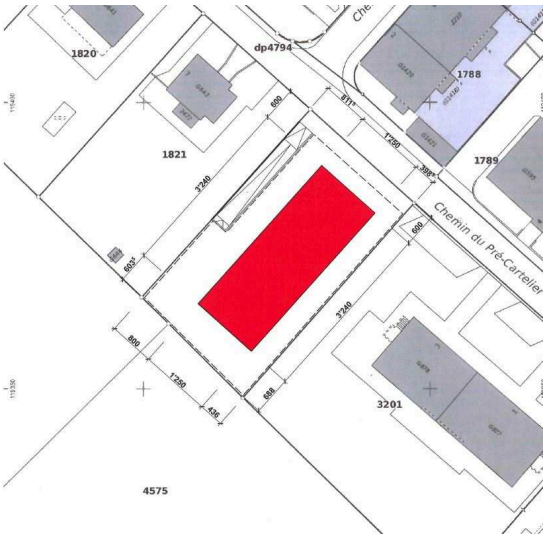
- L'édification de cinq bâtiments à l'angle de l'avenue Giuseppe-Motta et du chemin du Pré-Cartelier, perpendiculairement à ce dernier, dont quatre d'un gabarit de quatre étages sur rez-de-chaussée et le dernier de six étages sur rez-de-chaussée.
- La réalisation d'environ 90 logements, et de 500 m^2 de surfaces brutes de plancher (SBP) dédiées à des activités au rez-de-chaussée du bâtiment le plus proche de l'avenue Giuseppe-Motta.
- Un IUS de 1,37 maximum, soit une SBP totale d'environ 10'294 m^2.
- 117 places de stationnement se répartissant en surface et dans deux parkings

souterrains dont l'accès s'effectue depuis le chemin du Pré-Cartelier, de même que quatre emplacements couverts et sécurisés pour vélos.

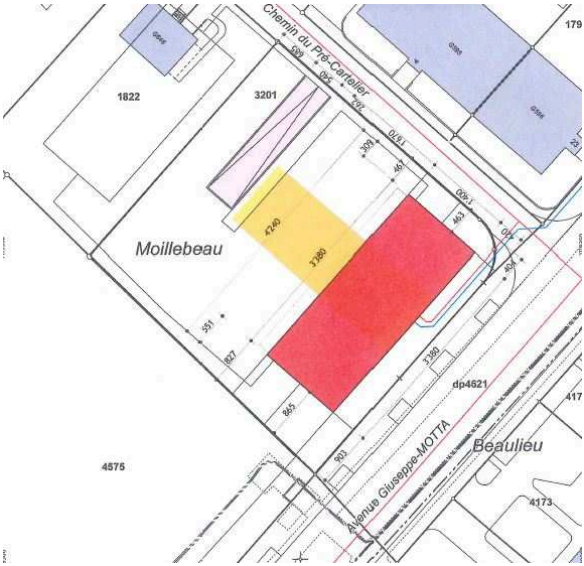
- L'abattage d'une partie de la végétation existante à l'intérieur du périmètre, dont la conservation n'a pas été requise par la direction générale de l'agriculture et de la nature (DGAN).
- Une cession gratuite au domaine public communal, le long du chemin du Pré-Cartelier, pour une requalification de la chaussée et des trottoirs et une autre le long de l'avenue Giuseppe-Motta pour l'aménagement d'un espace public jusqu'au nu de la façade.
- Un cheminement piéton entre le chemin du Pré-Cartelier et le parc Trembley dans le prolongement du chemin du Point-du-Jour et un autre au nord du périmètre pour garantir une bonne perméabilité de ce secteur.

Le PLQ, adopté le 28 juillet 2011, a été annulé par la Cour de justice le 21 août 2012 pour non-conformité au PDCn 2015, son IUS dépassant ce qui était fixé par ce PDCn.

Depuis, deux DD ont été déposées sur le périmètre. La première (DD N° 104'273), le 2 mai 2011, porte sur la construction d'un immeuble d'habitation avec garage souterrain, de quatre étages sur rez-de-chaussée avec attique et accès au parking souterrain au nord du périmètre. Elle a été abandonnée.



La deuxième (DD N°105'785), déposée le 2 avril 2013, porte sur la construction, sur la parcelle N° 3201, d'un bâtiment de logements avec commerces de six étages sur rez-de-chaussée plus attique et parking souterrain, dont l'accès s'effectue depuis le nord du périmètre. Ce projet nécessite la démolition du bâtiment existant d'un gabarit de quatre niveaux.



3.2 Le diagnostic

La densification de ces deux parcelles (N° 1822 et N° 3201) s'inscrit dans l'objectif fixé par le PDCn 2030 de densifier la couronne suburbaine, ce périmètre étant répertorié en tant que tel par le PDCn 2030. Ce site est en outre très bien desservi en transports publics et se situe à proximité d'activités et de nombreuses infrastructures scolaires.

Le PLQ propose de continuer l'urbanisation commencée sur les parcelles voisines et de terminer la densification de ce secteur compris entre l'avenue Giuseppe-Motta, le parc Trembley et la rue Maurice-Braillard. L'ID actuel sur le périmètre, objet du PLQ, est de 0.3 et est, dès lors, non conforme à ce qui est fixé par le PDCn 2030 (ID minimal de 1.8) et le PDCom. Le PLQ N° 30'009 prévoit un ID conforme aux planifications directrices.

Afin d'accompagner la densification de ce périmètre, un espace extérieur de qualité doit être proposé en intégrant les caractéristiques du site.

Une attention particulière doit être donnée à la replantation de végétaux vu l'abattage de plusieurs arbres et bosquets sur les parcelles concernées.

Le chemin du Pré-Cartelier doit être réaménagé et une requalification des espaces sur le domaine communal assurée.

Il n'existe pas de liaison piétonnière du chemin du Pré-Cartelier au parc Trembley. Le cheminement piéton prévu par le PLQ entre ceux-ci permet dès lors de renforcer le réseau de perméabilité douce dans le quartier.

Le site présente une faible pente, la ligne de pente étant perpendiculaire à l'avenue Giuseppe-Motta. Les constructions futures doivent s'adapter à cette dernière, de même que le parking souterrain.

3.3 Les enjeux

La densification de ce site permet de construire environ 60 logements et 500 m^2 d'activités le long de l'avenue Giuseppe-Motta.

La circulation et le stationnement automobiles générés par ce projet impacteront peu le quartier qui est bien desservi et bénéficie par ailleurs d'arrêts de transports publics à proximité. Le chemin du Pré-Cartelier doit être réaménagé pour être agrandi et pour améliorer la qualité de l'espace rue.

Le nouveau projet doit porter une attention particulière à la mise en œuvre d'espaces extérieurs de qualité avec des plantages et des cheminements piétonniers permettant une perméabilité dans le secteur, notamment une liaison avec le parc Trembley. Un espace central destiné aux futurs habitants doit être créé entre les bâtiments, à l'abri des nuisances du trafic automobiles et en lien avec le parc Trembley.

Un alignement du bâti est demandé le long de l'avenue Giuseppe-Motta, continuant l'alignement existant sur rue à l'est du secteur. Le bâtiment A situé dans l'aire d'implantation se trouvant le long de l'avenue Giuseppe-Motta doit comprendre au rez-de-chaussée des activités afin d'animer la vie du quartier.

3.4 Les scénarios de développement

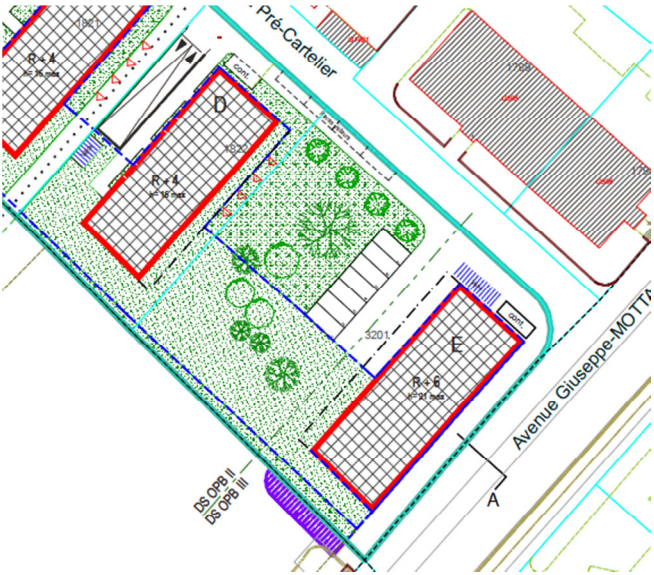
Plusieurs scénarios ont été étudiés, notamment celui de reprendre l'implantation actuelle caractérisant les immeubles implantés perpendiculairement à l'avenue Giuseppe-Motta, à l'est du PLQ.

Cette implantation n'est toutefois pas judicieuse dans le cas du présent PLQ, dans la mesure où une seule barre peut être implantée dans le périmètre, générant deux espaces collectifs de petite taille et soumis aux nuisances de l'avenue Giuseppe-Motta. Or, il est préférable de dégager un seul espace central entre le bâti et de ne pas le scinder. De plus, du point de vue opérationnel, la construction d'un bâtiment sur deux parcelles, avec des échéances de construction différentes selon les propriétaires, risque de bloquer le démarrage de l'opération.

Dans le cadre de l'élaboration du PLQ N° 29'709, plusieurs variantes avaient été étudiées, qui ont été analysées une nouvelle fois dans le cadre de l'élaboration du présent PLQ. La première, notamment, portait sur la création d'un bâtiment en forme de L le long de l'avenue Giuseppe-Motta et d'un bâtiment (D) perpendiculaire au chemin du Pré-Cartelier.

Cette variante n'a toutefois pas été retenue, car elle réduit fortement l'espace entre les volumes bâtis et réduit le dégagement visuel avec le parc Trembley.

La deuxième variante est celle sur laquelle les architectes se sont basés pour la dépose des DD N° 104'273 et N° 105'785 Elle portait sur une implantation de bâtiments parallèlement à l'avenue Giuseppe-Motta. Elle a servi de base à l'élaboration du présent PLQ.



Dans l'intervalle, le PLQ lors de l'enquête technique, impliquait la création de servitudes de distances et vues droites sur la parcelle voisine N° 4575, propriété de la Ville de Genève. Cette dernière, souhaitant préserver la constructibilité de son terrain, n'a pas accepté d'entrer en matière sur la constitution de ces servitudes de distances et vue droites. Le PLQ a dû être adapté.

4. Projet

4.1 Le parti d'aménagement retenu

Il est proposé deux aires d'implantation perpendiculaires au chemin du Pré-Cartelier, ce qui permet de créer ainsi entre elles un espace généreux et protégé des nuisances sonores et du trafic routier provenant de l'avenue Giuseppe-Motta.

L'objectif, du point de vue de la densification, est de répondre à l'ID préconisé par le PDCn 2030 pour ce secteur et par l'art. 2A LGZD pour la zone de développement 3, soit un ID minimal de 1.8. Ce projet de PLQ a ainsi un ID de 2.15.

Le bâtiment A, prévu dans l'aire d'implantation le long de l'avenue Giuseppe-Motta, doit être aligné sur sa façade sud avec celle des bâtiments voisins et a un gabarit maximum de R+7. Cette implantation rend également possible un rez-de-chaussée affecté à des activités qui donnent sur l'avenue Giuseppe-Motta, tout comme le bâtiment situé en face.

Le bâtiment B, prévu dans l'aire d'implantation la plus éloignée de l'avenue Giuseppe-Motta, a un gabarit maximum de R+5.

Les logements prévus dans les bâtiments à construire dans les aires d'implantation, bénéficient d'un ensoleillement maximum.

Le parking souterrain n'a qu'un seul accès sur le chemin du Pré-Cartelier.

La localisation de la rampe doit tenir compte du bâtiment existant sur la parcelle N° 3201. En effet, le bâtiment B va vraisemblablement être construit dans une première étape et ne peut attendre sur la démolition du bâtiment existant.

Le fait de prévoir deux aires d'implantations parallèles à l'avenue Giuseppe-Motta permet de créer entre elles un espace libre généreux. Celui-ci est destiné aux futurs habitants et est ainsi isolé des nuisances liées au trafic automobiles de l'avenue Giuseppe-Motta. La position du bâti projeté permet de laisser un maximum de dégagement visuel sur le parc Trembley.

Afin de créer des aires d'implantations de forme rectangulaire le long de l'avenue Giuseppe-Motta et de permettre plusieurs gabarits possibles pour les constructions futures, les bâtiments conçus selon la hauteur maximale devront décaler leur dernier étage le long de la parcelle N°4'575. En effet, l'application de la loi sur les constructions et les installations diverses (LCI L 5 05) ne permet pas de construire sur toute la longueur un bâtiment de R+7 dans l'aire d'implantation A et de R+5 dans l'aire d'implantations B.

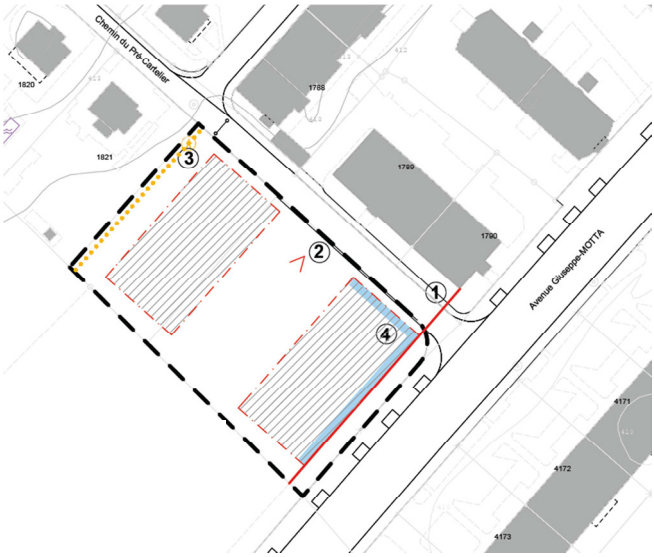
Un tel décalage pourra permettre la création de terrasses orientées sur le parc Trembley avec un ensoleillement optimal.

Une servitude de passage public à pied est aussi créée au nord du périmètre pour générer une liaison entre le parc Trembley et le chemin du Pré-Cartelier, dans le prolongement du chemin du Point-du-Jour.

Le bâtiment A est en relation directe avec le sol alors que celui prévu dans l'aire d'implantation la plus éloignée de l'avenue Giuseppe-Motta (bâtiment B), destiné uniquement au logement, est surélevé par rapport au terrain modifié afin de préserver l'habitabilité des logements.

4.2 Les principes réglementaires

1. Un alignement avec le bâti existant le long de l'avenue Giuseppe-Motta.
2. Une percée visuelle du chemin du Pré-Cartelier sur le parc Trembley.
3. Une servitude de passage public à pied et cycles au nord du projet.
4. Des activités le long de l'avenue Giuseppe-Motta.



Espaces extérieurs

L'organisation des espaces extérieurs esquissés sur le plan de PLQ doit faire l'objet d'une étude d'ensemble validée par les services concernés lors de la procédure d'autorisation de construire.

Toutefois, quelques éléments définissent la base de conception:

- la création d'une servitude de passage public réservée aux piétons et cycles,
- la création d'une cession gratuite au domaine public communal le long du chemin du Pré-Cartelier,

- le caractère non clôturé des espaces libres de construction,
- les espaces "extérieurs majoritairement végétal" doivent être composés majoritairement de prairie.
- les nouvelles plantations doivent: privilégier les essences végétales indigènes et être réalisées dès la construction des bâtiments prévus par le PLQ.

Stationnement
Les places de stationnement à usage des habitants/employés se situent en souterrain. Les places de stationnement des visiteurs/clients se trouvent en surface. L'accès au domaine public se fait de manière à minimiser l'impact sur le trafic.
Le dimensionnement de l'offre en stationnement pour les nouveaux habitants et emplois s'appuie sur le règlement relatif aux places de stationnement sur fonds privés, du 16 décembre 2015 (RSG L 5 05.10; RPSFP), entré en vigueur le 23 décembre 2015.

Ce règlement propose un découpage du territoire genevois en secteur avec, pour chacun d'eux, un ratio minimum de places par m2 de surface brute de plancher (SBP) pour le logement, avec comme objectif de stationner les véhicules privés sur fonds privés et un ratio maximum de places par m2 de SBP pour les activités, avec comme objectif de maîtriser les déplacements motorisés. Le périmètre du PLQ N°30'009 se situe dans le secteur II.

A. En matière de logements :

1) Les ratios de stationnement pour les voitures dans le secteur II sont fixés par l'article 5, alinéa 1 RPSFP de la manière suivante :
   - minimum 0.5 place/100m2 SBP pour les habitants ;
   - minimum 0 place/100m2 SBP pour les visiteurs.

Places voitures logements:

Habitants:
Une surface de 5'946 m2 au ratio de 0.5 place/100 m2 de SBP de logement (article 5, alinéa 1 RPSFP), donne 30 places minimum pour les habitants.

Visiteurs:
Une surface de 5'946 m2 au ratio de 0 place/100 m2 de SBP de logement (article 5, alinéa 1 RPSFP), donne 0 place minimum pour les visiteurs.

Soit un total de 30 places habitants et 0 place visiteurs.

2) Les ratios de stationnement pour les deux-roues motorisés (2RM) dans le secteur II sont fixés par l'article 5, alinéa 8 RPSFP de la manière suivante :
   - minimum 0,1 place/100 m2 SBP.

Places deux roues motorisées:
La surface de 5'946 m2 de logement au ratio de 0.1 place/100 m2 de SBP de logement (article 5, alinéa 8 RPSFP) donne un minimum de 6 places pour les logements)

3) Les ratios de stationnement pour les vélos dans le secteur II sont fixés par l'article 5, alinéa 9 RPSFP de la manière suivante :
   - minimum 1,5 place/100 m2 SBP, dont environ 33% en surface.

Places vélos :
La surface de 5'946 m2 de logement au ratio de à 1.5 place/100 m2 de SBP de logement (article 5, alinéa 9 RPSFP), donne un minimum de 90 places vélos pour les logements.

B. En matière d'activités :

1) Les ratios de stationnement pour les voitures dans le secteur II sont fixés par l'article 6 RPSFP de la manière suivante :

1.1) Pour le secteur tertiaire, les industries et l'artisanat (article 6, alinéa 2 RPSFP) :
- maximum 0.4 place/100 m2 SBP pour les employés ;
- maximum 0 place/100 m2 SBP pour les clients ou visiteurs.

Places voitures activités:

Employés:
Une surface de 474 m2 au ratio de 0.4 place/100 m2 de SBP d'activités (article 6, alinéa 2 RPSFP), donne 2 places maximum pour les employés.

Visiteurs:
Une surface de 474 m2 au ratio de 0 case/100 m2 de SBP d'activités, donne 0 place maximum pour les visiteurs ou les clients.

Soit un total de 2 places employés et 0 place visiteurs ou clients.

2) Les ratios de stationnement pour les 2RM dans le secteur II sont fixés par l'article 6, alinéa 7 RPSFP de la manière suivante :
- maximum 1 place/200 m2 SBP.

Places deux roues motorisées:
La surface de 474 m2 d'activités au ratio de 1 place/200 m2 de SBP d'activités (article 6, alinéa 7 RPSFP) donne un maximum de 3 places pour les activités.

3) Les ratios de stationnement pour les vélos dans le secteur II sont fixés par l'article 6, alinéa 8 RPSFP de la manière suivante :
- minimum 1 place/200 m2 SBP

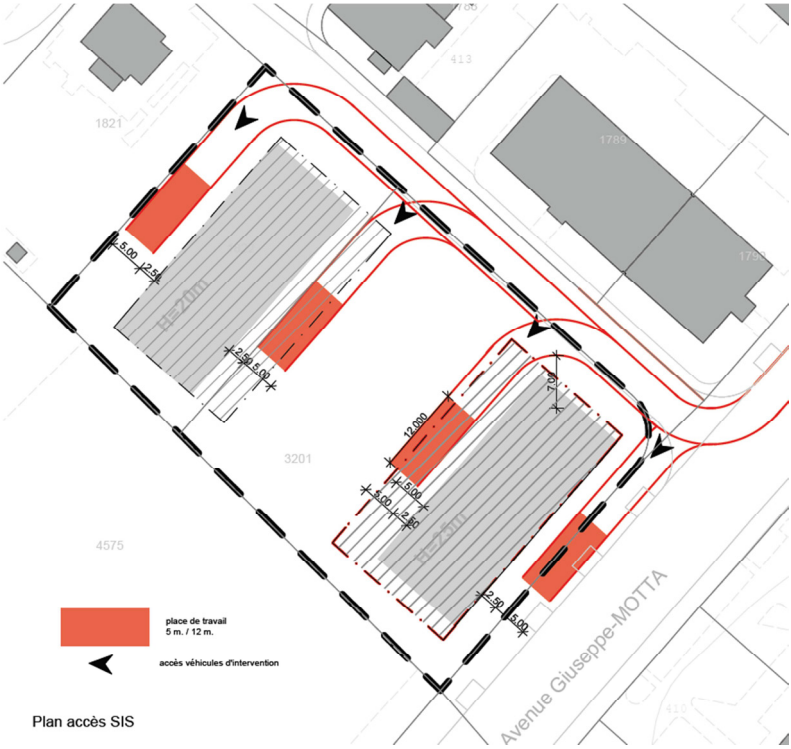
Places vélos :
La surface de 474 m2 d'activités au ratio de 1 place/200m2 de SBP d'activités (article 6, alinéa 8 RPSFP), donne un minimum de 3 places vélos pour les activités.

Foncier

Les parcelles privées sont grevées en charge de diverses servitudes de restriction d'affectation non contraignantes, mais pour la parcelle N°1822, de trois servitudes de restriction de bâtir contraignantes au bénéfice des autres parcelles du secteur. Les propriétaires privés devront donc négocier la levée de ces servitudes pour construire.

Accès pompiers

Les voies d'accès seront conformes à l'article 7.4 de la directive N°7 prévention et sécurité incendie accès du règlement F 4 05.1.
Les chaussées et aires d'accès doivent être construites en matériau dur pouvant supporter une charge de 25 tonnes.
Aucun élément ne gênera les voies d'accès, par exemple les aires d'implantation de stationnement vélos.



Plan accès SIS

5. Processus décisionnel

5.1 Les décisions aux trois stades d'élaboration du PLQ

Opportunité

Cette phase a été traitée dans le cadre de l'instruction de la DR N° 17'994 à la base du PLQ N° 29'709, qui a été élaboré en partie sur le même périmètre, adopté le 28 juillet 2011 et annulé le 21 août 2012 par la Cour de justice.

La phase de projet urbain

Cette dernière a débuté avec la dépose des deux DD N°104'273 et la DD N° 105'785.

L'instruction de la DD N° 104'273 a suscité plusieurs demandes de compléments et de préavis défavorables de l'office de l'urbanisme et de la commune. Elle a été abandonnée.

Quant à la DD N° 105'785, l'office de l'urbanisme ne s'est pas prononcé sur cette dernière vu qu'il avait été décidé d'élaborer un PLQ sur le secteur.

En octobre 2014, l'office de l'urbanisme a débuté l'élaboration d'un PLQ sur les deux parcelles concernées par les DD.

5.2 La concertation

Le projet a été mené en consultant, en plusieurs étapes:

- les architectes et propriétaires concernés,
- la direction générale des transports et le service d'urbanisme de la Ville de Genève.

Une séance publique a eu lieu le 23 septembre 2015 avec le voisinage direct lors de laquelle les questions et remarques suivantes ont été formulées et ont reçu les réponses nécessaires:

- différence entre un projet de PLQ et un projet architectural,
- modalités d'interventions possibles sur le projet,
- justification de la réduction de la taille du périmètre,
- densité maximale,
- nombre de places de parking en surface et en sous-sol,
- quota de places de parkings par logement,
- impact sur la circulation automobile,
- prévisions pour les transports publics,
- impacts sur les jardins de Trembley,

- difficulté de relogement en villa en cas de vente.

En début d'année 2016 et avant l'enquête technique, le projet a évolué notamment en réduisant les gabarits, l'indice d'utilisation du sol et les taux de stationnement, en réduisant nombre de places de parking en surface et en sous-sol.

En août dernier, une séance supplémentaire a eu lieu avec la présidente de l'association Point du Jour et le président de Pic-Vert, M. Gottschall. Ces derniers discutent toujours l'indice de densité et les gabarits jugés trop élevés par rapport au quartier existant. Néanmoins, la densité proposée répond à la planification cantonale et le projet est conforme à la loi sur les constructions et les installations diverses (LCI). Des critères concernant la cohérence et la qualité architecturales ont été ajoutés au règlement.

6. Mise en œuvre

6.1 Les requêtes en autorisation de construire

Lors de l'enquête technique, certains services ont formulé des demandes à mettre en œuvre au moment de la requête en autorisation de construire:

Service d'urbanisme de la ville de Genève:

L'installation de gestion de déchets est à la charge du requérant. Elle doit respecter le "cahier des charges pour la construction des écopoints" de la ville de Genève. Les requérants doivent porter une attention particulière à la mise en œuvre afin que les camions de levée des déchets ne circulent pas au-dessus des dalles de sous-sol et que les manœuvres soient réduites.

Office cantonal du logement et de la planification foncière:

- les logements doivent respecter les pratiques PA/SI/037.01 en matière de typologies et PA/SI/005.03 relatives aux loyers maximums - admissibles par pièce,
- des mesures d'économies doivent être réalisées pour tous les éléments de construction, notamment la structure, les sous-sols, l'enveloppe, les équipements et les aménagements extérieurs,
- le respect du Règlement d'exécution de la loi générale sur le logement et la protection des locataires (RGL-l 4.05.01), notamment en ce qui concerne les minimas des équipements sanitaires, des armoires, des locaux communs, des locaux vélos-poussettes et des buanderies,
- les aménagements extérieurs dont la déchetterie, la rampe d'accès au sous-sol, ainsi que le garage hors assiette, sont des infrastructures communes aux deux immeubles et doivent faire l'objet d'une convention,

- le coût de ces infrastructures doit être identifié et réparti au prorata de la SBP pour les aménagements extérieurs et selon le nombre de places de parc attribués à chaque catégorie pour la rampe et le garage hors assiette.

Service de l'environnement:

Protection de l'air et du climat:

- appliquer la directive Air Chantier lors de la phase de réalisation.
- avoir recours à un concept énergétique limitant les émissions polluantes.

Protection contre le bruit:

S'assurer que dans les futures procédures, les solutions permettant le respect de l'article 31 al.1 OPB soit définies et mises en œuvre, c'est-à-dire disposer les locaux à usage sensible au bruit sur le côté du bâtiment opposé au bruit; ou prendre des mesures de construction ou d'aménagement susceptibles de protéger le bâtiment contre le bruit.

Déchets et substances dangereuses pour l'environnement:

- joindre à la demande d'autorisation, pour les parties du bâtiment concernées par les travaux, une attestation de présence ou d'absence de substances dangereuses, à savoir l'amiante (pour les bâtiments construits avant 1991) et les PCB (pour les bâtiments construits entre 1955 et 1975),
- retirer les matériaux contenant de l'amiante conformément à la directive CFST 6503 (version décembre 2008),
- assainir les éléments qui contiennent de l'amiante sous une forme faiblement agglomérée par une entreprise spécialisée reconnue par le STEB, dont la liste figure sur internet (http://www.ge.ch/steb),
- réaliser des prélèvements des joints de dilation entre les éléments en béton, des transformateurs et des condensateurs électriques et les analyser en laboratoire pour déterminer leur teneur en PCB,
- éliminer les éléments dont la teneur en PCB est supérieur à 50 ppm en tant que déchets spéciaux conformément à l'ordonnance fédérale sur le mouvement des déchets (OMoD, du 22 juin 2005),
- assainir les joints de dilatation contenants des PCB conformément aux directives publiées par l'OFEFP dans le document VU-4013-F "*PCB dans les masses d'étanchéité des joints*".
- étudier les possibilités techniques, architecturales ou paysagères permettant de minimiser, de manière générale, la mise en décharge de matériaux d'excavation propres et d'atteindre un bilan "déblais-remblais" neutre ou, du moins, de s'en approcher le plus possible,
- maintenir une vision d'ensemble, non seulement pour coordonner les besoins en emplacements pour les stockages temporaires et les installations nécessaires, mais également pour concrétiser les possibles synergies entre les différents chantiers de réalisation (démolition y comprise) du PLQ,

- indiquer, pour toute demande de permis de démolir, la qualité et la quantité des déchets qui seront produits ainsi que les filières d'élimination et de valorisation prévues,
- indiquer, lors de la première demande de permis de construire découlant de ce PLQ, la qualité et la quantité des déchets qui seront produits ainsi que les filières d'élimination et de valorisation prévues. Ce document doit être complété avec un concept de gestion des matériaux d'excavation pour la totalité du PLQ avec la mention des filières d'évacuation concrètes,
- indiquer, pour toute demande de permis de construire successive, la qualité et la quantité des déchets qui seront produits, ainsi que les filières d'élimination et de valorisation prévues. Le concept de gestion des matériaux d'excavation pour la totalité du PLQ doit, si nécessaire, être mis à jour,
- mettre en place le nouveau écopoint pour l'arrivée des premiers habitants. Le GESDEC – secteur déchets rappelle qu'une des actions du Plan de Gestion des Déchets 2014-2017 (PGD 14) concerne l'amélioration de la collecte des déchets de cuisine des ménages,
- vérifier avec la commune les modalités de gestion des déchets urbains produits par les activités prévues. Le GESDEC – secteur déchets rappelle qu'une des actions du PGD 14 concerne la suppression des tolérances communales pour la collecte des déchets urbains des entreprises.

Protection des sols

- reconstituer des sols naturels à deux couches (horizons A et B) pour les surfaces de sols des espaces verts hors surfaces sur dalles,
- il existe en effet trois raisons principales pour reconstituer des sols à deux couches:
  - recréer des sols proches de leur état naturel de sorte qu'ils soient à même d'assurer leurs fonctions, par exemple l'infiltration des eaux pluviales ou le bon développement de la végétation,
  - valoriser autant que possible cette ressource précieuse qu'est le sol,
  - réserver les volumes disponibles pour le stockage définitif en décharge pour des matériaux non valorisables.

Services industriels de Genève:

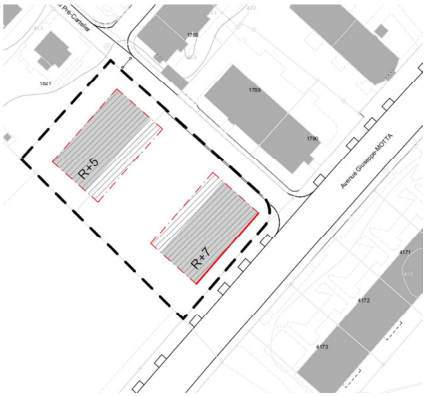
Des canalisations BT existent dans le périmètre, leur maintien en exploitation est nécessaire et leur protection doit être assurée en accord avec les SIG. Tout déplacement et protection des canalisations enterrant en conflit avec les aménagements prévus existants doit faire l'objet d'un accord préalable avec les SIG. Un emplacement pour coffret de distribution des SIG est à réserver et à soumettre au SIG. Les promoteurs doivent prendre contact avec les SIG pour l'établissement du réseau d'alimentation local et pour l'emplacement du coffret de distribution. Toutes les conventions de servitude pour l'implantation de coffret et de passage pour canalisations doivent être négociées lors de l'étude des projets.

Service de la promotion économique:

Une place de livraison doit être prévue.

6.2 L'interprétation du plan

Propositions de deux bâtiments en longueur le long de l'avenue Giuseppe-Motta:



Proposition d'implantation en plots, type "villa urbaine" laissant des adaptations possibles en fonction de l'image directrice qui sera développée au nord:

GENEVE – SECTION PETIT-SACONNEX

Juin 2017

Règlement

Plan localisé de quartier N° 30'009

Avenue Giuseppe-Motta – chemin du Pré-Cartelier

ENQUETE PUBLIQUE

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

Table des matières

Généralités 4

Article 1: Champ d'application 4
Article 2: Mesures de l'utilisation du sol 4
Article 3: Tableau de répartition et de localisation des droits à bâtir 4

Espaces extérieurs 5

Article 4: Mise en œuvre des aménagements extérieurs..... 5
Article 5: Cheminement piéton.....5
Article 6: Percée visuelle..... 5
Article 7: Rue..... 5

Bâti 6

Article 8: Aires d'implantation 6
Article 9: Hauteur maximum..... 6
Article 10: Front d'implantation obligatoire..... 7
Article 11: Accès aux immeubles.....7
Article 12: Critères architecturaux.....7

Accès et stationnement..... 7

Article 13: Places de stationnement 7
Article 14: Aire d'implantation et accès au garage souterrain 8
Article 15: Accès véhicules d'intervention.....8

Environnement..... 9

Article 16: Degré de sensibilité 9
Article 17: Déchets d'exploitation et de chantier……..... 9
Article 18: Gestion et évacuation des eaux..... 9
Article 19: Concept énergétique.....10
Article 20: Aire d'implantation pour un point de récupération des déchets….....10

Généralités

Article 1: Champ d'application

1 Le présent règlement vaut règlement de quartier au sens de l'article 4 de la loi générale sur les zones de développement, du 29 juin 1957 (RSG L 1 35; LGZD). Il complète le plan localisé de quartier N° 30'009 (PLQ), composé d'un volet "aménagement" et d'un volet "équipement, contraintes et domanialités", qui régit l'aménagement des parcelles comprises à l'intérieur de son périmètre de validité.

2 Le plan et son règlement sont accompagnés d'un concept énergétique territorial (CET) au sens de l'article 11, alinéa 2 de la loi sur l'énergie, du 18 septembre 1986 (RSG L 2 30 ; LEn) N°CET 2016-07 validé par l'office cantonal de l'énergie (OCEN) le 05 août 2016.

3 Pour le surplus, et sauf dispositions contraires au présent règlement ou résultant d'éventuelles conventions particulières au sens de l'article 4, alinéa 2 LGZD, les dispositions du règlement-type annexé au règlement d'application de la loi générale sur les zones de développement, du 20 décembre 1978 (RSG L 1 35.01; RGZD) sont applicables.

Article 2: Mesures de l'utilisation du sol

1 L'indice d'utilisation du sol (IUS) est de 1,89 représentant un maximum de 6'420 m^2 de surfaces brutes de plancher (SBP) destinées à des logements pour 5'946 m^2 et à des activités pour 474 m^2.

2 L'indice de densité (ID) est de 2,15.

Article 3: Tableau de répartition et de localisation des droits à bâtir

Parcelle	Surface	Surface SBP	Localisation
3'201	2'294 m^2	4'341 m^2	A (3'791 m^2) et B (550 m^2)
1'822	1'099 m^2	2'079 m^2	B
Total	**3'393 m^2**	**6'420 m^2**	

Une modification de la localisation des droits à bâtir pourra si nécessaire intervenir, sous réserve de l'accord des propriétaires concernés et du département.

Espaces extérieurs

Article 4: Mise en œuvre des aménagements extérieurs

1 Les aménagements paysagers, représentés, sur le plan sont dessinés à titre indicatif et doivent faire l'objet d'une étude d'ensemble qui doit être jointe au dépôt de la première demande définitive d'autorisation de construire. Les mesures de protection des arbres et les projets de plantations doivent être soumis à la direction générale de l'agriculture et de la nature (DGAN) pour approbation.

2 Les espaces extérieurs majoritairement végétal doivent être composés majoritairement de prairie. Ils doivent permettre les accès aux immeubles et les accès piétons.

3 Les espaces libres de construction ne doivent pas être clôturés.

4 Les nouvelles plantations doivent:

a) privilégier les essences végétales indigènes,

b) être réalisées dès la construction des bâtiments prévus par le PLQ.

5 La localisation des arbres à planter en pleine terre peut être adaptée lors de la demande définitive en autorisation de construire.

6 Les espaces communs sur dalle et en pleine terre doivent être traités uniformément même si les bâtiments sont réalisés par étape.

Article 5: Cheminements piétons

1 La réalisation des cheminements piétons est obligatoire.

2 La localisation des cheminements piétons peut être adaptée lors des demandes définitives en autorisation de construire.

Article 6: Percée visuelle

Les espaces entre les aires d'implantation doivent être dégagés et permettre une percée visuelle.

Article 7: Rue

L'aménagement des espaces qui doivent être cédés gratuitement au domaine public communal doit être conçu et réalisé en coordination avec les autorités communales et cantonales.

Bâti

Article 8: Aires d'implantation

1 Une première aire d'implantation comprend le bâtiment A destiné, au rez-de-chaussée, à des activités pour 474 m^2 et dans les étages à du logement pour 3'317 m^2.

2 Cette aire d'implantation comprend les places de stationnement vélos sur l'espace minéral et à proximité des accès aux immeubles.

3 Cette aire d'implantation comprend les places de stationnement deux roues motorisés sur l'espace minéral et en lien avec le chemin du Pré-Cartelier, ainsi que le point de récupération des déchets.

4 Une deuxième aire d'implantation comprend le bâtiment B destiné entièrement à du logement pour 2'629 m^2.

5 Cette aire d'implantation comprend les places de stationnement vélos à proximité de l'accès à l'immeuble.

6 Aucune saillie n'est permise à l'extérieur des aires d'implantation fixées par le plan, hormis le long du chemin du Pré-Cartelier, où cette dernière sera conforme à l'article 25 du règlement d'application de la loi sur les constructions et les installations diverses (RCI, L 5 05.01).

Article 9: Hauteur maximum

1 La hauteur maximum du bâtiment A est de 26 mètres, mesurée au niveau supérieur de la dalle de couverture, sans l'attique, depuis le terrain naturel (TN).

2 La hauteur maximum du bâtiment B est de 20 mètres, mesurée au niveau supérieur de la dalle de couverture, sans l'attique, depuis le terrain naturel (TN).

3 Le nombre de niveaux maximum est indiqué sur le plan d'aménagement.

4 Les accès aux surfaces d'activités prévues dans le bâtiment A donnant sur l'avenue Giuseppe-Motta, doivent se situer de plain-pied.

5 Les appartements au rez-de-chaussée prévus dans le bâtiment B donnant sur les espaces publics doivent être surélevés d'un mètre par rapport au niveau du terrain modifié.

6 Des émergences de peu d'importance sont possibles pour des installations techniques.

Article 10: Front d'implantation obligatoire

A l'exception des toitures et des rez-de-chaussée, la façade longeant l'avenue Giuseppe-Motta doit se situer sur le front d'implantation fixé par le plan.

Article 11: Accès aux immeubles

La localisation des accès aux immeubles peut être adaptée lors des demandes définitives en autorisation de construire.

Article 12: Critères architecturaux

1 L'architecture des immeubles créés vise à une intégration dans le quartier et à minimiser l'impact volumétrique de ces derniers.

2 Une cohérence et une unité architecturale des façades des immeubles sont demandées.

3 Les futurs projets doivent présenter une cohérence paysagère et architecturale, l'autorité compétente peut refuser une autorisation de construire, lorsque la réalisation du projet concerné serait de nature à empêcher la réalisation d'un aménagement cohérent à l'échelle du PLQ.

Accès et stationnement

Article 13: Places de stationnement

a) Nombre de places de stationnement voitures

1 Le nombre total de places de stationnement voitures est de 33. Il se décompose comme suit:

- 30 places pour les habitants des logements
- 0 place pour les visiteurs des logements.
- 2 places pour les employés des activités
- 0 place pour les visiteurs des activités.

Localisation des places de stationnement voitures

2 Les places de stationnement voitures des habitants et des employés se situent en souterrain.

3 Le nombre de places de stationnement voitures pour les logements d'utilité publique peut être réduit selon l'article 5, alinéa 2 RPSFP.

b) Nombre de places de stationnement deux-roues motorisées (2RM)

4 Le nombre total de places de stationnement deux-roues motorisées est de 9. Il se décompose comme suit :

- 6 places pour les habitants des logements ;
- 3 places pour les employés des activités.

Localisation des places de stationnement deux-roues motorisées (2RM)

5 Les places de stationnement deux-roues motorisées se situent en souterrain et en extérieur (dont quatre en surface).

c) Nombre de places de stationnement vélos

6 Le nombre total de places de stationnement vélos est de 93. Il se décompose comme suit :

- 90 places pour les habitants des logements ;
- 3 places pour les employés des activités.

Localisation des places de stationnement vélos

7 Un maximum de 60 places de stationnement vélos se situe dans des locaux fermés ou dans le parking souterrain. Le reste des places se situe en surface.

8 La localisation des places vélos pour le bâtiment A se situe sur l'espace minéral et à proximité des accès aux immeubles. La localisation des places vélos pour le bâtiment B se situe à proximité des accès aux immeubles.

Article 14: Aire d'implantation du garage souterrain

1 L'aire d'implantation du garage souterrain peut également inclure les surfaces dévolues aux locaux annexes (vélos, locaux poubelles, caves, locaux techniques etc.).

2 Au sein de l'aire d'implantation du garage souterrain, la surface minimale de pleine terre doit être de 40%.

3 Les dalles de couverture végétalisées du garage souterrain doivent être revêtues d'une couche de terre végétale suffisante permettant l'engazonnement et la plantation d'arbustes.

4 La rampe d'accès au garage souterrain est en partie couverte et végétalisée.

Article 15: Accès véhicules d'intervention

1 Les accès des véhicules d'intervention doivent se conformer à la directive N° 7 du règlement d'application de la loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers, du 25 juillet 1990 (RSG F 4 05.01; RPSSP).

2 Chaque logement doit être accessible sans entrave par les sapeurs-pompiers.

Environnement

Article 16: Degré de sensibilité

1 Conformément aux articles 43 et 44 de l'ordonnance sur la protection contre le bruit, du 15 décembre 1986 (RS 814.41; OPB), il est attribué les degrés de sensibilité (DS) II et III aux biens-fonds compris dans le périmètre du PLQ, selon les indications figurant sur le plan.

2 Des mesures de protection contre le bruit doivent être mises en place sur les façades en dépassement des futurs locaux à usage sensible au bruit compris dans le périmètre du plan (façades le long de l'avenue Giuseppe-Motta), afin de respecter les exigences des articles 31, alinéa 1 et 32 OPB.

Article 17: Déchets d'exploitation et de chantier

1 Un plan de gestion des déchets d'exploitation doit être établi pour les constructions à démolir et sera présenté lors des demandes définitives en autorisation de construire.

2 Les déchets de chantier (matériaux d'excavation compris) doivent être gérés conformément à l'ordonnance fédérale sur le traitement des déchets, du 10 décembre 1990 (RS 814.600; OTD). Les matériaux d'excavation non pollués issus de la réalisation des bâtiments doivent être valorisés au maximum dans le périmètre du projet.

Article 18: Gestion et évacuation des eaux

Mode de raccordement

1 Le réseau d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales des constructions du PLQ sera exécuté en système séparatif et raccordé au collecteur EM OV 40/60 cm du système public d'assainissement des eaux du chemin du Pré-Cartelier dans l'attente de la mise en place des équipements séparatifs.

Mesure de gestion des eaux pluviales

2 Des mesures de gestion des eaux pluviales à la parcelle doivent être prévues pour l'ensemble du périmètre.

3 Le débit des eaux pluviales généré ne doit pas excéder celui généré par un coefficient de ruissellement de 50 % (temps de retour de dimensionnement de 10 ans).

4 Les toitures des bâtiments situées dans le périmètre doivent être conçues afin de stocker et de limiter l'écoulement des eaux pluviales.

Article 19: Concept énergétique

1 Un concept énergétique territorial N° CET 2016-07 établi par le bureau Perreten et Milleret et validé le 5 août 2016 par l'OCEN, oriente et organise ce territoire en termes de planification énergétique territoriale.

2 Le CET doit faire l'objet de mises à jour régulières prenant en compte l'évolution des projets ainsi que les orientations énergétiques choisies.

3 Des réservations doivent être prévues pour l'installation de panneaux solaires.

Article 20: Aire d'implantation pour un point de récupération des déchets

1 Des équipements enterrés pour la collecte sélective des déchets doivent être aménagés au sein de l'aire d'implantation fixée à cet effet par le plan.

2 Les déchets issus des logements doivent être récoltés dans une installation enterrée permettant le tri sélectif. Cette installation doit être exécutée dans le périmètre du PLQ simultanément à la construction des bâtiments. L'opportunité, le dimensionnement et la localisation de l'écopoint doivent être définis en concertation avec les services de la ville de Genève et doivent être déterminés au plus tard lors de la première demande définitive d'autorisation de construire.

Le président. En séance du bureau et des chefs de groupe, il a été décidé de renvoyer directement cette proposition à la commission de l'aménagement et de l'environnement.

Mis aux voix, le renvoi direct de la proposition à la commission de l'aménagement et de l'environnement est accepté sans opposition (54 oui et 3 abstentions).

11. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017 en vue de l'approbation des comptes de la saison 2015-2016 de la Fondation d'art dramatique (FAD) (PR-1248).

Préambule

La Fondation d'art dramatique (FAD) gère le Théâtre de la Comédie et le Théâtre de Poche. Elle clôture ses comptes à la saison, c'est-à-dire au 30 juin de chaque année. Une fiduciaire contrôle ses comptes. Il s'agit actuellement de Duchosal Berney SA. Sur la base du rapport de cet organe de révision, le Conseil de fondation approuve les comptes puis les transmet à la Ville et au Canton.

L'article 6 du statut de la FAD précise que «les comptes de la Fondation doivent chaque année être soumis à l'examen des services du Contrôle financier de la Ville de Genève et être approuvés respectivement par le Conseil administratif et le Conseil municipal de la Ville de Genève ainsi que par le Conseil d'Etat». C'est pourquoi, suite à l'examen des comptes par le Contrôle financier et à leur approbation par le Conseil administratif, ce dernier les transmet pour approbation au Conseil municipal.

Exposé des motifs

Les comptes de la saison 2015-2016 se soldent par une perte de 209 558 francs, qui est compensée par les résultats excédentaires des saisons 2012-2013 et 2013-2014.

Sur le plan institutionnel et artistique, la Comédie a présenté une saison diversifiée sur la grande scène et dans les deux studios, comprenant textes classiques et contemporains, accueils, reprises et créations, mais également une saison de concerts, des conférences, des rencontres ainsi que des expositions. Le nombre de représentations a augmenté (173 au lieu de 159 la saison précédente) ainsi que la fréquentation (27 308 personnes au lieu de 22 583) et le nombre d'abonnements (5873 au lieu de 5010). Par ailleurs, l'équipe de la Comédie s'est activement engagée au sein du projet de la Nouvelle Comédie.

La saison 2015-2016 de la Comédie était l'avant-dernière saison de M. Hervé Loichemol. Durant le printemps 2016, le cahier des charges de la future direction de la Comédie a été validé et la commission de renouvellement a été constituée. Elle était composée des membres suivants:

– Thomas Boyer, président de la FAD;
– Gérard Deshusses, vice-président de la FAD;
– Virginie Keller, cheffe du Service culturel de la Ville de Genève;

– Aline Delacrétaz, de l'Office cantonal de la culture et du sport, comme représentante du Conseil d'Etat, remplacée ultérieurement par Stéphane Dubois-dit-Bonclaude;
– Marie-Pierre Theubet, membre de la FAD;
– Dominique Catton, fondateur du théâtre Am Stram Gram, expert régional;
– Myriam Prongué, directrice de la division Théâtre de Pro Helvetia et ancienne codirectrice du Schlachthaus Theater de Berne (2003-2014), experte nationale;
– Nicole Gauthier, ancienne directrice du Théâtre de la Cité internationale de Paris (1991-2008) et représentante de l'Office national de diffusion artistique (ONDA), experte internationale;
– Thomas Östermeier, directeur de la Schaubühne de Berlin, expert international.

Au Poche, la saison 2015-2016 était la première saison de M. Mathieu Bertholet, qui a repris la direction du théâtre le 1er juillet 2015. M. Bertholet a proposé une saison en cohérence avec son projet artistique, dédiée à l'écriture contemporaine, qui a permis au public genevois de découvrir de nouvelles écritures. Le Poche a proposé huit créations et deux accueils lors de 138 représentations.

Le programme du Poche a articulé des créations de format classique (Cargot) et des formats plus courts (Sloop), permettant ainsi la découverte de plusieurs textes mis en scène et joués par les mêmes artistes. Cette première saison a vu une diminution des abonnés, comme c'est souvent le cas lors de changement de direction artistique, mais aussi un renouvellement et un rajeunissement du public. Le Poche a proposé de nombreuses actions de médiation, rencontres avec les artistes, ateliers d'écriture, qui ont remporté un grand succès, ainsi que des activités à l'attention du public scolaire.

La FAD a participé au Groupe d'accompagnement du projet de la Nouvelle Comédie avec les partenaires du projet: l'Association pour la Nouvelle Comédie, le Canton et les départements concernés de la Ville de Genève.

Conclusion

Au bénéfice de ces explications, le Conseil administratif vous prie, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, de bien vouloir approuver les comptes de la saison 2015-2016 de la FAD, que vous trouverez en annexe, en votant le projet de délibération suivant.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article unique.– Le compte rendu de la Fondation d'art dramatique de Genève relatif aux comptes de la saison 2015-2016 ainsi que le rapport des contrôleurs aux comptes de l'exercice du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016 sont approuvés.

Annexes:
- Etats financiers consolidés de la saison 2015-2016 de la FAD (p. 1634)
- Rapport de l'organe de révision sur le contrôle ordinaire des comptes de la saison 2015-2016 de la FAD (p. 1671)
- Rapport détaillé de l'organe de révision sur le contrôle ordinaire des comptes de la saison 2015-2016 de la FAD (p. 1690)
- Rapport d'activités de la saison 2015-2016 de la FAD (p. 1706)
- Comptes de l'état-major de la FAD au 30 juin 2016 (p. 1714)
- Rapport d'activités de la Comédie, saison 2015-2016 (p. 1726)
- Comptes de la Comédie, saison 2015-2016 (p. 1732)
- Comptes et rapport d'activités du Poche, saison 2015-2016 (p. 1782)

fondation d'art dramatique de Genève

Saison 2015-2016

Etats Financiers

11-12 la comédie

POCHE/GVE
Théâtre en Vieille-Ville /Genève

Appouvés par le
Bureau du 17 novembre 2016

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Saison 2015-2016

Les états financiers sont en CHF

Table des matières	Pages
Analyse sommaire du résultat d'exploitation et des fonds propres	2
Affectation du résultat- Convention 2013-2016	3
Etats Financiers FAD, avec comparaison année précédente	4
Etats Financiers Comédie, avec comparaison année précédente	5
Etats Financiers Poche, avec comparaison année précédente	6
Bilan combiné au 30 juin 2016	7
Compte de recettes et dépenses combiné au 30 juin 2016	8
Détail de certaines positions du bilan	9
Détail de certaines positions des produits	11
Détail de certaines positions des charges	12
Détail des produits et charges exceptionnels	14
Détail des subventions en nature	15
Etat-Major, analyse sommaire des écarts par rapport au budget	16
Comédie, analyse sommaire des écarts par rapport au budget	17
Le Poche, analyse sommaire des écarts par rapport au budget	18
Annexes	19
Tableau des flux de fonds	25
Tableau de bord annuel FAD	26
Tableau de bord annuel Comédie	27
Tableau de bord annuel Poche	30
Budget 2015-2016 combiné	36

Fondation d'Art Dramatique
Genève

ANALYSE SOMMAIRE DU RESULTAT D'EXPLOITATION ET DES FONDS PROPRES

Saison 2015/2016			
	Manco Comédie budgeté en 15/16	(88'000)	
	Manco Poche budgeté en 15/16	(5'904)	
	Manco budgeté FAD saison 2015/2016		**(93'904)**
	Attribution boni Comédie 13/14		**(178'941)**
	Boni EM sur frais fonctionnement	45'869	
	Renouvellement administration Poche	(2'741)	
	Renouvellement direction Comédie	(37'762)	
	Boni (Manco) sur subvention Etat GE	(12'250)	
	Subvention complémentaire Poche (identité visuelle)	(22'000)	
	Boni EM hors subvention		(28'884)
	Comédie boni global sur budget		105'681
	Le Poche manco global sur budget		(13'511)
	Résultat exercice 2015-2016		**(209'558)**
	./. Part de la perte annuelle de l'exercice 2015/2016 attribuée aux subventions non dépensées à restituer		(175'045)
	Part de la perte annuelle de l'exercice 2015-2016 supportée par la FAD		**(34'513)**
	Part de subvention non dépensée au 30 juin 2015		51'708
	Part de subvention non dépensée au 30 juin 2016, à porter en augmentation du fonds de réserve		**17'195**
	Les subventions contractuelles de la Ville et l'Etat de Genève s'étant élevées à	**7'985'228**	
	le maximum du fonds de réserve est de **18%**	**1'437'341**	
30.06.2016	**Fonds de réserve statutaire**		**1'157'720**
	Le fonds de réserve statutaire doit notamment servir à couvrir, outre les déficits, les provisions suivantes:		
	Immobilisations		507'676
	Provision pour renouvellement direction Poche	150'000	
	Utilisation provision renouvellement direction Poche saison 2013/2014	(57'268)	
	Utilisation provision renouvellement direction Poche saison 2014/2015	(64'787)	
	Utilisation provision renouvellement direction Poche saison 2015/2016	(2'741)	
	Provision renouvellement nouvelle identité visuelle Poche saison 2015/2016 (conseil du 23.03.2015)	(22'000)	3'204
	Provision renouvellement direction Poche 30.06.2019		100'000
	Provision pour renouvellement direction Comédie	150'000	
	Utilisation provision renouvellement direction Comédie saison 2015/2016	(37'762)	112'238
			723'118
	Part de subvention non dépensée au 30 juin 2016		**17'195**
	Solde disponible		**451'797**
	PS: le conseil avait fixé un montant minimal de CHF		500'000

Fondation d'Art Dramatique
Genève

AFFECTATION DU RESULTAT

(Art. 21 convention de subventionnement 2013-2016)

	2012/2013		2013/2014		2014/2015		2015/2016		au 30/06/2016
									cumulé
Total des produits	10'568'323		10'241'765		10'489'423		9'559'612		
Subvention en nature	(704'520)		(708'633)		(726'112)		0		
Produits déterminants	**9'863'803**	100.00%	**9'533'132**	100.00%	**9'763'311**	100.00%	**9'559'612**	100.00%	
Subventions monétaires selon convention	(7'997'478)	81.08%	(7'997'478)	83.89%	(7'997'478)	81.91%	(7'985'228)	83.53%	
Total des recettes propres + autres subventions diverses	**1'866'325**	18.92%	**1'535'654**	16.11%	**1'765'833**	18.09%	**1'574'384**	16.47%	
Comédie boni global sur budget	188'335		178'941		3'159		105'681		476'116
Boni (manco) Comédie budgeté	-		-		-		(88'000)		(88'000)
Comédie attribution résultat saison précédente	-		-		(188'335)		(178'941)		(367'276)
Poche boni global sur budget	(5'495)		71'086		16'420		(13'511)		68'500
Boni (manco) Poche budgeté	-		-		32'272		(5'904)		26'368
Renouvellement administration Poche	-		(57'268)		(64'787)		(2'741)		(124'796)
Renouvellement direction Comédie			-		-		(37'762)		(37'762)
Boni EM sur frais fonctionnement et financiers	24'807		57'415		47'138		45'869		175'229
Boni (Manco) sur subvention Ege	-		-		-		(12'250)		(12'250)
Subvention complémentaire Poche (identité visuelle)	-		-		-		(22'000)		(22'000)
Résultat de l'exercice	**207'647**	100.00%	**250'174**	100.00%	**(154'132)**	100.00%	**(209'558)**	100.00%	***94'131***
Part de subventions non dépensée	**39'287**	18.92%	**40'304**	16.11%	**(27'882)**	18.09%	**(34'514)**	16.47%	***17'195***
Part de subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention	**168'360**		**209'870**		**(126'250)**		**(175'045)**		***76'936***

Subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention au 30 juin 2015	**251'981**
Attribution supplémentaire	(175'045)
Subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention au 30 juin 2016	**76'936**

Depuis la saison 2015-2016 et conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4), les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat

Fondation d'Art Dramatique
Genève

ETATS FINANCIERS FAD

BILAN	**2015-2016 Réalisé**		2015-2016 Budget		Ecart Budget Réel	2014-2015 Réalisé	
ACTIF		%		%			%
Trésorerie	1'549'033	*60%*				3'075'889	*77%*
Créances à court terme	111'166	*4%*				82'618	*2%*
Stock	639	*0%*				1'265	*0%*
Actifs de régularisation	370'316	*15%*				339'724	*9%*
Immobilisations corporelles	507'676	*21%*				472'653	*12%*
Total de l'actif	**2'538'830**	***100%***				**3'972'149**	***100%***
PASSIF							
Capitaux étrangers à court terme, hors subventions à restituer	1'002'213	*39%*				2'236'306	*56%*
Subv. non dépensées à restituer à l'échéance du contrat 2013-2016	76'936	*3%*				251'981	*7%*
Fonds affectés	284'766	*11%*				274'434	*7%*
	1'363'915	***53%***				**2'762'721**	***70%***
Fonds de réserve statutaire	1'157'720	*46%*				1'157'720	*29%*
Part de subventions non dépensées	17'195	*1%*				51'708	*1%*
	1'174'915	***47%***				**1'209'428**	***30%***
Total du passif	**2'538'830**	***100%***				**3'972'149**	**100%**
COMPTE D'EXPLOITATION							
PRODUITS							
Subventions	8'168'023	*85%*	8'233'919	87%	*-1%*	8'250'112	84%
Recettes propres	1'320'589	*14%*	1'192'710	13%	*11%*	1'497'257	15%
Utilisation fonds affectés Kull	71'000	*1%*	-	0%	-	20'000	0%
Total des Produits	**9'559'612**	***100%***	**9'426'629**	**100%**	***1%***	**9'767'369**	**100%**
CHARGES							
Frais de personnel pour spectacles	2'984'062	*31%*	2'893'524	31%	*3%*	2'821'652	27%
Frais de locaux non administratifs	352'849	*4%*	244'111	3%	*45%*	308'980	9%
Frais directs des spectacles et promotion	1'732'082	*18%*	1'689'935	18%	*2%*	2'272'159	22%
Frais directs des spectacles	**5'068'993**	***53%***	**4'827'570**	**52%**	***5%***	**5'402'791**	**58%**
Frais de personnel administratifs et jetons	3'425'463	*36%*	3'484'185	37%	*-2%*	3'321'225	32%
Frais de locaux administratifs	4'869	*0%*	79'100	1%	*-94%*	4'800	1%
Frais d'administration, promotion, divers, et amortissements	1'091'493	*11%*	1'134'678	12%	*-4%*	1'126'178	11%
Groupe de travail renouvellement direction Poche	2'741	*0%*	-	0%	*0%*	64'787	1%
Groupe de travail renouvellement direction Comédie	37'763	*0%*	-	0%	*0%*	-	1%
Frais de fonctionnement	**4'562'329**	***47%***	**4'697'963**	**50%**	***-3%***	**4'516'990**	**45%**
Attribution au fds d'investissement travaux et mobilier Poche	**93'000**	***1%***	**-**				
Utilisation du fds d'investissement travaux et mobilier Poche	**(11'625)**	***0%***					
Total des charges	**9'712'697**	***101%***	**9'525'533**	**102%**	***2%***	**(152'410)**	**103%**
Résultat (charges)/produits exceptionnels	(56'473)	*-1%*	5'000	-	*0%*	(1'722)	0%
Excédent (Déficit) de l'exercice	**(209'558)**	***-2%***	**(93'904)**	**-2%**	***0%***	**(154'132)**	**-3%**
Part de la perte (du bénéfice) annuelle de l'exercice attribuée aux subventions non dépensées à restituer	175'045					126'250	
Part de subvention non dépensée de l'exercice	**(34'513)**					**(27'882)**	
Ajustement de sub. non dépensées à restituer à l'échéance du contrat	-					(712)	
Solde à nouveau sub. non dépensées	51'708					80'302	
Part de subventions non dépensée au 30 juin	**17'195**					**51'708**	

Depuis la saison 2015-2016 et conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4), les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat

Fondation d'Art Dramatique
Genève

ETATS FINANCIERS COMEDIE

COMPTE D'EXPLOITATION	2015-2016 Réalisé	%	2015-2016 Budget	%	Ecart Budget Réel	2014-2015 Réalisé	%
PRODUITS							
Subventions	6'089'842	*85%*	5'989'441	87%	2%	6'052'335	89%
Recettes propres	1'071'148	*15%*	858'610	13%	25%	821'940	11%
Total des Produits	**7'160'990**	***100%***	**6'848'051**	**100%**	**5%**	**6'874'275**	**100%**
CHARGES							
Frais de personnel pour spectacles	2'176'448	*30%*	2'075'055	30%	5%	1'877'696	27%
Frais de locaux non administratifs	312'493	*4%*	244'111	4%	28%	274'416	4%
Frais directs des spectacles et promotion	1'408'606	*20%*	1'352'985	20%	4%	1'506'826	22%
Frais directs des spectacles	**3'897'547**	***54%***	**3'672'151**	**54%**	**6%**	**3'658'938**	**53%**
Frais de personnel administratif	2'412'408	*34%*	2'431'900	36%	-1%	2'375'626	35%
Frais de locaux administratifs	-	*0%*	36'000	1%	-100%	-	0%
Frais d'administration, promotion, divers et amortissements	787'365	*11%*	801'000	12%	-2%	831'619	12%
Frais de fonctionnement	**3'199'773**	***45%***	**3'268'900**	**48%**	**-2%**	**3'207'245**	**47%**
Total des charges	**7'097'320**	***99%***	**6'941'051**	**102%**	**2%**	**6'866'183**	**100%**
Excédent (Déficit) d'exploitation	**63'670**	***1%***	**(93'000)**	**-89%**	**-**	**8'092**	**0%**
Résultat (charges)/produits exceptionnels	(45'989)	*-1%*	5'000		-	(4'933)	0%
Excédent (Déficit) de l'exercice	**17'681**	***0%***	**(88'000)**	**-2%**	**0%**	**3'159**	**0%**

Depuis la saison 2015-2016 et conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4), les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat

Fondation d'Art Dramatique
Genève

ETATS FINANCIERS POCHE

COMPTE D'EXPLOITATION	2015-2016 Réalisé	%	2015-2016 Budget	%	Ecart Budget Réel	2014-2015 Réalisé	%
PRODUITS							
Subventions	2'146'894	*88%*	2'029'000	86%	6%	2'172'634	78%
Recettes propres	283'508	*12%*	334'100	14%	-15%	675'319	22%
Total des Produits	**2'430'402**	***100%***	**2'363'100**	**100%**	**3%**	**2'847'953**	**100%**
CHARGES							
Frais de personnel pour spectacles	807'614	*33%*	818'469	35%	-1%	943'956	33%
Frais de locaux non administratifs	40'356	*2%*	-	0%		34'564	1%
Frais directs des spectacles et promotion	357'543	*15%*	336'950	14%	6%	765'333	27%
Frais directs des spectacles	**1'205'513**	***50%***	**1'155'419**	**49%**	**4%**	**1'743'853**	**61%**
Frais de personnel administratif	880'135	*36%*	898'285	38%	-2%	810'912	28%
Frais de locaux administratifs	-	*0%*	38'300	2%	0%	-	0%
Frais d'administration, promotion, divers et amortissements	272'310	*11%*	277'000	12%	-2%	247'707	9%
Frais de fonctionnement	**1'152'445**	***47%***	**1'213'585**	**52%**	**-5%**	**1'058'619**	**37%**
Attribution au fonds d'investissement	93'000	*4%*					
Utilisation du fonds d'investissement	(11'625)	*0%*					
Total des charges	**2'439'333**	***101%***	**2'369'004**	**101%**	**3%**	**2'802'472**	**98%**
Excédent (Déficit) d'exploitation	**(8'931)**	***-1%***	**(5'904)**	**-1%**	**-**	**45'481**	**2%**
Résultat (charges)/produits exceptionnels	(10'484)	*0%*	-	0%	-	3'211	0%
Excédent (Déficit) de l'exercice	**(19'415)**	***-1%***	**(5'904)**	**-1%**	**-**	**48'692**	**2%**

Depuis la saison 2015-2016 et conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4), les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat

Fondation d'Art Dramatique
Genève

BILAN

	Etat-Major	Comédie	Poche	2015-2016	2014-2015
ACTIF					
Actif circulant					
Trésorerie	683'045	593'892	272'096	1'549'033	3'075'889
Créances à court terme	55'490	51'092	4'584	111'166	82'618
Stock	-	-	639	639	1'265
Actifs de régularisation	3'416	276'714	90'186	370'316	339'724
Total actif circulant	**741'951**	**921'698**	**367'505**	**2'031'154**	**3'499'496**
Actif immobilisé					
Immobilisations corporelles	3	373'424	134'249	507'676	472'653
Total de l'actif	**741'954**	**1'295'122**	**501'754**	**2'538'830**	**3'972'149**
PASSIF					
Dettes à court terme	32'672	254'723	27'873	315'268	273'375
Passifs de régularisation	15'167	276'351	88'756	380'274	1'707'381
Provisions	4'200	224'765	77'706	306'671	255'550
Subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention 2013-2016	76'936	-	-	76'936	251'981
Total capitaux étrangers à court terme	**128'975**	**755'839**	**194'335**	**1'079'149**	**2'488'287**
Donation Poche	193'202	-	-	193'202	264'245
Fonds Julius Baer, Pédagogie	-	10'189	-	10'189	10'189
Fds d'investissement travaux et mobilier Poche	-	-	81'375	81'375	-
Total fonds affectés	**193'202**	**10'189**	**81'375**	**284'766**	**274'434**
C/c FAD	(755'138)	529'094	226'044	-	-
Fonds de réserve statutaire	1'157'720	-	-	1'157'720	1'157'720
Part de subventions non dépensée	17'195	-	-	17'195	51'708
Total fonds non affectés	**419'777**	**529'094**	**226'044**	**1'174'915**	**1'209'428**
Total du passif	**741'954**	**1'295'122**	**501'754**	**2'538'830**	**3'972'149**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

COMPTE D'EXPLOITATION

	Etat-Major	Comédie	Poche	*Elimination*	2015-2016 **Réalisé**	2015-2016 **Budget**	2014-2015 **Retraité**
PRODUITS							
Subvention Ville de Genève	5'547'478	-	-		5'547'478	5'547'478	5'547'478
Subvention Etat de Genève	2'437'750	-	-		2'437'750	2'450'000	2'450'000
Autres subventions Ville de Genève	-	84'364	17'234		101'598	-	121'799
Autres subventions Etat de Genève	-	4'500	9'085		13'585	-	34'335
Autres subventions diverses	-	61'537	6'075		67'612	57'500	96'500
Subventions attribuées aux théâtres	(8'053'941)	5'939'441	2'114'500		-	-	-
Subventions	**(68'713)**	**6'089'842**	**2'146'894**		**8'168'023**	**8'054'978**	**8'250'112**
Recettes entrées	-	499'500	94'470		593'970	678'010	675'926
Tournées, vente spectacles	-	265'058	6'600		271'658	211'000	327'750
Autres recettes des spectacles, coproductions	-	165'658	107'600	*(34'067)*	239'191	158'700	238'399
Recettes accessoires spectacles	-	15'932	39'838		55'770	15'000	102'402
Dons, sponsoring	-	125'000	35'000		160'000	130'000	152'780
Dissolution / utilisation provision pour risque	-	-	-		-	178'941	-
Recettes propres	**-**	**1'071'148**	**283'508**	***(34'067)***	**1'320'589**	**1'371'651**	**1'497'257**
Utilisation fonds Kull	71'000	-	-		71'000	-	20'000
Total des Produits	**2'287**	**7'160'990**	**2'430'402**	***(34'067)***	**9'559'612**	**9'426'629**	**9'767'369**
CHARGES							
Frais de personnel pour spectacles	-	2'176'448	807'614		2'984'062	2'893'524	2'821'652
Frais de locaux non administratifs	-	312'493	40'356		352'849	244'111	308'980
Frais directs des spectacles	-	1'090'137	259'049	*(34'067)*	1'315'119	1'074'285	1'693'807
Promotion des spectacles	-	318'469	98'494		416'963	615'650	578'352
Frais directs des spectacles	**-**	**3'897'547**	**1'205'513**	***(34'067)***	**5'068'993**	**4'827'570**	**5'402'791**
Frais de personnel administratifs	98'328	2'412'408	880'135		3'390'871	3'432'185	3'287'753
Jetons de présence	34'592	-	-		34'592	52'000	33'472
Frais de locaux administratifs	4'869	-	-		4'869	79'100	4'800
Frais de lancement de saison	-	298'928	72'790		371'718	405'500	418'861
Frais techniques	-	79'497	33'929		113'426	95'500	94'990
Frais d'administration	31'818	252'683	131'871		416'372	460'678	431'718
Charges (Produits) financières nettes	-	10'476	1'290		11'766	5'000	10'409
Groupe de travail renouvellement direction Poche	2'741	-	-		2'741	-	64'787
Groupe de travail renouvellement direction Comédie	37'763	-	-		37'763	-	-
Amortissements	-	145'781	32'430		178'211	168'000	170'200
Frais de fonctionnement	**210'111**	**3'199'773**	**1'152'445**		**4'562'329**	**4'697'963**	**4'516'990**
Attribution au fds d'investissement travaux et mobilier Poche	-	-	93'000		93'000	-	-
Utilisation fds d'investissement travaux et mobilier Poche	-	-	(11'625)		(11'625)	-	-
Total des charges d'exploitation	**210'111**	**7'097'320**	**2'439'333**	***(34'067)***	**9'712'697**	**9'525'533**	**9'919'781**
Excédent (Déficit) d'exploitation	**(207'824)**	**63'670**	**(8'931)**	**-**	**(153'085)**	**(98'904)**	**(152'410)**
Résultat (charges)/produits exceptionnels	-	(45'989)	(10'484)	-	(56'473)	5'000	(1'722)
Excédent (Déficit) d'exploitation avant restitution des subventions non dépensées	**(207'824)**	**17'681**	**(19'415)**	**-**	**(209'558)**	**(93'904)**	**(154'132)**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DU BILAN

	Etat-Major	Comédie	Poche	2015-2016	2014-2015
Caisse	299	25'547	10'314	36'160	30'367
CCP c/c	-	18'078	231'784	249'862	364'129
UBS c/c	-	550'267	29'998	580'265	377'060
BCGe c/c	489'544	-	-	489'544	2'110'441
BCGe c/c donation Poche	193'202	-	-	193'202	193'892
Virement interne	-		-	-	-
Trésorerie	**683'045**	**593'892**	**272'096**	**1'549'033**	**3'075'889**
Débiteurs	-	44'703	9'715	54'418	76'887
Impôt anticipé	1	-	13	14	143
Dépôts	-	2'900	-	2'900	3'463
Avance SP	-	-	2'500	2'500	-
Avance sur salaires et frais	-	3'489	(7'644)	(4'155)	2'125
C/C Ville de Genève subvention à recevoir	55'489	-	-	55'489	-
Créances à court terme	**55'490**	**51'092**	**4'584**	**111'166**	**82'618**
Stock - Inventaire bar	**-**	**-**	**639**	**639**	**1'265**
Produits à recevoir	-	25'738	16'560	42'298	62'934
Frais payés d'avance	3'416	250'976	68'849	323'241	263'546
OCAS	-	-		-	13'244
Indemnité assurances	-	-	4'777	4'777	-
Actifs de régularisation	**3'416**	**276'714**	**90'186**	**370'316**	**339'724**
Aménagements	-	135'927	84'028	219'955	182'040
Mobilier & Machines de bureau	2	71'914	3'275	75'191	53'066
Sites internet	-	19'940	-	19'940	29'940
Matériel technique	-	145'643	24'786	170'429	179'666
Véhicules	-	-	22'160	22'160	27'940
Travaux Caecilia (Comédie)	1	-		1	1
Immobilisations corporelles	**3**	**373'424**	**134'249**	**507'676**	**472'653**
Fournisseurs	-	68'928	3'438	72'366	136'954
Créanciers	32'672	48'071	13'654	94'397	60'391
Caisses AVS	-	71'164	(21'594)	49'570	(10'170)
Impôt à la source	-	1'626	8'250	9'876	10'694
Artes et Comedia	-	56'890	13'837	70'727	63'232
LPP	-	8'044	10'288	18'332	12'274
Dettes à court terme	**32'672**	**254'723**	**27'873**	**315'268**	**273'375**
Recettes encaissées d'avance	-	139'358	12'047	151'405	166'400
Provision pour frais à payer	13'020	136'993	44'259	194'272	102'821
Provision pour frais à payer spectacles	-	-	2'450	2'450	16'524
Provision pour TVA à payer	2'147	-	-	2'147	4'766
Subvention Ville de Genève reçue d'avance	-	-	-	-	1'386'870
Fondation Leenaards	-	-	30'000	30'000	30'000
Passifs de régularisation	**15'167**	**276'351**	**88'756**	**380'274**	**1'707'381**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

	Etat-Major	Comédie	Poche	2015-2016	2014-2015
Provision pour vacances non prises	4'200	214'977	77'706	296'883	255'550
Autres provisions	-	9'788	-	9'788	-
Provisions	**4'200**	**224'765**	**77'706**	**306'671**	**255'550**
Comédie c/c	(529'094)	529'094	-	-	-
Poche c/c	(226'044)	-	226'044	-	-
C/c FAD	**(755'138)**	**529'094**	**226'044**	**-**	**-**
Solde au 1er juillet	264'245	-	-	264'245	284'285
Participation tournée "Combat d'une Reine"	-	-	-	-	(20'000)
Coûts complémentaires travaux Poche	(10'000)	-	-	(10'000)	-
Subvention complémentaire pour le mobilier	(61'000)	-	-	(61'000)	-
Intérêts (frais) financiers de l'exercice	(43)	-	-	(43)	(40)
Donation Poche	**193'202**	**-**	**-**	**193'202**	**264'245**
Solde au 1er juillet	-	10'189	-	10'189	10'189
Utilisation fonds Julius Baer	-	-	-	-	-
Fonds Julius Baer, Pédagogie	**-**	**10'189**	**-**	**10'189**	**10'189**
Solde au 1er juillet	1'157'720	-	-	1'157'720	1'157'720
Fonds de réserve statutaire	**1'157'720**	**-**	**-**	**1'157'720**	**1'157'720**
Excédent de produits (charges) de l'exercice	(207'824)	17'681	(19'415)	(209'558)	(154'132)
Excédent de produits (charges) de l'exercice	**(207'824)**	**17'681**	**(19'415)**	**(209'558)**	**(154'132)**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES PRODUITS

	Etat-Major	Comédie	Poche	*Elimination*	2015-2016	2014-2015
Subvention Ville de Genève	5'547'478	-	-		5'547'478	5'547'478
Subvention Etat de Genève	2'437'750	-	-		2'437'750	2'450'000
Subventions FAD	(7'960'941)	5'939'441	2'021'500		-	-
Subventions	**24'287**	**5'939'441**	**2'021'500**		**7'985'228**	**7'997'478**
Ville de Genève, autres, Colporteurs	-	-	6'250		6'250	30'000
Ville de Genève, Dept de la culture- billets	-	84'364	10'984		95'348	33'299
Ville de Genève, Dept municipal des Affaires culturelles	-	-	-		-	58'500
Autres subventions Ville de Genève	**-**	**84'364**	**17'234**		**101'598**	**121'799**
Etat de Genève, DIP	-	4'500	9'085		13'585	34'335
Autres subventions Etat de Genève	**-**	**4'500**	**9'085**		**13'585**	**34'335**
Autres subventions FAD	**(93'000)**	**-**	**93'000**		**-**	**-**
Autres subventions	**-**	**61'537**	**6'075**		**67'612**	**96'500**
Total des Subventions	**(68'713)**	**6'089'842**	**2'146'894**		**8'168'023**	**8'250'112**
Abonnements	-	153'018	37'570		190'588	219'812
Billets	-	327'222	52'400		379'622	429'164
Vente représentations	-	-	-		-	8'680
Scolaire	-	19'260	4'500		23'760	18'270
Recettes entrées	**-**	**499'500**	**94'470**		**593'970**	**675'926**
Tournées/ vente spectacles	**-**	**265'058**	**6'600**		**271'658**	**327'750**
Coproductions	-	161'028	96'600	*(34'067)*	223'561	211'594
Location personnel et matériel	-	4'630	-		4'630	14'805
Echange de public		-	11'000		11'000	12'000
Autres recettes spectacles	**-**	**165'658**	**107'600**	***(34'067)***	**239'191**	**238'399**
Location costumes	-	-	-		-	2'754
Divers Impôt source	-	1'672	549		2'221	2'601
Vente de livres	-	6'245	1'888		8'133	9'922
Vente cassettes et affiches	-	-	595		595	85
Vente Programmes, annonceurs	-	5'000	800		5'800	22'496
Recettes Bar	-	-	36'006		36'006	59'044
Produits divers	-	3'015	-		3'015	5'500
Recettes accessoires spectacles	**-**	**15'932**	**39'838**		**55'770**	**102'402**
Pro Helvetia	-	-	5'000		5'000	-
Loterie Romande	-	-	-		-	10'000
Carigest	-	30'000	-		30'000	-
Fondation Leenards	-	50'000	30'000		80'000	80'000
TPG	-	-	-		-	5'000
Fonds Intermittent		-	-		-	4'780
Fonds Interreg	-	-	-		-	53'000
Corodis	-	30'000	-		30'000	-
Migros Genève	-	15'000	-		15'000	-
Dons, sponsoring	**-**	**125'000**	**35'000**		**160'000**	**152'780**
Total des recettes propres	**-**	**1'071'148**	**283'508**	***(34'067)***	**1'320'589**	**1'497'257**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES CHARGES

	Etat-Major	Comédie	Poche	*Elimination*	2015-2016	2014-2015
FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES						
Frais de personnel artistique	-	1'373'573	453'114		1'826'687	1'668'647
Frais de personnel technique salle	-	85'326	91'524		176'850	176'246
Frais de personnel technique production	-	385'919	50'226		436'145	389'339
Charges sociales et défraiements	-	331'630	212'750		544'380	587'420
Frais de personnel pour spectacles	**-**	**2'176'448**	**807'614**		**2'984'062**	**2'821'652**
Matériel et frais spectacles	-	327'483	47'506		374'989	288'834
Frais de coproduction	-	203'842	107'382	*(34'067)*	277'157	175'718
Frais d'accueils	-	432'596	62'176		494'772	1'016'162
Droits d'auteurs, feu, Rodrigue	-	126'216	21'170		147'386	175'544
Bar	-	-	20'815		20'815	37'549
Frais directs des spectacles	**-**	**1'090'137**	**259'049**	***(34'067)***	**1'315'119**	**1'693'807**
Frais de réception	-	-	20'354		20'354	42'386
Création image	-	31'990	10'030		42'020	71'288
Affiches, affichage	-	92'495	16'662		109'157	139'411
Publicité et photos	-	116'715	20'510		137'225	148'245
Programmes, tracts et doc.	-	77'269	24'615		101'884	151'183
Frais de port, divers	-	-	6'323		6'323	23'501
Promotion des spectacles	**-**	**318'469**	**98'494**		**416'963**	**576'014**
TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**-**	**3'585'054**	**1'165'157**	***(34'067)***	**4'716'144**	**5'091'473**
Loyers - charges chauffage salle de répétitions, dépôts	4'869	143'379	14'188		162'436	153'052
Charges chauffage Cheval Blanc	-	-	-		-	14'273
Aménagements et entretiens	-	101'487	3'804		105'291	75'775
Electricité, eau et gaz	-	67'627	22'364		89'991	70'680
Frais de locaux	**4'869**	**312'493**	**40'356**		**357'718**	**313'780**
moins frais de locaux administratifs (estimation)	(4'869)	-	-		(4'869)	(4'800)
Frais de locaux non administratifs	**-**	**312'493**	**40'356**		**352'849**	**308'980**
TOTAL FRAIS DES SPECTACLES	**-**	**3'897'547**	**1'205'513**	***(34'067)***	**5'068'993**	**5'400'453**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

	Etat-Major	Comédie	Poche	*Elimination*	2015-2016	2014-2015
FRAIS GENERAUX						
Salaires administratifs	78'126	929'670	560'175		1'567'971	1'544'050
Salaires techniques	-	831'741	130'111		961'852	913'910
Salaires d'entretien	1'032	32'816	7'677		41'525	42'014
Salaires Billetterie	-	161'355	7'150		168'505	171'638
Frais de personnel	-	17'037	2'046		19'083	12'581
Charges sociales	19'170	439'789	172'976		631'935	603'560
Frais de personnel administratifs	**98'328**	**2'412'408**	**880'135**		**3'390'871**	**3'287'753**
Indemnités Présidence	7'675	-	-		7'675	3'950
Jetons de présence Bureau & Conseil	24'800	-	-		24'800	26'600
Charges sociales	2'117	-	-		2'117	2'922
Jetons de présence	**34'592**	**-**	**-**		**34'592**	**33'472**
Frais de locaux administratifs (estimation)	**4'869**	**-**	**-**		**4'869**	**4'800**
Publicité, affiches, annonces	-	280'486	17'483		297'969	316'499
Sponsoring, partenariat	-	-	-		-	5'000
Publication L'autruche	-	18'442	-		18'442	36'227
Graphisme, photos	-	-	10'500		10'500	15'922
Impression dépliant	-	-	32'085		32'085	34'626
Frais de port	-	-	8'233		8'233	4'026
Lancement saison - conférence de presse	-	-	4'489		4'489	6'563
Frais de lancement de saison, promotion	**-**	**298'928**	**72'790**		**371'718**	**418'863**
Frais techniques	**-**	**79'497**	**33'929**		**113'426**	**94'990**
Frais de bureau	9'230	22'985	7'092		39'307	64'394
Frais de billetterie	-	-	9'353		9'353	3'680
Informatique	-	25'930	11'560		37'490	34'840
Entretien machines de bureau	-	15'425	473		15'898	18'027
Frais de photocopieuse	-	-	7'969		7'969	9'504
Frais d'impression	-	-	10'370		10'370	4'554
Abonnements, cotisations	-	34'547	12'421		46'968	50'253
Frais de port et télécommunication	-	39'522	22'036		61'558	59'198
Prospection et réception	5'504	62'058	15'616		83'178	74'212
Honoraires fiduciaires	16'784	28'080	18'820		63'684	66'312
Autres honoraires	-	3'617	-		3'617	8'213
Assurances et divers	300	15'152	9'746		25'198	29'318
Achats livres	-	5'367	6'415		11'782	9'212
Frais d'administration	**31'818**	**252'683**	**131'871**		**416'372**	**431'717**
Groupe de travail renouvellement direction théâtres	**40'504**	**-**	**-**		**40'504**	**64'787**
Amortissements sur investissements	-	145'781	32'430		178'211	170'200
Amortissements	**-**	**145'781**	**32'430**		**178'211**	**170'200**
TOTAL DES FRAIS GENERAUX	**210'111**	**3'189'297**	**1'151'155**		**4'550'563**	**4'506'582**
Frais financiers	-	10'478	1'234		11'712	10'255
Intérêts financiers	-	(2)	(22)		(24)	(165)
Différence de change	-	-	78		78	319
Charges financières nettes	**-**	**10'476**	**1'290**		**11'766**	**10'409**
Total Frais de fonctionnement	**210'111**	**3'199'774**	**1'152'445**		**4'562'329**	**4'516'991**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

DETAIL DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

	Etat-Major	Comédie	Poche	2015-2016	2014-2015
Détail produits(charges) sur exercices antérieurs					
Produits					
Dissolution provision SSA-droit d'auteur sur exercice antérieur	-	-	2'584	2'584	2'142
Dissolution créanciers frais de spectacles saison antérieure	-	-	923	923	-
Remboursement d'assurance sur exercice antérieur	-	-	500	500	6'210
Décompte charges exercices antérieurs		-	-	-	3'515
Erreur billetterie	-	-	-	-	932
Autres produits	-	-	286	286	2'515
Total	**-**	**-**	**4'293**	**4'293**	**15'314**
Charges					
Remboursement LAA non prof. prélevée sur ex. 14/15	-	-	(9'939)	(9'939)	-
Serbeco débarras dépôt	-	-	(1'023)	(1'023)	-
Manco INTERREG	-	-	(1'645)	(1'645)	-
M Eggert , droits Tragedy	-	-	-	-	(2'500)
Cie Théâtre Bonillot , solde commande texte	-	-	-	-	(13'000)
TVA sur honoraires Tillet Rauscher, Roi Lear	-	(1'200)	-	(1'200)	
Rodrigue, indemnité rupture de contrat	-	(11'220)	-	(11'220)	
Rodrigue, billets inutilisés au 30.6.2016	-	(7'664)	-	(7'664)	
Salaire, indemnité et charges sociales C.Muller	-	(15'905)	-	(15'905)	
Genecand, reprise stock buvette	-	(10'000)	-	(10'000)	
Autres charges	-	-	(2'148)	(2'148)	(2'164)
Total charges	**-**	**(45'989)**	**(14'754)**	**(60'744)**	**(17'664)**
Total Produits (charges) sur exercices antérieurs	**-**	**(45'989)**	**(10'461)**	**(56'450)**	**(2'350)**
Différence de caisse	-	-	(23)	(23)	(22)
Excédent, dons	-	-	-	-	650
		-			
Résultat (charges)/produits exceptionnels	**-**	**(45'989)**	**(10'484)**	**(56'473)**	**(1'722)**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

DETAIL DES PRESTATIONS EN NATURE ACCORDEES PAR LA VILLE ET L'ETAT DE GENEVE

Saison				**2015-2016** CHF	**2014-2015** CHF
Prestations accordées par la Ville de Genève (loi sur la gestion administrative de l'Etat de l'Etat de Genève du 07.10.93)	m2	Comédie	Poche	**TOTAL**	**TOTAL**
VILLE DE GENEVE					
Théâtre de la Comédie					
Salle de spectacle et locaux administration Bd. des Philosophes 5 Loyer et chauffage	2'356	395'290	-	395'290	395'290
Loyer sortie de secours 5-7 rue de Carouge Loyer et chauffage		*Payé par théâtre*	-	-	0
Dépôt décors à Chatelaine Avenue de Chatelaine 43, bâtiment H Selon contrat du 16.12.99	480	51'960	-	51'960	51'960
Hangar à Meyrin *Rue Adrien Stoessel 26*				*Payé par théâtre*	*Payé par théâtre*
Salle Caecilia *Rue Schaub* *Rue des voisins*				*Payé par théâtre*	*Payé par théâtre*
Salle de répétition de l'Usine, prestation non facturée estimée à CHF 2700 par la Ville de Genève		0	-	0	2'700
Atelier de construction du Lignon prestations non facturées estimées, selon le Dpt. des affaires culturelles de la ville de Genève à 3 fois les montants facturés effectivement aux théâtres		*Estimation abandonnée dès le 01.07.2010*	-	-	-
Buvette du théâtre Bd des philosophes 6. Selon convention du 01.10.2012	171	43'072	-	43'072	43'072
Exonération de taxe pour affichages		9'920	-	9'920	7'946
Exonération installation de banderoles		0		0	1'010
Théâtre de Poche					
Salle de spectacle et locaux administration Rue du Cheval Blanc 7/Rue de la Boulangerie 4 selon contrat 12.11.2002	445	-	129'844	129'844	129'844
Local, selon contrat 12.01.95 Ch. de la Muraille 9-11	242	-	34'972	34'972	34'972
Local de répétition, selon contrat du 07.05.92 Chemin des Pontets 33	450		0	0	25'090
Atelier de construction du Lignon 'prestations non facturées estimées, selon le Dpt. des affaires culturelles de la ville de Genève à 3 fois les montants facturés effectivement aux théâtres			*Estimation abandonnée dès le 01.07.2010*	-	0
Colonnes Morris : Affichage			1'330	1'330	1'330
Prêts matériel Location chaises			0	0	1'008
ETAT DE GENEVE					
Local de répétitions					
Selon contrat du 1.1.2015 Chemin des Pontets 33 Commune de Chêne-Bougeries	450	6'472	63'780	63'780 6'472	31'890
TOTAUX		506'714	229'926	**736'640**	**726'112**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

ANALYSE SOMMAIRE DES ECARTS / BUDGET

	Dépenses 2015-2016	Budget 2015-2016	Boni (Manco) s/ budget		Dépenses 2014-2015	Budget 2014-2015
ETAT-MAJOR						
Frais de Personnel	98'328	102'000	*3'672*	*3'672*	101'216	102'000
Indemnité Président et Vice-président	*7'675*	8'000	*325*		3'950	8'000
Jetons de présence	24'800	40'000	*15'200*		26'600	40'000
Charges sociales s/jetons présence, Présidence et Vice-présidence	2'117	4'000	*1'883*	*17'408*	2'922	4'000
Honoraires fiduciaire	11'552	14'200	*2'648*		12'852	25'000
Honoraires organe de révision	7'020	6'000	*(1'020)*		7'560	11'000
Autres honoraires	-1'787	-	*1'787*	*3'415*	8'213	-
Frais de locaux	4'869	4'800	*(69)*		4'800	4'800
Frais de bureau	9'230	15'478	*6'248*		11'077	15'678
Frais réception	5'505	6'000	*495*		5'921	8'000
Divers et imprévus	300	15'000	*14'700*		1'229	15'000
Produits exceptionnels (Poche TVA Q2, Taxe CO2)	-	-	-	*21'374*	-	-
Résultat de fonctionnement	***169'609***	***215'478***	***45'869***	***45'869***	***186'340***	***233'478***

Boni (Manco) sur frais fonctionnement	45'869	
Renouvellement administration Poche	(2'741)	
Renouvellement direction Comédie	(37'762)	
Boni (Manco) sur subvention Etat GE	(12'250)	
Subvention complémentaire Poche (identité visuelle)	(22'000)	
Boni (Manco) sur budget		***(28'884)***
Comédie attribution résultat 13-14		(178'941)
Boni (Manco) d'exploitation		**(207'824)**
Résultat Le Poche		(19'415)
Résultat Comédie		17'681
		(209'558)

Fondation d'Art Dramatique
Genève

ANALYSE SOMMAIRE DES ECARTS

COMPTES/BUDGET	Réalisé			Budget			
	Dépenses CHF	Recettes CHF	Déficit CHF	Déficit CHF	Ecarts Boni (manco) CHF	Dépenses CHF	Recettes CHF
COMEDIE							
Cassandre	(404'602)	197'266	(207'336)	(333'240)	125'904	(428'840)	95'600
Voyage au bout de la nuit	(78'865)	34'729	(44'136)	(53'620)	9'484	(73'060)	19'440
Lorenzaccio	(109'072)	43'231	(65'841)	(88'925)	23'084	(117'675)	28'750
Mission	(65'816)	58'078	(7'738)	(28'730)	20'992	(75'930)	47'200
Ma Barbara	(212'934)	74'843	(138'091)	(144'410)	6'319	(192'090)	47'680
Redonner Corps	(209'121)	15'145	(193'976)	(181'725)	(12'251)	(216'225)	34'500
Epître aux jeunes acteurs	(128'178)	25'365	(102'813)	(102'330)	(483)	(117'630)	15'300
La Sorelle Macaluso	(91'613)	41'966	(49'647)	(69'010)	19'363	(107'650)	38'640
Les Français	(242'097)	50'963	(191'134)	(190'540)	(594)	(240'040)	49'500
Un conte cruel	(491'060)	73'745	(417'315)	(391'630)	(25'685)	(465'930)	74'300
L'Opéra de quat'sous	(1'054'001)	446'060	(607'941)	(569'220)	(38'721)	(931'520)	362'300
Les Mondes meilleurs	(145'068)	21'295	(123'773)	(122'200)	(1'573)	(156'700)	34'500
Le Violon de Rotschild	(99'963)	23'976	(75'987)	(99'300)	23'313	(109'200)	9'900
Festival Commedia et Rencontres théâtrales	(62'952)	43'299	(19'653)	(45'000)	25'347	(45'000)	-
Evènements périphériques	(189'712)	55'657	(134'055)	(119'550)	(14'505)	(150'550)	31'000
Total	**(3'585'055)**	**1'205'619**	**(2'379'436)**	**(2'539'430)**	**159'994**	**(3'428'040)**	**888'610**
Budget	(3'428'040)	888'610	(2'539'430)				
Boni (Manco) s/ budget spectacles	(157'015)	317'009	**159'994**				
Boni (Manco) s/ budget partenariat			**(5'000)**				
Boni (Manco) s/ budget recettes access.			**932**				
Boni (Manco) s/ budget frais locaux			**(68'382)**				
Boni (Manco) s/ budget frais généraux et amortissements			**69'127**				
Boni (Manco) s/ résultat exceptionnel			**(50'989)**				
Boni global s/budget			**105'681**				

	Réalisé 2015-2016 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Ecarts Boni(manco) CHF
Subvention FAD (expl + invest)	(5'939'441)	(5'939'441)	-
Autres subventions Etat et Ville GE	(88'864)	-	88'864
Autres subventions SP	(61'537)	(50'000)	11'537
Recettes spectacles	(764'558)	(690'910)	73'648
Coproductions	(165'658)	(82'700)	82'958
Sponsoring partenariat	-	(5'000)	(5'000)
Sponsoring spectacles	(125'000)	(65'000)	60'000
Recettes accessoirs et diverses	(15'932)	(15'000)	932
Total des produits	**(7'160'990)**	**(6'848'051)**	**312'940**
Frais d'exploitation des spectacles	3'585'054	3'428'040	(157'014)
Frais de locaux non administratifs	312'493	244'111	(68'382)
Frais de fonctionnement	3'053'992	3'133'900	79'908
Amortissements	145'781	135'000	(10'781)
Total des charges	**7'097'320**	**6'941'051**	**(156'269)**
Résultat charges et produits exceptionnels	(45'989)	5'000	(50'989)
Boni (Manco) sur budget	**17'681**	**(88'000)**	**105'681**

Depuis la saison 2015-2016 et conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4), les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat

Fondation d'Art Dramatique
Genève

ANALYSE SOMMAIRE DES ECARTS

COMPTES/BUDGET	Réalisé			Budget			
	Dépenses CHF	Recettes CHF	Déficit CHF	Déficit CHF	Ecarts Boni (manco) CHF	Dépenses CHF	Recettes CHF
LE POCHE							
SLOOP1	375'805	(167'426)	208'379	184'150	(24'229)	347'050	(162'900)
DUO	124'354	(14'025)	110'329	105'012	(5'317)	121'812	(16'800)
V. VAN DURME	66'940	(16'227)	50'713	56'094	5'381	80'094	(24'000)
SLOOP 2	304'300	(66'404)	237'896	214'698	(23'198)	300'898	(86'200)
CONTE CRUEL	45'511	(8'167)	37'344	43'494	6'150	43'494	-
CTRL-X	183'122	(16'811)	166'311	144'907	(21'404)	185'107	(40'200)
CTRL-J	20'877	(5'197)	15'680	10'598	(5'082)	22'098	(11'500)
RENCONTRE	4'752	(1'239)	3'513	23'632	20'119	23'632	-
COMITE LECTURE et EVENEMENTS SPECIAUX	39'495	(16'574)	22'921	31'234	8'313	31'234	-
Total	**1'165'156**	**(312'070)**	**853'086**	**813'819**	**(39'267)**	**1'155'419**	**(341'600)**
Budget	1'155'419	(341'600)	813'819				

Boni (Manco) s/ budget spectacles	(9'737)	(29'530)	**(39'267)**
Boni (Manco) s/ budget subventions rénovation FAD			**11'625**
Boni (Manco) s/ budget frais fonctionnement			**60'570**
Boni (Manco) s/ budget frais locaux non admin			**(40'356)**
Boni (Manco) s/ budget recettes diverses			**3'832**
Boni (Manco) s/ amortissements			**570**
Boni (Manco) s/ budget résultat charges et produits exceptionnels			**(10'484)**
Boni global s/budget			**(13'511)**

	Réalisé 2015-2016 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Ecarts Boni(manco) CHF
Subvention FAD	2'021'500	2'021'500	-
Subvention complémentaire FAD	93'000	-	93'000
Autres subventions Etat et Ville	26'319	-	26'319
Autres subventions	41'075	67'500	(26'425)
Recettes spectacles	101'070	198'100	(97'030)
Coproductions	107'600	76'000	31'600
Recettes diverses	3'832	-	3'832
Recettes bar	36'006	-	36'006
Total des produits	**2'430'402**	**2'363'100**	**67'302**
Frais d'exploitation des spectacles	(1'165'157)	(1'155'419)	(9'738)
Frais de locaux non administratifs	(40'356)	-	(40'356)
Frais de fonctionnement	(1'120'015)	(1'180'585)	60'570
Amortissements	(32'430)	(33'000)	570
Attribution au fonds d'investissement	(93'000)	-	(93'000)
Utilisation du fonds d'investissement	11'625	-	11'625
Total des charges	**(2'439'333)**	**(2'369'004)**	**(70'329)**
Résultat charges et produits exceptionnels	(10'484)	-	(10'484)
Boni (Manco) sur budget	**(19'415)**	**(5'904)**	**(13'511)**

Depuis la saison 2015-2016 et conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4) , les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat

Fondation d'Art Dramatique
Genève

ANNEXE

1 Organisation

La fondation d'Art Dramatique de Genève est une fondation d'intérêt communal public créée par la Ville de Genève. Ses statuts ont été adoptés par le Conseil Municipal le 28 mars 1979 et approuvés par le Grand Conseil le 14 mars 1980. Ils ont été amendés le 15 octobre 2008 par le Conseil municipal et approuvés le 25 juin 2009 par le Grand Conseil.
La fondation a pour but d'assurer l'exploitation des théâtres qui lui sont confiés, principalement en y organisant des représentations d'art dramatique.

2 Liste des membres

Le conseil est formé par autant de membres qu'il y a de partis politiques représentés au Conseil municipal de la Ville de Genève, plus huit autres membres.

Au 30 juin 2016, le conseil de fondation est composé des membres suivants:

Thomas Boyer	Président
Gerard Deshusses	Vice-président
Marie-Pierre Theubet	Secrétaire
Arianne Arlotti	Membre
Vincent Babel	Membre
Marie-Agnes Bertinat	Membre
Stéphane Dubois-dit-Bonclaude	Membre
Sami Kanaan	Membre
Virginie Keller Lopez	Membre
Martine Koelliker	Membre
Daniel Pastore	Membre
Thomas Putallaz	Membre
Daniel Wolf	Membre

La fondation est engagée par la signature collective à deux du Président, du Vice-président ou du Secrétaire. Les membres du conseil de fondation n'ont pas la signature.

3 Moyenne annuelle des emplois à plein temps

Pour la saison 2015/2016, la moyenne annuelle des emplois à plein temps pour l'ensemble de la Fondation (y compris les théâtres) était comprise entre 50 et 250 collaborateurs.

4 Responsable de le tenue de la comptabilité

Chaque théâtre tient la comptabilité pour son activité. BfB Société Fiduciaire Bourquin frères et Béran SA Corraterie 26, Genève, tient la comptabilité de l'Etat-Major et établit les comptes combinés.

5 Organe de révision

L'organe de révision est la fiduciaire Duchosal Berney SA à Genève. Elle a été nommée pour le contrôle des comptes dès la saison 2009-2010.

Fondation d'Art Dramatique
Genève

6 Liste des indemnités versées aux membres du Conseil de Fondation

Les jetons de présence versés aux membres du conseil, du bureau et des commissions durant la saison 2015/2016 ont été les suivants:

	2015-2016	2014-2015
Thomas Boyer	15'850	7'800
Gerard Deshusses	7'625	5'800
Pascal Altenbach		-
Arianne Arlotti	1'300	
Marie-Agnès Bertinat	1'500	1'200
Vincent Babel	1'100	400
Stéphane Dubois-dit Bonclaude		
Claudia Grassi	100	2'900
Sami Kanaan	200	-
Virginie Keller Lopez	1'000	1'100
Martine Koelliker	1'100	2'500
Daniel Pastore	1'600	1'100
Thomas Putallaz	3'000	2'100
Marie Pierre Theubet	4'100	3'000
Daniel Wolf	5'300	2'650
Total jetons distribués	**43'775**	**30'550**
dont Bureau, Conseil, hors séance	*32'475*	
Renouvellement direction Comédie	*11'300*	

Les jetons de présence dus aux fonctionnaires sont versés aux autorités de tutelle.

7 Théâtres gérés

La FAD gère le théâtre de la Comédie de Genève-Centre Dramatique et le théâtre Le Poche.

8 CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT 2013-2016

En date du 12 décembre 2012 une convention de subventionnement à été signée avec la Ville de Genève et l'Etat de Genève.
Cette convention prévoit notamment le versement, par la Ville de Genève, d'un montant annuel de CHF 5'547'478. Le versement de l'Etat de Genève prévu dans la convention est un montant annuel de CHF 2'450'000.
Il est rappelé que ces montants dépendent du vote annuel du Conseil municipal et du Grand conseil, ainsi que d'événements exceptionnels.

La convention 2013-2016 a pris fin au 30 juin 2016. Elle n'a à ce jour pas été renouvelée. Suite au référendum de juin 2016, la subvention de la Ville de Genève a été maintenue à CHF 5'547'478. Pour ce qui concerne l'Etat de Genève, la subvention a subi une baisse de 1% sur l'année civile 2016.

9 Principes comptables

9.1 Principes comptables appliqués

Les comptes sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC (Recommandations relatives à la présentation des comptes), en particulier la SWISS GAAP RPC 21.
Ils répondent par ailleurs aux principes du droit suisse, en particulier les articles sur la comptabilité commerciale et la présentation des comptes (art. 957 à 962 CO).

La directive transversale sur la présentation et la révision des états financiers des entités subventionnées et des autres entités paraétatiques, établie par le Conseil d'Etat du canton de Genève le 30.06.2016, a été appliquée (EGE-02-04_v4).

La FAD a affilié le personnel artistique à la fondation de prévoyance Artes & Comoedia d'une part, et le personnel administratif à la Fondation de prévoyance en faveur du personnel d'institutions subventionnées par la Ville de Genève (FOP) d'autre part. Ces fondations sont organisées selon le système de la primauté des cotisations, l'employeur ne dispose pas d'une réserve de contributions futures, et la situation de couverture des caisses n'était pas connue au 30 juin 2016.

Fondation d'Art Dramatique
Genève

9.2 Donation Poche

Il s'agit de la donation faite par les époux Kull en faveur du Poche en 2002.

9.3 Fonds de réserve statutaire

La fondation n'ayant pas été dotée d'un capital de dotation lors de sa création, le Conseil Municipal a accepté un règlement du fonds de réserve le 30 juin 1985. Ce règlement, approuvé par le Conseil d'Etat le 7 novembre 1985, précise que la FAD a l'obligation , en cas d'excédent des produits sur les charges, de constituer un fonds de réserve dont le montant maximum peut atteindre 18% des dernières subventions versées par la Ville et l'Etat de Genève. En principe, les 2/3 sont destinés à couvrir tout déficit éventuel, et le solde à l'amélioration des spectacles des théâtres gérés par la FAD. Dès le 30 juin 2009, le fonds de réserve statutaire sera alimenté, à chaque échéance de la convention de subventionnement, uniquement par la part de subventions non dépensées (article 20). Au 30 juin 2016, il s'élève à CHF 1'157'720, destinés à couvrir d'une part le renouvellement de la direction du Poche, d'autre part le renouvellement de la direction de la Comédie et enfin les immobilisations. Son maximum est plafonné à 18% des subventions reçues soit au total pour la saison 2015-2016 CHF 1'437'341.

Provision renouvellement direction des théâtres
Lors du changement de direction, la FAD doit supporter le coût de lancement de la nouvelle direction. Ces frais se cumulent avec ceux de la saison de la direction qui termine son mandat. Ce coût supplémentaire correspond à un coût certain mais à une échéance incertaine. Pour cette raison et comme les autorités subventionnantes n'adaptent pas en conséquence les subventions, une provision devrait être créée à charge de chaque exercice. Depuis le 1er juillet 2008, aucune provision n'est comptabilisée et la FAD s'assure que le fonds de réserve statutaire est suffisant pour couvrir les frais à venir en rapport avec le renouvellement des directions.

9.4 Coproductions

Depuis l'exercice 2007-2008, seuls les produits et charges propres aux théâtres figurent dans les comptes de recettes et dépenses de la FAD.

9.5 Subventions en nature
Jusqu'à la saison 2014-2015, les subventions en nature accordées par la Ville et l'Etat de Genève, principalement la mise à disposition de locaux, étaient comptabilisées en recettes et la charge correspondante était comptabilisée sous frais de locaux (spectacles et administratifs).

Depuis la saison 2015-2016, conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4), les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat et sont détaillés précédemment.

En vertu des normes Swiss Gaap RPC, ce changement de présentation a nécessité un retraitement des comptes de l'exercice précédent ("restatement").

10 Exonération fiscale cantonale et fédérale

Par sa lettre du 30 mai 2011, l'administration fiscale cantonale confirme que, s'agissant d'une fondation d'intérêt communal public, la FAD est exonérée de l'impôt conformément à l'article 9 al. 1 lettre c) de la loi sur l'imposition des personnes morales (LIPM) du 23 septembre 1994. En conséquent, toute modification des statuts doit être portée à la connaissance de l'AFC.

11 Leasing	**2015-2016**	**2014-2015**
Etat-major	Néant	Néant
Comédie	Néant	Néant
Poche		
- centrale téléphonique	Néant	Néant

Fondation d'Art Dramatique
Genève

12 Analyse des risques

Lors de la séance du Conseil du 20 juin 2016, les directeurs des théâtres ont présenté la mise à jour de la cartographie des risques et les modifications relatives aux contrôles périodiques.

13 Autres informations

Le détail des autres informations requises par les directives DIP figure dans le fascicule détaillé destiné aux membres du conseil de fondation.

14 Tableau de variation du fonds de réserve statutaire

Le fonds de réserve s'élève à CHF 1'157'720 au 30 juin 2016, voir point 9.3 ci-dessus.

15 Prestations à titre gratuit, invitations

Comédie

	Nbre invit.	Nbre spectacles	
INVITATIONS PREMIERES - 2 personnes Personne qui " font l'opinion ".	240	13	**3'120**
INVITATIONS POUR 2 - 2 personnes 200 contacts, essentiellement formés de professionnels	400	2	**800**
INVITATIONS PARTENAIRES Partenaires avec lesquels nous avons une convention, ils reçoivent un certain nombre d'invitations en échange de prestation en nature.	442	1	**442**
INVITATIONS *AD HOC* Ecoles de théâtre, écoles spécialisées, HES, écoles de danse. A travers les directions d'établissement ou certains professeurs, les élèves sont conviés à l'un ou à l'autre de nos spectacles.	120	2	**240**
INVITATIONS PRODUCTIONS OU COPRODUCTIONS Pour environ 10 artistes - 4 invitations/pers.	40	9	**360**
Au diffuseurs invités	10	9	**90**
INVITATIONS ACCUEILS Selon contrat de cession, souvent 10 places/soir	10	19	**190**
INVITATIONS PERSONNEL COMEDIE - 2 personnes Au personnel fixe et intermittent pour les productions et coproductions	140	9	**1'260**
INVITATIONS PERSONNEL COMEDIE - 1 personnes Au personnel fixe et intermittent pour les accueils	70	4	**280**
INVITATIONS ENVOYEES			**6'782**
INVITATIONS UTILISEES parmi toutes les catégories ci-dessus.			**4'118**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Poche	Nbre invit.	Nbre spectacles	
INVITATIONS PREMIERES - 1 personne Equipe artistique du spectacle (2 par personne) Personnel permanent et temporaire (2 par personne) Liste invités Poche	70	10	**700**
INVITATIONS SPECTACLES - 1 personne Equipe artistique du spectacle (2 par personne) Personnel permanent et temporaire (2 par personne) Public professionnel Public cible selon la thématique du spectacle	80	11	**880**
INVITATIONS PARTENAIRES - 1 personne Partenaires médias (y compris concours et offres spéciales) Partenaires professionnels (accueil, coproductions, UTR)	170	10	**1'700**
INVITATIONS PERMANENTES - 2 personnes Personnel permanent à offrir (1 par personne) Liste invités Poche (y compris officiel, politique)	165	10	**1'650**
INVITATIONS ENVOYEES			**4'930**
INVITATIONS UTILISEES parmi toutes les catégories ci-dessus.			**2'307**

16 Traitement des bénéfices et des pertes (article 21 de la convention de subventionnement)

AFFECTATION DU RESULTAT

(Art. 21 convention de subventionnement 2013/2016 et lettre du DAC du 23 septembre 2014)			PART DES SUBVENTIONS NON DEPENSEE	SUBVENTIONS NON DEPENSEES A RESTITUER
Boni saison 2012/2103			18.92%	81.08%
	Etat Major	24'806		
	Comédie	188'335		
	Poche	(5'495)		
		207'646	**39'287**	**168'359**
Boni saison 2013/2014			16.11%	83.89%
	Etat Major	147		
	Comédie	178'941		
	Poche	71'086		
		250'174	**40'303**	**209'871**
Manco saison 2014/2015			18.09%	81.91%
	Etat Major	(205'983)		
	Comédie	3'159		
	Poche	48'692		
		(154'132)	**(27'882)**	**(126'250)**
Manco saison 2015/2016			16.47%	83.53%
	Etat Major	(207'824)		
	Comédie	17'681		
	Poche	(19'415)		
		(209'558)	**(34'514)**	**(175'045)**
Solde au 30.06.2016		94'131	**17'195**	**76'936**

	2012/2013	**2013/2014**	**2014/2015**	**2015/2016**
Total des recettes propres combinées	1'866'325	1'535'654	1'765'833	1'574'384
total des revenus combinés déterminants	9'863'803	9'533'132	9'763'311	9'559'612
	18.92%	16.11%	18.09%	16.47%

Fondation d'Art Dramatique
Genève

17 Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont présentées à leur valeur d'acquisition sous déduction des amortissements. Les amortissements annuels sont linéaires, calculés sur la valeur d'acquisition selon les taux présentés ci-dessous, basés sur la période d'utilisation estimée.

Est qualifié d'investissement tout achat :

- Pour la Comédie, d'un bien de plus de CHF 5'000.- (par objet ou groupe d'objet)

- Pour Poche/GVE, d'un bien de plus de CHF 2'000.- (par objet ou groupe d'objet)

Les taux d'amortissements suivants ont été retenus:

Aménagements	12.50%	Matériel technique	25%
Mobilier et machines de bureau	25%	Véhicules	25%
Site internet	25%	Travaux Caecilia	10%

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

	30.06.2015	Acquisitions 15/16	Amortissements 15/16	30.06.2016
Etat-Major	2			2
Comédie	179'723		(43'796)	135'927
Poche	2'317	93'934	(12'223)	84'028
AMENAGEMENTS	**182'042**	**93'934**	**(56'019)**	**219'957**
Comédie	44'193	46'431	(18'710)	71'914
Poche	8'871		(5'596)	3'275
MOBILIER ET MACHINES DE BUREAU	**53'064**	**46'431**	**(24'306)**	**75'189**
Comédie	29'940		(10'000)	19'940
SITE INTERNET	**29'940**	**-**	**(10'000)**	**19'940**
Comédie	162'256	56'661	(73'274)	145'643
Poche	17'410	16'207	(8'831)	24'786
MATERIEL TECHNIQUE	**179'666**	**72'868**	**(82'105)**	**170'429**
Poche	27'940		(5'780)	22'160
VEHICULES	**27'940**	**-**	**(5'780)**	**22'160**
Etat-Major	1			1
TRAVAUX CAECILIA	**1**	**-**	**-**	**1**
total	**472'653**	**213'233**	**(178'210)**	**507'676**

18 Honoraires versés à l'organe de révision (TTC)

	2015/2016	2014/2015
Prestations en matière de révision	31'320	31'320
Autres prestations de service	-	3'213
	31'320	**34'533**

19 Explications relatives aux postes extraordinaires uniques ou hors période du compte de résultat

Les éléments exceptionnels sont détaillés précédemment, à la suite du compte de résultat.

20 Evènements importants survenus après la date du bilan

Néant

Fondation d'Art Dramatique
Genève

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Exploitation	**2015-2016**	**2014-2015**
Excédent (déficit) d'exploitation	(209'558)	(154'132)
Amortissements	178'211	170'200
Attribution intérêts Donation Poche	-	-
Utilisation / attribution fonds Kull	10'332	(20'000)
CASH FLOW	**(21'015)**	**(3'932)**
(Augmentation) Diminution des actifs circulants (hors trésorerie)	(58'514)	287'545
Augmentation (Diminution) des capitaux étrangers à court terme hors subvention à restituer	(1'234'092)	(189'241)
Augmentation (Diminution) des fonds affectés	0	(40)
	(1'292'606)	**98'264**
Flux provenant de l'exploitation	**(1'313'622)**	**94'332**
Investissements de l'exercice	**(213'234)**	**(175'415)**
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITES	**(1'526'856)**	**(81'083)**
Liquidités au début d'exercice	(3'075'889)	(3'156'972)
Liquidités en fin d'exercice	1'549'033	3'075'889
Variation des liquidités (comme ci-dessus)	(1'526'856)	(81'083)

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Etat-Major
* compte tenu des moyens financiers selon PFQ

* valeurs cibles	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016

Ratios

Part des subventions de Ville	subvention Ville/total recettes		**62.99%**	**62.53%**	**61.59%**	**61.99%**
Part des subventions de l'Etat	subvention Etat/total recettes		**23.82%**	**24.29%**	**23.99%**	**24.43%**
Part des subventions	subvention /total recettes		**85.92%**	**86.58%**	**84.65%**	**85.76%**

Subvention Ville	5'547'478	5'547'478	5'547'478	5'547'478
Subvention Ville, en nature	704'520	708'633	694'222	666'388
Subvention Ville, autres	116'238	123'540	121'799	101'598
Comédie	194'826	-	-	-
	6'563'062	**6'379'651**	**6'363'499**	**6'315'464**
Subvention Etat	2'450'000	2'450'000	2'450'000	2'437'750
Subvention Etat, en nature			31'890	63'780
Subvention Etat, autres	23'285	37'285	34'335	13'585
Comédie	43'592	-	-	-
	2'516'877	**2'487'285**	**2'516'225**	**2'515'115**
Total	**9'079'939**	**8'866'936**	**8'879'724**	**8'830'579**
Autres subventions diverses	**93'700**	**25'000**	**96'500**	**67'612**
Autres subventions en nature				**6'472**
Recttes propres	**1'394'684**	**1'349'829**	**1'493'199**	**1'320'589**
Dissolution provision	**-**	**-**	**20'000**	**71'000**
Total recettes	**10'568'323**	**10'241'765**	**10'489'423**	**10'296'252**

Depuis la saison 2015-2016 et conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4), les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat.

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Tableau de bord de La Comédie			modifs =	version Comédie		
Activités		*statistique 2010-2011*	**2012-2013**	**2013-2014**	**2014-2015**	**2015-2016**
Créations	Créations en production + coproduction où le théâtre a été producteur délégué	*3*	5	4	4	6
	Créations en coprod. où le théâtre n'a pas été producteur délégué	*8*	1	3	4	4
Accueils	Spectacles en accueil	*2*	3	6	5	3
Reprises	Spectacles en reprise	*0*			2	
	Total des spectacles	*13*	9	13	15	13
Coproductions	Coproductions genevoises	*4*	2	3	1	1
	Coproductions suisses ou internationales	*4*	3	1	3	5
Représentations à Genève	Représentations de créations y.c. reprises	*92*	74	93	60	103
	Représentations de spectacles accueillis	*12*	22	42	38	16
	Représentations hors les murs	*2*	10	0	17	21
	Représentations hors-scène (payantes et libres)	*34*	18	22	44	33
	Total des soirées	*140*	124	157	159	173
Représentations en tournée	Représentations hors Genève de spectacles créés par l'institution	*78*	47	21	38	37
	Représentations de coproductions en tournée	*162*	16	30	62	34
Public scolaire						
Elèves venus avec leur classe	Elèves du primaire ayant assisté aux spectacles	*0*	0	0	0	0
	Elèves du CO ayant assisté aux spectacles	*415*	477	793	105	186
	Elèves du PO ayant assisté aux spectacles	*984*	874	1'507	1'468	1'740
	Autre (accompagnants, écoles privées, Université, écoles françaises,...)	*0*	-	-	-	-
	Total des élèves	*1'399*	1'351	2'300	1'573	1'926
Visites scolaires DIP	Elèves du DIP accueillis ou visités dans le cadre d'opérations de médiation	*n/a*	135	165	198	260

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Tableau de bord de La Comédie			modifs = version Comédie			
Public/billetterie		*statistique 2010-2011*	**2012-2013**	**2013-2014**	**2014-2015**	**2015-2016**
Abonnements	Abonnements ou carte de réduction souscrits pour la saison	*1'411*	635	606	809	892
Nombre de places	Nombre total de sièges utilisés pour calculer le taux de fréquentation (jauge)	*42'190*	33'921	35'540	32'962	36'276
Taux de fréquentation	Nombre de spectacteurs / jauge	*68.00%*	59.38%	62.04%	68.51%	74.27%
Billets d'abonnement	Billets d'abonnement Adultes	*8'938*	4'149	3'744	5'010	5'873
Billets adultes plein tarif	Billets individuels ~~(...F)~~	*5'629*	4'417	6'346	6'453	8'543
Billets à prix réduit	Billets enfants et étudiants ~~(...F)~~	*3'125*	1'362	1'610	1'184	2'795
	Billets 20 ans / 20 francs (CHF 10.-)	*184*	140	220	212	256
	Billets AVS / AI / chômeurs ~~(...F)~~	*1'785*	1'488	1'532	1'682	1'973
	Autres : professionnels, mouvements aînés, groupes, gigogne	*3'359*	1'941	2'571	3'121	3'383
Billets scolaires	Total des billets des séances scolaires (accompagnateurs inclus)	*621*	1'351	645	-	367
Invitations	Billets gratuits	*6'175*	5'677	6'027	4'921	4'118
Total	Total des billets	*29'816*	20'525	22'695	22'583	27'308

Ressources humaines						
Personnel fixe	Nombre de postes en équivalent plein temps (40h par semaine)	*22.1*	24	23.5	23.5	24.6
	Nombre de personnes	*27*	29	28	28	30
Personnel intermittent de production	Nombre de semaines par année (vacances comprises)	*669*	786	735	868	888
	Nombre artisans, techniciens et autres	*43*	39	32	44	45
	Nombre de comédiens	*36*	37	26	54	36
Personnel temporaire (hors intermittent)	Nombre de semaines par année (vacances comprises)	*29*	18	24	24	17
	Nombre de personnes	*1*	1	1	2	2
Stagiaires ~~et jeunes diplômés~~	Nombre de semaines par année	*0*	0	0	0	14
	Nb de personnes (civilistes, apprentis, stages HETSR,stages chômage...)	*0*	0	0	0	4

Finances						
Charges de production	Charges de production + coproduction + accueil	*4'248'053*	4'006'505	3'617'692	4'124'675	4'368'021
Charges de fonctionnement	Personnel fixe + frais fixes + communication + amortissements	*3'214'243*	3'171'244	3'166'457	3'243'486	3'236'013
Recettes de billetterie	Produits liés directement à la vente de billets	*571'416*	346'419	387'742	391'434	499'500
Recettes de coproduction et tournées	Part versée par les coproducteurs si organisme producteur principal et vente de représentations	*268'466*	296'213	110'572	335'069	430'716
Autres recettes	Recettes propres divers + dons + fondations	*342'022*	127'882	126'792	90'504	94'943
Subventions liées à la convention	Subventions Ville + Etat reversées par la FAD y.c. subventions en nature	*6'844'960*	6'595'571	6'337'984	6'554'313	6'596'556
Charges totales	Charges de production et de fonctionnement	*7'462'296*	**7'177'749**	**6'784'149**	**7'368'160**	**7'604'034**
Recettes totales	Recettes propres+subv. Ville et Etat +recettes de coproducteur	*8'026'864*	**7'366'085**	**6'963'090**	**7'371'320**	**7'621'715**
Résultat d'exploitation	Résultat net	*564'569*	**188'335**	**178'941**	**3'159**	**-17'681**
Part d'autofinancement	(Billetterie +recettes propres+ coproduction + tournées) /recettes totales	*15%*	*10%*	*9%*	*11%*	*13%*
Part des charges de production	(Charges de production + de coproduction + accueil) / charges totales	*57%*	*56%*	*53%*	*56%*	*57%*
Part des charges de fonctionnement	Charges de fonctionnement / charges totales	*43%*	*44%*	*47%*	*44%*	*43%*

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Tableau de bord de La Comédie

modifs = version Comédie

Agenda 21 et accès à la culture

Actions entreprises pour favoriser l'accès à la culture	En annexe, liste détaillée des actions **(s/durée convention)**
Actions entreprises pour respecter les principes du développement durable	En annexe, liste détaillée des actions **(s/durée convention)**

Réalisation des objectifs		*valeurs cibles*	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Objectif 1: Développer des saisons théâtrales qui mêlent créations en particulier avec des artistes actifs à Genève, accueils régionaux et internationaux						
Nombre de spectacles	Créations	min. 4	5	7	8	10
	Accueils régionaux	min. 2	1	0	2	0
	Accueils internationaux	min. 2	2	6	3	3
Nombre de représentations	Représentations de créations, de reprises et d'accueils	90 - 120	124	157	159	173
Nombre de spectateurs	Total des spectateurs ayant assisté aux représentations	min. 30000	20'525	22'695	22'583	27'308
Part des créations/ensemble de la programmation	(Nombre de représentations "prod + coprod.")/total des représentations	min. 50%	60%	68%	69%	72%
Nombre de comédiens résidant en Suisse ou dans le Grand Genève	Comédiens engagés sur les productions + coproductions	*70-90%*	89%	92%	81%	89%
commentaires : seules sont comptées ici les représentations théâtrales données sur la Grande Scène ou aux Studios. L'objectif du nombre de spectacles par genre est une moyenne sur 4 ans.						
Objectif 2: Développer les tournées en Suisse (excepté décentralisation agglo.) et à l'étranger						
Nombre de représentations en tournée	Représentations de spectacles créés et de coproductions hors du Grand Genève	min. 20	35	30	72	61
Nbre de lieux d'accueil des productions (production déléguée)	Théâtres suisses et internationaux ayant accueilli une création	*5-10*	5	0	11	10
Nbre de lieux d'accueil des coproductions (produites par le partenaire)	Théâtres suisses et internationaux ayant accueilli une coproduction	*10-20*	3	6	*8*	11
commentaires :						
Objectif 3: Développer les activités de médiation publiques et scolaires, ainsi que la formation professionnelle						
Nombre d'élèves du DIP ayant assisté aux spectacles		*min. 1000*	*1'351*	*2'300*	*1'573*	*1'926*
Nbre d'ateliers présentés aux écoles		*min. 20*	*50*	*41*	*45*	*47*
Nbre d'activités proposées en médiation publique	Conférences, rencontres, publications, attachés culturels	*min. 15*	*10*	*25*	*23*	*16*
Organisation de ou participation à des mesures de formation professionnelle	nbre de jours de stage et cours donnés aux comédiens professionnels ou apprenants (comédiens + metteurs en scène)	*min. 20*	*84*	*13*	*12*	*3*
commentaires : liste annuelle des activités pédagogiques à annexer. L'objectif du nombre d'élèves du DIP est une moyenne sur 4 ans, sachant que d'une saison à l'autre ce chiffre est aléatoire car il dépend directement de la programmation						
Objectif 4 : Développer l'offre hors les murs dans le Grand Genève						
Nbre de représentations hors les murs proposées	ttes représentations qui n'ont pas eu lieu à la Comédie, hors tournée	*min. 15*	38	21	0	6
Nbre de lieux hors les murs		*5 -10*	21	13	0	3
commentaires :						

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Tableau de bord
Le Poche

Activités		statistique 2010-2011	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Créations	Créations en production + coproduction où le théâtre a été producteur délégué	6	6	5	4	8
	Créations en coprod. où le théâtre n'a pas été producteur délégué	1	1	2	1	1
Accueils	Spectacles en accueil	0	1	2	5	2
Reprises	Spectacles en reprise	0	0	0	2	0
	Total des spectacles	7	8	9	12	12
Coproductions	Coproductions genevoises	0				
	Coproductions suisses ou internationales	1	4	4	3	4
Représentations à Genève	Représentations de créations y.c. reprises	0	134	111	79	126
	Représentations de spectacles accueillis	0	18	28	69	12
	Manifestations hors-scène (Entremets, évènements)	18	10	23	21	36
	Total des manifestations	18	162	162	169	174
Représentations en tournée	Représentations hors Genève de spectacles créés par l'institution (Genève et extérieur)	72	150	131	196	41
	Représentations de coproductions en tournée					

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Public scolaire		statistique 2010-2011	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Elèves venus avec leur classe	*Elèves du primaire ayant assisté aux spectacles*	**0**				
	Elèves du CO ayant assisté aux spectacles	**0**	**260**	**186**	**20**	**82**
	Elèves du PO ayant assisté aux spectacles	**151**	**459**	**578**	**288**	**388**
	Autres (accompagnants, écoles privées, Université, écoles françaises,…)	**134**	**138**	**216**	**202**	**22**
	Total des élèves et étudiants	**285**	**857**	**980**	**510**	**492**
Visites scolaires DIP	Elèves du DIP accueillis ou visités dans le cadre d'opérations de médiation	**40**	**40**	**150**	**13**	**150**
Nombre d'activités pédagogiques réalisées	Liste des activités à joindre en annexe		**6**	**18**	**7**	**5**

Public/billetterie		statistique 2010-2011	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Engagement du 21 au 31 mars 2017 // 11 jours // 0,37 trentièmes	Abonnements ou carte de réduction souscrits pour la saison	**836**	**709**	**759**	**836**	**321**
Nombre de places	Nombre total de sièges utilisés pour calculer le taux de fréquentation (jauge)	**16'671**	**19'273**	**17'983**	**18'938**	**15'118**
Taux de fréquentation	Nombre de spectateurs / jauge	**83%**	**90.82%**	**94%**	**89%**	**60%**
Billets d'abonnement	Billets d'abonnement	**5'016**	**4'458**	**4'683**	**4'803**	**1'870**
Billets adultes plein tarif	Billets individuels (35 CHF), y.c. représentations aînés	**3'751**	**4'630**	**4'203**	**3'428**	**615**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Public/billetterie (suite)		statistique 2010-2011	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Billets à prix réduit	Billets étudiants (15 CHF)	**750**	**771**	**596**	**786**	**291**
	Billets 20 ans/20 francs (10 CHF)	**63**	**114**	**73**	**58**	**61**
	Billets AVS/AI/chômeurs	**948**	**1'275**	**1'442**	**1'605**	**269**
	Autre : professionnels, mouvement des aînés, groupes, gigogne	**1'338**	**2'545**	**2'295**	**2'413**	**3'107**
Billets scolaires	Total des billets des séances scolaires (accompagnateurs inclus)		**719**	**764**	**568**	**581**
Invitations	Billets gratuits	**2'115**	**3'478**	**2'807**	**3'157**	**2'307**
Total	Total des billets	**13'981**	**17'990**	**16'863**	**16'818**	**9'101**

Ressources humaines						
Personnel fixe	Nombre de postes en équivalent plein temps (40h par semaine)	**6.9**	**6.95**	**7.3**	**7.4**	**7.9**
	Nombre de personnes	**10**	**10**	**11**	**11**	**11**
Personnel intermittent de production	Nombre de semaines par année (vacances comprises)	**450**	**527**	**484**	**449**	**466**
	Nombre artisans, technicien et autres	**34**	**53**	**50**	**51**	**53**
	Nombre de comédiens	**27**	**34**	**35**	**93**	**16**
Personnel temporaire (hors intermittent)	Nombre de semaines par année (vacances comprises)	**160**	**107**	**84**	**115**	**83**
	Nombre de personnes	**0**	**35**	**28**	**27**	**16**
Stagiaires et apprentis	Nombre de semaines par année	**0**	**0**	**0**	**0**	**11**
	Nb de personnes (civilistes, apprentis, stages HETSR, stages chômage…)	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**
Metteur(e)s en scène	Nombre de metteur(e)s en scène résidants en Suisse ou Grand Genève engagés par le Poche	**6**	**6**	**8**	**9**	**6**
Comédien(ne)s	Nombre de comédien(ne)s résidants en Suisse ou Grand Genève engagés par le Poche	**25**	**22**	**25**	**66**	**12**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Finances

		statistique 2010-2011	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Charges de production	Charges de production+coproduction+accueil	**1'823'852**	**1'851'082**	**1'829'906**	**1'946'390**	**1'374'492**
Charges de fonctionnement	Charges totales - charges de production	**1'074'008**	**1'123'171**	**1'144'204**	**1'077'877**	**1'212'060**
Recettes de billetterie	Produits liés directement à la vente de billets	**290'268**	**302'424**	**298'383**	**284'492**	**94'470**
Recettes de coproduction et tournées	Part versée par les coproducteurs si organisme producteur principal et vente de représentations	**386'803**	**258'640**	**262'345**	**230'072**	**114'200**
Autres recettes	Recettes propres divers + dons + fondations	**89'961**	**121'804**	**163'994**	**78'627**	**38'507**
Subvention liées à la convention	Subvention Ville + Etat reversées par la FAD, y.c. subv. en nature	**2'141'956**	**2'238'635**	**2'320'474**	**2'479'768**	**2'251'426**
Charges totales	Charges totales y.c. amortissements	**2'897'860**	**2'974'253**	**2'974'110**	**3'024'267**	**2'667'940**
Recettes totales	Recettes propres +subv Ville et Etat + recettes de coproducteur	**2'908'988**	**2'968'758**	**3'045'196**	**3'072'960**	**2'648'513**
Résultat d'exploitation	Résultat net	**11'128**	**-5'495**	**71'086**	**48'692**	**-19'427**
Part d'autofinancement	Recettes propres + coproduction + tournées / recettes totales	**26%**	**23%**	**24%**	**19%**	**9%**

Agenda 21 et accès à la culture

Actions entreprises pour favoriser l'accès à la culture	En annexe, liste détaillée des actions
Actions entreprises pour respecter les principes du développement durable	En annexe, liste détaillée des actions

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Réalisation des objectifs	valeurs cibles	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Objectif 1: Produire ou coproduire des spectacles réalisés par des artistes et artisans professionnels de la scène					
Nombre de spectacles	8	8	9	25	12
Nombre de représentations	150	152	139	148	138
Nombre de spectateurs	16'000	17'990	16'863	16'818	9'101

Commentaires:
2015-2016 correspondant à la première saison dirigée par Mathieu Bertholet. Sur les 11 textes programmés, 2 ont été joués 18 soirs, les autres (SLOOP et accueils) entre 6 et 12 soirs. Le 12ème spectacle correspond au festival CTRL-J avec 6 représentations sur 3 jours.
Ainsi, le nombre de représentations est légèrement en dessous de la valeur cible.
Le renouvellement de public étant inhérent au changement de direction, la valeur cible, cette saison, n'est pas atteinte.
Est compris dans la réalisation de ces 3 objectifs le spectacle " Un conte cruel" produit par la Comédie est présenté au POCHE /GVE.

Objectif 2: Créer des œuvres contemporaines					
Spectacles en création	6	7	7	10	9
Textes en création (textes mis en scène pour 1ère fois)	2	4	4	4	7
Nombre de textes dont les auteurs sont vivants	7	6	6	13	11

Commentaires:
Tous les auteurs des textes présentés cette saison 15-16 sont venus rencontrer, au POCHE /GVE, les artistes et le public.

Objectif 3: Favoriser la création suisse					
Auteur(e)s résidant en Suisse (ou dans le Grand Genève)	2	4	1	9	2
Metteur(e)s en scène résidant en Suisse (ou dans le Grand Genève)	5	7	5	9	7
Comédien(ne)s en scène résidant en Suisse (ou dans le Grand Genève)	25	22	25	66	17

Commentaires:
En 2015-2016, un nouveau système de production est mis en place : CARGO et SLOOP. Pour ce dernier, les comédiens sont engagés sur plusieurs spectacles qui se jouent en alternance. Ainsi, pour le SLOOP 1, sur les 6 comédiens présents sur le plateau du spectacle « Villa Dolorosa », 4 l'étaient également pour «Extase et Quotidien ». Pour le SLOOP 2, les 4 comédiennes ont joué dans les 4 textes proposés dans cette série. Si l'on tient compte du nombre de comédiens par spectacle, et non par contrat, le résultat est de 33 comédiens sur le plateau.

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Réalisation des objectifs

	valeurs cibles	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Objectif 4: Diffuser les créations du théâtre hors du Grand Genève					
Nombre de représentations en tournées	**70**	**150**	**125**	**196**	**41**

Commentaires:
Une nouvelle direction a besoin de créer son réseau de diffusion. Ainsi, la saison 2015-2016 reflète ce changement de direction. Les tournées des spectacles créés cette saison 2015-2016 sont prévues sur les deux prochaines années.

Fondation d'Art Dramatique
Genève

BUDGET 2015-2016

	Etat-Major	Comédie	Poche	2015-2016
PRODUITS				
Subvention Ville de Genève	5'547'478	-	-	5'547'478
Subvention Etat de Genève	2'450'000	-	-	2'450'000
Autres subventions diverses	-	50'000	7'500	57'500
Subventions exploitation attribuées aux théâtres	(7'782'000)	5'760'500	2'021'500	-
FAD attribution excédent	-	178'941	-	178'941
Subventions	**215'478**	**5'989'441**	**2'029'000**	**8'233'919**
Recettes entrées	-	505'910	172'100	678'010
Tournées, vente spectacles	-	185'000	26'000	211'000
Autres recettes des spectacles, coproductions	-	82'700	76'000	158'700
Recettes accessoires spectacles	-	15'000	-	15'000
Dons, sponsoring	-	70'000	60'000	130'000
Recettes directes des spectacles	**-**	**858'610**	**334'100**	**1'192'710**
Total des Produits	**215'478**	**6'848'051**	**2'363'100**	**9'426'629**
CHARGES				
Frais de personnel pour spectacles	-	2'075'055	818'469	2'893'524
Frais de locaux non administratifs	-	244'111	-	244'111
Frais directs des spectacles	-	1'007'635	66'650	1'074'285
Promotion des spectacles	-	345'350	270'300	615'650
Frais directs des spectacles	**-**	**3'672'151**	**1'155'419**	**4'827'570**
Frais de personnel administratif	102'000	2'431'900	898'285	3'432'185
Jetons de présence et indemnité Présidence	52'000	-	-	52'000
Frais de locaux administratifs	4'800	36'000	38'300	79'100
Frais de lancement de saison	-	330'000	75'500	405'500
Frais techniques	-	67'500	28'000	95'500
Frais d'administration	56'678	263'500	140'500	460'678
Intérêts financiers	-	5'000	-	5'000
Amortissements	-	135'000	33'000	168'000
Frais de fonctionnement	**215'478**	**3'268'900**	**1'213'585**	**4'697'963**
Total des charges	**215'478**	**6'941'051**	**2'369'004**	**9'525'533**
CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Produits exceptionnels	-	5'000	-	5'000
(Charges) exceptionnelles	-	-		-
Résultat exceptionnel	**-**	**5'000**	**-**	**5'000**
Excédent (Déficit) d'exploitation	**-**	**(88'000)**	**(5'904)**	**(93'904)**

duchosal berney

duchosal berney sa

rue du rant 8
case postale 6540
1211 Genève 6
t 058 234 92 00
f 058 234 92 11

duchosalberney.ch

Rapport de l'organe de révision
sur le contrôle ordinaire
au Conseil de fondation de

Fondation d'Art Dramatique de Genève
Genève

pour l'exercice 2015/2016

EXPERT SUISSE

duchosal berney

Rapport de l'organe de révision
au Conseil de fondation de la

Fondation d'Art Dramatique de Genève
Genève

Mesdames, Messieurs,

duchosal berney sa

rue du rhône 8
case postale 6540
1211 Genève 6
t 058 234 92 00
f 056 234 92 11

duchosalberney.ch

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels ci-joints de la Fondation d'Art Dramatique de Genève, comprenant le bilan, le compte d'exploitation, le tableau de flux de trésorerie et l'annexe pour l'exercice arrêté au 30 juin 2016.

Ces états financiers correspondent au cumul :

- des comptes de l'Etat-Major de la Fondation
- des comptes du théâtre « La Comédie de Genève »
- des comptes du théâtre « Le Poche, Théâtre en Vieille-Ville ».

Responsabilité du Conseil de fondation

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil de fondation. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil de fondation est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

EXPERT SUISSE

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 30 juin 2016 sont conformes à la loi suisse, aux obligations imposées par la LGAF, la LSGAF, aux directives étatiques du canton de Genève, aux règlements et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiff. 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil de fondation.

En outre, nous attestons que le traitement des fonds non affectés est conforme à la convention de subventionnement et au règlement du fonds de réserve et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Duchosal Berney SA

Franco Luvisotto
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Michaël Lehmann
Expert-réviseur agréé

Genève, le 17 novembre 2016
FL/GC/166.030/A26

Annexes : - comptes annuels
(bilan, compte d'exploitation, tableau de flux de trésorerie et annexe)

Fondation d'Art Dramatique
Genève

BILAN

	Etat-Major	Comédie	Poche	2015-2016	2014-2015
ACTIF					
Actif circulant					
Trésorerie	683'045	593'892	272'096	1'549'033	3'075'889
Créances à court terme	55'490	51'092	4'584	111'166	82'618
Stock	-	-	639	639	1'265
Actifs de régularisation	3'416	276'714	90'186	370'316	339'724
Total actif circulant	**741'951**	**921'698**	**367'505**	**2'031'154**	**3'499'496**
Actif immobilisé					
Immobilisations corporelles	3	373'424	134'249	507'676	472'653
Total de l'actif	**741'954**	**1'295'122**	**501'754**	**2'538'830**	**3'972'149**
PASSIF					
Dettes à court terme	32'672	254'723	27'873	315'268	273'375
Passifs de régularisation	15'167	276'351	88'756	380'274	1'707'381
Provisions	4'200	224'765	77'706	306'671	255'550
Subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention 2013-2016	76'936	-	-	76'936	251'981
Total capitaux étrangers à court terme	**128'975**	**755'839**	**194'335**	**1'079'149**	**2'488'287**
Donation Poche	193'202	-	-	193'202	264'245
Fonds Julius Baer, Pédagogie	-	10'189	-	10'189	10'189
Fds d'investissement travaux et mobilier Poche	-	-	81'375	81'375	-
Total fonds affectés	**193'202**	**10'189**	**81'375**	**284'766**	**274'434**
C/c FAD	(755'138)	529'094	226'044	-	-
Fonds de réserve statutaire	1'157'720	-	-	1'157'720	1'157'720
Part de subventions non dépensée	17'195	-	-	17'195	51'708
Total fonds non affectés	**419'777**	**529'094**	**226'044**	**1'174'915**	**1'209'428**
Total du passif	**741'954**	**1'295'122**	**501'754**	**2'538'830**	**3'972'149**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

COMPTE D'EXPLOITATION

	Etat-Major	Comédie	Poche	*Elimination*	2015-2016 Réalisé	2015-2016 Budget	2014-2015 Retraité
PRODUITS							
Subvention Ville de Genève	5'547'478	-	-		5'547'478	5'547'478	5'547'478
Subvention Etat de Genève	2'437'750	-	-		2'437'750	2'450'000	2'450'000
Autres subventions Ville de Genève	-	84'364	17'234		101'598	-	121'799
Autres subventions Etat de Genève	-	4'500	9'085		13'585	-	34'335
Autres subventions diverses	-	61'537	6'075		67'612	57'500	96'500
Subventions attribuées aux théâtres	(8'053'941)	5'939'441	2'114'500		-	-	-
Subventions	**(68'713)**	**6'089'842**	**2'146'894**		**8'168'023**	**8'054'978**	**8'250'112**
Recettes entrées	-	499'500	94'470		593'970	678'010	675'926
Tournées, vente spectacles	-	265'058	6'600		271'658	211'000	327'750
Autres recettes des spectacles, coproductions	-	165'658	107'600	*(34'067)*	239'191	158'700	238'399
Recettes accessoires spectacles	-	15'932	39'838		55'770	15'000	102'402
Dons, sponsoring	-	125'000	35'000		160'000	130'000	152'780
Dissolution / utilisation provision pour risque	-	-	-		-	178'941	-
Recettes propres	**-**	**1'071'148**	**283'508**	***(34'067)***	**1'320'589**	**1'371'651**	**1'497'257**
Utilisation fonds Kull	71'000	-	-		71'000	-	20'000
Total des Produits	**2'287**	**7'160'990**	**2'430'402**	***(34'067)***	**9'559'612**	**9'426'629**	**9'767'369**
CHARGES							
Frais de personnel pour spectacles	-	2'176'448	807'614		2'984'062	2'893'524	2'821'652
Frais de locaux non administratifs	-	312'493	40'356		352'849	244'111	308'980
Frais directs des spectacles	-	1'090'137	259'049	*(34'067)*	1'315'119	1'074'285	1'693'807
Promotion des spectacles	-	318'469	98'494		416'963	615'650	578'352
Frais directs des spectacles	**-**	**3'897'547**	**1'205'513**	***(34'067)***	**5'068'993**	**4'827'570**	**5'402'791**
Frais de personnel administratifs	98'328	2'412'408	880'135		3'390'871	3'432'185	3'287'753
Jetons de présence	34'592	-	-		34'592	52'000	33'472
Frais de locaux administratifs	4'869	-	-		4'869	79'100	4'800
Frais de lancement de saison	-	298'928	72'790		371'718	405'500	418'861
Frais techniques	-	79'497	33'929		113'426	95'500	94'990
Frais d'administration	31'818	252'683	131'871		416'372	460'678	431'718
Charges (Produits) financières nettes	-	10'476	1'290		11'766	5'000	10'409
Groupe de travail renouvellement direction Poche	2'741	-	-		2'741	-	64'787
Groupe de travail renouvellement direction Comédie	37'763	-	-		37'763	-	-
Amortissements	-	145'781	32'430		178'211	168'000	170'200
Frais de fonctionnement	**210'111**	**3'199'773**	**1'152'445**		**4'562'329**	**4'697'963**	**4'516'990**
Attribution au fds d'investissement travaux et mobilier Poche	-	-	93'000		93'000	-	-
Utilisation fds d'investissement travaux et mobilier Poche	-	-	(11'625)		(11'625)	-	-
Total des charges d'exploitation	**210'111**	**7'097'320**	**2'439'333**	***(34'067)***	**9'712'697**	**9'525'533**	**9'919'781**
Excédent (Déficit) d'exploitation	**(207'824)**	**63'670**	**(8'931)**	**-**	**(153'085)**	**(98'904)**	**(152'410)**
Résultat (charges)/produits exceptionnels	-	(45'989)	(10'484)	-	(56'473)	5'000	(1'722)
Excédent (Déficit) d'exploitation avant restitution des subventions non dépensées	**(207'824)**	**17'681**	**(19'415)**	**-**	**(209'558)**	**(93'904)**	**(154'132)**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DU BILAN

	Etat-Major	Comédie	Poche	2015-2016	2014-2015
Caisse	299	25'547	10'314	36'160	30'367
CCP c/c	-	18'078	231'784	249'862	364'129
UBS c/c	-	550'267	29'998	580'265	377'060
BCGe c/c	489'544	-	-	489'544	2'110'441
BCGe c/c donation Poche	193'202	-	-	193'202	193'892
Virement interne	-		-	-	-
Trésorerie	**683'045**	**593'892**	**272'096**	**1'549'033**	**3'075'889**
Débiteurs	-	44'703	9'715	54'418	76'887
Impôt anticipé	1	-	13	14	143
Dépôts	-	2'900	-	2'900	3'463
Avance SP	-	-	2'500	2'500	-
Avance sur salaires et frais	-	3'489	(7'644)	(4'155)	2'125
C/C Ville de Genève subvention à recevoir	55'489	-	-	55'489	-
Créances à court terme	**55'490**	**51'092**	**4'584**	**111'166**	**82'618**
Stock - Inventaire bar	**-**	**-**	**639**	**639**	**1'265**
Produits à recevoir	-	25'738	16'560	42'298	62'934
Frais payés d'avance	3'416	250'976	68'849	323'241	263'546
OCAS	-	-		-	13'244
Indemnité assurances	-	-	4'777	4'777	-
Actifs de régularisation	**3'416**	**276'714**	**90'186**	**370'316**	**339'724**
Aménagements	-	135'927	84'028	219'955	182'040
Mobilier & Machines de bureau	2	71'914	3'275	75'191	53'066
Sites internet	-	19'940	-	19'940	29'940
Matériel technique	-	145'643	24'786	170'429	179'666
Véhicules	-	-	22'160	22'160	27'940
Travaux Caecilia (Comédie)	1	-		1	1
Immobilisations corporelles	**3**	**373'424**	**134'249**	**507'676**	**472'653**
Fournisseurs	-	68'928	3'438	72'366	136'954
Créanciers	32'672	48'071	13'654	94'397	60'391
Caisses AVS	-	71'164	(21'594)	49'570	(10'170)
Impôt à la source	-	1'626	8'250	9'876	10'694
Artes et Comedia	-	56'890	13'837	70'727	63'232
LPP	-	8'044	10'288	18'332	12'274
Dettes à court terme	**32'672**	**254'723**	**27'873**	**315'268**	**273'375**
Recettes encaissées d'avance	-	139'358	12'047	151'405	166'400
Provision pour frais à payer	13'020	136'993	44'259	194'272	102'821
Provision pour frais à payer spectacles	-	-	2'450	2'450	16'524
Provision pour TVA à payer	2'147	-	-	2'147	4'766
Subvention Ville de Genève reçue d'avance	-	-	-	-	1'386'870
Fondation Leenaards	-	-	30'000	30'000	30'000
Passifs de régularisation	**15'167**	**276'351**	**88'756**	**380'274**	**1'707'381**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

	Etat-Major	Comédie	Poche	2015-2016	2014-2015
Provision pour vacances non prises	4'200	214'977	77'706	296'883	255'550
Autres provisions	-	9'788	-	9'788	-
Provisions	**4'200**	**224'765**	**77'706**	**306'671**	**255'550**
Comédie c/c	(529'094)	529'094	-	-	-
Poche c/c	(226'044)	-	226'044	-	-
C/c FAD	**(755'138)**	**529'094**	**226'044**	**-**	**-**
Solde au 1er juillet	264'245	-	-	264'245	284'285
Participation tournée "Combat d'une Reine"	-	-	-	-	(20'000)
Coûts complémentaires travaux Poche	(10'000)	-	-	(10'000)	-
Subvention complémentaire pour le mobilier	(61'000)	-	-	(61'000)	-
Intérêts (frais) financiers de l'exercice	(43)	-	-	(43)	(40)
Donation Poche	**193'202**	**-**	**-**	**193'202**	**264'245**
Solde au 1er juillet	-	10'189	-	10'189	10'189
Utilisation fonds Julius Baer	-	-	-	-	-
Fonds Julius Baer, Pédagogie	**-**	**10'189**	**-**	**10'189**	**10'189**
Solde au 1er juillet	1'157'720	-	-	1'157'720	1'157'720
Fonds de réserve statutaire	**1'157'720**	**-**	**-**	**1'157'720**	**1'157'720**
Excédent de produits (charges) de l'exercice	(207'824)	17'681	(19'415)	(209'558)	(154'132)
Excédent de produits (charges) de l'exercice	**(207'824)**	**17'681**	**(19'415)**	**(209'558)**	**(154'132)**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES PRODUITS

	Etat-Major	Comédie	Poche	*Elimination*	2015-2016	2014-2015
Subvention Ville de Genève	5'547'478	-	-		5'547'478	5'547'478
Subvention Etat de Genève	2'437'750	-	-		2'437'750	2'450'000
Subventions FAD	(7'960'941)	5'939'441	2'021'500		-	-
Subventions	**24'287**	**5'939'441**	**2'021'500**		**7'985'228**	**7'997'478**
Ville de Genève, autres, Colporteurs	-	-	6'250		6'250	30'000
Ville de Genève, Dept de la culture- billets	-	84'364	10'984		95'348	33'299
Ville de Genève, Dept municipal des Affaires culturelles	-	-	-		-	58'500
Autres subventions Ville de Genève	**-**	**84'364**	**17'234**		**101'598**	**121'799**
Etat de Genève, DIP	-	4'500	9'085		13'585	34'335
Autres subventions Etat de Genève	**-**	**4'500**	**9'085**		**13'585**	**34'335**
Autres subventions FAD	**(93'000)**	**-**	**93'000**		**-**	**-**
Autres subventions	**-**	**61'537**	**6'075**		**67'612**	**96'500**
Total des Subventions	**(68'713)**	**6'089'842**	**2'146'894**		**8'168'023**	**8'250'112**
Abonnements	-	153'018	37'570		190'588	219'812
Billets	-	327'222	52'400		379'622	429'164
Vente représentations	-	-	-		-	8'680
Scolaire	-	19'260	4'500		23'760	18'270
Recettes entrées	**-**	**499'500**	**94'470**		**593'970**	**675'926**
Tournées/ vente spectacles	**-**	**265'058**	**6'600**		**271'658**	**327'750**
Coproductions	-	161'028	96'600	*(34'067)*	223'561	211'594
Location personnel et matériel	-	4'630	-		4'630	14'805
Echange de public		-	11'000		11'000	12'000
Autres recettes spectacles	**-**	**165'658**	**107'600**	***(34'067)***	**239'191**	**238'399**
Location costumes	-	-	-		-	2'754
Divers Impôt source	-	1'672	549		2'221	2'601
Vente de livres	-	6'245	1'888		8'133	9'922
Vente cassettes et affiches	-	-	595		595	85
Vente Programmes, annonceurs	-	5'000	800		5'800	22'496
Recettes Bar	-	-	36'006		36'006	59'044
Produits divers	-	3'015	-		3'015	5'500
Recettes accessoires spectacles	**-**	**15'932**	**39'838**		**55'770**	**102'402**
Pro Helvetia	-	-	5'000		5'000	-
Loterie Romande	-	-	-		-	10'000
Carigest	-	30'000	-		30'000	-
Fondation Leenards	-	50'000	30'000		80'000	80'000
TPG	-	-	-		-	5'000
Fonds Intermittent		-	-		-	4'780
Fonds Interreg	-	-	-		-	53'000
Corodis	-	30'000	-		30'000	-
Migros Genève	-	15'000	-		15'000	-
Dons, sponsoring	**-**	**125'000**	**35'000**		**160'000**	**152'780**
Total des recettes propres	**-**	**1'071'148**	**283'508**	***(34'067)***	**1'320'589**	**1'497'257**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES CHARGES

	Etat-Major	Comédie	Poche	*Elimination*	2015-2016	2014-2015
FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES						
Frais de personnel artistique	-	1'373'573	453'114		1'826'687	1'668'647
Frais de personnel technique salle	-	85'326	91'524		176'850	176'246
Frais de personnel technique production	-	385'919	50'226		436'145	389'339
Charges sociales et défraiements	-	331'630	212'750		544'380	587'420
Frais de personnel pour spectacles	**-**	**2'176'448**	**807'614**		**2'984'062**	**2'821'652**
Matériel et frais spectacles	-	327'483	47'506		374'989	288'834
Frais de coproduction	-	203'842	107'382	*(34'067)*	277'157	175'718
Frais d'accueils	-	432'596	62'176		494'772	1'016'162
Droits d'auteurs, feu, Rodrigue	-	126'216	21'170		147'386	175'544
Bar	-	-	20'815		20'815	37'549
Frais directs des spectacles	**-**	**1'090'137**	**259'049**	***(34'067)***	**1'315'119**	**1'693'807**
Frais de réception	-	-	20'354		20'354	42'386
Création image	-	31'990	10'030		42'020	71'288
Affiches, affichage	-	92'495	16'662		109'157	139'411
Publicité et photos	-	116'715	20'510		137'225	148'245
Programmes, tracts et doc.	-	77'269	24'615		101'884	151'183
Frais de port, divers	-	-	6'323		6'323	23'501
Promotion des spectacles	**-**	**318'469**	**98'494**		**416'963**	**576'014**
TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**-**	**3'585'054**	**1'165'157**	***(34'067)***	**4'716'144**	**5'091'473**
Loyers - charges chauffage salle de répétitions, dépôts	4'869	143'379	14'188		162'436	153'052
Charges chauffage Cheval Blanc	-	-	-		-	14'273
Aménagements et entretiens	-	101'487	3'804		105'291	75'775
Electricité, eau et gaz	-	67'627	22'364		89'991	70'680
Frais de locaux	**4'869**	**312'493**	**40'356**		**357'718**	**313'780**
moins frais de locaux administratifs (estimation)	(4'869)	-	-		(4'869)	(4'800)
Frais de locaux non administratifs	**-**	**312'493**	**40'356**		**352'849**	**308'980**
TOTAL FRAIS DES SPECTACLES	-	3'897'547	1'205'513	*(34'067)*	5'068'993	5'400'453

Fondation d'Art Dramatique
Genève

	Etat-Major	Comédie	Poche	*Elimination*	2015-2016	2014-2015
FRAIS GENERAUX						
Salaires administratifs	78'126	929'670	560'175		1'567'971	1'544'050
Salaires techniques	-	831'741	130'111		961'852	913'910
Salaires d'entretien	1'032	32'816	7'677		41'525	42'014
Salaires Billetterie	-	161'355	7'150		168'505	171'638
Frais de personnel	-	17'037	2'046		19'083	12'581
Charges sociales	19'170	439'789	172'976		631'935	603'560
Frais de personnel administratifs	**98'328**	**2'412'408**	**880'135**		**3'390'871**	**3'287'753**
Indemnités Présidence	7'675	-	-		7'675	3'950
Jetons de présence Bureau & Conseil	24'800	-	-		24'800	26'600
Charges sociales	2'117	-	-		2'117	2'922
Jetons de présence	**34'592**	**-**	**-**		**34'592**	**33'472**
Frais de locaux administratifs (estimation)	**4'869**	**-**	**-**		**4'869**	**4'800**
Publicité, affiches, annonces	-	280'486	17'483		297'969	316'499
Sponsoring, partenariat	-	-	-		-	5'000
Publication L'autruche	-	18'442	-		18'442	36'227
Graphisme, photos	-	-	10'500		10'500	15'922
Impression dépliant	-	-	32'085		32'085	34'626
Frais de port	-	-	8'233		8'233	4'026
Lancement saison - conférence de presse	-	-	4'489		4'489	6'563
Frais de lancement de saison, promotion	**-**	**298'928**	**72'790**		**371'718**	**418'863**
Frais techniques	**-**	**79'497**	**33'929**		**113'426**	**94'990**
Frais de bureau	9'230	22'985	7'092		39'307	64'394
Frais de billetterie	-	-	9'353		9'353	3'680
Informatique	-	25'930	11'560		37'490	34'840
Entretien machines de bureau	-	15'425	473		15'898	18'027
Frais de photocopieuse	-	-	7'969		7'969	9'504
Frais d'impression	-	-	10'370		10'370	4'554
Abonnements, cotisations	-	34'547	12'421		46'968	50'253
Frais de port et télécommunication	-	39'522	22'036		61'558	59'198
Prospection et réception	5'504	62'058	15'616		83'178	74'212
Honoraires fiduciaires	16'784	28'080	18'820		63'684	66'312
Autres honoraires	-	3'617	-		3'617	8'213
Assurances et divers	300	15'152	9'746		25'198	29'318
Achats livres	-	5'367	6'415		11'782	9'212
Frais d'administration	**31'818**	**252'683**	**131'871**		**416'372**	**431'717**
Groupe de travail renouvellement direction théâtres	**40'504**	**-**	**-**		**40'504**	**64'787**
Amortissements sur investissements	-	145'781	32'430		178'211	170'200
Amortissements	**-**	**145'781**	**32'430**		**178'211**	**170'200**
TOTAL DES FRAIS GENERAUX	**210'111**	**3'189'297**	**1'151'155**		**4'550'563**	**4'506'582**
Frais financiers	-	10'478	1'234		11'712	10'255
Intérêts financiers	-	(2)	(22)		(24)	(165)
Différence de change	-	-	78		78	319
Charges financières nettes	**-**	**10'476**	**1'290**		**11'766**	**10'409**
Total Frais de fonctionnement	**210'111**	**3'199'774**	**1'152'445**		**4'562'329**	**4'516'991**

DETAIL DU RESULTAT EXCEPTIONNEL

	Etat-Major	Comédie	Poche	2015-2016	2014-2015
Détail produits(charges) sur exercices antérieurs					
Produits exceptionnels					
Dissolution provision SSA-droit d'auteur sur exercice antérieur	-	-	2'584	2'584	2'142
Dissolution créanciers frais de spectacles saison antérieure	-	-	923	923	-
Remboursement d'assurance sur exercice antérieur	-	-	500	500	6'210
Décompte charges exercices antérieurs		-	-	-	3'515
Erreur billetterie	-	-	-	-	932
Autres produits	-	-	286	286	2'515
Total produits exceptionnels	**-**	**-**	**4'293**	**4'293**	**15'314**
Charges exceptionnelles					
Remboursement LAA non prof. prélevée sur ex. 14/15	-	-	(9'939)	(9'939)	-
Serbeco débarras dépôt	-	-	(1'023)	(1'023)	-
Manco INTERREG	-	-	(1'645)	(1'645)	-
M Eggert , droits Tragedy	-	-	-	-	(2'500)
Cie Théâtre Bonillot , solde commande texte	-	-	-	-	(13'000)
TVA sur honoraires Tillet Rauscher, Roi Lear	-	(1'200)	-	(1'200)	
Rodrigue, indemnité rupture de contrat	-	(11'220)	-	(11'220)	
Rodrigue, billets inutilisés au 30.6.2016	-	(7'664)	-	(7'664)	
Salaire, indemnité et charges sociales C.Muller	-	(15'905)	-	(15'905)	
Genecand, reprise stock buvette	-	(10'000)	-	(10'000)	
Autres charges	-	-	(2'148)	(2'148)	(2'164)
Total charges exceptionnelles	**-**	**(45'989)**	**(14'754)**	**(60'744)**	**(17'664)**
Total Produits (charges) sur exercices antérieurs	**-**	**(45'989)**	**(10'461)**	**(56'450)**	**(2'350)**
Différence de caisse	-	-	(23)	(23)	(22)
Excédent, dons	-	-	-	-	650
		-			
Résultat (charges)/produits exceptionnels	**-**	**(45'989)**	**(10'484)**	**(56'473)**	**(1'722)**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

DETAIL DES PRESTATIONS EN NATURE ACCORDEES PAR LA VILLE ET L'ETAT DE GENEVE

Saison				**2015-2016** CHF	**2014-2015** CHF
Prestations accordées par la Ville de Genève (loi sur la gestion administrative de l'Etat de l'Etat de Genève du 07.10.93)	m2	Comédie	Poche	**TOTAL**	**TOTAL**
VILLE DE GENEVE					
Théâtre de la Comédie					
Salle de spectacle et locaux administration Bd. des Philosophes 5 Loyer et chauffage	2'356	395'290	-	395'290	395'290
Loyer sortie de secours 5-7 rue de Carouge Loyer et chauffage		*Payé par théâtre*	-	-	0
Dépôt décors à Chatelaine Avenue de Chatelaine 43, bâtiment H Selon contrat du 16.12.99	480	51'960	-	51'960	51'960
Hangar à Meyrin *Rue Adrien Stoessel 26*				*Payé par théâtre*	*Payé par théâtre*
Salle Caecilia *Rue Schaub* *Rue des voisins*				*Payé par théâtre*	*Payé par théâtre*
Salle de répétition de l'Usine, prestation non facturée estimée à CHF 2700 par la Ville de Genève		0	-	0	2'700
Atelier de construction du Lignon prestations non facturées estimées, selon le Dpt. des affaires culturelles de la ville de Genève à 3 fois les montants facturés effectivement aux théâtres		*Estimation abandonnée dès le 01.07.2010*	-	-	-
Buvette du théâtre Bd des philosophes 6. Selon convention du 01.10.2012	171	43'072	-	43'072	43'072
Exonération de taxe pour affichages		9'920	-	9'920	7'946
Exonération installation de banderoles		0		0	1'010
Théâtre de Poche					
Salle de spectacle et locaux administration Rue du Cheval Blanc 7/Rue de la Boulangerie 4 selon contrat 12.11.2002	445	-	129'844	129'844	129'844
Local, selon contrat 12.01.95 Ch. de la Muraille 9-11	242	-	34'972	34'972	34'972
Local de répétition, selon contrat du 07.05.92 Chemin des Pontets 33	450		0	0	25'090
Atelier de construction du Lignon 'prestations non facturées estimées, selon le Dpt. des affaires culturelles de la ville de Genève à 3 fois les montants facturés effectivement aux théâtres			*Estimation abandonnée dès le 01.07.2010*	-	0
Colonnes Morris : Affichage			1'330	1'330	1'330
Prêts matériel Location chaises			0	0	1'008
ETAT DE GENEVE					
Local de répétitions					
Selon contrat du 1.1.2015 Chemin des Pontets 33	450		63'780	63'780	31'890
Commune de Chêne-Bougeries		6'472		6'472	
TOTAUX		506'714	229'926	**736'640**	**726'112**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Exploitation	**2015-2016**	**2014-2015**
Excédent (déficit) d'exploitation	(209'558)	(154'132)
Amortissements	178'211	170'200
Attribution intérêts Donation Poche	-	-
Utilisation / attribution fonds Kull	10'332	(20'000)
CASH FLOW	**(21'015)**	**(3'932)**
(Augmentation) Diminution des actifs circulants (hors trésorerie)	(58'514)	287'545
Augmentation (Diminution) des capitaux étrangers à court terme hors subvention à restituer	(1'234'092)	(189'241)
Augmentation (Diminution) des fonds affectés	0	(40)
	(1'292'606)	**98'264**
Flux provenant de l'exploitation	**(1'313'622)**	**94'332**
Investissements de l'exercice	**(213'234)**	**(175'415)**
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITES	**(1'526'856)**	**(81'083)**
Liquidités au début d'exercice	(3'075'889)	(3'156'972)
Liquidités en fin d'exercice	1'549'033	3'075'889
Variation des liquidités (comme ci-dessus)	(1'526'856)	(81'083)

ANNEXE

1 Organisation

La fondation d'Art Dramatique de Genève est une fondation d'intérêt communal public créée par la Ville de Genève. Ses statuts ont été adoptés par le Conseil Municipal le 28 mars 1979 et approuvés par le Grand Conseil le 14 mars 1980. Ils ont été amendés le 15 octobre 2008 par le Conseil municipal et approuvés le 25 juin 2009 par le Grand Conseil.
La fondation a pour but d'assurer l'exploitation des théâtres qui lui sont confiés, principalement en y organisant des représentations d'art dramatique.

2 Liste des membres

Le conseil est formé par autant de membres qu'il y a de partis politiques représentés au Conseil municipal de la Ville de Genève, plus huit autres membres.

Au 30 juin 2016, le conseil de fondation est composé des membres suivants:

Thomas Boyer	Président
Gerard Deshusses	Vice-président
Marie-Pierre Theubet	Secrétaire
Arianne Arlotti	Membre
Vincent Babel	Membre
Marie-Agnes Bertinat	Membre
Stèphane Dubois-dit-Bonclaude	Membre
Sami Kanaan	Membre
Virginie Keller Lopez	Membre
Martine Koelliker	Membre
Daniel Pastore	Membre
Thomas Putallaz	Membre
Daniel Wolf	Membre

La fondation est engagée par la signature collective à deux du Président, du Vice-président ou du Secrétaire. Les membres du conseil de fondation n'ont pas la signature.

3 Moyenne annuelle des emplois à plein temps

Pour la saison 2015/2016, la moyenne annuelle des emplois à plein temps pour l'ensemble de la Fondation (y compris les théâtres) était comprise entre 50 et 250 collaborateurs.

4 Responsable de le tenue de la comptabilité

Chaque théâtre tient la comptabilité pour son activité. BfB Société Fiduciaire Bourquin frères et Béran SA Corraterie 26, Genève, tient la comptabilité de l'Etat-Major et établit les comptes combinés.

5 Organe de révision

L'organe de révision est la fiduciaire Duchosal Berney SA à Genève. Elle a été nommée pour le contrôle des comptes dès la saison 2009-2010.

6 Liste des indemnités versées aux membres du Conseil de Fondation

Les jetons de présence versés aux membres du conseil, du bureau et des commissions durant la saison 2015/2016 ont été les suivants:

	2015-2016	2014-2015
Thomas Boyer	15'850	7'800
Gerard Deshusses	7'625	5'800
Pascal Altenbach		-
Arianne Arlotti	1'300	
Marie-Agnès Bertinat	1'500	1'200
Vincent Babel	1'100	400
Stéphane Dubois-dit Bonclaude		
Claudia Grassi	100	2'900
Sami Kanaan	200	-
Virginie Keller Lopez	1'000	1'100
Martine Koelliker	1'100	2'500
Daniel Pastore	1'600	1'100
Thomas Putallaz	3'000	2'100
Marie Pierre Theubet	4'100	3'000
Daniel Wolf	5'300	2'650
Total jetons distribués	**43'775**	**30'550**
dont Bureau, Conseil, hors séance	*32'475*	
Renouvellement direction Comédie	*11'300*	

Les jetons de présence dus aux fonctionnaires sont versés aux autorités de tutelle.

7 Théâtres gérés

La FAD gère le théâtre de la Comédie de Genève-Centre Dramatique et le théâtre Le Poche.

8 CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT 2013-2016

En date du 12 décembre 2012 une convention de subventionnement à été signée avec la Ville de Genève et l'Etat de Genève. Cette convention prévoit notamment le versement, par la Ville de Genève, d'un montant annuel de CHF 5'547'478. Le versement de l'Etat de Genève prévu dans la convention est un montant annuel de CHF 2'450'000.
Il est rappelé que ces montants dépendent du vote annuel du Conseil municipal et du Grand conseil, ainsi que d'événements exceptionnels.

La convention 2013-2016 a pris fin au 30 juin 2016. Elle n'a à ce jour pas été renouvelée. Suite au référendum de juin 2016, la subvention de la Ville de Genève a été maintenue à CHF 5'547'478. Pour ce qui concerne l'Etat de Genève, la subvention a subi une baisse de 1% sur l'année civile 2016.

9 Principes comptables

9.1 Principes comptables appliqués

Les comptes sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC (Recommandations relatives à la présentation des comptes), en particulier la SWISS GAAP RPC 21.
Ils répondent par ailleurs aux principes du droit suisse, en particulier les articles sur la comptabilité commerciale et la présentation des comptes (art. 957 à 962 CO).

La directive transversale sur la présentation et la révision des états financiers des entités subventionnées et des autres entités paraétatiques, établie par le Conseil d'Etat du canton de Genève le 30.06.2016, a été appliquée (EGE-02-04_v4).

La FAD a affilié le personnel artistique à la fondation de prévoyance Artes & Comoedia d'une part, et le personnel administratif à la Fondation de prévoyance en faveur du personnel d'institutions subventionnées par la Ville de Genève (FOP) d'autre part. Ces fondations sont organisées selon le système de la primauté des cotisations, l'employeur ne dispose pas d'une réserve de contributions futures, et la situation de couverture des caisses n'était pas connue au 30 juin 2016.

9.2 Donation Poche

Il s'agit de la donation faite par les époux Kull en faveur du Poche en 2002.

9.3 Fonds de réserve statutaire

La fondation n'ayant pas été dotée d'un capital de dotation lors de sa création, le Conseil Municipal a accepté un règlement du fonds de réserve le 30 juin 1985. Ce règlement, approuvé par le Conseil d'Etat le 7 novembre 1985, précise que la FAD a l'obligation , en cas d'excédent des produits sur les charges, de constituer un fonds de réserve dont le montant maximum peut atteindre 18% des dernières subventions versées par la Ville et l'Etat de Genève. En principe, les 2/3 sont destinés à couvrir tout déficit éventuel, et le solde à l'amélioration des spectacles des théâtres gérés par la FAD. Dès le 30 juin 2009, le fonds de réserve statutaire sera alimenté, à chaque échéance de la convention de subventionnement, uniquement par la part de subventions non dépensées (article 20). Au 30 juin 2016, il s'élève à CHF 1'157'720, destinés à couvrir d'une part le renouvellement de la direction du Poche, d'autre part le renouvellement de la direction de la Comédie et enfin les immobilisations. Son maximum est plafonné à 18% des subventions reçues soit au total pour la saison 2015-2016 CHF 1'437'341.

Provision renouvellement direction des théâtres
Lors du changement de direction, la FAD doit supporter le coût de lancement de la nouvelle direction. Ces frais se cumulent avec ceux de la saison de la direction qui termine son mandat. Ce coût supplémentaire correspond à un coût certain mais à une échéance incertaine. Pour cette raison et comme les autorités subventionnantes n'adaptent pas en conséquence les subventions, une provision devrait être créée à charge de chaque exercice. Depuis le 1er juillet 2008, aucune provision n'est comptabilisée et la FAD s'assure que le fonds de réserve statutaire est suffisant pour couvrir les frais à venir en rapport avec le renouvellement des directions.

9.4 Coproductions

Depuis l'exercice 2007-2008, seuls les produits et charges propres aux théâtres figurent dans les comptes de recettes et dépenses de la FAD.

9.5 Subventions en nature

Jusqu'à la saison 2014-2015, les subventions en nature accordées par la Ville et l'Etat de Genève, principalement la mise à disposition de locaux, étaient comptabilisées en recettes et la charge correspondante était comptabilisée sous frais de locaux (spectacles et administratifs).

Depuis la saison 2015-2016, conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4), les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat et sont détaillés précédemment.

En vertu des normes Swiss Gaap RPC, ce changement de présentation a nécessité un retraitement des comptes de l'exercice précédent ("restatement").

10 Exonération fiscale cantonale et fédérale

Par sa lettre du 30 mai 2011, l'administration fiscale cantonale confirme que, s'agissant d'une fondation d'intérêt communal public, la FAD est exonérée de l'impôt conformément à l'article 9 al. 1 lettre c) de la loi sur l'imposition des personnes morales (LIPM) du 23 septembre 1994. En conséquent, toute modification des statuts doit être portée à la connaissance de l'AFC.

11 Leasing	2015-2016	2014-2015
Etat-major	Néant	Néant
Comédie	Néant	Néant
Poche		
- centrale téléphonique	Néant	Néant

12 Analyse des risques

Lors de la séance du Conseil du 20 juin 2016, les directeurs des théâtres ont présenté la mise à jour de la cartographie des risques et les modifications relatives aux contrôles périodiques.

13 Autres informations

Le détail des autres informations requises par les directives DIP figure dans le fascicule détaillé destiné aux membres du conseil de fondation.

14 Tableau de variation du fonds de réserve statutaire

Le fonds de réserve s'élève à CHF 1'157'720 au 30 juin 2016, voir point 9.3 ci-dessus.

15 Prestations à titre gratuit, invitations

Comédie

	Nbre invit.	Nbre spectacles	
INVITATIONS PREMIERES - 2 personnes Personne qui " font l'opinion ".	240	13	**3'120**
INVITATIONS POUR 2 - 2 personnes 200 contacts, essentiellement formés de professionnels	400	2	**800**
INVITATIONS PARTENAIRES Partenaires avec lesquels nous avons une convention, ils reçoivent un certain nombre d'invitations en échange de prestation en nature.	442	1	**442**
INVITATIONS *AD HOC* Ecoles de théâtre, écoles spécialisées, HES, écoles de danse. A travers les directions d'établissement ou certains professeurs, les élèves sont conviés à l'un ou à l'autre de nos spectacles.	120	2	**240**
INVITATIONS PRODUCTIONS OU COPRODUCTIONS Pour environ 10 artistes - 4 invitations/pers.	40	9	**360**
Au diffuseurs invités	10	9	**90**
INVITATIONS ACCUEILS Selon contrat de cession, souvent 10 places/soir	10	19	**190**
INVITATIONS PERSONNEL COMEDIE - 2 personnes Au personnel fixe et intermittent pour les productions et coproductions	140	9	**1'260**
INVITATIONS PERSONNEL COMEDIE - 1 personnes Au personnel fixe et intermittent pour les accueils	70	4	**280**
INVITATIONS ENVOYEES			**6'782**
INVITATIONS UTILISEES parmi toutes les catégories ci-dessus.			**4'118**

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Annexe aux comptes annuels

Poche	Nbre invit.	Nbre spectacles	
INVITATIONS PREMIERES - 1 personne Equipe artistique du spectacle (2 par personne) Personnel permanent et temporaire (2 par personne) Liste invités Poche	70	10	**700**
INVITATIONS SPECTACLES - 1 personne Equipe artistique du spectacle (2 par personne) Personnel permanent et temporaire (2 par personne) Public professionnel Public cible selon la thématique du spectacle	80	11	**880**
INVITATIONS PARTENAIRES - 1 personne Partenaires médias (y compris concours et offres spéciales) Partenaires professionnels (accueil, coproductions, UTR)	170	10	**1'700**
INVITATIONS PERMANENTES - 2 personnes Personnel permanent à offrir (1 par personne) Liste invités Poche (y compris officiel, politique)	165	10	**1'650**
INVITATIONS ENVOYEES			**4'930**
INVITATIONS UTILISEES parmi toutes les catégories ci-dessus.			**2'307**

16 **Traitement des bénéfices et des pertes (article 21 de la convention de subventionnement)**

AFFECTATION DU RESULTAT

(Art. 21 convention de subventionnement 2013/2016 et lettre du DAC du 23 septembre 2014)			PART DES SUBVENTIONS NON DEPENSEE	SUBVENTIONS NON DEPENSEES A RESTITUER
Boni saison 2012/2103			18.92%	81.08%
	Etat Major	24'806		
	Comédie	188'335		
	Poche	(5'495)		
		207'646	**39'287**	**168'359**
Boni saison 2013/2014			16.11%	83.89%
	Etat Major	147		
	Comédie	178'941		
	Poche	71'086		
		250'174	**40'303**	**209'871**
Manco saison 2014/2015			18.09%	81.91%
	Etat Major	(205'983)		
	Comédie	3'159		
	Poche	48'692		
		(154'132)	**(27'882)**	**(126'250)**
Manco saison 2015/2016			16.47%	83.53%
	Etat Major	(207'824)		
	Comédie	17'681		
	Poche	(19'415)		
		(209'558)	**(34'514)**	**(175'045)**
Solde au 30.06.2016		94'131	**17'195**	**76'936**

	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016
Total des recettes propres combinées	1'866'325	1'535'654	1'765'833	1'574'384
total des revenus combinés déterminants	9'863'803	9'533'132	9'763'311	9'559'612
	18.92%	16.11%	18.09%	16.47%

Fondation d'Art Dramatique
Genève

Annexe aux comptes annuels

17 **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations sont présentées à leur valeur d'acquisition sous déduction des amortissements. Les amortissements annuels sont linéaires, calculés sur la valeur d'acquisition selon les taux présentés ci-dessous, basés sur la période d'utilisation estimée.

Est qualifié d'investissement tout achat :

- Pour la Comédie, d'un bien de plus de CHF 5'000.- (par objet ou groupe d'objet)

- Pour Poche/GVE, d'un bien de plus de CHF 2'000.- (par objet ou groupe d'objet)

Les taux d'amortissements suivants ont été retenus:

Aménagements	12.50%	Matériel technique	25%
Mobilier et machines de bureau	25%	Véhicules	25%
Site internet	25%	Travaux Caecilia	10%

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

	30.06.2015	Acquisitions 15/16	Amortissements 15/16	30.06.2016
Etat-Major	2			2
Comédie	179'723		(43'796)	135'927
Poche	2'317	93'934	(12'223)	84'028
AMENAGEMENTS	**182'042**	**93'934**	**(56'019)**	**219'957**
Comédie	44'193	46'431	(18'710)	71'914
Poche	8'871		(5'596)	3'275
MOBILIER ET MACHINES DE BUREAU	**53'064**	**46'431**	**(24'306)**	**75'189**
Comédie	29'940		(10'000)	19'940
SITE INTERNET	**29'940**	**-**	**(10'000)**	**19'940**
Comédie	162'256	56'661	(73'274)	145'643
Poche	17'410	16'207	(8'831)	24'786
MATERIEL TECHNIQUE	**179'666**	**72'868**	**(82'105)**	**170'429**
Poche	27'940		(5'780)	22'160
VEHICULES	**27'940**	**-**	**(5'780)**	**22'160**
Etat-Major	1			1
TRAVAUX CAECILIA	**1**	**-**	**-**	**1**
total	**472'653**	**213'233**	**(178'210)**	**507'676**

18 **Honoraires versés à l'organe de révision (TTC)**

	2015/2016	2014/2015
Prestations en matière de révision	31'320	31'320
Autres prestations de service	-	3'213
	31'320	**34'533**

19 **Explications relatives aux postes extraordinaires uniques ou hors période du compte de résultat**

Les éléments exceptionnels sont détaillés précédemment, à la suite du compte de résultat.

20 **Evènements importants survenus après la date du bilan**

Néant

duchosal berney

duchosal berney sa

rue du rant 8
case postale 6540
1211 Genève 6
t 056 234 92 00
f 056 234 92 11

duchosalberney.ch

Rapport détaillé de l'organe de révision
sur le contrôle ordinaire
au Conseil de Fondation de

Fondation d'Art Dramatique de Genève
Genève

pour l'exercice 2015 / 2016

EXPERT SUISSE

Table des matières :

1	**Exécution de la mission d'audit**	**2**
1.1	Principes d'audit appliqués	2
1.2	Période des travaux d'audit	2
1.3	Collaboration avec d'autres auditeurs ou tiers	3
1.4	Indépendance de l'organe de révision et précision sur d'éventuelles prestations fournies	3
2	**Résultats de la mission d'audit**	**4**
2.1	Explications sur des réserves, remarques ou compléments dans le rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale	4
2.2	Erreurs corrigées et erreurs non corrigées	4
2.3	Recommandations liées aux exercices précédents traitées en 2014 / 2015	5
3	**Constatation sur la présentation des comptes annuels**	**6**
3.1	Principes comptables	6
3.2	Constatations sur nos vérifications de certaines rubriques de l'Actif	6
3.3	Constatations sur nos vérifications de certaines rubriques du Passif	8
3.4	Constatations sur nos vérifications du compte d'exploitation	9
3.5	Transactions exceptionnelles ou transactions essentielles avec des parties liées	11
3.6	Évènements survenus après la date de bouclement des comptes annuels	11
4	**Constatation sur le Système de Contrôle Interne (SCI)**	**12**
4.1	Environnement de contrôle interne	12
4.2	Évaluation des risques	13
4.3	Opérations de contrôle	14
4.4	Information, communication et surveillance	14
4.5	Conclusion sur le système de contrôle interne	14
5	**Conclusion**	**15**

1 EXECUTION DE LA MISSION D'AUDIT

1.1 PRINCIPES D'AUDIT APPLIQUES

Notre révision a été effectuée selon les Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour former notre opinion d'audit.

1.2 PERIODE DES TRAVAUX D'AUDIT

Nos travaux de contrôles se sont déroulés pour :

- Le théâtre « La Comédie de Genève »
  durant la période du 19 au 23 septembre 2016
- Le théâtre « Le Poche »
  durant la période du 24 au 26 août 2016
- L'État-Major
  Durant la première quinzaine d'octobre 2016

Nous avons par ailleurs eu des entretiens finaux d'audit avec les services financiers du « Poche » et les services financiers de la « Comédie de Genève »

1.3 COLLABORATION AVEC D'AUTRES AUDITEURS OU TIERS

1.3.1 Externalisation d'activités (Outsourcing)

Dans le cadre de nos travaux nous avons collaboré avec le conseiller financier de la FAD, Monsieur Jean-Paul Triboulet, expert-comptable diplômé et administrateur de BFB Société Fiduciaire Bourquin Frères et Béran SA.

Cette fiduciaire a entre autres été chargée par le Conseil de Fondation de la FAD, des travaux de bouclement annuel suivants :

- Tenue de la comptabilité de « l'État-Major »
- Établissement des comptes annuels cumulés
- Préparation des annexes conformes aux « Swiss GAAP RPC »

1.3.2 Contrôle financier de la ville de Genève

La Fondation d'Art Dramatique est au bénéfice d'une convention de subventionnement pour les années civiles 2013 à 2016, conclue avec la ville de Genève et le canton de Genève.

Nous avons ainsi pris connaissance du rapport définitif du contrôle financier de la ville de Genève (CFI) daté du 17 mars 2016 et qui porte sur l'exercice 2014/2015.

Depuis l'exercice 2014/2015 il a été convenu avec les instances de la FAD que l'activité de supervision du Contrôle Financier de la Ville de Genève serait dirigée comme suit :

- Un entretien avec le Conseil de Fondation
- Un entretien avec le réviseur et une revue de son rapport détaillé
- Une note sur les conclusions du CFI adressée au Conseiller Administratif en charge de la Culture et des Sports qui est ensuite communiquée à la FAD

1.3.3 Rapport de l'Inspection Cantonale des Finances

À notre connaissance, il n'existe pas à ce jour de rapports de l'Inspection Cantonale des Finances qui porterait sur les exercices 2008 / 2009 à 2014 / 2015.

1.4 INDEPENDANCE DE L'ORGANE DE REVISION ET PRECISION SUR D'EVENTUELLES PRESTATIONS FOURNIES

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

2 RESULTATS DE LA MISSION D'AUDIT

2.1 EXPLICATIONS SUR DES RESERVES, REMARQUES OU COMPLEMENTS DANS LE RAPPORT DE L'ORGANE DE REVISION A L'ASSEMBLEE GENERALE

Dans notre rapport de révision du 17 novembre 2016 destiné au Conseil de Fondation, nous recommandons l'approbation des comptes annuels 2015 / 2016 sans réserve.

2.2 ERREURS CORRIGEES ET ERREURS NON CORRIGEES

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons eu l'occasion d'évoquer avec les Responsables comptables des théâtres et de l'État-major, tous les points nécessitant un correctif.

La principale divergence concernait essentiellement le théâtre « La Comédie» et portait sur la reclassification, sans incidence sur le résultat, de factures d'honoraires de comédiens pour environ CHF 110'000.- imputées à tort sous les « frais directs de spectacle » en lieu et place des « frais de personnels pour spectacles ».

Du fait de l'entrée en vigueur du nouveau droit comptable, nous avons par ailleurs porté notre attention sur la présentation des état financiers afin de nous assurer de leur convergence avec le Code des Obligations dans la mesure où certaines exigences complétaient les principes définis par les Swiss Gaap RPC.

Nous avons par ailleurs intégré la nouvelle directive transversale de l'Etat de Genève qui recommande de porter les subventions non monétaires en annexe des états financiers et non plus au Compte d'exploitation. Compte tenu de ce changement de présentation et conformément aux normes Swiss Gaap RPC, les états financiers 2014/2015 ont été retraités en conséquence.

Nos observations ont été dûment prises en compte de sorte qu'il ne subsiste plus aucune divergence d'appréciation.

2.3 RECOMMANDATIONS LIEES AUX EXERCICES PRECEDENTS TRAITEES EN 2015 / 2016

	Recommandations	Traitement par les entités de la FAD
1)	Tenue du journal de caisse du Poche par des moyens électroniques (tableur Excel) ou autre module informatique	Non traité en 2015/2016 voir point 3.2.1 (ouvert depuis 2010/2011)
2)	Le seuil d'activation des immobilisations corporelles n'est pas systématiquement respecté. Il serait opportun d'apprécier si cette limite nécessite d'être adaptée.	Traité en 2015/2016 Voir 3.2.3

3 CONSTATATION SUR LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

3.1 PRINCIPES COMPTABLES

3.1.1 Application des principes généraux de présentation des comptes annuels

Les comptes annuels de la Fondation d'Art Dramatique sont établis en conformité avec :

- Les normes Swiss GAAP RPC
- La directive transversale de présentation des états financiers des entités subventionnées et autres entités paraétatiques (EGE-02-04_v4) applicable dès l'exercice 2016.

3.2 CONSTATATIONS SUR NOS VERIFICATIONS DE CERTAINES RUBRIQUES DE L'ACTIF

3.2.1 Liquidités et placements

Nos travaux appellent les commentaires suivants :

3.2.1.1 Caisse

En date du 18 octobre 2016, nous nous sommes rendus à l'improviste au Théâtre de « La Comédie » en vue de procéder à une prise de caisse. Le total des espèces s'élevait à CHF 6'351.80, soit un écart de CHF 38.70 avec le relevé comptable à la même date.

Par ailleurs en date du 27 septembre 2016, nous avons procédé à une prise de caisse à l'improviste au Théâtre « Le Poche ». Le total des espèces s'élevait à CHF1'921.75, soit un écart de CHF 49.55 avec le journal de caisse manuscrit.

Par ailleurs, nous suggérons à nouveau que le journal de caisse du théâtre « Le Poche » soit tenu sur une feuille Excel afin de limiter les risques d'erreurs arithmétiques ou de report de solde.

3.2.1.2 Poste

La concordance du solde comptable au 30 juin 2016 a été vérifiée avec le relevé PostFinance à la même date.

Nos contrôles se sont révélés conformes aux exigences.

3.2.1.3 Comptes bancaires

La concordance des soldes comptables au 30 juin 2016 a été vérifiée avec les relevés bancaires à la même date.

Nos autres contrôles se sont révélés conformes aux exigences.
Des contrôles de la justification des mouvements de liquidités ont par ailleurs été réalisés au travers des divers processus (salaires, billetterie, fournisseurs et frais de spectacles,…)

3.2.2 Actifs transitoires et créances à court terme

Nous avons procédé aux contrôles suivants sur ce poste avec un seuil de matérialité de CHF 5'000.- pour le théâtre « La Comédie », et de CHF 2'000.- pour le théâtre « Le Poche » :

- Vérification par sondage des paiements intervenus sur la période de juillet à septembre 2016 sur les comptes postaux ;
- Analyse de l'ancienneté et du détail des postes ouverts ;
- La justification de l'imputation des charges de spectacles payées d'avance au titre de la saison suivante ;
- La justification des divers autres transitoires.

Nos contrôles, qui n'appellent pas de commentaires particuliers, se sont révélés conformes aux exigences.

3.2.3 Immobilisations corporelles

Dans le cadre de nos travaux, nous avons procédé à des contrôles par sondage des acquisitions d'immobilisations corporelles effectuées durant l'exercice 2015 /2016, ainsi que des amortissements pratiqués.

Nous relevons pour le théâtre « La Comédie» les acquisitions significatives suivantes :

- Renouvellement du système de billetterie développé par la société Secutix en remplacement de l'ancien système Rodrigue
- Achat d'un video-projecteur
- Achat d'un équipement pour les techniques de lumière

En ce qui concerne le théâtre « Le Poche», les immobilisations de la période sont essentiellement liées au changement de Direction intervenu lors de la saison 15/ 16 et intègre notamment :

- dépenses pour une nouvelle identité visuelle
- aménagement de l'entrée et du bar

Ces dépenses ont par ailleurs suivi la procédure applicable aux demandes d'investissements soumises à l'accord préalable du Conseil de Fondation.

Le Conseil de la FAD a par ailleurs accepté à l'unanimité dans sa séance du 14 décembre 2015 de porter le seuil d'activation des investissements pour le Poche à CHF 2'000.- et de le maintenir à CHF 5'000.- pour la Comédie. L'article 5 du règlement relatif à la comptabilisation des investissements a ainsi été modifié en conséquence.

Cette mise à jour répond ainsi à une précédente demande du Contrôle Financier de la Ville de Genève qui préconisait que *«le Bureau du Conseil de fondation, en collaboration avec les directions financières, évalue l'opportunité de revoir le seuil à partir duquel un investissement doit être porté à l'actif immobilisé du bilan en fonction de la réalité économique propre à chaque théâtre »*.

3.3 CONSTATATIONS SUR NOS VERIFICATIONS DE CERTAINES RUBRIQUES DU PASSIF

3.3.1 Créanciers divers

Dans le cadre de nos travaux nous avons procédé aux contrôles suivants :

a) Vérification avec un seuil de matérialité de CHF 3'000.- de l'enregistrement des fournisseurs liés à la saison 2015/2016, sur la base des paiements bancaires ou PostFinance intervenus lors de l'exercice suivant, soit durant les mois de juillet à septembre 2016.

b) Vérification des soldes dus aux organismes sociaux sur la base des décomptes reçus après la clôture ou selon une estimation du service comptable.

Nous avons par ailleurs procédé à une revue par sondage des visas sur les factures fournisseurs. Nous avons ainsi constaté que les opérations de contrôles étaient documentées conformément au SCI.

Nos contrôles se sont révélés conformes aux exigences.

3.3.2 Passifs transitoires

Lors de nos travaux, nous avons examiné les aspects suivants avec un seuil de matérialité de CHF 10'000.- :

a) Rapprochement des abonnements encaissés d'avance pour la saison 2016 /2017.
b) Vérification des autres recettes encaissées d'avance pour la saison 2016 / 2017
c) Vérification de l'intégralité des charges à payer au 30 juin 2016.

Nos contrôles se sont révélés conformes aux exigences.

3.4 CONSTATATIONS SUR NOS VERIFICATIONS DU COMPTE D'EXPLOITATION

3.4.1 Subventions

Nous avons examiné la concordance des subventions enregistrées en comptabilité pour chaque entité compte tenu des :

a) Décisions de subventions en faveur de la FAD par l'État de Genève et par la Ville de Genève.
b) Prestations en nature valorisées par la ville de Genève.
c) Décision d'attribution interne des subventions selon décision du Conseil de la FAD.

Nous relevons la lettre du 25.01.2016 de la Conseillère d'Etat, qui se fondant sur le refus du Grand Conseil d'entrée en matière sur le budget 2016 et selon le principe des douzièmes provisoires, fixe la subvention du canton pour l'année 2016 à CHF 2'425'500.- en lieu et place de la subvention prévue initialement dans le contrat de prestation de CHF 2'450'000.-

Compte tenu de ce qui précède, nos travaux de rapprochement se sont révélés conformes aux exigences.

3.4.2 Recettes directes des spectacles

Théâtre « Le Poche »

Nous avons procédé aux travaux de contrôle suivant:

a) *Recettes billetterie*

Nous avons confronté les données résultant du logiciel «L@billeterie » avec la comptabilité générale.

Nous rappelons que le théâtre « Le Poche » opère avec cet outil informatique depuis l'exercice 2013/2014.

b) Recettes tournées et ventes de spectacles

Analyse des « Tournées et ventes de spectacles » sur la base des contrats de cession, des factures et des pièces bancaires.

c) Autres recettes de spectacles, coproductions

Analyse des « Autres recettes de spectacles, coproductions » sur la base des conventions de coproduction, des factures et des pièces bancaires.

Nos divers contrôles se sont révélés conformes aux exigences.

Théâtre « La Comédie »

Nous avons procédé aux travaux de contrôle suivants :

a) Recettes billetterie

Rapprochement entre les recettes enregistrées en comptabilité générale et les données issues du logiciel de billetterie « Rodrigue ».
Nous précisons que le théâtre « La Comédie » exploitera un nouveau système de billetterie dès la saison 2016/2017 développé par la société Secutix.

b) Tournées et ventes de spectacles

Analyse des « Tournées et ventes de spectacles » sur la base des contrats de cession, des factures et des pièces bancaires.

c) Autres recettes de spectacles, coproductions

Analyse des « Autres recettes de spectacles, coproductions » sur la base des conventions de coproduction, des factures et des pièces bancaires.

Nos divers contrôles par sondage confirment l'exactitude des enregistrements comptables.

3.4.3 Frais de personnel (spectacles et administratifs)

Nous avons vérifié par sondage pour cinq salariés actifs dans le « théâtre de la Comédie » et trois salariés actifs dans le « théâtre du Poche » :

- le paiement d'un mois de salaires ;
- les retenues sociales sur les décomptes de salaires pour la même période ;
- le contrat de travail dûment signé ;
- l'affiliation et l'exactitude des retenues au fonds de prévoyance.

Le rapprochement global entre les salaires 2015 déclarés aux caisses AVS et les données comptabilisées s'est par ailleurs avéré satisfaisant. Nous nous sommes finalement assurés que les provisions pour les diverses charges sociales étaient dûment enregistrées compte tenu des acomptes déjà versés.

3.4.4 Autres charges

Nous avons procédé à des contrôles par sondage afin de nous assurer de :
- la périodicité des charges,
- la justification des dépenses,
- la bonne imputation comptable des dépenses selon leur nature.

Nos contrôles se sont révélés conformes aux exigences.

3.5 TRANSACTIONS EXCEPTIONNELLES OU TRANSACTIONS ESSENTIELLES AVEC DES PARTIES LIEES

Excepté les éléments présentés dans l'annexe, nous n'avons pas relevé d'autres transactions exceptionnelles ou de transactions essentielles avec des parties liées.

3.6 ÉVENEMENTS SURVENUS APRES LA DATE DE BOUCLEMENT DES COMPTES ANNUELS

Aucun élément survenu après le bouclement de l'exercice arrêté au 30 juin 2016 relatif aux comptes annuels sous revue ne nous a été communiqué.

4 CONSTATATION SUR LE SYSTEME DE CONTROLE INTERNE (SCI)

Les directives de l'État de Genève soumettent votre Fondation à la vérification de l'existence du Système de Contrôle Interne par l'organe de révision au sens de l'article 728a du Code des Obligations.

Les conditions principales pour attester de l'existence du SCI sont définies dans la NAS 890 qui relève que le système de contrôle interne :

- Droit être concret, vérifiable et documenté,
- Doit être adapté aux risques et à l'activité commerciale,
- Est connu des collaborateurs responsables,
- Est réellement applicable tel qu'il a été défini,
- Il existe une sensibilité au contrôle dans la Fondation.

Nous avons par ailleurs apprécié l'existence du système de contrôle interne selon le modèle COSO.

Nous reprenons son descriptif afin de déterminer si les exigences légales sont remplies pour l'exercice 2015 / 2016, compte tenu de la taille et de la nature des activités de la FAD.

4.1 ENVIRONNEMENT DE CONTROLE INTERNE

Nous relevons ci-après les principaux documents qui à notre avis, participent à la définition de l'environnement de contrôle interne de la FAD :

1. La Convention de subventionnement pour les années 2013 / 2016, qui fixe à l'art. 12 la mise en place d'un système de contrôle interne.

2. Les statuts de la FAD, arrêtés par le Conseil d'État le 4 février 2009, qui déterminent à l'art.11 lettre d) le rôle du Conseil de Fondation qui doit « assurer, de façon efficace et permanente, le contrôle supérieur de la gestion des théâtres ».

3. Le règlement intérieur de la FAD adopté par le Conseil de Fondation le 2 novembre 1981 qui détermine les compétences entre le Conseil, le Bureau et la Direction.

4. Des cahiers des charges sont établis au sein des théâtres pour les fonctions de Direction.

5. Un organigramme est établi dans chaque théâtre.

6. Une liste des signatures existe pour la principale entité de la FAD

Auxquels s'ajoutent d'autres documents au sein des théâtres, tels que :

1. Une *« charte informatique »* du 15 novembre 2011
signée par l'ensemble des collaborateurs de la Comédie, qui sont au bénéfice d'un emploi fixe.

2. Une *« politique des faveurs »* de juin 2012 de la Comédie qui détermine les invitations au sein du théâtre.

3. Des cahiers des charges pour les principales fonctions.

Observation :

L'environnement de contrôle est adapté à la taille de votre Institution.

4.2 ÉVALUATION DES RISQUES

Les éléments probants sont identifiés par la cartographie des risques qui a été établie par chacun des deux théâtres et qui couvrent les processus :

- Caisse et liquidités
- Billetterie
- Salaires et frais de personnel
- Fournisseurs et frais de spectacles
- Bouclement annuel
- Informatique

Les degrés de gravité des risques ont été identifiés.

La mise à jour de la cartographie des risques du théâtre « Le Poche » a été soumise lors d'une séance du Conseil de la FAD du 10 juin 2016.

Observation :

Dans le cadre de la revue annuelle 2016 de la cartographie des risques, les directions financières ont proposé des modifications dans l'évaluation de certains risques. Le théâtre de « La Comédie » envisage ainsi une mise à jour de son processus billetterie dès 2016/2017 afin d'intégrer les caractéristiques du nouveau logiciel Secutix.

Les Directions des deux théâtres ont par ailleurs identifié et traité le nouveau risque constitué par l'affiliation au régime de sécurité sociale du lieu de résidence qui concerne la plupart des intermittents français.
Une convention avec un prestataire français, « Scène gestion », a ainsi été convenue en vue de son traitement administratif.

4.3 OPERATIONS DE CONTROLE

En fin d'année, chaque théâtre a établi un classeur qui documente les contrôles liés au processus « bouclement annuel ».

« La Comédie » a joint la cartographie des risques de chaque processus avec ses opérations de contrôle annuel.

« Le Poche » a établi un classeur de rapprochements annuels, ainsi qu'une check-list des contrôles par processus.

Observation :

Les opérations de contrôle sont documentées compte tenu de la taille et de l'importance économique de chaque entité.

Cette organisation est dès lors suffisante pour attester de l'existence de contrôles internes.

4.4 INFORMATION, COMMUNICATION ET SURVEILLANCE

Les éléments suivants démontrent l'existence d'une communication et d'une surveillance au sein de la FAD :

- Établissement d'un budget annuel
- Tenue d'un plan d'investissement quadriennal
- Soumission de comptes intermédiaires et de comptes annuels au 30 juin à la surveillance du Conseil de Fondation
- Explication et justification par les directions financières des théâtres au Conseil de Fondation en cas d'écart supérieur à 5% par rapport au budget.
- Approbation par le Conseil de Fondation de la cartographie des risques
- Tenue de procès-verbaux

Observation :

Les opérations de contrôle interne nécessitent une surveillance permanente au sein des théâtres. Nous relevons à cet effet que la Direction administrative de la Comédie a procédé une revue du respect de certaines procédures comptables en date du 9 juin 2016.

En ce qui concerne le théâtre du Poche, les contrôles par processus sont matérialisés par des check-lists visées par les responsables.

4.5 CONCLUSION SUR LE SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Compte tenu de ce qui précède, nous pouvons attester de l'existence d'un Système de Contrôle Interne au sens de l'art. 728a du Code des Obligations.

5 CONCLUSION

Parvenus au terme de notre rapport nous pouvons confirmer que la comptabilité et les comptes annuels répondent aux exigences légales.

Les remarques et commentaires faisant l'objet du présent fascicule ne sont pas de nature à modifier nos conclusions. Dans notre rapport de révision du 17 novembre 2016 destiné au Conseil de Fondation, nous recommandons l'approbation des comptes annuels 2015 /2016 sans réserve.

Nous tenons à remercier les Directions et les collaborateurs des théâtres et de l'État-Major, pour l'assistance efficace qu'ils nous ont apportée dans le cadre de notre mandat.

Nous rendons le présent rapport en toute bonne foi et faisons les réserves d'usage pour le cas où des faits susceptibles de modifier nos conclusions n'auraient pas été portés à notre connaissance.

Duchosal Berney SA

Franco Luvisotto
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable

Michaël Lehmann
Expert-réviseur agréé

Genève, le 17 novembre 2016
FL/GC/166.031/A26

fondation d'art dramatique de Genève

RAPPORT D'ACTIVITE SAISON 2015-2016

1. Message du président..... *p. 2*
2. Conseil de Fondation..... *p. 3*
3. Gestion de la Fondation..... *p. 4*
4. Quelques informations..... *p. 8*

Genève, le 18 novembre 2016/ts

1. Préambule du Président

C'est un moment historique qu'aura connu la saison 2015-2016 : la validation par les parlements cantonaux et communaux du projet de construction de la nouvelle Comédie. Moment historique en effet après plus d'une décennie de réflexions, de préparatifs, de planification pour un projet essentiel à la vie artistique régionale et au rayonnement du théâtre romand. Projet magnifique qui aura été porté par un groupe de professionnels des arts de la scène avec une conviction, un dévouement et une énergie admirables. Qu'il leur soit rendu un hommage digne de leur vision et de leur engagement !

Le lever de rideau n'est évidemment pas prévu dans l'immédiat – au plus tôt en 2020 – mais la phase de construction qui démarre en annonce une autre : celle de la recherche de la future direction qui incarnera cette nouvelle institution. D'ici quelques mois en effet, une directrice ou un directeur aura été nommé qui portera le projet de nouvelle Comédie d'ici à son ouverture. Progressivement le rêve deviendra ainsi réalité et la Fondation est fière de pouvoir prendre une part prépondérante dans cette démarche. Les autorités publiques l'ont mandatée pour diriger le processus de recherche de la direction du nouveau théâtre et lui ont confié la responsabilité de cette institution: soyez assuré que l'ensemble de membres de la Fondation agiront avec toute la diligence et le sens des responsabilités nécessaires.

Voilà pour le futur ! Mais la saison qui s'achève fut aussi riche grâce à l'énergie des directions et des équipes qui animent les théâtres de la Comédie et du Poche Genève. 25 spectacles présentés pour 311 représentations à Genève. Et 112 représentations en tournée, ce qui démontre une nouvelle fois le dynamisme et la qualité des créations d'origine genevoise. La spécificité de nos deux institutions – La Comédie sous la direction de Hervé Loichemol et POCHE/GVE sous celle de Mathieu Bertholet – reste de favoriser la création et le développement des artisans du théâtre romand. Cette démarche est essentielle pour faire vivre une culture théâtrale locale et lui donner un ancrage dans l'époque contemporaine. Ce travail dans les institutions vient évidemment compléter celui effectué dans d'autres entités, que ce soit les écoles de théâtre et les troupes romandes, par exemple. Il est essentiel pour la région et essentiel dans la perspective de la nouvelle Comédie.

Pour terminer, je m'associe aux membres du conseil de la Fondation d'Art Dramatique pour féliciter l'ensemble des équipes des théâtres de la Comédie et le Poche pour le formidable travail effectué durant la saison et les remercier pour leur engagement indéfectible à fournir la meilleure offre théâtre possible aux spectateurs de notre région.

Thomas Boyer
Président

Genève, le 22 octobre 2016

2. Conseil de Fondation

Membres de la FAD saison 2015-2016

M. Thomas BOYER (PLR), président

M. Gérard DESHUSSES (PS), vice-président

Mme Marie-Pierre THEUBET (Ve), secrétaire

M. Sami KANAAN, conseiller administratif, représentant l'autorité de surveillance

M. Thomas PUTALLAZ (PDC), membre du Bureau

M. Daniel WOLF, représentant du Syndicat suisse romand du spectacle (SSRS), membre du Bureau

M. Vincent BABEL, représentant du SSRS

Mme Marie-Agnès BERTINAT (UDC)

Mme Ariane ARLOTTI (EàG), remplace M. Arthur Cohen dès le 12.10.2015

Mme Aline DELACRETAZ, représentante du Canton de Genève, remplace Mme Joëlle COME dès le 23.11.2015

M. Stéphane DUBOIS-DIT-BONCLAUDE, représentant du Canton de Genève, membre du Bureau

M. Pierre-Alain GIRARD, représentant du Canton de Genève, remplace Mme Claudia GRASSI dès le 12.10.2015

Mme Virginie KELLER, représentante de la Ville de Genève

Mme Martine KOELLIKER, représentante de la Ville de Genève

M. Daniel-Dany PASTORE (MCG)

Lors de sa séance du 3 septembre 2015, le Conseil de la FAD a désigné les membres du Bureau pour les saisons 2015-2016 et 2016-2017 : M. Thomas BOYER, président, M. Gérard DESHUSSES, vice-président, Mme Marie-Pierre THEUBET, secrétaire, M. Daniel WOLF, représentant du SSRS.

M. Thomas PUTALLAZ, membre du Bureau. Mme Martine KOELLIKER, représentante de la Ville, et M. Stéphane DUBOIS-DIT-BONCLAUDE, représentant le Canton, font également partie du Bureau, conformément à l'art. 12 du Statut de la FAD.

Elections/nominations :

- Le 12.10.2015, le Conseil a nommé M. Daniel PASTORE pour représenter les employeurs des théâtres de la Comédie, du Poche, de Saint-Gervais Genève et du Grütli au sein de la FOP, en remplacement de Mme Claudia GRASSI. La FOP s'est réunie 1 fois durant la saison.
- Le 22.2.2016, le Conseil a nommé M. Gérard DESHUSSES pour représenter la FAD au sein du groupe de pilotage (COPIL), chargé du suivi de la construction de la future Comédie. Le Bureau du 24.04.2016 a délégué M. Stéphane DUBOIS-DIT-BONCLAUDE, comme suppléant. Le COPIL s'est réuni 5 fois durant la saison.

3. Gestion de la Fondation

Du 3 septembre 2015 au 20 juin 2016, le Conseil s'est réuni à 9 reprises, soit 2 fois de plus que l'année précédente. Le Bureau a tenu 8 séances, comme l'année précédente.

A) POLITIQUE GENERALE DE LA FONDATION

- RÉPARTITION DES TÂCHES ENTRE LE CANTON ET LA VILLE EN MATIÈRE DE POLITIQUE CULTURELLE *(PL 11872 ACCEPTÉ PAR LE GRAND CONSEIL EN SEPTEMBRE 2016).*

  Le 23.11.2015 le Conseil a pris acte du courrier du 18.11.2015 de Mme Anne Emery-Torracinta, Conseillère d'Etat et M. Sami Kanaan, Conseiller administratif. Le courrier précise que la première phase de répartition des tâches entre le Canton et la Ville débutera dès le budget 2017 et concernera la majorité des institutions culturelles subventionnées. La seconde phase débutera dès les budgets 2018 et 2019 et concernera la FAD (Comédie, Poche/GVE et nouvelle Comédie), le Grand Théâtre et la bibliothèque de Genève.

  En septembre 2016, le Grand Conseil a décidé d'intégrer les théâtres de la FAD dans la première phase. Dès 2017, la subvention cantonale sera versée dans un fonds de régulation et reversée à la FAD par la Ville de Genève.

- RENOUVELLEMENT DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMÉDIE.

  Afin de définir aussi précisément que possible le profil de la future direction, le Conseil du 23.11.2015 a décidé d'attendre la décision du Grand Conseil quant à sa participation au crédit de construction de la future Comédie. Suite à l'acceptation du crédit par le Grand Conseil au mois de février 2016, les autorités ont mandaté officiellement la FAD pour mettre en place le processus de recrutement de la direction générale de la Comédie et la gouvernance de la future institution.

  Le Conseil a désigné les membres du groupe de travail chargé d'établir le cahier des charges de la direction générale, les missions, l'appel d'offre, le planning, la note à l'intention des candidat-e-s : Mmes Aline Delacrétaz, Virginie Keller, Marie-Pierre Theubet, MM. Thomas Boyer, Gérard Deshusses et Daniel Wolf.

  Le groupe de travail s'est réuni à 12 reprises entre le 29 octobre 2015 et le 6 septembre 2016. Il a notamment rencontré l'Association pour une nouvelle Comédie une première fois pour la présentation du rapport concernant la permanence d'artistes dans le futur théâtre (mandaté par le Département de la culture et du sport) et une seconde fois pour une lecture commune de la note à l'intention des candidats et l'appel d'offre.

  Le 24.02.2016, le président et le vice-président ont rencontré le personnel de la Comédie pour l'informer du processus de remplacement de la direction générale de la Comédie.

  Le 21.03.2016, Conseil a nommé les membres de la commission pour le renouvellement de la direction générale de la Comédie :

  Mmes Marie-Pierre Theubet, Aline Delacrétaz et Virginie Keller, MM. Thomas Boyer et Gérard Deshusses.

MM. Daniel Wolf et Vincent Babel ont été désignés pour fonctionner comme consultants au sein de la commission. Leur mission était limitée à l'examen des dossiers et a un préavis sur ceux-ci.

Le Conseil du 25.04.2016 a désigné les expert-e-s suivants pour faire partie de la commission de renouvellement : Mme Myriam Prongué, directrice de l'encouragement du théâtre à Pro Helvétia, M. Dominique Catton, fondateur et ancien directeur du théâtre Am Stram Gram Genève et M. Thomas Ostermeier, directeur artistique et metteur en scène à la Schaubühne de Berlin. Le 20.06.2016, il a désigné en plus des experts précités Mme Nicole Gautier, qui a dirigé de 1991 à 2008 la Cité internationale de Paris.

L'appel d'offre a été publié dans divers médias en mai 2016.

Le Conseil a validé le cahier des charges de la direction générale du théâtre le 20.06.2016.

- Par ailleurs, le Conseil a pris acte :
  - ✓ du courrier de Mme Martine Koelliker du 19.02.2016 par lequel elle communique les montants des prestations en nature à inscrire dans les comptes de la FAD en 2015 et 2016,
  - ✓ de la mise à jour de la cartographie des risques (SCI) et des fiches de contrôles le 20.06.2016.

  ainsi que du fait que :
  - ✓ M. Sami Kanaan a accepté de renoncer aux jetons de présence des représentant-e-s de la Ville de Genève au sein de la FAD,
  - ✓ la future institution se nommera « Comédie de Genève».
- Le 25.04.2016, le Conseil a décidé de confier la programmation de la saison 17-18 à M. Hervé Loichemol.
- Le 20.06.2016, le Conseil a désigné MM. Thomas Boyer, Gérard Deshusses et Thomas Putallaz pour mener la procédure de renouvellement de l'organe de révision (contrôle dès la saison 16-17).

B) FINANCES

- Le Conseil a pris acte :
  - ✓ le 12.10.2015 de la lettre du 21.09.2015 de Mme Anne Emery-Torracinta, Conseillère d'Etat, que la subvention inscrite au budget du Canton pour 2016 a diminué de 1%.
  - ✓ le 23.11.2015 de la lettre du 4.11.2015 du Conseil d'Etat demandant une réduction de 5% des charges de personnel d'ici 2018.
  - ✓ le 08.02.2016 de la lettre de M. Sami Kanaan, Conseiller administratif, du 13.01.2016 qui confirme que le montant attribué à la FAD pour l'année 2016 a été diminué de 2% et précise aussi qu'en cas d'aboutissement du référendum en votation populaire, le montant correspondant à la diminution sera versé à la FAD. Suite au succès du référendum en juin 2016, M. Sami Kanaan a notifié ce versement en juillet 2016.

- ✓ le 08.02.2016 de la lettre de Mme Anne Emery-Torracinta, Conseillère d'Etat, du 25.01.2016 communiquant que suite au refus d'entrer en matière sur le budget 2016, Le Conseil d'Etat est autorisé à engager les moyens financiers nécessaires aux activités de l'Etat selon le principe des douzièmes provisoires.

  Le montant qui sera versé par le Canton en 2016 comprendra la diminution de 1% annoncée par Mme Anne Emery-Torracinta, Conseillère d'Etat.

- ✓ du fait que le président et le vice-président, accompagnés de M. Jean-Paul Triboulet, conseiller financier, ont rencontré M. Maxime Chrétien, directeur du service du Contrôle financier, au sujet des comptes 14-15 (Conseil du 21.03.2016).

- ✓ du courrier de M. Sami Kanaan, Conseiller administratif, concernant l'allégement des procédures des comptes de la FAD. Le Service du Contrôle financier de la Ville ne vérifiera plus le calcul détaillé de la répartition du résultat lors du contrôle des 1ère, 2e et 3e saisons de chaque convention de subventionnement. Cette vérification sera faite lors de la 4e saison (Conseil du 08.02.2016).

- ✓ et a assuré le suivi du rapport du Contrôle financier sur les comptes 2013-2014 (Conseil du 12.10.2016).

- Par ailleurs, le Conseil a accepté :

  - ✓ le 22.02.2016 le plan financier quadriennal (PFQ) 2017-2020 pour les saisons 17-18/18-19/19-20, qui tient compte des diminutions des subventions annoncées par les autorités précédemment. Compte tenu du résultat populaire favorable au référendum contre les coupes budgétaires, le 3 octobre 2016 le Conseil a intégré le montant reçu dans son PFQ.

  - ✓ le 23.11.2015 les comptes de la saison 2014-2015 des 3 entités et les états financiers de la FAD.
  - ✓ le 14.12.2015 de porter le seuil des investissements pour Poche/GVE à CHF 2'000.-. Pour la Comédie le seuil de CHF 5'000.- reste maintenu,

    ainsi que les enveloppes budgétaires pour la saison 2016-2017 et adopté les budgets des 3 entités le 24.04.2016,

    et les plans d'investissements quadriennaux des théâtres.

Enfin :

- le total des investissements réalisés par le théâtre Le Poche s'est élevé à CHF 81'475.-
- le total des investissements réalisés par le théâtre de la Comédie s'est élevé à CHF 145'781.-.

C) PERSONNEL

Le Conseil du 03.09.2015 a accepté la demande de Mme Veronica Byrde, administratrice POCHE/GVE du 23.07.2015 demandant le maintien de son taux d'activité à 90% jusqu'à fin septembre 2015.

Le 20.06.2016, il a pris acte du fait que M. Mathieu Bertholet, directeur artistique de POCHE/GVE, a été engagé par le théâtre de Vidy pour faire la traduction de leur création à la rentrée, NATHAN LE SAGE de Lessing et CRASSIER de Elfriede Jelinek

par Nicola Stemann. Sa rémunération reviendra au Poche/GVE, conformément à son contrat de travail art. 2, e) activité extérieures éventuelles.

D) IMMOBILIER

- POCHE/GVE

  Le Conseil du 03.09.2015 a pris acte de la lettre de M. Bertholet concernant l'interdiction d'accès à la salle de répétition sise des Pontets 33, au Grand-Lancy, par mesure de sécurité, en raison de signes grave de délamination de la charpente en bois. Dès le 6 août, le théâtre de Carouge a mis à sa disposition jusqu'au 24 août sa petite salle. Les travaux d'étayage se sont terminé le 09.10.2015. Des travaux plus importants devront avoir lieu d'ici deux ans.

  La direction du Poche n'a pas encore trouvé de lieu de répétition pendant les travaux qui auront lieu durant l'été 2017 au chemin des Pontets. Ils dureront 6 mois pendant lesquels la salle devra être totalement libérée.

  Le 23.11.2015 le Conseil a pris acte du courriel que Mme Martine Koelliker a adressé à la direction du théâtre POCHE/GVE le 18.11.2015 l'informant qu'une réserve sur le budget d'entretien de la Direction du patrimoine bâti (DPBA) avait été prévu pour la 2eme étape des travaux au Poche qui seront réalisés en 2016 (démolition des cloisons des loges, remise en état des murs, sol et plafond pour l'accueil d'un espace de bureau ouvert ainsi qu'un espace dédié à la direction le long de la façade, remise en état des murs, sol et plafond pour l'aménagement de nouvelles loges au sous-sol sous le plateau).

  La seconde phase des travaux à POCHE/GVE a eu lieu durant l'été 2016 pour une durée d'un mois : transformation de la loge et sous scène.

  Par ailleurs, le Conseil du 14.12.2015 a accepté un prélèvement sur le Fonds Kull pour compenser le déficit lié à la première phase des travaux de rénovation du théâtre.

- BUVETTE DE LA COMÉDIE

  La gérance de la buvette de la Comédie est assurée par Mmes Maria Montserrat Sadurni et Arta Avdullahi depuis août 2016 (Conseil du 03.09.2015).

  Afin de faciliter la reprise de cette gérance, la direction de la Comédie a été autorisée par le Bureau à acquérir le stock de matériel laissé par la société Genecand.

  Par courriel du 14 août 2015, Mme Martine Koelliker a précisé à la direction de la Comédie que, suite à la suppression des fermages et au passage du bail, la maintenance courante sera dorénavant à la charge de l'exploitant (nettoyage annuel et grand nettoyage une fois tous les 2 ans selon exigence de la police du feu).

  Enfin, le Conseil a pris acte du courriel des services de la Ville de Genève du 14.03.2016 autorisant l'exploitation de la buvette de la Comédie durant l'été, sauf lorsque le théâtre est totalement fermé (service administratif compris).

- FUTURE COMÉDIE

  Le Conseil a discuté à plusieurs reprises du budget de fonctionnement du nouveau théâtre et d'une augmentation progressive de la subvention qui devra être prévue préalablement à son ouverture en mars 2020. Elle fera prochainement l'objet d'une

discussion avec les autorités dans le cadre de la convention de subventionnement 17-20.

Le 22.02.216 le Conseil a désigné MM. Bernard Laurent et Yves Frohlé pour représenter la Comédie dans le groupe de travail chargé des infrastructures dans le nouveau théâtre.

4. Quelques informations

État-major

Son but principal est de mettre à disposition des théâtres les moyens, et d'en vérifier l'utilisation, afin que ceux-ci puissent atteindre les objectifs que les directions se sont fixées, et ce, dans le cadre des orientations définies par les autorités subventionnantes (Ville/Etat).

Information

La FAD a pour vocation de recevoir, rechercher et élaborer les informations utiles d'une part à la vie des théâtres et, d'autre part, à en assurer le suivi par les autorités subventionnantes. Il s'agit donc d'un rôle de collecte, de contrôle, d'élaboration, de tri, d'aiguillage ainsi que de décision. Autant qu'il soit possible de l'évaluer, ce rôle a été assumé dans le respect des calendriers et procédures, de sorte que les acteurs partenaires de la Fondation ont pu disposer des indications qui leur étaient nécessaires dans des délais satisfaisants.

Conseiller financier et organe de révision de la fondation

M. Triboulet, conseiller financier de la fondation, a participé à 4 séances du Conseil et à 6 du Bureau.

Depuis mars 2010, c'est la fiduciaire Duchosal Berney qui effectue la vérification de notre comptabilité.

M. Franco Luvisotto, expert-comptable diplômé, ainsi que son équipe de révision ont consacré 5 jours dans les locaux du théâtre de la Comédie, 3 jours dans ceux de POCHE/GVE et ceux de l'état-major ont été contrôlés durant la dernière quinzaine d'octobre 2016. Le rapport nous a été rendu le 10 novembre 2016.

Collaborateurs de la fondation

Le salaire de Mme Sagace, assistante administrative à 80%, est régulièrement adapté au coût de la vie. Il n'y a pas eu d'adaptation durant la saison 15-16.

Les mêmes mécanismes salariaux sont appliqués pour la personne en charge du nettoyage du bureau de la Fondation

Quelques indicateurs dans le cadre du développement durable

Les déchets produits sont triés : on peut les évaluer pour la saison 15-16 à environ 80 litres de papier. Le recyclage est confié à la société RVM.

Equipements utilisés : imprimante/photocopieur/scanner Sharp en location, PC Asus, Fax Canon. Le coût des appareils comprend la taxe éco de recyclage.

FONDATION D'ART DRAMATIQUE
GENEVE

COMPTES DE L'ETAT MAJOR

AU 30 JUIN 2016

Approuvés par le
BUREAU DU 17 NOVEMBRE 2016

FONDATION D'ART DRAMATIQUE
GENEVE

COMPTES DE L'ETAT MAJOR

AU 30 JUIN 2016

PAGES

- ANALYSE DU RESULTAT *2*

- ANALYSE SOMMAIRE DU RESULTAT D'EXPLOITATION ET DES FONDS PROPRES *3*

- AFFECTATION DU RESULTAT 2013-2016 *4*

- BILAN *5*

- COMPTE DE RECETTES ET DEPENSES *6*

- DETAIL DE DIVERS POSTES

  Actifs transitoires, créanciers et provisions *7*
  Comptes courants Théâtres et donation Poche *8*
  Frais divers de fonctionnement *9*

- JETONS DE PRESENCE ET INDEMNITE PRESIDENCE *11*

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

ANALYSE SOMMAIRE DES ECARTS / BUDGET

	Dépenses 2015-2016	Budget 2015-2016	Boni (Manco) s/ budget		Dépenses 2014-2015	Budget 2014-2015
ETAT-MAJOR						
Frais de Personnel	98'328	102'000	*3'672*	*3'672*	101'216	102'000
Indemnité Président et Vice-président	7'675	8'000	*325*		3'950	8'000
Jetons de présence	24'800	40'000	*15'200*		26'600	40'000
Charges sociales s/jetons présence, Présidence et Vice-présidence	2'117	4'000	*1'883*	*17'408*	2'922	4'000
Honoraires fiduciaire	11'552	14'200	*2'648*		12'852	25'000
Honoraires organe de révision	7'020	6'000	*(1'020)*		7'560	11'000
Autres honoraires	-1'787	-	*1'787*	*3'415*	8'213	-
Frais de locaux	4'869	4'800	*(69)*		4'800	4'800
Frais de bureau	9'230	15'478	*6'248*		11'077	15'678
Frais réception	5'505	6'000	*495*		5'921	8'000
Divers et imprévus	300	15'000	*14'700*		1'229	15'000
Produits exceptionnels	-	-	-	*21'374*	-	-
Résultat de fonctionnement	***169'609***	***215'478***	***45'869***	***45'869***	***186'340***	***233'478***

Boni (Manco) sur frais fonctionnement		45'869	
Renouvellement administration Poche	2'741	(2'741)	
Renouvellement direction Comédie	37'763	(37'763)	
Boni (Manco) sur subvention Etat GE		(12'250)	
Subvention complémentaire Poche (identité visuelle)		(22'000)	
Boni (Manco) sur budget			***(28'884)***
Comédie attribution résultat 13-14			(178'941)
Boni (Manco) d'exploitation			**(207'824)**
Résultat Le Poche			(19'415)
Résultat Comédie			17'681
			(209'558)

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

ANALYSE SOMMAIRE DU RESULTAT D'EXPLOITATION ET DES FONDS PROPRES

Saison 2015/2016			
	Manco Comédie budgeté en 15/16	(88'000)	
	Manco Poche budgeté en 15/16	(5'904)	
	Manco budgeté FAD saison 2015/2016		**(93'904)**
	Attribution boni Comédie 13/14		**(178'941)**
	Boni EM sur frais fonctionnement	45'869	
	Renouvellement administration Poche	(2'741)	
	Renouvellement direction Comédie	(37'762)	
	Boni (Manco) sur subvention Etat GE	(12'250)	
	Subvention complémentaire Poche (identité visuelle)	(22'000)	
	Boni EM hors subvention		(28'884)
	Comédie boni global sur budget		105'681
	Le Poche manco global sur budget		(13'511)
	Résultat exercice 2015-2016		**(209'558)**
	./. Part de la perte annuelle de l'exercice 2015/2016 attribuée aux subventions non dépensées à restituer		(175'045)
	Part de la perte annuelle de l'exercice 2015-2016 supportée par la FAD		**(34'513)**
	Part de subvention non dépensée au 30 juin 2015		51'708
	Part de subvention non dépensée au 30 juin 2016, à porter en augmentation du fonds de réserve		**17'195**
	Les subventions contractuelle de la Ville et l'Etat de Genève s'étant élevées à	**7'985'228**	
	le maximum du fonds de réserve est de **18%**	**1'437'341**	
30.06.2016	**Fonds de réserve statutaire**		**1'157'720**
	Le fonds de réserve statutaire doit notamment servir à couvrir, outre les déficits, les provisions suivantes:		
	Immobilisations		507'676
	Provision pour renouvellement direction Poche	150'000	
	Utilisation provision renouvellement direction Poche saison 2013/2014	(57'268)	
	Utilisation provision renouvellement direction Poche saison 2014/2015	(64'787)	
	Utilisation provision renouvellement direction Poche saison 2015/2016	(2'741)	
	Provision renouvellement nouvelle identité visuelle Poche saison 2015/2016 (conseil du 23.03.201	(22'000)	3'204
	Provision renouvellement direction Poche 30.06.2019		100'000
	Provision pour renouvellement direction Comédie	150'000	
	Utilisation provision renouvellement direction Comédie saison 2015/2016	(37'762)	112'238
			723'118
	Part de subvention non dépensée au 30 juin 2016		**17'195**
	Solde disponible		**451'797**
	PS: le conseil avait fixé un montant minimal de CHF		500'000

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

AFFECTATION DU RESULTAT

(Art. 21 convention de subventionnement 2013-2016)

	2012/2013		2013/2014		2014/2015		2015/2016		au 30/06/2016
									cumulé
Total des produits	10'568'323		10'241'765		10'489'423		9'559'612		
Subvention en nature	(704'520)		(708'633)		(726'112)		0		
Produits déterminants	**9'863'803**	100.00%	**9'533'132**	100.00%	**9'763'311**	100.00%	**9'559'612**	100.00%	
Subventions monétaires selon convention	(7'997'478)	81.08%	(7'997'478)	83.89%	(7'997'478)	81.91%	(7'985'228)	83.53%	
Total des recettes propres + autres subventions diverses	**1'866'325**	18.92%	**1'535'654**	16.11%	**1'765'833**	18.09%	**1'574'384**	16.47%	
Comédie boni global sur budget	188'335		178'941		3'159		105'681		476'116
Boni (manco) Comédie budgeté	-		-		-		(88'000)		(88'000)
Comédie attribution résultat saison précédente	-		-		(188'335)		(178'941)		(367'276)
Poche boni global sur budget	(5'495)		71'086		16'420		(13'511)		68'500
Boni (manco) Poche budgeté	-		-		32'272		(5'904)		26'368
Renouvellement administration Poche	-		(57'268)		(64'787)		(2'741)		(124'796)
Renouvellement direction Comédie			-		-		(37'762)		(37'762)
Boni EM sur frais fonctionnement et financiers	24'807		57'415		47'138		45'869		175'229
Boni (Manco) sur subvention Ege	-		-		-		(12'250)		(12'250)
Subvention complémentaire Poche (identité visuelle)	-		-		-		(22'000)		(22'000)
Résultat de l'exercice	**207'647**	100.00%	**250'174**	100.00%	**(154'132)**	100.00%	**(209'558)**	100.00%	***94'131***
Part de subventions non dépensée	**39'287**	18.92%	**40'304**	16.11%	**(27'882)**	18.09%	**(34'514)**	16.47%	***17'195***
Part de subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention	**168'360**		**209'870**		**(126'250)**		**(175'045)**		***76'936***

Subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention au 30 juin 2015	**251'981**
Attribution supplémentaire	(175'045)
Subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention au 30 juin 2016	**76'936**

Depuis la saison 2015-2016 et conformément à la Directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V4), les prestations en nature ne sont plus comptabilisées au compte de résultat

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

BILAN AU 30 JUIN		**2016 CHF**	**2015 CHF**
ACTIF			
Actif circulant			
Trésorerie		**489'842.30**	**2'110'447.56**
Autres créances à court terme			
Impôt anticipé à récupérer		1.35	48.20
C/c Ville de Genève subvention à recevoir		55'489.00	-
Poche c/c	*245'458.87*		
Résultat Poche 2015/16	*(19'414.72)*		
		226'044.15	329'125.67
Comédie c/c	*511'412.80*		
Résultat Comédie 2015/16	*17'680.87*		
		529'093.67	516'559.98
		810'628.17	**845'733.85**
Actifs de régularisation		**3'416.15**	**3'841.55**
Actif immobilisé			
Mobilier		1.00	1.00
Machines de bureau		1.00	1.00
Travaux partiel Caecilia (Comédie)		1.00	1.00
		3.00	**3.00**
Actif affecté			
BCGe Donation Poche		**193'201.55**	**193'891.65**
Total de l'actif		**1'497'091.17**	**3'153'917.61**
PASSIF			
Capitaux étrangers à court terme			
Dettes résultant de l'achat de bien et de prestations de services		**32'671.37**	**10'307.85**
Autres dettes à court terme			
C/c Ville de Genève subvention reçue d'avance		-	1'386'870.00
TVA à payer		2'147.35	4'765.89
Subventions non dépensées à restituer à l'échéance de la convention 2013-2016		76'935.75	251'980.75
		79'083.10	**1'643'616.64**
Passifs de régularisation		**17'220.00**	**26'320.00**
Capital des fonds			
Donation "Poche"		**193'201.55**	**264'244.95**
Capital de l'organisation			
Fonds de réserve statutaire		1'157'719.66	1'157'719.66
Part de subventions non dépensée 2013-2016		17'195.49	51'708.51
		1'174'915.15	**1'209'428.17**
Total du passif		**1'497'091.17**	**3'153'917.61**

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

COMPTE DE RECETTES ET DEPENSES DE L'EXERCICE	2015/2016 Réalisé	2015/2016 *Budget*	2014/2015 Réalisé
	CHF	CHF	CHF
Recettes			
Subvention Ville de Genève	5'547'478.00	*5'547'478*	5'547'478.00
Subvention Etat de Genève	2'437'750.00	*2'450'000*	2'450'000.00
Prélèvement fonds Kull	71'000.00	-	20'000.00
	8'056'228.00	***7'997'478***	***8'017'478.00***
Frais théâtres			
Subvention Comédie	(5'760'500.00)	*(5'760'500)*	(5'747'000.00)
Comédie attribution résultat saison précédente	(178'941.00)	-	(188'335.00)
Subvention Poche	(2'021'500.00)	*(2'021'500)*	(2'017'000.00)
Subventions complémentaires Poche	(93'000.00)	-	(20'000.00)
Renouvellement direction Comédie	(37'762.52)	-	-
Renouvellement administration Poche	(2'741.10)	-	(64'786.61)
	(8'094'444.62)	*(7'782'000)*	*(8'037'121.61)*
Recettes nettes ETAT-MAJOR	**(38'216.62)**	***215'478***	**(19'643.61)**
Dépenses			
Frais de personnel	(98'327.80)	*(102'000)*	(101'215.59)
Indemnités Président et Vice-président	(7'675.00)	*(8'000)*	(3'950.00)
Jetons de présence	(24'800.00)	*(40'000)*	(26'600.00)
Charges sociales s/jetons présence, Présidence et Vice-présidence	(2'116.65)	*(4'000)*	(2'921.60)
Honoraires fiduciaire	(11'552.00)	*(14'200)*	(12'852.00)
Honoraires organe de révision	(7'020.00)	*(6'000)*	(7'560.00)
Autres honoraires	1'787.00	-	(8'213.00)
Frais de locaux	(4'868.55)	*(4'800)*	(4'800.00)
Frais de bureau	(9'230.15)	*(15'478)*	(11'076.90)
Frais réception	(5'504.50)	*(6'000)*	(5'921.40)
Divers et imprévus	(299.90)	*(15'000)*	(1'229.34)
Total frais de fonctionnement	***(169'607.55)***	***(215'478)***	***(186'339.83)***
EXCEDENT RECETTES (DEPENSES) D'EXPLOITATION	**(207'824.17)**	***0***	**(205'983.44)**
Résultat théatres			
Résultat Comédie	17'680.87	*(88'000)*	3'159.48
Résultat Poche	(19'414.72)	*(5'904)*	48'692.30
EXCEDENT RECETTES (DEPENSES) DE L'EXERCICE AVANT RESTITUTION	**(209'558.02)**	***(93'904)***	**(154'131.66)**
Part de la perte (du bénéfice) annuelle de l'exercice attribuée aux subventions non dépensées à restituer	175'045.00		126'250.00
EXCEDENT RECETTES (DEPENSES) DE L'EXERCICE	**(34'513.02)**		**(27'881.66)**

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

DETAIL DE CERTAINS POSTES DU BILAN AU 30 JUIN	**2016 CHF**	**2015 CHF**
Actifs de régularisation		
Avance de frais Bertholet Saison 15-16	-	1'000.00
Assurance RC bureau payée d'avance	461.90	460.80
Trop payé acomptes charges sociales (AVS)	2'107.25	1'206.65
Helsana - APG payée d'avance	847.00	974.10
Jetons V. Babel payés à double	0.00	200.00
	3'416.15	**3'841.55**
Passifs de régularisation		
Provision honoraires BfB (EM + conso)	6'000.00	10'000.00
Provision honoraires organe de révision	7'020.00	7'020.00
Provision honoraires Duchosal Berney TVA	0.00	5'000.00
Prov. vacances et Heures sup 30.06. TS	4'200.00	4'300.00
	17'220.00	**26'320.00**
Dettes résultant de l'achat de bien et de prestations de services		
BfB	12'960.00	8'532.00
Duchosal Berney travaux contrôle CFI	3'213.00	-
Téléphone	61.65	58.55
LAA Q2	401.15	699.70
Publicitas Annonce direction Comédie	15'811.27	-
Salaire nettoyage à payer	200.00	-
Devillard	-	309.20
RVM évacuation déchets	-	91.80
LPP c/c	24.30	616.60
	32'671.37	**10'307.85**
TVA Q2, à payer	**2'147.35**	**4'765.89**

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

DETAIL DE CERTAINS POSTES DU BILAN AU 30 JUIN		**2016** CHF	**2015** CHF
Comédie c/c			
Solde à nouveau au 01.07	516'559.98		
Paiement TVA Q2 2015	(3'909.75)		
Retenue boni 14/15	(3'159.48)	509'490.75	509'490.75
TVA IIQ à payer à EM		1'922.05	3'909.75
		511'412.80	**513'400.50**
Insertion résultat saison		17'680.87	3'159.48
		529'093.67	**516'559.98**
Poche c/c			
Solde à nouveau au 01.07	329'125.67		
Paiement TVA Q2 2014	(856.25)	328'269.42	196'577.18
TVA Q2 à payer à EM		189.45	856.19
Participation Poche Conseil 23.03.2015		(83'000.00)	83'000.00
		245'458.87	**280'433.37**
Insertion résultat saison		(19'414.72)	48'692.30
		226'044.15	**329'125.67**
Donation Poche		350'140.19	350'140.19
Achat jeu d'orgues Poche		(32'786.70)	(32'786.70)
Solde attribution Me Necker 9.11.2004		8'235.75	8'235.75
Attribution à saison 2005-2006		(10'000.00)	(10'000.00)
Intérêts financiers 2004-2005, net		3'473.88	3'473.88
Attribution à saison 2006-2007		(40'000.00)	(40'000.00)
Intérêts financiers 2005-2006, net		3'454.80	3'454.80
Intérêts financiers 2006-2007		3'555.55	3'555.55
Annulation Attribution à saison 2006-2007		40'000.00	40'000.00
Travaux hall Poche décision 07.11.2006		(60'000.00)	(60'000.00)
Intérêts financiers 2007-2008		5'520.00	5'520.00
Intérêts financiers 2008-2009		7'453.00	7'453.00
Intérêts financiers 2009-2010		3'913.56	3'913.56
Intérêts financiers 2010-2011		717.40	717.40
Intérêts financiers 2011-2012		427.62	427.62
Intérêts financiers 2012-2013		180.35	180.35
Frais bancaires 2014-2015		(40.45)	(40.45)
Participation tournée "Combats d'une reine" Conseil du 14.04.14		(20'000.00)	(20'000.00)
Poche: coûts complémentaires travaux été 2015 Conseil du 14.12.2015		(10'000.00)	0.00
FAD subvention complémentaire pour le mobilier versée d'avance (saison 15-16)		(61'000.00)	0.00
Frais bancaires 2015-2016		(43.40)	0.00
Solde donation Poche disponible au 30 juin		**193'201.55**	**264'244.95**

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

FRAIS DIVERS DE FONCTIONNEMENT

DETAIL DE CERTAINS POSTES POUR L'EXERCICE	2015/2016 CHF	2014/2015 CHF
Poche : Renouvellement direction		
Salaire M. Bertholet	-	50'143.20
Charges sociales M. Bertholet (solde 2015)	1'741.10	7'082.66
Remboursement frais Mr Bertholet	1'000.00	3'388.75
Remboursement frais Mr Rodel	-	540.00
Intervention Claudia Grassi Consulting Sàrl	-	3'132.00
AMI concours graphique	-	500.00
	2'741.10	**64'786.61**
Comédie : Renouvellement direction		
Jetons de présence groupe de travail renouvellement Comédie	11'300.00	-
Provision charges sociales sur jetons	1'000.00	-
Collations et frais groupe de travail	437.55	-
Annonces	25'024.97	-
	37'762.52	**0.00**
Frais de personnel		
Assistante administrative	78'026.00	78'026.00
Frais de représentation	200.00	400.00
Provision vacances	(100.00)	3'200.00
Nettoyage	1'032.00	1'244.00
Charges sociales	19'169.80	18'345.59
	98'327.80	**101'215.59**
Frais de bureau		
Mat.bureau divers	944.50	2'015.75
Evacuation et recyclage papier	91.80	183.60
Imprimante couleur	418.05	327.80
Devillard location copieur CHF 1'360.80 / trimestre	5'443.20	5'443.20
Assurance RC	691.70	691.10
Affranchissements, ports	831.25	657.00
Divers (Cartes de vœux / annonce Tribune / RC)	80.00	667.80
	8'500.50	**9'986.25**
Téléphone	729.65	1'090.65
	9'230.15	**11'076.90**
Frais de représentation / réception		
Apéritif début annuel	1'200.00	1'052.90
Repas bureau	770.00	2'231.70
Divers Collations "METS PLAISIR" Traiteur, COOP	2'224.80	711.80
Repas Conseil	1'309.70	1'925.00
	5'504.50	**5'921.40**

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

FRAIS DIVERS DE FONCTIONNEMENT

DETAIL DE CERTAINS POSTES POUR L'EXERCICE	2015/2016 CHF	2014/2015 CHF
Honoraires BfB		
Extourne provision honoraires saison précédente	(18'532.00)	(10'000.00)
Honoraires saison précédente	11'124.00	4'320.00
	(7'408.00)	(5'680.00)
Honoraires facturés pour divers travaux (règlements , séances, TVA)	12'960.00	8'532.00
Provision honoraires bouclement et conso au 30 juin	6'000.00	10'000.00
	11'552.00	**12'852.00**
Honoraires Duchosal		
Provision honoraires N-1 Révision	(7'020.00)	(6'480.00)
Honoraires N-1 Révision	7'020.00	7'020.00
Provision honoraires N	7'020.00	7'020.00
	7'020.00	**7'560.00**
Autres honoraires		
Honoraires Bottge & Associés - conférence Mr Boyer et lettre Mme Courvoisier	0.00	918.00
Honoraires Duchosal Berney travaux TVA et ICF	3'213.00	2'295.00
(Ext.) Provision honoraires Duchosal Berney travaux divers	(5'000.00)	5'000.00
	(1'787.00)	**8'213.00**
Indemnité Hors séance		
Jetons de présence Présidence Hors séance	7'675.00	3'950.00
	7'675.00	**3'950.00**
Jetons de présence		
Bureau	9'500.00	11'400.00
Conseil	15'100.00	11'900.00
FOP	200.00	600.00
Commission reglement personnel Poche	-	-
Groupe accompagnement nouvelle comédie	11'300.00	2'700.00
	43'775.00	**30'550.00**
Jetons de présence Hors séance	(7'675.00)	(3'950.00)
Attribution à Comédie	(11'300.00)	-
TOTAL Jetons	**24'800.00**	**26'600.00**
Frais divers		
Bons cadeaux, cartes de vœux	107.90	1'103.00
Divers (arrondis)	0.00	1.09
Frais financiers nets	192.00	125.25
	299.90	**1'229.34**

Fondation d'Art Dramatique Genève
Comptes de l'Etat Major

JETONS DE PRESENCE

2011-2012	Séances		CHF/séance
Conseil	12.00	21'800.00	1'816.67
Bureau	12.00	13'700.00	1'141.67
Indemnité heures Présidence et hors séances (h)	42.50	6'700.00	157.65
PFQ (13-16)	10.00	5'500.00	550.00
Politique salariale	3.00	2'000.00	666.67
FOP	1.00	200.00	200.00
		49'900.00	

2012-2013	Séances		CHF/séance
Conseil	8.00	19'000.00	2'375.00
Bureau	9.00	10'100.00	1'122.22
Indemnité heures Présidence et hors séances (h)	24.00	6'550.00	272.92
Politique salariale / rglt du personnel	12.00	7'300.00	608.33
Accompagnement nouvelle Comédie	10.00	2'300.00	230.00
FOP	2.00	400.00	200.00
Solde saison 12/13		(900.00)	
		44'750.00	

2013-2014	Séances		CHF/séance
Conseil	8.00	17'500.00	2'187.50
Bureau	13.00	14'000.00	1'076.92
Indemnité heures Présidence et hors séances (h)	55.00	7'425.00	135.00
Politique salariale / rglt du personnel	2.00	800.00	400.00
Accompagnement nouvelle Comédie	5.00	1'450.00	290.00
FOP	2.00	400.00	200.00
Solde saison 13/14			
		41'575.00	

2014-2015	Séances		CHF/séance
Conseil	7.00	11'900.00	1'700.00
Bureau	8.00	11'400.00	1'425.00
Indemnité heures Présidence et hors séances (h)	13.00	3'950.00	303.85
Accompagnement nouvelle Comédie	10.00	2'700.00	270.00
FOP	2.00	600.00	300.00
		30'550.00	

2015-2016	Séances		CHF/séance
Conseil	9.00	15'100.00	1'677.78
Bureau	8.00	9'500.00	1'187.50
Indemnité heures Présidence et hors séances (h)	28.25	7'675.00	271.68
Accompagnement nouvelle Comédie	19.00	11'300.00	594.74
FOP	1.00	200.00	200.00
		43'775.00	

RAPPORT D'ACTIVITÉ POUR LA FONDATION D'ART DRAMATIQUE Saison 15-16

la comédie GE

PREMIERS CONSTATS

La saison 15-16 a été marquée par :

-une augmentation de l'activité (173 soirées contre 159 en 14-15)
- Une fréquentation en hausse (27.308 spectateurs contre 22.583 en 14-15)
- La confirmation de deux indices repérés au cours des saisons précédentes : une hausse significative des abonnements (+10%) et une diminution des invitations (- 17%).
- Un conflit sérieux au sein de l'équipe permanente.

COMMENTAIRES

CHOIX ARTISTIQUES

1. L'équilibre entre les répertoires a été plutôt satisfaisant : classique (Musset et Tchekhov), classique-contemporain (Proust, Brecht, Céline, Christa Wolf) et contemporain (Van Reybrouck, Py, Poirier, Pourveur).
Mais je note – je ne suis pas seul à faire ce constat – que les projets sérieux et ambitieux concernant les textes classiques se raréfient. Ce point mérite quelques explications.
Jusqu'au milieu des années 90, les textes classiques constituaient l'essentiel des saisons théâtrales. Cette omniprésence s'expliquait évidemment par des considérations commerciales - on vend plus facilement des auteurs ou des titres connus - mais elle tirait sa légitimité d'une théorie de la « lecture » ou de la « relecture des classiques » : il s'agissait de montrer, dans les œuvres anciennes, comment l'Histoire recélait un futur non encore perçu et pouvait accoucher du présent, voire indiquer un futur.
Notre rapport au passé ayant été profondément modifié et ayant laissé la place à un présentisme généralisé, cette théorie s'est délitée et a été remplacée par une pulsion consommatrice qui réclame toujours plus de nouveautés, d'innovations, de renouvellements et de rotations des produits.
Les textes du passé sont donc aujourd'hui souvent utilisés comme des *matériaux* qui seraient à la disposition du *créateur* comme les conserves dans les rayons d'un supermarché. Les œuvres sont démembrées, leur logique ignorée, leur unité explosée.
En revanche, on prend le plus grand soin d'afficher les titres ou le nom des auteurs anciens afin de tirer de leur notoriété le meilleur retour sur investissement.
2. La continuité avec les saisons précédentes a été assurée par les conférences de Charles Méla, les concerts de Geneva Camerata, et la parution de *L'Autruche*.
3. L'ouverture de la saison avec Fanny Ardant a sans doute contribué à donner un élan qui ne s'est pas démenti. Nous avons en effet bénéficié d'un public plus large et plus satisfait que par le passé.
4. Les coupes budgétaires décidées par le Conseil Municipal ont déclenché un mouvement dans lequel la Comédie a joué un rôle important.
Cette décision politique nous a contraint à revoir nos prévisions, notre calendrier et notre programme de la prochaine saison : ces coupes ont dû être répercutées sur la saison 16-17. Le référendum qui a renversé cette mesure ne donnera des fruits que tardivement.

COMMENTAIRES

ÉQUIPE
La vie de l'équipe permanente est globalement bonne.

1. Mais, malgré la création d'un poste (chargée de projets à 60%), la Comédie reste en sous-effectif dans les secteurs scolaire et universitaire, dans la médiation et dans les relations avec nos partenaires. Le changement d'échelle – et de moyens - qui se prépare avec la Nouvelle Comédie permettra peut-être de résoudre ces problèmes et d'enclencher un nouveau processus de développement.
2. Le conflit entre la Direction et quelques membres du personnel s'est soldé par le départ de la chargée de production. Ce poste, n'ayant pas été reconduit afin de faciliter l'arrivée de la nouvelle direction, le sous-effectif de notre organisation s'en trouve accentué.
3. Comme l'indique ce triste épisode, l'imminence de la succession à la direction de la Comédie, exige la plus grande prudence. J'ai donc demandé à l'ensemble du personnel d'éviter les calculs de probabilité, les spéculations, les ragots et d'avoir confiance dans ce qui se prépare. C'est, en tout cas, l'attitude personnelle que j'ai adoptée et à laquelle je me tiens.

FINANCES
- Les comptes de la saison s'achèvent dans l'équilibre.
- Mais la stagnation des subventions ajoutée à la réduction constatée en France limite les possibilités de développement.

COMMERCE
Mêmes commentaires que la saison passée :
- le resserrement du marché, dû à la crise qui sévit chez nos partenaires européens, ajouté à la hauteur du franc suisse, limite fortement les possiblités de tournée.
- C'est donc dans un environnement défavorable et en dépit des difficultés objectives, que nous avons pu faire tourner plusieurs spectacles (*L'Opéra de quat'sous*, *Épître aux jeunes acteurs*, *Le Violon de Rotschild* et *Cassandre*).

ESPACES
Mêmes commentaires que la saison passée :
- nous manquons de bureaux, de locaux et d'espaces de travail.
- Les studios sont devenus des espaces indispensables.
- Les soirées qui conjuguent plusieurs salles sont devenues possibles

COMMENTAIRES

mais demeurent limitées à cause de la porosité sonore. Des travaux seraient nécessaires pour améliorer l'instrument.
- Cette pluralité d'espaces a permis de réaliser des opérations singulières et inventives (festival d'ateliers théâtre...)
- Il faut donc compenser ces difficultés par des efforts redoublés du personnel. Ce qui entraîne une surcharge de travail et des surcoûts fréquents.

NOUVELLE COMEDIE

Les crédits de construction ayant été votés, la Nouvelle Comédie est entrée dans une phase active de réalisation. Bien que n'ayant ni la charge ni la responsabilité de ce projet, je me permets de faire quelques remarques et suggestions sur des points qui me semblent sous-estimés ou négligés :
- l'équipe actuelle de la Comédie, déjà en sous-effectif, a été sollicitée pour contribuer à l'avancée du projet. Le temps consacré à ce dossier par certains membres de l'équipe tehnique au cours de cette dernière saison a été évalué à 16'000 CHF.
- Les autorités responsables de la construction ont reconnu cette participation mais ont refusé de la rétribuer.
- Celle-ci ne cessera pas par enchantement : une coordination est et restera nécessaire pour l'aménagement et le déménagement dans le nouvel équipement. Le temps indispensable pour la bonne marche du projet ne doit plus être pris, sans compensation, sur celui de l'équipe de l'actuelle Comédie. Il faut impérativement prévoir une augmentation des moyens afin que le passage d'une institution à l'autre, d'un bâtiment à l'autre ne se fasse pas au détriment d'une des parties. L'actuelle Comédie étant liée à la Nouvelle, il ne s'agit pas de dépouiller Pierre pour habiller Paul.
- De surcroît, ce projet nécessitant l'étroite collaboration de plusieurs secteurs politiques, administratifs et techniques, aux logiques et aux agendas divergents, il est important, afin que la coordination s'effectue le mieux possible avec les utilisateurs, de nommer un chef de projet disposant de l'autorité nécessaire.
- Nous ferons bientôt des propositions dans ce sens.

CERCLE VERTUEUX

Dans le rapport d'activité de la saison précédente, nous annoncions la sortie possible du cercle vicieux dans lequel se débattait la Comédie depuis de longues années. La saison 15-16 a confirmé cette évolution et a montré que l'actuelle institution possédait encore de réelles possibilités de développement.

Mais ces résultats encourageants ont été obtenus grâce à une augmentation de la charge de travail de l'équipe permanente, surcharge qui ne pouvait durablement être assumée avec des moyens en stagnation, voire en régression.

Afin d'éviter les risques de rupture, tensions et accidents, la saison 16-17 connaîtra donc une baisse importante d'activité.

Cette régression est évidemment regrettable au moment où il aurait fallu, au contraire, favoriser l'expansion de l'actuelle Comédie en la dotant de moyens nouveaux afin assurer une transition harmonieuse, dynamique et forte en direction de la Nouvelle Comédie.

Hervé Loichemol
8 novembre 2016

COMEDIE DE GENEVE

Saison 2015-2016

Etats Financiers

Genève, le 18 novembre 2016

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

ETATS FINANCIERS EXPLOITATION	Réalisé 2014-2015 CHF		Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	
PRODUITS					
Subventions	6'569'093	89%	6'481'441	6'596'556	86%
Recettes propres	807'160	11%	858'610	1'071'149	14%
Total des Produits	**7'376'252**	**100%**	**7'340'051**	**7'667'705**	**100%**
CHARGES					
Frais de personnel pour spectacles	1'877'696	25%	2'075'055	2'176'448	29%
Frais de locaux non administratifs	740'153	10%	736'111	782'967	10%
Frais directs des spectacles et promotion	1'506'827	20%	1'352'985	1'408'606	19%
Frais d'exploitation des spectacles	**4'124'675**	**56%**	**4'164'151**	**4'368'021**	**57%**
Frais de personnel administratif et technique	2'375'624	32%	2'431'900	2'412'407	32%
Frais de locaux administratifs	36'241	0%	36'000	36'240	0%
Frais d'administration, promotion, divers et amortissements	831'619	11%	801'000	787'366	10%
Frais de fonctionnement	**3'243'486**	**44%**	**3'268'900**	**3'236'013**	**43%**
Total des charges	**7'368'160**	**100%**	**7'433'051**	**7'604'035**	**100%**
Résultat (charges)/produit exceptionnel	**(4'933)**		**5'000**	**(45'989)**	
Excédent de produits (charges)	**3'159**		**(88'000)**	**17'681**	

Pour la saison 2015-2016, l'ancienne directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V3 du 21.4.2010) a été appliquée, ainsi les prestations en nature apparaissent pour CHF 506'714.- en produits et en charges du compte de résultat.

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

ETATS FINANCIERS	Réalisé 2014-2015 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	Ecarts réalisé/bud. CHF
PRODUITS				
Prestations en nature Ville de Genève	501'978	492'000	500'242	8'242
Prestations en nature Chêne-Bougeries			6'472	6'472
Autres subventions Ville de Genève	58'500	-	84'364	84'364
Autres subventions Etat de Genève	-	-	4'500	4'500
Autres subventions diverses	73'280	50'000	61'538	11'538
FAD subvention exploitation attribuée au théâtre	5'747'000	5'760'500	5'760'500	-
FAD subvention "attribution excédent"	188'335	178'941	178'941	-
Subventions	**6'569'093**	**6'481'441**	**6'596'556**	**115'115**
Recettes billetterie	391'434	505'910	499'500	(6'410)
Tournées, vente spectacles	250'277	185'000	265'058	80'058
Autres recettes des spectacles, coproductions	84'792	82'700	165'658	82'958
Recettes accessoires	25'656	15'000	15'932	932
Dons, sponsoring	55'000	70'000	125'000	55'000
Recettes diverses nettes	-	-	-	-
Recettes propres des spectacles	**807'160**	**858'610**	**1'071'149**	**212'539**
Total des Produits	**7'376'252**	**7'340'051**	**7'667'705**	**327'654**
CHARGES				
Frais de personnel pour spectacles	1'877'696	2'075'055	2'176'448	101'393
Frais directs des spectacles	1'150'077	1'007'635	1'090'137	82'502
Promotion des spectacles	356'749	345'350	318'468	(26'882)
Frais de locaux non administratifs	740'153	736'111	782'967	46'856
Frais d'exploitation des spectacles	**4'124'675**	**4'164'151**	**4'368'021**	**203'870**
Frais de personnel administratif et technique	2'375'624	2'431'900	2'412'407	(19'493)
Frais de locaux administratifs	36'241	36'000	36'240	240
Frais de promotion	339'390	330'000	298'928	(31'072)
Frais techniques	67'889	67'500	79'497	11'997
Frais d'administration	277'989	263'500	252'683	(10'817)
Amortissements	137'582	135'000	145'781	10'781
Charges (Produits) financières nettes	8'769	5'000	10'476	5'476
Frais de fonctionnement	**3'243'486**	**3'268'900**	**3'236'013**	**(32'887)**
Total des charges	**7'368'160**	**7'433'051**	**7'604'035**	**170'984**
Excédent/(déficit) avant ch. et prod. exceptionnels	**8'092**	**(93'000)**	**63'670**	**156'670**
Produits exceptionnels	9'725	5'000	-	(5'000)
(Charges) exceptionnelles	(14'657)	-	(45'989)	(45'989)
Résultat exceptionnel	**(4'933)**	**5'000**	**(45'989)**	**(50'989)**
Excédent versé/(déficit)couvert par fonds de réserve	**3'159**	**(88'000)**	**17'681**	**105'681**

105'681

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES PRODUITS		Réalisé 2014-2015 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	Ecarts réalisé/bud. CHF
50010	Prestations en nature Ville de Genève	501'978	492'000	500'242	8'242
50011	Prestations en nature Chêne-Bougeries			6'472	
50020	Subventions FAD	5'747'000	5'760'500	5'760'500	-
50030	Subvention FAD "attribution excédent"	188'335	178'941	178'941	-
	Subventions	**6'437'313**	**6'431'441**	**6'446'155**	**8'242**
51020-30	Ville GE - Département de la culture	58'500	-	84'364	84'364
	Autres subventions Ville de Genève	**58'500**	**-**	**84'364**	**84'364**
52010	Etat de Genève, DIP (CTCO-CTPO)	-	-	4'500	4'500
	Autres subventions Etat de Genève	**-**	**-**	**4'500**	**4'500**
53010	Pro Helvetia	33'500	25'000	32'600	
53020	Autres subventions	39'780	25'000	28'938	
	Autres subventions	**73'280**	**50'000**	**61'538**	**11'538**
	Total des Subventions	**6'569'093**	**6'481'441**	**6'596'556**	**108'644**
60010	Abonnements	124'726	505'910	153'018	
60020-30	Billets	251'338		327'222	
60040	Scolaire (CTPO,CTCO)	15'370		19'260	
	Recettes entrées	**391'434**	**505'910**	**499'500**	**(6'410)**
61010	**Tournées/ vente spectacles**	**250'277**	**185'000**	**265'058**	**80'058**
62010	Coproductions	70'995	82'700	161'028	78'328
62020	Location personnel et matériel	13'797		4'630	4'630
	Autres recettes spectacles	**84'792**	**82'700**	**165'658**	**82'958**
71010	Recette buvette	10'451		-	
71020	Location matériel et costumes	2'754	5'000	-	
71030	Divers Impôt source	1'793		1'673	
71040	Vente de livres	5'157	5'000	6'245	
71060	Annonceurs et divers	5'000	5'000	5'000	
71070	Recettes diverses	500		3'015	
	Recettes accessoires	**25'656**	**15'000**	**15'932**	**932**
Sponsoring espèce:		par spectacle			
53050	Migros	(Mission)	-	15'000	15'000
53050	Fondation Leenards	(Barbara et Opéra 4 sous)	50'000	50'000	50'000
53050	Carigest	(Cassandre)			30'000
53050	Corodis	(Opéra 4 sous)			30'000

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES PRODUITS		Réalisé 2014-2015 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	Ecarts réalisé/bud. CHF
Sponsoring contre-prestation:					
71100	Sponsoring TPG Sponsoring Assoc. 360° Sponsoring Radio Cité	5'000	5'000	-	
Sponsoring espèce: 71100	Sponsoring			-	
	Dons, sponsoring	**55'000**	**70'000**	**125'000**	**55'000**
	Dissolution fonds Julius Baer	-	-	-	-
	Recettes diverses, nettes	**-**	**-**	**-**	**-**
	Total des recettes	**807'160**	**858'610**	**1'071'149**	**212'539**

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES CHARGES		Réalisé 2014-2015 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	Ecarts réalisé/bud. CHF
FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES					
40011-52	Frais de personnel artistique	1'148'327	1'299'840	1'373'573	
40200	Frais de personnel technique salle	95'990	70'000	85'326	
40300-400	Frais de personnel technique production	285'828	280'360	385'919	
41020-41050	Charges sociales et défraiements	347'551	424'855	331'630	
	Frais de personnel pour spectacles	**1'877'696**	**2'075'055**	**2'176'448**	**101'393**
42020-42070	Matériel et frais spectacles	237'456	365'000	327'483	(37'517)
43010	Frais de coproduction	131'941	53'750	203'842	150'092
44010-040	Achats spectacles et frais d'accueils	665'349	456'420	432'596	(23'824)
45020-050	Droits d'auteurs, feu, Rodrigue	115'331	132'465	126'216	(6'249)
	Frais directs des spectacles	**1'150'077**	**1'007'635**	**1'090'137**	**82'502**
46100	Création image	36'439		31'990	
46200	Affiches, affichage	103'805		92'495	
46300	Publicité et photos	110'140		116'715	
46400	Programmes, tracts et doc.	106'365		77'269	
	Promotion des spectacles	**356'749**	**345'350**	**318'468**	**(26'882)**
	Total frais directs des spectacles	**3'384'522**	**3'428'040**	**3'585'054**	**157'014**
47100	Loyers et charges locaux annexes	137'607	133'000	143'379	10'379
47200	Prestations en nature	501'978	492'000	506'714	14'714
47300-400	Aménagements et entretiens	70'590	82'111	101'487	19'376
47500	Electricité, eau et gaz	66'218	65'000	67'627	2'627
	Frais de locaux	**776'394**	**772'111**	**819'207**	**47'096**
47600	moins frais de locaux administratifs (estimation)	**(36'241)**	**(36'000)**	**(36'240)**	**(240)**
	Frais de locaux non administratifs	**740'153**	**736'111**	**782'967**	**46'856**
	Locaux mis à disposition par la Ville de Genève pour les besoins administratifs (en M2)	216		216	216
	CHF / m2 / an, selon Ville de Genève	167.8		167.8	167.8
	Charge pour les locaux administratifs	**36'241**		**36'240**	**36'240**
	Total frais d'exploitation des spectacles	**4'124'675**	**4'164'151**	**4'368'021**	**203'870**

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES CHARGES		Réalisé 2014-2015 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	Ecarts réalisé/bud. CHF
FRAIS GENERAUX					
30010-020	Salaires administratifs	899'117	937'000	929'670	
30110	Salaires techniques	832'136	842'500	831'741	
30130	Salaires d'entretien	32'660	33'500	32'816	
30140	Salaires Billetterie	171'638	169'900	161'355	
30170	Frais de formation et divers de personnel	7'962	15'000	17'037	
30200-500	Charges sociales	432'113	434'000	439'789	
	Frais de personnel administratif et technique	**2'375'624**	**2'431'900**	**2'412'407**	**(19'493)**
31010	**Frais de locaux admin. (estimation hors calcul)**	**36'241**	**36'000**	**36'240**	**240**
33010-35	Publicité, affiches, annonces lancement saison	298'164	285'000	280'486	(4'514)
33040	Sponsoring contre-prestation	5'000	5'000	-	(5'000)
33045	Publication, l'Autruche	36'227	40'000	18'442	(21'558)
	Frais de promotion	**339'390**	**330'000**	**298'928**	**(31'072)**
34010-060	**Frais techniques**	**67'889**	**67'500**	**79'497**	**11'997**
35010	Frais de bureau et papeterie	46'379	30'000	22'985	(7'015)
350101	Informatique	26'199	28'000	25'930	(2'070)
35020	Entretien machines de bureau	15'397	15'000	15'425	425
35050	Abonnements, cotisations	36'005	30'000	34'547	4'547
35070-80	Frais de port et télécommunication	42'113	37'500	39'522	2'022
35090-110	Prospection et réception	62'348	62'000	62'059	59
35120	Honoraires fiduciaires (Comédie et Etat Major)	28'080	25'000	28'080	3'080
35125	Honoraires consultants et juridiques	-	5'000	3'617	(1'383)
35130-160	Assurances et divers	17'017	26'000	15'152	(10'848)
35180	Achats livres	4'452	5'000	5'367	367
	Frais d'administration	**277'989**	**263'500**	**252'683**	**(10'817)**
36010	Amortissements sur investissements	137'582	135'000	145'781	10'781
	Amortissements	**137'582**	**135'000**	**145'781**	**10'781**
	TOTAL DES FRAIS GENERAUX	**3'974'870**	**4'000'011**	**4'008'504**	**8'493**
38100	Frais financiers	8'822	5'000	10'478	
38200	Intérêts financiers	(53)	-	(2)	
	Charges financières nettes	**8'769**	**5'000**	**10'476**	**5'476**
	Total Frais de fonctionnement	**3'243'486**	**3'268'900**	**3'236'013**	**(32'887)**

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

DETAIL DES PRESTATIONS EN NATURE ACCORDEES PAR LA VILLE ET L'ETAT DE GENEVE

AU 30 JUIN			**2016** CHF	2015 CHF
Prestations accordées par la Ville de Genève (loi sur la gestion administrative de l'Etat de l'Etat de Genève du 07.10.93)	m2	Comédie	**TOTAL**	TOTAL
VILLE DE GENEVE				
Théâtre de la Comédie				
Salle de spectacle et locaux administration Bd. des Philosophes 6 Loyer et chauffage	2'356		395'290	395'290
Buvette du théâtre Bd. des Philosophes 6 selon convention du 01.10.2012	171		43'072	43'072
Charges			*Payé par théâtre*	
Locaux annexes				
Sortie de secours 5-7 rue de Carouge Loyer et chauffage		0	*Payé par théâtre*	
Dépôt décors à Chatelaine Avenue de Chatelaine 43, batiment H Selon contrat du 16.12.99	480		51'960	51'960
Atelier décor à Meyrin Rue Adrien Stoessel 26			*Payé par théâtre*	
Salle Caecilia Rue Schaub Rue des Voisins			*Payé par théâtre*	
Prêt de matériel /de salle de répétition		0		2'700
Exonération de taxe pour affichages			9'920	7'946
Exonération installation de banderolles			*0*	*1'010*
ETAT DE GENEVE			néant	
COMMUNE DE CHENE-BOUGERIES				
Prêt de matériel /de salle de répétition		0	6'472	0
TOTAUX		0	0 **506'714**	501'978

DETAIL DU RESULTAT EXCEPTIONNEL	Réalisé 2014-2015 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	Ecarts réalisé/bud. CHF
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Comptoir Immobilier genevois, décompte charges saison 2013-2014 Caecilia	3'515			
Mobilière assurance, reliquat sur indemnisation	6'210			
Total des produits exceptionnels	**9'725**	**5'000**	**-**	**(5'000)**
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
SSA, droits d'auteurs sur spectacle 2014	1'747			
moins: extourne provision effectuée en 2013-2014	(3'270)			
Look Graphic, des Héros	680			
M. Eggert, droits Tragedy	2'500			
Cie Théâtre Bonillo, solde commande texte	13'000			
TVA sur honoraires Tillet Rauscher, Roi Lear			1'200	
Rodrigue, indemnité rupture de contrat			11'220	
Rodrigue, billets inutilisés au 30.6.2016			7'664	
Salaire, indemnité et charges sociales C.Muller			15'905	
Genecand, reprise stock buvette			10'000	
Total des charges exceptionnelles	**14'657**	**-**	**45'989**	**45'989**
Résultat exceptionnel	**(4'933)**	**5'000**	**(45'989)**	**50'989**

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

ETATS FINANCIERS	Réalisé 2014-2015 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF
BILAN		
ACTIF		
Liquidités	395'202	593'892
Créances à court terme	53'695	51'093
Actifs transitoires	254'428	276'714
Actifs circulants	**703'325**	**921'698**
Immobilisations corporelles	**416'112**	**373'423**
Total de l'actif	**1'119'437**	**1'295'122**
PASSIF		
Dettes à court terme	191'743	254'725
Passifs transitoires	196'160	276'350
Provisions	204'784	224'765
Capitaux étrangers à court terme	**592'688**	**755'839**
Fonds Julius Baer	10'189	10'189
Fonds affectés	**10'189**	**10'189**
FAD compte courant	513'401	511'413
Fonds de réserve non affecté	3'159	17'681
Fonds Non affectés	**516'560**	**529'093**
Total du passif	**1'119'437**	**1'295'122**

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

DETAIL DU BILAN			Réalisé 2014-2015 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF
10010-20	Caisses		18'808	25'547
10100	CCP		34'566	18'078
10210	UBS		341'828	550'267
	Liquidités		**395'202**	**593'892**
11001	Débiteurs	(Note 1, page 12)	47'332	44'703
11003-05	Dépôts	(Note 2, page 12)	3'463	2'900
11010	Avances en cours	(Note 3, page 12)	2'900	3'489
	Créances à court terme		**53'695**	**51'093**
12100-23015	Produit à recevoir	(Note 4, page 12)	11'599	25'738
12200-430	Frais payés d'avance	(Note 5, page 12)	229'585	250'976
20120	Office cantonal des assurances sociales		13'244	-
	Actifs transitoires		**254'428**	**276'714**
15100-110	Mobilier & Machines de bureau		44'192	71'914
15200-210	Sites internet		29'940	19'940
15300-310	Matériel technique et lumière		101'157	84'484
15400-410	Equipement technique plateau		61'099	61'159
15500-510	Véhicules		-	-
15600-610	Aménagements locaux annexes		-	-
15700-710	Aménagements locaux		179'723	135'927
	Immobilisations corporelles (Note 6, pages 13 à 15)		**416'112**	**373'423**
20000	Fournisseurs	(Note 7, page 16)	134'931	68'928
110126-20100	Créanciers divers	(Note 8, page 17)	15'233	48'071
20120	Office cantonal des assurances sociales		-	71'164
20130	Impôt à la source		-	1'626
20170	Artes et Comedia		39'918	56'890
20180	Swisscanto Prévoyance		1'661	8'044
	Dettes à court terme		**191'743**	**254'725**
23005-010	Recettes encaissées d'avance	(Note 9, page 17)	166'160	139'357
23020	Passif transitoire	(Note 10, pages 17-18)	30'000	136'993
	Passifs transitoires		**196'160**	**276'350**
23040	Provision pour vacances		197'284	214'977
23045	Provisions		7'500	9'788
	Provisions à court terme	**(Note 11, page 18)**	**204'784**	**224'765**
23060	**Fonds Julius Baer**		**10'189**	**10'189**
12500-23100	**FAD compte courant**	**(Note 12 page 18)**	**513'401**	**511'413**
	Solde non utilisé saison 2014-2015, écart comptes/budget		**3'159**	**17'681**

Fondation d'Art Dramatique
Comédie de Genève

ANALYSE SOMMAIRE DES ECARTS

COMPTES/BUDGET	Réalisé			Budget			
	Dépenses CHF	Recettes CHF	Déficit CHF	Déficit CHF	Ecarts Boni (manco) CHF	Dépenses CHF	Recettes CHF
COMEDIE							
Cassandre	(404'602)	197'266	(207'336)	(333'240)	125'904	(428'840)	95'600
Voyage au bout de la nuit	(78'865)	34'729	(44'136)	(53'620)	9'484	(73'060)	19'440
Lorenzaccio	(109'072)	43'231	(65'841)	(88'925)	23'084	(117'675)	28'750
Mission	(65'816)	58'078	(7'738)	(28'730)	20'992	(75'930)	47'200
Ma Barbara	(212'934)	74'843	(138'091)	(144'410)	6'319	(192'090)	47'680
Redonner Corps	(209'121)	15'145	(193'976)	(181'725)	(12'251)	(216'225)	34'500
Epître aux jeunes acteurs	(128'178)	25'365	(102'813)	(102'330)	(483)	(117'630)	15'300
Le Sorelle Macaluso	(91'613)	41'966	(49'647)	(69'010)	19'363	(107'650)	38'640
Les Français	(242'097)	50'963	(191'134)	(190'540)	(594)	(240'040)	49'500
Un Conte cruel	(491'060)	73'745	(417'315)	(391'630)	(25'685)	(465'930)	74'300
L'Opéra de quat'sous	(1'054'001)	446'060	(607'941)	(569'220)	(38'721)	(931'520)	362'300
Les Mondes meilleurs	(145'068)	21'295	(123'773)	(122'200)	(1'573)	(156'700)	34'500
Le Violon de Rotschild	(99'963)	23'976	(75'987)	(99'300)	23'313	(109'200)	9'900
Festival Commedia et Rencontre théâtra	(62'952)	43'299	(19'653)	(45'000)	25'347	(45'000)	-
Evènements périphériques	(189'712)	55'657	(134'055)	(119'550)	(14'505)	(150'550)	31'000
			-	-	-		
			-	-	-		
			-	-	-		
			-	-	-		
			-	-			-
Total	**(3'585'054)**	**1'205'618**	**(2'379'437)**	**(2'539'430)**	**159'993**	**(3'428'040)**	**888'610**
Budget	(3'428'040)	888'610	(2'539'430)				
Boni (Manco) s/ budget spectacles	(157'014)	317'008	**159'993**				
Boni (Manco) s/ budget sponsor.part.			**(5'000)**				
Boni (Manco) s/ budget rec.access.			**932**				
Boni (Manco) s/ budget subventions			**-**				
Boni (Manco) s/ budget subv.nature			**14'714**				
Boni (Manco) s/ budget frais locaux			**(46'856)**				
Boni (Manco) s/ budget frais généraux			**32'887**				
Boni (Manco) s/ budget résultat exceptionnel			**(50'989)**				
Boni global s/budget			**105'681**				
			(88'000)				

	Réalisé 2015-2016 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Ecarts Boni(manco) CHF
Subvention FAD (expl.+autre.)	(5'939'441)	(5'939'441)	-
Subventions en nature	(506'714)	(492'000)	14'714
Subvention Etat et Ville GE	(88'864)	-	88'864
Autres subventions et sponsors Spect.	(61'538)	(50'000)	11'538
Recettes spectacles	(764'558)	(690'910)	73'648
Coproductions	(165'658)	(82'700)	82'958
Sponsoring partenariat	-	(5'000)	(5'000)
Sponsoring spectacles	(125'000)	(65'000)	60'000
Recettes accessoirs et diverses	(15'932)	(15'000)	932
Résultat exceptionnel	45'989	(5'000)	(50'989)
		-	-
Total des produits	**(7'621'716)**	**(7'345'051)**	**276'665**
Frais d'exploitation des spectacles	3'585'054	3'428'040	(157'014)
Frais de locaux non administratifs	782'967	736'111	(46'856)
Frais de fonctionnement	3'236'013	3'268'900	32'887
		-	-
Total des charges	**7'604'035**	**7'433'051**	**(170'984)**
Boni (Manco) sur budget	**17'681**	**(88'000)**	**105'681**

Pour la saison 2015-2016, l'ancienne directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V3 du 21.4.2010) a été appliquée, ainsi les prestations en nature apparaissent pour CHF 506'714.- en produits et en charges du compte de résultat.

COMEDIE DE GENEVE

		F.S.
Note 1.	**Débiteurs**	
11001	Activités culturelle UNIGE, fact. 2898	3'363.55
	Agglomération Gd Paris Corbeil Essonne, fact. 2896	20'999.60
	CAGI, fact. Violon	142.50
	Département de la culture, chèques culture en cours	20.00
	Rencontre du Théâtre Suisse, fact. 2901	19'069.52
	Rencontre du Théâtre Suisse, fact. 2902	1'108.20
	TOTAL	**44'703.37**
Note 2.	**Dépôts**	
11003	Rodrigue F-95150 Taverny (Eur. 2'886.--)	2'900.00
	TOTAL	**2'900.00**
Note 3.	**Avances en cours**	
11010	Avances techniciens pour frais	3'200.00
110128	H.Loichemol, frais personnels à déduire du sal.8.2016	289.35
	TOTAL	**3'489.35**
Note 4.	**Produit à recevoir**	
12100	ProHelvetia, subvention pour "Opéra de Quat'sous"	22'600.00
23015	Six Multipay, paiements cartes bancaires	3'138.00
	TOTAL	**25'738.00**
Note 5.	**Frais payés d'avance**	
12200	**Charges (F.G.) payées d'avance ou pour la saison 16-17**	
	> Axa Winterthur - assurance RC sem.2.2015	544.35
	> Axa Winterthur - RC	1'192.20
	> Axa Winterthur - Camion	671.45
	> Comptoir Immobilier - dcpte charges Caecilia	4'170.25
	> Générali - cotisation Ampg	6'003.65
	> Générali - lapg et Impg juin 2016	8'155.70
	> Mobilière assurance entreprise	4'623.10
	> Régie B. Tournier - dcpte charges Rue des Voisins	211.50
	> Zürich Assurances - Jumpy	769.80
	Charges (spectacles) payées pour la saison 16-17	
12300	*> divers spectacles, salaires, charges sociales et fournitures*	53'131.70
12410-20	Lancement saison 2016-2017, communication	171'502.05
	TOTAL	**250'975.75**

COMEDIE DE GENEVE

Note 6. Immobilisations corporelles

		Acquisition en	Val.acquis. CHF	Amortiss.au 30.06.2015 CHF	Valeur résiduelle CHF
15100	***Mobilier et machine de bureau***				
15110	***(Amortissement)***				
	Imaginer, PC, écrans et imprim.	2008-2009	7'217.00	-7'217.00	
	Global direct, système sauvegarde	2008-2009	1'687.60)		
	Infologo, autocad et photoshop	2008-2009	3'965.05)		
	Global direct, serveur et carnet hres	2008-2009	12'801.20)	-18'453.85	
	Global direct, PC atelier couture	2008-2009	1'182.50	-1'182.50	
	Neopost, machine affranchir	2008-2009	1'743.00	-1'743.00	
	Global direct, écran+tour visiteurs	2009-2010	2'988.30	-2'988.30	
	Global direct + Trosselli	2009-2010	8'520.00	-8'520.00	
	Global direct, matériel informatique	2009-2010	7'522.00	-7'522.00	
	Global direct, PC assist.dir	2010-2011	963.45	-963.45	
	Global direct, Macbook dir.	2010-2011	3'226.24	-3'226.24	
	Global direct, PC, imprim,écrans	2010-2011	7'384.44	-7'384.44	
	Etavis, central téléphonique	2011-2012	21'427.40	-21'427.40	
	Global direct, PC, Mac, proj,imprim.	2011-2012	5'305.05	-5'305.05	
	CCV, 3 terminaux pmt CB	2011-2012	7'657.35	-7'657.35	
	JLG soft, licence RégieSpectacle	2011-2012	1'519.33	-1'519.33	
	Global direct, PC atelier+PC compl.	2011-2012	4'736.80	-4'736.80	
	Global direct, iMac,port.lum.PC compta et logiciel	2012-2013	6'996.95	-5'247.75	
	Global direct, portable, tablette et PC Voisins	2013-2014	6'856.33	-5'142.83	
	Global direct, serveur informatique	2013-2014	31'110.61	-17'500.61	
	Créalogix, logiciel OfficeWings	2013-2014	1'959.70	-979.86	
	HP, ordin. + imprimante At. Meyrin	2014-2015	3'311.41	-1'241.81	
	Global Direct, unité stockage NAS+impri.grand format	2014-2015	2'385.80	-894.70	
	HP, ordi.portable+écran technique	2014-2015	2'565.30	-642.30	
	Apple Store, Imac 27p. Son/vidéo	2014-2015	2'984.00	-746.00	
	HP, 4 imprimantes	2015-2016	1'169.00	-292.25	
	Secutix mise en place	2015-2016	21'600.00		
	Secutix, 3PC&écrans&douchettes,2écrans plublic,3 imprim.BOCA	2015-2016	11'664.00		
	Secutix, solde DI No 3	2015-2016	11'999.00		
			204'448.81	***-132'534.82***	***71'913.99***
15200	***Site Internet***				
15210	***(Amortissement)***				
	Hub Agence TTC	2014-2015	32'804.30)		
	James Guyot	2014-2015	3'000.00)	-20'000.00	
	Cocchi Flavia	2014-2015	4'136.00)		
			39'940.30	***-20'000.00***	***19'940.30***

15300	***Matériel technique et lumière***				
15310	***(Amortissement)***				
	Merker, lave-linge	2008-2009	4'999.20	-4'999.20	
	Lumière spectacle, 6 projecteurs	2008-2009	7'529.00	-7'529.00	
	Eberhard, plans conv.lentilles	2008-2009	4'177.90	-4'177.90	
	Iqunlimited, 2 projo. vari lite	2008-2009	21'234.20)		
	Artscènique, gradateur	2008-2009	3'173.65)	-24'407.85	
	TMS, intercommunication HF	2009-2010	7'526.27)		
	Zap Audio, multipaire numérique	2009-2010	14'423.80)		
	ACR, console tournée	2009-2010	9'647.00)		
	Neytway, Macbook portable	2009-2010	4'082.00)	-35'679.07	
	Global audio, vidéoproj. + écran	2009-2010	22'053.10	-22'053.10	
	IQ Unlimited, proj. automatisé	2009-2010	10'979.61	-10'979.61	
	RP2, échelle plateforme	2010-2011	5'388.75	-5'388.75	
	Artscènique, projecteurs	2010-2011	2'164.85	-2'164.85	
	Nextway, macbook son vidéo	2010-2011	3'218.00	-3'218.00	
	Ates, 2 pupitres lumière (Congo+Smartfade)	2011-2012	9'054.18	-9'054.18	
	Nextway, MacPro, tablette, med.serv.	2011-2012	8'627.90	-8'627.90	
	Entractes, 6 découpes	2011-2012	6'374.00	-6'374.00	
	LSB, proj.HMI seul et complet	2011-2012	12'144.00)		
	KSR, poste à souder+masque	2011-2012	14'186.65)	-26'330.65	
	TMS, 4 projos led	2012-2013	12'727.20	-12'727.20	
	Lumens, vidéo projecteur	2012-2013	9'720.00	-9'720.00	
	Dimatec, postolet airless	2012-2013	6'588.00	-4'941.00	
	Tournier, rabotteuse dégauchisseuse	2012-2013	12'481.87)		
	SFS, scie à bois Festool	2012-2013	1'867.30)	-10'762.17	
	LSB, proj.HMI Juliat 933	2012-2013	9'419.65	-7'064.75	
	Arscénique, project.et découpes	2013-2014	11'585.50	-7'240.95	
	TMS, projecteurs et découpes	2013-2014	13'838.10	-6'919.10	
	ACR, console son Yamaha	2014-2015	7'720.90	-3'860.00	
	Global dir. Mac mini, écran+Isadora	2014-2015	2'484.00	-1'248.00	
	Merlo, console lumière ETC Gio	2014-2015	25'397.30	-6'347.30	
	Merlo, Projecteur HMI	2014-2015	18'804.75	-4'701.75	
	Merlo, console ETC	2015-2016	7'792.35	-650.00	
	Global Audiovisuel, vidéoprojecteur	2015-2016	20'239.20		
			331'650.18	***-247'166.28***	***84'483.90***
15400	***Equipement technique plateau et salle***				
15410	***(Amortissement)***				
	Tambè, perche électrique	2009-2010	16'485.00	-16'485.00	
	TMS, aménag.son	2010-2011	12'358.00	-12'358.00	
	Otis, ascenseur	2010-2011	3'256.00	-3'256.00	
	ACR, microphone HF	2012-2013	16'005.60	-16'005.60	
	ACR, diffusion son studio	2012-2013	6'697.20	-5'022.90	
	Hoac, plateformes	2013-2014	38'769.44	-29'077.09	
	Visual, système retour vidéo	2013-2014	14'276.40	-7'138.20	
	ACR, module RIO 1608 D pour console Yam.	2014-2015	4'416.10	-1'656.10	
	Hoac, plateformes, complément	2014-2015	15'120.00	-3'780.00	
	ACR, module RIO 1608 D pour console Yam.	2014-2015	4'672.95	-1'168.95	
	Technique Lumières, cervomateur	2015-2016	28'629.30	-3'579.30	
			160'685.99	***-99'527.14***	***61'158.85***

15500	***Véhicules***				
15510	***(Amortissement)***				
	Hot Point, vélo électrique	2008-2009	4'010.00	-4'010.00	
	Citroën Jumpy	2009-2010	27'370.00	-27'370.00	
			31'380.00	***-31'380.00***	-
15600	***Aménagments locaux annexes***				
15610	***(Amortissement)***				
	Travaux de rénovation Caecilia	2003-2004	128'902.33	-128'902.33	
			128'902.33	***-128'902.33***	-
15700	***Aménagments locaux***				
15710	***(Amortissement)***				
	Passerelles grande salle	2010-2011	128'586.10	-96'439.58	
	Sajem, aménag.lumière srudio 1er	2010-2011	6'194.85)	-3'871.80	
	MO et matériel aménag.studio 1er	2010-2011	17'340.00)	-10'837.50	
	Sajem,Gradin+câblage studio 1er	2010-2011	58'905.21)	-36'815.76	
	Gradin et plancher studio 1er	2011-2012	15'383.94	-9'614.97	
	MO et matériel isol.acoust. studio 2	2011-2012	8'396.05	-4'406.25	
	Artscenique, 2 blocs gradat.studio 2	2011.2012	17'184.95	-8'592.55	
	Bourquin, surplancher studio 2	2011-2012	5'570.40)		
	Fauteuils studio 2	2011-2012	38'372.40)	-21'971.40	
	Gradin Studio 2me	2012-2013	20'000.00	-10'000.00	
	Gradin, complément	2012-2013	19'914.65	-10'000.00	
	Maréchal, amoire séchante	2014-2015	14'432.00	-1'804.00	
			350'280.55	***-214'353.81***	***135'926.74***

TOTAL **373'423.78**

Récapitulation:

Immobilisations au 1er juillet 2015	416'111.61
Investissements réalisés pendant la saison	103'092.85
Moins amortissements durant la saison	-145'780.68
TOTAL Immobilisations au 30 juin 2016	**373'423.78**

COMEDIE DE GENEVE

Note 7. Fournisseurs

		F.S.
20000	ACR / FA 16373	6'840.20
	ACR / FA 16374	1'351.25
	ACR / FA 16322	159.00
	Administration Fiscale Impôt source, décompte 6.2016	6'611.70
	Argus / FA 2016-765348	531.05
	Axtmann / FA 6958 - 1006	2'384.70
	Boulevard de la Comédie / FA 69	486.00
	Boulevard de la Comédie / FA 68	184.50
	Boulevard de la Comédie / FA 67	954.00
	Carbagass / FA 981781701	36.90
	Debrunner Acifer / FA 2944735	118.10
	Egg Telsa / FA 228121 - 322006	96.10
	Electro-Matériel SA / FA 42.565.621	349.25
	Fabe / FA 16-1816	4'500.00
	Global Audiovisuel SA / FA 5160	20'239.20
	Grellor / FA 289359	236.65
	Groupement transf. Europ. / Réf. ENT2513	350.00
	Imprimerie Moléson / FA 126426	372.60
	Lyreco / FA 2404748341	144.00
	Neopost / FA 7319109	519.85
	Office World / FA 11748044	112.00
	Opo Oeschger / FA 91301019	77.50
	Opo Oeschger / FA 91297112	2'223.10
	Perillat / FA 143616	47.90
	Perillat / FA 143617	38.90
	Pianos Services / FA 2485-01072016-987	205.00
	Poste / FA 2 103 070 657	11'492.90
	Poste / FA 90170254	27.00
	Prematic / FA 922520	62.30
	Pressing des Pâquis / FA 18-270616	306.20
	Pressing des Pâquis / FA 17-270616	199.25
	Pressing des Pâquis / FA 19-270616	218.70
	Pressing des Pâquis / FA 20-270616	442.25
	Prop / FA 201/06705	34.56
	Rodrigue / FA 20160511864	220.00
	Serbeco / FA 101/44876	106.98
	La Servante Bruxelles, transport Mondes Meilleurs	3'824.14
	Swisscom / FA 3301170145062016	101.95
	Visa BL/ FA du 27.06.2016	274.25
	Visa HL / FA du 27.06.2016	1'208.65
	Welte & Co. / FA 159166	1'239.70
	TOTAL	**68'928.28**

COMEDIE DE GENEVE

			F.S.
Note 8.	**Créancier divers**		
110126-7	Divers salaires juin 2016		12'848.45
20100	Loic Brisset, remboursement transport		206.08
20100	Les 2 Scènes Besançon, Opéra de Quat'sous		35'016.86
		TOTAL	**48'071.39**
Note 9.	**Recettes encaissées d'avance**		
23005	Fondation Leenaards, subvention 2016-2017		80'000.00
23010	Abonnements et billetterie 2016-2017 vendus		59'357.00
		TOTAL	**139'357.00**
Note 10.	**Passifs transitoires**		
23020	Selon factures datées après le 1er juillet 2016:		
	Berger / FA Juin 2016		30.00
	Bottge & Associés / FA 16001472/DB/LSO		1'080.00
	Bonatrans / FA 785358		121.25
	Egg Telsa, Câblages		20'628.00
	Fabe / FA 16-1812		3'364.20
	Graphax / FA 2823984		470.30
	Graphax / FA 2823985		63.95
	Larag / FA 1204534 + 1204535 (rbt à Yves Frohle)		4'287.35
	Luce-MS / FA 5160140		1'086.50
	Office World / FA 11748297		707.00
	Poste / FA 103 090 915		26.60
	Rodrigue / FA 20160712399		170.50
	Secutix / FA 20160109		21'600.00
	Secutix / solde investissement DI 3		11'999.00
	SBB CFF / FA 219345381		342.00
	SIG / FA 93136030		624.10
	SIG / FA 83102189		95.30
	SIG / FA 83102925		92.65
	SIG / FA 83102926		2'129.00
	SIG / FA 83102927		94.65
	Société coop. Migros / FA 95113682		760.00
	SSA / FA 191746 / MSA		1'476.00
	Suisa / FA 1541062		4'351.75
	Sunrise / FA 679324283		285.60
		à reporter	75'885.70

COMEDIE DE GENEVE

			F.S.
Note 10.	**Passifs transitoires (suite)**		
		report	75'885.70
	Swisscom / FA 6600420790072016		50.70
	Swisscom / FA 6602953981072016		20.00
	Swisscom / FA 6600498494072016		86.40
	Swisscom / FA 6600300072072016		1'073.80
	Swisscom / FA 6600343455072016		140.00
	Swisscom / FA 3301092401072016		30.00
	Swisscom / FA 6600355789072016		302.90
	Swisscom / FA 6600405269072016		188.70
	Swisscom / FA 6600393480072016		188.70
	Swisscom / FA 6600413313072016		148.70
	Ville de Genève / FA 2100138147		1'752.00
23020	Honoraires fiduciaires - révision exercice 2015-2016		30'000.00
	C. Muller - salaire et indemnité juillet 2016		13'779.20
	Charges sociales sur sal.et indemn. C.Muller		2'125.70
	Rodrigue - indemnité rupture		11'220.00
		TOTAL	**136'992.50**

Note 11.	**Provisions**		
23040	Vacances non prises, personnel fixe		214'977.16
23045	Chauffage gaz Stoessel (Ville GE)		7'500.00
	OCAS sur honoraires étrangers		2'287.80
		TOTAL	**224'764.96**

Note 12.	**FAD compte courant**		
23100	Solde au 30 juin 2015		513'400.54
	Résultat au 30.6.2015		3'159.48
	TVA paiement décompte trim.2.2015		-3'909.75
	TVA décompte trim.2.2016		1'922.05
	Rbt à la FAD du résultat au 30.6.2016		-3'159.48
		TOTAL	**511'412.84**

Coproduction: Cassandre

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	23'800.00	1'811.23	-21'988.77
40014 MUSICIENS	106'250.00	88'150.00	-18'100.00
40030 DECORATEUR	15'000.00	16'260.00	1'260.00
40035 ACCESSOIRISTE	5'000.00	-	-5'000.00
40040 COSTUMIER	15'000.00	17'630.00	2'630.00
40044 MAQUILLEUR, COIFFEUR	4'000.00	3'250.00	-750.00
40047 REGISSEUR GENERAL		11'175.00	11'175.00
40048 REGISSEUR-SON	17'000.00	7'450.00	-9'550.00
40200 PERSONNEL DE SALLE	4'200.00	5'381.88	1'181.88
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	60'000.00	50'229.84	-9'770.16
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	2'400.00	-	-2'400.00
41000 CHARGES SOCIALES	38'000.00	13'176.12	-24'823.88
41025-50 DEFRAIEMENTS	22'000.00	30'596.81	8'596.81
FRAIS DE PERSONNEL	**312'650.00**	**245'110.88**	**-67'539.12**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES	30'000.00	37'282.18	7'282.18
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	5'000.00	550.80	-4'449.20
42030 COSTUMES	10'000.00	4'715.87	-5'284.13
42060 MUSIQUE ET BANDE SON	12'000.00	21'955.06	9'955.06
42070 FRAIS DE TOURNEE, TSPORT DECOR	15'500.00	21'018.07	5'518.07
FRAIS DE PRODUCTION	**72'500.00**	**85'521.98**	**13'021.98**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**-**	**25'025.00**	**25'025.00**
44020 FRAIS D'ACCUEILS	5'000.00	6'880.20	1'880.20
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.		-	-
44040 IMPOT SOURCE		1'021.20	1'021.20
FRAIS D'ACCUEIL	**5'000.00**	**7'901.40**	**2'901.40**
45020 DROITS D'AUTEURS	8'640.00	10'643.75	2'003.75
45030 SERVICE DU FEU	1'200.00	1'186.85	-13.15
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	3'850.00	3'949.40	99.40
TAXES	**13'690.00**	**15'780.00**	**2'090.00**
46100 CREATION VISUEL		2'700.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		7'584.91	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		11'820.34	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		3'157.20	
PROMOTION	**25'000.00**	**25'262.45**	**262.45**
Total des dépenses	**428'840.00**	**404'601.71**	**-24'238.29**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		12'591.00	12'591.00
53010 SUBVENTION PROHELVETIA		10'000.00	10'000.00
53020 SPONSORING		30'000.00	30'000.00
SUVENTIONS ET SPONSORS	**-**	**52'591.00**	**52'591.00**
60010 ABONNEMENTS		15'941.00	
60020 BILLETTERIE		56'573.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		3'370.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		1'300.00	
ENTREES	**57'600.00**	**77'184.00**	**19'584.00**
61010 REPRESENTATIONS EN TOURNEE	10'000.00	19'490.58	9'490.58
62010 COPRODUCTION	28'000.00	48'000.00	20'000.00
COPRODUCTION	**38'000.00**	**67'490.58**	**29'490.58**
Total des recettes	**95'600.00**	**197'265.58**	**101'665.58**
Déficit	***333'240.00***	***207'336.13***	***-125'903.87***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Cassandre du 21 au 27 septembre 2015
6 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 50.-	50.00	519	**25'950.00**
Plein tarif CHF 40.-	40.00	60	**2'400.00**
Plein tarif CHF 38.-	38.00	234	**8'892.00**
Tarif réduit CHF 40.-	40.00	75	**3'000.00**
Tarif réduit CHF 38.-	38.00	11	**418.00**
Tarif réduit CHF 35.-	35.00	29	**1'015.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	65	**975.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 38.-	38.00	306	**11'628.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	115	**1'150.00**
Cycles CHF 10.-	10.00	15	**150.00**
Etudiants CHF 25.-	25.00	6	**150.00**
Etudiants CHF 25.-	50.00	79	**3'950.00**
Aînés CHF 10.-	38.00	337	**12'806.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	50.00	17	**850.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	50.00	10	**500.00**
Total		**1'878**	**73'834.00**
Invités		**305**	**-**
Total billetterie		***2'183***	***73'834.00***
ABONNES		***638***	***14'864.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'077.00***
TOTAL		***2'821***	***89'775.00***
Au budget :			57'600.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			32'175.00

Jauge 470		2'820
	Taux d'occupation	100.04%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	33.82
par abonné	23.30
par spectateur	31.82

Coproduction: Voyage au bout de la nuit

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	11'200.00	17'784.30	6'584.30
40020 METTEUR EN SCENE			-
40021 ASSIST.METTEUR EN SCENE	4'000.00	-	-4'000.00
40030 DECORATEUR	4'000.00	3'319.20	-680.80
40047 REGISSEUR GENERAL	1'500.00	-	-1'500.00
40200 PERSONNEL DE SALLE	5'400.00	7'046.91	1'646.91
40300 TECHNIQUE PRODUCTION		12'604.72	12'604.72
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	3'600.00	-	-3'600.00
41000 CHARGES SOCIALES	8'250.00	5'791.85	-2'458.15
41025-50 DEFRAIEMENTS	2'500.00	1'788.00	-712.00
FRAIS DE PERSONNEL	**40'450.00**	**48'334.98**	**7'884.98**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES	2'500.00	1'458.25	-1'041.75
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	2'500.00	-	-2'500.00
42060 MUSIQUE ET BANDE SON		168.50	168.50
42070 FRAIS DE TOURNEE, TSPORT DECOR		113.30	113.30
FRAIS DE PRODUCTION	**5'000.00**	**1'740.05**	**-3'259.95**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**-**	**1'075.21**	**1'075.21**
44020 FRAIS D'ACCUEILS	2'500.00	4'297.20	1'797.20
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.			-
FRAIS D'ACCUEIL	**2'500.00**	**4'297.20**	**1'797.20**
45020 DROITS D'AUTEURS	2'950.00	3'718.10	768.10
45030 SERVICE DU FEU	-	-	-
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	2'160.00	2'156.00	-4.00
TAXES	**5'110.00**	**5'874.10**	**764.10**
46100 CREATION VISUEL		2'700.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		3'696.06	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		8'147.00	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		3'000.60	
PROMOTION	**20'000.00**	**17'543.66**	**-2'456.34**
Total des dépenses	**73'060.00**	**78'865.20**	**5'805.20**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		4'016.00	4'016.00
SUVENTIONS	**-**	**4'016.00**	**4'016.00**
60010 ABONNEMENTS		11'659.00	
60020 BILLETTERIE		12'994.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		1'820.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		1'740.00	
ENTREES	**19'440.00**	**28'213.00**	**8'773.00**
61010 REPRESENTATIONS EN TOURNEE		2'500.00	2'500.00
62010 COPRODUCTION			-
COPRODUCTION	**-**	**2'500.00**	**2'500.00**
Total des recettes	**19'440.00**	**34'729.00**	**15'289.00**
Déficit	***53'620.00***	***44'136.20***	***-9'483.80***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Voyage au bout de la nuit du 29 sept. au 18 oct. 2015
18 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 30.-	30.00	279	**8'370.00**
Tarif réduit CHF 24.-	24.00	2	**48.00**
Tarif réduit CHF 23.-	23.00	8	**184.00**
Tarif réduit CHF 21.-	21.00	8	**168.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	40	**600.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 23.-	23.00	93	**2'139.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	174	**1'740.00**
Etudiants CHF 15.-	30.00	88	**2'640.00**
Etudiants CHF 15.-	15.00	5	**75.00**
Aînés CHF 10.-	23.00	182	**4'186.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	30.00	11	**330.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	30.00	*3*	**90.00**
Total		**893**	**20'570.00**
Invités		**200**	**-**
Total billetterie		***1'093***	***20'570.00***
ABONNES		***447***	***10'414.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'245.00***
TOTAL		***1'540***	***32'229.00***
Au budget :			19'440.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			12'789.00

Jauge	86
Taux d'occupation	1'548
	99.48%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	18.82
par abonné	23.30
par spectateur	20.93

Accueil: Lorenzaccio

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40200 PERSONNEL DE SALLE	3'500.00	4'959.32	1'459.32
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	5'000.00	-	-5'000.00
40400 TECHNIQUE ACCUEIL		5'679.14	5'679.14
41000 CHARGES SOCIALES	2'125.00	1'799.88	-325.12
41025-50 DEFRAIEMENTS		351.00	351.00
FRAIS DE PERSONNEL	**10'625.00**	**12'789.34**	**2'164.34**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES		205.20	205.20
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	2'500.00	943.45	-1'556.55
42030 COSTUMES		155.50	155.50
FRAIS DE PRODUCTION	**2'500.00**	**1'304.15**	**-1'195.85**
44010 CESSION SPECTACLE	46'000.00	44'051.40	-1'948.60
44015 TRANSPORTS DECOR ET ARTISTES	5'750.00	7'746.61	1'996.61
44020 FRAIS D'ACCUEILS	5'000.00	4'939.60	-60.40
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.	19'800.00	13'650.00	-6'150.00
44040 IMPOT SOURCE		-	-
FRAIS D'ACCUEIL	**76'550.00**	**70'387.61**	**-6'162.39**
45020 DROITS D'AUTEURS	4'300.00	-	-4'300.00
45030 SERVICE DU FEU	1'200.00	2'762.55	1'562.55
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	2'500.00	2'672.60	172.60
TAXES	**8'000.00**	**5'435.15**	**-2'564.85**
46100 CREATION VISUEL		2'700.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		6'167.04	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		6'069.20	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		4'219.45	
PROMOTION	**20'000.00**	**19'155.69**	**-844.31**
Total des dépenses	**117'675.00**	**109'071.94**	**-8'603.06**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		7'800.00	7'800.00
SUVENTIONS	**-**	**7'800.00**	**7'800.00**
60010 ABONNEMENTS		15'605.00	
60020 BILLETTERIE		14'726.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		1'940.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		3'160.00	
ENTREES	**28'750.00**	**35'431.00**	**6'681.00**
Total des recettes	**28'750.00**	**43'231.00**	**14'481.00**
Déficit	***88'925.00***	***65'840.94***	***-23'084.06***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Lorenzaccio du 10 au 14 novembre 2015
5 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 40.-	40.00	165	**6'600.00**
Tarif réduit CHF 32.-	32.00	28	**896.00**
Tarif réduit CHF 30.-	30.00	33	**990.00**
Tarif réduit CHF 28.-	28.00	5	**140.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	20	**300.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 30.-	30.00	94	**2'820.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	316	**3'160.00**
Cycles CHF 10.-	10.00		-
Etudiants CHF 20.-	20.00	5	**100.00**
Etudiants CHF 20.-	40.00	125	**5'000.00**
Aînés CHF 10.-	30.00	194	**5'820.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	40.00	40	**1'600.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	40.00	5	**200.00**
Total		**1'030**	**27'626.00**
Invités		**256**	**-**
Total billetterie		***1'286***	***27'626.00***
ABONNES		***623***	***13'884.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'721.00***
TOTAL		***1'909***	***43'231.00***
Au budget :			28'750.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			14'481.00

Jauge 410 2'050
Taux d'occupation 93.12%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	21.48
par abonné	22.29
par spectateur	22.65

Accueil: Mission

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40200 PERSONNEL DE SALLE	3'500.00	4'046.08	546.08
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	2'500.00		-2'500.00
40400 TECHNIQUE ACCUEIL		2'256.75	2'256.75
41000 CHARGES SOCIALES	1'500.00	1'021.41	-478.59
41025-50 DEFRAIEMENTS		-	-
FRAIS DE PERSONNEL	**7'500.00**	**7'324.24**	**-175.76**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES		194.40	194.40
42021 EFFETS SPEC.ET MAQUILLAGES			-
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	2'500.00	90.00	-2'410.00
42030 COSTUMES			-
42050 COIFFURES ET PERRUQUES			-
42060 MUSIQUE ET BANDE SON			-
42070 FRAIS DE TOURNEE, TSPORT DECOR		90.00	90.00
FRAIS DE PRODUCTION	**2'500.00**	**374.40**	**-2'125.60**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**-**	**583.22**	**583.22**
44010 CESSION SPECTACLE	18'000.00	16'584.20	-1'415.80
44015 TRANSPORTS DECOR ET ARTISTES	6'300.00	6'134.69	-165.31
44020 FRAIS D'ACCUEILS	5'000.00	2'988.70	-2'011.30
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.	8'200.00	5'364.00	-2'836.00
44040 IMPOT SOURCE		-	-
FRAIS D'ACCUEIL	**37'500.00**	**31'071.59**	**-6'428.41**
45020 DROITS D'AUTEURS	4'830.00	4'967.15	137.15
45030 SERVICE DU FEU	800.00	-	-800.00
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	2'800.00	2'406.60	-393.40
TAXES	**8'430.00**	**7'373.75**	**-1'056.25**
46100 CREATION VISUEL		2'376.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		6'143.31	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		5'732.71	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		4'836.80	
PROMOTION	**20'000.00**	**19'088.82**	**-911.18**
Total des dépenses	**75'930.00**	**65'816.02**	**-10'113.98**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		7'050.00	7'050.00
53050 SPONSORING Migros	15'000.00	15'000.00	-
SUVENTIONS ET SPONSORS	**15'000.00**	**22'050.00**	**7'050.00**
60010 ABONNEMENTS		9'574.00	
60020 BILLETTERIE		23'644.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		2'300.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		510.00	
ENTREES	**32'200.00**	**36'028.00**	**3'828.00**
Total des recettes	**47'200.00**	**58'078.00**	**10'878.00**
Déficit	***28'730.00***	***7'738.02***	***-20'991.98***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Mission du 17 au 22 novembre 2015
5 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 40.-	40.00	335	**13'400.00**
Tarif réduit CHF 32.-	32.00	33	**1'056.00**
Tarif réduit CHF 30.-	30.00	22	**660.00**
Tarif réduit CHF 28.-	28.00	11	**308.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	82	**1'230.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 30.-	30.00	168	**5'040.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	51	**510.00**
Cycles CHF 10.-	10.00		-
Etudiants CHF 20.-	20.00	2	**40.00**
Etudiants CHF 20.-	40.00	85	**3'400.00**
Aînés CHF 10.-	30.00	230	**6'900.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	40.00	22	**880.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	40.00	2	**80.00**
Total		**1'043**	**33'504.00**
Invités		**322**	**-**
Total billetterie		***1'365***	***33'504.00***
ABONNES		***354***	***7'889.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'685.00***
TOTAL		***1'719***	***43'078.00***
Au budget :			32'200.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			10'878.00

Jauge	410
Taux d'occupation	2'050
	83.85%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	24.55
par abonné	22.29
par spectateur	25.06

Production: Ma Barbara

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	31'500.00	41'268.70	9'768.70
40014 MUSICIENS	21'000.00	23'871.00	2'871.00
40020 METTEUR EN SCENE	13'500.00	25'708.00	12'208.00
40030 DECORATEUR	9'000.00	-	-9'000.00
40038 COUTURIER		2'582.00	2'582.00
40041 DRAMATURGE	9'000.00	7'041.45	-1'958.55
40043 ECLAIRAGISTE	6'500.00	6'638.40	138.40
40200 PERSONNEL DE SALLE	6'300.00	8'259.05	1'959.05
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	6'000.00	23'611.00	17'611.00
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	4'200.00	-	-4'200.00
41000 CHARGES SOCIALES	26'750.00	12'959.51	-13'790.49
41025-50 DEFRAIEMENTS	3'000.00	8'049.20	5'049.20
FRAIS DE PERSONNEL	**136'750.00**	**159'988.31**	**23'238.31**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES	10'000.00	5'733.40	-4'266.60
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	2'500.00	1'343.41	-1'156.59
42030 COSTUMES	2'500.00	424.70	-2'075.30
42060 MUSIQUE ET BANDE SON	3'000.00	2'765.00	-235.00
42070 FRAIS DE TOURNEE, TSPORT DECOR		3'471.85	3'471.85
FRAIS DE PRODUCTION	**18'000.00**	**13'738.36**	**-4'261.64**
44020 FRAIS D'ACCUEILS	2'500.00	4'465.00	1'965.00
FRAIS D'ACCUEIL	**2'500.00**	**4'465.00**	**1'965.00**
45020 DROITS D'AUTEURS	3'240.00	8'393.60	5'153.60
45030 SERVICE DU FEU	4'200.00	-	-4'200.00
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	2'400.00	2'440.20	40.20
TAXES	**9'840.00**	**10'833.80**	**993.80**
46100 CREATION VISUEL		2'376.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		7'426.80	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		8'604.35	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		5'501.45	
PROMOTION	**25'000.00**	**23'908.60**	**-1'091.40**
Total des dépenses	**192'090.00**	**212'934.07**	**20'844.07**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		1'391.00	1'391.00
53050 SPONSORING Leenards	25'000.00	25'000.00	-
SUVENTIONS ET SPONSORS	**25'000.00**	**26'391.00**	**1'391.00**
60010 ABONNEMENTS		11'861.00	
60020 BILLETTERIE		19'019.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		3'110.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES			
ENTREES	**22'680.00**	**33'990.00**	**11'310.00**
61010 REPRESENTATIONS EN TOURNEE		14'462.40	14'462.40
COPRODUCTION	**-**	**14'462.40**	**14'462.40**
Total des recettes	**47'680.00**	**74'843.40**	**27'163.40**
Déficit	***144'410.00***	***138'090.67***	***-6'319.33***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Ma Barbara du 26 nov. au 20 déc. 2015
21 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 30.-	30.00	334	**10'020.00**
Tarif réduit CHF 24.-	24.00		-
Tarif réduit CHF 23.-	23.00	11	**253.00**
Tarif réduit CHF 21.-	21.00	7	**147.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	65	**975.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 23.-	23.00	323	**7'429.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00		-
Etudiants CHF 15.-	30.00		-
Etudiants CHF 15.-	15.00	21	**315.00**
Aînés CHF 10.-	23.00	77	**1'771.00**
Aînés CHF 10.-	10.00	234	**2'340.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	30.00	9	**270.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	30.00		-
Total		**1'081**	**23'520.00**
Invités		**206**	-
Total billetterie		***1'287***	***23'520.00***
ABONNES		***456***	***10'162.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'699.00***
TOTAL		***1'743***	***35'381.00***
Au budget :			22'680.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			12'701.00
	Jauge 86		1'806
	Taux d'occupation		96.51%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	18.28
par abonné	22.29
par spectateur	20.30

Coproduction: Redonner Corps

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	108'000.00	-	-108'000.00
40200 PERSONNEL DE SALLE	4'200.00	4'326.66	126.66
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	5'000.00	16'880.46	11'880.46
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	2'400.00	-	-2'400.00
41000 CHARGES SOCIALES	30'050.00	2'401.04	-27'648.96
41025-50 DEFRAIEMENTS			-
FRAIS DE PERSONNEL	**149'650.00**	**23'608.16**	**-126'041.84**
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	5'000.00	4'813.37	-186.63
FRAIS DE PRODUCTION	**5'000.00**	**4'813.37**	**-186.63**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**25'000.00**	**150'000.00**	**125'000.00**
44020 FRAIS D'ACCUEILS	5'000.00	5'268.85	268.85
FRAIS D'ACCUEIL	**5'000.00**	**5'268.85**	**268.85**
45020 DROITS D'AUTEURS	5'175.00	2'952.00	-2'223.00
45030 SERVICE DU FEU	3'400.00	1'315.80	-2'084.20
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	3'000.00	1'374.80	-1'625.20
TAXES	**11'575.00**	**5'642.60**	**-5'932.40**
46100 CREATION VISUEL		2'376.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		7'544.41	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		4'883.65	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		4'984.45	
PROMOTION	**20'000.00**	**19'788.51**	**-211.49**
Total des dépenses	**216'225.00**	**209'121.49**	**-7'103.51**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		2'490.00	2'490.00
SUVENTIONS	**-**	**2'490.00**	**2'490.00**
60010 ABONNEMENTS		5'986.00	
60020 BILLETTERIE		5'909.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		620.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		140.00	
ENTREES	**34'500.00**	**12'655.00**	**-21'845.00**
Total des recettes	**34'500.00**	**15'145.00**	**-19'355.00**
Déficit	***181'725.00***	***193'976.49***	***12'251.49***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Redonner Corps du 15 au 20 décembre 2015
6 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 40.-	40.00	84	**3'360.00**
Tarif réduit CHF 32.-	32.00	3	**96.00**
Tarif réduit CHF 30.-	30.00		-
Tarif réduit CHF 28.-	28.00	2	**56.00**
Tarif réduit CHF 22.-	22.00	1	**22.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	67	**1'005.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 30.-	30.00	30	**900.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00		-
Cycles CHF 10.-	10.00	14	**140.00**
Etudiants CHF 20.-	40.00	17	**680.00**
Aînés CHF 10.-	30.00	62	**1'860.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	40.00	13	**520.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	40.00	13	**520.00**
Total		**306**	**9'159.00**
Invités		**482**	**-**
Total billetterie		***788***	***9'159.00***
ABONNES		***194***	***4'323.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'663.00***
TOTAL		***982***	***15'145.00***
Au budget :			34'500.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			-19'355.00
	Jauge 410		2'460
	Taux d'occupation		39.92%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	11.62
par abonné	22.28
par spectateur	15.42

Coproduction: Epître aux jeunes acteurs

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	16'800.00	1'200.00	-15'600.00
40014 MUSICIENS		276.60	276.60
40030 DECORATEUR	10'000.00	17'702.42	7'702.42
40043 ECLAIRAGISTE	8'500.00	-	-8'500.00
40044 MAQUILLEUR, COIFFEUR		2'050.00	2'050.00
40052 FIGURANTS	7'350.00	-	-7'350.00
40200 PERSONNEL DE SALLE	5'100.00	6'738.16	1'638.16
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	9'000.00	18'651.46	9'651.46
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	3'400.00	-	-3'400.00
41000 CHARGES SOCIALES	20'980.00	4'376.82	-16'603.18
41025-50 DEFRAIEMENTS		971.50	971.50
FRAIS DE PERSONNEL	**81'130.00**	**51'966.96**	**-29'163.04**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES	5'000.00	11'297.68	6'297.68
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES		2'107.35	2'107.35
42030 COSTUMES	5'000.00	155.85	-4'844.15
42070 FRAIS DE TOURNEE, TSPORT DECOR		4'500.00	4'500.00
FRAIS DE PRODUCTION	**10'000.00**	**18'060.88**	**8'060.88**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**-**	**28'080.54**	**28'080.54**
44020 FRAIS D'ACCUEILS	2'500.00	3'346.15	846.15
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.		191.00	191.00
FRAIS D'ACCUEIL	**2'500.00**	**3'537.15**	**1'037.15**
45020 DROITS D'AUTEURS	2'300.00	2'234.75	-65.25
45030 SERVICE DU FEU		-	-
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	1'700.00	1'353.80	-346.20
TAXES	**4'000.00**	**3'588.55**	**-411.45**
46100 CREATION VISUEL		2'322.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		8'778.72	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		7'114.85	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		4'728.35	
PROMOTION	**20'000.00**	**22'943.92**	**2'943.92**
Total des dépenses	**117'630.00**	**128'178.00**	**10'548.00**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		1'967.00	1'967.00
SUVENTIONS	**-**	**1'967.00**	**1'967.00**
60010 ABONNEMENTS		9'574.00	
60020 BILLETTERIE		5'944.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		940.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		190.00	
ENTREES	**15'300.00**	**16'648.00**	**1'348.00**
61010 REPRESENTATIONS EN TOURNEE		6'750.00	6'750.00
COPRODUCTION	**-**	**6'750.00**	**6'750.00**
Total des recettes	**15'300.00**	**25'365.00**	**10'065.00**
Déficit	***102'330.00***	***102'813.00***	***483.00***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Epître aux jeunes acteurs du 19 janvier au 7 février 2016
17 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 30.-	30.00	130	**3'900.00**
Tarif réduit CHF 23.-	23.00	1	**23.00**
Tarif réduit CHF 21.-	21.00	6	**126.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	19	**285.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 23.-	23.00	45	**1'035.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	8	**80.00**
Cycles CHF 10.-	10.00	11	**110.00**
Etudiants CHF 15.-	30.00	19	**570.00**
Etudiants CHF 15.-	15.00	4	**60.00**
Aînés CHF 10.-	23.00	94	**2'162.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	30.00	23	**690.00**
Total		**360**	**9'041.00**
Invités		**253**	**-**
Total billetterie		***613***	***9'041.00***
ABONNES		***354***	***7'889.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'685.00***
TOTAL		***967***	***18'615.00***
Au budget :			15'300.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			3'315.00
	Jauge 86		1'462
		Taux d'occupation	66.14%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	14.75
par abonné	22.29
par spectateur	19.25

Accueil: Le Sorelle Macaluso

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40200 PERSONNEL DE SALLE	4'200.00	4'335.42	135.42
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	2'500.00	-	-2'500.00
40400 TECHNIQUE ACCUEIL		1'193.50	1'193.50
41000 CHARGES SOCIALES	1'700.00	945.66	-754.34
41025-50 DEFRAIEMENTS		27.00	27.00
FRAIS DE PERSONNEL	**8'400.00**	**6'501.58**	**-1'898.42**
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	2'500.00	517.32	-1'982.68
FRAIS DE PRODUCTION	**2'500.00**	**517.32**	**-1'982.68**
44010 CESSION SPECTACLE	32'200.00	31'248.12	-951.88
44015 TRANSPORTS DECOR ET ARTISTES	7'600.00	3'813.92	-3'786.08
44020 FRAIS D'ACCUEILS	5'000.00	3'604.65	-1'395.35
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.	21'600.00	18'005.00	-3'595.00
44040 IMPOT SOURCE		905.50	905.50
FRAIS D'ACCUEIL	**66'400.00**	**57'577.19**	**-8'822.81**
45020 DROITS D'AUTEURS	5'800.00	4'831.55	-968.45
45030 SERVICE DU FEU	1'200.00	1'196.60	-3.40
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	3'350.00	2'581.60	-768.40
TAXES	**10'350.00**	**8'609.75**	**-1'740.25**
46100 CREATION VISUEL		2'322.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		6'668.93	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		4'437.50	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		4'978.35	
PROMOTION	**20'000.00**	**18'406.78**	**-1'593.22**
Total des dépenses	**107'650.00**	**91'612.62**	**-16'037.38**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		6'050.00	6'050.00
SUVENTIONS	**-**	**6'050.00**	**6'050.00**
60010 ABONNEMENTS		12'690.00	
60020 BILLETTERIE		20'086.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		2'160.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		980.00	
ENTREES	**38'640.00**	**35'916.00**	**-2'724.00**
Total des recettes	**38'640.00**	**41'966.00**	**3'326.00**
Déficit	***69'010.00***	***49'646.62***	***-19'363.38***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Le Sorelle Macaluso du 26 eu 31 janvier 2016
6 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 40.-	40.00	263	**10'520.00**
Tarif réduit CHF 32.-	32.00	110	**3'520.00**
Tarif réduit CHF 30.-	30.00	4	**120.00**
Tarif réduit CHF 28.-	28.00	7	**196.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	48	**720.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 30.-	30.00	120	**3'600.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	83	**830.00**
Cycles CHF 10.-	10.00	15	**150.00**
Etudiants CHF 20.-	20.00	3	**60.00**
Etudiants CHF 20.-	40.00	65	**2'600.00**
Aînés CHF 10.-	30.00	216	**6'480.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	40.00	12	**480.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	40.00		-
Total		**946**	**29'276.00**
Invités		**405**	**-**
Total billetterie		***1'351***	***29'276.00***
ABONNES		***493***	***10'987.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'703.00***
TOTAL		***1'844***	***41'966.00***
Au budget :			38'640.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			3'326.00
	Jauge 410		2'460
	Taux d'occupation		74.96%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	21.67
par abonné	22.29
par spectateur	22.76

Coproduction: Les Français

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40200 PERSONNEL DE SALLE		703.08	703.08
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	10'000.00	24'772.11	14'772.11
41000 CHARGES SOCIALES	2'500.00	4'972.55	2'472.55
41025-50 DEFRAIEMENTS		2'761.35	2'761.35
FRAIS DE PERSONNEL	**12'500.00**	**33'209.09**	**20'709.09**
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	10'000.00	4'144.73	-5'855.27
FRAIS DE PRODUCTION	**10'000.00**	**4'144.73**	**-5'855.27**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**28'750.00**	**27'584.18**	**-1'165.82**
44010 CESSION SPECTACLE	48'300.00	54'341.36	6'041.36
44015 TRANSPORTS DECOR ET ARTISTES	19'320.00	22'284.89	2'964.89
44020 FRAIS D'ACCUEILS	42'050.00	31'854.30	-10'195.70
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.	53'400.00	41'704.20	-11'695.80
44040 IMPOT SOURCE			-
FRAIS D'ACCUEIL	**163'070.00**	**150'184.75**	**-12'885.25**
45020 DROITS D'AUTEURS	7'420.00	6'431.04	-988.96
45030 SERVICE DU FEU		922.70	922.70
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	3'300.00	2'461.20	-838.80
TAXES	**10'720.00**	**9'814.94**	**-905.06**
46100 CREATION VISUEL		2'322.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		6'248.54	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		4'055.00	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		4'534.05	
PROMOTION	**15'000.00**	**17'159.59**	**2'159.59**
Total des dépenses	**240'040.00**	**242'097.28**	**2'057.28**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		6'110.00	6'110.00
SUVENTIONS	**-**	**6'110.00**	**6'110.00**
60010 ABONNEMENTS		9'708.00	
60020 BILLETTERIE		33'315.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		1'250.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		580.00	
ENTREES	**49'500.00**	**44'853.00**	**-4'647.00**
Total des recettes	**49'500.00**	**50'963.00**	**1'463.00**
Déficit	***190'540.00***	***191'134.28***	***594.28***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Les Français du 11 au 13 février 2016
3 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 50.-	50.00	438	**21'900.00**
Plein tarif CHF 40.-	40.00	33	**1'320.00**
Tarif réduit CHF 35.-	35.00	2	**70.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	64	**960.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 38.-	38.00	114	**4'332.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	58	**580.00**
Cycles CHF 10.-	10.00		-
Etudiants CHF 25.-	25.00	5	**125.00**
Etudiants CHF 25.-	50.00	72	**3'600.00**
Aînés CHF 10.-	38.00	125	**4'750.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	50.00	19	**950.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	50.00	1	**50.00**
Total		**931**	**38'637.00**
Invités		**349**	-
Total billetterie		***1'280***	***38'637.00***
ABONNES		***360***	***8'023.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'685.00***
Recette extérieure VIDY		**118**	***2'618.00***
TOTAL		***1'758***	***50'963.00***
Au budget :			49'500.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			1'463.00
	Jauge	980	2'940
	Taux d'occupation		59.80%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	30.19
par abonné	22.29
par spectateur	28.99

Coproduction: Un Conte cruel

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	94'500.00	99'689.85	5'189.85
40014 MUSICIENS		2'000.00	2'000.00
40020 METTEUR EN SCENE	30'000.00	39'830.40	9'830.40
40021 ASSIST.METTEUR EN SCENE	13'000.00	15'342.45	2'342.45
40030 DECORATEUR	22'000.00	24'340.80	2'340.80
40035 ACCESSOIRISTE	5'000.00	-	-5'000.00
40038 COUTURIER		3'399.00	3'399.00
40040 COSTUMIER		13'200.00	13'200.00
40041 DRAMATURGE	5'000.00	-	-5'000.00
40043 ECLAIRAGISTE	8'500.00	12'869.60	4'369.60
40044 MAQUILLEUR, COIFFEUR	8'500.00	7'612.00	-888.00
40047 REGISSEUR GENERAL	32'420.00	32'419.00	-1.00
40048 REGISSEUR-SON	17'000.00	12'037.60	-4'962.40
40051 CHARGEE DE PRODUCTION	22'100.00	22'100.00	-
40052 FIGURANTS	5'000.00	4'549.80	-450.20
40200 PERSONNEL DE SALLE	4'600.00	-	-4'600.00
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	32'260.00	57'957.20	25'697.20
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	8'500.00	-	-8'500.00
41000 CHARGES SOCIALES	58'400.00	52'747.20	-5'652.80
41025-50 DEFRAIEMENTS		7'723.00	7'723.00
FRAIS DE PERSONNEL	**366'780.00**	**407'817.90**	**41'037.90**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES	20'000.00	11'072.26	-8'927.74
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	5'000.00	402.85	-4'597.15
42030 COSTUMES	19'000.00	8'259.05	-10'740.95
42050 COIFFURES ET PERRUQUES		1'956.65	1'956.65
FRAIS DE PRODUCTION	**44'000.00**	**21'690.81**	**-22'309.19**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**-**	**23'200.00**	**23'200.00**
44020 FRAIS D'ACCUEILS	7'200.00	1'455.00	-5'745.00
FRAIS D'ACCUEIL	**7'200.00**	**1'455.00**	**-5'745.00**
45020 DROITS D'AUTEURS	5'950.00	4'930.00	-1'020.00
45030 SERVICE DU FEU		-	-
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	2'000.00	1'860.00	-140.00
TAXES	**7'950.00**	**6'790.00**	**-1'160.00**
46100 CREATION VISUEL		2'322.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		7'364.20	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		15'102.80	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		5'317.05	
PROMOTION	**40'000.00**	**30'106.05**	**-9'893.95**
Total des dépenses	**465'930.00**	**491'059.76**	**25'129.76**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		4'341.00	
SUVENTIONS	**-**	**4'341.00**	**4'341.00**
60010 ABONNEMENTS		5'673.00	5'673.00
60020 BILLETTERIE		28'981.00	28'981.00
60030 BILLETS GROUPEMENTS			-
60040 BILLETS SCOLAIRES			-
ENTREES	**39'600.00**	**34'654.00**	**-4'946.00**
62010 COPRODUCTION	34'700.00	34'750.00	50.00
COPRODUCTION	**34'700.00**	**34'750.00**	**50.00**
Total des recettes	**74'300.00**	**73'745.00**	**-555.00**
Déficit	***391'630.00***	***417'314.76***	***25'684.76***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Le Conte Cruel du 22 février au 13 mars 2016
(hors Rodrigue, vendu par le Poche) 18 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 35.-	35.00	344	**12'040.00**
Tarif réduit CHF 27.-	27.00	49	**1'323.00**
Tarif réduit CHF 25.-	25.00	126	**3'150.00**
Tarif réduit CHF 22.-	22.00	11	**242.00**
Tarif réduit CHF 16.5	16.50	4	**66.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	29	**435.00**
Professionnels CHF 10.-	10.00	136	**1'360.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 22.-	22.00	134	**2'948.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	18	**180.00**
Etudiants CHF 15.-	35.00	78	**2'730.00**
Etudiants CHF 15.-	15.00	5	**75.00**
Etudiants CHF 10.-	10.00	2	**20.00**
Aînés CHF 10.-	22.00	163	**3'586.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	35.00	11	**385.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	35.00	*12*	**420.00**
Total		**1122**	**28'960.00**
Invités		**339**	**-**
Total billetterie		***1461***	***28'960.00***
ABONNES Comédie		***180***	***4'011.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'662.00***
Abonnés Poche		**219**	***4'362.00***
TOTAL		***1860***	***38'995.00***
Au budget :			39'600.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			-605.00

		Jauge 124	2'238
		Taux d'occupation	83.11%
Prix moyen:			
par spectateur non abonné	19.82		
par abonné	22.28		
par spectateur	20.97		

Coproduction: L'Opéra de quat'sous

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	205'700.00	179'316.21	-26'383.79
40014 MUSICIENS	72'000.00	110'290.80	38'290.80
40020 METTEUR EN SCENE	30'000.00	29'790.75	-209.25
40021 ASSIST.METTEUR EN SCENE	15'000.00	15'000.00	-
40030 DECORATEUR	15'000.00	16'671.44	1'671.44
40035 ACCESSOIRISTE	5'000.00	-	-5'000.00
40038 COUTURIER	-	26'625.00	26'625.00
40040 COSTUMIER	15'000.00	-	-15'000.00
40043 ECLAIRAGISTE	8'500.00	7'800.00	-700.00
40044 MAQUILLEUR, COIFFEUR	8'500.00	11'000.00	2'500.00
40047 REGISSEUR GENERAL	32'420.00	54'529.70	22'109.70
40048 REGISSEUR-SON	17'000.00	12'736.90	-4'263.10
40051 CHARGEE DE PRODUCTION	22'100.00	22'100.00	-
40200 PERSONNEL DE SALLE	11'900.00	13'445.86	1'545.86
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	72'300.00	127'601.56	55'301.56
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	3'000.00	-	-3'000.00
41000 CHARGES SOCIALES	125'000.00	91'332.18	-33'667.82
41025-50 DEFRAIEMENTS	25'300.00	36'845.63	11'545.63
FRAIS DE PERSONNEL	**683'720.00**	**755'086.03**	**71'366.03**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES	30'000.00	52'063.24	22'063.24
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	5'000.00	86.40	-4'913.60
42030 COSTUMES	25'000.00	14'607.86	-10'392.14
42050 COIFFURES ET PERRUQUES		8'960.00	8'960.00
42060 MUSIQUE ET BANDE SON	12'000.00	37'034.59	25'034.59
42070 FRAIS DE TOURNEE, TSPORT DECOR	95'000.00	47'609.57	-47'390.43
FRAIS DE PRODUCTION	**167'000.00**	**160'361.66**	**-6'638.34**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**-**	**59'738.55**	**59'738.55**
44020 FRAIS D'ACCUEILS	5'000.00	9'658.50	4'658.50
FRAIS D'ACCUEIL	**5'000.00**	**9'658.50**	**4'658.50**
45020 DROITS D'AUTEURS	17'600.00	16'499.51	-1'100.49
45030 SERVICE DU FEU	3'000.00	4'805.90	1'805.90
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	10'200.00	7'653.80	-2'546.20
TAXES	**30'800.00**	**28'959.21**	**-1'840.79**
46100 CREATION VISUEL		2'376.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		9'634.94	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		19'503.44	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		8'682.95	
PROMOTION	**45'000.00**	**40'197.33**	**-4'802.67**
Total des dépenses	**931'520.00**	**1'054'001.28**	**122'481.28**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		19'210.00	19'210.00
52010 SUBVENTION ETAT GE - DIP		4'500.00	4'500.00
53010 SUBVENTION PROHELVETIA	25'000.00	22'600.00	-2'400.00
53050 SPONSORING Leenards/Corodis	25'000.00	55'000.00	30'000.00
SUVENTIONS ET SPONSORS	**50'000.00**	**101'310.00**	**51'310.00**
60010 ABONNEMENTS		21'435.00	
60020 BILLETTERIE		66'846.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		5'640.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		10'510.00	
ENTREES	**117'300.00**	**104'431.00**	**-12'869.00**
61010 REPRESENTATIONS EN TOURNEE	175'000.00	218'769.53	43'769.53
62010 COPRODUCTION	20'000.00	21'549.54	1'549.54
COPRODUCTION	**195'000.00**	**240'319.07**	**45'319.07**
Total des recettes	**362'300.00**	**446'060.07**	**83'760.07**
Déficit	***569'220.00***	***607'941.21***	***38'721.21***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

L'Opéra de Quat'sous du 1er au 20 mars 2016
17 représentations
et une scolaire

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 40.-	40.00	913	**36'520.00**
Plein tarif CHF 32.-	32.00	32	**1'024.00**
Plein tarif CHF 30.-	30.00	57	**1'710.00**
Tarif réduit CHF 32.-	32.00	30	**960.00**
Tarif réduit CHF 28.-	28.00	14	**392.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	214	**3'210.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 30.-	30.00	584	**17'520.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	920	**9'200.00**
Cycles CHF 10.-	10.00	131	**1'310.00**
Etudiants CHF 20.-	20.00	6	**120.00**
Etudiants CHF 20.-	40.00	233	**9'320.00**
Aînés CHF 10.-	30.00	564	**16'920.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	40.00	79	**3'160.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	40.00	21	**840.00**
Total		**3798**	**102'206.00**
Invités		**786**	**-**
Total billetterie		***4584***	***102'206.00***
ABONNES		***883***	***19'678.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'757.00***
1 représentation scolaire		**367**	***4'500.00***
TOTAL		***5834***	***128'141.00***
Au budget :			117'300.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			10'841.00

Jauge 410 6'970
Taux d'occupation 78.44%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	22.30
par abonné	22.29
par spectateur	21.96

Coproduction: Des Mondes meilleurs

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	34'000.00	37'377.15	3'377.15
40044 MAQUILLEUR, COIFFEUR		1'857.10	1'857.10
40200 PERSONNEL DE SALLE	4'200.00	4'124.15	-75.85
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	5'000.00	9'333.68	4'333.68
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	2'900.00	-	-2'900.00
41000 CHARGES SOCIALES	11'500.00	9'757.44	-1'742.56
41025-50 DEFRAIEMENTS		3'789.20	3'789.20
FRAIS DE PERSONNEL	**57'600.00**	**66'238.72**	**8'638.72**
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES	5'000.00	806.05	-4'193.95
42070 FRAIS DE TOURNEE, TSPORT DECOR	4'000.00	-	-4'000.00
FRAIS DE PRODUCTION	**9'000.00**	**806.05**	**-8'193.95**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**-**	**-**	**-**
44010 CESSION SPECTACLE	25'600.00	25'003.92	-596.08
44015 TRANSPORTS DECOR ET ARTISTES	8'600.00	6'459.67	-2'140.33
44020 FRAIS D'ACCUEILS	5'000.00	4'280.10	-719.90
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.	21'500.00	17'840.00	-3'660.00
44040 IMPOT SOURCE			-
FRAIS D'ACCUEIL	**60'700.00**	**53'583.69**	**-7'116.31**
45020 DROITS D'AUTEURS	5'200.00	2'952.00	-2'248.00
45030 SERVICE DU FEU	1'200.00	1'529.05	329.05
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	3'000.00	1'440.60	-1'559.40
TAXES	**9'400.00**	**5'921.65**	**-3'478.35**
46100 CREATION VISUEL		2'376.00	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		5'764.62	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		4'459.85	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		5'917.55	
PROMOTION	**20'000.00**	**18'518.02**	**-1'481.98**
Total des dépenses	**156'700.00**	**145'068.13**	**-11'631.87**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		2'500.00	2'500.00
SUVENTIONS	**-**	**2'500.00**	**2'500.00**
60010 ABONNEMENTS		12'303.00	
60020 BILLETTERIE		5'362.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		980.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		150.00	
ENTREES	**34'500.00**	**18'795.00**	**-15'705.00**
Total des recettes	**34'500.00**	**21'295.00**	**-13'205.00**
Déficit	***122'200.00***	***123'773.13***	***1'573.13***

Comédie de Genève
Saison 2015-2016

Des Mondes meilleurs du 5 au 10 avril 2016
6 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 40.-	40.00	86	**3'440.00**
Tarif réduit CHF 32.-	32.00	1	**32.00**
Tarif réduit CHF 28.-	28.00	5	**140.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	32	**480.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 30.-	30.00	31	**930.00**
Collègiens classe CHF 10.-	10.00	15	**150.00**
Etudiants CHF 20.-	40.00	17	**680.00**
Aînés CHF 10.-	30.00	98	**2'940.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	40.00	3	**120.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	40.00	2	**80.00**
Total		**290**	**8'992.00**
Invités		**266**	**-**
Total billetterie		***556***	***8'992.00***
ABONNES		***473***	***10'541.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'762.00***
TOTAL		***1029***	***21'295.00***
Au budget :			34'500.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			-13'205.00

Jauge 410 2'460
Taux d'occupation 41.83%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	16.17
par abonné	22.29
par spectateur	20.69

Production: le Violon de Rotschild

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	11'200.00	12'097.40	897.40
40020 METTEUR EN SCENE	10'000.00	10'000.00	-
40030 DECORATEUR	10'000.00	15'489.58	5'489.58
40043 ECLAIRAGISTE	8'500.00	2'000.00	-6'500.00
40048 REGISSEUR-SON		4'333.20	4'333.20
40200 PERSONNEL DE SALLE	5'100.00	4'588.89	-511.11
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	5'000.00	7'608.66	2'608.66
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	3'400.00	-	-3'400.00
41000 CHARGES SOCIALES	13'300.00	7'995.54	-5'304.46
41025-50 DEFRAIEMENTS	7'600.00	1'872.79	-5'727.21
FRAIS DE PERSONNEL	**74'100.00**	**65'986.06**	**-8'113.94**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES	7'500.00	5'557.05	-1'942.95
42030 COSTUMES	2'500.00	2'206.30	-293.70
FRAIS DE PRODUCTION	**10'000.00**	**7'763.35**	**-2'236.65**
44020 FRAIS D'ACCUEILS	-	2'844.75	2'844.75
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.	2'500.00	-	-2'500.00
FRAIS D'ACCUEIL	**2'500.00**	**2'844.75**	**344.75**
45020 DROITS D'AUTEURS	1'500.00	2'123.50	623.50
45030 SERVICE DU FEU		-	-
45050 REDEVANCE SUR BILLETS	1'100.00	1'251.60	151.60
TAXES	**2'600.00**	**3'375.10**	**775.10**
46100 CREATION VISUEL		2'721.60	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		6'070.38	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		5'284.10	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		5'917.60	
PROMOTION	**20'000.00**	**19'993.68**	**-6.32**
Total des dépenses	**109'200.00**	**99'962.94**	**-9'237.06**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		3'848.00	3'848.00
SUVENTIONS	**-**	**3'848.00**	**3'848.00**
60010 ABONNEMENTS		11'009.00	
60020 BILLETTERIE		4'473.00	
60030 BILLETS GROUPEMENTS		1'560.00	
60040 BILLETS SCOLAIRES		-	
ENTREES	**9'900.00**	**17'042.00**	**7'142.00**
61010 REPRESENTATIONS EN TOURNEE		3'085.72	3'085.72
COPRODUCTION	**-**	**3'085.72**	**3'085.72**
Total des recettes	**9'900.00**	**23'975.72**	**14'075.72**
Déficit	***99'300.00***	***75'987.22***	***-23'312.78***

Saison 2015-2016

Le Violon de Rotschild du 12 au 24 avril 2016
11 représentations

BILLETTERIE	avec subv.	SPECTATEURS	RECETTES CHF
Plein tarif CHF 30.-	30.00	68	**2'040.00**
Tarif réduit CHF 24.-	24.00	1	**24.00**
Tarif réduit CHF 23.-	23.00	5	**115.00**
Tarif réduit CHF 21.-	21.00	14	**294.00**
Professionnels CHF 15.-	15.00	19	**285.00**
AVS, AI, chômeurs CHF 23.-	23.00	65	**1'495.00**
Etudiants CHF 15.-	30.00	12	**360.00**
Aînés CHF 10.-	23.00	156	**3'588.00**
20 ans / 20 francs CHF 10.-	30.00	4	**120.00**
Organismes sociaux CHF 0.-	30.00	2	**60.00**
Total		**346**	**8'381.00**
Invités		**130**	**-**
Total billetterie		***476***	***8'381.00***
ABONNES		***418***	***9'315.00***
ABONNES PAS VENUS			***1'694.00***
TOTAL		***894***	***19'390.00***
Au budget :			9'900.00
(-)Déficit (+) excédent de recette :			9'490.00

Jauge	82
	902
Taux d'occupation	99.11%

Prix moyen:

par spectateur non abonné	17.61
par abonné	22.28
par spectateur	21.69

Festival de théâtre universitaire: Commedia et Rencontre du théâtre suisse

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	10'000.00	-	-10'000.00
40044 MAQUILLEUR, COIFFEUR		492.90	
40200 PERSONNEL DE SALLE		4'360.32	4'360.32
40300 TECHNIQUE PRODUCTION	15'000.00	15'682.56	682.56
41000 CHARGES SOCIALES	6'250.00	3'460.70	-2'789.30
41025-50 DEFRAIEMENTS		648.00	648.00
FRAIS DE PERSONNEL	**31'250.00**	**24'644.48**	**-6'605.52**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES		2'126.70	2'126.70
42060 MUSIQUE ET BANDE SON		864.00	
FRAIS DE PRODUCTION	**-**	**2'990.70**	**2'990.70**
44010 CESSION SPECTACLE		4'770.00	4'770.00
44015 TRANSPORTS DECOR ET ARTISTES		534.55	534.55
44020 FRAIS D'ACCUEILS		6'434.55	6'434.55
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.		3'840.00	3'840.00
44040 IMPOT SOURCE		-	-
FRAIS D'ACCUEIL	**-**	**15'579.10**	**15'579.10**
45020 DROITS D'AUTEURS		-	-
45030 SERVICE DU FEU		1'395.90	1'395.90
45050 REDEVANCE SUR BILLETS		490.50	490.50
TAXES	**-**	**1'886.40**	**1'886.40**
46100 CREATION VISUEL		-	-
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		3'357.52	3'357.52
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		3'000.00	3'000.00
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		11'493.45	11'493.45
PROMOTION	**13'750.00**	**17'850.97**	**4'100.97**
Total des dépenses	**45'000.00**	**62'951.65**	**17'951.65**
60010 ABONNEMENTS			-
60020 BILLETTERIE		3'660.00	3'660.00
60030 BILLETS GROUPEMENTS			-
60040 BILLETS SCOLAIRES			-
ENTREES	**-**	**3'660.00**	**3'660.00**
62010 COPRODUCTION		39'638.77	39'638.77
COPRODUCTION	**-**	**39'638.77**	**39'638.77**
Total des recettes	**-**	**43'298.77**	**43'298.77**
Déficit	***45'000.00***	***19'652.88***	***-25'347.12***

Evènements périphériques

	BUDGET CHF	COMPTES CHF	ECARTS CHF
Salaires:			
40011 COMEDIENS	41'000.00	70'904.14	29'904.14
40014 MUSICIENS		7'241.15	7'241.15
40020 METTEUR EN SCENE		-	-
40030 DECORATEUR	6'000.00	6'638.40	638.40
40035 ACCESSORISTES		-	
40041 DRAMATURGES		10'991.50	
40043 ECLAIRAGISTE		286.00	
40044 MAQUILLEUR, COIFFEUR		-	
40051 CHARGE PRODUCTION	12'000.00	12'000.00	
40200 PERSONNEL DE SALLE	7'800.00	13'010.43	5'210.43
40300 TECHNIQUE PRODUCTION		11'856.78	11'856.78
40400 TECHNIQUE ACCUEIL	17'000.00	-	-17'000.00
41000 CHARGES SOCIALES	18'150.00	19'163.41	1'013.41
41025-50 DEFRAIEMENTS		4'305.24	4'305.24
FRAIS DE PERSONNEL	**101'950.00**	**156'397.05**	**54'447.05**
42020 DECOR ET ACCESSOIRES	4'000.00	1'605.55	
42022 ECLAIRAGE ET LUMIERES		-	
42030 COSTUMES	3'000.00	2'049.40	
42060 MUSIQUE ET BANDE SON			
FRAIS DE PRODUCTION	**7'000.00**	**3'654.95**	**-3'345.05**
43010 FRAIS DE COPRODUCTION	**-**	**-**	**-**
44010 CESSION SPECTACLE	11'000.00	1'204.74	
44015 TRANSPORTS DECOR ET ARTISTES		3'947.35	
44020 FRAIS D'ACCUEILS	7'000.00	6'572.80	
44030 FRAIS D'HEBERGEMENTS ET DEFR.	2'000.00	3'059.50	
FRAIS D'ACCUEIL	**20'000.00**	**14'784.39**	**-5'215.61**
45020 DROITS D'AUTEURS		1'476.00	
45030 SERVICE DU FEU		3'523.35	
45050 REDEVANCE SUR BILLETS		1'332.00	
TAXES	**-**	**6'331.35**	**6'331.35**
46100 CREATION VISUEL		-	
46200 AFFICHES ET AFFICHAGES		44.40	
46300 PUBLICITE ET PHOTOS		8'500.00	
46400 PROGRAMMES ET PUBLICATIONS		-	
PROMOTION	**21'600.00**	**8'544.40**	**-13'055.60**
Total des dépenses	**150'550.00**	**189'712.14**	**39'162.14**
51020 SUBVENTION VILLE GE - DC		-	
51030 SUBVENTION VILLE GE		5'000.00	
53020 AUTRES SUBVENTIONS Mairie CHB	25'000.00	28'937.50	
SUVENTIONS	**25'000.00**	**33'937.50**	**8'937.50**
60010 ABONNEMENTS		-	
60020 BILLETTERIE		-	
60030 GROUPEMENTS		-	
60040 SCOLAIRES		-	
ENTREES	**6'000.00**	**-**	**-6'000.00**
61010 REPRESENTATIONS EN TOURNEE		-	-
62010 COPRODUCTION		17'089.50	
62020 LOCATION PERSONNEL ET MAT. EN CH		4'630.00	
COPRODUCTION	**-**	**21'719.50**	**21'719.50**
Total des recettes	**31'000.00**	**55'657.00**	**24'657.00**
Déficit	***119'550.00***	***134'055.14***	***14'505.14***

Comédie de Genève

Nbre de représentations	Saison 2015-2016 **Autres évènements**		Nbre de spectateurs	jauge:
1	***Présentation de saison***	le 18 mai 2016	474	410
1	***Journées du théâtre suisse***	Palavie, le 27.5.2016	196	410
1		Edouard II, le 29.5.2016	121	410
		Passes Rencontre	10	
3	***Atelier-Théâtre de Chêne-Bougeries***	"Objets trouvés", textes de Valérie Poirier les 4-5 et 6 juin 2016	405	1230
	Partenariat Vidy	Ventes de billets aux abonnés pour le spectacle "Je suis Fassbinder"	9	

6	**BILLETTERIE avec subv.**		**SPECTATEURS**	**RECETTES CHF**	**1'215**	**2460** 49.39%
	Plein tarif CHF 30.-	30.00	56	1'680.00		
	Tarif réduit CHF 24.-	24.00	1	24.00		
	Tarif réduit CHF 22.-	22.00	1	22.00		
	Tarif réduit CHF 20.-	20.00	27	540.00		
	Professionnels CHF 10.-	10.00	54	540.00		
	20 ans/20 francs CHF 10.-	10.00	4	40.00		
	Ainés CHF 10.-	10.00	25	250.00		
	Entrée libre CHF -.-	-	879	-		
	Passe RTS CHF 160.-	160.00	1	160.00		
	Passe RTS CHF 50.-	50.00	9	450.00		
	Total		**1'057**	**3'706.00**		
	Invités	**-**	**158**	**-**		
	Total billetterie		**1'215**	**3'706.00**		
	ABONNES					
	Recette à reverser			**-46.00**		
	TOTAL		***1'215***	***3'660.00***		
	Au budget :			6'000.00		
	(-) Déficit (+) excédent de recette :			-2'340.00		
		Jauge	410	2'460		
			Taux d'occupation	49.39%		
Prix moyen:						
	par spectateur	3.01				

Comédie de Genève

Nbre d'évènem	Saison 2015-2016 **Evènements périphériques** (hors billetterie)		Nbre d'entrées
	Bâtie Festival	*Primera carta de San Pablo a Los Corintios*	
2		les 28 et 29 août 2015	
		The Ventroloquists convention	600
2		*les 3 et 4 septembre 2015*	
1	***La Fête du Théâtre***	Visites du théâtre et rencontres avec les étudiants de l'université de Genève et de Gaza.	60
1		Master Classe dirigée par H. Loichemol et présentation publique. du 29 octobre au 1er novembre 2015	50
	Conférences	*de Charles Mela, autour des spectacles:*	
1		Cassandre, le 23 septembre 2015	60
1		Voyage au bout de la nuit, le 12 octobre 2015	68
1		Lorenzaccio, le 14 novembre 2015	74
1		Les Français, le 13 février 2016	71
1		Opéra de Quat'sous, le 5 mars 2016	75
1		Le Violon de Rotschild, le 18 avril 2016	42
1	***Projection***	*L'Homme qui répare les femmes- La Colère d'Hippocrate* de Thierry Michel, suivi d'une discussion, le 7 mars 2016. Evènement organisé dans le cadre des soirées spéciale FIFDH.	360
	Concerts Sauvages	*En association avec Geneva Camerata,*	
1		le 27 octobre 2015	120
1		le 7 décembre 2015	86
1		le 1er février 2016	76
1		le 25 avril 2016	82
1	***Exposition***	Du theâtre au théâtre - Roland Deville, scénographe du 12 au 24 avril 2016	350
9	***Festival Commedia***	Festival de théâtre universitaire, 9 spectacles à la Comédie, 1 lecture et 1 performance, hors les murs. du 9 au 14 mai 2016	1'193
	Divers		

27 NOMBRE D'EVENEMENTS **SPECTATEURS entrées libres** **3'367**

COMEDIE DE GENEVE
SAISON 2015-2016

RECAPITULATION DES VENTES ET FREQUENTATION

TARIFS	avec subv. CHF	Cassandre	Voyage au bout de la nuit	Loren-zaccio	Mission	Ma Barbara	Redonner corps	Epître aux jeunes acteurs	Le Sorello Macaluso	Les Français	Un Conte cruel	L'Opéra de quat'sous	Des Mondes meilleurs	Le violon de Rotschild	Festival Commedia		Evèn. périph.	Total spectat.	%	En CHF	%
Plein tarif CHF 50.-	50.00	519								438								957	3.55%	47'850	8.29%
Plein tarif CHF 40.-	40.00	60		165	335		84		263	33		913	86					1'939	7.20%	77'560	13.43%
Plein tarif CHF 38.-	38.00	234																234	0.87%	8'892	1.54%
Plein tarif CHF 35.-	35.00																	-	0.00%	-	0.00%
Plein tarif CHF 32.-	32.00											32	1					33	0.12%	1'056	0.18%
Plein tarif CHF 30.-	30.00		279			334		130				57		68			56	924	3.43%	27'720	4.80%
Plein tarif CHF 10.-	10.00																	-	0.00%	-	0.00%
Tarif réduit CHF 40.-	40.00	75																75	0.28%	3'000	0.52%
Tarif réduit CHF 38.-	38.00	11																11	0.04%	418	0.07%
Tarif réduit CHF 35.-	35.00	29								2								31	0.12%	1'085	0.19%
Tarif réduit CHF 32.-	32.00			28	33		3		110			30						204	0.76%	6'528	1.13%
Tarif réduit CHF 30.-	30.00			33	22				4									59	0.22%	1'770	0.31%
Tarif réduit CHF 28.-	28.00			5	11		2		7			14	5					44	0.16%	1'232	0.21%
Tarif réduit CHF 24.-	24.00		2											1			1	4	0.01%	96	0.02%
Tarif réduit CHF 23.-	23.00		8			11		1						5				25	0.09%	575	0.10%
Tarif réduit CHF 22.-	22.00						1										1	2	0.01%	44	0.01%
Tarif réduit CHF 20.-	20.00																27	27	0.10%	540	0.09%
Tarif réduit CHF 21.-	21.00		8			7		6						14				35	0.13%	735	0.13%
Professionnels CHF 15.-	15.00	65	40	20	82	65	67	19	48	64		214	32	19				735	2.73%	11'025	1.91%
Professionnels CHF 10.-	10.00																54	54	0.20%	540	0.09%
AVS, AI, chômeurs CHF 38.-	38.00	306								114								420	1.56%	15'960	2.76%
AVS, AI, chômeurs CHF 30.-	30.00			94	168		30		120			584	31					1'027	3.81%	30'810	5.34%
AVS, AI, chômeurs CHF 23.-	23.00		93			323		45						65				526	1.95%	12'098	2.10%
AVS, AI, chômeurs CHF 22.-	22.00																	-	0.00%	-	0.00%
AVS, AI, chômeurs CHF 5.-	5.00																	-	0.00%	-	0.00%
Collégiens classe CHF 10.-	10.00	115	174	316	51			8	83	58		920	15					1'740	6.46%	17'400	3.01%
Cycles CHF 10.-	10.00	15					14	11	15			131						186	0.69%	1'860	0.32%
Etudiants CHF 25.-	25.00	6								5								11	0.04%	275	0.05%
Etudiants CHF 25.-	50.00	79								72								151	0.56%	7'550	1.31%
Etudiants CHF 20.-	20.00			5	2				3			6						16	0.06%	320	0.06%
Etudiants CHF 20.-	40.00			125	85		17		65			233	17					542	2.01%	21'680	3.75%
Etudiants CHF 15.-	35.00																	-	0.00%	-	0.00%
Etudiants CHF 15.-	30.00		88					19						12				119	0.44%	3'570	0.62%
Etudiants CHF 15.-	15.00		5			21		4										30	0.11%	450	0.08%
Etudiants CHF 5.-	10.00																	-	0.00%	-	0.00%
Aînés CHF 10.-	38.00	337								125								462	1.71%	17'556	3.04%
Aînés CHF 10.-	30.00			194	230		62		216			564	98					1'364	5.06%	40'920	7.09%
Aînés CHF 10.-	23.00		182			77		94						156				509	1.89%	11'707	2.03%
Aînés CHF 10.-	10.00					234											25	259	0.96%	2'590	0.45%
20 ans / 20 francs CHF 10.-	50.00	17								19								36	0.13%	1'800	0.31%
20 ans / 20 francs CHF 10.-	40.00			40	22		13		12			79	3					169	0.63%	6'760	1.17%
20 ans / 20 francs CHF 10.-	30.00		11			9		23						4				47	0.17%	1'410	0.24%
20 ans / 20 francs CHF 10.-	10.00																4	4	0.01%	40	0.01%
Organismes sociaux CHF 0.-	50.00	10								1								11	0.04%	550	0.10%
Organismes sociaux CHF 0.-	40.00			5	2		13					21	2					43	0.16%	1'720	0.30%
Organismes sociaux CHF 0.-	30.00		3											2				5	0.02%	150	0.03%
Passe RTS CHF 160.-	160.00																1	1	0.00%	160	0.03%
Passe RTS CHF 50.-	50.00																9	9	0.03%	450	0.08%
Entrées libres CHF 0.-	-														1'193		879	2'072	7.69%	-	0.00%
Total		**1'878**	**893**	**1'030**	**1'043**	**1'081**	**306**	**360**	**946**	**931**	**-**	**3'798**	**290**	**346**	**1'193**		**1'057**	15'152	56.24%	**388'452**	67.28%
Invités		**305**	**200**	**256**	**322**	**206**	**482**	**253**	**405**	**349**		**786**	**266**	**130**			**158**	4'118	15.29%	-	0.00%
Total billetterie		**2'183**	**1'093**	**1'286**	**1'365**	**1'287**	**788**	**613**	**1'351**	**1'280**	**-**	**4'584**	**556**	**476**	**1'193**		**1'215**	19'270	71.53%	**388'452**	67.28%
Abonnés		**838**	**447**	**623**	**354**	**456**	**194**	**354**	**493**	**360**	**180**	**883**	**473**	**418**				5'673	21.80%	153'018	26.50%
Recette extérieure		-	-							**118**	**1'680**							1'798	6.67%	35'894	6.22%
TOTAL spectateurs / recettes		***2'921***	***1'540***	***1'909***	***1'719***	***1'743***	***982***	***967***	***1'844***	***1'758***	***1'860***	***5'467***	***1'029***	***894***	***1'193***		***1'215***	26'941	100.00%	577'364	100.00%
																					100.00%
Nombre de représentations/évènements		**6**	**18**	**5**	**5**	**21**	**6**	**17**	**6**	**3**	**18**	**17**	**6**	**11**	**9**		**24**	**172**			
Jauge par soir		470	86	410	410	86	410	86	410	980	124	410	410	82	190						
Jauge totale		2'820	1'548	2'050	2'050	1'806	2'460	1'462	2'460	2'940	2'238	6'970	2'460	902	1'710		2'400	36'276			
Taux de fréquentation		*100.04%*	*99.48%*	*93.12%*	*83.85%*	*96.51%*	*39.92%*	*66.14%*	*74.96%*	*59.80%*	*83.11%*	*78.44%*	*41.83%*	*99.11%*	*69.77%*		*50.63%*	***74.27%***			
Vente de représentations (scolaires)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 367	0	0	0		0	367		4'500	
Total des représentations		6	18	5	5	21	6	17	6	3	18	18	6	11	9		24	173			
Total fréquentation		2'821	1'540	1'909	1'719	1'743	982	967	1'844	1'758	1'860	5'834	1'029	894	1'193		1'215	27'308		**581'864**	*Total général*

POCHE /GVE

2015-2016_SAISON UNES

BILAN au 30 juin 2016

28 novembre 2016

ÉQUIPE

direction Mathieu Bertholet
administration Veronica Byrde
diffusion Thibault Genton
production Frédéric Schreyer
presse & communication Julia Schaad
publics & communication web Barbara Mégroz
comptabilité Chantal Maillard
billetterie Emilie Collin
secrétariat & réception Clémentine Chapuis
technique Philippe Bégneu
adjoint technique Stéphane Charrier
bar Cédric Riffaud
graphisme Manolo Michelucci **&** BCV associati

POCHE /GVE
THÉÂTRE /Vieille-Ville
Rue du Cheval-Blanc 7
1204 Genève

__SOMMAIRE

Rapport d'activité	2-8
__PROGRAMME	
Spectacles	9-10
Autres évènements	11
__BILLETTERIE ET STATISTIQUES	
Prix des places et abonnements	12
Récapitulatif billetterie	13
Billetterie par spectacle – taux de fréquentation	14
Statistiques	15
__ETATS FINANCIERS	
Produits et charges	16
Explications des écarts	17
Bilan	18
Détail du bilan	19
Produits et charges détaillés	20
Détail des produits	21
Détail des charges – Frais d'exploitation	22
Détail des charges – Frais de fonctionnement	23
Détail du résultat exceptionnel	24
Prestations en nature accordées par la Ville et le Canton de Genève	25
Écarts par rapport au budget	26
__SPECTACLES	
Résultat des spectacles	27
Sloop1	28-29
Duo	30-31
Vanessa van Durme	32-33
Sloop2	34-35
Un conte cruel	36-37
Ctrl-X	38-39
Ctrl-J	40
Rencontre du Théâtre Suisse	41
Comité lecture, évènements divers, Colporteurs	42-43
Tableau de bord	44-47
Annexe 1 (actions accès à la culture et activités pédagogiques)	48
Annexe 2 (invitations)	49
Annexe 3 (extraits des critiques de presse)	50-51

__RAPPORT D'ACTIVITÉ 2015-2016

Une première saison est une rupture, un changement dans les habitudes, une transformation, mais aussi, dans le cas de cette SAISON_UNES, l'affirmation d'une identité singulière. Avec cette première saison, nous (l'équipe du théâtre et moi-même) avons inscrit POCHE /GVE dans la cité, dans le paysage théâtral romand et francophone comme le théâtre de l'écriture contemporaine, des mots et des textes. Une nouvelle identité visuelle, une ligne esthétique spécifique, les principes de fonctionnement et de programmation imaginés dans mon projet de direction ont rapidement marqué le changement de par leur radicalité et le large relais médiatique dont le théâtre a bénéficié au cours de cette saison 2015-16.
Il est évident aussi que ce changement n'emporte pas d'emblée une adhésion totale, notamment auprès des habitués d'une certaine tradition. J'en fais l'apprentissage, en même temps que j'apprends, de mois en mois, le métier de directeur.

Les expériences de cette première saison nous ont donné des leçons que nous mettons en pratique dès aujourd'hui, alors que débute la deuxième saison.

COMMUNICATION
La nouvelle identité visuelle a tout de suite impressionné, positivement et négativement : sa radicalité et sa différence ont immédiatement permis d'identifier le changement au sein de ce théâtre. Je suis satisfait des grandes lignes (pas d'image, le texte au centre, la monochromie), tout en écoutant les critiques : lisibilité insuffisante, manque de clarté, accès difficile aux informations. Le graphiste choisi initialement ayant laissé le théâtre entre les mains d'un atelier établi à Rome, nous avons subi une communication rendue compliquée par la distance et par la langue. Cela ne nous a pas permis de réagir assez rapidement aux problèmes : inefficience du site, manque de hiérarchie et de lisibilité des informations sur les supports de communication. Nous y avons remédié dès la deuxième saison en rapatriant le graphisme à Genève et en refondant le site.
La présentation de saison très tardive a favorisé une couverture médiatique très large, et a ainsi permis d'inscrire clairement le projet dans les esprits, tout en créant des difficultés, chamboulant notamment les habitudes des anciens abonnés ; le nombre d'abonnés a sensiblement diminué, partiellement du fait de cette présentation tardive ; partiellement du fait de la nouveauté de ce projet ; peut-être aussi car les publics abonnés disparaissent de plus en plus des lieux culturels, cédant la place au spectacteur sporadique. Des abonnés devront toutefois être reconquis de saison en saison : les abonnés sont des fidèles, et ont tendance à se réabonner, donc, un abonné perdu est perdu pour longtemps. Il s'agit de rattraper et reconquérir ces abonnés perdus et d'en séduire de nouveaux afin de nous assurer une première base de spectateurs *constants*.

La rigueur avec laquelle cette saison a été conçue dans sa ligne générale a néanmoins permis une communication claire, et a suscité une autre forme de fidélité des spectateurs. Leur curiosité a été visiblement aiguisée pour des auteurs et des metteurs en scène inconnus ; nombre d'entre eux étaient ravis de suivre des acteurs dans l'expérience des SLOOPS ; le public s'est par ailleurs rapidement et fondamentalement rajeuni, sans doute par l'actualité des sujets proposés.

FREQUENTATION
Le taux de fréquentation est en baisse par rapport aux salles bien remplies de Françoise Courvoisier. La radicalité de la proposition, de nombreux nouveaux acteurs, metteurs en scène et auteurs, plus jeunes et encore inconnus du public, doivent trouver leurs amis, leurs fidèles et leurs publics. Nous constatons par contre – je l'ai déjà mentionné – un rajeunissement évident et réjouissant du public, et sommes tout de même relativement satisfaits d'un taux d'occupation de 60% pour cette première saison. Si cette nouvelle orientation du théâtre que j'ai proposée demande encore du temps pour être solide et suivie par un public

large et nombreux, il y a suffisamment de signaux d'encouragement pour poursuivre dans la voie qui a été prise il y a un an. La réception des spectacles par le public et la presse est en effet très positive, nous accueillons de plus en plus de curieux, de nouvelles têtes, de spectateurs novices et jeunes, et recevons des échos de notre travail plus qu'encourageants de la part de spectacteurs, comme de nos collègues helvétiques, belges ou français.
Les formats spécifiques et un rythme de programmation différent (4 premières en 5 semaines pour le SLOOP2) demandent aussi un changement dans les habitudes, et une adaptation de notre part : nous avons pour la seconde saison allégé et espacé le calendrier afin de permettre au public et à la presse de mieux nous suivre.

DIRECTION
Une première saison, et un premier mandat de directeur, sont avant tout un lent processus d'apprentissage. On peut avoir dirigé une compagnie, monté des spectacles avec une trentaine de collaborateurs et des budgets impressionnants, nul ne peut être prêt pour de telles responsabilités sans y avoir goûté auparavant. Et chaque théâtre, son fonctionnement et ses murs, nécessite un apprentissage spécifique, demande lui aussi à être apprivoisé. L'artistique est prévisible, attendu, il est même au cœur du désir de direction. Dans mon cas, la radicalité et la clarté de mon projet qui ont convaincu le jury de sélection, et auquel je tenais sincèrement, m'ont permis de monter et de tenir autant cette SAISON_UNE que la D'EUX qui débute à présent. Cette ferveur et la nécessité aujourd'hui de ce projet sont toujours et encore le moteur qui me pousse. Par contre, je ne m'attendais pas à la place que prendrait la gestion du personnel, même dans une si petite équipe, de la présence en temps et en esprit utile à la gestion d'un pareil projet, la responsabilité de l'outil et de son suivi afin de le maintenir dans un état de travail adéquat, et la présence demandée et nécessaire pour l'accueil des publics…
Mon arrivée a impliqué de nombreux changements de personnels ou pour le personnel. Des réadaptations des cahiers des charges et des temps de travail en adéquation avec mon projet et les différences de valeur de certains dicastères entre ma direction et la précédente ont mené à ces changements. Aussi une gouvernance plus axée sur le collectif que sur la hiérarchie a mené à des tensions et des adaptations qui demandent encore leur temps.

Les relations avec les tutelles sont faciles et se font dans une confiance mutuelle. Je me l'explique notamment du fait que je réalise vraiment et concrètement la mission que j'ai conçue au travers de mon projet de direction et pour lequel j'ai été choisi pour ce poste. Les menaces sur le financement ne sont pas encore trop présentes, seules les incertitudes quant à la nouvelle répartition des tâches entre Ville et Canton, et le rôle que le petit POCHE jouera face à une énorme Comédie éveillent quelques inquiétudes, d'autant plus que nous avons tissé des liens solides avec l'actuelle direction.

EQUIPES DE CREATION ET INSCRIPTION REGIONALE
La composition des collectifs en vue de la réalisation des spectacles a présenté un très bon équilibre entre l'engagement d'artistes jeunes et d'artistes confirmés, entre les envies des metteur-e-s en scène et mes propres envies, entre gens d'ici et gens d'ailleurs. Faisant ainsi du POCHE /GVE un tremplin solide pour des aventures tant internationales que régionales, un lieu de synergie, un partenaire pour la formation embauchant des comédien-ne-s et metteur-e-s frais fraîchement émoulus des écoles, mais aussi le lieu où une certaine tradition peut s'exprimer, ou des visages bien connus, des professionnels confirmés, peuvent trouver leur place, et la liberté de se réinventer.
Il est évident que tout directeur amène de nouveaux noms, et que ces changements de visages impliquent parfois une certaine méfiance de la part du public d'habitués, comme des professionnels régionaux. Tout en restant extrêmement local, nous avons réellement insufflé un vent de création nouveau et amené de nouvelles têtes dans le paysage genevois, espérant ainsi participer à la fois à son renouveau par les

personnes, mais aussi à l'échauffement et à l'excitation du répertoire de spectacles en proposant des textes et des formes nouvelles.

Parallèlement, nous entretenons d'excellents rapports avec les directeurs de la région nous permettant de créer et de penser de nombreuses formes de collaboration : festival Ctrl-J avec Carouge et AmStramGram, coproduction et abonnement Passe-Textes avec la Comédie ; G5 avec le Loup, le Galpon, le Grütli et la Comédie ; coproduction avec Vidy et le TPR ; échanges de services avec l'Arsenic ; etc.

La participation aux rencontres et commissions professionnelles suisses (UTR, POOL, Corodis,…) et étrangères (rencontres de l'ONDA, de la WBTD, Studio international de la Chartreuse d'Avignon...) inscrivent le projet du POCHE /GVE dans une dimension et des réseaux qu'il s'agit d'intégrer solidement et activement. Au cours de cette saison 2015-16 , il s'agissait d'abord de faire connaître le projet, de présenter notre travail et de repérer un réseau de possibles partenaires : le projet POCHE /GVE surprend, étonne, réjouit. Il convainc aussi les nombreux professionnels suisses et étrangers venus nous rendre visite. 2015-16 était une saison préparatoire qui s'est bien déroulée, l'enjeu pour les saisons suivantes sera d'actualiser les envies de partenariats.

PUBLICS & MEDIATION
Le public est un animal timide. Il demande à être apprivoisé, accompagné, pris par la main. Nous en avons effrayé trop par la rigueur de notre communication (nous y pallions par la nouvelle direction donnée à nos supports), mais nous en avons aussi gagné de nombreux grâce à la spécificité de notre proposition, nous détachant clairement des autres théâtres à la programmation plus hétéroclite. Nous avons mis beaucoup d'efforts dans une nouvelle stratégie de médiation entre les textes et les gens : mais cette première saison et ces nombreux changements (philosophie, stratégie, personnel, communication) ne nous ont pas permis de jouer à plein de nouveaux outils.
Les ATELIERS d'ECRITURE (en moyenne dix participants par session) ont déjà trouvé un public, les CAHIERS de SALLE (5 pour cette première saison) sont très appréciés. Nous avons encore beaucoup de travail à faire vers les publics captifs, même si étonnamment notre première saison a déjà vu de très nombreux publics scolaires malgré la spécificité absolue de nos propositions et leur //*inadéquation*// avec les programmes scolaires usuels.
Le public, sa fidélisation, la conquête des publics scolaires et la médiation textes-spectateurs sont les axes principaux de notre travail pour les saisons à venir.

Une mention particulière doit être faite au sujet du COMITÉ DE SPECTATEURS qui est l'une des particularité du projet POCHE /GVE et qui a remporté un franc succès au cours de cette première saison 2015-16. Comptant rapidement 55 membres, ce comité se réunit les dimanches de Générale pour assister en avant-première au spectacle, puis rencontrer l'auteur de la pièce jouée et son metteur en scène (si celui-ci le souhaite). Ces moments du comité de spectateurs sont d'une grande richesse : quatre générations s'y retrouvent autour d'un spectacle, échangent librement, respectueusement, parfois vivement, toujours intelligemment. Ce comité demande encore beaucoup d'efforts, de travail pour jouer son rôle de démultiplicateur et d'ambassadeur à plein, pour fonctionner complètement et efficacement comme notre premier « bouche-à-oreilles ».

Un des liants de ce COMITÉ de SPECTATEURS comme de l'ensemble des activités de médiation et de partage proposées au POCHE /GVE est le dramaturge de saison, qui écrit les textes du programme, compose les cahiers de salle, anime les réunions de ce comité et va au-devant des publics scolaires, pour les rencontres en classe notamment. Élément à la fois interne et externe au théâtre, lui-même ou elle-même auteur-e, il-elle « fait les présentations » entre l'auteur et le public. Il s'est vite avéré être un passeur indispensable de ce projet.

5

Nous tenons notre ligne, notre mission et notre philosophie (MANITEXTO), croyant que c'est cette radicalité et cette différence dans le paysage local qui permet aux gens de nous identifier, de nous apprécier et de nous visiter amoureusement dans la durée.

__SAISON_UNES

SLOOP1_ COMEDIES ALLEMANDES
Le premier SLOOP fut une grande aventure : deux belles comédies pour ouvrir une direction que l'on attendait exigeante, âpre et intello. Nous avons étonné !
Mais le premier SLOOP tenait ses nombreuses contraintes de son côté éclaireur : première expérience du genre, elle a demandé beaucoup de travail de clarification, d'explication et de mise au point, tant vis-à-vis de la presse et du public que pour le collectif de création. Les attentes des uns et des autres, les exigences et la rigueur et le souhait de perfection des créateurs est une belle volonté de travail, mais pas forcément en accord avec les contraintes de temps d'un SLOOP. Les dépassements de budget sont à l'image de l'ajustement de ces attentes : nous avons mieux rémunéré le travail des acteurs et leur investissement en temps ; la scénographie et sa manipulation (changement rapide entre les deux spectacles) ont demandé plus de main d'œuvre.
Artistiquement, le spectacle a séduit autant au POCHE, où il amorçait une saison, qu'à Montluçon ou à Vidy, où le succès fut phénoménal (98% de taux d'occupation).

ACCUEIL_VANESSA VAN DURME
Nous n'avons malheureusement pas rencontré le succès public escompté avec l'accueil des deux spectacles de Vanessa Van Durme, qui a pourtant fait salle comble au théâtre du Rond-Point à Paris pendant plus d'un mois avec AVANT QUE J'OUBLIE. Le public a été très touché et ému par ces deux spectacles. Sans doute la proximité des deux spectacles et la brièveté de leur accueil ne leur ont pas permis de trouver leur public.

CARGO1_DUO
Une auteure inconnue, des acteurs peu connus à Genève, un metteur en scène romand peu connu à Genève (alors qu'il crée à l'Arsenic et au Centre culturel Suisse de Paris, entre autres, depuis dix ans) ont donné lieu à un spectacle touchant, très beau, avec des prouesses d'acteurs hors du commun. Fabrice Gorgerat a su se mettre au service de la poésie du Julie Rossello-Rochet et faire ressentir intensément les parcours de vie de Pina Bausch et Merce Cunningham.
Ce spectacle, entièrement produit par POCHE /GVE, s'est répété en partie à Lausanne, à l'ARSENIC : marquant ainsi une première collaboration avec ce fameux lieu culturel vaudois. Nous sommes ravis de pouvoir collaborer aussi collégialement avec les autres lieux de la région, en bonne intelligence et amitié.
Comme nous avions inscrit ce CARGO avec l'ACCUEIL de Vanessa Van Durme dans un mois de la danse, nous avons sans aucun doute aussi *perdu* encore un peu plus de potentiels spectateurs. Notre volonté de donner un sens à la programmation, au-delà de la simple enfilade de spectacles demande encore à être communiquée et assimilée. Mais déjà, que ce soit par le SLOOP2 et le début de la SAISON D'EUX, nous pouvons remarquer une curiosité d'un public de plus en plus nombreux pour un approfondissement d'une expérience de théâtre, une curiosité pour l'exploration d'une question.

SLOOP2_GRRRRRLS MONOLOGUES
Ce fut la grande expérience de cette première saison. Quatre actrices à la rencontre de quatre textes d'auteurEs sous la direction de quatre metteurEs en scène. Le collectif s'est réellement trouvé, les actrices ont apprécié ce marathon, les metteures en scène ont collaboré, pensé et défendu ensemble ce projet.
Le public a commencé à saisir notre ambition, notre projet au travers de cette expérience et s'est laissé séduire.

Le positionnement de thématiques aussi fortes, sombres, violentes aux alentours de Noël n'a sans doute pas été très judicieux, et nous a peut-être coûté nombre de spectateurs. Néanmoins, cette expérience forte en a fidélisé de nombreux autres. Un couple d'abonnés, regrettait déjà avant le troisième spectacle que ce soit bientôt le dernier : ils avaient appris à aimer ces actrices comme les personnages d'une série où les membres lointains de la famille que l'on retrouve régulièrement.
Les jours d'intégrales (plusieurs, voire toutes les pièces, jouées la même journée) ont aussi été des moments très particuliers, révélateurs du projet du POCHE /GVE et ont constitué de vraies expériences pour les spectacteurs qui faisaient ce voyage avec nous.
Du point de vue de la production, ce SLOOP s'est bien mieux déroulé que le premier. Nous avons rapidement appris de notre expérience et appliqué autant que possible les leçons du premier. La scénographie était mieux pensée et ne demandait que très peu de changements d'un spectacle à l'autre : de même que l'implantation lumière qui s'est accumulée de première en première, en ajoutant simplement un minimum de nouvelles sources ou en réutilisant les feux déjà installés.

CARGO2_CONTE CRUEL
Ce spectacle, une production de la Comédie présentée au POCHE dans une forme de coproduction a marqué le début d'une collaboration réfléchie entre nos deux lieux. La Comédie étant trop grande pour les spectacles d'auteurs vivants encore non-starifiés, le POCHE est plus à même de donner le cadre d'accueil nécessaire à ces projets plus risqués. Ce qui s'est démontré avec ce spectacle, qui a fait salle presque comble. Le public habitué de l'ancien POCHE s'y est clairement retrouvé tout comme il a pu retrouver les gloires et l'histoire du Poche des décennies écoulées. Artistiquement, le spectacle tout en étant très tenu, ne correspondait que peu à l'esthétique et à ma volonté de mettre les textes en avant. Entre un public venu voir Natacha Varga-Koutchoumoff et celui venu retrouver une ancienne directrice, peu nombreux sont ceux qui ont prêté un peu d'attention au texte. Deux bémols à relever encore : contrairement aux engagements pris, Valérie Poirier n'a été que très peu encline à retravailler son texte avec le dramaturge que nous lui avions mis à disposition. De plus, un sentiment général d'avoir été mis sur une voie de garage au POCHE plutôt que sur le grand plateau de la Comédie s'est fait sentir : sentiment d'autant plus bizarre venant de vieux routiers du Poche, le trouvant tout à coup bien trop petit…
Cette collaboration Comédie/POCHE marque, malgré ces réserves, une première forme de travail commun que nous espérons pouvoir perpétuer à l'avenir, avec la Nouvelle Comédie et sa direction.

CARGO3_ CTRL-X
Spectacle en co-production avec la compagnie MxM de Cyril Teste, cette création s'est passée dans la joie, la créativité et la bonne humeur. Malgré son travail extrêmement exigeant, le professionnalisme de Cyril et de son équipe a permis un travail de répétition sans aucune tension. Les jours de travail, répartis entre les différents lieux de résidence de sa compagnie et Genève ont permis d'arriver au POCHE avec toutes les pistes de son, de vidéo et de jeu déjà posées, de telle manière qu'ils n'ont plus que répété le déroulé, au demeurant extrêmement complexe du spectacle. La création a atteint et dépassé artistiquement tous ses objectifs. Le spectacle tournera brièvement cet automne 2016 et une tournée est en cours d'élaboration pour l'hiver et le printemps 2018 favorisée par le succès du spectacle et la réputation du travail de MxM. De plus, comme leurs pièces sont en général très lourdes, ce petit objet qu'est Ctrl-X peut leur permettre de toucher plus de lieux.
Un regret : celui de n'avoir pas réussi à faire venir assez de jeune public sur ce spectacle, qui leur était clairement adressé. Nous n'avons pas été assez actifs pour accrocher leur intérêt, et assurer le suivi et la préparation des classes potentielles.

7

FESTIVAL_CTRL-J

Le festival Ctrl-J est né à l'initiative généreuse de Fabrice Melquiot, inspiré par un festival similaire existant depuis de nombreuses années à Vire. L'idée est de confier les rênes de la programmation et de l'organisation à une équipe de jeunes (15 à 25 ans), sous la tutelle bienveillante d'une ou plusieurs institutions. POCHE /GVE a été ravi de participer à cette première édition, nous permettant ainsi également de tisser rapidement des liens avec d'autres théâtres de la place genevoise, comme le Théâtre de Carouge et le théâtre AmStramGram. Chaque théâtre, en plus d'offrir des capacités d'accueil pour les propositions du comité d'organisation des jeunes a inventé un format de théâtre directement adressé aux jeunes. Les jeunes étaient acteurs, faiseurs et spectateurs principaux de ces formes.

Au POCHE /GVE, nous avons sélectionné six pièces des jeunes auteurs en formation à l'ENSATT, que nous avons confiées à six groupes, collectifs, troupes, groupes de jeunes pour qu'ils les mettent en scène, avec l'aide et le regard de l'équipe du POCHE. Ces équipes de jeunes étaient issus soit de différentes formations d'acteurs (Spirale et Conservatoire), soit des collèges avec lesquels le POCHE a déjà généré des rencontres. Les représentations ont rencontré un franc succès. Elles ont eu lieu à l'ABRI, qui a accueilli avec célérité ces propositions, puisque le POCHE était déjà occupé par Ctrl-X, qui était aussi inscrit au programme du festival. Nous avons complété cette proposition par un évènement festif à l'ABRI, une SILENT PARTY, qui est passée plus inaperçue dans la masse des autres moments du festival.

Globalement, nous sommes très heureux d'avoir mis sur pied cet évènement. Nous aurions pu mieux en profiter, si notre réseau auprès des jeunes et des écoles avait déjà été plus et mieux développés : il a été difficile de trouver toutes les équipes, et nous aurions pu mettre plus de jeunes sur le projet (à l'écriture et à la technique, par exemple) si notre réseau avait été plus dense. C'est ici un des enjeux principaux des saisons à venir.

La suite de festival est incertaine. Le comité de Ctrl-j a bien pris le pouvoir, ce que nous souhaitions, mais il semble malheureusement très peu intéressé par le théâtre, et s'oriente plutôt vers un futur festival de musique et d'arts de rue. Affaire à suivre…

FORUM_TOUT DE TRAVERS

Axé sur la question de la place, des espaces donnés et de la représentation des femmes au théâtre, le premier FORUM du POCHE est devenu non seulement extrêmement nécessaire de par la volonté de ne programmer que des auteurEs durant cette SAISON_UNES, mais aussi et surtout suite à l'attaque déplacée de la Tribune de Genève. Le FORUM s'est donc concentré sur la question des auteurEs, des metteurEs en scène et des directrices dans le paysage du théâtre romand et européen, tout en évoquant aussi les questions des assignations de rôles, de la discrimination et de la couleur d'une écriture ou d'une programmation. Toutes les auteurEs de la saison et les metteurs en scène ont participé à cette journée de débats et de discussions, ainsi que des universitaires, sociologues ou scientifiques de la littérature.

Ce premier FORUM a profilé le POCHE non seulement comme lieu de création théâtrale, mais aussi comme lieu de réflexion et de pensées. Cette volonté s'inscrit dans l'avenir avec, entre autres, les FORUMS de la SAISON_D'EUX, et les réflexions opérées dans les cahiers de salle.

CAHIERS_DE_SALLE

Les cahiers de salle sont une nouveauté importante du POCHE, permettant aux spectateurs de mieux faire connaissance avec ces auteurs inconnus présentés au POCHE. Ils donnent aussi une place à une réflexion approfondie sur les sujets et les formes proposées par les textes et les mises en scène ; et permettent de laisser une trace concrète du travail de création opéré au POCHE. Guillaume Poix a proposé sa propre forme pour cette première saison, appuyant la dramaturgie de ces cahiers À LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU de Proust.

ATELIERS D'ECRITURE

L'atelier d'écriture a rapidement rencontré son public, malgré son irrégularité (2 ou 3 fois par mois, toujours le vendredi de relâche). J'ai animé la majorité des séances de cet atelier de cette première saison pour fidéliser les participants ; les auteurEs de la saison et le dramaturge ont petit-à-petit repris le flambeau. Au prix unique de 5 CHF, sans exiger des participants une régularité, une bonne dizaine d'écrivants se sont retrouvés sur les bancs de ces ateliers. Ce succès nous conforte dans cet engagement pour la deuxième saison et l'offre sera étoffée par des ateliers professionnels demandant plus d'engagement des participants sur une période concentrée (stage d'une semaine).

BILAN ET PERSPECTIVES

Artistiquement, la SAISON_UNES est largement à la hauteur des exigences de rigueur et de qualité dont je nourrissais l'ambition pour mon projet, et que l'on trouve résumées dans le MANITEXTO. La presse a extrêmement bien suivi cette première saison, et les spectateurs qui ont pris le risque de la curiosité ont très souvent été positivement surpris et ont partagé leur plaisir avec nos équipes.

La nouveauté de ce projet, tant pour les spectateurs que pour l'équipe du POCHE a amené quelques difficultés de communication et de partage entre les œuvres et le public. C'est ici le champ principal du travail pour les saisons à venir : élargir et ouvrir l'assise du public afin d'assurer pour tous les spectacles un public de base à même de générer un bouche à oreille. Nous ne pouvons nous satisfaire du demi-succès auprès des spectateurs de cette première saison. Le rajeunissement du public est déjà bien à l'œuvre, mais il s'agit à présent de le fidéliser et de créer des liens plus forts avec les écoles et les autres institutions. Il nous faut aussi aller chercher des nouveaux publics, soit qui n'ont jamais suivi le POCHE, ou qui l'ont quitté avec Françoise Courvoisier, soit tous ces spectateurs potentiels qui pensent que le théâtre n'est pas pour eux, et ceux qui l'estiment trop vieux et dépassé.

Parallèlement, il s'agira aussi d'élargir et d'approfondir les liens avec les autres de lieux de création et de production afin de renforcer nos tournées et les potentielles coproductions et d'asseoir la renommée du POCHE en tant que lieu de référence de découvertes pour l'écriture théâtrale contemporaine.

Mathieu Bertholet

9

__SPECTACLES **138__représentations**

_____SLOOP1 / comédies allemandes //création francophone

VILLA DOLOROSA de Rebekka Kricheldorf 12

EXTASE ET QUOTIDIEN de Rebekka Kricheldorf 11

du 21 septembre au 18 octobre 2015

mise en scène Guillaume Béguin

avec Tiphanie Bovay-Klamet, Caroline Gasser, Jean-Louis Johannides, Lara Khattabi, Grégoire Oestermann, Nastassja Tanner, Matteo Zimmermann

et Matthieu Bethys, Sorana Dumitru, Guillaume Cayet, Christian Garcia, Luc Gendroz, Léa Glauser, Sylvie Kleiber, Anna Van Brée

production POCHE /GVE, coproduction Compagnie de nuit comme de jour/Vidy-Théâtre Lausanne/CDN de Montluçon – Le Fracas avec le soutien de la Fondation Leenaards, Action Intermittents et Pro Helvetia

_____CARGO1 // création

DUO (LORSQU'UN OISEAU SE POSE SUR UNE TOILE BLANCHE) de Julie Rossello-Rochet 12

du 2 au 15 novembre 2015

mise en scène Fabrice Gorgerat

avec Tamara Bacci, Armand Deladoey

et Aurélien Chouzenoux-Godderis, Daniel Demont, Yoris van de Houte, Karine Vintache

production POCHE /GVE

_____ACCUEIL

REGARDE MAMAN, JE DANSE de Vanessa Van Durme 5

mise en scène Franck Van Laecke

production Swan Lake

AVANT QUE J'OUBLIE de Vanessa Van Durme 7

du 17 au 30 novembre 2015

mise en scène Richard Brunel

production Comédie de Valence

avec Vanessa Van Durme

_____SLOOP2 / Grrrrls monologues //création

GUERILLERES ORDINAIRES de Magali Mougel 12

mise en scène Anne Bisang

PAYSAGE INTERIEUR BRUT de Marie Dilasser 12

mise en scène Barbara Schlittler

LOUISE AUGUSTINE de Nadège Reveillon 11

mise en scène Isis Fahmy

AU BORD de Claudine Galéa 12

mise en scène Michèle Pralong

du 7 décembre 2015 au 7 février 2016

avec Jeanne De Mont, Michèle Gurtner, Rébecca Balestra, Océane Court

et Manon Krüttli, Sylvie Kleiber, Eléonore Cassaigneau, Jonas Bühler, Benoît Renaudin, Fred Jarabo, Pierre-Alexandre Lampert, David Kretonic

production POCHE /GVE, avec le soutien de la Fondation Leenaards et Les Colporteurs – CRFG

_____CARGO2 // création

UN CONTE CRUEL de Valérie Poirier 18

du 22 février au 13 mars 2016

mise en scène Martine Paschoud

avec Pierre Banderet, Mauro Bellucci, Natacha Koutchoumov, Kathia Marquis, Christelle Legroux, Anne-Marie Yerli

et Philippe Morand, Françoise Chavaillaz, Danielle Milovich, Gilles Lambert, Nathalie Tanner, Mireille Dessingy, Michel Zurcher

production La Comédie de Genève, coproduction POCHE /GVE, avec le soutien du fonds culturel de la société suisse des auteurs

10

CARGO3 // création

CTRL-X de Pauline Peyrade 19
du 11 avril au 1er mai 2016
mise en scène Cyril Teste et Collectif MXM
avec Laureline Le Bris-Cep, Adrien Guiraud, Agathe Hazard-Raboud
et Marion Pellissier, Nihil Bordures, Patrick Laffont, Nicolas Doremus, Mehdi Toutain-Lopez
production POCHE /GVE, coproduction collectif MXM

FESTIVAL

CTRL-J 7
du 15 au 17 avril 2016 à L'Abri
coproduction POCHE /GVE, Association Ctrl-J, Théâtre de Carouge – Atelier de Genève, Théâtre Am Stram Gram

SPECTACLES EN TOURNÉE **41 représentations**

VILLA DOLOROSA de Rebekka Kricheldorf
Le Fracas – Centre dramatique national Montluçon
du 19 au 20 janvier 2016 2

EXTASE ET QUOTIDIEN de Rebekka Kricheldorf
Le Fracas – Centre dramatique national Montluçon
du 21 au 22 janvier 2016 2

VILLA DOLOROSA de Rebekka Kricheldorf
Théâtre Vidy-Lausanne
du 9 au 18 février 2016 9

LE RAPPORT BERGIER de José Lillo
Teatro Sociale Bellinzona
le 25 janvier 2016 1

MUSIC HALL de Jean-Luc Lagarce
Théâtre de la Reine Blanche Paris 25
Le Carré SAM Boulogne-sur-Mer 2

11

__ÉVÈNEMENTS PUBLICS AU POCHE /GVE **36__évènements**

__8 GÉNÉRALES //COMITÉ SPECTATEURS
20 septembre / 4 octobre / 6 décembre / 13 décembre 2015 / 10 janvier / 17 janvier / 21 février / 10 avril 2016
Ils sont les seuls invités aux Générales. Ils rencontrent les équipes de création et les auteurs. Ils débattent de leur travail. Ils partagent leurs impressions sur le blog . Ils parlent autour d'eux du travail effectué au POCHE /GVE

__3 VOYAGES//LES COLPORTEURS
10 octobre POCHE /GVE accueille les publics de Château Rouge et de la Maison des Arts du Léman
6 novembre POCHE /GVE se rend à la Maison des Arts du Léman Thonon-Les-Bains / HALLO de Martin Zimmermann
26 novembre POCHE /GVE se rend à l'Arsenic Lausanne / UNE FEMME SANS HISTOIRE de Dorian Rossel
Mardi 9 décembre POCHE /GVE se rend à Château Rouge Annemasse / CŒUR D'ACIER de Magali Mougel (sortie annulée)
Voyages des publics pour une scène sans frontières. Quatre lieux culturels du bassin lémanique

__14 ATELIERS //ECRITURE
13 et 27 novembre Mathieu Bertholet / 11 décembre et 15 janvier 2015 Guillaume Poix / 22 janvier Mathieu Bertholet / 29 janvier Pauline Peyrade / 12 février Valérie Poirier / 26 février Guillaume Poix / 4 et 18 mars Mathieu Bertholet / 8 avril Nadège Reveillon / 29 avril Pauline Peyrade / 6 mai Guillaume Poix / 20 mai 2016 Nadège Reveillon
Animés par les auteurs du POCHE /GVE. Ouverts à tous

__1 FORUM //TOUT DE TRAVERS
29 et 30 janvier 2016
Femmes dans/de/au/autour du théâtre. Ateliers pratique, d'écriture et tables rondes

__1 SILENT PARTY //CTRL –J
16 avril 2015 à l'Abri
1ère édition. Les jeunes prennent le contrôle de trois théâtres/Am Stram Gram, Théâtre de Carouge – Atelier de Genève, Poche /GVE

__2 REPRÉSENTATIONS //RENCONTRE DU THÉÂTRE SUISSE
27 et 28 mai 2016
3ème édition. Quatre théâtres genevois accueillent la rencontre et 7 spectacles surtitrés /Comédie de Genève, Théâtre de Carouge-Atelier, Théâtre Forum Meyrin. WORDS AND MUSIC au POCHE /GVE

__ 1 LECTURE //PLEIN TUBE
6 juin 2016
C'est 6 villes, 23 théâtre, 25 compagnies, 19 artistes festival organisé par le Théâtre Ecart. PALPITATIONS de Valentine Sergo au POCHE /GVE

__1 VERNISSAGE DE LA BROCHURE « BRUIT DU MONDE » // 23 octobre 2015

__1 THÉ DANSANT // 11 octobre 2015

__1 RENCONTRE AVEC L'AUTEUR JULIE ROSSELLO-ROCHET// 3 novembre 2015

__1 ATELIER PAR CIE GREFFE // 6 novembre 2015 /4 décembre 2015 /22 janvier 2016

__1 SOIRÉE PATATES EN ROBE DES CHAMPS // 19 décembre 2015

__1 FIFDH AU POCHE // 11 mars 2016

__1 POCHE à VIDY/VIDY au POCHE // 24 et 27 avril 2016

__TARIFS DES ABONNEMENTS ET BILLETTERIE (CHF)

PRIX DES PLACES

Tarifs individuel	35.-
AVS, AI, Chômeurs	22.-
Groupe 3 personnes	27.-
Groupe (min 10 personnes)	25.-
-30 ans/2 représentations	15.-
Professionnels	10.-
Étudiants, apprentis	*15.-
Étudiants, apprentis groupe	*10.-
CTCO /CTPO	10.-
Carte 20 ans /20 francs	*10.-
Personnes âgées de la Ville de Genève (PAG)	*10.-
Billets Un soir un théâtre (groupements sociaux)	*0.-

*billets subventionnés

ABONNEMENTS À CHOIX

PASS POCHE/ 11 spectacles/réduit	220.-/ 200.-
PASS POPOCHE/ 6 spectacles à choix/réduit	150.-/ 120.-
PASS DUO POPOCHE/ 6 spectacles à deux	240.-
PASSE-TEXTES/ 3 spectacles au POCHE + 2 spectacles à la Comédie/réduit	130.-/ 110.-

13

RECAPITULATIF BILLETTERIE

Type de billet		Prix avec subv.	Nombre	ecette CHF
Billet plein tarif		35,00	517	18'095
RTCH billet plein tarif		30,00	18	540
Groupes 3 personnes		27,00	30	810
Passe-textes		26,00	18	468
Groupes		25,00	68	1'700
AVS, AI, chômeurs, G5		22,00	257	5'654
Passe-textes réduit		22,00	12	264
Bewell		22,00	7	154
RTCH réduit		20,00	5	100
Prix interne		15,00	134	2'010
- 30 ans / 2 représentations		15,00	67	1'005
Professionnels		10,00	612	6'120
Etudiants, apprentis		35,00	195	6'825
Etudiants Uni		25,00	30	750
CECCO		10,00	4	40
CECPO		10,00	388	3'880
20 ans-20 francs		35,00	61	2'135
PAG		22,00	397	8'734
Groupements sociaux		35,00	10	350
Colporteurs		30,00	100	3'000
Ateliers		5,00	150	750
Public La Comédie "Un conte cruel"		0,00	1'860	0
Vente de représentations			189	4'500
ations Poche, y.c. entrées évènements hors abonnement		0,00	2'373	0
Total Billetterie			**7'502**	**67'884**

Type d'abonnement		Prix	Nombre	Recette CHF
Pass Poche		220,00	21	4'620
Pass Poche réduit		200,00	27	5'400
Pass Popoche		150,00	18	2'700
Pass Popoche 3 spectacles		60,00	4	240
Pass Popoche réduit		120,00	67	8'040
Pass Duo Popoche		120,00	166	19'920
Pass Sloop1		50,00	13	650
Pass Sloop1 réduit		44,00	1	44
Pass Texte		78,00	1	78
Pass Sloop2		80,00	3	240
Total abonnés			321	41'932
Total abonnés pour la saison			**1'870**	
Abonnés Un Conte Cruel				*-4'362*
TOTAL BILLETTERIE & ABONNEMENTS			**9'372**	**105'454**

Le montant de CHF 105'454.- se retrouve en page 27 (résultat des spectacles) en additionnant les comptes suivants:

Total billetterie & abonnements	94'470,00
Subvention VDG billets	10'984,00
TOTAL	105'454,00

LE POCHE GENEVE
THÉÂTRE EN VIEILLE-VILLE

RECAPITULATION BILLETTERIE - TAUX DE FREQUENTATION

	Prix avec subv.	Sloop 1	Duo	Van Durme	Sloop 2	Conte Cruel	Ctrl-X	Ctrl-J	Spectacles	Rencontres du théâtre suisse	Colporteurs	Ateliers	Total général	En CHF	%
Représentations publiques															
Billet plein tarif	35,00	209	60	75	122		48	3	517				**517**	**18'095,00**	5,63%
Billet plein tarif RTS	30,00								0	18			**18**	**540,00**	0,20%
Groupes 3 perosnnes	27,00	6	3	0	9		12		30				**30**	**810,00**	0,33%
Passe -textes	26,00	9	9	0	0		0		18				**18**	**468,00**	0,20%
Passe -textes	25,00								0				**0**	-	0,00%
Groupes / partenaires	25,00	26	2	11	19		10		68				**68**	**1'700,00**	0,74%
AVS, AI, chômeurs, G5	22,00	106	37	26	56		25	7	257				**257**	**5'654,00**	2,80%
Passe -textes réduit	22,00	3	3	2	2		2		12				**12**	**264,00**	0,13%
Bewell	22,00	3	0	0	4		0		7				**7**	**154,00**	0,08%
Réduit RTS	20,00								0	5			**5**	**100,00**	0,05%
Smart Box	16,50		0	0	0		0		0				**0**	-	0,00%
Prix interne	15,00	2	22	21	63		26		134				**134**	**2'010,00**	1,46%
-30 an / 2 représentations	15,00	24	2	8	11		2	20	67				**67**	**1'005,00**	0,73%
Professionnels	10,00	158	97	42	253		40	5	595	17			**612**	**6'120,00**	6,66%
Etudiants, apprentis	35,00	43	36	14	48		30	23	194	1			**195**	**6'825,00**	2,12%
Etudiants, apprentis	15,00						0		0				**0**	-	0,00%
Etudiants UNI	25,00		2	4	2		22		30				**30**	**750,00**	0,33%
CECCO	10,00		0	0	0		4		4				**4**	**40,00**	0,04%
CECPO	10,00	39	0	53	200		0	96	388				**388**	**3'880,00**	4,23%
20 ans-20 francs	35,00	15	5	8	5		5	23	61				**61**	**2'135,00**	0,66%
PAG	22,00	162	39	54	98		38		391	6			**397**	**8'734,00**	4,32%
PAG	10,00	0	0	0	0		0		0				**0**	-	0,00%
Groupements sociaux	35,00	0	0	4	4		2		10				**10**	**350,00**	0,11%
Public de la Comédie	-	0	0	0	0	1860	0		1'860				**1'860**	-	20,25%
Colporteurs	30,00	92	0						92		8		**100**	**3'000,00**	1,09%
Ateliers	5,00	0	0	0	0		0		0			150	**150**	**750,00**	1,63%
									0				**0**	-	0,00%
Billets vendus		897	317	322	896	1860	266	177	4'735	47	8	150	**4'940**	**63'384,00**	**53,80%**
Invités	-	621	229	244	878	0	264	71	2'307	64	2		**2'373**	**-**	**25,84%**
Abonnés inconditionnels		96	48	96	192		48		480				**480**	**10'020,00**	
Autres abonnés		250	95	137	341		145		968				**968**	**23'307,00**	
Abonnés non venus		84	42	84	168		44		422				**422**	**8'605,00**	
Abonnés		430	0 185	0 317	0 701	0 0	0 237	0 0	1'870				**1'870**	**41'932,00**	**20,36%**
Fréquentation représent. publiques		**1948**	**731**	**883**	**2475**	**1860**	**767**	**248**	**8'912**	**111**	**10**	**150**	**9'183**	**105'316,00**	**100,00%**
Nombre représentations publiques		23	12	12	47	18	18	6	**136**	2			**138**		
Jauge par soir		122,21	119	119	97	124	111	78	**110**	130			**240**		
Jauge globale		2810,791667	1428	1428	4558	2238	1998	468	**14'929**	260			**15'189**		
Taux de fréquentation		69,30%	51,19%	61,83%	54,30%	83,11%	38,39%	52,99%	**59,70%**	42,69%					
Vente de représentations															
Scolaires							1 111	1 78	2 189				**2 189**	**4'500,00**	
Ainés								0	0 0				**0 0**	**0,00**	
Jauge globale		2811	1428	1428	4558	2238	2109	546	**15'118**	260		0	**15'378**		
Nombre total de représentations		**23**	**12**	**12**	**47**	**18**	**19**	**7**	**138**	**2**		**0**	**140**		
Fréquentation totale		**1948**	**731**	**883**	**2475**	**1860**	**878**	**326**	**9'101**	**111**	**10**	**150**	**9'372**	**109'816,00**	
Taux de fréquentation		**69,30%**	**51,19%**	**61,83%**	**54,30%**	**83,11%**	**43,94%**	**59,71%**	**60,20%**	**42,69%**					

15

__STATISTIQUES

	2013-2014	2014-2015	2015-2016
TAUX DE FRÉQUENTATION :			
Spectacles	93.77 %	88.81 %	60.20 %
Nombre d'abonnés :	759	836	321
NOMBRE DE REPRÉSENTATIONS :			
Spectacles	139	148	138
Rencontre du Théâtre Suisse			2
Total représentations au Poche	139	148	140
Total représentations en tournée	131	196	41
NOMBRE DE SPECTATEURS :			
Spectacles	16'863	16'818	9'101
Rencontre du Théâtre Suisse	---	---	111
Autres évènements	449	562	160
Total	17'312	17'380	9'372
Nombre d'étudiants et jeune public :	1'433	1'226	933
Nombre d'invités * :	3'095	3'624	2'373
Recettes / subventions FAD	35.93 %	29.41%	12.23 %
Billets, abonnements / subventions FAD	14.79 %	14.10%	4.67 %

* Presse, diffusion, politiques, officiels, internes & promotion

ETATS FINANCIERS PRODUITS ET CHARGES	Budget 2015-2016	Réalisé 2015-2016	*Budget-Réalisé* *2015-2016*		Réalisé 2014-2015
PRODUITS					
Subventions	2'321'000	2'411'820	*90'820*	3,91%	2'444'768
Recettes propres	274'100	247'177	*(26'923)*	-9,82%	589'981
Total des produits	**2'595'100**	**2'658'997**	***63'897***	2,46%	**3'034'749**
CHARGES					
Frais de personnel pour spectacles	818'469	807'614	*(10'855)*	-1,33%	943'956
Frais de locaux non administratifs	232'000	249'692	*17'692*		237'101
Frais directs des spectacles et promotion	336'950	357'541	*20'591*	6,11%	730'333
Frais d'exploitation des spectacles	**1'387'419**	**1'414'847**	***27'428***	1,98%	**1'911'390**
Frais de personnel administratif et technique	898'286	880'136	*(18'151)*	-2,02%	810'912
Frais de locaux administratifs	38'300	19'259	*(19'041)*		19'259
Frais d'administration, promotion, divers et amortissements	277'000	272'310	*(4'690)*	-1,69%	247'706
Frais de fonctionnement	**1'213'586**	**1'171'705**	***(41'881)***	-3,45%	**1'077'877**
Attribution au fonds d'investissement rénovation	-	93'000	*93'000*		-
Utilisation fonds d'investissement rénovation	-	(11'625)	*(11'625)*		-
Investissement		**81'375**	***81'375***		-
Total des charges	**2'601'005**	**2'667'927**	**66'922**	2,57%	**2'989'267**
Excédent (Déficit) d'exploitation	**(5'905)**	**(8'930)**	***(3'025)***		**45'481**
Résultat (charges)/produits exceptionnels	**-**	**(10'484)**	*(10'484)*		**3'211**
Excédent de produits (charges)		**(19'414)**	***(13'509)***		**48'692**

+ / - 5%

Explications des écarts entre les comptes et le budget sur la page suivante

Pour la saison 2015-2016 , l'ancienne directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V3 du 21.04.2010) a été appliquée ainsi les prestations en nature apparaissent pour CHF 229'926 en produits et en charges du compte de résultat, dont CHF 1'330 en diminution du compte de recettes accessoires.

ETATS FINANCIERS POCHE

PRODUITS ET CHARGES

Explications des écarts de 5% et plus entre le budget et les comptes de la saison 2015-2016

1. RECETTES PROPRES (cf. p. 21) *Écart : **- 9.82% -***

- **Recettes entrées (billetterie et abonnements, ventes représentations),** une baisse de la vente des abonnements et des billets (CHF 94'500.- sans les subventions sur billet pour une prévision de CHF 172'000.-). *- 77'600.-*
- **Tournées / vente de spectacles/coproductions/colporteurs** la somme de ces différents produits (CHF 114'200.-) est plus importantes que le montant prévu au budget (CHF 102'000.-) *+ 12'200.-*
- **Recettes accessoires et diverses,** les recettes et charges du bar ne sont pas budgétés. Cette saison la recette du bar est de CHF 36'000.- (et CHF 21'000.- de charges) *+ 38'500.-*
-

TOTAL **- 26'900.-**

2. FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES ET PROMOTION *Écart **: + 6.11%***

- **Frais directs des spectacles et promotion ,**
  Dans ces charges sont compris les frais du bar non budgétés (CHF 21'000.-)

TOTAL **+ 20'600.-**

ETATS FINANCIERS	Réalisé 2015-2016 CHF	*Réalisé 2014-2015 CHF*
BILAN		
Actif		
Liquidités	272'097	*376'348*
Créances à court terme	4'583	*28'875*
Actifs transitoires	90'186	*81'454*
Stock	639	*1'265*
Actifs circulants	**367'505**	***487'942***
Immobilisations corporelles	**134'249**	***56'538***
Total de l'actif	**501'753**	***544'480***
Passif		
Dettes à court terme	27'872	*71'325*
Passifs transitoires	88'753	*90'065*
Provisions	77'706	*53'965*
Capitaux étrangers à court terme	**194'332**	***215'355***
FAD compte courant	245'462	*280'433*
FAD fonds d'investissement non utilisé	81'375	-
Fonds de réserve non affecté (résultat exercice 15-16)	(19'415)	*48'692*
Fonds non affectés	**307'421**	***329'125***
Total du passif	**501'753**	***544'480***

DETAIL DU BILAN		Réalisé 2015-2016 CHF	Réalisé 2014-2015 CHF
10010-20	Caisses	10'314	11'553
10100	CCP c/c	231'784	329'563
10210	UBS c/c	29'998	35'232
	Liquidités	**272'097**	**376'348**
11001	Débiteurs	9'715	29'555
11002	Impôt anticipé	13	95
11010	Avances SP	2'500	-
11012	Avances sur salaires et frais	(7'644)	(775)
	Créances à court terme	**4'583**	**28'875**
11007	**Stock-Inventaire bar**	**639**	**1'265**
12100	Produits à recevoir	16'560	51'335
121001	Indemnités assurance	4'777	-
12200-440	Frais payés d'avance	68'849	30'119
	Actifs transitoires	**90'186**	**81'454**
15100	Aménagements	1'836	2'317
15200-220	Mobilier & Machines de bureau	3'275	8'871
15300-400-600	Matériel technique et lumière	24'786	17'410
15500	Véhicules	22'160	27'940
15800	Travaux changement direction	82'192	-
	Immobilisations corporelles	**134'249**	**56'538**
20000	Fournisseurs	3'437	2'023
20100	Créanciers divers	13'654	36'167
20120	Caisse AVS	(21'594)	(10'170)
20130	Impôt à la source	8'250	10'694
201701	Comedia LPP	4'823	12'395
201703	Artes et Comedia LAA	5'023	6'530
201706	Artes et Comedia AMPG	3'991	3'690
20180	FOP - LPP	10'288	9'996
	Dettes à court terme	**27'872**	**71'325**
2300-01-06	Recettes encaissées d'avance	12'045	240
23020/50	Provision pour frais à payer, frais généraux	44'258	43'301
23030	Provision pour frais à payer spectacles	2'450	16'524
23060	Fondation Leenaards	30'000	30'000
	Passifs transitoires	**88'753**	**90'065**
23040	**Provision pour vacances non prises**	**77'706**	**53'965**
23100	**FAD compte courant**	**245'462**	**280'433**
24020	**Parts fonds d'investissement non utilisée**	**81'375**	**-**
	Boni (manco) de l'exercice	**(19'415)**	**48'692**

Fondation d'Art Dramatique POCHE /GVE 20

ETATS FINANCIERS PRODUITS ET CHARGES DETAILLES	Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	*Ecarts* *réalisé/bud.* *CHF*	Réalisé 2014-2015 CHF
PRODUITS				
Prestations en nature Ville de Genève	168'220	166'146	*(2'074)*	192'244
Prestations en nature Etat de Genève	63'780	63'780	-	31'890
Autres subventions Ville de Genève	-	17'234	*17'234*	63'299
Autres subventions Etat de Genève	-	9'085	*9'085*	32'335
Autres subventions diverses (voir Dons, sponsors)	67'500	41'075	*(26'425)*	108'000
Subvention exploitation attribuée à la rénovation	-	93'000	*93'000*	-
Subvention exploitation attribuée au théâtre	2'021'500	2'021'500	-	2'017'000
Subventions	**2'321'000**	**2'411'820**	***90'820***	**2'444'768**
Recettes billetterie	172'100	94'470	*(77'630)*	284'492
Tournées, vente spectacles	26'000	6'600	*(19'400)*	77'473
Autres recettes des spectacles, coproductions	76'000	107'600	*31'600*	152'599
Recettes accessoires	-	38'507	*38'507*	75'416
Recettes propres des spectacles	**274'100**	**247'177**	***(26'923)***	**589'981**
Total des Produits	**2'595'100**	**2'658'997**	***63'897***	**3'034'749**
CHARGES				
Frais de personnel pour spectacles	818'469	807'614	*(10'855)*	943'956
Frais directs des spectacles et bar	230'300	259'048	*28'748*	508'729
Promotion des spectacles	106'650	98'493	*(8'157)*	221'603
Frais de locaux non administratifs	232'000	249'692	*17'692*	237'101
Frais d'exploitation des spectacles	**1'387'419**	**1'414'847**	***27'428***	**1'911'390**
Frais de personnel administratifs	898'286	880'136	*(18'151)*	810'912
Frais de locaux administratifs	38'300	19'259	*(19'041)*	19'259
Frais de promotion et lancement de saison	75'500	72'791	*(2'709)*	79'471
Frais techniques	28'000	33'929	*5'929*	27'101
Frais d'administration	140'500	131'871	*(8'629)*	107'002
Amortissements	33'000	32'430	*(570)*	32'618
Charges (Produits) financières nettes	-	1'290	*1'290*	1'515
Frais de fonctionnement	**1'213'586**	**1'171'705**	***(41'881)***	**1'077'877**
Attribution au fonds d'investissement rénovation	-	93'000	*93'000*	
Utilisation fonds d'investissement rénovation	-	(11'625)	*(11'625)*	
Investissement		**81'375**	***81'375***	
Total des charges	**2'601'005**	**2'667'927**	***66'922***	**2'989'267**
Excédent (Déficit) d'exploitation	**(5'905)**	**(8'930)**	***(3'025)***	**45'481**
Résultat (charges)/produits exceptionnels	**-**	**(10'484)**	*(10'484)*	**3'211**
Excédent versé /(déficit)	**(5'905)**	**(19'414)**	***(13'509)***	**48'692**

Pour la saison 2015-2016 , l'ancienne directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V3 du 21.04.2010) a été appliquée ainsi les prestations en nature apparaissent pour CHF 229'926 en produits et en charges du compte de résultat, dont CHF 1'330 en diminution du compte de recettes accessoires.

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES PRODUITS		Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	*Ecarts réalisé/bud. CHF*	Réalisé 2014-2015 CHF
50010	Prestations en nature Ville de Genève	168'220	166'146	*(2'074)*	192'244
50020	Subventions FAD	2'021'500	2'021'500	-	2'017'000
50025	Subventions FAD rénovation	-	93'000	*93'000*	-
50030	Prestations en nature Etat de Genève	63'780	63'780	-	31'890
	Subventions	**2'253'500**	**2'344'426**	***90'926***	**2'241'134**
51020	Ville GE - Département de la culture - billets		10'984	*10'984*	33'299
51090	Ville GE - autres - Colporteurs	-	6'250	*6'250*	30'000
	Autres subventions Ville de Genève	**-**	**17'234**	***17'234***	**63'299**
52020	Etat de Genève, DIP - Colporteurs	-	9'085	*9'085*	32'335
	Autres subventions Etat de Genève	**-**	**9'085**	***9'085***	**32'335**
53010	Pro Helvetia - Corodis	20'000	5'000	*(15'000)*	38'000
53020	Autres subventions spectacle	7'500	6'075	*(1'425)*	20'000
53030	Fondation Leenaards	30'000	30'000	-	30'000
53050	Sponsoring	10'000	-	*(10'000)*	20'000
	Autres subventions, Dons	**67'500**	**41'075**	***(26'425)***	**108'000**
	Total des Subventions et Dons	**2'321'000**	**2'411'820**	***90'820***	**2'444'768**
60010	Abonnements	-	37'570	*37'570*	95'086
60020	Billets	161'800	52'400	*(109'400)*	177'826
600205-6	Vente représentations	10'300		*(10'300)*	8'680
600205-6	Scolaires (CECCO, CECPO)	-	4'500	*4'500*	2'900
	Recettes entrées	**172'100**	**94'470**	***(77'630)***	**284'492**
61010	**Tournées/ vente spectacles**	**26'000**	**6'600**	***(19'400)***	**77'473**
62010	Coproductions	76'000	96'600	*20'600*	140'599
62040	Echange de public Colporteurs	-	11'000	*11'000*	12'000
	Autres recettes spectacles	**76'000**	**107'600**	***31'600***	**152'599**
71030	Divers Impôt source	-	549	*549*	808
71040	Vente de livres	-	1'888	*1'888*	4'765
71050-55	Vente cassettes et affiches et cahiers	-	595	*595*	85
71060-70	Annonceurs et divers	-	800	*800*	22'496
71110	Contreprestations (nature) - Colonne Morris	-	(1'330)	*(1'330)*	(1'330)
71200	Bar	-	36'006	*36'006*	48'593
	Recettes accessoires	**-**	**38'507**	***38'507***	**75'416**
	Total des recettes	**274'100**	**247'177**	***(26'923)***	**589'981**

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES CHARGES		Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	*Ecarts réalisé/bud. CHF*	Réalisé 2014-2015 CHF
FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES					
40011-52	Frais de personnel artistique	457'693	453'114	*(4'579)*	520'320
40110-40	Frais de personnel technique production	84'640	91'524	*6'884*	103'511
40210-30	Frais de personnel technique salle	50'700	50'226	*(474)*	80'256
41020	Charges sociales	176'436	133'915	*(42'521)*	112'344
410251	Défraiements et logements	49'000	78'835	*29'835*	127'525
	Frais de personnel pour spectacles	**818'469**	**807'614**	***(10'855)***	**943'956**
42020-90	Matériel et frais spectacles	75'200	47'506	*(27'694)*	51'378
43010	Frais de coproduction	85'000	107'381	*22'381*	43'777
44010-44030	Achats spectacles et frais d'accueils	43'600	62'176	*18'576*	315'813
45010-20	Taxes spectacles et droits d'auteurs	26'500	21'170	*(5'330)*	60'213
48100	Bar, approvisionnement	-	20'815	*20'815*	37'549
	Frais directs des spectacles	**230'300**	**259'048**	***28'748***	**508'729**
46000	Frais de réception	22'000	20'354	*(1'646)*	42'386
46100-10	Création image	6'750	10'030	*3'280*	34'849
46200	Affiches, affichage	15'500	16'662	*1'162*	35'606
46300	Publicité et photos	24'500	20'511	*(3'990)*	38'105
46400-03	Programmes, tracts et doc.	30'400	24'615	*(5'785)*	44'818
46600	Frais de port	3'000	6'274	*3'274*	23'487
46900	Divers	4'500	48	*(4'452)*	2'351
	Promotion des spectacles	**106'650**	**98'493**	***(8'157)***	**221'603**
	Total frais directs des spectacles	**1'155'419**	**1'165'155**	***9'736***	**1'674'289**
47100	Loyers et charges locaux annexes	13'000	14'188	*1'188*	10'645
47200	Prestations en nature	232'000	228'596	*(3'404)*	221'796
47300-70	Aménagements et entretiens	7'300	3'804	*(3'496)*	5'185
47400	Chauffage	13'200	12'679	*(521)*	14'273
47500	Electricité, eau et gaz	4'800	9'685	*4'885*	4'461
	Frais de locaux	**270'300**	**268'951**	***(1'349)***	**256'360**
	moins frais de locaux	(38'300)	(19'259)	*19'041*	(19'259)
	Frais de locaux non administratifs	**232'000**	**249'692**	***17'692***	**237'101**
	Total frais d'exploitation des spectacles	**1'387'419**	**1'414'847**	***27'428***	**1'911'390**
	Locaux mis à disposition par la Ville de Genève pour les besoins administratifs (en m2)	66			-
	CHF / m2 / an, selon Ville de Genève	292			- -
	Frais de locaux (mis à disposition)		38'300	19'259	*(19'041)* 19'529
	Frais de locaux administratifs		**38'300**	**19'259**	***(19'041)*** **19'529**

DETAIL DE CERTAINES POSITIONS DES CHARGES		Budget 2015-2016 CHF	Réalisé 2015-2016 CHF	*Ecarts réalisé/bud. CHF*	Réalisé 2014-2015 CHF
FRAIS GENERAUX					
30010-030	Salaires administratifs	587'988	560'175	*(27'813)*	563'307
30110-20	Salaires techniques	97'500	130'111	*32'611*	81'774
30130-60	Salaires d'entretien (y.c costumes)	9'000	7'677	*(1'323)*	8'110
30170-80	Frais de formation et divers de personnel	1'500	7'150	*5'650*	4'619
30190	Frais gestion salaires étrangers	-	2'046	*2'046*	
30200-500	Charges sociales	202'298	172'975	*(29'323)*	153'102
	Frais de personnel administratif et technique	**898'286**	**880'136**	***(18'151)***	**810'912**
31010	**Frais de locaux admin. (estimation hors calcul)**	**38'300**	**19'259**	***19'041***	**19'259**
330101-02	Graphisme, photos	8'000	10'500	*2'500*	15'922
330103	Impressions	25'000	32'086	*7'086*	34'626
33020	Publicité, affiches, annonces lancement saison	28'000	17'483	*(10'517)*	18'335
33030	Frais de port	10'000	8'233	*(1'767)*	4'026
33040-50	Lancement de saison, événements	4'500	4'489	*(11)*	6'563
	Frais de lancement de saison - Promotion	**75'500**	**72'791**	***(2'709)***	**79'471**
34010-90	**Frais techniques**	**28'000**	**33'929**	***5'929***	**27'101**
35010	Frais de bureau	11'500	7'092	*(4'408)*	6'938
350101	Informatique	10'000	11'560	*1'560*	8'641
350102	Frais de photocopieuse	11'000	7'969	*(3'031)*	9'504
350103	Frais d'impression	8'000	10'370	*2'370*	4'554
35020	Entretien machines de bureau	1'000	473	*(527)*	2'630
35050	Documentations, cotisations	14'000	12'421	*(1'579)*	14'248
35070-85	Frais de port et télécommunication et Internet	23'000	22'036	*(964)*	17'085
35087	Frais de billetterie	10'000	9'353	*(647)*	3'680
35090-110	Prospection et réception	15'000	15'616	*616*	5'943
35120	Honoraires fiduciaires	18'000	18'820	*820*	17'820
35130-60/90	Assurances, impôts et divers	16'500	9'746	*(6'754)*	11'197
35180	Achats livres	2'500	6'415	*3'915*	4'760
	Frais d'administration	**140'500**	**131'871**	***(8'629)***	**107'002**
36010	Amortissements sur investissements	33'000	32'430	*(570)*	32'618
	Amortissements	**33'000**	**32'430**	***(570)***	**32'618**
	Total des frais généraux (y compris locaux)	**1'445'586**	**1'420'108**	***(25'478)***	**1'057'103**
38100	Frais financiers		1'234		1'308
38200	Intérêts financiers		(22)		(112)
38300	Différence de change		78		319
	Charges financières nettes	**-**	**1'290**	***1'290***	**1'515**
	Total Frais de fonctionnement	**1'213'586**	**1'171'705**	***(41'881)***	**1'077'877**

DETAIL DU RESULTAT EXCEPTIONNEL		Budget 2015-2016 CHF		Réalisé 2015-2016 CHF	*Ecarts réalisé/bud. CHF*	Réalisé 2014-2015 CHF
77100	Produits (charges) sur exercices antérieurs	-		(10'461)	*(10'461)*	2'583
77600	Différence de caisse	-		(23)	*(23)*	(22)
77700	Excédent, dons	-		-	-	650
	Résultat (charges)/produits exceptionnels	**-**		**(10'484)**	***(10'484)***	**3'211**
	Total produits (charges) sur exercices antérieurs			**(10'484)**	***(10'484)***	**3'211**
77100	**Détail produits(charges) sur exercices antérieurs**					
	Produits exceptionnels					
	Dissolution provision SSA-droit d'auteur sur exercice antérieur	-		2'584	*2'584*	2'142
	Dissolution créanciers frais de spectacles saison antérieure	-		923	*923*	-
	Remboursement d'assurance sur exercice antérieur	-		500	*500*	-
	Erreur billetterie	-		-	-	932
	Autres produits	-		286	*286*	992
	Total produits exceptionnels	**-**		**4'293**	***4'293***	**4'066**
	Charges exceptionnelles					
	Remboursement LAA non prof. prélevée sur ex. 14/15	-		(9'939)	*(9'939)*	-
	Serbeco débarras dépôt	-		(1'023)	*(1'023)*	-
	Manco INTERREG	-		(1'645)	*(1'645)*	-
	Autres charges	-		(2'148)	*(2'148)*	(1'483)
	Total charges exceptionnelles	**-**		**(14'754)**	***(14'754)***	**(1'483)**
	Total produits (charges) sur exercices antérieurs	**-**		**(10'461)**	***(10'461)***	**2'583**
	Résultat (charges) produits exceptionnels	**-**	#	**(10'484)**	**(10'484)**	**3'211**

DETAIL DES PRESTATIONS EN NATURE ACCORDEES PAR LA VILLE DE GENEVE

AU 30 JUIN 2016	m2	Poche	**2016 CHF TOTAL**	2015 CHF TOTAL
Salle de spectacle et locaux administration				
Selon contrat du 12.11.2002				
Rue du Cheval Blanc 7 / Rue de la Boulangerie 4	445		129'844	129'844
Local Entrepôts de décor				
Selon contrat 12.01.95				
Ch. de la Muraille 9-11	242		34'972	34'972
Local de répétitions				
Selon contrat du 3.3.2003/ fin au 31.12.2014				
Chemin des Pontets 33	450		0	25'090
Colonne Morris				
Affichage dans le Ville de Genève			1'330	1'330
Prêt de matériel (Location chaises)			0	1'008
TOTAL SUBVENTION EN NATURE VILLE			**166'146**	**192'244**

DETAIL DES PRESTATIONS EN NATURE ACCORDEES PAR LE CANTON DE GENEVE

AU 30 JUIN 2016	m2	Poche	**2016 CHF TOTAL**	2015 CHF TOTAL
Local de répétitions				
Selon contrat du 1.1.2015				
Chemin des Pontets 33	450		63'780	31'890
TOTAL SUBVENTION EN NATURE ETAT			**63'780**	**31'890**
TOTAL SUVBENTIONS EN NATURE			**229'926**	**224'134**

ANALYSE SOMMAIRE DES ECARTS
COMPTES/BUDGET

	Réalisé			Budget			
	Dépenses CHF	Recettes CHF	Déficit CHF	Déficit CHF	Boni (manco) CHF	Dépenses CHF	Recettes CHF
SLOOP1	375'804	(167'426)	208'378	184'150	(24'228)	347'050	(162'900)
DUO	124'353	(14'025)	110'328	105'012	(5'316)	121'812	(16'800)
V. VAN DURME	66'940	(16'227)	50'713	56'094	5'381	80'094	(24'000)
SLOOP 2	304'300	(66'405)	237'895	214'698	(23'197)	300'898	(86'200)
CONTE CRUEL	45'511	(8'167)	37'344	43'494	6'150	43'494	-
CTRL-X	183'122	(16'811)	166'311	144'907	(21'404)	185'107	(40'200)
CTRL-J	20'877	(5'197)	15'680	10'598	(5'082)	22'098	(11'500)
RENCONTRE DU THÉÂTRE SUISSE	4'752	(1'239)	3'513	23'632	20'119	23'632	-
COMITE LECTURE/EV. SPECIAUX /COLPORTEURS	39'495	(16'574)	22'922	31'234	8'312	31'234	-
Total	**1'165'154**	**(312'070)**	**853'084**	**813'819**	**(39'265)**	**1'155'419**	**(341'600)**
Budget	1'155'419	(341'600)	813'819				

Boni (Manco) s/ budget spectacles	(9'735)	(29'530)	**(39'265)**
Boni (Manco) s/ budget subventions rénovation FAD			**11'625**
Boni (Manco) s/ budget subv.nature			**(2'074)**
Boni (Manco) s/ budget frais fonctionnement			**41'311**
Boni (Manco) s/ budget frais locaux non admin hors subv en nature			**(17'692)**
Boni (Manco) s/ budget résultat charges et produits exceptionnels			**(10'484)**
Boni (Manco) s/ budget recettes diverses			**2'501**
Boni (Manco) s/ amortissements			**570**
Manco global s/budget			**(13'508)**

	Réalisé 2015-2016 CHF	Budget 2015-2016 CHF	Ecarts Boni(manco) CHF
Subvention exploitation FAD	2'021'500	2'021'500	-
Subvention complémentaire (rénovation) FAD	93'000	-	93'000
Subventions en nature Ville et Etat	229'926	232'000	(2'074)
Autres subventions Ville et Etat	26'319	-	26'319
Autres subventions SP	41'075	67'500	(26'425)
Recettes spectacles	101'070	198'100	(97'030)
Coproductions	107'600	76'000	31'600
Recettes diverses	2'501	-	2'501
Recettes bar	36'006	-	36'006
Total des produits	**2'658'997**	**2'595'100**	**63'897**
Frais d'exploitation des spectacles	(1'165'155)	(1'155'419)	(9'736)
Frais de locaux non administratifs	(249'692)	(232'000)	(17'692)
Frais de fonctionnement	(1'139'275)	(1'180'586)	41'311
Amortissements	(32'430)	(33'000)	570
Attribution au fonds d'investissement	(93'000)	-	(93'000)
Utilisation du fonds d'investissement	11'625	-	11'625
Total des charges	**(2'667'927)**	**(2'601'005)**	**(66'922)**
Résultat charges et produits exceptionnels	(10'484)	-	(10'484)
Boni (Manco) sur budget	**(19'414)**	**(5'905)**	**(13'509)**

Pour la saison 2015-2016, l'ancienne directive transversale en matière de présentation et révision des états financiers des entités subventionnées (EGE-02-04_V3 du 21.04.2010) a été appliquée ainsi les prestations en nature apparaissent pour CHF 229'926 en produits et en charges du compte de résultat, dont CHF 1'330 en diminution du compte de recettes accessoires.

RESULTAT DES SPECTACLES

POCHE /GVE

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE			BUDGET-REALISE
	CHARGES SALARIALES					
400**** ***	PERSONNEL ARTISTIQUE	457'693	453'114	38,89%		-4'579
401**** ***	PERSONNEL TECHNIQUE PROD.	84'640	91'524	7,86%		6'884
402**** ***	PERSONNEL TECHNIQUE / SALLE	50'700	50'226	4,31%		-474
	TOTAL SALAIRES incl vacances	**593'033**	**594'864**	**51,05%**	*	**1'831**
4101*** ***	VACANCES (VENT. DS SALAIRES)	56'272	0			-56'272
41020** ***	CHARGES SOCIALES	120'164	133'915			13'751
41025** ***	DEFRAIEMENTS, LOGEMENT	49'000	78'835			29'835
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**225'436**	**212'750**	**18,26%**	*	**-12'686**
	TOTAL CHARGES SALARIALES	**818'469**	**807'614**	**69,31%**	*	**-10'855**
	AUTRES DEPENSES DES SPECTACLES					
420**** ***	DEPENSES DE PRODUCTION	75'200	47'506			-27'694
430**** ***	FRAIS DE COPRODUCTION-PARTICIPATION	85'000	107'381			22'381
440**** ***	FRAIS D'ACCUEIL	43'600	62'176			18'576
45***** ***	DROITS D'AUTEURS, TAXES SPECTACLES	26'500	21'170			-5'330
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**230'300**	**238'233**			**7'933**
46***** ***	PROMOTION SPECTACLES	106'650	98'493			-8'157
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**106'650**	**98'493**			**-8'157**
48***** ***	BAR, APPROVISIONNEMENT	0	20'815			20'815
	TOTAL APPROVISIONNEMENT BAR	**0**	**20'815**			**20'815**
	TOTAL DEPENSES SPECTACLES	**1'155'419**	**1'165'155**	**100,00%**	*	**9'736**
	RECETTES DES SPECTACLES					
510**** ***	AUTRES SUBVENTIONS VDG	0	-17'234			17'234
520**** ***	AUTRES SUBVENTIONS ETAT - Colporteurs	0	-9'085			9'085
530**** ***	AUTRES SUBV. ET SPONSORING (SP) - CORODIS, PH, FONI	-67'500	-41'075			-26'425
	TOTAL SUBVENTIONS+SPONSORING	**-67'500**	**-67'394**			**-106**
60***** ***	BILLETTERIE - ABONNEMENTS	-172'100	-94'470			-77'630
61***** ***	VENTE SPECTACLES	-26'000	-6'600			-19'400
62***** ***	COPRODUCTIONS	-76'000	-107'600			31'600
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLES	**-274'100**	**-208'670**			**-65'430**
71***** ***	AUTRES RECETTES -BAR	0	-36'006			36'006
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-36'006**			**36'006**
	TOTAL RECETTES SPECTACLES	**-341'600**	**-312'070**			**-29'530**
	RESULTAT DES SPECTACLES	**813'819**	**853'085**			**-39'266**

* **Ratio salaires / charges totales des spectacles**

1 SLOOP 1 / 23 représentations

Villa Dolorosa / Extase et Quotidien
de Rebekka Kricheldorf
mise en scène Guillaume Béguin
POCHE /GVE
du 21 septembre au 18 octobre 2015

Coproduction Compagnie de nuit comme de jour / Vidy-Théâtre Lausanne / CDN de Montluçon - Le Fracas
Avec les soutiens de la Fondation Leenaards, Action Intermittents et Pro Helvetia

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		*BUDGET-REALISE*
	CHARGES SALARIALES				
40011-- SFR	COMEDIENS	110'000	128'696		*-18'696*
40020-- SFR	METTEURS EN SCENE	20'000	21'666		*-1'666*
40021-- SFR	ASSIST METTEURS EN SCENE	15'000	6'694		*8'306*
40030-- SFR	SCENOGRAPHE	3'000	4'875		*-1'875*
40035-- SFR	ACCESSOIRISTE	6'000	8'666		*-2'666*
40040-- SFR	COSTUMIERE	6'000	8'851		*-2'851*
40041-- SFR	DRAMATURGES	4'000	2'683		*1'317*
40043-- SFR	ECLAIRAGISTE	6'000	8'601		*-2'601*
40044-- SFR	MAQUILLEURS-COIFFEURS	3'000	1'408		*1'592*
40046-- SFR	SONORISATEURS	5'000	7'150		*-2'150*
40050-- SFR	CHARGE DE PRODUCTION	5'447	-		*5'447*
40051-- SFR	CHARGE DE DIFFUSION	10'893	-		*10'893*
	TOTAL SALAIRES ARTISTIQUE	**194'340**	**199'291**	53,03%	***-4'951***
40110-- SFR	REGIES (SON-LUMIERES-PLATEAU)	6'080	10'341		*-4'261*
40120-- SFR	PERSONNEL TECHNIQUE PROD	7'000	9'132		*-2'132*
40130-- SFR	HABILLEUSES, ENTR. COSTUMES	2'160	1'944		*216*
40140 - SFR	PERSONNEL DE NETTOYAGE	1'800	1'688		*113*
	TOTAL SALAIRES TECHNIQUE	**17'040**	**23'104**	6,15%	***-6'064***
40210 - SFR	PERSONNEL SALLE-CAISSE-ACCUEIL	4'800	3'090		*1'710*
40220 - SFR	PERSONNEL BAR	4'000	5'135		*-1'135*
40230 - SFR	PERSONNEL DIFFUSION-DEPOTS	500	542		*-42*
	TOTAL SALAIRES ACCUEIL	**9'300**	**8'767**	2,33%	***534***
41010 - SFR	VACANCES	20'965	-		*20'965*
41020 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES	44'755	46'196		*-1'441*
41021 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES ETR	0	25'329		*-25'329*
410251 - SFR	DEFRAIEMENTS REPAS	2'000	8'089		*-6'089*
410252 - SFR	DEPLACEMENTS	1'500	8'673		*-7'173*
410253 - SFR	LOGEMENT	9'000	6'485		*2'515*
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**78'220**	**94'772**	25,22%	***-16'552***
	TOTAL CHARGE SALARIALES	**298'900**	**325'934**	86,73%	***-27'034***
	FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES				
42020-- SFR	DECORS	4'000	4'205		*-205*
42021-- SFR	ACCESSOIRES	6'000	5'640		*360*
42022-- SFR	ECLAIRAGE, LUMIERES	1'000	1'509		*-509*
42030-- SFR	COSTUMES (Y COMPRIS ENTRETIEN)	9'000	8'297		*703*
42050-- SFR	MATERIEL COIFFURE - MAQUILLAGE	3'000	895		*2'105*
42070-- SFR	TRANSPORT DECOR ET ASSURANCES	0	-2'406		*2'406*
42090-- SFR	DIVERS	0	115		*-115*
	TOTAL DEPENSES DE PRODUCTION	**23'000**	**18'255**		***4'745***
44040-- SFR	IMPOT SOURCE	0	3'554		*-3'554*
45010-- SFR	TVA	400	409		*-9*
45020-- SFR	DROITS D'AUTEUR	5'000	4'615		*385*
	TOTAL DROITS ET DIVERS	**5'400**	**8'578**		***-3'178***

1 SLOOP 1 / 23 représentations

Villa Dolorosa / Extase et Quotidien
de Rebekka Kricheldorf
mise en scène Guillaume Béguin
POCHE /GVE
du 21 septembre au 18 octobre 2015

Coproduction Compagnie de nuit comme de jour / Vidy-Théâtre Lausanne / CDN de Montluçon - Le Fracas
Avec les soutiens de la Fondation Leenaards, Action Intermittents et Pro Helvetia

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		*BUDGET-REALISE*
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	3'000	4'938		*-1'938*
46100-- SFR	GRAPHISME	500	1'000		*-500*
46110-- SFR	PHOTOGRAPHIE	750	1'000		*-250*
46200-- SFR	AFFICHES ET AFFICHAGE	3'000	2'555		*445*
46300-- SFR	PRESSE - PUBLICITE - PHOTOS	5'000	4'320		*680*
46400-- SFR	IMPRESSION CARTES	2'000	2'036		*-36*
46401-- SFR	DOCUMENTATION - PHOTOCOPIES	500	500		-
46402-- SFR	VIDEOS/DVD	1'800	-		*1'800*
46403-- SFR	SITE INTERNET	200	200		-
46500-- SFR	EDITIONS (CAHIERS, INEDITS)	2'000	2'603		*-603*
46600-- SFR	FRAIS DE PORT	500	84		*416*
46900-- SFR	DIVERS	500	-		*500*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**19'750**	**19'234**		***516***
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**48'150**	**46'068**	12,26%	***2'082***
48100-- SFR	APPROVISIONNEMENT BAR	0	3'802		*-3'802*
	TOTAL APPROVISIONNEMENT BAR	**0**	**3'802**		***-3'802***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**347'050**	**375'804**	100,00%	***-28'754***
	RECETTES DU SPECTACLES				
51020-- SFR	SUBV. VDG - DPT CULTURE	0	-3'179		*3'179*
53040-- SFR	PRO HELVETIA	-20'000	-5'000		*-15'000*
53020-- SFR	AUTRES SUBV.SP ACTION INTERMITTENTS	0	-6'075		*6'075*
53030-- SFR	FOND LEENAARDS	-15'000	-15'000		-
	TOTAL SUBVENTIONS	**-35'000**	**-29'254**		***-5'746***
60010-- SFR	ABONNEMENTS	0	-7'017		*7'017*
600201- SFR	BILLETTERIE	-30'600	-18'360		*-12'240*
600203- SFR	BILLETTERIE NON VENUS	0	-1'721		*1'721*
600205- SFR	VENTES DE REPRESENTATIONS	-5'300	-		*-5'300*
61010- SFR	VENTES SPECTACLES	-26'000	-6'600		*-19'400*
62010- SFR	RECETTES DE COPRODUCTIONS	-66'000	-96'600		*30'600*
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**-127'900**	**-130'298**		***2'398***
712** ***	BAR	0	-7'874		*7'874*
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-7'874**		***7'874***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**-162'900**	**-167'426**		***4'526***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**184'150**	**208'378**		***-24'228***

Dépassements dans les charges salariales:
- prolongement de la durée des contrats des comédiens (+10K)
- engagement d'un régisseur supplémentaire (+6K)
- défraiements repas et déplacements plus importants (+15K) .

La recette billetterie+ abonnements+ subvention sur billets correspond aux prévisions budgétaires.
Un léger bénéfice (2,5K) est même réalisé sur les autres recettes (autres subventions+coproductions+ventes spectacles).
Fréquentation: 69%

2 DUO / 12 représentations

de Julie Rossello-Rochet
mise en scène Fabrice Gorgerat
POCHE /GVE
2 au 15 novembre 2015

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		BUDGET-REALISE
	CHARGES SALARIALES				
40011-- SFR	COMEDIENS	18'200	20'274		*-2'074*
40020-- SFR	METTEURS EN SCENE	12'000	13'000		*-1'000*
400301- SFR	HON. SCENOGRAPHES	5'000	6'600		*-1'600*
40040-- SFR	COSTUMIERE	3'000	-		*3'000*
40041-- SFR	DRAMATURGES	2'000	1'862		*138*
40042-- SFR	VIDEASTE	3'000	-		*3'000*
40043-- SFR	ECLAIRAGISTE	5'000	5'532		*-532*
400461-- SFR	SONORISATEURS	0	6'411		*-6'411*
40050-- SFR	CHARGE DE PRODUCTION	2'723	2'500		*223*
40051-- SFR	CHARGE DE DIFFUSION	5'447	5'000		*447*
	TOTAL SALAIRES ARTISTIQUE	**56'370**	**61'179**	**49,20%**	***-4'809***
40110-- SFR	REGIES (SON-LUMIERES-PLATEAU)	2'240	6'348		*-4'108*
40120-- SFR	PERSONNEL TECHNIQUE PROD	5'000	7'431		*-2'431*
40130-- SFR	HABILLEUSES, ENTR. COSTUMES	1'000	1'047		*-47*
40140 - SFR	PERSONNEL DE NETTOYAGE	900	700		*200*
	TOTAL SALAIRES TECHNIQUE	**9'140**	**15'526**	**12,49%**	***-6'386***
40210 - SFR	PERSONNEL SALLE-CAISSE-ACCUEIL	2'400	1'582		*818*
40220 - SFR	PERSONNEL BAR	2'000	1'885		*115*
40230 - SFR	PERSONNEL DIFFUSION-DEPOTS	500	433		*67*
	TOTAL SALAIRES ACCUEIL	**4'900**	**3'900**	**3,14%**	***1'000***
41010 - SFR	VACANCES	6'689	-		*6'689*
41020 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES	14'263	8'770		*5'493*
410251 - SFR	DEFRAIEMENTS REPAS	0	2'088		*-2'088*
410252 - SFR	DEPLACEMENTS	0	3'919		*-3'919*
410253 - SFR	LOGEMENT	0	2'635		*-2'635*
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**20'952**	**17'412**	**14,00%**	***3'540***
	TOTAL CHARGE SALARIALES	**91'362**	**98'017**	**78,82%**	***-6'655***
	FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES				
42020-- SFR	MATERIEL DECORS	4'000	3'246		*754*
42021-- SFR	ACCESSOIRES	1'000	-		*1'000*
42022-- SFR	ECLAIRAGE, LUMIERES	500	588		*-88*
42030-- SFR	COSTUMES (Y COMPRIS ENTRETIEN)	3'000	5'791		*-2'791*
42060-- SFR	MUSIQUE, BANDE SON ET VIDEO	2'000	-		*2'000*
42090-- SFR	DIVERS	0	216		*-216*
	TOTAL DEPENSES DE PRODUCTION	**10'500**	**9'841**		***659***
44040-- SFR	IMPOT SOURCE	0	252		*-252*
45010-- SFR	TVA	400	172		*228*
45020-- SFR	DROITS D'AUTEUR	2'300	1'714		*586*
	TOTAL DROITS ET DIVERS	**2'700**	**2'137**		***563***

2 DUO / 12 représentations

de Julie Rossello-Rochet
mise en scène Fabrice Gorgerat
POCHE /GVE
2 au 15 novembre 2015

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		BUDGET-REALISE
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	2'000	1'394		*606*
46100-- SFR	GRAPHISME	500	1'000		*-500*
46110-- SFR	PHOTOGRAPHIE	750	500		*250*
46200-- SFR	AFFICHES ET AFFICHAGE	2'500	2'269		*231*
46300-- SFR	PRESSE - PUBLICITE - PHOTOS	5'000	3'060		*1'940*
46400-- SFR	IMPRESSION CARTES	2'000	541		*1'459*
46401-- SFR	DOCUMENTATION - PHOTOCOPIES	500	500		-
46402-- SFR	DVD	1'800	-		*1'800*
46403-- SFR	SITE INTERNET	200	200		-
46500-- SFR	EDITIONS (CAHIERS, INEDITS)	1'000	2'570		*-1'570*
46600-- SFR	FRAIS DE PORT	500	1'011		*-511*
46900-- SFR	DIVERS	500	-		*500*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**17'250**	**13'045**		***4'205***
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**30'450**	**25'023**	**20,12%**	***5'427***
48100-- SFR	APPROVISIONNEMENT BAR	0	1'313,01		*-1'313*
	TOTAL APPROVISIONNEMENT BAR	**0**	**1'313,01**		***-1'313***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**121'812**	**124'353,14**	**100,00%**	***-2'541***
	RECETTES DU SPECTACLES				
51020-- SFR	SUBV. VDG - DPT CULTURE	0	-1'343		*1'343*
	TOTAL SUBVENTIONS	**0**	**-1'343**		***1'343***
60010-- SFR	ABONNEMENTS	0	-2'837		*2'837*
600201- SFR	BILLETTERIE	-16'800	-5'675		*-11'125*
600203- SFR	BILLETTERIE NON VENUS	0	-860		*860*
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**-16'800**	**-9'372**		***-7'428***
712** ***	BAR	0	-3'310		*3'310*
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-3'310**		***3'310***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**-16'800**	**-14'025**		***-2'775***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**105'012**	**110'328**		***-5'316***

Suite au dépassement des charges lié aux défraiements repas, logements et déplacement (+8,5K) ce projet affiche au final un manco de 2,5K. Une promotion commune avec les spectacles de Vanessa van Durme permet une diminution des charges (-4,2K). Par rapport au budget (16,8K), le résultat de la recette billetterie+ abonnements+ subvention sur billets est de 10,7K. Le public était moins nombreux qu'espéré.
Fréquentation: 51%

3 REGARDE MAMAN, JE DANSE et AVANT QUE J'OUBLIE /accueil / 12 représentations

de Vanessa van Durme

POCHE /GVE
du 17 au 30 novembre 2015 Production Swan Lake et Production Comédie de Valence

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		BUDGET-REALISE
	CHARGES SALARIALES				
40041-- SFR	DRAMATURGES	1'000	1'000		-
40110-- SFR	REGIES (SON-LUMIERES-PLATEAU)	2'240	1'664		*576*
40120-- SFR	PERSONNEL TECHNIQUE PROD	5'000	3'715		*1'285*
40130-- SFR	HABILLEUSES, ENTR. COSTUMES	480	578		*-98*
40140 - SFR	PERSONNEL DE NETTOYAGE	900	675		*225*
	TOTAL SALAIRES TECHNIQUE	**9'620**	**7'632**	**11,40%**	***1'988***
40210 - SFR	PERSONNEL SALLE-CAISSE-ACCUEIL	2'400	1'473		*927*
40220 - SFR	PERSONNEL BAR	2'000	1'749		*252*
40230 - SFR	PERSONNEL DIFFUSION-DEPOTS	500	-		*500*
	TOTAL SALAIRES ACCUEIL	**4'900**	**3'222**	**4,81%**	***1'678***
41010 - SFR	VACANCES	1'379	-		*1'379*
41020 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES	2'945	1'112		*1'833*
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**4'324**	**1'112**	**1,66%**	***3'212***
	TOTAL CHARGE SALARIALES	**18'844**	**11'965**	**17,88%**	***6'879***
	FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES				
42022-- SFR	ECLAIRAGE, LUMIERES	500	273		*227*
42090-- SFR	DIVERS	1'000	-		*1'000*
42015-- SFR	TRANSPORT DECOR ET ARTISTES	3'600	3'032		*568*
42030-- SFR	FRAIS HEBERGEMENT ET DEFR.	7'500	8'347		*-847*
44010-- SFR	ACHAT SPECTACLE	29'000	30'863		*-1'863*
	TOTAL DEPENSES DE PRODUCTION	**41'600**	**42'515**		***-915***
44030-- SFR	IMPOT SOURCE	3'500	332		*3'168*
45010-- SFR	TVA	400	146		*254*
45020-- SFR	DROITS D'AUTEUR	3'800	3'474		*326*
	TOTAL DROITS ET DIVERS	**7'700**	**3'951**		***3'749***
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	2'000	1'751		*249*
46100-- SFR	GRAPHISME	500	1'000		*-500*
46110-- SFR	PHOTOGRAPHIE	750	-		*750*
46200-- SFR	AFFICHES ET AFFICHAGE	2'500	1'857		*644*
46300-- SFR	PRESSE - PUBLICITE - PHOTOS	2'500	415		*2'085*
46400-- SFR	IMPRESSION CARTES	2'000	541		*1'459*
46401-- SFR	DOCUMENTATION - PHOTOCOPIES	500	500		-
46403-- SFR	SITE INTERNET	200	200		-
46600-- SFR	FRAIS DE PORT	500	929		*-429*
46900-- SFR	DIVERS	500	-		*500*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**11'950**	**7'192**		***4'758***
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**61'250**	**53'658**	**80,16%**	***7'592***
48100-- SFR	APPROVISIONNEMENT BAR	0	1'316		*-1'316*
	TOTAL APPROVISIONNEMENT BAR	**0**	**1'316**		***-1'316***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**80'094**	**66'940**	**100,00%**	***13'154***

3 REGARDE MAMAN, JE DANSE et AVANT QUE J'OUBLIE /accueil / 12 représentations

de Vanessa van Durme

POCHE /GVE
du 17 au 30 novembre 2015 Production Swan Lake et Production Comédie de Valence

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE	*BUDGET-REALISE*
	RECETTES DU SPECTACLES			
51020-- SFR	SUBV. VDG - DPT CULTURE	0	-1'328	*1'328*
	TOTAL SUBVENTIONS	**0**	**-1'328**	***1'328***
60010-- SFR	ABONNEMENTS	0	-4'597	*4'597*
600201- SFR	BILLETTERIE 1	-24'000	-5'771	*-18'229*
600203- SFR	BILLETTERIE NON VENUS	0	-1'721	*1'721*
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**-24'000**	**-12'089**	***-11'911***
712** ***	BAR	0	-2'810	*2'810*
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-2'810**	***2'810***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**-24'000**	**-16'227**	***-7'774***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**56'094**	**50'713**	***5'381***

Un accueil qui s'est avéré plus léger que prévu du point de vu des charges.
Le budget billetterie tenait compte du succès que rencontrent en tournée ces deux spectacles.
Au final, le manco billetterie est de 10K.
Fréquentation: 62%.

4 SLOOP 2 / 47 représentations

Guérillères ordinaires / Paysage intérieur brut / Louise Augustine / Au bord
de Magali Mougel / Marie Dilasser / Nadège Réveillon / Claudine Galea
mise en scène Anne Bisang / Barbara Schlittler / Isis Fahmy / Michèle Pralong

POCHE /GVE
du 7 décembre 2016 au 7 février 2016 Avec le soutien de la Fondation Leenaards, Les Colporteurs, CRFG

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		*BUDGET-REALISE*
	CHARGES SALARIALES				
40011-- SFR	COMEDIENS	70'000	56'765		*13'235*
400111-- SFR	HON. COMEDIENS	0	10'745		*-10'745*
40020-- SFR	METTEURS EN SCENE	24'000	19'638		*4'362*
400201-- SFR	HON. METTEURS EN SCENE	0	6'000		*-6'000*
40021-- SFR	ASSIST METTEURS EN SCENE	15'000	16'986		*-1'986*
40030-- SFR	SCENOGRAPHE	10'000	9'750		*250*
40040-- SFR	COSTUMIERE	6'000	6'500		*-500*
400401-- SFR	HON. COSTUMIERE	0	851		*-851*
40041-- SFR	HON. DRAMATURGES	8'000	3'977		*4'023*
40043-- SFR	ECLAIRAGISTE	6'000	6'500		*-500*
40044-- SFR	MAQUILLEURS-COIFFEURS	0	867		*-867*
40046-- SFR	SONORISATEURS	4'000	4'333		*-333*
40050-- SFR	CHARGE DE PRODUCTION	5'447	5'000		*447*
40051-- SFR	CHARGE DE DIFFUSION	10'893	10'000		*893*
	TOTAL SALAIRES ARTISTIQUE	**159'340**	**157'911,44**	**51,89%**	***1'429***
40110-- SFR	REGIES (SON-LUMIERES-PLATEAU)	8'000	12'626		*-4'626*
40120-- SFR	PERSONNEL TECHNIQUE PROD	7'000	5'784		*1'216*
40130-- SFR	HABILLEUSES, ENTR. COSTUMES	3'240	1'768		*1'472*
40140 - SFR	PERSONNEL DE NETTOYAGE	2'700	2'488		*213*
	TOTAL SALAIRES TECHNIQUE	**20'940**	**22'666**	**7,45%**	***-1'726***
40210 - SFR	PERSONNEL SALLE-CAISSE-ACCUEIL	7'200	5'682		*1'518*
40220 - SFR	PERSONNEL BAR	6'000	12'000		*-6'000*
40230 - SFR	PERSONNEL DIFFUSION-DEPOTS	500	1'145		*-645*
	TOTAL SALAIRES ACCUEIL	**13'700**	**18'827**	**6,19%**	***-5'127***
41010 - SFR	VACANCES	18'428	-		*18'428*
41020 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES	39'340	21'113		*18'228*
41021 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES ETR	0	12'253		*-12'253*
410251 - SFR	DEFRAIEMENTS REPAS	2'000	4'880		*-2'880*
410252 - SFR	DEPLACEMENTS	0	5'322		*-5'322*
410253 - SFR	LOGEMENT	0	3'995		*-3'995*
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**59'768**	**47'563**	**15,63%**	***12'205***
	TOTAL CHARGE SALARIALES	**253'748**	**246'967**	**81,16%**	***6'781***
	FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES				
42020-- SFR	MATERIEL DECORS	8'000	6'906		*1'094*
42021-- SFR	ACCESSOIRES	3'000	1'508		*1'492*
42022-- SFR	ECLAIRAGE, LUMIERES	1'000	1'013		*-13*
42030-- SFR	COSTUMES (Y COMPRIS ENTRETIEN)	6'000	2'692		*3'308*
42050-- SFR	MATERIEL COIFFURE - MAQUILLAGE	2'000	553		*1'447*
42060-- SFR	MUSIQUE, BANDE SON ET VIDEO	0	123		*-123*
	TOTAL DEPENSES DE PRODUCTION	**20'000**	**12'794**		***7'206***
44040-- SFR	IMPÔTS SOURCE	0	1'499		*-1'499*
45010-- SFR	TVA	400	529		*-129*
45020-- SFR	DROITS D'AUTEUR	8'500	5'900		*2'600*
	TOTAL DROITS ET DIVERS	**8'900**	**7'927**		***973***

4 SLOOP 2 / 47 représentations

Guérillères ordinaires / Paysage intérieur brut / Louise Augustine / Au bord
de Magali Mougel / Marie Dilasser / Nadège Réveillon / Claudine Galea
mise en scène Anne Bisang / Barbara Schlittler / Isis Fahmy / Michèle Pralong

POCHE /GVE
du 7 décembre 2016 au 7 février 2016 Avec le soutien de la Fondation Leenaards, Les Colporteurs, CRFG

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		BUDGET-REALISE
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	2'000	3'406		*-1'406*
46100-- SFR	GRAPHISME	500	1'000		*-500*
46110-- SFR	PHOTOGRAPHIE	750	2'500		*-1'750*
46200-- SFR	AFFICHES ET AFFICHAGE	2'500	6'135		*-3'635*
46300-- SFR	PRESSE - PUBLICITE - PHOTOS	5'000	7'436		*-2'436*
46400-- SFR	IMPRESSION CARTES	2'000	1'544		*456*
46401-- SFR	DOCUMENTATION - PHOTOCOPIES	500	1'000		*-500*
46402-- SFR	VIDEOS/DVD	1'800	-		*1'800*
46403-- SFR	SITE INTERNET	200	200		-
46500-- SFR	EDITIONS (CAHIERS, INEDITS)	2'000	3'780		*-1'780*
46600-- SFR	FRAIS DE PORT	500	1'731		*-1'231*
46900-- SFR	DIVERS	500	-		*500*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**18'250**	**28'732**		***-10'482***
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**47'150**	**49'454**	16,25%	***-2'304***
48100-- SFR	APPROVISIONNEMENT BAR	0	7'879		*-7'879*
	TOTAL APPROVISIONNEMENT BAR	**0**	**7'879**		***-7'879***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**300'898**	**304'300**	100,00%	***-3'402***
	RECETTES DU SPECTACLES				
51020-- SFR	SUBV. VDG - DPT CULTURE	0	-2'431		*2'431*
51020-- SFR	FONDATION LEENAARDS	-15'000	-15'000		-
	TOTAL SUBVENTIONS et SPONSORING	**-15'000**	**-17'431**		***2'431***
60010-- SFR	ABONNEMENTS	0	-10'604		*10'604*
600201- SFR	BILLETTERIE 1	-61'200	-13'762		*-47'438*
600203- SFR	BILLETTERIE NON VENUS	0	-3'442		*3'442*
62010- SFR	RECETTES DE COPRODUCTIONS COLPORTEURS	-10'000	-11'000		*1'000*
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**-71'200**	**-38'808**		***-32'392***
712** ***	BAR	0	-10'166		*10'166*
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-10'166**		***10'166***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**-86'200**	**-66'405**		***-19'795***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**214'698**	**237'895**		***-23'197***

Les prévisions de billetterie étaient trop optimistes, au lieu de 61K, la recette billetterie+ abonnements+ subvention sur billets est de 30K.
Fréquentation: 54%

5 CONTE CRUEL / 18 représentations

de Valérie Poirier
Mise en scène Martine Paschoud
POCHE /GVE
du 22 février au 13 mars 2016

Production La Comédie de Genève
Coproduction Poche /GVE
Avec le soutien du Fonds culturel de la société suisse des auteurs

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		*BUDGET-REALISE*
	CHARGES SALARIALES				
40041 - SFR	DRAMATURGE	5'000	4'151		*849*
40110-- SFR	REGIES (SON-LUMIERES-PLATEAU)	4'000	-		*4'000*
40120-- SFR	PERSONNEL TECHNIQUE PROD	2'000	6'000		*-4'000*
40130-- SFR	HABILLEUSES, ENTR. COSTUMES	2'160	-		*2'160*
40140 - SFR	PERSONNEL DE NETTOYAGE	1'350	1'413		*-63*
	TOTAL SALAIRES TECHNIQUE	**14'510**	**11'564**	25,41%	***2'946***
40210 - SFR	PERSONNEL SALLE-CAISSE-ACCUEIL	3'600	2'264		*1'336*
40220 - SFR	PERSONNEL BAR	3'000	4'844		*-1'844*
40230 - SFR	PERSONNEL DIFFUSION-DEPOTS	1'000	-		*1'000*
	TOTAL SALAIRES ACCUEIL	**7'600**	**7'108**	15,62%	***492***
41010 - SFR	VACANCES	2'100	-		*2'100*
41020 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES	4'484	2'667		*1'817*
41021 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES ETR	0	3'215		*-3'215*
410251 - SFR	DEFRAIEMENTS REPAS	1'000	-		*1'000*
410252 - SFR	DEPLACEMENTS	1'000	-		*1'000*
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**8'584**	**5'881**	12,92%	***2'703***
	TOTAL CHARGE SALARIALES	**30'694**	**24'553**	53,95%	***6'141***
	FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES				
42021-- SFR	ACCESSOIRES	0	52		*-52*
42022-- SFR	ECLAIRAGE, LUMIERES	0	1'029		*-1'029*
42030-- SFR	COSTUMES (y compris entretien)	2'700	-		*2'700*
42090-- SFR	DIVERS	1'000	-		*1'000*
44010-- SFR	PART. COPRODUCTION	0	9'584		*-9'584*
	TOTAL DEPENSES DE PRODUCTION	**3'700**	**10'664**		***-6'964***
44030-- SFR	IMPOT SOURCE	0	154		*-154*
45010-- SFR	TVA	400	425		*-25*
	TOTAL DROITS ET DIVERS	**400**	**578**		***-178***
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	2'000	1'347		*653*
46100-- SFR	GRAPHISME	500	-		*500*
46300-- SFR	PRESSE - PUBLICITE - PHOTOS	0	23		*-23*
46400-- SFR	IMPRESSION CARTES	1'000	-		*1'000*
46401-- SFR	DOCUMENTATION - PHOTOCOPIES	500	500		-
46403-- SFR	SITE INTERNET	200	200		-
46500-- SFR	EDITIONS (CAHIERS, INEDITS)	2'000	2'570		*-570*
46600-- SFR	FRAIS DE PORT	500	-		*500*
46900-- SFR	DIVERS	2'000	-		*2'000*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**8'700**	**4'641**		***4'059***
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**12'800**	**15'884**	34,90%	***-3'084***

5 CONTE CRUEL / 18 représentations

de Valérie Poirier
Mise en scène Martine Paschoud
POCHE /GVE
du 22 février au 13 mars 2016

Production La Comédie de Genève
Coproduction Poche /GVE
Avec le soutien du Fonds culturel de la société suisse des auteurs

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		BUDGET-REALISE
48100-- SFR	APPROVISIONNEMENT BAR	0	5'074		*-5'074*
	TOTAL APPROVISIONNEMENT BAR	**0**	**5'074**		***-5'074***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**43'494**	**45'511**	**100,00%**	***-2'017***
	RECETTES DU SPECTACLES				
60010-- SFR	ABONNEMENTS	0	-		-
600201- SFR	BILLETTERIE 1	0	-		-
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**0**	**-**		**-**
712** ***	BAR	0	-8'167		*8'167*
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-8'167**		***8'167***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**0**	**-8'167**		***8'167***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**43'494**	**37'344**		***6'150,12***

Le bonus correspond au résultat du bar (+5K).
Fréquentation: 83%

6 CTRL-X / 18 représentations et 1 scolaire (annulée)

de Pauline Peyrade
mise en scène Cyril Teste
POCHE /GVE
du 11 avril au 1er mai 2016 Coproduction Collectif MXM

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		BUDGET-REALISE
	CHARGES SALARIALES				
40011-- SFR	COMEDIENS	13'650	10'183		*3'467*
400401- SFR	COSTUMIERS, ASSIST. COST.	0	164		*-164*
40041-- SFR	HON. DRAMATURGES	2'000	1'992		*8*
40050-- SFR	CHARGE DE PRODUCTION	2'723	2'500		*223*
40051-- SFR	CHARGE DE DIFFUSION	5'447	5'000		*447*
	TOTAL SALAIRES ARTISTIQUE	**23'820**	**19'839**	10,83%	***3'981***
40110-- SFR	REGIES (SON-LUMIERES-PLATEAU)	3'200	-		*3'200*
40120-- SFR	PERSONNEL TECHNIQUE PROD	5'000	9'020		*-4'020*
401301-- SFR	HABILLEUSES, ENTR. COSTUMES	720	593		*127*
40140 - SFR	PERSONNEL DE NETTOYAGE	1'350	1'450		*-100*
	TOTAL SALAIRES TECHNIQUE	**10'270**	**11'063**	6,04%	***-793***
40210 - SFR	PERSONNEL SALLE-CAISSE-ACCUEIL	3'600	2'018		*1'582*
40220 - SFR	PERSONNEL BAR	3'000	3'116		*-116*
40230 - SFR	PERSONNEL DIFFUSION-DEPOTS	500	1'042		*-542*
	TOTAL SALAIRES ACCUEIL	**7'100**	**6'175**	3,37%	***925***
41010 - SFR	VACANCES	3'913	-		*3'913*
41020 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES	8'354	5'336		*3'018*
41021 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES ETR	0	1'562		*-1'562*
410251 - SFR	DEFRAIEMENTS REPAS	6'000	12'080		*-6'080*
410252 - SFR	DEPLACEMENTS	3'000	2'125		*875*
410253 - SFR	LOGEMENT	14'000	13'925		*75*
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**35'267**	**35'028**	19,13%	***239***
	TOTAL CHARGE SALARIALES	**76'457**	**72'105**	39,38%	***4'352***
	FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES				
42020-- SFR	MATERIEL DECORS	8'000	121		*7'879*
42021-- SFR	ACCESSOIRES	3'000	126		*2'874*
42022-- SFR	ECLAIRAGE, LUMIERES	500	966		*-466*
42030-- SFR	COSTUMES (Y COMPRIS ENTRETIEN)	3'000	847		*2'153*
42050-- SFR	MATERIEL COIFFURE - MAQUILLAGE	1'000	-		*1'000*
42060-- SFR	MUSIQUE, BANDE SON ET VIDEOS	1'000	-		*1'000*
44010-- SFR	PART. COPRODUCTION	70'000	84'472		*-14'472*
	TOTAL DEPENSES DE PRODUCTION	**86'500**	**86'531**		***-31***
45010-- SFR	TVA	400	164		*236*
45020-- SFR	DROITS D'AUTEUR	4'500	3'596		*904*
	TOTAL DROITS ET DIVERS	**4'900**	**3'760**		***1'140***
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	2'000	2'816		*-816*
46100-- SFR	GRAPHISME	500	1'030		*-530*
46110-- SFR	PHOTOGRAPHIE	750	1'000		*-250*
46200-- SFR	AFFICHES ET AFFICHAGE	2'500	3'846		*-1'346*
46300-- SFR	PRESSE - PUBLICITE - PHOTOS	5'000	4'900		*100*

6 CTRL-X / 18 représentations et 1 scolaire (annulée)

de Pauline Peyrade
mise en scène Cyril Teste
POCHE /GVE
du 11 avril au 1er mai 2016 Coproduction Collectif MXM

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		BUDGET-REALISE
46400-- SFR	IMPRESSION CARTES	2'000	1'490		*510*
46401-- SFR	DOCUMENTATION - PHOTOCOPIES	500	500		-
46402-- SFR	VIDEOS/DVD	1'800	-		*1'800*
46403-- SFR	SITE INTERNET	200	200		-
46500-- SFR	EDITIONS (CAHIERS, INEDITS)	1'000	2'238		*-1'238*
46600-- SFR	FRAIS DE PORT	500	1'559		*-1'059*
46900-- SFR	DIVERS	500	26		*474*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**17'250**	**19'605**		***-2'355***
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**108'650**	**109'896**	**60,01%**	***-1'246***
48100-- SFR	APPROVISIONNEMENT BAR	0	1'121		*-1'121*
	TOTAL APPROVISIONNEMENT BAR	**0**	**1'121**		***-1'121***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**185'107**	**183'122**	**100,00%**	***1'985***
	RECETTES DU SPECTACLES				
51020-- SFR	SUBV. VDG - DPT CULTURE	0	-1'581		*1'581*
51020-- SFR	SPONSORING SP	-10'000	-	-	*-10'000*
	TOTAL SUBVENTIONS	**-10'000**	**-1'581**		***-8'419***
60010-- SFR	ABONNEMENTS	0	-3'910		*3'910*
600201- SFR	BILLETTERIE 1	-25'200	-4'808		*-20'392*
600203- SFR	BILLETTERIE NON VENUS	0	-861		*861*
600205- SFR	VENTES DE REPRESENTATIONS	-5'000	-2'500		*-2'500*
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**-30'200**	**-12'079**		***-18'121***
712** ***	BAR	0	-3'151		*3'151*
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-3'151**		***3'151***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**-40'200**	**-16'811**		***-23'389***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**144'907**	**166'311**		***-21'404***

Un spectacle qui aurait mérité une fréquentation plus importante (44%). Le manco sur la billetterie est de 16,5K.
Fréquentation: 44%

7 CTRL - J / 6 représentations et 1 scolaire

à L'ABRI
du 15 au 17 avril 2016

Production POCHE /GVE
En collaboration avec l'Association Ctrl-J/Théâtre de Carouge / Théâtre Am Stram Gram / L'Abri

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		*BUDGET-REALISE*
	CHARGES SALARIALES				
400141-- SFR	HON. MUSICIEN	0	250		*-250*
400401-- SFR	HON. COSTUMIERE	0	146		*-146*
40046-- SFR	SONORISATEURS	3'000	-		*3'000*
40110-- SFR	REGIES (SON-LUMIERES-PLATEAU)	1'000	1'332		*-332*
40120-- SFR	PERSONNEL TECHNIQUE PROD	3'000	130		*2'870*
40140 - SFR	PERSONNEL DE NETTOYAGE	600	-		*600*
	TOTAL SALAIRES TECHNIQUE	**7'600**	**1'858**	**8,90%**	***5'742***
40210 - SFR	PERSONNEL SALLE-CAISSE-ACCUEIL	800	190		*610*
40220 - SFR	PERSONNEL BAR	1'350	182		*1'168*
	TOTAL SALAIRES ACCUEIL	**2'150**	**372**	**1,78%**	***1'778***
41010 - SFR	VACANCES	926	-		*926*
41020 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES	1'922	345		*1'577*
410251 - SFR	DEFRAIEMENTS REPAS	1'000	-		*1'000*
410252 - SFR	DEPLACEMENTS	0	68		*-68*
410253 - SFR	LOGEMENT	1'500	120		*1'380*
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**5'348**	**533**	**2,55%**	***4'815***
	TOTAL CHARGE SALARIALES	**15'098**	**2'763**	**13,23%**	***12'335***
	FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES				
42021-- SFR	ACCESSOIRES	0	700		*-700*
42022-- SFR	ECLAIRAGE, LUMIERES	0	192		*-192*
44010-- SFR	PART. COPRODUCTION	0	15'000		*-15'000*
	TOTAL DEPENSES DE PRODUCTION	**0**	**15'892**		***-15'892***
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	2'500	1'240		*1'260*
46200-- SFR	AFFICHES ET AFFICHAGE	2'500	-		*2'500*
46300-- SFR	PRESSE - PUBLICITE - PHOTOS	2'000	-		*2'000*
46600-- SFR	FRAIS DE PORT	0	961		*-961*
46900-- SFR	DIVERS	0	22		*-22*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**7'000**	**2'222**		***4'778***
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**7'000**	**18'114**	**86,77%**	***-11'114***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**22'098**	**20'877**	**100,00%**	***1'221***
	RECETTES DU SPECTACLES				
51020-- SFR	SUBV. VDG - DPT CULTURE	0	-1'035		*1'035*
53020-- SFR	AUTRES SUBV.SP	-7'500	-		*-7'500*
	TOTAL SUBVENTIONS	**-7'500**	**-1'035**		***-6'465***
	RECETTES PROPRES SPECTACLES				
600201- SFR	BILLETTERIE 1	-4'000	-2'144		*-1'856*
600205- SFR	VENTES DE REPRESENTATIONS	0	-2'000		*2'000*
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**-4'000**	**-4'144**		***144***
712** ***	BAR	0	-18		*18*
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-18**		***18***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**-11'500**	**-5'197**		***-6'303***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**10'598**	**15'680**		***-5'082***

Textes présentés à la salle l'Abri.
Fréquentation: 60%

8 RENCONTRE DE THÉÂTRE SUISSE / 2 représentations

Words ans Music
POCHE /GVE
du 26 au 29 mai 2016

En collaboration avec Association Rencontre du Théâtre Suisse / Théâtre de Carouge / Comédie de Genève / Théâtre Forum Meyrin

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE		BUDGET-REALISE
	CHARGES SALARIALES				
40110-- SFR	REGIES (SON-LUMIERES-PLATEAU)	800	-		*800*
40120-- SFR	PERSONNEL TECHNIQUE PROD	3'000	3'659		*-659*
40130-- SFR	HABILLEUSES, ENTR. COSTUMES	120	-		*120*
40140 - SFR	PERSONNEL DE NETTOYAGE	600	-		*600*
	TOTAL SALAIRES TECHNIQUE	**4'520**	**3'659**	77,00%	***861***
40210 - SFR	PERSONNEL SALLE-CAISSE-ACCUEIL	600	515		*85*
40220 - SFR	PERSONNEL BAR	450	379		*71*
	TOTAL SALAIRES ACCUEIL	**1'050**	**894**	18,81%	***156***
41010 - SFR	VACANCES	464	-		*464*
41020 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES	1'098	838		*260*
410252 - SFR	DEPLACEMENTS	0	60		*-60*
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**1'562**	**898**	18,89%	***664***
	TOTAL CHARGE SALARIALES	**7'132**	**5'450**	114,70%	***1'682***
	FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES				
42022-- SFR	ECLAIRAGE, LUMIERES	0	311		*-311*
44010-- SFR	PART. COPRODUCTION	15'000	-1'675		*16'675*
	TOTAL DEPENSES DE PRODUCTION	**15'000**	**-1'364**		***16'364***
45010-- SFR	TVA	0	14		*-14*
	TOTAL DROITS ET DIVERS	**0**	**14**		***-14***
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	1'500	108		*1'392*
46300-- SFR	PRESSE - PUBLICITE - PHOTOS	0	357		*-357*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**1'500**	**465**		***1'035***
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**16'500**	**-885**	-18,62%	***17'385***
48100-- SFR	APPROVISIONNEMENT BAR	0	187		*-187*
	TOTAL APPROVISIONNEMENT BAR	**0**	**187**		***-187***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**23'632**	**4'752**	100,00%	***18'881***
	RECETTES DU SPECTACLES				
51020-- SFR	SUBV. VDG - DPT CULTURE	0	-87		*87*
	TOTAL SUBVENTIONS	**0**	**-87**		***87***
	RECETTES PROPRES SPECTACLES				
600201- SFR	BILLETTERIE 1	0	-890		*890*
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**0**	**-890**		***890***
712** ***	BAR	0	-262		*262*
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-262**		***262***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**0**	**-1'239**		***1'239***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**23'632**	**3'513**		***20'119,20***

COMITE LECTURE / EVENEMENTS SPECIAUX

POCHE /GVE

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE	*BUDGET-REALISE*
	CHARGES SALARIALES			
40041 - SFR	DRAMATURGE	4'600	6'626	*-2'026*
400141-- SFR	AUTEURS	7'500	221	*7'279*
40050-- SFR	CHARGE DE PRODUCTION	2'723	2'500	*223*
	TOTAL SALAIRES ARTISTIQUE	**14'823**	**9'347**	***5'476***
40210 - SFR	PERSONNEL SALLE-CAISSE-ACCUEIL	0	95	*-95*
40220 - SFR	PERSONNEL BAR	0	868	*-868*
	TOTAL SALAIRES ACCUEIL	**0**	**963**	***-963***
41010 - SFR	VACANCES	1'408	-	*1'408*
41020 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES	3'003	221	*2'782*
41021 - SFR	CHARGES SOCIALES ARTISTES ETR	0	4'958	*-4'958*
410252 - SFR	DEPLACEMENTS	4'000	2'801	*1'199*
410253 - SFR	LOGEMENT	3'000	1'570	*1'430*
	TOTAL CHARGES SOCIALES ET DEF.	**11'411**	**9'550**	***1'861***
	TOTAL CHARGE SALARIALES	**26'234**	**19'859**	***6'375***
	FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES			
42090-- SFR	DIVERS	0	2'000	*-2'000*
	TOTAL DEPENSES DE PRODUCTION	**0**	**2'000**	***-2'000***
44040-- SFR	IMPOTS SOURCE	0	557	*-557*
45010-- SFR	TVA	0	14	*-14*
	TOTAL DROITS ET DIVERS	**0**	**571**	***-571***
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	5'000	1'708	*3'292*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**5'000**	**1'708**	***3'292***
	TOTAL FRAIS DIRECTS DES SPECTACLES	**5'000**	**4'279**	***721***
48100-- SFR	APPROVISIONNEMENT BAR	0	123	*-123*
	TOTAL APPROVISIONNEMENT BAR	**0**	**123**	***-123***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**31'234**	**24'261**	***6'973***
	RECETTES DU SPECTACLES			
600202- SFR	BILLETTERIE	0	-750	*750*
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**0**	**-750**	***750***
712** ***	BAR	0	-249	*249*
	TOTAL RECETTES DIVERSES	**0**	**-249**	***249***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**0**	**-999**	***999***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**31'234**	**23'263**	***7'971***

COLPORTEURS

POCHE /GVE Avec le soutien Les Colporteurs, CRFG comité régional franco-genevois

CODE COMPTE	LIBELLE DU COMPTE	BUDGET	REALISE	*BUDGET-REALISE*
44025-- SFR	ECHANGE PUBLIC (Colporteurs)	0	13'587	*-13'587*
	TOTAL DROITS ET DIVERS	**0**	**13'587**	***-13'587***
46000-- SFR	FRAIS DE RECEPTION	0	1'647	*-1'647*
	TOTAL PROMOTION DES SPECTACLES	**0**	**1'647**	***-1'647***
	TOTAL DEPENSES DU SPECTACLE	**0**	**15'234**	***-15'234***
	RECETTES DU SPECTACLES			
51090-- SFR	SUBV. VDG - DPT CULTURE COLPORTEURS	0	-6'250	*6'250*
52020-- SFR	SUBV. ETAT GE COLPORTEURS	0	-9'085	*9'085*
	TOTAL SUBVENTIONS et SPONSORING	**0**	**-15'335**	***15'335***
600202- SFR	BILLETTERIE	0	-240	*240*
	TOTAL RECETTES PROPRES SPECTACLE	**0**	**-240**	***240***
	TOTAL RECETTES DU SPECTACLE	**0**	**-15'575**	***15'575***
	RESULTAT DU SPECTACLE	**0**	**-341**	***341***

TABLEAU DE BORD

Activités		statistique 2010-2011	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Créations	Créations en production + coproduction où le théâtre a été producteur délégué	**6**	**6**	**5**	**4**	**8**
	Créations en coprod. où le théâtre n'a pas été producteur délégué	**1**	**1**	**2**	**1**	**1**
Accueils	Spectacles en accueil	**0**	**1**	**2**	**5**	**2**
Reprises	Spectacles en reprise	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**
	Total des spectacles	**7**	**8**	**9**	**12**	**12**
Coproductions	Coproductions genevoises	**0**				
	Coproductions suisses ou internationales	**1**	**4**	**4**	**3**	**4**
Représentations à Genève	Représentations de créations y.c. reprises	**0**	**134**	**111**	**79**	**126**
	Représentations de spectacles accueillis	**0**	**18**	**28**	**69**	**12**
	Manifestations hors-scène (Entremets, évènements)	**18**	**10**	**23**	**21**	**36**
	Total des manifestations	**18**	**162**	**162**	**169**	**174**
Représentations en tournée	Représentations hors Genève de spectacles créés par l'institution (Genève et extérieur)	**72**	**150**	**131**	**196**	**41**
	Représentations de coproductions en tournée					

Public scolaire

Elèves venus avec leur classe	*Elèves du primaire ayant assisté aux spectacles*	**0**				
	Elèves du CO ayant assisté aux spectacles	**0**	**260**	**186**	**20**	**82**
	Elèves du PO ayant assisté aux spectacles	**151**	**459**	**578**	**288**	**388**
	Autres (accompagnants, écoles privées, Université, écoles françaises,…)	**134**	**138**	**216**	**202**	**22**
	Total des élèves et étudiants	**285**	**857**	**980**	**510**	**492**
Visites scolaires DIP	Elèves du DIP accueillis ou visités dans le cadre d'opérations de médiation	**40**	**40**	**150**	**13**	**150**
Nombre d'activités pédagogiques réalisées	Liste des activités à joindre en annexe		**6**	**18**	**7**	**5**

TABLEAU DE BORD

Public/billetterie		statistique 2010-2011	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Abonnements	Abonnements ou carte de réduction souscrits pour la saison	**836**	**709**	**759**	**836**	**321**
Nombre de places	Nombre total de sièges utilisés pour calculer le taux de fréquentation (jauge)	**16'671**	**19'273**	**17'983**	**18'938**	**15'118**
Taux de fréquentation	Nombre de spectateurs / jauge	**83%**	**90,82%**	**94%**	**89%**	**60%**
Billets d'abonnement	Billets d'abonnement	**5'016**	**4'458**	**4'683**	**4'803**	**1'870**
Billets adultes plein tarif	Billets individuels (35 CHF), y.c. représentations aînés	**3'751**	**4'630**	**4'203**	**3'428**	**615**
Billets à prix réduit	Billets étudiants (15 CHF)	**750**	**771**	**596**	**786**	**291**
	Billets 20 ans/20 francs (10 CHF)	**63**	**114**	**73**	**58**	**61**
	Billets AVS/AI/chômeurs	**948**	**1'275**	**1'442**	**1'605**	**269**
	Autre : professionnels, mouvement des aînés, groupes, gigogne	**1'338**	**2'545**	**2'295**	**2'413**	**3'107**
Billets scolaires	Total des billets des séances scolaires (accompagnateurs inclus)		**719**	**764**	**568**	**581**
Invitations	Billets gratuits	**2'115**	**3'478**	**2'807**	**3'157**	**2'307**
Total	Total des billets	**13'981**	**17'990**	**16'863**	**16'818**	**9'101**

Ressources humaines						
Personnel fixe	Nombre de postes en équivalent plein temps (40h par semaine)	**6,9**	**6,95**	**7,3**	**7,4**	**7,9**
	Nombre de personnes	**10**	**10**	**11**	**11**	**11**
Personnel intermittent de production	Nombre de semaines par année (vacances comprises)	**450**	**527**	**484**	**449**	**466**
	Nombre artisans, technicien et autres	**34**	**53**	**50**	**51**	**53**
	Nombre de comédiens	**27**	**34**	**35**	**93**	**16**
Personnel temporaire (hors intermittent)	Nombre de semaines par année (vacances comprises)	**160**	**107**	**84**	**115**	**83**
	Nombre de personnes	**0**	**35**	**28**	**27**	**16**
Stagiaires et apprentis	Nombre de semaines par année	**0**	**0**	**0**	**0**	**11**
	Nb de personnes (civilistes, apprentis, stages HETSR, stages chômage…)	**0**	**0**	**0**	**0**	**3**
Metteur(e)s en scène	Nombre de metteur(e)s en scène résidants en Suisse ou Grand Genève engagés par le Poche	**6**	**6**	**8**	**9**	**6**
Comédien(ne)s	Nombre de comédien(ne)s résidants en Suisse ou Grand Genève engagés par le Poche	**25**	**22**	**25**	**66**	**12**

TABLEAU DE BORD

Finances		**statistique 2010-2011**	**2012-2013**	**2013-2014**	**2014-2015**	**2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION***
Charges de production	Charges de production+coproduction+accueil	**1'823'852**	**1'851'082**	**1'829'906**	**1'946'390**	**1'374'492**
Charges de fonctionnement	Charges totales - charges de production	**1'074'008**	**1'123'171**	**1'144'204**	**1'077'877**	**1'212'060**
Recettes de billetterie	Produits liés directement à la vente de billets	**290'268**	**302'424**	**298'383**	**284'492**	**94'470**
Recettes de coproduction et tournées	Part versée par les coproducteurs si organisme producteur principal et vente de représentations	**386'803**	**258'640**	**262'345**	**230'072**	**114'200**
Autres recettes	Recettes propres divers + dons + fondations	**89'961**	**121'804**	**163'994**	**78'627**	**38'507**
Subvention liées à la convention	Subvention Ville + Etat reversées par la FAD, y.c. subv. en nature	**2'141'956**	**2'238'635**	**2'320'474**	**2'479'768**	**2'251'426**
Charges totales	Charges totales y.c. amortissements	**2'897'860**	**2'974'253**	**2'974'110**	**3'024'267**	**2'667'940**
Recettes totales	Recettes propres +subv Ville et Etat + recettes de coproducteur	**2'908'988**	**2'968'758**	**3'045'196**	**3'072'960**	**2'648'513**
Résultat d'exploitation	Résultat net	**11'128**	**-5'495**	**71'086**	**48'692**	**-19'427**
Part d'autofinancement	Recettes propres + coproduction + tournées / recettes totales	**26%**	**23%**	**24%**	**19%**	**9%**

Agenda 21 et accès à la culture

Actions entreprises pour favoriser l'accès à la culture	En annexe, liste détaillée des actions
Actions entreprises pour respecter les principes du développement durable	En annexe, liste détaillée des actions

TABLEAU DE BORD

Réalisation des objectifs	valeurs cibles	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 *NOUVELLE DIRECTION*
Objectif 1: Produire ou coproduire des spectacles réalisés par des artistes et artisans professionnels de la scène					
Nombre de spectacles	8	8	9	25	12
Nombre de représentations	150	152	139	148	138
Nombre de spectateurs	16'000	17'990	16'863	16'818	9'101

Commentaires:
2015-2016 correspond à la première saison dirigée par Mathieu Bertholet. Sur les 11 textes programmés, 2 ont été joués 18 soirs, les autres (SLOOP et accueils) entre 6 et 12 soirs. Le 12ème spectacle correspond au festival CTRL-J avec 6 représentations sur 3 jours.
Ainsi, le nombre de représentations est légèrement en dessous de la valeur cible.
Le renouvellement de public étant inhérent au changement de direction, la valeur cible, cette saison, n'est pas atteinte.
Est compris dans la réalisation de ces 3 objectifs le spectacle " Un conte cruel" produit par la Comédie et présenté au POCHE /GVE.

Objectif 2: Créer des œuvres contemporaines					
Spectacles en création	6	7	7	10	9
Textes en création (textes mis en scène pour 1ère fois)	2	4	4	4	7
Nombre de textes dont les auteurs sont vivants	7	6	6	13	11

Commentaires:
Tous les auteurs des textes présentés cette saison 2015-2016 sont venus rencontrer, au POCHE /GVE, les artistes et le public.

Objectif 3: Favoriser la création suisse					
Auteur(e)s résidant en Suisse (ou dans le Grand Genève)	2	4	1	9	2
Metteur(e)s en scène résidant en Suisse (ou dans le Grand Genève)	5	7	5	9	7
Comédien(ne)s en scène résidant en Suisse (ou dans le Grand Genève)	25	22	25	66	17

Commentaires:
En 2015-2016, un nouveau système de production est mis en place : CARGO et SLOOP. Pour ce dernier, les comédiens sont engagés sur plusieurs spectacles qui se jouent en alternance. Ainsi, pour le SLOOP 1, sur les 6 comédiens présents sur le plateau du spectacle « Villa Dolorosa », 4 l'étaient également pour «Extase et Quotidien ». Pour le SLOOP 2, les 4 comédiennes ont joué dans les 4 textes proposés dans cette série. Si l'on tient compte du nombre de comédiens par spectacle, et non par contrat, le résultat est de 33 comédiens sur le plateau.

Objectif 4: Diffuser les créations du théâtre hors du Grand Genève					
Nombre de représentations en tournées	70	150	125	196	41

Commentaires:
Une nouvelle direction a besoin de créer son réseau de diffusion. Ainsi, la saison 2015-2016 reflète ce changement de direction. Les tournées des spectacles créés cette saison 2015-2016 sont prévues sur les deux prochaines années.

Annexe 1

LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES POUR FAVORISER L'ACCES A LA CULTURE

En collaboration avec la Ville de Genève :

- Surtitrage en français d'une pièce pour les sourds et malentendants
  - 18 et 21 novembre 2015 « Regarde Maman, je danse » Vanessa van Durme
- Billets 20 ans / 20 francs
- Chèques culture
- Billets bleus, « Un soir au théâtre »
- Prix PAG

LISTE DES ACTIVITES PEDAGOGIQUES ET RENCONTRES DIVERSES

Visites dans les classes du PO

Accueils et rencontres des élèves du PO au POCHE /GVE

Rencontre et présentation du projet POCHE /GVE aux étudiants des Arts Appliqués

Rencontre et présentation du projet POCHE /GVE aux étudiants de l'Ecole des Teintureries

Atelier « corps-texte-mouvements » lors de la Fête du Théâtre

Annexe 2

INVITATIONS

Types d'invitations	Nbre invitations	Nbre spectacle	TOTAL
INVITATIONS PREMIERES - valable pour 1 personne Equipe artistique du spectacle (2 par personne) Personnel permanent et temporaire (2 par personne) Liste invités Poche	70	10	**700**
INVITATIONS SPECTACLES - valable pour 1 personne Equipe artistique du spectacle (2 par personne) Personnel permanent et temporaire (2 par personne) Public professionnel Public cible selon la thématique du spectacle	80	11	**880**
INVITATIONS PARTENAIRES - valable pour 1 personne Partenaires médias (y compris concours et offres spéciales) Partenaires professionnels (accueil, coproductions, UTR)	170	10	**1'700**
INVITATIONS PERMANENTES - valable pour 2 personne Personnel permanent à offrir (1 par personne) Liste invités Poche (y compris officiel, politique)	165	10	**1'650**
INVITATIONS ENVOYÉES			**4'930**
INVITATIONS UTILISÉES			**2'373**

Fondation d'Art Dramatique POCHE /GVE

Annexe 3

EXTRAITS DES CRITIQUES DE PRESSE

SLOOP1

« En tout cas si les jouissives deux heures trente passées dans cette *Villa Dolorosa* font office de sloop, on est pris de vertige à l'idée de ce que pourraient réserver les cargos en vue ».

Katia Berger, Tribune de Genève, 23.09.2015

« La dramaturge allemande Rebekka Kricheldorf possède ce talent, rare aujourd'hui au théâtre, de susciter le rire par une réflexion vive et caustique sur son époque. Le metteur en scène romand Guillaume Béguin orchestre ses deux dernières fresques familiales contemporaines, Villa Dolorosa et Extase et Quotidien avec une parfaite maîtrise des rythmes autant que des silences. »

Cécile Dalla Torre, Le Courrier, 15.10.2015

DUO

« *Duo* au Poche, c'est une bulle de frémissement artistique, deux stars en stéréo. »

Marie-Pierre Genecand, Le Temps, 17.11.2015

« Peu importe finalement ici les limites entre le vrai et l'imaginaire : c'est bien une performance d'acteurs que livrent les deux danseurs. Non seulement par la physicalité de leur jeu, qui fait aussi de Tamara Bacci une comédienne à part entière. Mais aussi par la manière dont les deux interprètes ont su incarner leurs personnages de légende en dominant le verbe. »

Cécile Dalla Torre, Le Courrier, 10.11.2015

AVANT QUE J'OUBLIE & REGARDE MAMAN JE DANSE

« Du 23 au 30 novembre, la Belge Vanessa Van Durme jouera Avant que j'oublie, une pièce dans laquelle une femme qui était un homme raconte à une mère sur le déclin comment elle est devenue ce qu'elle est. Par un jeu de rôle qui fait d'elle et la mère et la fille, la comédienne questionne l'identité profonde des êtres. Pas forcément joyeux, mais libérateur, a priori. »

Vigousse, 20.11.2015

« Vanessa Van Durme, c'est une présence monumentale et enfantine. »

Alexandre Demidoff, Le Temps, 27.11.2015

SLOOP2

« *Au Poche à Genève, l'intense Jeanne De Mont prête sa voix à un beau texte qui trouble.*
Au tournant, il y a donc elle, l'actrice Jeanne De Mont. C'est elle qui délivre la langue de Claudine Galea, qui laisse tomber les mots qui bordent l'abjection de la photo d'Abu Graib, ces mots qui en sont l'onde de choc. Guidée par Michèle Pralong, codirectrice naguère du Grü à Genève, critique dramatique dans une première vie, elle syncope la confession, en caresse la violence contenue, en soigne le tranchant implacable. »

Alexandre Demidoff, Le Temps, au sujet de AU BORD, 20 janvier 2016.

51

Fondation d'Art Dramatique POCHE /GVE

« L'attente était vive concernant la nouvelle et plurielle proposition du Poche. Dans Guérillères ordinaires, j'ai découvert une scénographie sobre et éloquente, une mise en scène toute en finesse, très au service du texte défendu, et des comédiennes brillantes. »

Katia Berger, à propos de GUERRILLERES ORDINAIRES.

« A la mise en scène, Anne Bisang signe avec GUERRILLERES ORDINAIRES un spectacle âpre et sensible, ravageur et musical.... Les mots de Magali Mougel sont des la(r)mes. »

Alexandre Demidoff, LE TEMPS au sujet de GUERRILLERES ORDINAIRES, 9.12.2015.

« Au POCHE, ça tape du poing, ça déchire et courez voir cette pièce brute comme un quartier de viande ou une bonne bouteille de cidre. »

Thierry Sartoretti, RTS, au sujet de PAYSAGE INTÉRIEUR BRUT, 16.12.2015.

« Un poème intime et dramatique qui se déroule dans le bruissement de la poésie, le fil des métaphores, les digressions sur le désir disparu en écho à Virginia Woolf, où la comédienne déploie la force d'un jeu ardent, finissant par exulter son incapacité à s'accommoder d'un état qu'elle renie. Le talent de la dramaturge réside là: poétiser la souffrance d'une femme piégée par sa domesticité en la libérant de ses entraves grâce à la puissance du récit. Cette "guérillères-là", et ses comparses, valent le détour. »

Cécile Dalla Torre, Le Courrier, à propos de GUERRILLERES ORDINAIRES, 23.12.2015.

CONTE CRUEL

« Basée sur des témoignages réels, cette pièce, qui procède par courtes séquences, recense les humiliations et aliénations liées à la violence. La mise en scène, signée Martine Paschoud et Philippe Morand, présente quelques faiblesses, ainsi que le jeu de certains comédiens. Mais dans le rôle du couple en crise, Mauro Bellucci et Natacha Koutchoumov épatent à chaque instant. »

Marie-Pierre Genecand, Le Temps, 24.02.2016

CTRL-X

« Avec son traitement visuel et sonore étudié, la proposition raconte parfaitement l'infernal tourbillon que peuvent engendrer les nouveaux modes de communication. »

Marie-Pierre Genecand, Le Temps 21.04.2016

« Le jeu auquel s'adonne Cyril Teste avec la vidéo n' est pas une simple curiosité technologique. Il apporte une véritable réflexion sur l'image, mettant à la scène l'esthétique vidéo produite par la webcam, loin d'être anodine. Il flatte ainsi un imaginaire voyeur de la part du spectateur, se jouant de lui et le fascinant jusqu' à lui montrer ce qu' il n' a pas envie de voir. »

Adrien Volle, www.sceneweb.fr, 12.04.2016

« La scénographie de la pièce est impressionnante. Le Collectif MXM , coproducteur avec le Poche, fait un travail stupéfiant. Il noie littéralement le spectateur dans un flot continu de sollicitations numériques. Zapping :publicités, vidéos, Wikipédia, appels, messages, du texte, par bribes, par à-coups, qui constituent un fil conducteur incohérent. Et le plus incroyable c'est qu'on y comprend finalement quelque chose ! Pièces de puzzle, indices, qui, mis bout à bout, racontent la vie d'Ida. Ses espoirs, ses failles, ses amours, son intimité. Sa chute. »

JJGENEVA, 12.04.2016

Le président. Sur proposition du bureau et des chefs de groupe, je mets aux voix le renvoi direct de la proposition PR-1248 à la commission des finances… Ah, M. Holenweg souhaite intervenir!

M. Pascal Holenweg (S). Comme il s'agit des comptes de la saison 2015-2016 de la Fondation d'art dramatique (FAD) et que nous sommes en septembre 2017, je ne vois pas bien l'intérêt de les renvoyer à la commission des finances, laquelle me paraît avoir suffisamment de travail par ailleurs – même si elle n'étudie pas encore le projet de budget 2018. Je propose donc la discussion immédiate.

Le président. Pour suivre la procédure réglementaire, je mets d'abord aux voix l'ouverture de la discussion sur la proposition PR-1248.

Mise aux voix, l'ouverture de la discussion est acceptée par 36 oui contre 18 non (1 abstention).

Préconsultation

Mise aux voix, l'entrée en matière sur la proposition est acceptée par 43 oui contre 15 non.

M. Daniel Sormanni (MCG). Puisque M. Holenweg veut nous faire gagner du temps, on fera le débat de commission ici! Je ne comprends absolument pas pourquoi on s'opposerait au renvoi des comptes de la FAD, même si ce sont ceux de la saison 2015-2016 – ce qui est d'ailleurs assez logique, puisque nous sommes en automne 2017… ou même pas, l'été durant jusqu'au 21 septembre.

Pour ma part, j'aimerais obtenir davantage d'informations. Il y a quelques années, on avait des soucis avec la FAD suite aux déclarations de certains artistes; on ne savait pas si l'assurance-vieillesse et survivants (AVS) avait été versée, par exemple. Cette problématique avait fait l'objet… *(Brouhaha.)* C'est un peu la chienlit…

Le président. S'il vous plaît, Mesdames et Messieurs! Ecoutons l'orateur!

M. Daniel Sormanni. Cette problématique avait fait l'objet d'un rapport des contrôleurs aux comptes démontrant que des erreurs avaient effectivement été commises; elles ont ensuite été rectifiées. Voilà pourquoi je demande chaque

année si les contrôles ont été effectués; je réclame aussi les documents attestant que nous pouvons continuer… *(Remarque de Mme Figurek.)* Je ne m'adresse pas à vous, Madame Figurek! Si vous répondez à l'avance…

Le président. Attendez un instant, Monsieur Sormanni, s'il vous plaît. Madame Figurek, vous n'avez pas à intervenir! Si vous voulez le faire, appuyez sur le bouton rouge de demande de parole! Continuez, Monsieur Sormanni.

M. Daniel Sormanni. Le Conseil municipal est l'organe de contrôle de toutes les fondations municipales: la FAD, le Grand Théâtre, la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social, la Fondetec. Il n'y a pas de raison que, quand il s'agit de culture, on ne contrôle plus rien et on laisse tout faire!

Vous ne voulez pas renvoyer ces comptes à la commission des finances, Monsieur Holenweg? Eh bien, nous mènerons le débat ici ce soir! Tant pis pour vous! Moi, je veux des certitudes et j'aimerais obtenir les documents… *(Brouhaha.)* C'est impossible!

Le président. S'il vous plaît, Mesdames et Messieurs! Il devient impossible de travailler! Respectons les orateurs et le processus demandé par M. Holenweg!

M. Daniel Sormanni. J'aimerais avoir des garanties et obtenir les documents attestant que nous pouvons continuer la pratique actuelle avec la FAD. J'insiste sur le fait qu'il y a eu un dérapage – on a prétexté qu'il s'agissait d'un oubli, mais c'était surtout par facilitation… Voilà pourquoi, en commission des finances, je demande chaque année si les contrôles ont été effectués. Si on ne peut pas y étudier la proposition PR-1248, je le demanderai alors à ce plénum!

Pour ma part, tant que je n'aurai pas les documents requis, je ne pourrai pas voter ce rapport d'activité de la FAD. Je pense que nous avons un minimum de points à vérifier dans le fonctionnement de ces fondations municipales, afin d'éviter que les problèmes ne surgissent et que l'on ne dise après coup: «Le Conseil municipal n'a pas effectué son devoir de surveillance.» De par la loi, le Conseil municipal est l'organe de surveillance de la FAD, entre autres. Par conséquent, nous avons besoin de savoir si tout s'y passe bien à long terme. Je demande au moins d'avoir ces certitudes et de recevoir les documents y afférents – même a posteriori, le cas échéant.

M. Sami Kanaan, **conseiller administratif**. Monsieur Sormanni, vous avez tout à fait raison de relever que le Conseil municipal a un devoir de surveillance à la fois légal, politique et institutionnel, dirais-je. Même si je crois que l'idée de M. Holenweg partait d'un excellent sentiment et visait à nous faire gagner du temps – la saison théâtrale en tant que telle étant bouclée depuis plus d'une année – vu que l'on parle beaucoup des évolutions récentes dans ce domaine, notamment en raison du projet de Nouvelle Comédie, je suggère le renvoi de la proposition PR-1248 en commission plutôt que l'ouverture d'un grand débat en séance plénière.

Je vous rassure d'ores et déjà, Mesdames et Messieurs: le Contrôle financier fait son travail. Il sera néanmoins beaucoup plus simple de vous donner des précisions en commission, raison pour laquelle je suis favorable au renvoi de cet objet. Cela nous permettra de gagner du temps en séance plénière.

Le président. Mesdames et Messieurs, nous nous engageons effectivement ici sur un terrain où des explications sont nécessaires. Je mets donc aux voix la suggestion du magistrat, à savoir le renvoi de la proposition PR-1248 à la commission des finances.

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des finances est accepté par 54 oui contre 3 non (1 abstention).

12. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total brut de 17 369 700 francs dont à déduire 7 799 500 francs de recettes, soit un montant total net de 9 570 200 francs, qui se décompose ainsi:

Délibération I – Aménagements des espaces publics

– 8 670 900 francs brut, dont à déduire une recette totale de 5 875 900 francs (Fonds intercommunal d'équipement et remboursements privés), soit 2 795 000 francs net destinés aux aménagements des espaces publics, constitués par l'avenue de Joli-Mont et l'avenue de Riant-Parc (tronçon avenue Louis-Casaï et carrefour giratoire avenue du Mervelet).

Délibération II – Mise en séparatif, assainissement, réalisation de collecteurs d'eaux claires et d'eaux usées

– 8 698 800 francs brut, dont à déduire une recette totale de 1 923 600 francs (participation de l'Etat de Genève, participation des propriétaires privés et remboursement de TVA), soit 6 775 200 francs net destinés à la mise en séparatif, assainissement et réalisation de collecteurs d'eaux claires et d'eaux usées, avenues de Joli-Mont, de Riant-Parc, Louis-Casaï, du Bouchet et chemin Charles-Georg (PR-1249).

Introduction

Le quartier Forêt-Mervelet fait partie des périmètres identifiés par le plan directeur communal «Genève 2020» où la Ville souhaite encourager la densification pour y construire des logements.

Plusieurs plans localisés de quartier (PLQ) ont été adoptés par le Canton dans le secteur du Mervelet et certains sont en cours de procédure. La construction de bâtiments de logement a déjà commencé, le long des avenues de Joli-Mont et de Riant-Parc.

Ce quartier est bien connecté au centre-ville grâce à un réseau de desserte de transports publics performants. Toutefois, son réseau routier interne, construit il y a longtemps pour donner accès à quelques villas, n'est pas adapté à son statut futur dans un quartier urbain dense. Il en va de même du réseau d'assainissement qui doit impérativement être reconstruit aux dimensions nécessaires pour assurer son rôle dans le futur quartier densifié.

La présente proposition concerne le réaménagement de l'avenue de Joli-Mont et d'une partie de l'avenue de Riant-Parc ainsi que la reconstruction du réseau d'assainissement souterrain du périmètre compris entre l'avenue du Bouchet et le chemin des Coudriers.

Exposé des motifs

Le périmètre du Mervelet est délimité par les avenues Louis-Casaï à l'ouest et Trembley à l'est, le chemin des Coudriers au nord et l'avenue du Bouchet au sud. Il occupe une position stratégique dans la ville grâce aux bonnes dessertes et aux équipements de proximités qui le bordent: centre commercial de Balexert, collège André Chavannes, maison de retraite du Petit-Saconnex et collège Rousseau.

L'Etat de Genève a établi sur l'ensemble du quartier une mosaïque de PLQ destinés à densifier le quartier. Ce dernier est ainsi destiné à changer de visage, passant d'une zone périphérique de villas à celle de quartier de ville. La cité-jardin construite dès 1920 est, elle, protégée par un plan de site.

Cette densification, qui représentera, à terme, la construction d'environ mille logements, implique pour la Ville la transformation du réseau de rues étroites en routes urbaines fonctionnelles, sûres et agréables. Le réseau d'assainissement doit lui aussi être redimensionné.

Plusieurs immeubles privés sont déjà construits, d'autres sont en chantier et des demandes d'autorisations de construire sont déposées. Dès lors, les travaux pour l'assainissement des réseaux souterrains et le réaménagement des rues deviennent primordiaux pour accueillir les nouveaux habitants et permettre le fonctionnement des logements.

L'étude de réaménagement a porté sur le redimensionnement, l'équipement et la requalification des trois principales rues du quartier (Joli-Mont, Riant-Parc, Charles-Georg).

Toutefois, le présent projet ne comprend que l'aménagement de l'avenue de Joli-Mont et de l'avenue de Riant-Parc (tronçon avenue Louis-Casaï et carrefour giratoire avenue du Mervelet) et ne comprend pas l'aménagement du chemin Charles-Georg.

La raison en est qu'il n'y a, à ce jour, aucun projet de construction déposé en autorisation de construire sur le chemin Charles-Georg et qu'il est donc trop tôt pour engager des travaux d'aménagements.

Les cessions au domaine public inscrites dans les PLQ le long des axes seront mises à profit pour recalibrer le gabarit des rues dont les trottoirs sont trop étroits

et même inexistants par endroits, en créant des trottoirs larges et sûrs, conformes aux normes. Les cessions permettront également de planter des arbres, de maintenir du parking latéral et d'accueillir le mobilier urbain nécessaire.

Description de l'ouvrage

Délibération I – Aménagements des espaces publics: avenues de Joli-Mont et de Riant-Parc

Les rues actuelles sont d'une largeur d'environ 7 m et les trottoirs ont entre 1,20 m et au mieux 1,50 m de large. L'état général du revêtement de sol est mauvais. Les nombreuses parcelles privées qui bordent les rues sont raccordées au domaine public chaque fois par un abaissement de trottoir (passage à char) qui réduit le confort et la sécurité des piétons.

Compte tenu du long délai qui peut exister entre la réalisation des premiers et des derniers immeubles, les réseaux souterrains actuels et futurs doivent coexister temporairement. A cela s'ajoute le tracé du réseau de chauffage à distance (CAD) posé par les Services industriels de Genève (SIG). Ces réseaux sont une contrainte qui a pesé dans le développement du projet de réaménagement.

Il en découle la disposition d'une voirie de 7 m de large entre trottoirs avec parking alterné. Côté sud de la rue, une bande de 2 m libre de tous réseaux souterrains accueille soit des platebandes plantées d'arbres, soit le parking latéral, soit le dégagement pour les croisements de véhicules, soit enfin un écopoint de quartier résultant de la construction des nouveaux immeubles. Cette bande multifonctionnelle peut s'adapter en fonction des futurs développements dont on ne connaît pas encore le rapport à la rue. Il est ainsi possible de faire «coulisser» une platebande ou le parking latéral pour dégager le futur accès à la parcelle privée.

De part et d'autre de la voie, deux trottoirs de 2,5 m de large en «trottoir genevois» sont disposés. La plantation de groupements d'arbres majeurs, dont l'alignement crée dans chaque rue un cordon boisé, accompagne la promenade des piétons et les abrite quelque peu des nuisances de la chaussée, tout en offrant de l'ombre et de la fraîcheur.

Le régime de circulation est maintenu en zone 30, conformément au statut de réseau de quartier résidentiel des rues.

L'éclairage public est vétuste. Il sera remplacé par des candélabres de 7 m à 10 m, équipés de luminaires de nouvelle technologie, avec lampe LED. Les luminaires seront équipés de différentes optiques, permettant une meilleure répartition de la lumière en évitant les nuisances. De plus les luminaires seront régulables à certaines heures de la nuit, permettant une diminution de la consommation d'énergie.

Délibération II – Mise en séparatif, assainissement, réalisation de collecteurs eaux claires et eaux usées

L'étude de tracé du réseau d'assainissement du réseau secondaire, a fait l'objet d'un rapport intitulé «concept d'assainissement du quartier du Mervelet», finalisé et approuvé par la Direction générale de l'eau (DGEau) en janvier 2015, et son complément de vérification hydraulique en février 2016.

Ainsi, le collecteur d'eaux mélangées (EM) existant dans les rues du PLQ du Mervelet, nécessite une reconstruction car ce secteur passera en régime séparatif, conformément à l'actuel plan directeur des égouts et au plan général d'évacuation des eaux (PGEE) en cours d'élaboration. Ceci impliquera une reconstruction de deux collecteurs d'eaux claires et d'eaux usées en remplacement du collecteur existant.

La mise en séparatif des eaux du réseau secondaire concerne donc les rues suivantes:

– avenue de Joli-Mont, soit 295 m de canalisation d'eaux usées (EU) et d'eaux claires (EC);
– avenue de Riant-Parc, soit 320 m de canalisation EU et EC;
– chemin Charles-Georg, soit 285 m de canalisation EU et EC;
– avenue Louis-Casaï, soit 285 m de canalisation EU et EC et 150 m de raccordement de canalisations des grilles de chaussées pour le compte de l'Etat;
– avenue du Bouchet, soit 270 m de canalisation EC et réhabilitation de l'unitaire existant en EU.

Au total, les travaux envisagés portent sur la création de 2790 ml de réseaux pour la mise en séparatif du PLQ du Mervelet.

Il est proposé de réaliser les travaux nécessaires en une intervention dans le cadre d'une seule proposition, afin d'améliorer la coordination d'ensemble et de réduire les coûts et nuisances éventuelles pour les riverains.

Les collecteurs existants de type ovoïde et circulaire, en béton, seront remplacés par des collecteurs circulaires en PVC ou en fibre de verre renforcée, suivant leur diamètre. L'exécution est prévue en fouilles à parois verticales, blindage jointif. Les sacs d'eaux pluviales, ainsi que leurs raccordements au collecteur principal, seront, suivant leur état, reconstruits.

De plus, les raccords privés d'eaux usées au droit des collecteurs reconstruits seront, suivant leur état, remplacés aux frais des propriétaires. De nouveaux branchements privés pour les eaux pluviales seront également réalisés aux frais des précités et seront ainsi raccordés au réseau public séparatif d'évacuation des eaux.

Estimation des coûts

Délibération I – Aménagements des espaces publics: avenues de Joli-Mont et de Riant-Parc

A. Travaux	12 500 m²	Fr.
Installations et phasages de chantier	gl	340 200
Avenue de Joli-Mont		176 300
Avenue de Riant-Parc		163 900
Démolitions et démontages	gl	316 200
Avenue de Joli-Mont		163 000
Avenue de Riant-Parc		153 200
Terrassements	7 760 m³	589 600
Avenue de Joli-Mont		305 600
Avenue de Riant-Parc		284 000
Couches de fondation	3 650 m³	373 400
Avenue de Joli-Mont		193 500
Avenue de Riant-Parc		179 900
Pavages et bordures	5 300 ml	490 100
Avenue de Joli-Mont		254 000
Avenue de Riant-Parc		236 100
Chaussées, enrobés bitumineux	2 930 t	705 800
Avenue de Joli-Mont		366 300
Avenue de Riant-Parc		339 500
Trottoirs type Ville de Genève	3 940 m²	514 000
Avenue de Joli-Mont		265 000
Avenue de Riant-Parc		249 000
Canalisations grilles eaux claires	48 pce	441 400
Avenue de Joli-Mont		229 900
Avenue de Riant-Parc		211 500
Bornes hydrantes SIS	4 pce	80 000
Avenue de Joli-Mont		40 000
Avenue de Riant-Parc		40 000
Eclairage public	gl	758 200
Avenue de Joli-Mont	35 pce	325 000
Avenue de Riant-Parc	42 pce	433 200
Marquages et signalisation	gl	23 300
Avenue de Joli-Mont		12 000
Avenue de Riant-Parc		11 300
Sous-total HT des travaux pour 12 500 m² de surfaces aménagées:		4 632 200

		Fr.
Fosses et plantations	48 pce	1 493 700
Avenue de Joli-Mont	gl	729 400
Fosse de plantation	350 m^3	141 200
Drainage fosse	90 ml	61 700
Déplacement réseaux SIG	gl	250 800
Apport de terre végétale	350 m^3	45 000
F+ Plantations arbres	24 pce	75 900
Entretien des plantations (5 ans)	gl	121 600
Arrosage automatique et fosse compteur	gl	33 200
Avenue de Riant-Parc	gl	764 300
Fosse de plantation	350 m^3	141 200
Drainage fosse	100 ml	68 600
Déplacement réseaux SIG	gl	278 800
Apport de terre végétale	350 m^3	45 000
F+ Plantations arbres	24 pce	75 900
Entretien des plantations (5 ans)	gl	121 600
Arrosage automatique et fosse compteur	gl	33 200
Centre de tri sélectif	7 pce	141 200
7 bennes:		
– 1 verre blanc,		
– 1 verre coloré,		
– 2 papier et carton, 1 déchets organiques,		
– 1 PET et 1 fer-blanc/aluminium,		
– 2 goulottes (piles et capsules de café).		
A. Coût total HT des travaux		6 267 100
B. Honoraires		
Architecte paysagiste/arboriste	2,5%	156 000
Ingénieur civil	8%	501 000
Ingénieur électricien	0,5%	31 000
Ingénieur sanitaire	0,1%	6 000
Géomètre	1%	62 000
Ingénieur circulation	3%	188 000
B. Coût total HT des honoraires		944 000
C. Frais secondaires		
Frais de reproduction	gl	40 000
Taxes diverses de raccordement	gl	287 600

Taxes d'autorisation de construire	gl	9 700
Information et communication	gl	20 000
C. Coût total HT des frais secondaires		357 300
Coût total HT de l'aménagement		7 568 400
Calcul des frais financiers délibération I		
TVA 8% (arrondi)		605 500
Coût total brut TTC de l'aménagement (arrondi)		8 173 900
Prestations du personnel en faveur des investissements 4% (arrondi)		327 000
Intérêts intercalaires: $\frac{(8\,173\,900 + 327\,000) \times 24 \text{ mois} \times 2\%}{2 \times 12}$		170 000
Coût total brut TTC de l'aménagement espaces publics (arrondi)		8 670 900
Recettes à déduire		
Fonds intercommunal d'équipement (FIE) 75% du montant de l'aménagement TTC (6 125 900 HT × 1,08 TVA) + honoraires 15,1% arrondi à		-5 711 200
Remboursement par les constructeurs des biens-fonds privés, pour le centre de tri sélectif (141 200 francs HT × 1,08 TVA) + honoraires 8% arrondi à		-164 700
Montant total des recettes		-5 875 900
Coût total net de la délibération I – Total TTC		2 795 000

Délibération II – Mise en séparatif, assainissement et réalisation de collecteurs d'eaux claires et d'eaux usées dans les avenues de Joli-Mont, de Riant-Parc, Louis-Casaï, du Bouchet et chemin Charles-Georg

A. Travaux

Installations et phasages de chantier	gl	380 500
Avenue de Joli-Mont		55200
Avenue de Riant-Parc		63 500
Chemin Charles-Georg		75 900
Avenue Louis-Casaï		91 200
Avenue du Bouchet		94 700

Enrobés bitumineux	3 830 t	1 001 500
Avenue de Joli-Mont	540 t	170 000
Avenue de Riant-Parc	800 t	209 000
Chemin Charles-Georg	730 t	190 600
Avenue Louis-Casaï	1160 t	277 200
Avenue du Bouchet	600 t	154 700
Canalisations principales	2790 m	3 792 200
Avenue de Joli-Mont	590 ml	686 600
Avenue de Riant-Parc	640 ml	770 700
Chemin Charles-Georg	570 ml	776 900
Avenue Louis-Casaï	720 ml	1 165 400
Avenue du Bouchet	270 ml	392 600
Raccordements privés	73 u	781 400
Avenue de Joli-Mont	14 u	149 600
Avenue de Riant-Parc	24 u	259 600
Chemin Charles-Georg	28 u	299 600
Avenue du Bouchet	7 u	72 600
Canalisations grilles eaux claires	112 u	748 200
Chemin Charles-Georg	20 u	204 000
Avenue Louis-Casaï	20 u	301 500
Avenue du Bouchet	24 u	242 700
A. Coût total HT des travaux		6 703 800
B. Honoraires		
Ingénieur civil	8%	536 300
Géomètre	1%	67 100
Ingénieur circulation	3%	201 200
B. Coût total HT des honoraires		804 600
C. Frais secondaires		
Frais de reproduction	gl	50 000
Taxes d'autorisation de construire	2 790 m	71 700
C. Coût total HT des frais secondaires		121 700
Coût total HT de la mise en séparatif, assainissement		7 630 100

Calcul des frais financiers délibération II

TVA 8% (arrondi)	610 400
Coût total brut TTC de la mise en séparatif, assainissement (arrondi)	8 240 500
Prestations du personnel en faveur des investissements 4% (arrondi)	329 700
Intérêts intercalaires: $\frac{(8\,240\,500 + 329\,700) \times 18 \text{ mois} \times 2\%}{2 \times 12}$	128 600
Coût total brut TTC de la mise en séparatif, assainissement (arrondi)	8 698 800
Recettes à déduire	
Participation Etat de Genève: Part relative du débit généré par le bassin versant de la route cantonale à hauteur de 13% du montant des travaux du collecteur EC	-134 300
Coûts de raccordements des grilles de la chaussée	-414 300
Remboursement des propriétaires des biens-fonds, pour le raccordement au réseau public d'assainissement (781 400 francs HT × 1,08 TVA) + 67 512 Honoraires arrondis à	-911 400
TVA récupérable sur la construction des collecteurs secondaires (5 795 100 francs HT × 0,08 TVA) arrondi à	-463 600
Montant total des recettes	-1 923 600
Coût total net de la délibération II – Total TTC	6 775 200

Recettes

Délibération I – Travaux d'aménagements des espaces publics

Les travaux concernés par cette demande de crédit sont déterminés par la construction des nouveaux immeubles liés à la densification du quartier. En conséquence, les travaux de construction des futurs immeubles sont soumis à la taxe d'équipement nommée dorénavant taxe FIE, pour Fonds intercommunal d'équipement, et la Ville peut percevoir une recette à ce titre à hauteur de 75% du montant des travaux TTC pour l'aménagement de son domaine public.

Participation des constructeurs des biens-fonds privés:

Les travaux y compris les honoraires de l'ingénieur civil pour la réalisation du centre de tri sélectif doivent être réalisés dans le cadre de la planification générale du chantier de l'avenue de Riant-Parc, afin de s'assurer de la parfaite exécution sous le domaine public. Ainsi, tous les frais liés à ce centre de tri sélectif seront engagés par la Ville de Genève, agissant en qualité de maître d'ouvrage, et seront ensuite facturés aux constructeurs des biens-fonds privés.

Délibération II – Travaux de mise en séparatif, assainissement, réalisation de collecteurs d'eaux claires et d'eaux usées

Participation de l'Etat de Genève

Un addendum au rapport final du concept d'assainissement de juin 2016 sur la répartition du financement des travaux a démontré que le collecteur d'eaux pluviales, dont les apports proviennent à la fois du quartier du Mervelet (Ville de Genève) et de l'avenue Louis-Casaï (DP cantonal), génère des débits provenant des eaux de la chaussée à hauteur de 13% du montant des travaux du collecteur EC. L'estimation de la part de ces travaux plus les honoraires est égale à 134 300 francs TTC.

La mise en séparatif sur l'avenue Louis-Casaï demande aussi la reprise des raccordements des grilles d'eaux pluviales sur le nouveau collecteur EC à construire. L'estimation de ces travaux plus les honoraires est égale à 414 300 francs TTC.

Participation des propriétaires privés

Les travaux de raccordement des collecteurs privés au nouveau réseau d'assainissement doivent être réalisés dans le cadre de la planification générale des chantiers, afin de s'assurer de leur parfaite exécution sous le domaine public. Ainsi, tous les frais liés à ces raccordements seront engagés par la Ville de Genève, agissant en qualité de maître d'ouvrage, et seront ensuite facturés aux propriétaires privés riverains.

Conformément à l'article 66 de la loi cantonale sur les eaux (L 2 05) du 5 juillet 1961, les raccordements des biens-fonds privés au réseau public d'assainissement sont à la charge des propriétaires. Ainsi les montants engagés sont assurés d'être remboursés une fois les travaux achevés.

L'estimation financière de ces raccordements plus les honoraires est de 911 400 francs TTC, soit environ 73 branchements.

Assujettissement de la TVA

Le montant de la TVA récupérable est calculé sur le coût total de l'opération de collecteurs duquel est déduit le montant des travaux liés au raccordement des biens-fonds privés, honoraires compris. Cette déduction est opérée puisque l'intégralité des travaux liés aux biens-fonds privés fait l'objet d'un remboursement intégral postérieurement à la réalisation des travaux.

La TVA récupérable est donc estimée à 463 600 francs pour une assiette de prestations évaluée à 5 795 100 francs.

Fonds intercommunal d'assainissement (FIA)

Le FIA remboursera les amortissements sous forme d'annuités, une fois les travaux réalisés.

Référence au 12e plan financier d'investissement (PFI) 2017-2028 (pp. 54 et 56)

Pour la délibération I, l'aménagement de l'avenue de Joli-Mont figure au 12e PFI 2017-2028 en qualité de projet actif, sous le N° 101.830.05 pour un montant de 4 391 000 francs brut et 1 909 000 francs net; l'aménagement de l'avenue de Riant-Parc ne figure pas au PFI.

Pour la délibération II, ce projet figure en qualité de projet actif sous le N° 081.114.02 pour un montant de 10 315 000 francs brut et 9 145 000 francs net.

Globalement, les montants nets inscrits au PFI pour les deux délibérations représentent un total net de 11 054 000 francs. Le total net des délibérations I et II est de 9 570 200 francs, donc inférieur d'environ 1,5 million. Les variations sur les postes résultent de la difficulté à estimer précisément les recettes, du fait de l'introduction récente des règles relatives aux contributions du FIE, notamment.

Budget de fonctionnement

Délibération I – Aménagement des espaces publics

L'entretien et le nettoiement de cet aménagement seront assurés dans le cadre des budgets ordinaires des services de la Ville de Genève et vont augmenter les dépenses générales comme suit:

– de 25 200 francs par année pour le Service Voirie – Ville propre, destinés au nettoiement et à la collecte des déchets,
– de 2900 francs par année pour le Service des espaces verts, destinés à l'entretien des arbres et à l'entretien de la végétation des îlots,

– de 10 300 francs par année pour le Service du génie civil, destinés à l'entretien des routes,
– de 9600 francs par année pour le Service de l'aménagement urbain et de la mobilité pour l'éclairage public, destinés à l'entretien des luminaires.

Ces montants seront donc à provisionner sur les budgets ordinaires de chaque service concerné de la Ville de Genève.

Délibération II – Mise en séparatif, assainissement des eaux claires et des eaux usées, rénovation des collecteurs

Le coût moyen annuel plafond pris en compte par le FIA est de 11,00 francs TTC (10,20 HT) par mètre linéaire de collecteur. Ainsi, en termes de budget complémentaire, le Service du génie civil prévoira une somme de 28 458 francs, arrondie à 28 460 francs HT, sur le groupe 314, entièrement compensée par un revenu équivalent provenant du FIA.

Le revenu versé par le FIA à la Ville de Genève, sur la mise en séparatif du réseau secondaire, comprenant les intérêts du taux de 1,5% et les amortissements au moyen de 40 annuités, est estimé à 193 800 francs TTC.

Charges financières annuelles

La charge financière annuelle nette de l'investissement prévu à la délibération I, aménagements des espaces publics, comprenant les intérêts du taux de 1,5% et les amortissements au moyen de 20 annuités, se montera à 162 800 francs.

La charge financière annuelle nette de l'investissement prévu à la délibération II, mise en séparatif, assainissement des eaux claires et des eaux usées, comprenant les intérêts du taux de 1,5% et les amortissements au moyen de 30 annuités, se montera à 282 200 francs.

Validité des coûts

L'estimation du coût est basée sur les prix unitaires moyens du marché actuel. Les coûts sont en valeur 2016.

Pour les délibérations I et II, les estimations correspondent à un niveau de projet, basées sur un devis estimatif.

Aucune hausse éventuelle des prix n'est comprise dans les montants présentés.

Délais de réalisation et autorisation de construire

Une requête en autorisation de construire DD 108985 portant sur la mise en séparatif, assainissement des eaux claires et des eaux usées des collecteurs a été déposée auprès du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie. L'autorisation a été délivrée le 28 septembre 2016.

Pour les aménagements, une autre requête sera déposée prochainement auprès du département précité.

Le délai référendaire écoulé, les travaux pourront démarrer après le vote du Conseil municipal. Leur durée totale est estimée à dix-huit mois pour les travaux d'aménagements et à douze mois pour les travaux de mise en séparatif, assainissement des eaux claires et des eaux usées.

La date prévisionnelle de mise en exploitation est prévue au deuxième semestre 2020.

Obligations légales

Les travaux de construction, d'élargissement et de correction des voies publiques communales et des ouvrages d'art qui en dépendent sont à la charge de la Ville de Genève, selon l'article 23 de la loi sur les routes (L 1 10).

Les travaux de construction et d'entretien du réseau d'assainissement secondaire incombent à la Ville de Genève, selon les articles 58, 60 et 84 de la loi sur les eaux (L 2 05).

Régime foncier

Huit PLQ en force ont été constitués au sein du périmètre. Ils prévoient la constitution de servitudes de passage public à pied et à cycles au bénéfice de la Ville de Genève et définissent les emprises des cessions gratuites au domaine public communal de la Ville de Genève:

– PLQ 27935, sis à l'angle des avenues de Joli-Mont et Louis-Casaï, adopté par le Conseil d'Etat le 19 juin 1989;
– PLQ 29416, sis avenue de Joli-Mont, adopté par le Conseil d'Etat le 28 mars 2007;
– PLQ 29451, sis à l'angle des avenues de Joli-Mont, Louis-Casaï et de Riant-Parc, adopté par le Conseil d'Etat le 28 mars 2007;
– PLQ 29665, sis à l'angle des avenues de Joli-Mont et de Riant-Parc, adopté par le Conseil d'Etat le 14 janvier 2009;

– PLQ 29452, sis à l'angle des avenues de Riant-Parc, Louis-Casaï et du chemin Charles-Georg, adopté par le Conseil d'Etat le 28 mars 2007;
– PLQ 29772, sis entre l'avenue de Riant-Parc et le chemin Charles-Georg, adopté par le Conseil d'Etat le 21 août 2013;
– PLQ 28315, sis à l'angle du Carrefour du Bouchet, de l'avenue du Bouchet et du chemin Charles-Georg, adopté par le Conseil d'Etat le 17 février 1992;
– PLQ 29773, sis entre le chemin Charles-Georg et l'avenue du Bouchet, adopté par le Conseil d'Etat le 21 août 2013.

Passages piétons et vélos

Les huit PLQ prévoient la constitution de servitudes de passage public à pied et à cycles afin d'assurer la perméabilité en mobilités douces à travers l'ensemble du périmètre.

La constitution de l'ensemble de ces servitudes permettra la création de deux cheminements continus parallèles à l'avenue Louis-Casaï et perpendiculaires aux avenues de Joli-Mont, de Riant-Parc et du chemin Charles-Georg. Ces deux cheminements garantiront à terme le passage aux mobilités douces entre le sud de l'avenue du Bouchet et le cycle d'orientation des Coudriers et entre le collège Rousseau et le nord-est de l'avenue de Joli-Mont.

Cessions au domaine public communal

Des cessions gratuites au domaine public communal de la Ville de Genève sont prévues par les PLQ 29451, 29665, 29452 et 29773 sur les avenues de Joli-Mont, de Riant-Parc et le chemin Charles-Georg. Des cessions gratuites sont également prévues par les PLQ 27935, 29451 et 29452 sur l'avenue Louis-Casaï.

Services gestionnaires et bénéficiaires

Le service gestionnaire et bénéficiaire des deux crédits de travaux (délibérations I et II) est le Service du génie civil.

Tableaux récapitulatifs des coûts d'investissement, de fonctionnement et planification des dépenses d'investissement *(en francs)*

Objets: Aménagements des espaces publics et mise en séparatif assainissement eaux claires et eaux usées (av. Joli-Mont, av. de Riant-Parc)		
A. SYNTHESE DE L'ESTIMATION DES COUTS		
Délibération I – Aménagements des espaces publics		
	Montant	**%**
Honoraires	944 000	11%
Travaux de génie civil	4 632 200	53%
Travaux de plantations	1 493 700	17%
Travaux de centre de tri-sélectif	141 200	2%
Frais divers	357 300	4%
Frais financiers (y c. TVA)	1 102 500	13%
Coût total du projet TTC	**8 670 900**	**100%**

Délibération II – Mise en séparatif, assainissement		
	Montant	**%**
Honoraires	804 600	9%
Travaux de génie civil	5 496 600	63%
Travaux de génie civil à charge des propriétaires privés	781 400	9%
Travaux de génie civil pour le compte de l'Etat	425 800	5%
Frais divers	121 700	2%
Frais financiers (y c. TVA)	1 068 700	12%
Coût total du projet TTC	**8 698 800**	**100%**

B. IMPACT ANNUEL SUR LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT			
Services bénéficiaires concernés :			
Délibération I – VVP, SEVE, SAM et GCI			
Délibération II - GCI			
CHARGES	**Délib. I**	**Délib. II**	**Total**
30 - Charges de personnel			
31 - Dépenses générales	48 000	28 460	76 460
32/33 - Frais financiers (intérêts et amortissements)	162 800	282 200	445 000
36 - Subventions accordées			
Total des nouvelles charges induites	**210 800**	**310 660**	**521 460**

REVENUS	**Délib. I**	**Délib. II**	**Total**
40 - Impôts			
42 - Revenu des biens			
43 - Revenus divers (prise en charge entretien FIA)		28 460	28 460
45 - Dédommagements de collectivités publiques			0
46 - Remboursement FIA amortissements et intérêts		193 800	193 800
Total des nouveaux revenus induits	**0**	**222 260**	**222 260**

Impact net sur le résultat du budget de fonctionnement	**-210 800**	**-88 400**	**-299 200**

C. PLANIFICATION ESTIMEE DES DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT			
Délibération I – Aménagements des espaces publics			
Année(s) impactée(s)	**Dépenses brutes**	**Recettes**	**Dépenses nettes**
Année de vote du crédit par le CM: 2018	2 000 000	175 900	1 824 100
2019	4 000 000	3 700 000	300 000
2020	2 670 900	2 000 000	670 900
Totaux	**8 670 900**	**5 875 900**	**2 795 000**

Délibération II – Mise en séparatif, assainissement			
Année(s) impactée(s)	**Dépenses brutes**	**Recettes y compris TVA déductible**	**Dépenses nettes**
Année de vote du crédit par le CM: 2018	2 000 000	123 600	1 876 400
2019	3 000 000	900 000	2 100 000
2020	3 698 800	900 000	2 798 800
Totaux	**8 698 800**	**1 923 600**	**6 775 200**

Récapitulatif			
Année(s) impactée(s)	**Dépenses brutes**	**Recettes**	**Dépenses nettes**
Année de vote du crédit par le CM: 2018	4 000 000	299 500	3 700 500
2019	7 000 000	4 600 000	2 400 000
2020	6 369 700	2 900 000	3 469 700
Totaux	**17 369 700**	**7 799 500**	**9 570 200**

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à approuver les projets de délibérations ci-après.

PROJET DE DÉLIBÉRATION I
(Aménagements des espaces publics)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les articles 22 et suivants de la loi sur les routes du 28 avril 1967;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 8 670 900 francs, dont à déduire un total de 5 875 900 francs, provenant pour 5 711 200 francs du Fonds intercommunal d'équipement (FIE) et 164 700 francs du remboursement par les constructeurs des biens-fonds privés pour la construction du centre de tri sélectif, soit 2 795 000 francs net destinés aux aménagements des espaces publics, constitués par l'avenue de Joli-Mont et l'avenue de Riant-Parc (tronçon avenue Louis-Casaï et carrefour giratoire avenue du Mervelet).

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 8 670 900 francs.

Art. 3. – La dépense nette prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 20 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2037.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.

PROJET DE DÉLIBÉRATION II
(Mise en séparatif, assainissement des eaux claires et des eaux usées, rénovation des collecteurs)

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu les articles 58, 60 et 84 de la loi du 29 novembre 2013 modifiant la loi sur les eaux du 5 juillet 1961;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 8 698 800 francs, dont à déduire un total de 1 923 600 francs, provenant pour 134 300 francs et 414 300 francs de la participation de l'Etat de Genève, pour

911 400 francs de la participation des propriétaires des biens-fonds privés et pour 463 600 francs du remboursement TVA récupérable, soit 6 775 200 francs net destinés à la mise en séparatif, assainissement, réalisation de collecteurs d'eaux claires et d'eaux usées, avenues de Joli-Mont, de Riant-Parc, Louis-Casaï, du Bouchet et chemin Charles-Georg.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 8 698 800 francs.

Art. 3. – La dépense nette prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2047.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.

Le président. Selon la décision du bureau et des chefs de groupe, je mets aux voix le renvoi direct de cette proposition à la commission de l'aménagement et de l'environnement.

Mis aux voix, le renvoi direct de la proposition à la commission de l'aménagement et de l'environnement est accepté sans opposition (58 oui et 2 abstentions).

13. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant total brut de 12 404 800 francs et net de 11 404 800 francs, recettes déduites, soit:

- **12 031 400 francs brut, dont à déduire une participation de 1 000 000 de francs de l'Association pour la danse contemporaine (ADC), soit 11 031 400 francs net destinés à la construction d'un Pavillon de la danse déplaçable et implanté pour une durée limitée dans le temps sur la place Charles-Sturm, parcelle N° 4146, feuille N° 7 du cadastre de la commune de Genève, section Cité;**
- **79 200 francs destinés à l'acquisition de mobilier et d'accessoires pour le Pavillon de la danse;**
- **294 200 francs destinés aux aménagements extérieurs et à la végétalisation partielle de la place Charles-Sturm, parcelle N° 4146, feuille N° 7 du cadastre de la commune de Genève, section Cité (PR-1251).**

Introduction

La présente demande de crédit porte sur la réalisation d'une maison de la danse sous la forme d'un pavillon déplaçable, destiné principalement à la présentation de spectacles vivants de l'Association pour la danse contemporaine (ADC), actrice majeure de la scène genevoise, elle-même très reconnue au niveau suisse et international.

L'ADC occupe depuis 2004 la salle communale des Eaux-Vives de manière précaire et à titre provisoire, le département des finances et du logement souhaitant la réaffecter à des activités répondant aux besoins des habitants du quartier.

Le Conseil municipal s'était ainsi exprimé dès 2001 en faveur de la construction d'une maison de la danse à Genève (voir la motion M-203), mais les études pour l'implantation d'un programme complet ayant montré la difficulté de trouver un lieu plus vaste et adapté, le Conseil administratif, en accord avec l'ADC, a privilégié l'option plus modeste du pavillon pour lequel un crédit d'étude a été voté le 9 mai 2012.

Le site de la place Charles-Sturm a été retenu pour une implantation limitée dans le temps grâce à ses caractéristiques favorables: site urbain, accessible en transports publics et situé dans un périmètre offrant des synergies intéressantes avec les actuels studios de répétition des danseurs gérés par l'ADC.

Le concours international d'architecture organisé en 2013 a désigné à l'unanimité le projet «Bombatwist» du bureau ON-Architecture, dont le concept d'une

construction légère en bois a depuis été développé en étroite collaboration avec les futurs utilisateurs.

Le voisinage a aussi été inclus dans les consultations qui ont débouché fin 2016 sur la signature d'une convention avec l'Association patrimoine place Sturm, limitant la durée d'implantation et répondant aussi par le projet d'aménagements extérieurs à la motion M-1148, Pour une place Sturm plus conviviale et végétalisée.

Contexte et historique de l'opération

La scène de la danse contemporaine genevoise est particulièrement dynamique et reconnue sur le plan national et international. Composées de plus de trente compagnies de danse professionnelles et d'une filière de formation au sein du Centre de formation pour les arts (CFParts), elle a bénéficié du travail de l'Association pour la danse contemporaine créée en 1986.

Les compagnies genevoises exportent leurs créations à l'étranger et sont pour cela largement reconnues et soutenues par Pro Helvetia. Sur les onze conventions de soutien conjoint dans le domaine de la danse au niveau national, six sont actives dans notre canton (Compagnie Gilles Jobin, Compagnie Alias, Compagnie 7273, Foofwa d'Imobilité, Compagnie Greffe, La Ribot). L'excellence de la danse genevoise est régulièrement couronnée par l'octroi de prix fédéraux: en 2013 à Cindy Van Acker, Guilherme Botelho et Foofwa d'Imobilité, et en 2015 à Gilles Jobin et Ioannis Mandafounis.

Cette vitalité est le fruit du travail de longue haleine mené par l'ADC qui a su fédérer danseurs, chorégraphes et spectateurs autour de la popularisation et de la professionnalisation de cette discipline. Là aussi, le Conseil fédéral ne s'y est pas trompé, qui a également primé l'ADC et son directeur Claude Ratzé en 2016. Le public de la danse à Genève représente environ 47 000 spectateurs par an.

Après vingt années de nomadisme dans diverses salles genevoises, l'ADC a été logée provisoirement à la salle communale des Eaux-Vives en 2004. Elle a suivi en cela les destinées du théâtre Am Stram Gram dont les activités avaient été abritées dans cette même salle entre 1980 et 1992, avant la construction de son propre bâtiment à la route de Frontenex.

L'obtention d'un lieu dédié à l'art chorégraphique figure parmi les enjeux majeurs de l'ADC. Dès 1998, elle mène diverses explorations et études en vue de trouver un site propre à accueillir une future Maison de la danse.

De nombreuses discussions ont aussi eu lieu avec le Canton et des communes intéressées par accueillir sur leur territoire le projet d'une Maison pour la danse.

Ainsi, en octobre 2005, le Conseil municipal de Lancy a accepté le principe du projet de l'Escargot intégrant une Maison de la danse à vocation interrégionale, une salle des fêtes, une médiathèque intercommunale et des locaux associatifs. Puis, en octobre 2006, un référendum refusera le crédit d'étude de l'Escargot.

C'est alors que l'ADC, tout en poursuivant ses activités à la salle des Eaux-Vives, reformule un projet plus modeste, le Pavillon de la danse, soit une structure sans volume en sous-sol.

En 2009, le Conseil administratif retient la place Sturm, parcelle communale présentant toutes les caractéristiques nécessaires du point de vue de sa topographie, de sa disponibilité, de l'accessibilité et des conditions techniques permettant l'accueil d'une nouvelle structure pour la danse dans un premier temps. En outre, l'implantation du pavillon à la place Sturm permettra de valoriser cet espace urbain aujourd'hui peu utilisé. La salle communale des Eaux-Vives pourra être réaffectée à des activités répondant aux besoins des habitants du quartier.

Réponses aux demandes du Conseil municipal

Le Conseil municipal a accepté le 13 novembre 2001 la motion M-203 «Pour une maison de la danse à Genève».

La motion M-1148 «Pour une place Sturm plus conviviale et végétalisée» a été renvoyée directement à la commission de l'aménagement et de l'environnement le 28 septembre 2015.

Exposé des motifs

Fruit d'une étroite collaboration entre services de la Ville de Genève, architectes, scénographes et futurs utilisateurs, le Pavillon de la danse a été envisagé dans une perspective constante d'économie de moyens et de recherche des solutions les plus efficientes.

Conçue spécifiquement pour les besoins de la danse, la scène du Pavillon comporte des proportions idéales, dans la longueur, la largeur et la hauteur. Le plancher souple parfaitement adapté, le rapport scène-salle confortable pour le public comme pour les artistes, la pente des gradins adéquate, la possibilité de moduler l'espace (frontal, bi-, tri- et quadri-frontal), représentent autant de qualités indispensables face aux standards scénographiques modernes. La jauge de 220 places offrira une proximité idéale pour des spectacles de petites et moyennes dimensions. Une salle consacrée à la médiation, à l'accueil des écoles et des groupes permettra d'accueillir des actions de sensibilisation.

L'ADC est aujourd'hui l'unique structure dédiée exclusivement à la danse contemporaine à Genève. Elle coproduit des créations locales et accueille des compagnies internationales (ce ne seront pas moins de quinze spectacles, pour un total d'environ nonante représentations publiques, qui seront à l'affiche de chaque nouvelle saison). Elle soigne particulièrement son rapport au public en accompagnant sa programmation d'actions de médiation et de sensibilisation telles qu'ateliers du spectateur, rencontres public-artistes, spectacles accompagnés, cours ouverts, bal moderne, accès à des répétitions publiques, portes ouvertes, conférences, tables rondes, etc. L'association dispose également d'un important centre de documentation et publie depuis vingt-trois ans le *Journal de l'ADC*, publication trimestrielle, véritable outil de réflexion et de valorisation autour de la danse.

La programmation de l'ADC, complémentaire à celle des Ballets du Grand Théâtre, fait partie des réseaux régionaux et nationaux reconnus: que ce soit au sein du Passedanse, du Réseau Danse Suisse (Reso), des Journées de danse contemporaine suisse ou de l'European Dancehouse Network (EDN), l'ADC a su placer Genève sur la carte de la danse. Le projet du Pavillon de la danse permettra de doter le cinquième art d'un nouveau lieu, dans un premier temps implanté sur la place Sturm.

Le projet artistique et culturel de l'ADC s'insère donc parfaitement dans le cadre de la politique culturelle de la Ville de Genève qui, reconnaissant la qualité de sa programmation et de l'ensemble de ses actions en faveur d'un large accès public, lui accorde une convention de subventionnement depuis 2010 qui est renouvelée tous les quatre ans après évaluation, à l'instar de nombreux autres acteurs culturels de la place et bénéficiant de telles conventions.

Dès lors que le pavillon sera réalisé, cette convention sera renouvelée et comprendra la mise à disposition du bâtiment. Les frais de fonctionnement (énergie, etc.) seront à charge de l'ADC.

Description de l'ouvrage

Implantation

Le pavillon est très compact pour limiter l'occupation au sol et préserver le plus de surfaces existantes possible, répondant ainsi à la première condition d'un bâtiment déplaçable, à savoir de ne pas laisser trace de son passage. Tous les accès au site sont maintenus dans leurs configurations actuelles. Le public accède au parc empruntant les chemins et rues qu'il connaît déjà et découvre ensuite le pavillon dans l'environnement naturel de la place Charles-Sturm. La livraison du matériel nécessite un accès aisé et direct depuis le boulevard des Tranchées en utilisant celui, déjà existant, du Service Voirie – Ville propre.

Prenant en compte ces différents critères, le pavillon occupera la partie sud-ouest de la place, créant par la même occasion une séparation visuelle entre le parc et les infrastructures du Service Voirie – Ville propre.

Accès aux personnes handicapées

Le bâtiment est conçu pour recevoir danseurs, spectateurs et employés à mobilité réduite. Le niveau du rez-de-chaussée est accessible par une rampe à 6%. Le rez-de-chaussée comprend le foyer, la billetterie, le bar, la salle de spectacle, des toilettes pour le public ainsi qu'une loge équipée d'un WC et d'une douche aux dimensions respectant la norme SIA 500.

Un ascenseur dédié permettra aux personnes en fauteuil roulant d'accéder aux différents niveaux du pavillon.

Le bâtiment sera équipé de la technologie et de la signalétique nécessaires pour accueillir les personnes malvoyantes et malentendantes.

Système constructif

Le système constructif joue un rôle essentiel dans les projets déplaçables. Le projet se compose d'une structure de cadres moisés en bois lamellé-collé. Ce système d'assemblage permet un montage et démontage aisé. L'entre-axe est de 60 cm entre chaque cadre, ce qui permet de réduire considérablement les hauteurs statiques et par conséquent le poids des pièces, favorisant notamment le transport et le montage des éléments préfabriqués.

L'enveloppe thermique est garantie par des panneaux sandwiches préfabriqués. Ces panneaux sont préparés en usine et sont posés finis. Ils jouent également un rôle structurel dans le contreventement de l'ensemble.

Mise en œuvre

Afin de réduire la durée et l'impact du chantier sur le voisinage, la partie gros-œuvre du pavillon est constituée de modules (ossature + enveloppe + ferblanterie) préfabriqués en atelier. Ceux-ci seront assemblés sur place à l'aide de grues sur un radier en béton nécessitant peu de terrassement.

Concept scénographique

La salle, un parallélépipède de 18 m de large, de 25 m de long et d'une hauteur sous le faux-gril d'environ 9 m, est conçue pour être aménagée au gré des besoins des spectacles d'arts vivants.

Les gradins modulables et démontables permettent de disposer des 214 places assises, dont six places pour les personnes à mobilité réduite (PMR), dans des configurations variées (frontale, bi-frontale, tri-frontale…).

Les installations scéniques, telles que le gril et les passerelles, couvrent la totalité de la surface de la salle, permettant ainsi une flexibilité d'usage. Il en est de même pour le plancher de scène. Celui-ci se développe sur les 400 m^2 de sol disponibles.

Isolation phonique et acoustique

Le concept phonique et acoustique développé par un bureau spécialisé répond aux lois et exigences en vigueur.

Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB):

– Le bruit émis par les nouvelles installations techniques, telles que les installations de chauffage et de ventilation, respecte les exigences de l'OPB dans les embrasures des fenêtres les plus exposées des immeubles voisins.

Directive concernant les bâtiments recevant du public:

– La salle de spectacle est isolée de manière à ne pas émettre de bruit dont les décibels dépasseraient le seuil autorisé à l'embrasure des fenêtres des bâtiments voisins.
– La salle de spectacle de la danse contemporaine est constituée d'une double paroi servant à protéger l'environnement extérieur des nuisances, mais également à se protéger des nuisances émises à l'extérieur.
– Le respect des exigences décrites dans la directive du cercle bruit s'applique à l'ensemble du bâtiment.
– En l'absence de sonorisation ou d'activités bruyantes dans les autres locaux (hors salle), le bruit émis dans les locaux annexes à la salle provient essentiellement du public fréquentant le pavillon.

Certaines dispositions ont été décidées afin de réduire ce type de risque de nuisance, comme la création d'un foyer fermé et l'absence de terrasses extérieures.

Programme et descriptif des travaux

Crédit I: construction du pavillon de la danse

Le pavillon de la danse est conçu pour accueillir:

– un lieu pour le travail de création de spectacles pour des compagnies et des artistes locaux disposant d'un plateau doté de dimensions en accord avec les standards internationaux des lieux de création chorégraphique;

– un lieu de présentation de spectacles (créations ou accueils) proposant une programmation à l'année, adapté à la représentation de la danse d'une jauge moyenne de 214 places assises;
– une salle mixte pour les actions de sensibilisation à la danse, de médiation, pour la rencontre et l'échange, ainsi qu'un centre de documentation sur la danse ouvert au public;
– un lieu d'activités professionnelles quotidiennes de l'ADC comprenant entre six et dix salariés.

De plus, le Pavillon de la danse pourra accueillir des festivals et autres partenaires en complément des spectacles programmés chaque année par l'ADC.

Le programme architectural est composé des quatre ensembles suivants.

Accueil du public
– l'entrée,
– le foyer avec une billetterie,
– le bar/office,
– des sanitaires pour le public.

Salle et scène: cet ensemble est le cœur du pavillon et comprend
– une salle modulable d'une surface de 400 m^2 permettant une scénographie libre de toute orientation, équipée de gradins démontables de 214 places,
– une régie ouverte sur la salle.

Administration comprenant cet ensemble et se composant
– d'espaces de bureaux, archives,
– d'un espace de documentation accessible au public sous le contrôle de l'administration,
– d'une salle mixte et polyvalente pour les actions de sensibilisation et de médiation qui peut également servir de salle d'échauffement pour les danseurs avant le spectacle.

Loges, dépôts et technique
– ces locaux sont isolés des espaces publics et fonctionnent en relation avec le plateau (livraison/montage/stockage des décors).

Les équipements scénographiques comprennent:
- serrurerie (passerelles, faux-gril, résilles, nacelle d'accroche, accroches),
- machinerie (structure tridimensionnelle, poutres intermédiaires),
- gradins,
- rideaux et tentures,
- plancher de la salle,
- réseaux de câblages électriques et audio,
- éclairage de service,
- console d'éclairage,
- projecteurs,
- gradateurs,
- câblage et accessoires,
- console de mixage,
- ensemble de microphones,
- limiteur de pression acoustique,
- élévateur mécanisé.

Equipements scéniques mobiles:

Pour la lumière:
- console d'éclairage,
- projecteurs,
- gradateurs,
- câblage et accessoires.

Pour le son:
- console de mixage,
- ensemble de microphones,
- limiteur de pression acoustique.

Pour le levage
- un élévateur mécanisé.

Crédit II: mobilier et accessoires destinés au Pavillon de la danse

Cette délibération comprend le mobilier pour l'administration, la technique et le centre de documentation, des étagères pour l'administration et les zones de stockage pour les archives, la technique et le bar comprenant:

– bureaux, fauteuils, tables et chaises,
– armoires et étagères de rangement,
– luminaires de bureau,
– containers et poubelles,
– portants, porte-manteaux et porte-parapluies.

Crédit III: aménagements extérieurs et végétalisation partielle de la place Charles-Sturm

Pour répondre à la motion M-1148 et à la convention signée en date du 19 mai 2017 avec l'Association patrimoine place Sturm, un arrêté est dévolu à la réalisation des acheminements jusqu'à l'entrée du pavillon, à la végétalisation partielle de la place, à l'équipement de mobilier urbain et au déplacement de la fontaine.

Le buste du général François Le Fort, offert par la Ville de Moscou, sera déplacé et mis en valeur au milieu de la place.

Surfaces, volumes

La surface brute de plancher (SP) totale est de 1633 m^2.

La surface utile (SU) totale est de 1196 m^2.

Le cube SIA 416 est de 9500 m^3.

Les surfaces nettes (SN) correspondent aux surfaces utiles.

Programme/type de surface			m^2	m^2	Totaux
Public/administratif:					417 m^2
Accueil du public				60	
	Rez	Billetterie	5,4		
	Rez	Sanitaires hommes	14,4		
	Rez	Sanitaires femmes	17,0		
	Rez	Sas	11,7		
	Rez	Sas	11,7		
Foyer				125	
	Rez	Hall d'entrée	125,1		
Bar/restaurant/cuisine				32	
	Rez	Bar	18,3		
	Rez	Office	7,2		
	Rez	Local stockage	6,5		
Locaux administratifs				145	
	2e	Bureaux	56,1		
	2e	Coin café	27,7		
	2e	Local archive/ open space	26,6		
	2e	Documentation	16,1		
	2e	Local archives	7,3		
	2e	Sanitaires	10,9		
Espace polyvalent				55	
	2e	Salle mixte	47,3		
	2e	Rangement salle mixte	4,4		
	2e	Penderie	3,3		
Théâtre:					572 m^2
Salle et scène				441	
	Rez	Salle de spectacle	406,9		
	1er	Régie	29,3		
	1er	Local amplis	4,5		
Locaux annexes salle				31	
	Rez	Coulisses	20,8		
	Rez	Buanderie	3,1		
	Rez	Infirmerie	7,3		

Loges des artistes				100	
	Rez	Changement rapide	8,2		
	Rez	Sanitaires handicapés	3,9		
	2e	Loge individuelle	8,0		
	2e	Loges hommes	21,0		
		Loges femmes	20,7		
		Sanitaires hommes	9,9		
		Sanitaires femmes	9,9		
		Salle détente	18,1		
Ateliers:					208 m²
Accès décors/livraison				66	
	Rez	Atelier dépôt	65,8		
Atelier montage/ maintenance				54	
	1er	Mezzanine	34,8		
	2e	Atelier technique	19,4		
Locaux techniques				88	
	1er	Local CVS	29,1		
	1er	Local électrique	12,0		
	1er	Local CVS	40,6		
	1er	Local CVS	6,3		
Surface nette totale: (sans surfaces de dégagement)					1 197 m²

Adéquation à l'Agenda 21

Le bâtiment sera à hautes performances énergétiques pour être conforme à la loi sur l'énergie (L 2.30). Il respectera la stratégie «100% renouvelable en 2050» adoptée par la Ville de Genève.

Les critères d'écoconstruction, concernant l'origine et la nature des matériaux ainsi que le tri des déchets de chantier, seront appliqués. En particulier sera prise en compte de manière obligatoire la liste des substances toxiques prohibées dans les matériaux de construction publiée par l'Etat de Genève. Les mandataires devront également s'appuyer sur les recommandations publiées par l'association Ecobau (www.eco-bau.ch, chapitre «fiches CFC»).

Conception énergétique

Le bâtiment sera alimenté pour ses besoins en énergie (chauffage et eau chaude sanitaire) grâce à la chaleur de l'air ambiant et à de l'électricité.

Avec une production de chaleur par pompe à chaleur à air, il sera particulièrement respectueux de l'environnement. Il contribuera à répondre à l'ordonnance sur la protection de l'air (OPAir), notamment aux dispositions particulières de la zone à émissions excessives.

Les potentiels solaires thermiques et photovoltaïques ne sont pas adaptés à l'architecture du pavillon, du fait qu'il doit être démontable et transportable.

Qualité thermique de l'enveloppe

La construction possédera une enveloppe thermique de performance équivalente à un standard Minergie®, avec un indice de dépense énergétique pour le chauffage d'environ 90 MJ/m^2.

L'enveloppe du bâtiment comprendra les éléments suivants:

– isolation des façades contre l'extérieur (20 cm);
– isolation de la toiture (25 cm);
– isolation de la dalle sur terrain (24 cm);
– fenêtres équipées de vitrages isolants.

Description des installations techniques

Chauffage et eau chaude

La production de chaleur pour le chauffage de ce bâtiment sera assurée par une pompe à chaleur (PAC) utilisant l'énergie de l'air extérieur (66%) et de l'électricité (34%).

L'eau chaude sanitaire sera produite par deux ballons thermodynamiques utilisant l'énergie de l'air extrait par la ventilation des locaux sanitaires (73%) et de l'électricité (27%).

Ventilation aération

La salle de spectacle, les zones administratives et le foyer seront équipés d'un système de ventilation à double flux avec récupération d'énergie à haut rendement. Ce dispositif permettra également un rafraîchissement nocturne naturel.

Les locaux sanitaires seront ventilés par une installation à simple flux avec récupération de chaleur par les ballons thermodynamiques.

Sanitaires

Afin de réduire les consommations d'eau, les robinetteries répondront au label de basse consommation «Energy». Les chasses d'eau des WC auront une contenance de 6 l avec double commande.

Les installations sanitaires en général seront conçues de manière à minimiser les coûts d'exploitation.

Electricité

L'ensemble du bâtiment sera équipé de luminaires à haut rendement maximisant l'éclairement direct.

La performance énergétique de l'éclairage répondra aux directives SIA 387/4 valeur Minergie.

La qualité et la quantité d'éclairage seront réglées en fonction de l'affectation de chaque local, conformément à la norme EN 12464-1, et la sécurité photobiologique sera réglée conformément à la nouvelle norme EN 62471. Ainsi, seuls les luminaires et les sources de lumière des groupes à risque 0 sont autorisés pour les locaux d'usage sensible (crèche, salle de classe, espace de quartier, etc.) et pour les autres locaux, les groupes à risque ne devront pas être supérieurs à 1.

Il est prévu de valoriser l'éclairage naturel afin de réduire les consommations d'énergie par des dispositifs d'automations simples et efficaces, des détecteurs de présence et luminosité ainsi qu'à l'usage systématique de selfs électroniques de classe A2.

Les équipements électriques, luminaires et appareils électroménagers seront choisis en fonction des performances énergétiques requises en classe AAA++.

Ces exigences ne concernent pas les éclairages scéniques qui répondent, eux, à d'autres exigeances et constituent un domaine spécifique.

Estimation des coûts

Crédit I: construction du Pavillon de la danse

CFC		*Libellé*		Fr.
1	Travaux préparatoires			158 900
	10	Relevé, études géotechniques		9 700
		101 Relevés	9 700	
	11	Déblaiement, préparation du terrain		53 500
		111 Défrichage	9 700	
		113 Démontages	43 800	
	12	Protections, aménagements provisoires		14 600
		120 Protections, aménagements provisoires	14 600	
	13	Installations de chantier en commun		51 900
		130 Installations de chantier en commun	48 500	
		135 Installations provisoires	3 400	
	15	Adaptation du réseau de conduites existant		29 200
		152 Canalisations (adaptation du réseau)	4 900	
		153 Electricité (adaptation du réseau)	19 400	
		155 Eau et gaz (adaptation du réseau)	4 900	
2	Bâtiment			7 015 100
	21	Gros œuvre 1		3 398 200
		211.0 Installations de chantier	29 100	
		211.1 Echafaudages	53 400	
		211.3 Terrassements	29 200	
		211.4 Canalisations intérieures	66 800	
		211.5 Béton et béton armé	37 100	
		211.6 Maçonnerie	219 800	
		211.7 Travaux d'entretien	52 700	
		214.0 Installations de chantier	194 000	
		214.2 Structure porteuse en bois	2 716 100	
	22	Gros œuvre 2		906 200
		221.1 Fenêtres en bois et métal	329 800	
		221.6 Portes en métal	18 400	
		222 Ferblanterie	436 500	
		225.4 Revêtements coupe-feu	14 600	
		228 Fermetures extérieures protection contre le soleil		106 900

CFC		*Libellé*		Fr.
23	Installations électriques			675 800
	231	Appareils à courant fort	50 900	
	232	Installations de courant fort	502 200	
	233	Lustrerie	67 600	
	235	Appareils à courant faible	20 200	
	236	Installations à courant faible	24 200	
	237	Installations de sécurité	5 800	
	238	Installations provisoires	4 900	
24	Chauffage, ventilation, conditionnement d'air (installation)			449 400
	242	Production de chaleur	77 300	
	243	Distribution de chaleur	102 600	
	244	Installations de ventilation	16 100	
	245	Installations de conditionnement d'air	253 400	
25	Installations sanitaires			222 800
	251	Appareils sanitaires courants	80 400	
	254	Tuyauterie sanitaire	83 900	
	255	Isolations d'installations sanitaires	12 600	
	256	Unités avec installations sanitaires incorporées	45 900	
26	Installations de transport			43 200
	261	Ascenseurs et monte-charge	43 200	
27	Aménagements intérieurs 1			892 200
	271	Plâtrerie	478 700	
	272	Ouvrages métalliques	15 500	
	273.0	Portes intérieures en bois	125 900	
	273.1	Armoires murales, rayonnages, etc.	123 600	
	273.3	Menuiserie courante	92 700	
	274	Vitrages intérieurs spéciaux	12 100	
	275	Systèmes de verrouillage	9 700	
	276	Fermetures intérieures	34 000	
28	Aménagements intérieurs 2			427 300
	281.1	Revêtements de sol	93 200	
	283	Faux-plafonds	195 600	
	285	Traitement des surfaces intérieures	53 600	
	287	Nettoyage du bâtiment	12 100	
	289	Signalétique	72 800	

CFC	*Libellé*		Fr.
3	Equipements d'exploitation		1 104 200
33	Installations électriques		177 600
331	Appareils à courant fort	11 900	
333	Lustrerie	13 000	
334	Appareils consommateurs d'énergie	101 100	
335	Appareils à courant faible	51 600	
36	Installations de transport, installations de stockage		175 700
365	Dispositifs de levage	175700	
37	Aménagements intérieurs 1		750 900
372	Ouvrages métalliques	245 100	
373	Menuiserie	176 000	
378	Equipements scéniques	166 500	
379	Divers (gradins)	163 300	
4	Aménagements extérieurs		215 300
40	Mise en forme du terrain		61 300
401	Terrassements	61 300	
42	Jardins		120 000
425	Revêtements de surfaces	120 000	
44	Installations		34 000
443	Installations électriques	34 000	
5	Frais secondaires et comptes d'attente		2 763 650
50	Frais de concours		184 800
500	Frais de concours	184 800	
51	Autorisations, taxes		149 000
510	Frais d'énergie et d'eau, etc.	7 300	
511	Autorisations, gabarits, taxes	15 000	
512	Taxes de raccordement	126 700	
52	Echantillons, maquettes, reproductions, documents		77 700
520	Echantillons, maquettes, reproductions, documents	14 600	
521	Echantillons, essais de matériaux	14 600	
524	Reproduction de documents, tirages, héliographies	48 500	

CFC		*Libellé*		Fr.
	56	Autres frais secondaires		5 300
	566	Pose de la première pierre, bouquet, inauguration	3 400	
	568	Panneaux publicitaires	1 900	
	58	Comptes d'attente provisions et réserves		319 000
	583	Réserves pour imprévus (3%)	319 000	
	59	Comptes d'attente pour honoraires		2 027 850
	591	Architecte	1 226 150	
	592	Ingénieur civil	313 400	
	593	Ingénieur électricien	102 500	
	594	Ingénieur en CV et conditionnement d'air	75 500	
	595	Ingénieur en installations sanitaires	30 800	
	596.0	Géomètre	14 600	
	596	Géologue, géotechnicien	6 300	
	596	Acousticien	67 900	
	597	Expertise scénographique	135 700	
	597	Expertise programmation	21 000	
	597	Ingénieur en sécurité	14 600	
	599.2	Graphiste	19 400	
9		Ameublement et décoration		112 600
	90	Ameublement et décoration		46 200
	903	Equipement mobilier en général	46 200	
	91	Luminaires		53 400
	910	Luminaires	53 400	
	93	Appareils, machines		13 000
	931	Extincteurs	5 800	
	932	Appareils électroménagers	7 200	
	I.	Coût total de la construction (HT)		11 369 800
Calculs des frais financiers				
		+ TVA 8%, arrondi		909 600
	II.	Coût total de l'investissement (TTC)		12 279 400
		+ Prestations du personnel en faveur des investissements (4% × CHF 12 279 400), arrondi		491 200
	III.	Sous-total		12 770 600

		Fr.
	+ Intérêts intercalaires (2% × CHF 12 770 600 × 18 mois) / (2 × 12), arrondi	191 600
IV.	Sous-total	12 962 200
	+ FMAC (2% × (CHF 12 962 200 -1 000 000), arrondi	239 200
V.	Coût total de l'opération (TTC)	13 201 400
	Dont à déduire: crédit d'étude voté le 9 mai 2012 (proposition PR-873)	-1 170 000
VI.	Total du crédit brut demandé (TTC)	12 031 400
	Dont à déduire: participation de l'Association pour la danse contemporaine	-1 000 000
VII.	Total du crédit net demandé (TTC)	11 031 400

Crédit II: mobilier et accessoires destinés au Pavillon de la danse

	Libellé		Fr.
Mobilier			73 300
	Bureaux, tables, chaises et luminaires	18 900	
	Armoires et étagères	37 800	
	Containers, poubelles, portants, porte-manteaux et porte-parapluies	14 600	
	Fauteuils et tables basses	2 000	
I.	Coût total (HT)		73 300
	+ TVA 8%, arrondi		5 900
II.	Total du crédit demandé (TTC)		79 200

Crédit III: aménagements extérieurs et végétalisation partielle de la place Charles-Sturm

CFC	*Libellé*		Fr.
4	Aménagements extérieurs		
40	Mise en forme du terrain		107 400
401.0	Installations de chantier	7 000	
401.1	Terrassements	100 400	

CFC		*Libellé*		Fr.
	42	Jardins		80 000
		421 Jardinage	30 000	
		425 Revêtements de surfaces	50 000	
	43	Mobilier urbain et éclairage		25 500
		430 Mobilier urbain	25 500	
5		Frais secondaires et comptes d'attente		
	51	Autorisations, taxes		1 000
		511 Autorisations, gabarits, taxes	1 000	
	58	Comptes d'attente provisions et réserves		8 500
		583 Réserves pour imprévus	8 500	
	59	Comptes d'attente pour honoraires	39 500	
		591 Architecte	34 000	
		592 Ingénieur civil	2 500	
		593 Ingénieur électricien	1 000	
		596.0 Géomètre	2 000	
	I.	Coût total de la construction (HT)		261 900
Calculs des frais financiers				
		+ TVA 8%, arrondi		21 000
	II.	Coût total de l'investissement (TTC)		282 900
		+ Prestations du personnel en faveur des investissements (4% × CHF 282 900), arrondi		11 300
	III.	Total du crédit demandé (TTC)		294 200

Recettes

Une fondation privée genevoise soutient financièrement l'Association pour la danse contemporaine à hauteur d'un million de francs afin de contribuer à l'acquisition des équipements techniques et scéniques du futur pavillon.

Référence au 13e plan financier d'investissement (PFI) 2018-2029 (p. 53)

Cet objet (délibération I) est inscrit au 13e PFI 2018-2029 en qualité de projet actif sous le N° 043.051.04 et pour un montant de 10 560 000 francs.

L'acquisition de mobilier et d'accessoires destinés au Pavillon de la danse (délibération II), ainsi que les aménagements extérieurs et la végétalisation partielle de la place Charles-Sturm (délibération III) ne sont pas prévus dans la planification financière du 13e PFI.

Budget de fonctionnement

31 – Dépenses générales (à la charge de l'ADC)

Frais pour la fourniture d'énergies, l'entretien et l'exploitation des installations techniques	Coût/an (fr. TTC/an)
Compte 312	
Fourniture de l'eau froide et de l'eau chaude sanitaire	4 000
Fourniture de la chaleur pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire	6 000
Fourniture de l'électricité	30 000
Montant total des frais, compte 312	40 000

Une convention de mise à disposition du Pavillon de la danse sera établie corrélativement à la convention de subventionnement pour la même durée.

Il n'y aura pas d'augmentation de la subvention allouée par la Ville à l'ADC.

Seuls les frais d'entretien des installations techniques sont à charge de la Ville, soit:

Compte 314	
Entretien et exploitation des installations techniques par le Service de l'énergie	4 600
Entretien de la pompe à chaleur par un prestataire extérieur en complément du Service de l'énergie	1 250
Montant total des frais, compte 314	5 850

Dans la mesure où il s'agit d'un nouvel équipement, aucun budget n'est dédié actuellement à l'exploitation de ce bâtiment. Les frais susmentionnés devront donc faire l'objet d'une dotation budgétaire supplémentaire sur les comptes 312 (40 000 francs TTC/an) et 314 (5850 francs TTC/an).

Charges financières annuelles

Crédit I

La charge financière annuelle nette, comprenant les intérêts au taux de 1,5% et l'amortissement au moyen de 10 annuités, se montera à 1 323 050 francs.

Crédit II

La charge financière annuelle nette, comprenant les intérêts au taux de 1,5% et l'amortissement au moyen de 5 annuités, se montera à 16 560 francs.

Crédit III

La charge financière annuelle nette, comprenant les intérêts au taux de 1,5% et l'amortissement au moyen de 10 annuités, se montera à 31 900 francs.

Validité des coûts

Les prix indiqués dans le chapitre «Estimation des coûts» sont ceux du mois de janvier 2017 et ne comprennent aucune variation.

Autorisation de construire

La requête en autorisation de construire a été déposée le 20 décembre 2016 sous la référence DD 109827/1. Elle est en cours d'instruction.

Délai de réalisation

Sous réserve de l'obtention de l'autorisation de construire et du vote du présent crédit, le chantier pourrait commencer en novembre 2018 et durera une année au maximum.

Régime foncier

Parcelle N° 4146, feuille N° 7 du cadastre de la commune de Genève, section Cité.

Services gestionnaires et bénéficiaires

Crédit I

Service bénéficiaire: Service culturel de la Ville de Genève (SEC).

Service gestionnaire: Direction du patrimoine bâti (DPBA).

Crédit II

Service gestionnaire et bénéficiaire: Service culturel de la Ville de Genève (SEC).

Crédit III

Service bénéficiaire: Service du génie civil (GCI).

Service gestionnaire: Direction du patrimoine bâti (DPBA).

Tableaux récapitulatifs des coûts d'investissement, de fonctionnement et planification des dépenses d'investissement *(en francs)*

Objet: Pavillon de la danse, situé sur la place Charles-Sturm

A. SYNTHESE DE L'ESTIMATION DES COUTS

	Montant	%	Délibération
Honoraires	2 232 800	16%	I & III
Gros œuvre	4 648 800	34%	I
Second œuvre	2 927 600	22%	I
Installations scénographiques	1 192 500	9%	I
Ameublement et décoration	121 600	1%	I
Equipements mobiles	79 200	1%	II
Frais financiers	933 300	7%	I & III
Autres (travaux préparatoires)	171 600	1%	I
Autres (frais secondaires)	804 900	6%	I & III
Aménagements extérieurs	462 500	3%	I & III
Coût total du projet TTC	**13 574 800**	**100%**	

B. IMPACT ANNUEL SUR LE BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Estimation des charges et revenus marginalement induits par l'exploitation de l'objet du crédit

Service bénéficiaire concerné: Service culturel (SEC)

CHARGES

30 - Charges de personnel		Postes en ETP
31 - Dépenses générales	5 850	
32/33 - Frais financiers (intérêts et amortissements)	1 371 510	
36 - Subventions accordées		
Total des nouvelles charges induites	**1 377 360**	

REVENUS

40 - Impôts	
42 - Revenu des biens	
43 - Revenus divers	
45 - Dédommagements de collectivités publiques	
46 - Subventions et allocations	
Total des nouveaux revenus induits	**0**
Impact net sur le résultat du budget de fonctionnement	**1 377 360**

C. PLANIFICATION ESTIMEE DES DEPENSES ET RECETTES D'INVESTISSEMENT

Année(s) impactée(s)	Dépenses brutes	Recettes	Dépenses nettes
Année de vote du crédit par le CM: 2017	200 000		200 000
2018	5 000 000		5 000 000
2019	5 700 000	1 000 000	4 700 000
2020	1 504 800		1 504 800
Totaux	**12 404 800**	**1 000 000**	**11 404 800**

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à approuver les projets de délibérations ci-après.

PROJET DE DÉLIBÉRATION I

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 12 031 400 francs brut, dont à déduire une participation de 1 000 000 de francs de l'Association pour la danse contemporaine, soit 11 031 400 francs net destinés à la construction d'un Pavillon de la danse, déplaçable et implanté pour une durée limitée dans le temps sur la place Charles-Sturm, parcelle N° 4146, feuille N° 7 du cadastre de la commune de Genève, section Cité.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme, à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 12 031 400 francs.

Art. 3. – Un montant de 239 200 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève institué par la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2008.

Art. 4. – La dépense nette prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter le crédit d'étude voté le 9 mai 2012 de 1 170 000 francs (proposition PR-873, N° PFI 043.051.01), soit un total de 12 201 400 francs, sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2027.

Art. 5. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, épurer, radier ou modifier toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à la réalisation projetée.

PROJET DE DÉLIBÉRATION II

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 79 200 francs destinés à l'acquisition de mobilier et d'accessoires pour le Pavillon de la danse, déplaçable et implanté pour une durée limitée dans le temps sur la place Charles-Sturm, parcelle N° 4146, feuille N° 7 du cadastre de la commune de Genève, section Cité.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme, à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 79 200 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 5 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2022.

PROJET DE DÉLIBÉRATION III

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

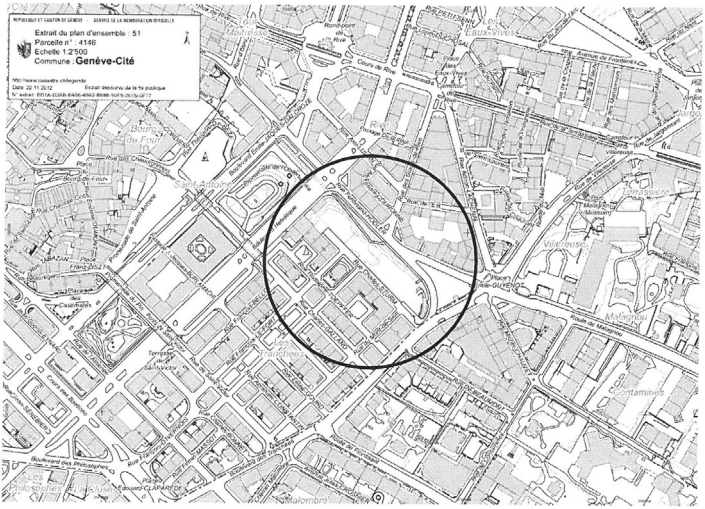
Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 294 200 francs destinés aux aménagements extérieurs et à la végétalisation partielle de la place Charles-Sturm, parcelle N° 4146, feuille N° 7 du cadastre de la commune de Genève, section Cité.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme, à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 294 200 francs.

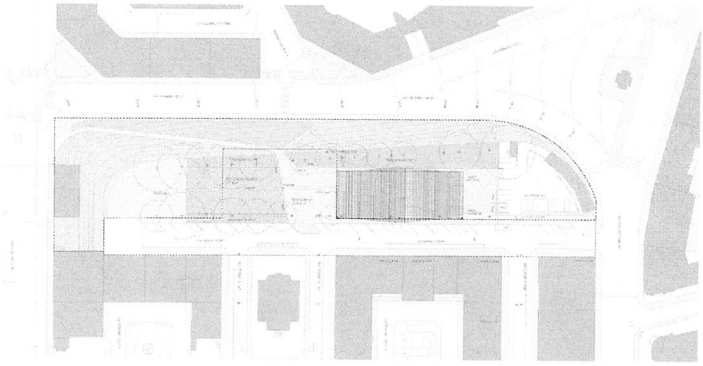
Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2018 à 2027.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à constituer, épurer, radier ou modifier toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à la réalisation projetée.

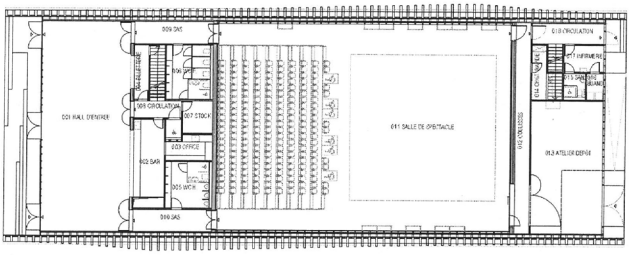
Annexe: plans et coupes



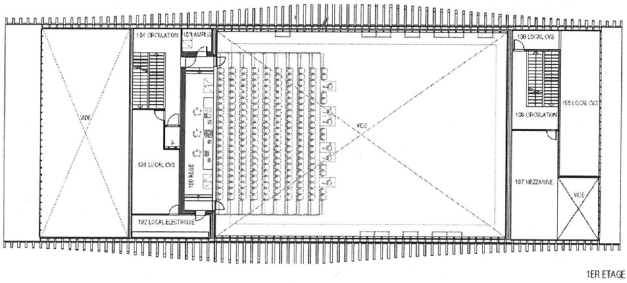
PLAN DE SITUATION



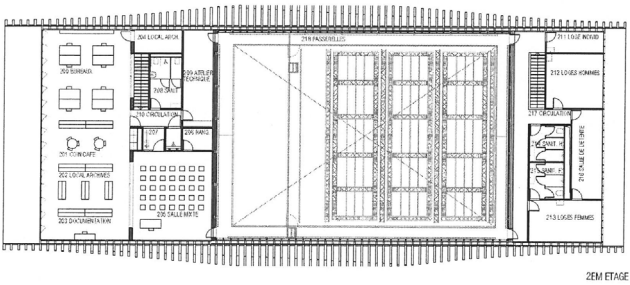
PLAN DES AMENAGEMENTS EXTERIEURS



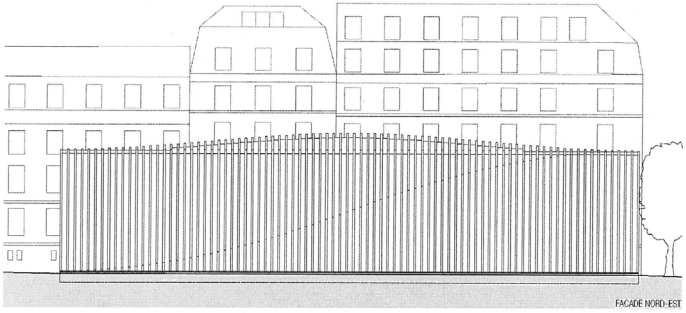
PLAN DU REZ-DE-CHAUSSEE



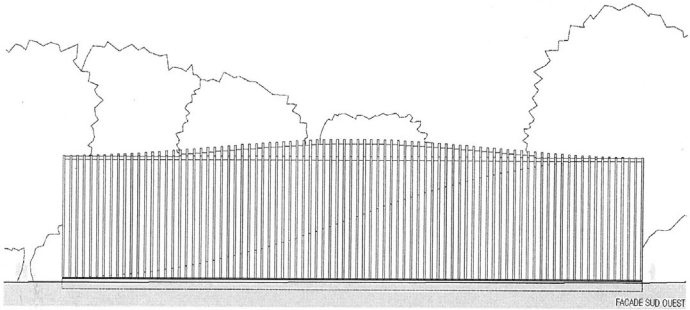
PLAN DU 1ER ETAGE



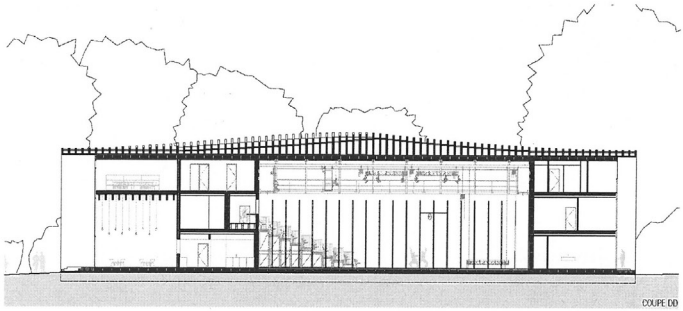
PLAN DU 2EME ETAGE



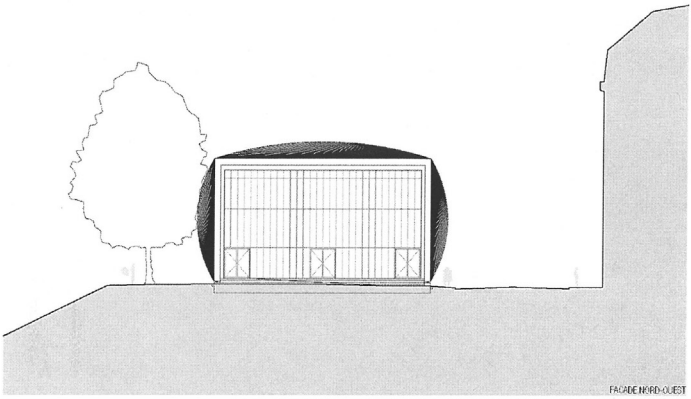
FAÇADE NORD-EST



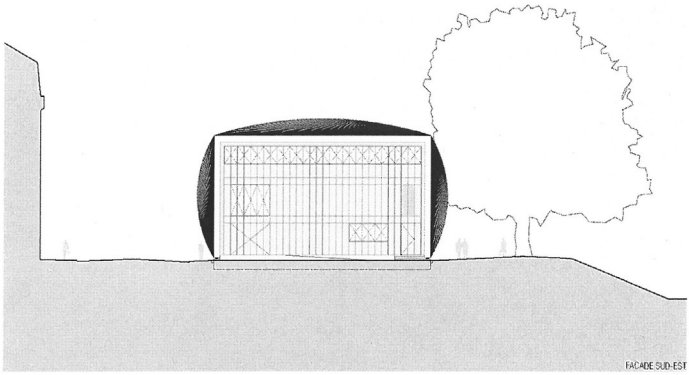
FAÇADE SUD-OUEST



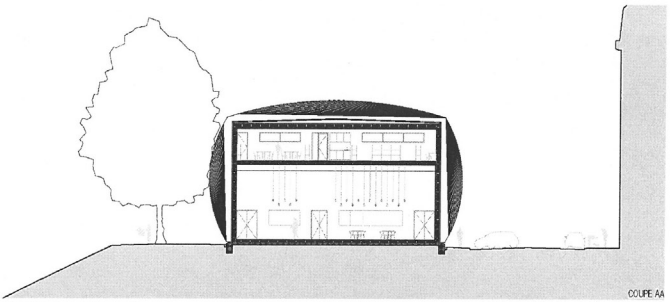
COUPE LONGITUDINALE



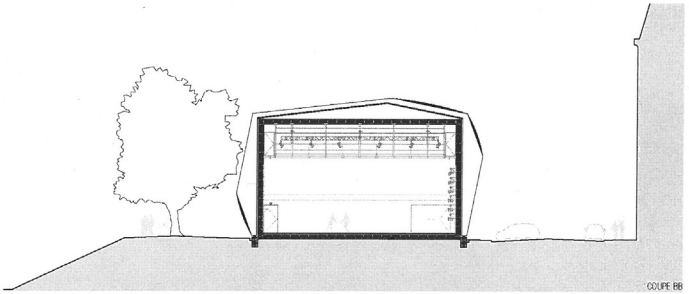
FAÇADE DE L'ENTREE DU PUBLIC



FAÇADE ARRIERE, ENTREE DE SERVICE



COUPE TRANSVERSALE SUR LE FOYER ET LES BUREAUX



COUPE TRANSVERSALE SUR LA SALLE

Préconsultation

Mise aux voix, l'entrée en matière sur la proposition est acceptée par 42 oui contre 17 non.

M. Rémy Pagani, maire. Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, nous avons mis un certain temps à vous présenter cette proposition qui arrive à point nommé. L'enjeu consiste à installer de manière provisoire un Pavillon de la danse à la place Sturm. Nous avons négocié avec les riverains pour qu'il y ait le moins de perturbations possible. Surtout, il s'agit d'une demande lancinante des milieux de la danse concernant des besoins qui ne sont pas couverts aujourd'hui.

Je rappelle que l'Association pour la danse contemporaine (ADC) occupe depuis de nombreuses années la salle communale des Eaux-Vives, laquelle manque cruellement aux habitants du quartier. Il faut la rendre à qui de droit, c'est-à-dire à ces derniers. De manière générale, dans chaque quartier une salle est mise à la disposition des habitants pour l'organisation de kermesses ou d'autres activités collectives.

Nous avons fait de gros efforts à la fois pour amener de l'argent dans le projet du Pavillon de la danse et pour réduire au maximum la facture. J'espère que nous pourrons enfin donner un écrin d'importance à toutes ces compagnies genevoises connues dans le monde entier, qui œuvrent au rayonnement de la danse et des artistes porteurs de ces valeurs depuis bien des années dans notre ville.

Au nom du Conseil administratif, je remercie donc le Conseil municipal de faire droit à cette proposition de construction.

M. Sami Kanaan, **conseiller administratif**. Il n'est pas coutumier que le magistrat s'exprime d'emblée sur un tel objet mais, ici, mon collègue en charge des constructions a attiré à juste titre l'attention de ce plénum sur l'importance du projet et de son insertion urbanistique.

Pour ma part, j'aimerais souligner – peut-être l'avez-vous constaté la semaine dernière, Mesdames et Messieurs – qu'une fois de plus Genève se taille la part du lion en matière de prix fédéraux en danse contemporaine. Genève est reconnue en Suisse pour ses nombreux talents dans ce domaine, parmi ceux qu'elle possède sur le plan culturel au sens large. D'ailleurs, près de la moitié des compagnies de danse soutenues au niveau fédéral sont genevoises. Nous avons donc vraiment un terreau très riche qui fait rayonner Genève. On ne s'en rend pas toujours compte en tant qu'élus locaux – c'est normal, car on ne perçoit pas forcément à quel point nos danseurs et danseuses se produisent ailleurs, individuellement ou collectivement – mais c'est une réalité.

Cela nous conforte vraiment dans notre envie et la nécessité de soutenir activement la danse contemporaine. Certains prétendront que l'ADC est très bien à la salle des Eaux-Vives… Eh bien, non! La scène y est à l'évidence trop petite par rapport aux normes actuelles en la matière et, à cause de cela, l'association doit fréquemment refuser d'accueillir de talentueux danseurs et danseuses venus de Suisse ou d'ailleurs.

En tant qu'Eaux-Vivien depuis bientôt trente ans, je rappelle qu'il s'agit à l'origine d'une salle communale qui n'est plus à disposition en tant que telle depuis au moins une décennie, puisqu'elle est dévolue à la danse. Rien que pour cette raison-là, il faut aller de l'avant!

Je ne développerai pas ici tout le projet en détail, car il résulte d'un long processus culturel, urbanistique et architectural de grande qualité. Toutes les questions seront évidemment traitées en commission – y compris les relations avec le voisinage, l'implantation de cette infrastructure et les scénarios d'avenir, sans oublier l'articulation du Pavillon de la danse avec les autres scènes genevoises, les arts de la scène au sens large et la Nouvelle Comédie. A propos, j'ai entendu des remarques surprenantes concernant la Nouvelle Comédie… Mais nous pourrons très bien aborder tout cela en commission, j'espère donc vivement que le Conseil municipal renverra à une large majorité – si ce n'est à l'unanimité – la proposition PR-1251 en commission. C'est un projet urgent et vraiment bénéfique pour Genève!

Mme Patricia Richard (LR). Le Parti libéral-radical ne cache pas – il s'en est déjà fait l'écho dans la presse – qu'il n'est pas chaud face à ce projet. Un projet certes très joli, mais qui vient cinq ans après le vote du crédit d'étude de la proposition PR-873. De plus, nous avons entre-temps voté 45 millions de francs pour la Nouvelle Comédie en acceptant la proposition PR-1085; or, le duo nommé à la tête de cette future institution a déclaré dans les médias qu'il souhaitait y intégrer la danse contemporaine.

Nous avons déjà énormément de salles de spectacles à Genève – et nous avons aussi beaucoup de dettes! Le projet de budget 2018 que nous avons refusé hier annonce un déficit de 20 millions de francs. A un moment donné, il faut faire la part des choses et ramener l'église au milieu du village. Nous avons beau être une ville culturellement riche, nous ne sommes plus aussi riches en deniers qu'il y a un certain temps.

En outre, je rappelle que la Ville de Vernier, par délibération de son Conseil municipal du 24 juin 2014, a créé la Fondation pour le développement des arts et de la culture (FODAC), laquelle prévoit un investissement de 117 millions de francs – dont 20 offerts par le Fonds intercommunal et peut-être quelques centaines

de briques par d'autres donateurs – sous la forme d'un crédit visant à la construction d'un centre culturel à Châtelaine. Châtelaine, c'est juste à côté de la ville de Genève, leurs frontières sont communes! J'ajoute que les transports publics desservent très bien Châtelaine et qu'il est aisé de s'y rendre rapidement.

Ce centre culturel comportera une grande scène destinée au théâtre, mais également à la musique et à la danse, ainsi que des locaux pour les arts plastiques et des logements d'artistes; il est aussi censé accueillir les élèves du Centre de formation professionnelle arts appliqués (CFPAA) section danse, c'est-à-dire la filière professionnelle suivie par les futurs danseurs de Suisse romande. Certes, il s'agit pour l'instant d'une infrastructure fonctionnant dans divers lieux de manière éclatée, mais nous avons l'impression qu'il y aura très bientôt un doublon et la Ville de Genève n'est pas la mieux dotée, financièrement parlant, pour faire cet investissement maintenant.

Cela nous crève le cœur, au Parti libéral-radical, car nous étions à la base les fondateurs du projet, ceux qui voulaient ce Pavillon de la danse contemporaine. Mais… *(Rires et brouhaha.)* Monsieur le président, je suis vraiment désolée, mais je pense que votre groupe se lâche un peu, là!

Le président. Mesdames et Messieurs, on respecte l'oratrice, s'il vous plaît! Continuez, Madame Richard.

Une voix. Nous la respectons!

Mme Patricia Richard. Merci, Monsieur le président. Cela nous fend donc le cœur, dans notre groupe, car nous étions d'abord favorables au projet de Pavillon de la danse. Mais on a attendu longtemps, très longtemps, pour avoir un projet final après le vote du crédit d'étude – cinq ans, c'est très long! De plus, comme je l'ai déjà dit précédemment, on a déjà beaucoup de salles à Genève. A un moment donné, il faut faire la part des choses et se montrer raisonnables: nous n'avons pas les moyens de construire ce pavillon!

N'oublions pas non plus qu'il est provisoire et destiné à être déplacé. Où ira-t-il, dans cinq ou sept ans? Combien de millions de francs supplémentaires nous coûtera son déménagement? Prenons l'exemple de l'Opéra des Nations, actuellement à la place des Nations: son installation a coûté cher à la Fondation du Grand Théâtre et il en ira de même pour sa désinstallation. Un pavillon éphémère de la danse aura aussi un coût – sûrement élevé – et nous n'avons pas encore les chiffres.

Par conséquent, en l'état, le Parti libéral-radical refusera la proposition PR-1251.

M. Tobias Schnebli (EàG). Inutile de souligner que Genève attend cette salle spécifique pour la danse depuis vingt ans! On en parlait déjà à mon arrivée au Conseil municipal. A chaque fois, on dit que c'est une priorité très attendue, on vérifie dans les plans financiers d'investissement quand elle sera à l'ordre du jour… Et maintenant que le projet est là, il se trouve encore des gens – notamment au Parti libéral-radical – pour s'y opposer! Pourtant, c'est vraiment une priorité. La danse contemporaine a un public à Genève, un travail de qualité se fait dans ce domaine.

Depuis le temps qu'on attend ce Pavillon de la danse, on ne peut qu'encourager le Conseil administratif et la commission des travaux et des constructions qui examinera la proposition PR-1251 à aller de l'avant, afin d'accélérer la mise à disposition de cette infrastructure. Je suis sûr que ce sera vraiment un «plus» dont nous pourrons nous réjouir et qui favorisera l'offre culturelle propre à notre municipalité. Alors, allons-y!

De plus, la solution proposée n'est vraiment pas chère. Je ne vois donc pas quels pourraient être les motifs d'opposition. Quant aux libéraux-radicaux, on le constate au niveau cantonal: même si l'Etat a un déficit dix fois supérieur à celui de la Ville, cela ne les empêche pas de promouvoir trois nouvelles casernes pour l'armée suisse à Genève! On voit bien où sont leurs priorités – et ce n'est pas les nôtres… *(Vives réactions sur les bancs du Parti libéral-radical.)*

Le président. S'il vous plaît!

M. Tobias Schnebli. Notre priorité, c'est le Pavillon de la danse et la culture!

Mme Marie-Pierre Theubet (Ve). Je suis contente d'apprendre que le Parti libéral-radical était parmi les fondateurs du projet de Pavillon de la danse… Merci de nous le rappeler à tous, Madame Richard, parce que je n'avais franchement pas capté la nouvelle!

L'ADC fête ses 31 ans cette année; elle a été fondée en 1986. C'est une équipe hyperdynamique qui met sur pied de nombreuses créations. Les danseurs et chorégraphes genevois se sont fait connaître à l'échelle internationale grâce au travail de cette association. En 2016, son activité représentait 20 000 spectateurs, sept créations genevoises, 83 représentations, des accueils. J'aimerais aussi souligner l'excellence du *Journal de l'ADC*, lu loin à la ronde; il fait partie intégrante du travail de l'association. De même, l'ADC fait partie d'un réseau international. On veut que Genève rayonne… Eh bien, on peut vraiment dire que les danseurs et chorégraphes soutenus par cette association portent l'excellence genevoise à l'extérieur.

Quant au projet de Pavillon de la danse, il a déjà fait couler beaucoup d'encre et de salive… Nous l'attendons depuis longtemps, tous partis confondus; il suffit de lire les déclarations des uns et des autres dans le *Journal de l'ADC* d'il y a quelques mois pour s'en convaincre. Par conséquent, nous appelons de nos vœux la réalisation de ce pavillon – enfin! – qui sera un outil de travail indispensable à l'ADC, maintenant que celle-ci doit de toute façon quitter la salle communale des Eaux-Vives pour la rendre aux habitants du quartier.

Nous enjoignons donc au plénum de renvoyer la proposition PR-1251 à la commission des travaux et des constructions, afin qu'on n'attende pas encore vingt ans pour voir définitivement le Pavillon de la danse à la place Sturm! *(Applaudissements.)*

M. Alain de Kalbermatten (DC). Sans vouloir mener ici le débat de commission qui aura sans doute lieu prochainement, j'aimerais juste émettre certaines critiques et esquisser quelques pistes de réflexion.

Le magistrat en charge de la culture a déclaré tout à l'heure que la danse genevoise était reconnue au niveau fédéral et même au-delà, à l'échelle internationale. Je regrette donc qu'il ne donne pas l'impulsion pour essayer de fédérer les communes genevoises et relancer la belle aventure hélas tuée dans l'œuf à Lancy par le Parti libéral-radical local. Il est dommage de ne pas tenter à nouveau de réunir ces forces pour créer un bâtiment neuf à même d'accueillir tous les types de danse. Je pense qu'il y a là quelque chose à faire, du moins une piste de réflexion.

Par ailleurs, je suis convaincu que construire en dur un édifice pérenne serait une bonne chose pour toute la communauté genevoise – et non pas uniquement pour la Ville. Dans le cas de ces bungalows provisoires prévus dans la proposition PR-1251, il est vrai que le geste architectural peut être intéressant, mais 12 millions de francs pour sept ans d'usage, c'est cher! Quand j'entends un représentant de l'extrême gauche affirmer que 12 millions de francs ce n'est rien du tout, j'en perds mes chaussettes, pour paraphraser mon ami Guy Dossan! *(Remarques.)* Je ne sais pas sur quelle planète vous vivez pour prétendre que cette somme est une broutille! La Ville de Genève se doit de considérer la question autrement.

Voilà pourquoi je crois sincèrement qu'il faut réfléchir à construire directement en dur un bâtiment pérenne, quitte à ce que cela coûte plus cher. Une telle infrastructure pourrait au moins servir les ambitions de la Genève dansante – j'expérimente; disons en tout cas de la Genève de la danse. Il me semble qu'il y a vraiment là une piste à suivre et j'espère que nous pourrons évoquer tout cela sereinement à la commission des travaux et des constructions.

Pour le moment, le projet exposé dans la proposition PR-1251 est un peu bancal, je dois dire. N'oublions pas que c'est le Conseil administratif qui l'a mis

au placard, il y a quelques années! Voilà le résultat de ses arbitrages financiers pour respecter la jauge des investissements. Il me semble que c'était en même temps que le vote de la rénovation du Grand Théâtre… Le Conseil administratif a ressorti ce projet-là et c'est lui qui a sacrifié le Pavillon de la danse pour l'ADC! Alors, Messieurs les magistrats, ne venez pas nous dire maintenant que sa réalisation est urgente car, en définitive, c'est vous qui fixez le calendrier des travaux à effectuer. Le Conseil municipal n'a pas à porter la responsabilité de ce retard ni à s'en sentir coupable, alors que c'est à l'exécutif d'assumer.

Voilà pour mon commentaire d'aujourd'hui, mais nous travaillerons à tout cela sereinement en commission. Sur ce, chers collègues, le Parti démocrate-chrétien vous encourage à renvoyer la proposition PR-1251 à la commission des travaux et des constructions.

Mme Jannick Frigenti Empana (S). En préambule, je dirai qu'il est assez amusant de voir la droite s'étonner des priorités établies par le Conseil administratif dans le domaine de la culture – cette même droite qui, chaque année, coupe dans les budgets et nous demande de réactualiser ou de modifier certaines envies et impulsions du Conseil administratif en matière de culture.

Ce préambule étant terminé, j'en viens à la position des socialistes concernant la proposition PR-1251: nous nous réjouissons de l'étudier en commission des travaux et des constructions.

J'aimerais ici mettre en avant trois arguments. Le premier a déjà été longuement développé par ma préopinante Mme Marie-Pierre Theubet: c'est l'importance de la danse contemporaine et du travail de l'ADC. Rappelons-le, Genève est la capitale suisse de la danse contemporaine! Je pense que le rayonnement de cet art doit trouver, si ce n'est un écrin définitif, du moins une infrastructure qui lui soit dévolue. Le Pavillon de la danse servira cet objectif spécifiquement pour la création contemporaine.

Autre attitude étonnante de la part du Parti libéral-radical: il souligne très régulièrement la nécessité de promouvoir le rayonnement de Genève, cette importante capitale… Or, cela doit aussi se concrétiser dans la danse! Même si ce pavillon est provisoire, il s'agit d'un projet important que nous entendons soutenir et que nous souhaitons étudier en commission des travaux et des constructions.

Mon deuxième argument concerne le bâtiment lui-même, qui sera modulable et déplaçable. Par la suite, il pourra tout à fait s'intégrer au projet Praille-Acacias-Vernets (PAV) et être consacré à d'autres types d'activités culturelles que la danse. Ce pavillon ne sera pas détruit, ce n'est pas une infrastructure dont la Ville ne fera rien! Par conséquent, les 12 millions de francs de sa construction ne seront pas jetés par la fenêtre pour sept ans, mais investis pour plus longtemps.

Je passe à mon dernier argument, lié à la problématique des riverains. J'ai lu dans la presse que les habitants des environs étaient un peu anxieux à l'idée d'avoir un pavillon sous les yeux à la place Sturm. J'aimerais dire ici que les spectacles de danse se terminent vers 22 h et ne drainent pas des spectateurs qui causent beaucoup d'effervescence. A titre d'exemple, je citerai Cave 12, autrefois à Rhino, qui a migré dans un quartier populaire comme la Servette et n'y provoque absolument aucun désagrément.

Pour ces raisons, Mesdames et Messieurs, j'espère que vous renverrez la proposition PR-1251 à la commission des travaux et des constructions. Nous nous réjouissons de l'étudier dans ce cadre.

M. Daniel Sormanni (MCG). Ce projet de Pavillon de la danse est attendu depuis très longtemps, en effet – l'ADC l'attend depuis 2011, mais elle est installée à la salle des Eaux-Vives depuis 2004 déjà, sauf erreur. Je crois qu'il est temps de rendre cette salle communale aux habitants du quartier, afin qu'ils puissent reprendre les activités qui s'y déroulaient auparavant.

Certes, le projet coûtera 12 millions de francs, mais ce coût me paraît assez raisonnable. D'ailleurs, rien ne dit qu'après sept ans il faudra démonter le pavillon de la place Sturm. Je pense que ce point devra être examiné en commission. Je peux partager les propos de M. de Kalbermatten, mais je ne vois pas ce qui nous empêcherait finalement de laisser cette infrastructure sur place.

Depuis son arrivée au Conseil municipal en 2011, le Mouvement citoyens genevois soutient la réalisation du Pavillon de la danse et il fera de même ce soir. A un moment donné, il faut accéder aux désirs exprimés par l'ADC depuis très longtemps, faire le pas et lui donner ce pavillon. Cela a déjà été dit, mais je le répète à mon tour: cette association fait un excellent travail et elle a une renommée internationale. Quant à moi, je lui dis «chapeau!», d'autant plus que la salle actuelle n'est pas facile à utiliser. Je suis allé voir sur place, lors des élections municipales de 2015, et je dois dire que c'est un exploit de parvenir à travailler dans des locaux aussi peu pratiques. Je pense qu'il faut remercier l'ADC de son travail et du rayonnement qu'elle apporte à Genève.

Voilà pourquoi le Mouvement citoyens genevois soutiendra avec enthousiasme ce projet de Pavillon de la danse et renverra la proposition PR-1251 à la commission des travaux et des constructions. Comme je le disais hier, notre parti n'est ni de gauche, ni de droite – telle est la devise du Mouvement citoyens genevois – et nous n'avons pas de peine à soutenir ici un projet émanant plutôt de la gauche.

M. Stéphane Guex (HP). Je vois ce débat comme un signe encourageant pour l'avenir. Plusieurs collègues – notamment sur les bancs de la droite – s'inquiètent du fait que le Pavillon de la danse ne sera pas pérenne et des coûts que cette infrastructure occasionnera. Je pense que ces interrogations ne doivent pas freiner le projet, qui doit être étudié en commission. Vous examinerez vos différents arguments autour d'une table, Mesdames et Messieurs. En tout cas, n'oubliez pas de considérer que Genève compte de véritables joyaux parmi ses artistes et que ceux-ci jouissent d'une renommée internationale, ce qui ne peut que plaire aux tenants du rayonnement, de l'attractivité et du rendement de notre ville. Cela a déjà été dit, mais je pense qu'il n'est pas vain de le répéter.

Ces joyaux sont multiples et constamment à naître, puisque la danse contemporaine est un art vivant, rappelons-le. Or, ils ont besoin d'un écrin. Même si cet écrin est provisoire, il faut que nous puissions poser très bientôt ses premières briques, si je puis dire, afin que la réalisation du projet ne soit pas encore retardée par trois lustres de discussions, de débats et autres atermoiements. Nous devons avancer! La décision finale ne sera pas prise ce soir, mais je vous enjoins vraiment, chers collègues, d'être raisonnables et constructifs en commission et de penser à la fois à long terme en ce qui concerne la politique culturelle et l'emploi de nos artistes, et à court terme pour donner un véritable outil de travail à l'ADC et à tous les danseurs locaux.

M. Pascal Holenweg (S). Je suis aussi heureux que Mme Theubet d'apprendre que le Parti libéral-radical était à l'origine de ce projet! Dans mon souvenir, celui-ci avait d'abord été émis par l'ADC et soutenu par les conseillers administratifs Vaissade et Mugny, dont je suis surpris d'apprendre qu'ils étaient en fait des libéraux-radicaux masqués… Personne ne le savait, c'est une information qui méritait d'être enfin donnée, au moins pour le *Mémorial*!

Dans mon souvenir toujours, ce projet – non pas sous la forme de la proposition PR-1251 du Conseil administratif qui nous est présentée ce soir, mais sur le fond – a été soutenu à l'unanimité par le Conseil municipal et la commission des arts et de la culture, à qui il avait été proposé à la faveur de la proposition PR-873. A l'époque – pourtant assez récente – il n'y avait eu aucune opposition. Il me semble que tous les partis, y compris les libéraux-radicaux, le soutenaient alors sur le fond pour les mêmes raisons que celles avancées ce soir: d'une part, la situation particulière de la danse contemporaine à Genève; d'autre part, la situation particulière de la danse contemporaine matériellement hébergée dans une salle communale, faute de lieu plus ou moins pérenne.

A présent, il s'agit d'abord de libérer la salle communale des Eaux-Vives et d'accorder à la scène chorégraphique contemporaine genevoise un espace dont elle ne dispose pas encore – même si elle le mérite pour son excellence et son

importance, tant du point de vue du public que de celui de la régularité des spectacles proposés et de leur audience. Le conseiller administratif Kanaan a rappelé tout à l'heure que cette excellence était reconnue au niveau fédéral et que Genève était la capitale suisse de la danse contemporaine.

Si on compare l'effort de la Ville en faveur de la danse contemporaine à celui qu'elle consent pour développer l'opéra, le théâtre et même le cinéma: force est de constater que son soutien à la danse contemporaine relève de l'étique – sans h! – c'est-à-dire de la maigreur, du squelettique. On accorde une salle communale et une subvention à l'ADC, mais pas de lieu dévolu à ses activités. Toutes les formes de création artistique ont un siège permanent – voire plusieurs – à Genève, elles peuvent s'y établir et en faire un endroit de référence où sont concentrés publics et productions… sauf la danse contemporaine. Il n'est pas normal d'héberger un domaine artistique comme la création chorégraphique genevoise dans une salle communale, simplement parce que jusqu'ici on n'a été capables de se mettre d'accord ni sur un projet architectural ni sur un emplacement.

Depuis 2001, le Conseil municipal et la commission des arts et de la culture soutiennent le projet d'une scène chorégraphique contemporaine installée à Genève dans un lieu plus ou moins pérenne – car ce n'est pas le Pavillon de la danse qui est provisoire, mais son emplacement! L'infrastructure, elle, sera parfaitement déplaçable, une fois que nous aurons trouvé – peut-être – un emplacement encore plus intéressant. Pour l'instant, la Ville a besoin tant culturellement que matériellement de pouvoir libérer la salle communale des Eaux-Vives et de trouver un lieu où la scène chorégraphique créative puisse s'installer de manière durable.

De notre point de vue, le projet qui nous est soumis ici par le Conseil administratif répond à ce besoin. C'était déjà le cas des projets précédents, mais ils ont été refusés ou enterrés. Il n'y a pas de raison aujourd'hui de refuser l'entrée en matière sur la proposition PR-1251.

Dernière remarque: cet investissement ne tombe pas du ciel, il figure au plan financier d'investissement depuis des lustres! On ne peut pas se prétendre surpris d'être saisis maintenant d'une proposition pour l'installation d'un Pavillon de la danse à la place Sturm, puisque cela fait seize ans que la discussion est en cours à la fois au sein du Conseil municipal et dans les commissions. Seize ans, c'est long, pour l'installation d'une structure destinée aux spectacles de danse contemporaine! C'est peut-être pour cela que le Parti libéral-radical se souvient – ou croit se souvenir – d'avoir été à l'origine du projet… Mais cette origine doit être recherchée plutôt du côté de Nijinski, Petipa ou Bournonville que dans les procès-verbaux du Conseil municipal tout au long de ces vingt dernières années.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de renvoyer la proposition PR-1251 à la commission des travaux et des constructions pour étude. Ce projet est déjà soutenu par la commission des arts et de la culture et, de fait, par l'important

public qui assiste aux spectacles de danse contemporaine et aux autres manifestations de l'ADC.

M. Pierre Scherb (UDC). Aux yeux de l'Union démocratique du centre, ce projet souffre de trois tares principales. La première est l'emplacement prévu pour le Pavillon de la danse. Le Conseil administratif le reconnaît d'ailleurs lui-même: la place Sturm ne s'y prête pas vraiment, raison pour laquelle il prévoit d'y installer cette infrastructure seulement de manière provisoire.

Le deuxième défaut, c'est l'aspect financier. Nous savons tous que les finances de la Ville posent problème! La majorité du Conseil municipal a dû opérer des coupes dans le budget, lesquelles feront d'ailleurs prochainement l'objet d'une votation populaire. Dans ces conditions, nous ne voyons pas vraiment comment financer une maison de la danse.

Le troisième problème, c'est les tâches publiques. Pour nous, il est clair que la mise sur pied d'une force militaire et de police relève des tâches prioritaires de l'Etat. S'y ajoutent, entre autres, l'éducation des enfants et la mise à disposition d'un système de routes et de transports publics. En revanche, apprendre aux gens à se promener en tutu n'est pas une tâche publique, selon nous, et nous ne pensons pas pouvoir la financer.

Néanmoins, nous sommes prêts à étudier ce projet de Pavillon de la danse et nous voterons donc majoritairement le renvoi de la proposition PR-1251 à la commission des travaux et des constructions.

M. Jean-Philippe Haas (MCG). Depuis 2011, j'ai le plaisir de siéger à la commission des arts et de la culture qui a étudié le projet de Pavillon de la danse dans le cadre de la proposition PR-873. Contrairement à ce que vient de dire M. Holenweg, le Parti libéral-radical ne l'avait pas soutenu, à l'époque; il s'était abstenu. En revanche, l'Union démocratique du centre avait voté oui… Mais les élus changent, évidemment.

Bref, quasiment toute la commission des arts et de la culture avait soutenu ce projet. Elle a siégé plusieurs fois pour l'étudier et y a consacré du temps, nous avons voté des crédits d'étude, il y a eu un concours d'architecture, on a vu des maquettes. Certains élus – dont je suis – ont même pu rencontrer les opposants, à savoir certains habitants de la Vieille-Ville, mais d'autres étaient favorables au Pavillon de la danse.

J'en viens à l'aménagement de la place Sturm. Il faut voir comment elle est utilisée maintenant, avec un emplacement du Service Voirie – Ville propre pour les poubelles sur un des côtés! On y a aussi installé les roulottes du cirque Knie – ce

qui est évidemment exceptionnel, en raison des travaux sur la plaine de Plainpalais. Quoi qu'il en soit, je pense que nous avons l'opportunité de créer un bel objet et de faire quelque chose qui tienne la route.

Les principaux opposants au Pavillon de la danse ne se rendaient pas compte, lorsque nous avons discuté avec eux, du fait qu'il ne s'agissait pas d'implanter là une discothèque fréquentée par des jeunes qui feraient du bruit jusqu'à 5 h du matin. Des explications ont été données, les magistrats ont réussi à convaincre les riverains et des accords ont été signés.

Evidemment, il s'agit d'une situation provisoire qui durera sept ans, mais beaucoup de choses peuvent se passer pendant ce temps: certains habitants déménageront peut-être, de même que des études d'avocats ou des cabinets de médecins avec vue sur la place Sturm… Il est possible que, dans sept ans, tout le monde soit content d'accueillir le Pavillon de la danse à cet endroit!

Par ailleurs, étant moi-même membre d'une association aux Eaux-Vives, je précise que quasiment toutes les associations du quartier réclament une salle communale depuis des dizaines d'années. La salle actuelle, occupée par l'ADC, pourra donc être libérée et rendue aux citoyens en vue de l'organisation de manifestations diverses. La demande est très forte de leur part.

Concernant le prix du projet de Pavillon de la danse, j'ai relu les anciens plans financiers d'investissement. La première estimation s'élevait à 9 millions de francs en 2011. La problématique a évolué et nous en sommes à 12 millions de francs, auxquels il faut retrancher 1 million de francs équivalant à la participation de l'ADC, soit un coût total pour la Ville de 11 millions de francs. Mais ce changement correspond aussi à des modifications structurelles au niveau de la conception du bâtiment, notamment en termes d'accessibilité pour les handicapés. On a pensé aussi que les écoles devaient avoir la possibilité d'assister à des spectacles, voire d'y participer ou même carrément d'en organiser sur place.

Par conséquent, contrairement à d'autres projets culturels auxquels le Mouvement citoyens genevois s'est opposé, dont la Nouvelle Comédie qui coûtera tout de même 100 millions de francs, nous défendrons et voterons avec enthousiasme – une fois n'est pas coutume – la proposition PR-1251 pour la création du Pavillon de la danse à la place Sturm. Nous sommes d'avis que c'est là qu'il doit être installé et estimons qu'il s'agit vraiment d'un bon projet.

Certes, 11 millions de francs, c'est beaucoup d'argent – mais ce montant ne représente pas grand-chose sur un budget total de 1,15 milliard de francs. Nous invitons donc le plénum à soutenir ce projet et à renvoyer la proposition PR-1251 à la commission des travaux et des constructions, afin qu'elle l'étudie rapidement et qu'un rapport soit rendu pour le vote final en séance plénière. Cela fait des années que je demande au magistrat Sami Kanaan de donner la priorité au Pavillon de la danse – mais il y avait évidemment des arbitrages politiques… Je crois que

c'est le magistrat en charge des travaux qui freinait la réalisation. *(Remarque de M. Pagani.)* Je suis navré de le dire, Monsieur Pagani, mais peut-être devriez-vous voir les propos de vos collègues lors des auditions en commission!

M. Olivier Wasmer (LR). «La cigale, ayant chanté tout l'été, se trouva fort dépourvue quand la bise fut venue: pas un seul petit morceau de mouche ou de vermisseau.» Je pense que certaines et certains seraient bien inspirés de relire les fables de La Fontaine! On aime bien chanter, ici, et maintenant on veut encore danser! La Ville a une dette de plus de 1 milliard de francs et un déficit budgétaire supérieur à 20 millions de francs – mais voilà qu'on veut construire un Pavillon de la danse même pas pérenne, puisqu'il sera démoli dans six ans. Tout cela pour quelque 12 millions de francs – ce qui n'est pas cher, selon l'extrême gauche, d'après ce que nous avons entendu tout à l'heure… Evidemment, ce n'est pas elle qui paie, c'est nous!

Cela étant, chers collègues, ce projet relève vraiment du «foutage de figure», pour être poli! On dépense aujourd'hui de l'argent qu'on n'a pas, tout ça pour danser! J'apprends à l'instant qu'à Genève on a les meilleurs danseurs, les meilleurs médecins, les meilleurs avocats… mais on a surtout les meilleurs politiciens! Le déficit budgétaire de l'Etat se monte à 261 millions de francs, celui de la Ville à 20 millions de francs, et on veut encore dépenser, dépenser, dépenser… pour danser, bien évidemment! Comme le disait la fourmi: «Eh bien! Dansez maintenant.» Elle avait raison, cette fourmi…

Je suis également préoccupé par le fait que nous avons dépensé 2 ou 3 millions de francs pour rénover la place Sturm, il n'y a même pas dix ans. Le gaspillage, à Genève, on connaît, me direz-vous! Mais surtout – je m'adresse à vous, Monsieur Pagani – que fera-t-on du buste de l'amiral Lefort offert par la Russie?

Une voix. Bravo! *(Applaudissements.)*

M. Olivier Wasmer. Il y a deux ans, Monsieur le maire, vous m'avez répondu que l'on ne pouvait pas déplacer ce buste, car la Commission des monuments, de la nature et des sites (CMNS) devait être consultée et donner son accord, ce qui était très compliqué. Je pars donc de l'idée que le Pavillon de la danse sera bien évidemment érigé devant l'amiral Lefort, joli remerciement à la sainte et grande Russie… Elle nous en sait déjà gré!

En conclusion, le Parti libéral-radical rejettera bien évidemment ce projet de Pavillon de la danse totalement insensé et irresponsable pour une ville comme Genève.

Le président. M. Rémy Pagani ayant été mis en cause, je lui donne la parole, puis nous conclurons ce débat avec l'intervention de M. Sami Kanaan.

M. Rémy Pagani, maire. Je voulais intervenir après mon collègue, mais bon…

M. Sami Kanaan, conseiller administratif. Je conclurai, il n'y a pas de souci.

M. Rémy Pagani, maire. Il conclura, très bien! Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, on prétend que je suis un bulldozer… En l'occurrence, je n'ai pas ménagé mes efforts pour faire en sorte que ce projet arrive à terme et vous soit présenté ce soir.

Je vous rappelle que son retard est dû à un arbitrage que vous nous aviez demandé de faire, il y a quatre ou cinq ans, car cette année-là nous avions dépassé le budget de 130 millions de francs d'investissement qui m'était alloué. Nous avons donc révisé l'organigramme de certains projets et c'est vous, au Conseil municipal, qui avez défini vos priorités dans le cadre de la réaffectation du budget d'investissement global. Vous avez ainsi opté pour le Manège et le Grand Théâtre – mais malheureusement pas pour le Pavillon de la danse. Bref, tout ça, c'est du passé, on peut l'interpréter comme on veut – mais là n'est pas le problème, aujourd'hui.

J'aimerais au passage rassurer M. Wasmer au sujet du buste de l'amiral Lefort. Ce point a été abordé lors de nos discussions avec les riverains. Je me suis engagé – cela figure d'ailleurs dans la proposition PR-1251 – à faire en sorte que la place Sturm bénéficie d'un budget pour être réaménagée un peu autrement devant le Pavillon de la danse; nous nous mettrons d'accord avec les voisins au sujet de ces aménagements. On pourra ainsi magnifier le buste de l'amiral Lefort et ne pas le laisser derrière le pavillon, mais le mettre en valeur comme il nous incombe vis-à-vis de cette haute personnalité historique de notre république.

Ensuite, lorsque le Pavillon de la danse aura été démonté puis reconstruit ailleurs – c'est-à-dire après sept ans – l'aménagement de la place sur lequel nous nous serons mis d'accord avec les riverains sera continué sur ce qui deviendra la nouvelle esplanade de la place Sturm. Cela fait partie de notre convention. Tel est le processus que j'ai mis en place avec les habitants, qui se sont montrés satisfaits de ces propositions; je les en remercie. Quant à l'amiral Lefort, comme je l'ai dit, il bénéficiera aussi de l'aménagement en deux temps de la nouvelle place Sturm…

M. Sami Kanaan, **conseiller administratif**. Le débat de fond aura lieu en commission, mais je dois quand même revenir ici sur un certain nombre de propos que j'ai entendus tout à l'heure.

Je commence par l'objet lui-même. Evidemment, on est en démocratie: les groupes parlementaires peuvent dire qu'a priori ils ne veulent pas de ce Pavillon de la danse. Toutefois, je perçois dans certaines déclarations un manque de reconnaissance, sinon du mépris envers des artistes qui contribuent au rayonnement de Genève tout en travaillant souvent avec des budgets minimaux – je peux en tout cas le dire pour la danse contemporaine, où les revenus sont réellement modestes. Ces danseurs et chorégraphes ont un public fidèle depuis des années, malgré le fait que l'ADC dispose d'une salle qui n'est pas idéale – M. Sormanni l'a dit – tant pour les artistes que pour les spectateurs. De plus, cette situation prive le quartier des Eaux-Vives d'une salle communale, comme l'a souligné M. Haas. Je suis Eaux-Vivien et je peux confirmer que cette salle manque cruellement aux habitants.

Pourtant, le Parti libéral-radical balaie d'un revers de main toute entrée en matière sur un projet de Pavillon de la danse. C'est mépriser les artistes, mépriser la politique culturelle qui fait exister Genève et assure son rayonnement dans toute la Suisse. Heureusement qu'à Berne il y a des gens un peu plus subtils qui reconnaissent à quel point Genève rayonne dans le domaine de la danse contemporaine… Les milieux concernés se sont engagés depuis des années!

Certains se demandent – et je les comprends, dans l'absolu – pourquoi ne pas construire tout de suite une Maison de la danse. Je rappelle la différence principale: une Maison de la danse comporterait aussi des lieux de travail et de répétition, les éventuels bureaux de l'ADC et autres locaux, alors que le pavillon est uniquement un lieu d'accueil du public pour les représentations, avec tout de même une salle pour la médiation.

Moi, je rêve d'une Maison de la danse, Mesdames et Messieurs! Mais déjà bien avant mon arrivée au Conseil administratif, vu l'échec du projet de Lancy, ce n'est pas un hasard si personne n'a trouvé de terrain disponible ni sur le territoire municipal – vous savez à quel point les terrains sont rares et disputés en ville, dès qu'ils sont d'usage public – ni en périphérie. Je rappelle que la Ville de Lancy avait soutenu un projet de Maison de la danse, mais qu'il a été invalidé par un référendum porté notamment par le Parti libéral-radical de cette commune.

Soyez donc cohérents avec vous-mêmes, Mesdames et Messieurs les libéraux-radicaux: vous ne voulez nulle part ni d'un Pavillon ni d'une Maison de la danse! Vous avez visiblement décidé – si vous en aviez la possibilité – d'effacer de la carte la danse contemporaine.

Quoi qu'il en soit, le projet de Maison de la danse à Lancy ayant échoué, il fallait trouver une autre solution. Nous l'avons élaborée sur demande de la

majorité du Conseil municipal, qui s'est prononcée avec constance en faveur de ce projet. Cela n'a rien à voir avec une opposition gauche-droite, car c'est une très large majorité qui réclamait tout au long de ces années le dépôt du crédit pour un Pavillon de la danse dans le cadre de chaque plan financier d'investissement et qui votait dans ce sens une recommandation inscrite par la commission des arts et de la culture dans chacun de ses rapports.

Après y avoir activement travaillé, nous déposons enfin ce projet. J'en ai entendu certains prétendre que nous avions choisi de le retarder… Monsieur de Kalbermatten, vous avez la mémoire très courte! Nous n'avons pas proposé d'avancer la rénovation du Grand Théâtre, c'est vous, au Conseil municipal, qui en avez décidé ainsi. *(Remarque.)* Alors, soyez complet dans vos déclarations, Monsieur de Kalbermatten! J'assume la responsabilité de le dire très honnêtement: il fallait rénover le Grand Théâtre et je suis content qu'on le fasse, mais c'était moins urgent que le projet de Pavillon de la danse. Par une résolution votée à une large majorité, le Conseil municipal a voulu donner la priorité au Grand Théâtre et nous avons respecté ce choix. Mais ce n'est pas nous, au Conseil administratif, qui avons voulu reporter la réalisation du Pavillon de la danse!

M. Pagani disait tout à l'heure qu'il avait un côté bulldozer… Quand je vois tous les projets réalisés ces dernières années et ceux qui sont actuellement en gestation, je dois reconnaître – c'est un fait – que l'élaboration du projet de Pavillon de la danse a pris plus de temps que prévu. Et cela, pour deux raisons liées à notre souci de tenir compte des remarques du Conseil municipal. Premièrement, nous voulions essayer de rester le plus près possible du montant inscrit au PFI; il a donc fallu faire des arbitrages douloureux, je tiens à le souligner ici. Deuxièmement, nous avons dû rassurer les riverains de la place Sturm et passer un accord avec eux. M. Pagani a consacré beaucoup d'énergie à ces négociations, afin que les voisins acceptent l'idée d'avoir ce pavillon devant chez eux pendant un certain nombre d'années.

J'en viens maintenant à la problématique des finances de la Ville, déjà développée hier par Mme Salerno. En réalité, je ne m'adresse pas au Parti libéral-radical, malgré les remarques émises par ses membres tout à l'heure, mais aux autres groupes et à tous ceux qui nous écoutent. Je veux bien que les libéraux-radicaux soient pour avoir moins d'Etat, pour l'assainissement de la dette et des finances publiques – mais je croyais qu'ils avaient un minimum de compétences en matière de chiffres! Ils diffusent à longueur de débat des nouvelles fausses.

Genève est la ville la moins endettée de Suisse par habitant. Chers membres du Conseil municipal, je représente Genève à l'Union des villes suisses et je peux vous garantir que les autres sont jalouses de notre situation financière! Or, leur situation moins favorable ne les empêche pas d'investir, que ce soit dans la culture ou dans d'autres domaines. On peut défendre des options différentes

en termes de choix politiques, ainsi que le veut la démocratie – mais on ne peut pas raconter à longueur d'année aux citoyens et aux citoyennes des choses tout simplement erronées. Cela m'oblige à rectifier: nous avons une situation financière saine.

En outre, Mesdames et Messieurs les libéraux-radicaux, vous n'avez évidemment pas voulu lire le rapport de la Haute école de gestion de Genève sur l'économie créative et culturelle, parce que cela vous embête. Ce document montre que partout ailleurs, en Suisse comme en Europe, ce sont les syndicats patronaux, les partis de droite et les chambres du commerce qui valorisent l'économie culturelle et créative. Vous y arriverez peut-être un jour… Mais, pour l'instant, vous continuez à négliger en Ville de Genève le poids économique et social de la culture, ce qui est fort regrettable.

Pour ce qui est des synergies avec la région, je souscris au souhait qu'il y ait une concertation entre les communes genevoises. Toutefois, Mesdames et Messieurs, j'attire votre attention sur le fait que la population de cette même région a augmenté de près de 30% en vingt-cinq ans, il faut en tenir compte lorsque l'on évoque les nouveaux équipements culturels. Les budgets de la culture ont peut-être augmenté sur certains points, mais de loin pas autant que la population.

Il est parfaitement légitime qu'une ville comme Vernier crée un centre culturel à Châtelaine, par exemple. Je signale qu'elle est devenue la cinquième ou sixième ville de Suisse! Elle est plus grande qu'Yverdon, Sion et Neuchâtel. C'est donc avec raison que Vernier construira un nouveau centre culturel, mais celui-ci ne remplacera ni la Nouvelle Comédie, ni le Pavillon de la danse, ni le Théâtre de Carouge. D'ailleurs, j'en profite pour le dire: j'espère vivement qu'aux votations du 24 septembre la population carougeoise acceptera le crédit de construction du nouveau théâtre. Le Pavillon de la danse, lui, remplacera l'actuelle salle communale des Eaux-Vives pour les activités de l'ADC – et cela devient urgent!

Visiblement, une large majorité du Conseil municipal renverra la proposition PR-1251 en commission, ce qui me réjouit. J'espère que les groupes aujourd'hui récalcitrants seront convaincus en commission qu'il s'agit d'un beau projet en réalité extrêmement économique et intéressant pour Genève, aussi bien culturellement que socialement et économiquement. *(Applaudissements.)*

Mme Patricia Richard (LR). Monsieur magistrat – vous lui transmettrez ma remarque, Monsieur le président – le Parti libéral-radical est cohérent! Je vous rappelle qu'à Vernier c'est M. Ronget, libéral-radical, qui a fait voter les 117 millions de francs pour la construction d'un centre culturel servant entre autres de pavillon de la danse contemporaine. Comme je l'ai déjà dit, nous ne voulons pas de doublon. Or, Vernier est juste à côté de Genève!

Vous dites – et je vous entends bien – que la Ville de Genève est l'une des moins endettées de Suisse par habitant. Mais c'est peut-être parce que nous avons des lois qui nous empêchent de nous endetter davantage! Qui vous dit que les habitants de notre commune ont envie qu'elle ait des dettes supplémentaires et qu'il faille pour finir augmenter les impôts? Nous ne voulons pas de cela et nous restons cohérents avec notre position!

Le Conseil administratif a mis cinq ans pour nous proposer ce projet de Pavillon de la danse, puisque nous avions voté le crédit d'étude de la proposition PR-873 en 2012. Il est évident que la situation générale peut changer, quand il y a un délai aussi long. Entre-temps, en 2014, la commune de Vernier s'est dotée du crédit nécessaire à la création de son centre culturel. Alors, à chacun son tour de passer le ballon, comme on dit! Nous savons très bien qu'une majorité du Conseil municipal renverra le «bébé» en commission, et on verra bien ce qui se passera ensuite…

Par ailleurs, sauf erreur de ma part – il me semble pourtant avoir été assez attentive durant tout ce débat – je n'ai toujours pas entendu le Conseil administratif nous informer du coût du déménagement du Pavillon de la danse après les sept ans de son implantation à la place Sturm. Or, vous nous avez bien dit et répété, Messieurs les magistrats, qu'il ne resterait à cet emplacement que pour une durée limitée, selon l'accord conclu avec les riverains. Il se peut que j'entende mal, vu l'écho qu'il y a dans cette salle où l'on sait bien que la sono n'est pas bonne… *(Brouhaha.)* En tout cas, il ne me semble pas avoir entendu articuler de chiffrage.

Par conséquent, chers collègues, le crédit que vous vous apprêtez à renvoyer en commission ce soir n'est qu'un premier prix. On n'a pas de chiffres définitifs! Aujourd'hui, du moins, on ne connaît pas le coût du déménagement du Pavillon de la danse lorsqu'il quittera la place Sturm.

Une fois de plus, je répète qu'il nous manque également un partenariat public-privé, dans ce dossier. Comme d'habitude, c'est en grande partie la Ville qui paiera! Pourquoi ne réussit-on pas, à Genève, à monter des projets partiellement financés par le privé? On aime la danse contemporaine, ici! J'en ai fait suffisamment longtemps pour savoir que c'est un art magnifique et sublime! *(Rires et remarques.)* Or, nous avons des mécènes à Genève! Pourtant, je n'ai pas vu le Conseil administratif les solliciter en vue de trouver un partenariat et d'amener de l'argent privé au projet de Pavillon de la danse.

Dans ces conditions, le Parti libéral-radical continuera de refuser le renvoi de la proposition PR-1251 en commission.

Le président. Mesdames et Messieurs, évitons d'entrer dans une série d'interventions où chacun réplique à l'autre comme au ping-pong… Je donne la parole à M. Jean-Philippe Haas, puis je demanderai à M. Kanaan de conclure le débat.

M. Jean-Philippe Haas (MCG). Ce n'est pas un problème de ping-pong, Monsieur le président! Je ne tiens absolument pas à répondre à ma préopinante.

En ce qui concerne le déménagement du Pavillon de la danse après sept ans, j'ai des doutes. Lorsque j'étais élève au cycle de la Gradelle, on allait en classe dans des bâtiments en bois. Les autorités nous avaient promis un cycle tout neuf, mais ces baraquements ont tout de même duré trente ans! Par conséquent, je me dis qu'au bout de sept ans les riverains de la place Sturm qui sont aujourd'hui les principaux opposants à l'implantation du Pavillon de la danse déposeront peut-être une pétition pour que cet édifice reste devant chez eux… On ne sait pas ce qui peut se passer durant toutes ces années.

A l'heure actuelle, cette place Sturm est vide. La seule manifestation qu'elle ait accueillie, c'était la grande roue il y a cinq ans. Autrement, il n'y a absolument rien à cet endroit. Je pense donc, comme je l'ai dit tout à l'heure, qu'il faut impérativement y installer le Pavillon de la danse. On verra bien, sept ans après sa construction, si les habitants veulent toujours son déplacement malgré les aménagements réalisés tout autour. Je suis persuadé qu'ils auront changé d'avis d'ici là! Ils seront peut-être même enchantés d'accueillir sur leur place un public intéressant et demanderont alors eux-mêmes le maintien du Pavillon de la danse.

M. Sami Kanaan, **conseiller administratif**. Nous poursuivrons le débat en commission, mais il me semble important de revenir sur certaines questions posées par Mme Richard.

Je commence par les cinq ans écoulés depuis le vote du crédit d'étude. Faut-il d'ailleurs parler de cinq ans ou de deux ans? Le projet a subi un report en raison des arbitrages liés au plan financier d'investissement, parce que le Conseil municipal a souhaité donner la priorité au Grand Théâtre. Il est vrai que nous avons consacré du temps à négocier avec les habitants de la place Sturm, car tout prend du temps à Genève – mais ce n'est pas une raison pour ne pas aller de l'avant!

J'en viens au déménagement du Pavillon de la danse après les sept ans de son implantation à la place Sturm. Le coût de l'opération dépendra de l'emplacement suivant qui reste à trouver. Voilà pourquoi nous n'avons pas encore chiffré le transfert, Madame Richard, je vous le confirme.

De plus, je ne sais pas si vous avez bien lu la proposition PR-1251, car elle stipule qu'une fondation privée bien connue amènera 1 million de francs au projet, ce qui est déjà considérable! Dans son fonctionnement quotidien, l'ADC lutte pied à pied – avec notre appui – pour trouver des partenaires et ainsi compléter les subventions accordées par la Ville, ce qui lui permet d'avoir une offre aussi riche. Je pourrai vous le prouver en commission, Madame Richard: on n'a jamais eu autant d'apports financiers privés dans le domaine de la culture géré par la Ville de Genève depuis que je suis en fonction!

Enfin, j'en reviens à la problématique des synergies avec la région. Je l'ai dit, sa population a augmenté de plus de 25%. Il est donc légitime que Vernier se dote d'un centre culturel pour la population verniolane et des environs. Mais y mettre l'ADC, ce serait en réalité supprimer un équipement existant – la salle communale des Eaux-Vives – pour demander à la commune de Vernier de répondre à un besoin que Genève n'aura pas assumé elle-même.

Je suis en contact avec mes homologues de Vernier et de Lancy et je connais très bien M. Ronget, dont j'ai soutenu les démarches auprès du Fonds intercommunal. D'ailleurs, ce n'est pas 20 millions de francs qu'il en recevra, mais 5 ou 7 millions de francs, si j'ai bonne mémoire. Les 20 millions de francs pour le centre culturel de Châtelaine proviendront d'une fondation privée – et je m'en réjouis, c'est une très bonne nouvelle. Néanmoins, cela ne fait que combler l'augmentation des besoins de la population dans cette région en termes de projets culturels.

Le Pavillon de la danse ne sera donc pas un équipement en trop, bien au contraire! Je dirais même que nous avons de la peine à suivre l'évolution des besoins, tout comme dans le domaine du sport. Je le souligne au passage: je me réjouis que le plénum ait renvoyé en commission – sans contestation, cette fois – le crédit d'étude demandé dans la proposition PR-1245 pour la salle polyvalente multisports de la Queue-d'Arve. Visiblement, ce projet-là suscite moins de réactions que le Pavillon de la danse.

Je conclurai en m'adressant au Parti libéral-radical. Vous avez vos choix, Mesdames et Messieurs, ce qui est parfaitement légitime. Je rappelle toutefois que vous avez failli voter 3 millions de francs en urgence pour le Grand Théâtre au mois de juin dernier – comme ça, d'un geste, sans aucune critique! *(Remarque de Mme Richard.)* Ah si! C'est le Parti libéral-radical qui a déposé le projet d'arrêté PRD-154 en urgence pour voter ces 3 millions de francs sur le siège, sans débat de commission ni compensation! Mais vous voilà tout à coup beaucoup plus sélectifs envers le Pavillon de la danse… Je me réjouis de continuer avec vous cet échange en commission, Mesdames et Messieurs.

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des travaux et des constructions est accepté par 51 oui contre 17 non.

Le président. Nous sommes saisis d'une motion d'ordonnancement déposée par le Mouvement citoyens genevois, qui demande le report à la session plénière des 26 et 27 septembre prochains du traitement des rapports de majorité et de minorité PR-1216 A/B de la commission des finances sur les comptes 2016 de la Ville de Genève. Je donne la parole à M. Sormanni pour justifier cette demande.

M. Daniel Sormanni (MCG). Excusez-moi, Monsieur le président, mais nous avons reçu un courriel nous informant que les comptes 2016 seraient traités à la session des 26 et 27 septembre. Aucune contre-indication à ce sujet n'a été émise hier lors de la réunion du bureau et des chefs de groupe. Et j'apprends maintenant qu'on veut les traiter aujourd'hui! Pour ma part, j'avais compris que c'était pour dans deux semaines. Voilà pourquoi je demande le report de ce point, ce qui nous permettra ce soir d'avancer dans l'ordre du jour. Je ne comprends pas pourquoi on changerait subitement de programme… En tout cas, nous n'avons pas reçu d'avis contraire à celui qui avait été décidé jusqu'à hier. Je m'interroge donc et m'étonne que l'on veuille tout à coup traiter les comptes 2016 aujourd'hui, alors qu'il ne nous coûte rien de le faire les 26 et 27 septembre.

Le président. Je pensais franchement que, vu le bon rythme adopté hier, nous pourrions voter les comptes à la première séance d'aujourd'hui… Mais je vois qu'il est déjà 18 h 25 et qu'il sera très difficile d'y parvenir. De plus, à la séance de 20 h 30 nous aborderons directement les urgences. Je mets donc aux voix cette motion d'ordonnancement, que je soutiens personnellement.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement est acceptée par 49 oui contre 19 non.

Le président. Mesdames et Messieurs, vous avez accepté le report du traitement des rapports PR-1216 A/B concernant les comptes 2016 de la Ville à la session plénière des 26 et 27 septembre prochains.

14. Projet de délibération du 26 juin 2017 de MM. Pierre Gauthier et Stéphane Guex: «Pour un règlement négocié de la question des retraites forcées» (PRD-153)[1].

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Considérant que:

– des dizaines de personnes employées de la Ville de Genève ont été contraintes de quitter leur emploi à 62 ans à la suite du changement d'organisation de leur caisse de retraite et des modifications subséquentes du statut du personnel;
– la perte financière qui frappe ces personnes s'élève dans certains cas à plusieurs dizaines de milliers de francs;
– ces personnes doivent s'inscrire au chômage et dépendent donc de l'aide sociale en attendant de pouvoir toucher l'AVS;
– malgré leurs demandes réitérées, la Ville de Genève s'est refusée systématiquement à régler ces situations difficiles par une prolongation d'activité jusqu'à 64 ans;
– malgré l'article 18 du statut du personnel qui conditionne tout changement dudit statut à l'ouverture de négociations avec les partenaires sociaux, la Ville refuse toute entrée en matière;
– il est inadmissible que la Ville de Genève se prétende employeur exemplaire alors qu'elle plonge des dizaines de ses employés dans la précarité,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 2, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition de deux de ses membres,

décide:

Article unique. – Le Conseil administratif de la Ville de Genève ouvre sans délai des négociations avec les partenaires sociaux en vue de régler la situation des dizaines de personnes employées de la Ville de Genève qui sont ou qui ont été contraintes de prendre une retraite anticipée alors qu'elles ont demandé et motivé une prolongation de leur engagement jusqu'à 64 ans.

---

[1] Annoncé, 600.

Le président. Sur décision du bureau et des chefs de groupe, je mets aux voix le renvoi direct de ce projet de délibération à la commission des finances.

Mis aux voix, le renvoi direct du projet de délibération à la commission des finances est accepté par 41 oui contre 25 non (1 abstention).

15. Projet de délibération du 26 juin 2017 de Mmes et MM. Adrien Genecand, Patricia Richard, Simon Brandt, Michèle Roullet, Vincent Schaller, Pierre de Boccard, Helena Rigotti et Pierre Scherb: «Le Grand Théâtre est une institution de droit public de la Ville de Genève, et il est de notre responsabilité de lui garantir les moyens de remplir sa mission» (PRD-154)[1].

PROJET DE DÉLIBÉRATION

Considérant que:

– le budget annuel de fonctionnement du Grand Théâtre de Genève est de 30 millions de francs. Pour 2017 et 2018, son financement prévoyait notamment une subvention cantonale de 3 millions de francs par an, soit 10% de ses revenus. Or, la Commission des finances du Grand Conseil n'est pas entrée en matière sur le projet de loi validant la convention de subventionnement accordant cette subvention de 3 millions de francs;
– la volonté d'allouer une subvention cantonale de 3 millions de francs au Grand Théâtre est ancrée dans la convention de subventionnement signée par le Conseil d'Etat pour les exercices 2017 et 2018. De plus, le montant correspondant a été inscrit au budget 2017 du Canton, voté à une large majorité par le Grand Conseil en décembre 2016. Ce soutien trouve son origine dans le vote en 2013 de la nouvelle loi cantonale sur la culture et la déclaration conjointe du Conseil d'Etat et du Conseil administratif du 5 novembre 2013. Dans ce cadre, un premier montant de 500 000 francs a été versé par le Canton en 2015, et 2 millions de francs en 2016. C'est donc en toute bonne foi que le Grand Théâtre a pris en considération ces 3 millions de francs de revenus pour établir son budget 2017;
– comme toute entreprise, le Grand Théâtre a besoin de prévisibilité financière et de stabilité. Rappelons que les contrats d'artistes doivent être conclus au moins deux ans à l'avance et que cette anticipation des engagements financiers

[1] Annoncé, 601.

est la clé de la réussite des saisons lyriques. Le Grand Théâtre est une institution bien gérée, dont les derniers exercices intra-muros ont été équilibrés. Le Grand Théâtre est la plus grande institution culturelle de la Suisse romande, soit une entreprise qui accueille 130 000 spectateurs par an et emploie jusqu'à 1300 collaborateurs;

– si le Grand Théâtre devait faire face définitivement à cette perte de revenu, il serait plongé dans une grave crise financière et se trouverait potentiellement en cessation de paiement avant la fin de l'année;
– notre Conseil municipal n'est pas partie aux négociations entre l'Etat et la Ville sur le désenchevêtrement, et que nous constatons que, pour l'heure, la décision prise par la Commission des finances du Grand Conseil entretient une incertitude financière pour le conseil de la Fondation du Grand Théâtre, sa direction et ses collaborateurs,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu les articles 17 et 30, alinéa 1, lettre v), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition de plusieurs de ses membres,

décide:

Article premier. – La subvention ordinaire du Grand Théâtre est augmentée de 3 millions de francs pour 2017 et cette augmentation est intégrée pour 2018.

Art. 2. – Le Conseil administratif rapporte à la commission des arts et de la culture l'avancée des discussions avec le Canton concernant le Grand Théâtre.

Art. 3. – Le Conseil administratif consulte la commission des arts et de la culture ainsi que celle des finances quant à la stratégie à adopter avant de s'engager plus en avant dans les discussions.

Art. 4. – La charge supplémentaire sera couverte par des recettes supplémentaires ou des économies équivalentes de charges dans le budget de fonctionnement 2017.

Le président. Sur décision du bureau et des chefs de groupe, je mets aux voix le renvoi direct de ce projet de délibération à la commission des finances.

Mis aux voix, le renvoi direct du projet de délibération à la commission des finances est accepté par 38 oui contre 27 non.

16. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition du 20 janvier 2010: «Menace de démolition d'une partie du quartier des Grottes» (P-237 A)[1].

Rapport de Mme Albane Schlechten.

L'objet a été renvoyé à la commission des pétitions lors de la séance plénière du Conseil municipal du 20 janvier 2010. La commission l'a traité lors de ses séances des 1er et 15 février, 22 mars, 17 mai, 21 juin et 13 septembre 2010 sous les présidences de M. Rémy Burri et Mme Silvia Machado. La rapporteuse souhaite remercier les procès-verbalistes garantes de la bonne conduite des travaux, Mmes Nathalie Bianchini et Tamara Saggini, et s'excuse par avance si des lacunes devaient être notifiées dans son rapport, n'ayant elle-même pas assisté à ces séances. La lecture des auditions fut dense et très enrichissante; des résumés de ces précieuses informations ont constitué une tâche hautement ardue.

Note de la rapporteuse: la pétition est par ailleurs dépassée puisque, dans l'intervalle, sept ans se sont écoulés et l'accord entériné en décembre 2015 entre la Ville et l'Etat prévoit une gare agrandie en sous-sol.

Texte de la pétition

(Voir annexe.)

Séance du 1er février 2010

Audition de M. Hansjörg Eder, de l'association des habitants du quartier, M. Marcel Perrin, pour le groupement des riverains de la place des Grottes, et M. Nicolas Hugo, membre de la commission de coordination du contrat de quartier des Grottes, pétitionnaires

La principale préoccupation qui les a conduits à déposer cette pétition a été le projet d'extension d'un quai de la gare de Cornavin. En prévision de ce projet ont notamment été bloqués les aménagements de l'îlot 5 et 7 du côté des Grottes. Un moratoire a par ailleurs été scellé entre le Ville de Genève et les Chemins de fer fédéraux (CFF) d'une durée de trois ans dans le but de poursuivre les études de projet. En discutant avec les habitants des quartiers concernés, les pétitionnaires ont constaté un manque criant d'information. C'est pourquoi l'une des premières préoccupations de cette pétition est d'obtenir des informations fiables et compréhensibles.

[1] «Mémorial 167e année»: Commission, 4547.

La deuxième partie de la demande concerne l'aspect «défigurant» de ce projet vis-à-vis du quartier, et notamment pour le bas des Grottes, c'est pourquoi ils souhaitent que la Ville s'engage auprès des CFF, dans le but de les pousser à trouver une alternative un peu plus ambitieuse à la solution de démolir des immeubles et d'ainsi «balafrer» une partie de la ville.

Question: est-ce que des séances publiques d'informations ont été organisées?

Aucune réunion publique n'a jusqu'ici été organisée à ce sujet. Les informations obtenues proviennent de M. Philippe Mongin, chef de projet des contrats de quartier, c'est donc lui qui leur a expliqué les tenants et aboutissants de l'accord entre la Ville et les CFF, notamment le moratoire de trois ans, avec une compensation financière pour le travail qui avait été fait sur les projets. C'est là les seules informations qu'ils possèdent.

Séance du 15 février 2010

Audition de M. Serge Stalder, responsable CFF Immobilier SA, et de M. Yannick Parvex, de la division Infrastructures des CFF

M. Stalder imagine que le point de départ de cette pétition a certainement été le fait qu'il y a un an et demi les CFF ont bloqué le plan localisé de quartier (PLQ) des Grottes par une opposition, ce à quoi la municipalité de Genève a répliqué par le blocage du projet de transformation de la gare de Cornavin. Suite à ces blocages réciproques, il y a eu des négociations durant une année avec M. Pagani et ses services, pour aboutir finalement en fin juin 2009 à la signature d'une convention avec la Ville, de même qu'avec les principaux propriétaires touchés par le PLQ des Grottes. Les CFF doivent maintenant élaborer un plan-cadre, qui sera exposé par son collègue, tandis que la Ville s'est engagée à réfléchir aux conséquences urbanistiques de cette extension de deux voies au nord, par l'élaboration d'une image directrice du quartier, qui prendrait en compte la totalité du projet et ses emprises sur le secteur. Il tient à faire remarquer que, bien que cette convention ait été dûment signée, et ce le 1er juillet 2009, la municipalité ne l'a toujours pas ratifiée. Concernant plus précisément cette pétition, il est exact que, si les CFF réalisent une extension des voies 9 et 10 du côté nord, donc des Grottes, c'est évident qu'il y aura des incidences foncières. Il est question d'une emprise d'à peu près 27 m de terrain depuis l'axe des voies.

M. Parvex explique que la gare de Genève compte actuellement 500 trains par jour, et avec la liaison Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA) dans quelques années on passera à 600. Cette nouvelle situation implique que la gare va être

saturée, c'est pourquoi ils prévoient déjà la construction de deux nouvelles voies. Pour commencer, il faudra certainement une voie longue pour accueillir le train de la plaine, qui actuellement est sur la voie 5, qui mesure 84 m. Le Canton souhaite circuler avec des trains de 220 m, il faut donc passer par la construction d'une nouvelle voie. L'autre voie dont ils ont besoin concerne le trafic des grandes lignes: le réseau Lausanne-Genève connaîtra une augmentation de clientèle de 120% d'ici à l'horizon 2030, ce qui va nécessiter l'ajout de trains. Pour ce faire, il faut pouvoir les accueillir aux extrémités, à savoir à Lausanne, où il suffira de rallonger les quais, et Genève, où il manque une bordure.

Il y a également d'autres horizons qui sont en étude, et notamment le plan-cadre du nœud de Genève, qui concerne tout le périmètre genevois allant de Nyon à Annemasse, auquel le Canton participe. Le but de ce plan est d'obtenir trois «photographies»: une première montrant comment seront les transports ferroviaires à Genève en 2050, une autre pour 2030, et une dernière à court terme, pour permettre une montée en puissance de la capacité. Ces travaux sont actuellement en cours, les résultats étant attendus pour fin 2011, mi-2012, délai lié notamment au moratoire, par exemple dans l'éventualité où serait proposée une gare souterraine, pour remplacer le besoin d'espace en surface. Une convention-cadre a été signée dans laquelle les deux Cantons, l'Office fédéral des transports (OFT) et les CFF se sont unis dans le but de développer l'axe Lausanne-Genève, et particulièrement pour pouvoir financer des études portant sur la fameuse troisième voie. Ils font leur possible pour avoir cet avant-projet fin 2011, mi-2012, pour pouvoir aussi rentrer dans les plannings de Rail 2030, et notamment dans le financement de construction par la Confédération.

Questions des commissaires

Sur la possibilité de déplacement du rôle central de Cornavin vers d'autres gares, telles que la Praille, aux horizons 2030, voire 2050.

Au sujet du déplacement des installations, il concerne autant les infrastructures destinées aux voyageurs que celles pour les marchandises, le site de Colovrex ayant également été évoqué comme nouveau centre de triage. Ces différentes possibilités sont actuellement en étude. Toutefois, le fait de déplacer une gare nécessite le déplacement de tout l'urbanisme de la Ville, notamment à cause des Transports publics genevois (TPG) qui lui sont reliés. Il y a aussi des questions liées à l'entretien: une gare n'est pas que les quais et la billetterie, elle comprend aussi des faisceaux de garages et d'entretien. De plus, il faut prendre en compte le souhait des voyageurs, car le fait de faire un trajet Zurich-Genève et perdre 10 minutes en faisant une boucle par l'aéroport peut poser problème. Ce genre de question est rattaché au principe stratégique de l'offre aux voyageurs, établi par les CFF et la Confédération.

Si les TGV sont déplacés à l'aéroport ou à la Praille, il faut savoir quelles seront les correspondances à assurer, comme Paris-Berne ou Paris-Brigue; de plus, ce sont des trains qu'il faut stationner et entretenir.

Sur la pertinence d'utiliser la gare de Cointrin comme boucle de rebroussement.

Une variante est en effet étudiée, mais elle implique des inconvénients, posés notamment par l'horaire suisse, qui est symétrique. Le problème est de savoir si l'on peut réintroduire la rame directement, avec seulement 2 minutes d'arrêt à Genève-Aéroport, dans le réseau en direction de Lausanne, ou s'il faut faire une pause de 10 minutes, pour pouvoir se remettre dans le système suisse. L'aéroport est donc une zone tampon.

Sur l'expérience de la gare de Zurich en gare essentiellement souterraine.

Cette possibilité est aussi étudiée, notamment dans cette vision plan-cadre. Sans prendre position sur les résultats de cette étude, les auditionnés font remarquer aux commissaires qu'en 2020-2025, la gare de Genève ne pourra plus accueillir tout le trafic ferroviaire. Le projet de construction de ces deux nouvelles voies, s'il devait être retenu, coûterait déjà assez cher, en ne tenant compte que des aménagements minimums indispensables qui empièteraient le moins sur le territoire, car chaque mètre de gagné représente des centaines de millions d'économisés. Les CFF espèrent donc trouver une solution, et un financement. Or, la construction d'une gare souterraine coûterait d'une part beaucoup plus cher, de l'ordre de 3 à 4 milliards, et d'autre part elle n'éviterait pas les interventions en surface: les deux voies supplémentaires permettraient de toute façon, pendant la phase de travaux, une plus grande souplesse. Et même s'ils construisaient des voies souterraines, il faudrait bien faire passer les trains quelque part pendant la durée des travaux, et là encore il n'y aura pas vraiment de choix possibles, il faudra les faire passer au nord, ce qui scelle une fois encore le destin du quartier des Grottes.

Sur l'acquisition de l'autorisation de construire de l'hôtel Montbrillant, alors que le plan cadre n'est pas terminé.

Il y a un an et demi, les CFF ont effectivement bloqué ce projet d'hôtel; la parcelle concernée étant nue, ils ont estimé que ce serait économiquement insupportable de laisser ce nouveau bâtiment se construire, pour éventuellement avoir à le détruire moins d'une dizaine d'années plus tard. Ils ont donc bloqué le projet, et ont discuté avec l'entrepreneur ainsi qu'avec la municipalité genevoise, en partie propriétaire des terrains. La solution qui a été trouvée fait également partie de la convention évoquée: dans le cas où les CFF réalisent le projet des deux voies, ils obtiendront la propriété de tous les terrains nécessaires à leur construction, y compris ceux appartenant à la Ville, tandis que si, pour une raison ou pour une

autre, ils ne le réalisaient pas, ils n'auraient alors plus besoin de ces terrains, que la Ville aurait donc intérêt à reprendre. Au final, la totalité de ces terrains appartiendra soit à la Ville, soit aux CFF. Comme malheureusement l'accord avec la municipalité n'a toujours pas été ratifié, les mesures de droit réelles nécessaires à l'exécution de cette convention n'ont pas pu être mises en place. Les CFF ont donc été obligés d'acheter le permis de construire de cet d'hôtel, ils ont ainsi bloqué sa réalisation, en indemnisant en contrepartie les propriétaires et l'entrepreneur. Si le projet de constructions des deux voies ne se réalise pas, rien n'empêche les CFF de revendre ce permis pour que l'hôtel soit réalisé, tel qu'il était initialement prévu.

Séance du 22 mars 2010

Audition de M. Rémy Pagani, conseiller administratif chargé de l'aménagement, des travaux et des constructions

M. Pagani commence par expliquer que, si les voies CFF sont élargies comme prévu, ils doivent décaisser tout le bas du quartier des Grottes jusqu'à la place des Grottes. Le dénivelé entre la sortie du tram sous le passage Montbrillant et Girard mesure une hauteur de tram. Le Conseil administratif a donc fait recours et a remarqué une mauvaise communication entre les pôles immobilier et transports des CFF. Ensuite, le Conseil administratif a refusé de retirer le recours. Cela a permis de signer une convention avec l'Etat de Genève qui dit que tout le projet est gelé et que pendant trois ans des personnes mandatées vont mener une étude qui démontrera s'il faut élargir ou non la gare de Cornavin. Les CFF n'ont pas envisagé de reculer la gare, de la déplacer, ou de vérifier que la boucle Bellevue-Aéroport soit faite. La convention a permis de valider avec l'Etat de Genève l'étude qui va être menée et d'associer la Ville au projet. Les CFF ont eu la pétition en main. Face aux responsables des chemins de fer fédéraux, le Conseil administratif s'est opposé aux démarches et a mentionné qu'il est inadmissible de vouloir raser un quartier comme ça. Dès le 1er janvier 2009, les vingt appartements de la Codha, les vingt appartements des Burgers et la rénovation de l'immeuble ont été bloqués par les CFF. Par contre, Implenia a dit qu'elle jetait l'éponge, qu'elle vendait le projet clé en main de l'hôtel cinq étoiles sur la place Montbrillant. La Ville avait un terrain au milieu qui lui appartenait déjà, elle était donc d'accord de vendre ce terrain si c'était pour élargir les voies CFF, si ce n'est pas pour étendre, ils devaient lui vendre un droit de préemption sur les deux terrains juxtaposant. Donc, si aucune extension n'était faite, la Ville serait propriétaire de l'ensemble de la bande. M. Pagani n'abandonne pas l'idée que les CFF abandonnent le projet d'élargissement au profit de valorisation des autres gares, comme celles de l'aéroport, du Bachet-de-Pesay et des Eaux-Vives. D'autre part, à l'arrière de la gare, on implanterait un hôtel de passage tel qu'une auberge de jeunesse, ce qui serait plus approprié pour valoriser l'aspect populaire du quartier.

Questions des commissaires

Quels terrains seraient sacrifiés en cas d'agrandissement de la gare?

M. Pagani explique qu'il faut passer par le bas de la place des grottes, enlever l'espace devant l'Ilot 13, casser le parking et détruire tous les bâtiments à la rue Malatrex – un énorme périmètre donc. Il pense que le Conseil administratif est aussi responsable d'avoir laissé dépérir cette situation.

Le Conseil administratif a-t-il envisagé de déplacer la fonction centrale de Cornavin vers une autre gare?

M. Pagani explique que l'Etat veut bien considérer la Ville comme partenaire, mais pas trop, car sinon il doit considérer toutes les communes où les chemins de fer passent, et il ne souhaite pas cela. La Ville tient un peu l'Etat, car elle est propriétaire de la quasi-totalité des friches ferroviaires des Eaux-vives. L'Etat est donc obligé d'avoir la Ville comme partenaire. Concernant la Praille, on ne se trouve pas sur le domaine de la Ville, le terrain appartient au Grand-Lancy. Par ailleurs, les CFF vont mandater des personnes pour étudier toutes les options, y compris celle de creuser sous la gare. Le projet est gelé pendant trois ans, temps pendant lequel des études vont être menées sur les variantes possibles. Les informations vont, quant à elles, commencer à être diffusées.

Séance du 17 mai 2010

Audition de Mme Bojana Vasiljevic Menoud, directrice générale de la Direction de l'aménagement

Mme Vasiljevic Menoud précise qu'il s'agit d'un dossier que la Direction de l'aménagement du territoire a traité très partiellement, par le biais du plan localisé de quartier situé aux Grottes, derrière la gare. Ce plan localisé de quartier a été adopté par le Conseil d'Etat en 2005, mais a été initié par la Ville de Genève. Il fait suite à un concours et prévoit la construction d'un hôtel, juste derrière la place de Montbrillant, et de deux bâtiments de logements. Ce plan avait été à l'époque, en 2003 ou 2004, préavisé favorablement par les CFF. Elle informe à ce propos que, comme l'on se situe à proximité de la gare, les CFF émettent un préavis, selon la loi fédérale sur les chemins de fer. A l'époque, donc, les CFF n'avaient pas émis d'observations. Celles-ci se sont manifestées dans le cadre de demandes des requêtes en autorisations de construire définitives, qui ont été déposées pour les bâtiments mentionnés, ainsi que pour une vélo-station. C'est alors que la Direction de l'aménagement du territoire a appris la nécessité pour les CFF d'augmenter la capacité de la gare de Cornavin, qui, d'après eux, sera saturée en 2020. Ce qui implique cette demande d'ajouter deux voies supplémentaires sur la rue de Montbrillant, qui a entrainé toute l'histoire bien connue.

En ce qui concerne la Direction de l'aménagement du territoire, ils sont actuellement en attente de plus de précisions sur le plan-cadre, car ils ont demandé aux CFF d'expliciter leurs besoins, car ceux-ci ont demandé deux voies supplémentaires, mais il se pourrait que ce soit plus, ce qui impliquerait d'autres travaux et des mesures plus conséquentes. Les études pour définir les besoins sont donc menées par les CFF en collaboration avec la Direction générale de la mobilité (DGM). Cette étude rejoint tout à fait les inquiétudes exprimées par cette pétition, du point de vue du bâti, mais également de celui de l'accessibilité et de la circulation. C'est en effet évident que si de tels travaux devaient être entrepris, ils auraient une incidence concrète notamment sur le tram, dont les plans de circulation devraient être complètement repris. Toutefois, elle rappelle que cette étude n'est pas menée par l'Etat, mais par la Ville.

Ce qui lui paraît important est que les études menées actuellement par les CFF doivent démontrer leurs besoins aussi bien pour 2020, qui est relativement un court terme, que pour 2030-2040. C'est donc un travail à échelle temps plus longue qui doit être mené pour voir quels sont les besoins réels. Peut-être que ça ne sera pas deux mais cinq voies supplémentaires. Cela impliquerait un autre projet, et il serait dommage de se lancer dans un grand projet de réaménagement pour deux voies alors qu'il en faudrait plus. Les résultats intermédiaires de cette étude doivent être vus par le Département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement (DIME), c'est pourquoi elle suggère aux commissaires de les entendre pour en savoir plus.

Questions des commissaires

Sur la modification du bâti, quelle est la position du Département des constructions et des technologies de l'information (DCTI)?

La Direction de l'aménagement ne s'opposerait pas à une modification du plan localisé de quartier, si un intérêt majeur était démontré. Elle ajoute avoir entendu quelqu'un avancer qu'on pourrait juste ajouter les voies, sans toucher aux bâtiments à l'arrière de la gare. Elle tient à préciser que cette possibilité n'est absolument pas envisageable. Il est en effet question, selon le projet proposé, d'une emprise de 27 m, et il serait inimaginable qu'une voie de train passe à 15 m d'un immeuble de logements.

Sur la centralité de la gare de Cornavin, un éventuel déplacement du rôle de gare central vers d'autres structures.

C'est une question très large, car elle touche non seulement l'ensemble du Canton, mais aussi le projet d'agglomération. Mme Vasiljevic Menoud explique avoir toujours entendu qu'il était essentiel de garder à Cornavin l'ensemble de ses fonctionnalités, c'est-à-dire les grandes lignes, les TGV et les lignes

régionales. Cela ne veut pas dire que d'autres gares ne pourraient pas être développées. L'on souhaiterait par exemple à court terme développer la gare de l'aéroport, et on parle également de celle de la Praille; toutes ces questions sont examinées. A sa connaissance, il n'est toutefois pas question de transposer ailleurs le rôle de la gare de Cornavin.

Séance du 21 juin 2010

Audition de M. Christophe Genoud, secrétaire général adjoint au Secrétariat général du Département de l'intérieur et de la mobilité, et de Mme Rebecca Dougoud, directrice à la Direction de la planification et des offres de mobilité

M Genoud tient tout d'abord à dire qu'ils auraient pu assez volontiers signer cette pétition, lorsqu'ils ont appris des CFF, il y a deux ans, qu'ils envisageaient sérieusement d'élargir Cornavin, sans parler des travaux de réfection de la gare qui sont actuellement en cours. Les CFF ont alors prétendu qu'il fallait ajouter deux voies supplémentaires au nord de la gare, ce qu'ils ont d'abord pris avec humour, puis avec stupéfaction. Cela fait un certain temps que des discussions sont ouvertes avec les CFF quant à la planification de l'offre, et actuellement on en discute pour l'horizon 2030, voire 2040. Or il y a deux ans la problématique des CFF était essentiellement d'augmenter le nombre de trains entre Lausanne et Genève, qui est un besoin incontestable, et sur lequel les Cantons de Genève et de Vaud travaillent beaucoup, notamment pour promouvoir l'achèvement de la troisième voie. Les CFF se sont toutefois rendus compte que si augmenter le nombre de trains entre les deux villes était judicieux, encore fallait-il que les trains puissent rentrer en gare. Ils ont donc expliqué qu'à l'horizon 2018, une fois que seraient mis en services l'augmentation de l'offre prévue pour cet horizon, à savoir le CEVA et les nouvelles capacités annoncées à l'horizon 2014 voire 2016, ils auront des difficultés à faire rentrer des trains supplémentaires dans la gare de Cornavin. Il faut donc, selon les CFF, à l'image de ce qu'ils s'apprêtent à faire dans d'autres gares, augmenter la capacité de celle de Genève. La première solution qu'ils ont trouvée est de construire deux voies supplémentaires au nord, pour répondre à ce besoin.

Tout cela se faisait dans le cadre particulier des discussions concernant le réaménagement de la gare, dont les travaux ont pu commencer il y a quelques mois. Il y a eu évidemment des échanges avec leurs collègues de l'administration de la Ville, qui ont eu à peu près la même réaction qu'eux. Ils ont pu faire un pas de plus, et ont donné un mandat pour tenter de prévoir ce que de tels travaux auraient représenté en termes d'impact sur la zone. Effectivement, quand on voit les résultats de cette première étude, c'est assez impressionnant, puisque, sans compter qu'il faudrait refaire les installations pour le tram et les accès de la gare, il faudrait aussi démolir un certain nombre de bâtiments qui occupent

actuellement la zone concernée. Il a eu l'occasion de faire venir quelques personnes des CFF de Berne, qui avaient vu l'impact sur le papier mais pas in vivo. Il leur a montré quels bâtiments devraient être rasés, ce qui a tout de suite pris une dimension différente.

La réaction du DIME a été de dire: point 1, le fait que la gare de Cornavin sera en limite de capacités à l'horizon 2018 paraît difficilement contestable. Ce besoin est évident, il a été identifié aussi bien par l'Office fédéral des transports que par les CFF. Donc la question relative à l'augmentation des capacités de la gare va devoir se poser sérieusement. Le deuxième point est qu'il faut absolument réussir à les convaincre que c'est là la seule solution envisageable; ce n'est qu'à cette seule condition que le Canton pourrait envisager de soutenir une telle proposition. Il ne suffira donc pas de leur dire que c'est la meilleure solution, mais il faudra qu'ils soient tous convaincus qu'il n'y en a pas d'autres qui puissent répondre à ce besoin. En outre, le Canton souhaite réfléchir à l'horizon 2040: il ne veut pas se retrouver dans la situation où en 2018 il aurait à résoudre ce même type de problème en vue de l'horizon 2025. S'il faut encore plus de voies, ils doivent le savoir tout de suite. Ils ont donc souhaité élargir la discussion avec les CFF, car il ne s'agit pas que de la gare de Cornavin, mais d'un contexte beaucoup plus général, qui est l'augmentation des capacités non seulement de cette dernière, mais de l'ensemble de la carte ferroviaire du Canton de Genève. Il est clair que ce type d'étude, pour définir quel sera le paysage ferroviaire du Canton d'ici 2040, n'est ni simple ni rapide, et se chiffre en millions. Il s'agit de se mettre d'accord sur une offre, puis sur sa faisabilité, et ensuite viennent les études techniques et d'impact. A ce jour, ce travail d'étude fin n'a pas encore véritablement commencé; il s'inscrit dans le cadre d'une convention signée en décembre dernier par les Cantons de Genève et de Vaud, l'Office fédéral des transports et les CFF. Celle-ci concerne le préfinancement de l'infrastructure du Canton, pour un bout de quatrième voie entre Lausanne et Renens, et pour ce qu'on appelle la troisième voie, mais qui ne sera pas continue, entre Lausanne et Genève. Dans le cadre de cette convention apparaissent toute une série de montants d'études, relativement importants, qui doivent permettre aux CFF et au Canton d'examiner quelles sont les possibilités de développement de l'offre et des infrastructures à Genève.

Il est clair qu'il n'est pas impossible que la solution proposée par les CFF soit la seule. Construire une gare souterraine s'est déjà fait à Zurich, et est également souhaité pour Lucerne, mais cela représente des investissements qui se chiffrent en milliards, et il y a également des contraintes qui sont très importantes. En effet, la densité à Genève est plus grande qu'à Zurich, donc la complexité de l'opération d'enterrer une gare est très lourde. On pourrait également imaginer une gare surélevée, où l'on rajouterait des niveaux de voies au-dessus plutôt qu'au-dessous. D'autres hypothèses proposent de déplacer une partie de la gare, pour distinguer les différents flux entre le national et le régional. Il existe toute une série de projets sur la table, et il faut être honnêtes: bien qu'à ce jour la solution

des CFF ne convienne pas au DIME, ils ne peuvent toutefois pas objectivement dire qu'il y en a une autre. C'est ce qu'il faut vérifier avec les CFF, et l'avantage du fait que les factures de ces études sont assumées par le Canton c'est que celui-ci tient également le cahier des charges. Ils seront donc l'un des commanditaires et des pilotes de cette opération. Ce qui a été convenu aussi avec la Ville de Genève, c'est que le pilotage revient intégralement au Canton, puisque c'est lui qui a toute compétence en matière ferroviaire, mais il faut trouver un moyen pour que leurs collègues de la Ville, comme peut-être ceux d'autres communes, puisque les réflexions ne portent pas que sur Genève, soient aussi associés à ces discussions.

Mme Dougoud explique que sur le Canton de Genève il y a le plan-cadre qui n'a pas encore été engagé. C'est là une démarche des CFF pour montrer quels sont les besoins d'infrastructures à long terme, dans tel secteur de la Suisse. Cette démarche vient d'être faite à Lausanne, par contre sur le Canton de Genève elle n'avait pas encore été engagée. Habituellement, c'est une démarche qui implique uniquement les CFF. Comme elle n'avait pas démarré pour le Canton et que la problématique de la gare de Cornavin est tout de même assez particulière, ils ont fait la demande d'être associés, de manière très étroite, aux diverses réflexions concernant les besoins de capacité à long terme de la gare de Cornavin, mais aussi au sujet du développement de la desserte pour l'aéroport, de celle pour la plaine, ou encore pour Lausanne. Il s'agit donc de réfléchir aux hypothèses et aux développements de l'offre ferroviaire vers lesquels ils souhaitent aller. A partir de là, il faut définir quel est le besoin en nombre de voies en gare de Cornavin, sans pour autant déjà se prononcer sur leur possible emplacement. Ils sont donc actuellement en train de chiffrer le nombre de voies dont on aurait besoin. Ensuite, ils devront dire, pour un horizon à moyen terme, quel est réellement le besoin, et ils s'aperçoivent finalement que ce n'est peut-être pas seulement de deux voies dont ils auraient besoin. Ils doivent à tout prix éviter de faire un mauvais pas, en commençant par faire construire deux voies, alors qu'à plus long terme ils pourraient en avoir besoin de quatre.

Une fois qu'ils auront défini le besoin en nombre de voies, l'objectif sera de déterminer où les mettre. Ils ont comme but pour l'automne, si tout va bien, et par rapport aussi à la disponibilité financière de l'Etat de Genève, de déposer un projet de loi sur le financement d'infrastructures ferroviaires, qui pourrait être adopté par le Grand Conseil, pour pouvoir engager en 2011 les études sommaires sur la gare de Cornavin, et aller ainsi plus dans le détail des projets, au regard du nombre de voies nécessaires.

C'est donc à ce stade de dimensionnement du nombre de voies qu'ils en sont actuellement; il est clair que deux ne seront pas suffisantes. Une fois qu'ils auront les disponibilités financières ils pourront engager les premières études ferroviaires, menées par mandat du Canton aux CFF, sachant que simultanément il y a

de grands enjeux à niveau national. Est en effet actuellement en cours une discussion sur Rail 2030, qui est le financement des infrastructures ferroviaires à niveau national, et la gare de Cornavin pourrait bénéficier d'une participation financière, et donc d'une prise en charge, peut-être même à 100%, par la Confédération. C'est là un message fédéral qui serait présenté au printemps 2011 devant les Chambres.

Questions des commissaires

Sur le déplacement de la fonctionnalité centrale de la gare de Cornavin vers d'autres gares du canton.

Un éventuel changement de rôle de la gare de Cornavin est effectivement pris en considération, mais cela ne fait pas tout. A l'horizon CEVA sera développé l'axe en direction d'Annemasse, qui deviendra ainsi la 2e gare du Canton. Il y aura en outre d'autres gares, au potentiel extrêmement élevé, dont les densités seront plus importantes que celle de Zurich, comme celles des Eaux-vives et de Lancy-Pont Rouge, avec les aménagements qui y sont prévus. L'autre axe à propos duquel une réflexion a été engagée est celui de l'aéroport. Il y a en effet beaucoup d'idées qui concernent cette gare; ce qui revient actuellement est de faire une boucle depuis l'aéroport, pour repartir sur Mies, ce qui donnerait un axe Cornavin-Cointrin-Versoix. Celle-ci reste toutefois une hypothèse peu probable: les CFF n'y sont pas favorables, et du côté du Canton on n'y voit pas non plus un grand intérêt. L'autre idée serait que cette boucle reviendrait sur Cornavin, ce qui permettrait de pouvoir distinguer beaucoup plus facilement le trafic régional du trafic international. Il ne faut en effet pas oublier qu'un élément extrêmement important est qu'actuellement le gros nœud de capacité en dehors de Cornavin est Châtelaine, et c'est là qu'il y aura les investissements les plus importants que les CFF vont effectuer ces prochaines années. Il y a là le trafic international, avec les TGV, le trafic régional, et également celui qui vient de l'aéroport. Donc en réalité l'urgence aujourd'hui pour les CFF c'est moins Cornavin que ce secteur. Il y a donc des réflexions pour savoir quel est le rôle de Cornavin, mais en même temps ils ne vont pas arriver à un système où, comme à certains endroits en France, la meilleure manière de désengorger la gare est de l'installer à l'extérieur de la ville. En revanche, la réflexion porte sur la tentative d'identifier plus précisément les différents usages de la gare, entre notamment les différents types de trafic.

Par contre il est évident que cette fonction de gare principale doit tenir compte des habitants, et notamment, en ce qui concerne la question qui se pose par rapport à la gare de l'aéroport, ici ils sont très excentrés. La gare de Cornavin a justement l'intérêt d'être centrale par rapport à la Ville. C'est pour cette raison qu'en faire une gare souterraine pour certaines de ses fonctionnalités pourrait être une bonne solution.

Sur la direction de la stratégie.

Le service dépend beaucoup des planifications décidées par les CFF, et il faut savoir en quelle mesure les autorités organisatrices sont capables de pouvoir mettre en question les recommandations ou les constats des opérateurs, et notamment des CFF. Cela les conduit à faire eux-mêmes ces études, du moins en partie. Lorsqu'ils ont eu certaines discussions avec les CFF, dans le cadre de travaux déjà effectués, ils se sont adjoints les compétences de personnes externes, qui leur permettent de porter un œil critique sur le fonctionnement du réseau des CFF.

Par ailleurs, ils souhaiteraient faire la même chose que ce que font leurs collègues zurichois depuis 20 ans. En effet ceux-ci ont des projets dans des tiroirs, et dès qu'il y a la possibilité d'obtenir une subvention de la Confédération ils en ont toujours un qui est prêt, ce qui leur permet souvent de bénéficier d'un financement tout de suite. Certaines idées proposées par leur soin aux CFF ont été rejetées d'office et taxée de «projets complètement fous». La volonté du Canton est qu'à chaque fois qu'il y aura la possibilité d'obtenir des financements fédéraux, il faut qu'ils puissent avoir à disposition un projet dans leurs tiroirs, étudié d'une manière relativement avancée, qui leur permette de faire une proposition à la Confédération. Ils dépendraient ainsi un peu moins des CFF.

Ce que l'on constate aujourd'hui est que, pour tous les moyens financiers mis à disposition de la Confédération pour le développement du réseau ferroviaire, il existe actuellement une grosse hypothèque, qui dépend des coûts in fine de ce projet. Tant qu'il n'y aura pas une idée du montant de la facture finale, ils ne pourront pas savoir quelle sera l'enveloppe globale dont disposera la Confédération pour financer le réseau ferroviaire suisse. Du coup, c'est d'autant plus important pour eux d'avoir un certain nombre d'études, telles des «munitions», pour pouvoir les présenter à la Confédération au moment voulu.

Quant aux coûts, l'unité de base pour ce genre de projets est cent millions. En-dessous de cette somme, pas grand-chose n'est possible, outre le changement d'aiguillages ou des câbles d'alimentation électrique. Ce sont donc des projets qui sont extrêmement lourds et d'une grande complexité. L'idée est de pouvoir se doter de certaine compétence et d'une certaine expertise, pour ne plus dépendre autant des CFF, dont la position varie d'ailleurs beaucoup, vu qu'il y a deux ans leur problème majeur était d'augmenter le trafic entre Genève et Lausanne, et ils se sont rendu compte seulement après que les gares n'étaient pas aptes à l'accueillir.

Un élément important pour la DGM a été ce qui s'est passé au quartier des Grottes, avec le blocage de l'autorisation de construire. Ils se sont retrouvés face à une entreprise qui leur assurait qu'il fallait deux voies supplémentaires, et que c'était le seul endroit où les mettre, et ce sans l'appui d'un début d'étude correcte qui aurait justifié un tel projet. D'où la discussion avec la Ville, pour pouvoir

trouver une solution, et pour obliger les CFF à aller plus loin dans leurs études. Maintenant, le Canton de Genève se doit d'assurer que les CFF fassent correctement les études sur les différents projets, pour ne pas bloquer inutilement des projets d'aménagement du développement du territoire. Il faut faire des choses pertinentes du point de vue du développement à long terme, et c'est là l'équilibre à avoir actuellement avec les CFF.

Enfin, jusqu'à présent, côté CFF, la Suisse romande était un peu en retard. Aujourd'hui, ils sont les premiers à avoir signé les accords de préfinancement, et ils ont annoncé qu'une dizaine de personnes arriveraient dans l'équipe d'études des CFF à Lausanne, pour la renforcer.

Question relative à la saturation de la gare à Genève: ici en effet on réserve une voie pour une ligne, et ce n'est pas envisageable de faire transiter des trains par d'autres voies que celles auxquelles ils sont attribués; en parallèle la gare est vide la moitié du temps. Quels sont alors les avantages d'un tel système?

En Suisse, existe depuis 1983 l'horaire cadencé et nous sommes le seul pays au monde à avoir un tel système. L'horaire, en 1983, était à l'heure, ce qui veut dire que dans n'importe quelle gare suisse, à la même minute on pouvait prendre un train pour toutes les destinations, avec les changements. L'usager connaît donc l'horaire à la minute près, sauf quelques rares exceptions sur lesquelles ils pourront revenir. Ensuite ils ont passé au cadencement à la demi-heure, et actuellement sur l'ensemble du réseau suisse il existe au minimum ce genre de cadencement, sur les lignes principales. En termes de gestion de la gare, cela veut dire qu'à la différence d'une gare française, par exemple, les trains sont chez nous très ponctuels: on estime en moyenne entre 95 et 97% de ponctualité. Cette prévisibilité implique que les voies soient réservées pendant la journée à un type d'usage, ce qui permet cette cadence. A l'inverse, lorsqu'un horaire n'est pas cadencé, il existe une plus grande marge de manœuvre, et la gestion de la gare est très différente. L'aiguilleur va en effet devoir décider, en fonction de l'occupation actuelle et effective de la gare, qui tient compte des retards de tout le réseau, d'envoyer un train plutôt sur tel ou tel autre quai. Cela n'est pas possible avec le système suisse, parce que si l'on commence à envoyer un train sur une voie qui n'était pas prévue à cet effet, il va perturber un autre train, qui lui n'était pas forcément en retard. Cette situation arrive de temps en temps, notamment en cas de grosse perturbation. La troisième voie entre Genève et Coppet accueille uniquement les trains régionaux, précisément pour pouvoir assurer cette cadence. Ce système est extrêmement contraignant, car si l'on veut ajouter un train à une heure précise, la cadence, faite à Zurich, tient compte de tout le réseau, c'est donc très compliqué. La marge de manœuvre de la capacité de la gare est donc moins grande, ce qui peut effectivement donner le sentiment à l'usager qu'elle est moins utilisée que d'autres gares européennes, où les trains sont aiguillés sur les quais à la dernière minute. En réalité les plans d'occupations des gares sont extrêmement contraints.

C'est donc à la fois la complexité du système et le fait qu'il existe cet horaire cadencé qui font qu'il y a relativement peu de flexibilité, et qui nécessitent également une planification à long terme des capacités des gares.

S'agissant des avantages, les correspondances sont mieux gérées. Ils ont en effet des temps d'attente très réduits par rapport à la France, par exemple. Là, pour assurer une correspondance, lorsqu'ils construisent leurs horaires ils prévoient environs 20 minutes de temps d'attente. En Suisse, quand il y a un problème avec un train, comme c'est systématique pour toutes les heures c'est très facile d'avoir des modules de gestion de crise; ailleurs, lors d'une crise, tout le réseau est perturbé. En Suisse il y a une systématique par le cadencement, que diverses régions tentent d'imiter, par exemple celle de Rhône-Alpes, notamment incitée par le projet CEVA. Le nombre de trains qui passent sur une ligne en Suisse est d'ailleurs largement supérieur à ce qui arrive ailleurs, car ici il n'y a pas besoin de prévoir une marge de sécurité très élevée.

Sur les potentialités de pratiquer l'entretien des trains ailleurs qu'à Cornavin.

Ce sont des questions qui sont actuellement posées aux CFF. Eux aussi ne sont en effet pas entièrement convaincus que ce soit là le seul endroit où les trains peuvent être entretenus. Reste toutefois un investissement déjà fait, donc il faut l'optimiser, par contre il pourrait y avoir des stations de lavage ailleurs. Les CFF sont toujours très prudents, car ils ne veulent pas non plus s'engager, mais à moyen et long terme, il est clair que ce genre de question doit être posé.

Séance du 13 septembre 2010

Audition de M. Sigurd Maxwell, vice-président d'Alprail

M. Maxwell commence son exposé par parler de la problématique genevoise, celle de ne pas voir les projets dans leur globalité. Par ailleurs, il parle des influences et «diktats»; les CFF sont sous diktat de Zurich et Genève est sous diktat des CFF et du Canton de Vaud, ce dernier étant bien plus «nationaliste» dans la manière de traiter ses infrastructures.

Actuellement, il y a trois voies jusqu'à Coppet, ensuite deux voies jusqu'à Renens, et d'ici, de nouveau trois voies jusqu'à Lausanne, et une quatrième voie est en construction. Au moment où a été refusée une gare à quatre voies aux Eaux-vives, les Vaudois construisent une nouvelle gare à quatre voies entre Renens et Lausanne. Cela montre bien à quel point Genève se laisse marcher dessus, et il ne voit pas qui d'autre que la Ville pourrait aider à se sortir de cet état de fait. Le projet de la troisième voie était prévu avec Rail 2000, et elle devait être réalisée sur toute la ligne entre Genève et Lausanne. Or aujourd'hui il est question d'avoir quatre voies jusqu'à Renens, de construire une gare à Malley, et encore d'avoir

une troisième voie jusqu'à Allaman. A Genève, il faudrait au moins construire une troisième voie jusqu'à Nyon, surtout que cela pourrait desservir l'enclave genevoise de Céligny, mais personne ne semble vouloir s'intéresser à cette question. Et même quand il y aura la troisième voie jusqu'à Nyon, il en restera toujours deux entre Coppet et Nyon.

A Cornavin, il existe huit voies, dont la voie 5 que l'on doit d'office exclure car elle rentre dans le quai 3 et ne permet pas de traverser la gare. Les deux voies françaises, la 7 et la 8, tombent sur des voies de garage; en réalité ces voies sont presque exclusivement réservées aux trains français. L'avant-dernière voie, côté français, est libre; en principe, celle-ci pourrait éventuellement être utilisée en transit, mais elle est réservée au réseau français. Il reste donc cinq voies. La voie 140 qui arrive sur Genève est celle du RER, qui est une voie unique avec des évitements; deux évitements supplémentaires vont être construits. Quand un train arrive à Genève, en principe il doit en croiser un autre; donc, en admettant qu'un train arrive tous les quarts d'heures, il faut qu'une voie soit réservée pour ce RER. Il ne reste donc plus que trois voies, qui sont réservées à la fois aux InterCity et aux EuroCity. Ces derniers arrivent depuis la gare de triage de Cornavin, et sont mis quelques temps en garage, donc ils occupent une voie plus longtemps que les autres trains, à savoir environ 10 minutes, alors que, sur les deux autres voies, les trains restent en gare environ 6 minutes. Si l'on compte aussi les trains de marchandises, cette situation n'est pas tenable.

Il existe déjà une double voie qui mène à l'aéroport. Comme la gare de Chambésy est proche, l'idée avait été proposée de faire une boucle, qui aurait comme avantage que l'on pourrait faire venir le train une fois dans un sens, et une fois dans l'autre, mais il ne passerait qu'une fois par la gare de Cornavin. Le problème principal est qu'ainsi, en arrivant à Zurich, la première classe ne serait plus en tête du train, ce que les Zurichois n'aimeraient pas beaucoup, c'est pourquoi les CFF se sont opposés à cette idée. Il faut savoir que tous les horaires ont leurs origines à Zurich, qui est le cerveau de tout le réseau CFF, même en ce qui concerne une partie du trafic transfrontalier, en Allemagne et en Italie. Donc, de ce côté-là, Genève n'a pas son mot à dire.

Avec le projet CEVA, il n'y a pas beaucoup de transparence, car, bien qu'il ait été pendant presque quatre ans chargé de mission par le Conseil d'Etat, il n'a que rarement pu accéder aux documents qui l'intéressaient, notamment concernant la question de Champel. Cornavin a un quai avec une voie, qui est la plus proche du bâtiment de la gare. Vient ensuite un deuxième quai, qui est le plus étroit. Le troisième quai est au contraire très large, et à la rigueur il pourrait accueillir une voie au milieu, par exemple pour le train qui vient de la plaine, qui pourrait ainsi traverser toute la gare. Toutefois les deux quais ainsi formés seraient trop minces, ce qui serait dangereux pour une gare qui sera de toute manière saturée. Quant au quai français, il est de gabarit normal. Personnellement, il avoue ne pas

comprendre comment ils vont pourvoir ajouter une largeur de quai, à l'endroit de la rue Malatrex; celle-ci devrait être couverte, en tout cas en partie. Lui-même pense que s'ils construisent un quatrième quai avec deux voies supplémentaires, il faudra les décaler un peu plus à l'est, en direction du bâtiment de la Poste, qui n'est plus utilisé puisque maintenant tout se fait par camion. On peut donc imaginer un quai supplémentaire, qui mesure 430 m de long, un peu décalé par rapport au reste de la gare, qui commencerait à hauteur de la rue Fendt. Toutefois, un tel tracé impliquerait que tous les bâtiments actuels qui s'y trouvent soient démolis, et la route de Montbrillant devrait passer en dessous de cette nouvelle structure. Comme il est évident qu'on ne peut pas démolir ces bâtiments qu'en partie, il faudra raser tout l'îlot qui se trouve derrière la gare, ce qui est fort dommage, car il y a là un certain cachet, et les gens aiment bien s'y retrouver. La question principale, à son avis, est le fait que ce travail va coûter extrêmement cher, et va par ailleurs diminuer encore les possibilités d'accès à la gare, qui est déjà une catastrophe du point de vue de l'accès. Si l'on voulait que la gare soit un véritable nœud d'échange, il faudrait utiliser toute la surface du bâtiment de la Poste comme parking et comme terminal pour les bus.

Parmi les autres solutions, on parle beaucoup d'une nouvelle gare à la Praille. A son sens, une gare TGV à la Praille n'aurait aucun sens, à moins qu'on veuille ouvrir une ligne jusqu'à Annecy. Si on habite sur la rive droite, ou sur la rive gauche entre l'Arve et le lac, se rendre à la gare de la Praille n'est pas chose facile. De plus, une nouvelle gare à cet endroit impliquerait la fermeture de celle de Bachet, qui est un nœud important. A l'origine, Genève est sur la rive gauche, pourtant jusqu'à présent il n'y avait pas de gare sur cette rive, si l'on considère que la gare des Eaux-Vives n'a elle aussi que deux voies. Actuellement, les gens qui veulent se rendre dans les grandes villes suisses et qui habitent aux Eaux-Vives sont obligés de changer à Cornavin. Avec le projet CEVA tel qu'il est ici présenté, il n'y a donc aucun train de grande ligne qui se rend sur la rive gauche, à cause du diktat des CFF. Ce n'est pas la seule possibilité exclue a priori par les CFF: il a déjà mentionné le fait d'avoir un train qui partirait de l'aéroport ou de la gare des Eaux-Vives, pour aller dans le Valais, par le réseau sud lémanique. Tant que l'on refuse d'entrer en matière avec une gare performante et apte à accueillir tout type de train aux Eaux-Vives, la gare de Cornavin sera très vite saturée.

Concernant les coûts de ce nouveau quai à Cornavin, il coûtera certainement plus cher que de construire une véritable gare aux Eaux-Vives. De plus, l'état actuel du projet permettrait d'y mettre de longs quais de 430 m. Aujourd'hui, il n'y a rien et ça ne coûterait pas beaucoup plus cher de construire quatre voies, d'autant plus si l'argent n'est pas prélevé sur le fond prévu pour le CEVA, mais sur celui qui devrait servir à agrandir la gare de Cornavin. C'est là à son avis la seule solution, qu'il faut absolument promouvoir. Il faudrait commencer doucement, en réservant la place souterraine nécessaire à installer deux voies supplémentaires aux Eaux-Vives. Ensuite, la Ville accepterait la pétition, qu'il trouve

totalement justifiée, spécialement si elle permet d'empêcher l'agrandissement de la gare de Cornavin. Il faut qu'un train sur deux parte d'Annemasse; on pourrait même imaginer que les Lausannois arrivent aux Eaux-Vives, avec un train qui s'arrêterait aussi à Cornavin, et qu'aux Eaux-Vives il y ait un TGV qui aille directement à Paris. Il ne faut pas oublier que la plus grande partie de la population résidentielle habite sur la rive gauche, mais avec le projet actuel les habitants sont obligés de prendre le RER pour aller à Cornavin, d'où ils prennent les grandes lignes. Ainsi, on gagnerait de plus une voie à Cornavin, puisque les TGV pour la France partiraient des Eaux-Vives, direction Annemasse.

Sur la faisabilité d'une gare en sous-sol.

A Genève, un tel système ne fonctionnerait pas, car la gare y est surélevée, et si on voulait la mettre dans le sous-sol, il faudrait descendre de deux niveaux, c'est-à-dire passer sous la rue de la Servette, et sous celle de Montbrillant. Construire de nouvelles voies sous la gare est possible, mais ce qui pose problème c'est le reste du tracé, et notamment l'entrée et la sortie du tunnel. Cela dit tout est possible si on en a les moyens.

Par rapport au rôle joué par la gare des Eaux-Vives selon le point de vue de l'auditionné et les quatre voies supplémentaires qui pourraient être prévues à cet endroit, y a-t-il une possibilité de parasitage des activités de la Nouvelle Comédie?

Il suffirait d'avoir un socle sous la maison immédiatement à côté de la gare, avec toutes les isolations qui s'imposent. A Champel, on a montré que c'est possible, d'autant plus qu'aux Eaux-Vives tous les trains s'arrêteraient, et les freins à disque des trains actuels garantissent un bruit de freinage moindre. A son avis, ce serait tout à fait possible d'avoir une semelle commune à la gare et aux bâtiments adjacents, apte à garantir la solidité de toute la structure.

S'agissant de la place allouée à cette gare des Eaux-Vives, elle a été présentée à l'intérieur de l'association, et même si au début elle a suscité des réticences, elle a fini par rallier les membres. En effet, c'est la performance du CEVA qui est mise en cause et surtout le fait qu'il n'y ait jamais eu de gare sur la rive gauche. C'est un moment historique que la construction de cette gare aux Eaux-Vives; c'est pourquoi, dès qu'il a pris connaissance de cette pétition, il a pensé que la seule solution logique était celle de faire des Eaux-Vives la deuxième grande gare de Genève.

Sur le soutien du Canton et surtout de la Confédération à ce projet?

En principe, la Confédération verse entre 800 et 900 millions pour le projet CEVA, qui n'auraient pas dû être pris sur le compte du financement des transports publics. A Berne, il tente lui-même de faire en sorte que les gens comprennent cette logique, mais Genève a un retard monumental à rattraper. Concernant une gare en sous-sol, elle coûterait bien plus cher, et en plus il y

aurait un grand problème d'interconnectivité; il faudrait en effet construire ici une structure telle que celle de la nouvelle gare de Berlin, où les trains transitent très profondément dans le sous-sol, et sur deux niveaux. Par contre, le financement prévu pour ajouter trois voies supplémentaires à Cornavin serait largement suffisant pour couvrir l'intervention suggérée aux Eaux-Vives, pour autant que l'on réserve au plus vite le volume nécessaire en sous-sol.

Position des partis et vote

Le Parti socialiste soutient le renvoi de cette pétition au Conseil administratif. D'autres solution semblent possibles; plusieurs acteurs, notamment au sein des services auditionnées de l'Etat, semblent aller dans ce sens. D'après ces différentes auditions, ils ont pu voir que beaucoup de négociations étaient en cours avec les CFF, et comme le Canton a apparemment de la peine à faire entendre sa voix, elle propose de renvoyer cette pétition au Conseil administratif et de l'inciter à étudier des solutions alternatives, d'entente avec le DIME, compte tenu du fait que le territoire genevois pourrait accueillir un autre développement du réseau ferroviaire.

Le Parti démocrate-chrétien rejoint également ce renvoi et insiste sur la transparence et l'accès à l'information qui semble bien être problématique. Concernant les deux dernières demandes de la pétition, une étude est effectivement en cours, qui devrait donner ses résultats dans deux ans. Pourtant, ils ne peuvent pas se permettre de geler les travaux pendant si longtemps, donc dans ces conditions le renvoi au Conseil administratif est la meilleure solution, sachant aussi que Genève ne peut pas faire l'économie d'une réflexion sur le maillage ferroviaire.

Le groupe des Verts votera également le renvoi au Conseil administratif de cette pétition. Il était opposé dès le début à la démolition d'une partie d'un quartier. D'autre part, le groupe soutien aussi le développement du réseau ferroviaire, c'est pourquoi les Verts sont particulièrement ravis de l'audition de la DGM, qui leur a montré qu'il existe d'autres solutions et qu'ils ne se trouvent pas dans l'impasse. Comme la troisième invite de la pétition demande que l'on exige des CFF un autre concept, elle espère que le Conseil administratif fera en sorte que les CFF réfléchissent de manière plus approfondie à cette nouvelle possibilité de projet, proposé pour la gare des Eaux-Vives. Par ailleurs, elle espère également que le Conseil administratif appliquera la première invite et qu'il informera la population, car ce serait assez intéressant de constater le soutien populaire au quartier des Grottes. Sur l'heure, toute cette question est traitée de manière très opaque, et il est assez dangereux que la population ne soit pas informée qu'il existe un risque qu'on détruise un quartier.

La représentante du Parti libéral-radical soutient le fait de vouloir mieux informer la population. En ce qui concerne le maintien de l'intégralité du quartier, en renonçant à la démolition de l'immeuble, il existe plusieurs façons de voir

les choses: soit on soutient le fait que la Ville doit se développer, donc les vieilles constructions pourront éventuellement être démolies et remplacées par d'autres ailleurs, soit l'on décide que, si les CFF souhaitent faire cette intervention, ils doivent racheter les immeubles concernés, pour autant que les propriétaires soient vendeurs, après quoi ils pourront en faire ce qu'ils veulent. Concernant le troisième point de la pétition, qui demande que l'on «exige des CFF le concept d'une gare qui optimise la surface actuellement disponible», elle est personnellement tout à fait en faveur.

Pour l'Union démocratique du centre, les conseillers municipaux sont élus pour représenter la population, et les soucis exprimés par les pétitionnaires sont légitimes et dignes d'intérêt, notamment le premier point de la pétition, qui demande que la population soit informée. De plus, il ne peut pas accepter sans autres qu'un quartier soit tout d'un coup sacrifié, sous prétexte de la modernité, d'autant plus qu'il existe d'autres solutions. C'est pourquoi son groupe soutient le renvoi au Conseil administratif, en souhaitant que celui-ci prenne véritablement en considération cette pétition et qu'il arrive à se faire entendre.

Le groupe Ensemble à gauche est également en faveur du renvoi de cette pétition, pour les mêmes raisons évoquées par ses préopinants. Il suggère en outre d'insister auprès du Conseil administratif pour que soit relevée en priorité la nécessité de mieux informer les habitants sur l'avancement des travaux sur cet objet.

Pour le groupe radical, il est précisé qu'il ne peut cautionner le fait que l'on «exige de Berne», ainsi que cela figure dans le texte de la pétition, bien que les termes n'aient pas une réelle importance. Par ailleurs, s'il considère que cette pétition est assez importante et sérieuse pour qu'on en débatte, ils se doivent alors de la renvoyer au Conseil administratif; quant aux demandes, il appartient au Conseil administratif de faire des propositions et au Conseil municipal de prendre ses dispositions.

Mis au vote, le renvoi au Conseil administratif de la pétition P-237 est accepté à l'unanimité de la commission.

Annexe: pétition P-237

Ville de Genève
Secrétariat du Conseil municipal
R 10 DEC. 2009
A traiter par:
Copies:

PETITION

Au Grand Conseil de la République et canton de Genève
Au Conseil municipal de la ville de Genève

MENACE DE DÉMOLITION D'UNE PARTIE DU QUARTIER DES GROTTES

Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

Des informations partielles de toute nature circulent en ce qui concerne les travaux de rénovation et d'agrandissement de la gare Cornavin. Une série d'immeubles situés le long des voies de chemin de fer serait vouée à la démolition.
Les habitant-e-s du quartier des Grottes, de l'îlot 13, de la rue Voltaire et autres riverain-e-s sont inquiets et s'interrogent.

Nous demandons aux Autorités genevoises, cantonales et communales :

- D'informer la population sur les intentions et les projets des parties engagées, à savoir les CFF, le Canton et la Ville.
- De maintenir l'intégrité du quartier en renonçant à la démolition d'immeubles.
- D'exiger des CFF le concept d'une gare qui optimise la surface actuellement disponible en trouvant des solutions innovantes sur les plans organisationnel et technologique.

L'association des habitant-e-s de l'îlot 13

Le groupement des riverain-e-s de la place des Grottes

Le responsable de la commission circulation et aménagement du contrat de quartier

Mme Albane Schlechten, rapporteuse (S). J'interviens rapidement pour signaler que cet objet est caduc, le projet de gare souterraine ayant été entériné entre-temps. Toutefois, le rapport P-237 A reste important en ce qui concerne l'information à la population et aux associations de quartier. Cet aspect a été relevé par l'ensemble de la commission des pétitions. Je rappelle que, dans le cadre de projets urbains d'envergure, nous devons toutes et tous être attentifs à avoir des contacts réguliers avec les habitants des quartiers concernés.

Mises aux voix, les conclusions de la commission demandant le renvoi de la pétition au Conseil administratif sont acceptées à l'unanimité (65 oui).

17. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition du 12 décembre 2015: «L'appel pour l'Usine» (P-353 A)[1].

Rapport de Mme Albane Schlechten.

La pétition a été renvoyée à la commission des pétitions lors de la séance plénière du Conseil municipal du 12 décembre 2015. La commission l'a étudiée lors de sa séance du 3 octobre 2016, sous la présidence de Mme Fabienne Beaud. Les notes de séance ont été prises par M. François Courvoisier, que la rapporteuse remercie pour leur qualité.

Séance du 3 octobre 2016

Audition de Mme Myriam Kridi et M. Pierandré Boo, pétitionnaires

M. Boo explique que la pétition sous revue a été lancée par un groupe de soutien à l'Usine, alors que celle-ci était en danger. Il était important de rappeler ce qu'est l'Usine, son utilité et ce qu'elle a produit comme artistes émergents, politiciens ou encore journalistes.

Mme Kridi ajoute que l'idée était de donner une autre vision de l'Usine et de montrer que les personnes qui ont travaillé à l'Usine sont des gens positifs qui peuvent apporter un plus à la Cité. Elle estime que, si cette pétition est moins d'actualité aujourd'hui, il est bon de rappeler que les a priori sur ce lieu sont très éloignés de la réalité.

---

[1] «Mémorial 173e année»: Commission, 3107.

M. Boo indique que, souvent, les gens méconnaissent le fonctionnement de l'Usine. Il s'agit d'un lieu autogéré permettant l'apprentissage de la démocratie. Il explique que, dans les réunions de gestion, chaque membre à une voix. Il n'y a pas de décideur. Lorsque l'association s'engage, elle engage tous ses membres selon le principe de la responsabilité collective. En réunion, les membres essaient toujours d'arriver à un consensus, de façon à ce qu'il n'y ait même plus besoin de voter.

Mme Kridi ajoute que l'Usine est, de manière plus générale, un lieu social, politique et culturel. Elle explique ensuite qu'il y a une attitude schizophrénique à l'égard du lieu, qui, d'un côté, est soutenu notamment par le biais de subventions et, de l'autre côté, empêché de fonctionner à cause de certaines lois. Elle estime qu'il faudrait une vision globale de l'Usine et un soutien cohérent.

Question des commissaires

Un commissaire souhaiterait savoir si les questions liées à l'autorisation et à la Loterie romande sont résolues.

La question de la personne morale est en cours de résolution, des discussions ont encore lieu entre la Ville, le Canton et l'Usine, ainsi qu'avec d'autres acteurs associatifs culturels et sportifs. En revanche, les fonds de la Loterie romande ont été débloqués depuis.

Une commissaire demande aux pétitionnaires dans quels réseaux de référence, de partenariat, s'intègre l'Usine.

Mme Kridi indique que chaque association de l'Usine a ses propres réseaux. Le théâtre fait partie du réseau Danse suisse, qui est un réseau suisse regroupant tous les lieux pour la danse. Au niveau européen, il fait des coproductions avec le festival de danse contemporaine de Vienne. Le théâtre de l'Usine a également été invité au Canada par les structures d'art de la scène de Montréal. Elle souligne que, pour un théâtre aussi petit, le réseau développé est très important, surtout au niveau européen, mais aussi au-delà.

M. Boo indique que l'Usine fait partie du réseau Trans Europe Halles, qui est un réseau de lieux ayant pris place dans des friches industrielles. L'Usine développe également des collaborations avec des structures de prévention, telles que Nuit blanche? ou le Groupe sida Genève. Enfin, il existe des groupes de réflexion à l'intérieur de l'Usine, centrés notamment sur les luttes contre les discriminations.

Un commissaire rappelle les débordements de la manifestation du 19 décembre 2015 et dénonce les actes violents et les déprédations qui ont pu être observés lors de cette manifestation. Il demande si la violence est un moyen d'expression préconisée par l'Usine et si elle est prête à présenter des excuses publiques.

M. Boo répond par la négative. Il indique ne faire preuve d'aucune violence et précise que la manifestation du 19 décembre n'était pas organisée par l'Usine. En conséquence, il estime que l'Usine ne peut pas être tenue pour responsable de cette manifestation et qu'il ne présentera pas d'excuses pour des déprédations qui ont eu lieu lors d'une manifestation que, il le répète, l'Usine n'a pas organisée.

Le même commissaire demande encore s'ils sont prêts à payer les pots cassés et à ce que le montant des dégâts soit déduit de la subvention accordée à l'Usine.

Mme Kridi argue qu'il n'y a aucun lien entre le fait d'être subventionné et le fait de devoir payer des déprédations, d'autant plus que la manifestation dont il est question n'était pas organisée par l'Usine.

M. Boo ajoute que seuls les responsables doivent être mis en cause. L'Usine n'a pas à payer pour des dégâts commis lors d'une manifestation qu'elle n'a pas organisée. Mme Kridi estime par ailleurs qu'il ne faut pas utiliser les subventions comme moyen de chantage.

Discussion et vote

L'Union démocratique du centre classera la pétition sous revue, puisque les problèmes soulevés par celle-ci sont résolus ou en voie d'être résolus. Il ne souhaite pas faire la promotion de l'Usine.

Ensemble à gauche estime qu'un renvoi de la pétition sous revue permettrait de soutenir les négociations en cours. Elle argue qu'un classement reviendrait à dire que tout est réglé, ce qui n'est actuellement pas le cas.

Le Parti libéral-radical classera la pétition sous revue, puisque l'Usine n'est plus menacée. Il souligne que les activités s'y déroulent normalement et qu'il faut laisser le Conseil administratif et le Conseil d'Etat gérer l'application de la loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement (LRDBHD). Par ailleurs, s'ils souhaitaient dénoncer la mise en œuvre de cette loi, ils auraient pu venir avec une pétition dénonçant précisément la loi.

Le Parti socialiste souligne que la Ville de Genève n'a toujours pas trouvé de solution concernant l'application de la LRDBHD. De nombreuses buvettes sportives et culturelles n'ont pas encore trouvé de solution. Classer cette pétition reviendrait à dire qu'il n'y a plus de problème avec l'application de la loi, ce qui est faux. Un renvoi au Conseil administratif permettrait d'obtenir des éclaircissements. Par ailleurs, la pétition a été signée par 12 633 personnes en moins d'un mois, il s'agit d'un motif suffisant pour la renvoyer au Conseil administratif.

Les Verts sont favorables au renvoi de la pétition sous revue.

Le Parti démocrate-chrétien relève que la pétition n'est plus tellement d'actualité. L'application de la LRDBHD dépend aussi beaucoup du Canton; en conséquence, le groupe classera la pétition sous revue.

Le Mouvement citoyens genevois estime que les pétitionnaires cassent tout lorsqu'ils ont un problème avec la démocratie. A partir du moment où les gens ont des revendications et qu'ils utilisent la violence, celles-ci ne doivent pas être prises en considération. Il annonce que le groupe classera la pétition sous revue.

Vote

La pétition P-353 est classée par 7 non (2 DC, 3 LR, 1 UDC, 1 MCG) contre 7 oui (2 EàG, 4 S, 1 Ve).

Annexe: pétition P-353

PÉTITION ADRESSÉE AU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE GENÈVE

P-353

L'APPEL POUR L'USINE

Aujourd'hui, l'Usine est menacée de fermeture. Nous avons choisi de nous mobiliser.

Pour certaines et certains, c'était il y a trente ans. Pour d'autres vingt ans, ou dix ans... Nous avons été au début de l'aventure, ou nous l'avons rejoint plus tard. Fondateurs-trices, organisateurs-trices, bénévoles, artistes, utilisateurs-trices, spectateurs-trices, visiteurs-euses, nous avons toutes et tous en commun d'être passés par l'Usine. D'y avoir fait nos premières armes en matière de création, d'organisation de spectacles ou de gestion collective et culturelle. Pour certain-e-s, ce passage a duré des années, pour d'autres un peu moins. Nous en avons toutes et tous gardé un souvenir indélébile. Une expérience de partage, de mise en commun des énergies, mues par une dynamique singulière et extrêmement stimulante. Nous en avons retiré un rapport au monde basé sur la solidarité, la tolérance, mais aussi la ténacité et la combativité. Un rapport au monde qui nous accompagne encore aujourd'hui dans nos pratiques quotidiennes, qu'elles soient professionnelles, sociales ou artistiques.

Certaines et certains d'entre nous sont devenus des acteurs reconnus de la Cité, d'autres ont placé notre ville et l'esprit qui la caractérise sur la carte du monde culturel et artistique bien au-delà de nos frontières. Un esprit axé sur l'ouverture aux autres et au monde. L'Usine joue un rôle social, culturel, mais aussi formateur pour celles et ceux qui y travaillent. Une formation acquise sur le terrain, les mains dans le moteur de cette société qui sera celle de demain mais qui est déjà celle d'aujourd'hui : non pas des barbares ou des sauvageons, des drogués ou des hors-la-loi, mais des jeunes qui ont choisi de vivre leur jeunesse et la culture autrement. Des jeunes qui montrent leur indépendance d'esprit et leurs convictions, et qui souhaitent les partager avec d'autres. L'Usine est aussi un laboratoire passionnant et enrichissant de la vie en commun, de la vie en société, de la vie tout court : un espace où s'apprend l'Avec, dans une société qui, de plus en plus, prône le Contre.

Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, nous, artistes, auteur(e)s, créateurs-ices, journalistes, politiciens-nes, magistrats-es, chercheurs,euses, enseignants-es, citoyennes et citoyens, actrices et acteurs de notre Cité, appelons le Conseil Municipal, le Conseil d'Etat et plus particulièrement son Ministre de la sécurité et de l'économie, M. Pierre Maudet, à reconnaître le système de fonctionnement de ce lieu culturel qui a largement fait ses preuves, soit l'autogestion et la responsabilité collective et solidaire de l'Usine.

Nous demandons que les autorités compétentes poursuivent le dialogue avec l'Usine et tiennent compte de sa revendication en vue d'obtenir une autorisation au nom d'une personne morale et réclamons également le déblocage immédiat des dons de la Loterie Romande, qui ne sauraient être retenus en otage dans le bras de fer qui oppose l'Etat à l'Usine.

Il y a trente ans, nous n'avions demandé l'autorisation de personne pour exister. Nous nous sommes battus. Pour qu'une culture hors des sentiers battus puisse s'affirmer. Puis d'autres ont continué à le faire. Avec succès. Durant des années. Et d'autres encore le font aujourd'hui.

Nous sommes avec elles et avec eux.
Pour que cette voix existe, pour qu'elle continue à se faire entendre. Parce que jamais personne ne la fera taire.

Ville de Genève
Secrétariat du Conseil Municipal
Rue de la Croix-Rouge 4
1204 Genève

Genève, le 9 décembre 2015

Concerne : Dépôt d'une pétition à l'intention du Conseil Municipal

Mesdames, Messieurs,

Vous trouverez ci-joint une pétition adressée aux Conseil Municipal de la Ville de Genève, intitulée « L'Appel pour L'Usine ».

Cette pétition reprend le texte d'une pétition en ligne (http://appelpourlusine.wesign.it/fr) signée par 12'633 personnes (au 7 décembre 2015). Vous trouverez en annexe la liste des signataires.

Nous vous remercions de transmettre cette pétition aux Conseillères et Conseillers Municipaux de la Ville de Genève.

Salutations culturelles,

Pour les pétitionnaires, ci-dessous

Samantha Charbonnaz et Clément Demaurex

Pétitionnaires :

Enrico GASTALDELLO / Maria WATZLAWICK / Hélène MATEEV / Paul OBERSON / Manon RUSSO / Samantha CHARBONNAZ / Clément DEMAUREX

Adresse de contact :

Association L'Usine – Centre Culturel Autogéré
Place des Volontaires, 4
1204 Genève
tel : 022 781 34 90

M. Didier Lyon (UDC). La pétition P-353 a été lancée par un groupe de soutien à l'Usine, alors que celle-ci était en danger. Il était important de rappeler ce qu'est l'Usine, son utilité et ce qu'elle a produit comme artistes émergents, politiciens ou encore journalistes.

Il a été demandé aux pétitionnaires si les questions liées à l'autorisation concernant le débit de boissons et à la Loterie romande avaient été résolues. Ils ont répondu que la question de la personne morale était en cours de résolution et que des discussions avaient encore lieu entre la Ville, le Canton, l'Usine, ainsi qu'avec d'autres acteurs associatifs culturels et sportifs; en revanche, les fonds de la Loterie romande avaient été débloqués depuis.

Par conséquent, nous constatons que les problèmes soulevés par les pétitionnaires ont été résolus ou sont en voie de l'être. Il n'y a donc pas lieu que le Conseil municipal fasse la promotion de l'Usine en acceptant cette pétition, notamment compte tenu des événements du 19 décembre 2015. L'Union démocratique du centre demandera le classement de la pétition P-353.

Mme Albane Schlechten (S). J'interviens afin d'apporter une petite précision: pour une fois, l'ensemble de la commission était assez d'accord sur un sujet concernant l'Usine…

J'ajoute également que la pétition P-353, à l'époque où elle a été déposée, soulevait un problème vraiment important d'application de la loi cantonale *vs* la loi municipale. Cette question a été réglée depuis lors, comme l'a rappelé M. Lyon.

Cela dit, je pense que cette pétition soulève des points assez intéressants et mériterait d'être renvoyée au Conseil administratif en guise de soutien dans son travail de mise en application de la loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement au niveau de la Ville. En cela, il faudrait peut-être quand même voter ce renvoi – mais nous ne nous battrons pas pour autant en faveur de ce texte.

M. François Bärtschi (MCG). Une fois de plus, on parle de l'Usine! Elle fait décidément beaucoup parler d'elle! A mon sens, elle est peu productive et cause plus de problèmes qu'autre chose, mais il est vrai que c'est un peu une vache sacrée de la Ville de Genève… Pour ma part, je pense qu'il faut être beaucoup plus circonspects face à cette institution qui bénéficie quand même de superbes locaux – du moins, de locaux importants – et qui, pour l'heure, n'a pas encore montré son ouverture et sa tolérance envers la société genevoise, comme certains d'entre nous peuvent en témoigner…

Mme Brigitte Studer (EàG). Ensemble à gauche soutient le renvoi au Conseil administratif de cette pétition toujours nécessaire.

Mises aux voix, les conclusions de la commission demandant le classement de la pétition sont acceptées par 35 oui contre 28 non.

18. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition du 22 novembre 2016: «Est-ce que Genève veut continuer à fêter l'Espoir?» (P-366 A)[1].

Rapport de M. Michel Nargi.

La commission des pétitions, sous la présidence de Mme Fabienne Beaud, a étudié cette pétition lors des séances des 9 et 30 janvier et du 3 avril 2017. Le rapporteur remercie le procès-verbaliste M. François Courvoisier pour ses notes.

Texte de la pétition

(Voir annexe)

Séance du 9 janvier 2017

Audition de Mme Isabelle Stefanini et de M. Pierre-Michel Meier, pétitionnaires

Mme Stefanini indique être la responsable financement et organisation de l'association Pour y croire encore, organisatrice de la Fête de l'espoir.

M. Meier ajoute être le président et le fondateur de l'association. Il explique qu'ils s'efforcent depuis maintenant 18 éditions d'offrir gratuitement à la population genevoise des spectacles venant de tous horizons musicaux ou philosophiques. Cela ne serait pas possible sans le fait que les artistes viennent se produire gratuitement. La Fête de l'espoir est non seulement une fête qu'il souhaite offrir à la population, mais aussi un hymne à la vie.

Il indique que, depuis toutes ces années, ils ont réussi à se débrouiller grâce au travail acharné de Mme Stefanini. Toutefois, cela devient de plus en plus difficile et, l'année dernière, ils sont arrivés à un seuil critique. D'un côté, les frais liés à

[1] «Mémorial 174e année»: Commission, 2964.

la sécurité et à la santé montent continuellement et, de l'autre, les soutiens privés ou publics diminuent. L'année dernière, pour la première fois, la Ville de Genève a refusé de leur accorder une subvention financière.

M. Meier explique que la Fête de l'espoir représente en moyenne 50 000 personnes qui viennent assister gratuitement à des spectacles qu'elles ne pourraient pas s'offrir autrement. Les gens sont attachés à cette fête. Par ailleurs, durant ces dix-huit années d'existence, il n'y a pas eu de problèmes. Sur dix-huit ans et 25 artistes à chaque édition, il n'y a eu que trois désistements, avec chaque fois de bonnes raisons. De nombreux festivals envient cette situation.

M. Meier explique ensuite que les gens leur ont suggéré de s'adresser aux politiques pour trouver une solution. Malgré le contexte difficile de 2016, avec les matchs de foot, les manifestations en ville, etc., les pétitionnaires ont pu obtenir de nombreuses signatures.

M. Meier indique que l'idée n'est pas de se lamenter, mais la survie de la Fête de l'espoir est en jeu. Les pétitionnaires souhaitent pouvoir au moins atteindre la 20e édition. Cette pétition est l'une de leurs dernières chances.

M. Meier ajoute que si cet appel n'est pas entendu, ils trouveront une autre solution car la Fête de l'espoir ne peut tout simplement pas disparaître.

Mme Stefanini indique que, avec M. Meier, ils ont monté cette fête seuls. Pour la première édition, ils n'avaient demandé aucun soutien. Celle-ci avait eu lieu à Bernex. Il y avait eu tellement de monde – 10 000 personnes dans une salle qui ne pouvait en accueillir que 4000 – qu'il a fallu déménager. Ils se sont alors tournés vers la Ville de Genève, qui les accueille depuis dix-sept ans au centre sportif du Bout-du-Monde.

Mme Stefanini explique que l'idée n'était pas de créer quelque chose qui rentrerait dans un moule pour obtenir des subventions, mais d'offrir cette fête au public et qu'elle soit gratuite. Ils ont trouvé, petit à petit, les moyens de la financer.

Mme Stefanini indique que, au fil des années, les frais inhérents à une manifestation qui attire 50 000 personnes et qui est reconnue comme l'une des grandes manifestations genevoises ont fatalement beaucoup augmentés. Jusqu'ici, ils ont toujours essayé de se financer quasiment seuls, sans demander plus que nécessaire, contrairement à de nombreux festivals qui sont subventionnés un maximum. Elle souligne qu'ils font de nombreux efforts et qu'ils se sont encore tournés à l'heure actuelle vers des fondations qu'ils n'avaient jamais contactées. Toutefois, en 2016, ils se sont sentis humiliés car, pour une manifestation qui existe depuis dix-huit ans, qui a attiré dès sa deuxième édition au minimum 30 000 personnes et jusqu'à 50 000 certaines années, la Ville a décidé de ne donner aucune subvention financière, alors que plusieurs festivals qui attirent beaucoup moins de monde touchent 500 000 francs de subventions fixes.

Mme Stefanini indique que les subventions en nature de la Ville – dont ils sont reconnaissants – ne suffisent malheureusement plus. Le peu de subventions financières qu'ils demandaient au coup par coup ont diminué petit à petit jusqu'à zéro en 2016.

Mme Stefanini explique ensuite que la Fête de l'espoir est gratuite, donc aucun droit d'entrée n'est perçu. Les ressources ne proviennent que du sponsoring et des aides. Par ailleurs, la gratuité laisse penser aux gens que la fête est payée par le contribuable, ce qui n'est pas le cas. En outre, les subventions en nature n'auraient pas permis, à elles seules, de maintenir cette fête durant dix-huit ans. Ainsi, la pétition a aussi pour but d'informer le public de la situation financière de la fête.

M. Meier précise que les gens peuvent amener leurs propres boissons. Un spectateur ne rapporte donc que 2 francs en moyenne. Il estime enfin, métaphoriquement, que lorsque l'on offre un bouquet, ce sont les fleurs qui ont une importance et pas leur prix. Maintenant, il sait que celles-ci ont un prix, mais il souhaite pouvoir encore en offrir à la population au moins les deux prochaines années.

La présidente remercie Mme Stefanini et M. Meier pour leurs explications, puis elle ouvre le tour des questions.

Une commissaire demande quel montant financier donnait la Ville de Genève avant 2016.

Mme Stefanini répond qu'en 2015, ils ont obtenu 5000 francs des affaires sociales et 10 000 francs de la culture. L'année d'avant, ils ont reçu 10 000 francs des affaires sociales et 10 000 francs de la culture. Il y a une dizaine d'années, tous départements confondus, l'association touchait 40 000 à 50 000 francs. Elle précise que 50 000 francs a été le montant maximum touché.

La présidente demande s'ils reçoivent des prestations en nature.

Mme Stefanini répond par l'affirmative. Là on a le centre sportif du Bout-du-Monde mis à disposition, facturé 56 000 francs, les tables et les bancs et les petites tentes qui sont facturées 30 000 francs et le dernier c'est le département de la culture et du sport qui nous offre les prestations des nomades, pour 30 000 francs.

Un commissaire demande si l'association vend elle-même les boissons et si elle en tire un revenu.

Mme Stefanini répond par l'affirmative. Elle rappelle qu'il y a une consommation moyenne de 2 francs par spectateur. Elle souligne que les concerts sont gratuits et qu'il n'y a aucune obligation de consommer. Ainsi, les familles peuvent venir avec leur propre nourriture et leurs propres boissons.

M. Meier précise que ce sont des associations qui tiennent les buvettes et ils leur rétrocèdent une part du chiffre d'affaires.

Mme Stefanini explique que, il y a une douzaine d'années, le maximum du chiffre d'affaires des buvettes était d'environ 150 000 francs. En 2015, année où la météo était clémente, le chiffre d'affaire des buvettes était d'environ 90 000 francs. En 2016, celui-ci s'élevait à moins de 50 000 francs, car la fête fut beaucoup moins fréquentée, notamment en raison des nombreux événements qui ont eu lieu à Genève. Ils ne peuvent donc plus compter sur les revenus des boissons pour tourner, et en aucun cas ces recettes ne pourraient permettre de financer la manifestation.

Mme Stefanini précise par ailleurs qu'une partie des activités se tient en extérieur. Ainsi, la manifestation et les recettes réalisées sont tributaires de la météo. Pour 2017, ils partent sur un montant de 40 000 francs à 45 000 francs de revenus, afin de ne pas se retrouver endettés en cas d'imprévu.

Un commissaire demande si la Fête de l'espoir pourrait quand même avoir lieu en l'absence de la subvention de la Ville.

Mme Stefanini répond par la négative. Elle indique qu'ils n'ont à l'heure actuelle pas le budget pour pouvoir réaliser l'édition 2017. Ils sont en train de voir s'ils peuvent encore réduire certaines dépenses, mais cela devient difficile étant donné que tous les postes sont déjà réduits au minimum.

Une commissaire demande si d'autres partenaires les ont lâchés.

Mme Stefanini répond que, jusqu'à présent, ils ont toujours pu récupérer ailleurs ce qu'ils perdaient en sponsoring. En revanche, l'Etat de Genève, par exemple, exige des choses qui commencent à devenir hors normes au niveau sécuritaire. Il faut ainsi assurer sur place la présence de deux ambulances, deux médecins urgentistes ou encore la mise en place de fouilles à l'entrée. Les postes liés à la sécurité s'élevaient environ à 35 000 francs il y a quelques années et dépassent aujourd'hui les 70 000 francs. Depuis trois ou quatre ans, l'association arrive à la fin de chaque édition avec pratiquement aucun capital. Il n'y a plus de trésorerie pour compléter un éventuel sponsor qui se désisterait.

Une commissaire demande s'ils ont des pertes à éponger.

Mme Stefanini répond par la négative.

Une commissaire demande quel devrait être, idéalement, le montant de la subvention de la Ville.

Mme Stefanini répond qu'une subvention de 50 000 francs serait idéale.

M. Meier précise que, compte tenu de ce qu'il se passe dans le monde, la sécurité est absolument primordiale et il ne s'oppose pas aux exigences imposées par le Département de la sécurité et de l'économie (DSE). Il estime en revanche que, dans un monde qui est entrain de péricliter, il est également nécessaire d'amener cette notion d'espoir.

Une commissaire souhaite connaître le nombre de signataires de la pétition.

La présidente répond que 5175 personnes ont signé la pétition sous revue.

Une commissaire demande combien coûte la Fête de l'espoir, chaque année.

Mme Stefanini répond que, s'il fallait tout payer, notamment les artistes, la manifestation reviendrait environ à un million de francs. En 2016, il a fallu sortir au total 580 000 francs.

Une commissaire demande si les fournisseurs de boissons sont sponsors de la manifestation.

Mme Stefanini répond par la négative. Elle indique qu'ils doivent payer les boissons. Elle ajoute que, à ce niveau-là, les choses ont évolué avec les années. A l'époque, les sponsors bière versaient un sponsoring financier, qu'ils n'ont plus depuis 2016. Les fournisseurs de bière ont perdu beaucoup de chiffre d'affaires et ne donnent plus d'aides financières.

Mme Stefanini précise que la manifestation est sponsorisée par d'autres privés, tel que la Migros, Naxoo ou les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG).

Une commissaire demande si les sponsors donnent des prestations en nature.

Mme Stefanini répond que les chambres d'hôtel sont offertes. Le fournisseur d'électricité fait aussi un rabais sur sa facture pour soutenir la fête.

Une commissaire demande de quoi sont constitués les 580 000 francs.

Mme Stefanini répond qu'ils sont constitués notamment des frais de publicité, de restauration, de sécurité et de transport des artistes.

Une commissaire demande si les pétitionnaires peuvent faire parvenir les comptes de leur association à la commission.

Mme Stefanini répond par l'affirmative.

Une commissaire demande aux pétitionnaires comment ils choisissent les artistes.

Mme Stefanini répond que la Fête de l'espoir s'adresse aux genevois, qui, effectivement, la plupart du temps et durant toute l'année, peuvent voir des groupes genevois gratuitement dans tous les bars. Ainsi, le principe de la Fête de l'espoir était, au départ, d'offrir des têtes d'affiche que les gens ne peuvent normalement pas payer parce qu'ils n'en ont pas les moyens. Elle indique ensuite qu'il y a un tiers d'artistes suisses et deux tiers d'artistes étrangers à la Fête de l'espoir. Il y a, chaque année, au minimum huit artistes suisses qui s'y produisent.

Une commissaire demande si les artistes suisses sont forcément genevois.

Mme Stefanini répond par la négative.

Une commissaire en déduit que les pétitionnaires demandent à la Ville de Genève de subventionner une fête qui fait venir deux tiers d'artistes étrangers et un tiers d'artistes suisses, sans que ces derniers soient forcément genevois.

Mme Stefanini répond par l'affirmative. Elle souhaite ensuite répondre à l'attaque de la commissaire et indique que les Fêtes de Genève ont toujours reçu des artistes locaux. De nombreuses personnes qui critiquaient ce point et ne connaissaient même pas les noms des artistes genevois.

Une commissaire demande si la pétition sous revue a également été adressée au Canton.

M. Meier répond par l'affirmative.

Une commissaire demande si le Canton a subventionné la Fête de l'espoir au niveau financier ou au niveau des prestations en nature.

Mme Stefanini répond que, ces dernières années, le Canton n'a pas participé. Il y a plusieurs années, ils recevaient une petite subvention du Département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), mais il n'est plus possible de la toucher depuis huit ou neuf ans. En revanche, ils reçoivent un soutien indirect par le biais des Transports publics genevois (TPG) et de la Loterie romande.

Une commissaire demande si d'autres communes soutiennent financièrement la manifestation.

Mme Stefanini répond par l'affirmative. Elle indique recevoir des subventions des communes de Bernex et de Veyrier depuis plusieurs années. Il y a ensuite d'autres communes qui octroient ponctuellement des subventions allant de 200 à 1000 francs. En tout, les subventions des communes représentent environ 18 000 francs.

Une commissaire demande si M. Meier et Mme Stefanini organisent seuls la Fête de l'espoir ou s'il y a tout un comité derrière.

Mme Stefanini répond que c'est l'association Pour y croire encore qui organise la Fête de l'espoir. Elle indique ensuite travailler à l'année sur l'organisation et le financement de la fête et M. Meier vient en complément pour la partie artistique. Des prestataires se chargent de venir aider pour la sécurité, la scène, la technique, et il y a également toute une équipe de bénévoles qui est présente.

Mme Stefanini précise que la fête dure un soir mais les équipes sont là durant trois à six jours pour assurer les arrivées et les départs des artistes, les montages et démontages, etc.

Une commissaire demande si tous les artistes viennent gratuitement.

Mme Stefanini répond par l'affirmative. Elle ajoute qu'ils les logent, les transportent et les nourrissent, de façon à ce que leur participation ne leur coûte rien.

M. Meier précise que l'association n'établit pas de contrats avec les artistes, cela fonctionne sur parole d'homme.

Une commissaire demande à Mme Stefanini si elle est l'unique employée de l'association.

Mme Stefanini répond par l'affirmative. Elle précise être employée à l'année. Elle organise la manifestation de A à Z. De juillet à février elle s'occupe de trouver les fonds. Ensuite, il y a toute la partie organisation, publicité et recherche des artistes. Enfin, elle gère également le transport et l'accueil des artistes, les équipes de bénévoles et la comptabilité.

Une commissaire demande si le compte de pertes et profits de l'association inclut d'une part les frais effectifs dépensés et d'autre part la valeur des charges payées en nature.

Mme Stefanini répond par l'affirmative. Elle ajoute qu'elle transmettra ces données à la commission.

Un commissaire demande si les 580 000 francs avancés incluent les journées de montage et de démontage.

Mme Stefanini répond par l'affirmative.

Un commissaire demande si le nettoyage effectué par la Ville de Genève est aussi inclus.

Mme Stefanini répond également par l'affirmative en précisant que cet élément est compris dans les prestations en nature mentionnées précédemment.

Un commissaire demande aux pétitionnaires s'ils pensent être victimes de la crise économique.

Mme Stefanini, ne comprenant pas bien la question du commissaire, demande si, selon lui, il vaudrait mieux arrêter d'organiser la Fête de l'espoir en raison de la crise économique.

Le commissaire répond par la négative. Il demande si les entreprises privées suppriment des aides qu'elles donnaient auparavant.

Mme Stefanini répond par l'affirmative. Elle ajoute qu'il y a toujours de l'argent disponible, lorsque l'on voit que la Ville donne deux millions de subventions à trois festivals qui, réunis, attirent moins de monde que la Fête de l'espoir. Elle précise n'avoir rien contre ces festivals.

M. Meier ajoute qu'il faut continuer d'y croire encore, surtout en période de crise. Secondement, il indique s'être préparé à l'idée que la fête soit annulée. Toutefois, il avertit que, si elle ne se fait pas, cela se saura. Il explique que l'on pourrait peut-être organiser quelque chose via internet, avec des millions de *viewers* qui donnent chacun 1 franc, mais il lui semble que les politiques devraient plutôt agir pour que les gens vivent ensembles.

Un commissaire demande si les pétitionnaires ont envisagé d'organiser la fête une année sur deux s'ils ne parviennent pas à trouver les fonds nécessaires.

M. Meier répond par la négative. Mme Stefanini ajoute que c'est un événement de partage. Le but est de prouver aux gens que l'on peut se rassembler sur un thème positif. Sur le principe, ils souhaitent continuer jusqu'à la 20e édition.

La présidente, en l'absence d'autre intervention, remercie Mme Stefanini et M. Meier pour leurs explications, puis elle les libère.

Séance du 30 janvier 2017

La présidente ouvre la discussion.

Une commissaire relève qu'il a été de nombreuses fois question de la subvention financière de la Ville de Genève. Ces subventions ont diminué petit à petit au fil des années et personne n'a demandé pourquoi. Elle souhaite poser cette question au Conseil administratif.

Une commissaire abonde dans le sens de sa collègue. Elle propose d'auditionner le département en charge de cette subvention. Elle pense qu'il s'agit du département de la culture et du sport (DCS), mais elle n'en est pas certaine.

Un commissaire est contre une audition supplémentaire. Il argue que les commissaires ont reçu les comptes de l'association. Dans ceux-ci figurent un salaire de 86 000 francs et 15 800 francs de charges sociales. Il y a également des frais de loyer. Ainsi, pour organiser une manifestation d'une journée par année, il y a 100 000 francs de salaire. Il estime que les temps sont durs pour tout le monde et qu'il y aura toujours des bénévoles pour organiser ce genre de manifestation. Il ajoute que les gens doivent faire avec ce qu'ils ont et se prononce en faveur du classement de la pétition sous revue.

Une commissaire relève que l'on a affaire à un budget et des recettes de l'ordre de 600 000 francs. Sur ces 600 000 francs, il y avait, jusqu'en 2015, 5000 francs provenant du Département de la cohésion sociale et de la solidarité et 10 000 francs provenant du DCS. Toutes les autres rentrées des collectivités publiques sont en nature. Ainsi, seule une très petite partie des ressources financières des pétitionnaires proviennent des collectivités publiques.

Une commissaire observe ensuite que l'on n'a pas affaire à des personnes qui viennent se plaindre parce qu'on leur a retiré leur argent. Les pétitionnaires ont pris l'initiative d'organiser cette manifestation durant de nombreuses années. Un réel effort a été fourni et cette fête plait à toute une partie de la population.

Une commissaire indique que, sur un budget de 600 000 francs, avoir 150 000 francs en nature est tout à fait remarquable, mais les subventions financières de la Ville, qui s'élevaient à 15 000 francs, ont complètement disparu. Elle trouve qu'il serait intéressant d'avoir la position de M. Kanaan sur cette question.

Une commissaire rappelle ce que demandent les pétitionnaires. Elle cite: «Nous demandons votre aide afin que notre mission puisse perdurer: offrir à un public intergénérationnel, interculturel et de différents niveaux sociaux la possibilité de se réunir». Elle fait remarquer que n'importe qui peut acheter des billets pour aller voir un concert et n'importe qui peut se réunir, le droit de réunion étant garanti par la Constitution. Elle cite la suite de la phrase: «et de croire encore à des notions telles que le partage, la générosité, la paix et l'amour». Elle fait remarquer que, pour cela, les gens peuvent aller à la messe. Elle estime que ce n'est pas ce genre de chose que l'on peut demander à la Ville de Genève.

Elle cite ensuite la seconde requête des pétitionnaires: «Comme il est primordial, pour nous, de garantir la gratuité de la Fête de l'espoir, nous souhaiterions obtenir de votre part un soutien financier durable ainsi que le maintien des prestations en nature.» Elle rappelle que les pétitionnaires demandent 50 000 francs. Elle relève ensuite que, si l'on se base sur leur bilan prévisionnel 2016, on voit qu'il y a des recettes propres d'environ 253 000 francs, des recettes de dons et cotisations d'environ 128 000 francs et des subventions de 127 000 francs. Du côté des dépenses, les pétitionnaires ont 100 000 francs de charges salariales.

Elle souligne que ces 100 000 francs sont ce que ces braves gens se versent comme salaire pour organiser leur petite fête. Elle estime qu'avant de leur allouer de l'argent et avant de continuer à leur donner des prestations en nature, il faut aller regarder de près comment tout cela fonctionne. Elle indique avoir entendu des critiques extrêmement acerbes sur leur façon de travailler, de la part de nombreuses personnes. Elle suggère d'auditionner M. Pascal Spuhler, M. Jean-Philippe Haas ou différents membres du comité de Genève Music, qui pourront expliquer à la commission comment sont traités les musiciens genevois et faire comprendre que tout ce qui est accordé à la soi-disant Fête de l'espoir ne va pas forcément dans la bonne poche.

Un commissaire se dit dérangé par le discours des pétitionnaires qui consiste à dire que, si d'autres festivals touchent de l'argent, eux aussi doivent en toucher. Il rappelle qu'ils touchent 130 000 francs en nature, ce qui n'est pas rien. Il pense que la Ville fait déjà beaucoup pour cette manifestation. Il indique ensuite

être favorable à l'audition du magistrat responsable pour savoir pourquoi les pétitionnaires touchaient une subvention et, petit à petit, la Ville ne leur donne plus rien.

Un commissaire se dit aussi surpris par le fait que les pétitionnaires prennent un certain montant du chiffre d'affaires des buvettes. Il se demande comment ils font pour connaître le chiffre d'affaires d'un stand et estime qu'il faut, pour cela, qu'il y ait un contrôle, or il suppose qu'il n'y en a pas. Ainsi, les buvettes donnent ce qu'elles veulent. Il fait par ailleurs remarquer que la publicité est très chère et que, s'il y a des rentrées publicitaires, elles sont faibles par rapport à ce qu'ils dépensent en publicité. Il estime qu'il faut donc en tous les cas auditionner M. Kanaan ou Mme Alder, qui ont sûrement des informations que les commissaires n'ont pas.

Un commissaire indique que son parti s'interroge également sur la question des charges salariales. Il rappelle qu'il n'y a qu'une seule salariée et qu'elle pourrait peut-être baisser un peu son salaire. Il estime également que, s'ils ont peu de moyens, ils pourraient envisager d'organiser la Fête de l'espoir une année sur deux. Toutefois, avant de statuer, il demande l'audition du magistrat responsable afin de comprendre pourquoi la subvention a baissé graduellement.

Un commissaire rappelle que cette fête était, au début, organisé à Bernex, puis ils ont changé d'endroit car ils ont été victimes de leur succès. Il estime que la participation de la Ville est assez élevée puisqu'elle prête le lieu, les tentes, les tables, etc., et elle prend également le nettoyage à sa charge. Ces frais sont donc assez conséquents.

Il relève ensuite que l'excédent de dépenses des pétitionnaires s'élevait à 9500 francs en 2015 et à près de 40 000 francs pour l'exercice 2016 alors que les dépenses étaient plus élevées en 2015. Il se demande ce qu'il s'est passé à ce niveau-là.

Un commissaire rappelle également que la Fête de l'espoir ne dure qu'une seule journée et il se demande s'il raisonnable, pour des organisateurs qui proposent une fête gratuite, d'avoir une salariée à plein temps pour un seul jour de fête. Il estime que la salariée devrait revoir ses exigences à la baisse car il juge que 100 000 francs pour organiser une fête d'une seule journée est vraiment excessif.

Le commissaire indique que, en l'état, son parti n'acceptera pas de verser 50 000 francs. Toutefois, il estime qu'il faudrait avoir tous les éléments en main pour se prononcer et, en conséquence, il soutient l'audition du magistrat responsable.

Une commissaire, se référant à la question du salaire de 100 000 francs, charges comprises, fait remarquer que les conditions d'octroi des subventions

municipales disposent que le caractère désintéressé des personnes physiques et morales prétendant à l'octroi d'une subvention ne remet pas en question la rémunération de celles-ci, pour autant que cette rémunération constitue une contrepartie raisonnable du travail effectué. Chaque bénéficiaire doit faire preuve de transparence quant à sa situation financière.

Une commissaire en conclut que la question du salaire est légitimée. La question de savoir si cette rémunération correspond au travail effectué ne vient que dans un deuxième temps. Elle estime qu'il n'est toutefois pas extravagant qu'il y ait un salaire versé dans le cadre de l'organisation de la Fête de l'espoir. A titre de comparaison, elle rappelle que la Ville est à vous entraîne des coûts internes pour la Ville d'environ 600 000 francs.

Une commissaire trouve qu'il est louable d'organiser un événement gratuit sur la voie publique et estime que c'est une bonne chose que les pétitionnaires aient accès à une certaine gratuité. Toutefois, elle se demande s'il revient vraiment au département de la culture et du sport de financer la production d'artistes tels que MC Solaar, Tina Arena, Axelle Red, Axel Bauer ou encore Frédéric François. Ils ne font en tous les cas pas partie des disciplines les plus à risque que le département doit soutenir.

Une commissaire souligne que de nombreuses personnes font partie d'associations et se donnent beaucoup de mal pour donner de la joie aux autres, mais elles ne demandent toutefois pas de salaire. Dans le cadre de la Fête de l'espoir, elle estime que l'on a affaire à des personnes qui ont trouvé à se faire plaisir en organisant un truc qu'ils trouvent sympa, et elles se donnent un salaire au passage.

Votes

La présidente, en l'absence d'autre intervention, procède au vote sur l'audition de M. Kanaan et de Mme Alder.

Par 12 oui (2 EàG, 3 S, 1 Ve, 3 LR, 1 UDC, 2 MCG), l'audition de M. Kanaan et Mme Alder est acceptée à l'unanimité.

Une commissaire demande l'audition d'une personne représentant les groupements musicaux genevois. Plus précisément, elle demande l'audition d'un représentant de Genève Music.

La présidente procède au vote sur la proposition de la commissaire.

Par 4 non (2 EàG, 1 S, 1 Ve) contre 3 oui (2 MCG, 1 UDC) et 6 abstentions (2 S, 3 LR, 1 DC), l'audition d'un représentant de Genève Music est refusée.

Séance du 3 avril 2017

Audition de Mme Esther Alder, conseillère administrative en charge du département de la cohésion sociale et de la solidarité (DCSS), accompagnée de Mme Francine Koch, directrice adjointe du département, M. Sami Kanaan, conseiller administratif en charge du département de la culture et du sport (DCS), accompagné de Mme Sybille Bonvin, cheffe du Service des sports, et de Mme Virginie Keller, cheffe du Service culturel

M. Kanaan introduit le sujet en indiquant que ce dossier est particulier, dans le sens où il touche plusieurs départements. Il annonce en outre avoir déjà été auditionné par la Commission des pétitions du Grand Conseil (rapport P 1998-A). Le rapport a déjà été rendu et il reviendra sur ce point.

M. Kanaan indique que le DCS est concerné par la Fête de l'espoir parce que celle-ci a lieu dans le centre sportif du Bout-du-Monde. Il s'agit d'un événement non sportif qui consomme au total neuf jours, montage et démontage inclus. En tant que tel, il s'agit d'un appui non négligeable du département car cet événement non sportif oblige à stopper les activités sportives du Bout-du-Monde durant ces neuf jours. A cela s'ajoute des prestations en nature, assez conséquentes, en termes d'appui de la part des personnels du Service des sports et du Service culturel.

M. Kanaan explique ensuite que, à titre financier, la Ville ne soutient pas la Fête de l'espoir de manière régulière. Elle n'a octroyé que des soutiens ponctuels.

M. Kanaan ajoute que la situation de la Fête de l'espoir varie fortement selon la météo. S'il fait beau, ils dégagent un boni. Cette fête est par ailleurs particulière car les artistes ne sont pas rémunérés. Ils font des prestations courtes, d'environ vingt minutes, sans cachet.

M. Kanaan précise en outre que cette fête n'a pas un caractère caritatif et qu'il convient de ne pas la confondre, par exemple, avec la Marche de l'espoir.

M. Kanaan relève qu'il s'agit d'un événement très populaire qui attire des publics de tous âges. Il n'y a pas de billetterie, les organisateurs ayant fait le choix de faire une fête gratuite. L'événement se finance sur les consommations et les prestations en nature accordées par la Ville.

M. Kanaan estime que la Fête de l'espoir est un événement intéressant, mais il ne voit pas à quel titre son département la financerait en monétaire de manière durable. Il rappelle que le DCS finance des événements comme la Fête de la musique, qui met en valeur toutes les tendances de la musique à Genève, ou soutient divers festivals tels que Voix de fête, Archipel, ou d'autres festivals petits ou grands. En revanche, la Fête de l'espoir relève plus du socioculturel: elle relève davantage d'une animation que de l'artistique en tant que tel. Il ne s'agit pas d'un festival qui aurait primordialement une dimension artistique.

M. Kanaan souligne en outre que la salle ne dispose que de 4000 places. Elle sature donc vite et la plupart des gens qui vont à cette fête n'écoutent pas de musique.

M. Kanaan indique que si, aujourd'hui, il n'y avait jamais eu de Fête de l'espoir et que les organisateurs venaient vers lui pour demander neuf jours au Bout-du-Monde, il répondrait par la négative, car le coût de cette fête pour l'actualité sportive est élevé. Il précise qu'il ne s'agit pas d'un jugement contre les organisateurs. La Ville continue d'accueillir cette manifestation au Bout-du-Monde parce que les organisateurs ont pris leurs quartiers là-bas, mais il s'agit d'une sorte d'héritage, qui, certes, a des côtés positifs aussi.

M. Kanaan ajoute que Genève accueillera les National Summer Games de Special Olympics Switzerland (Special Games) en 2018, qui sont des jeux olympiques pour personnes en situation de handicap mental. Cette manifestation utilisera toutes les installations sportives durant de longues semaines, et notamment celles du Bout-du-Monde. Cela posera un énorme problème de date pour la Fête de l'espoir.

M. Kanaan termine ses explications en indiquant avoir été auditionné par la Commission des pétitions du Grand Conseil. Il indique que le Secrétariat général du Grand Conseil ne donne pas la possibilité aux auditionnés de corriger leurs propos dans les notes de séance. Son audition a été en l'occurrence mal retranscrite sur certains chiffres. Les organisateurs ont lu le rapport et lui reprochent d'avoir donné de fausses informations. Tel n'était pas le cas, il s'agit d'une erreur de retranscription de la part du procès-verbaliste.

Mme Alder indique que, effectivement, son département a aidé la Fête de l'espoir ponctuellement, via l'enveloppe politique de proximité. Au fil des ans, ce soutien s'est amenuisé. En 2016, son département a refusé de soutenir la manifestation via une allocation financière ponctuelle car il s'agissait de participer au salaire de la coordinatrice, ce qui ne peut être fait dans le cadre d'une subvention ponctuelle.

Mme Alder souligne que son département essaie beaucoup d'appuyer des initiatives dans les quartiers. L'idée est de soutenir la culture, les projets artistiques, dans les différents quartiers de la Ville, en dehors des institutions et dans des contextes pas forcément culturels. Ainsi, son département soutien des projets artistiques ayant une dimension sociale. A travers le Service de la jeunesse, il soutient également les manifestations culturelles qui se trouvent dans les maisons de quartier ou la programmation de salles de spectacles comme La Traverse ou celle de la Jonction.

Mme Alder explique que l'objectif est d'amener la culture à un public qui n'est pas forcément attiré ou qui n'irait pas à des spectacles. Son département

s'inscrit donc plutôt dans une démarche de médiation culturelle. Son action permet de mettre en avant les cultures émergeantes ou minoritaires et permet à la population de se construire ou de transmettre une identité.

Mme Alder ajoute qu'il est très important que les soutiens du département aillent à des projets locaux contribuant à la qualité de vie urbaine. Ainsi, l'ancrage dans le quartier est très important.

Mme Alder indique enfin que, au niveau budgétaire, sa marge de manœuvre s'amenuise au fil des ans. Elle se retrouve donc parfois écartelée entre les différents projets à soutenir et, l'argent ne coulant plus à flots, il y a des décisions à prendre et des manifestations qu'elle ne peut plus soutenir.

La présidente remercie M. Kanaan et Mme Alder pour leurs explications, puis elle ouvre le tour des questions.

Une commissaire demande quel est le montant de la mise à disposition du lieu, de sa remise en état et du matériel donné à titre gracieux pour cet événement.

Mme Keller précise à titre liminaire ne pas avoir les chiffres du Service logistique et manifestations (LOM) et ne pas savoir s'ils sont inclus dans les montants qu'elle articulera. Elle indique ensuite avoir 75 500 francs de prestations en nature du Service des sports, constitués de 56 000 francs pour les infrastructures, 8000 francs pour les samaritains et 11 500 francs pour les heures du personnel du Service des sports mis à disposition. Le Service culturel fournit des prestations en nature pour un montant de 31 800 francs en termes de personnel et de soutien technique. En tout, plus de 100 000 francs sont octroyés en nature pour la Fête de l'espoir.

Mme Bonvin souligne que les frais de remise en état du Bout-du-Monde ne sont pas inclus dans ces chiffres et viennent s'ajouter aux montants articulés ci-dessus.

Une commissaire demande si des événements doivent être déplacés durant les périodes de montage et de démontage.

Mme Bonvin répond que les entraînements doivent être annulés et de nombreuses manifestations sportives doivent être refusées.

M. Kanaan ajoute que la Fête de l'espoir a lieu à cet endroit depuis dix-neuf ans, donc ses effets sont anticipés. Néanmoins, elle prend neuf jours très précieux durant d'importantes phases d'entraînement des clubs.

Mme Alder souligne que, outre la météo, les exigences liées à la sécurité et à la loi sur la restauration, le débit de boissons, l'hébergement et le divertissement (LRDBHD) impactent fortement leur budget.

M. Kanaan précise que, outre la LRDBHD, il y a tout un ensemble de normes qui font que les exigences en matière de prévention et de sécurité autour des

manifestations ont nettement augmenté. Cela part d'une intention louable, mais ces exigences génèrent des coûts très directs. Par exemple, pour la Fête de la musique, les coûts supplémentaires requis pour répondre aux exigences se chiffrent à plusieurs dizaines de milliers de francs. Par ailleurs, pour toute grande manifestation, il faut élaborer tout un concept sécurité, ce qui coûte également très cher. Ainsi, la Fête de l'espoir a dû voir ses coûts augmenter.

Mme Keller ajoute que le Canton ne soutient plus la manifestation depuis 2008.

Un commissaire demande premièrement si les départements de M. Kanaan et de Mme Alder ont vocation à financer des manifestations de type un peu politique. Il précise que, selon certains, cette Fête de l'espoir serait une sorte de version genevoise de la Fête de l'Humanité. Il ajoute qu'il y aurait certains stands politisés à la Fête de l'espoir.

Mme Alder répond n'avoir jamais vu cette fête sous cet angle-là. Elle ne pense pas qu'elle puisse s'apparenter à la Fête de l'Humanité. Elle estime qu'il s'agit d'une fête populaire à laquelle son département a essayé de contribuer ponctuellement, lorsque c'était possible.

M. Kanaan ajoute que la Fête de l'espoir est une fête où les gens viennent écouter de la musique et boire des verres. La Fête de l'Humanité est une fête totalement politique. Il n'exclut pas qu'il y ait pu avoir un ou deux stands politisés à la Fête de l'espoir, mais ce n'est clairement pas sa première vocation.

Un commissaire indique que son parti soutient les manifestations populaires. Vu la situation sécuritaire tendue, il demande dans quelle mesure la Ville serait prête à dédommager les organisateurs en augmentant sa participation aux frais de sécurité.

M. Kanaan reconnaît que ces responsabilités supplémentaires en termes de sécurité sont difficiles à assumer. Par exemple, dans le cadre de la Fête de la musique, il va falloir cette année verrouiller tous les accès avec des blocs en béton. Cela crée des charges en plus sur des budgets réduits d'année en année. Etant donné qu'il s'agit d'une manifestation de la Ville, les frais sont intégralement pris en charge par cette dernière. Les organisateurs privés ont le même genre de soucis.

M. Kanaan revient ensuite sur le choix de soutenir ou non la Fête de l'espoir. Il rappelle qu'elle suscite beaucoup de sympathie de sa part mais que, dans sa forme actuelle, elle ne constitue pas une priorité. Les organisateurs ont fait le choix de ne pas avoir de billetterie, ce qui est un choix intéressant du point de vue de l'accessibilité, mais ensuite les charges de la Fête de l'espoir résident surtout dans les frais d'accueil et d'hébergement des artistes et dans le salaire de la coordinatrice.

Mme Keller ajoute que la Fête de l'espoir est soutenue par plusieurs fondations privées. Les soutiens qu'elle obtient auprès de ces organismes suffiraient à organiser l'événement, s'il y avait moins d'argent consacré au salaire de la coordinatrice. Elle se demande si c'est à la Ville de donner des moyens sur ce plan, car cela fait peu de création d'emploi par rapport aux montants sollicités. Elle pense que les organisateurs ont peut-être la possibilité de se tourner vers d'autres fonds, étant donné qu'ils sont bien soutenus. Elle relève que ces deux dernières années ils avaient plus de 100 000 francs de soutiens de fondations privées genevoises.

Un commissaire relève que Mme Alder a refusé de soutenir la manifestation en 2016 car il s'agissait de participer au salaire de la coordinatrice. Il demande comment elle l'a découvert.

Mme Koch répond que le département examine les comptes de l'année précédente et le budget de l'année en cours et on peut ainsi voir à quoi ils affectent les subventions de la Ville. En l'occurrence, ils les affectent au salaire de l'organisatrice, or ce n'est pas possible de financer du fonctionnement avec une subvention ponctuelle.

Une commissaire demande si un festival comme la Bâtie est comparable en termes d'empiètement, d'utilisation des infrastructures, de remise en état et de montant en termes de subvention.

M. Kanaan répond que toute mise à disposition d'une salle ou de personnel de la Ville de Genève est facturée comptablement. Il indique ensuite que, pour la Bâtie, il n'y a pas de frais de remise en état puisqu'ils utilisent une salle dédiée à la programmation culturelle. Ainsi, il n'y a pas de suppression d'activité comme pour la Fête de l'espoir. La Bâtie ne bloque personne.

Mme Keller ajoute qu'ils sont accueillis par les théâtres qui, en réalité, intègrent les spectacles de la Bâtie comme premier spectacle de leur saison.

M. Kanaan relève que le festival Antigel s'est fait remarquer par un usage de lieux atypiques par rapport à une activité culturelle, dans le sens où il se déroule dans des piscines, des décharges ou encore au dépôt des Transports publics genevois (TPG). Néanmoins, Antigel intègre les coûts de remise en état et, par ailleurs, il n'y en pas tellement car, par exemple lorsqu'ils utilisent les dépôts TPG, ceux-ci veillent à ne pas handicaper leur fonctionnement courant. Par ailleurs, le Service des sports accueille chaque année Antigel, mais ça ne prend pas neuf jours sur l'actualité sportive.

Mme Bonvin souligne que la grande différence entre Antigel et la Fête de l'espoir réside dans le fait que, à cette dernière, il y a 50 000 personnes qui viennent mais seulement 5000 qui assistent au spectacle. Il y en a 45 000 qui viennent seulement pour passer un moment convivial sur les terrains de foot et leurs abords. A Antigel, les gens viennent, regardent le spectacle et partent. Ce n'est donc pas du

tout le même type d'événement et la même emprise. En outre, Antigel ne nécessite pas neuf jours de montage et démontage et il n'y a pas de déprédation.

Mme Bonvin indique que, en 2015, la police a dû intervenir à la Fête de l'espoir car les gens ont commencé à envahir le stade d'athlétisme et à se battre. Il a fallu six jours pour le nettoyer et le remettre en état. Mme Bonvin précise que ce n'est pas de la faute des organisateurs, mais il n'empêche qu'il n'a pas été possible d'ouvrir le stade d'athlétisme le lundi pour les entraînements.

M. Kanaan ajoute que des festivals comme Antigel ou Archipel ont pour mission première de programmer des créations, soit des choses que l'on ne connaît pas encore. La Fête de l'espoir est dans un autre créneau, il s'agit davantage d'une animation. On ne va pas découvrir de nouvelles choses durant cette fête. M. Kanaan précise qu'il n'y a rien de péjoratif dans son propos, mais que, simplement, la Fête de l'espoir relève plutôt du domaine socioculturel.

Une commissaire demande s'il a été envisagé de trouver un autre emplacement pour la Fête de l'espoir.

M. Kanaan répond que la question de l'emplacement est difficile à Genève, car, si l'on souhaite un lieu central, les options sont peu nombreuses. Il indique qu'il y a un peu le même problème avec la fan zone. En 2018, en raison des Special Games, la question de l'emplacement de la Fête de l'espoir va vraiment devoir se poser et cela incitera peut-être une discussion plus approfondie sur les alternatives existantes dans d'autres communes. On ne pourra toutefois pas envisager d'organiser la Fête de l'espoir à Chancy, par exemple.

M. Kanaan rappelle que, pour des jeunes de moins de 18 ans, les possibilités de sortir dans ce canton sont rares. Il s'agit d'un vrai problème. La Fête de l'espoir est l'une des rares occasions sympa où ils peuvent sortir; mais à 15 ans, ils n'iront pas jusqu'à Chancy.

Mme Keller précise qu'il y a plusieurs communes qui apportent leur soutien à la Fête de l'espoir, puisque dans les comptes 2014 et 2015, on peut voir que les communes de Bernex et Veyrier donnent chacune 5000 francs. D'autres communes genevoises participent également. On peut donc imaginer que les organisateurs ont aussi des contacts privilégiés avec ces communes qui les soutiennent depuis quelques années, et peut être qu'ils trouveront une solution avec elles pour les accueillir en 2018.

Une commissaire prend note que l'on parle d'une fête qui s'inscrit plutôt dans le domaine socioculturel. Elle relève également que le département de Mme Alder soutient plutôt des projets ancrés dans les quartiers. Elle demande si cet événement n'est pas assez ancré localement.

Mme Alder répond que les frontières ne sont pas toujours faciles à délimiter. Elle partage le point de vue de M. Kanaan, lorsqu'il dit qu'il s'agit d'une fête populaire,

gratuite, qui touche du monde et qu'il y a un engouement pour cette manifestation. Toutefois, elle n'est pas persuadée que c'est à la Ville de Genève de la payer. Son Département, dans le cadre de sa politique socioculturelle de proximité, alloue généralement des montants assez minimes, souvent complétés par le DCS. Généralement, il s'agit de soutenir des projets autour, par exemple, de l'intergénérationnel ou de l'engagement des jeunes. Ces projets sont toujours ancrés dans les quartiers. Son département soutient ainsi des projets tels que le festival Juste Debout ou les activités d'une association d'habitants dans le parc Bertrand. Il soutient également des festivals mais qui touchent des publics particuliers, comme la petite enfance. Il s'agit toujours de montants minimes, de l'ordre de 5000 francs.

Une commissaire demande si Mme Alder et M. Kanaan ont entendu parler des conflits existants entre M. Meier et les musiciens genevois dans leur ensemble.

Mme Alder répond par la négative.

Mme Keller indique que son Service n'a jamais reçu de plainte, ni dans un sens, ni dans un autre.

Une commissaire demande s'ils ont entendu parler de Genève Music, qui s'est justement constitué parce que M. Meier écartait les musiciens genevois.

Mme Keller répond que la Fête de l'espoir n'est pas un lieu de valorisation des artistes genevois, même s'ils prétendent en mettre 30% dans leur programmation.

M. Kanaan souligne que Genève Music n'a rien à voir avec la Fête de l'espoir. Il indique que cette organisation est liée aux Fêtes de Genève. Il précise à l'attention des autres commissaires que M. Meier avait été choisi une année comme programmateur des Fêtes de Genève et que ses choix avaient déplu. Le DCS avait effectivement eu écho de cela.

M. Kanaan répond n'avoir jamais perçu la Fête de l'espoir comme une fête destinée à valoriser les musiciens genevois. Les organisateurs indiquent mettre 30% d'artistes locaux, mais cela demande à être vérifié.

Un commissaire retient qu'il y a eu une suppression progressive du soutien financier à la Fête de l'espoir, principalement parce que les finances diminuent et qu'il faut faire des choix plus pointus. Elle entend aussi les difficultés posées par l'occupation du stade du Bout-du-Monde durant neuf jours. Néanmoins, elle indique avoir une certaine sympathie pour cette fête et son côté familial et populaire. Elle relève que sur un budget total de 1 100 000 francs, l'investissement de la Ville de Genève – 130 000 francs en nature – est important, mais il faut aussi relever 520 000 francs de bénévolat, ce qui n'est pas anodin. Cela révèle l'engouement et l'importance de la manifestation pour la cohésion sociale.

Une commissaire se réfère ensuite à la question du salaire. Elle estime que 87 000 francs, sur un budget de 1 100 000 francs, n'est pas exagéré. Par ailleurs,

elle souligne qu'une subvention monétaire ne s'inscrirait pas en faux avec le règlement sur l'octroi des subventions municipales et qu'il serait difficile de dire si c'est plutôt l'argent de la Ville ou l'argent d'un autre donateur qui financerait le salaire.

Une commissaire demande ensuite, vu ces éléments, ce que les magistrats conseilleraient aux pétitionnaires.

M. Kanaan indique à titre liminaire qu'il ne critique pas le salaire en tant que tel. Il conseillerait aux pétitionnaires d'aller voir d'autres communes. Il ajoute que, de manière générale et pas uniquement pour la Fête de l'espoir, si les soutiens privés s'effritent, la Ville ne pourra pas les compenser systématiquement.

Mme Bonvin revient sur les chiffres articulés par la commissaire. Elle souligne que le budget de la fête est de 574 000 francs. Ils indiquent 1 100 000 francs parce qu'ils valorisent le bénévolat. Le problème est que les dons et cotisations servent à financer un salaire à plein temps pour organiser une manifestation d'un jour. Normalement, la Ville n'intervient qu'à titre subsidiaire selon le règlement, or là, tel n'est pas le cas puisque, si on enlève 10 000 francs, ils n'arrivent plus à continuer. Par ailleurs, sur les 574 000 francs de budget, on peut enlever plus de 150 000 francs qui sont des contreparties. Il convient donc de faire attention à l'interprétation des chiffres.

Un commissaire demande ce qu'il est prévu de faire lorsque le stade du Bout-du-Monde sera en chantier.

M. Kanaan répond que la Fête de l'espoir devra être déplacée. Toutefois, le chantier n'est pas prévu avant 2020, or la question se pose déjà pour 2018 en raison de l'organisation des Special Games. Ce sera peut-être justement l'occasion de trouver un nouveau lieu.

M. Kanaan pense qu'il y a parmi les lieux potentiels le centre sportif des Evaux, qui est aussi un centre de loisirs, ou Marignac, à Lancy.

Mme Keller ajoute qu'il y a 45 communes sur le canton, et une concentration d'événements sur la Ville de Genève qui fait que la commune paie les charges de nombreuses manifestations qui profitent à l'ensemble du canton. Il serait donc bien que les acteurs culturels aillent démarcher d'autres communes aussi.

Mme Bonvin souligne que le Bout-du-Monde est un centre sportif qui accueille des entraînements et de nombreuses manifestations sportives. Durant l'année, il faut déjà stopper de nombreux entraînements pour ces manifestations sportives. S'il faut encore le bloquer pour une manifestation culturelle, c'est un peu la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Un commissaire relève que la Fête de l'espoir pose donc un problème logistique et pas uniquement un problème financier.

M. Kanaan répond qu'il ne les pousse pas dehors parce qu'ils sont là depuis de nombreuses années, mais s'ils trouvent une autre solution, ce serait bon pour le sport.

Un commissaire ne veut pas qu'il soit dit en plénière que la droite cause la disparition de la Fête de l'espoir parce qu'elle coupe dans les budgets.

M. Kanaan confirme que ce n'est pas le cas.

Une commissaire relève que les pétitionnaires indiquent avoir 1000 bénévoles. Elle demande si ce sont des soutiens ponctuels ou des personnes engagées dans la durée.

Mme Bonvin répond qu'ils ne sont pas engagés dans la durée. Les bénévoles sont là surtout le jour même. De plus, le chiffre de 1000 bénévoles lui paraît, sous toutes réserves, élevé.

M. Kanaan ne voit pas comment ils arriveraient à 1000 bénévoles sur un soir.

Une commissaire indique que les pétitionnaires insistaient sur le fait que les buvettes qui sont présentes font moins d'argent, vu qu'il n'y a pas d'obligation de consommer. Cela rend par contre la manifestation plus accessible.

Mme Bonvin répond que les bars sont tenus par des associations mandatées par les organisateurs. Le montant total de la recette est calculé dans la salle d'escrime de la Queue-d'Arve et les associations touchent un tout petit pourcentage de la recette. Le reste va dans les comptes.

M. Kanaan ajoute qu'il n'y a pas d'obligation de consommer et qu'il en va de même pour la Fête de la musique.

Un commissaire relève que, suite à des problèmes, les gens ne peuvent plus amener leurs propres boissons. Il demande ensuite si les terrains sont utilisables le lendemain de la fête.

Mme Bonvin répond que les terrains sont fermés à clé, sauf le stade d'athlétisme. Elle ajoute que la Fête de l'espoir demande toutefois beaucoup d'entretien car il faut tout nettoyer après. Même si les organisateurs nettoient, ils ne rendent pas un centre sportif avec la qualité d'accueil voulue par le magistrat.

La présidente, en l'absence d'autre intervention, remercie les personnes auditionnées pour leurs explications, puis elle les libère.

Discussions et vote

La présidente ouvre la discussion.

Une commissaire, se référant aux propos de son collègue, souligne qu'il n'y a effectivement pas d'obligation de consommer.

Le commissaire indique que cela a changé récemment, suite à des problèmes de sécurité. Il annonce ensuite que le Parti libéral-radical est prêt à classer la pétition sous revue.

Une commissaire indique que le Mouvement citoyens genevois est également prêt à classer la pétition sous revue.

Un commissaire annonce que l'Union démocratique du centre se positionne également en faveur du classement.

Une commissaire indique que le Parti socialiste votera également en faveur du classement. Elle relève que la Fête de l'espoir ne s'inscrit pas, au niveau artistique, dans la politique culturelle de la Ville. Il ne s'agit pas non plus véritablement d'une manifestation à but socioculturel. Enfin, ils touchent déjà 130 000 francs de subventions en nature de la part de la Ville.

Une commissaire des Verts, dit être hésitante entre une abstention et un classement. Sur le fond, elle estime que les auditions et l'étude approfondie des comptes ont été assez révélatrices. Elle bloque, comme d'autres commissaires, sur les 86 000 francs de salaire pour une personne à 100% toute l'année. De plus, elle argue que la Ville ne peut pas être le sauveteur de toutes les manifestations existantes dans le canton. Ses finances vont aussi malheureusement moins bien, avec une droite qui impose des coupes, et il y a donc des choix à faire. Maintenir les manifestations de la Ville est déjà un rude combat et il n'est pas nécessaire d'en rajouter d'autres. D'un autre côté, elle relève que la Fête de l'espoir est un lieu où la population peut venir et se divertir. Les Verts sont toujours favorables au vivre-ensemble, d'où son hésitation. Elle indique finalement qu'elle s'abstiendra en attendant d'avoir l'avis de son groupe.

Une commissaire indique que le groupe Ensemble à gauche arrive aux mêmes conclusions que sa collègue Verte. En conséquence, les commissaires Ensemble à gauche s'abstiendront également.

Un commissaire relève que le Parti démocrate-chrétien s'abstiendra lors du vote.

La présidente, en l'absence d'autre intervention, passe au vote de la pétition P-366.

Par 8 oui (2 MCG, 1 UDC, 2 LR, 3 S) et 6 abstentions (2 EàG, 1 Ve, 2 DC, 1 LR), la commission se prononce en faveur du classement de la pétition P-366.

Annexe: pétition P-366

P-366

Association Pour Y Croire Encore
c/o Pierre-Michel Meier
Avenue Adrien-Jeandin 22 - CP 232 - 1226 Thônex - Suisse
Natel:+41.79.310.07.36 - Tel:+41.22.860.16.75 - Fax :+41.22.860.16.76
E-mail: pimisa@bluewin.ch - Site Internet : www.espoir.ch

Conseil municipal de la Ville de Genève
A l'attention de M. Remy BURRI,
Président
Secrétariat du Conseil municipal
Rue Pierre-Fatio 17
1204 Genève

Thônex, le 15 novembre 2016

Concerne : Pétition municipale et cantonale « Est-ce que Genève veut continuer à fêter l'Espoir ? »

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil municipal,

Après 18 éditions couronnées de succès, est-il encore nécessaire de présenter La **Fête de l'Espoir** ? La réponse est oui, car cette grande manifestation populaire et gratuite qui attire une moyenne de 40'000 personnes à chacune de ses éditions et qui fait le bonheur non seulement du public, mais aussi des artistes renommés qui y participent depuis toujours sans percevoir le moindre cachet, est en danger.

La **Fête de l'Espoir** est un grand rassemblement social et culturel qui propose, sur une journée, une multitude d'animations pour les familles ainsi qu'une grande soirée de concerts, le tout : gratuitement !

Son rôle, en tant qu'acteur communautaire, est de permettre à toutes les personnes démunies de se réunir et de faire la "Fête" ensemble une fois par année autour de la musique, langage universel compris par tous.
C'est aussi la possibilité pour de nombreux groupes, issus de la scène locale, de s'y produire aux cotés d'artistes renommés, et de profiter des joies d'une grande scène devant un public venu nombreux.
C'est également d'offrir une vitrine à de nombreuses associations locales qui oeuvrent dans le domaine social et qui peuvent y participer de différentes manières : stands d'animations, mise en avant des activités, visibilité.

Organisée par l'Association sans but lucratif "Pour Y Croire Encore", elle a pour objectif de faire de Genève, l'espace d'une journée, la capitale de l'Espoir !

Réussir ce formidable pari 18 fois de suite tient de l'exploit sachant qu'il est de plus en plus difficile de trouver des fonds pour réaliser ce genre de projet. Cette longévité, nous la devons en partie à nos principaux partenaires privés (Migros, SIG, naxoo, BCGE, entre autres), au soutien de nombreux médias (RSR, Tribune de Genève, etc.) et aux artistes qui acceptent tous de se produire bénévolement. Mais le maintien de l'ensemble de ces financements devient compliqué au fil des années et nous n'arrivons plus à faire face aux dépenses grandissantes surtout en matière de sécurité.

.../...

En 2016, pour la toute première fois, La **Fête de l'Espoir** n'a malheureusement pas reçu le moindre soutien financier de la part de la Ville de Genève. Les soutiens logistiques apportés par la Ville sont capitaux, mais une aide financière l'est également.

Cet absence de financement est regrettable compte tenu des nobles idées que défend depuis sa création cet événement genevois unique en son genre et de sa notoriété tant au niveau national qu'international.

Aujourd'hui, c'est l'existence même de cette manifestation populaire qui est en péril !

C'est pour cette raison que nous déposons ce jour, **une pétition de 5'175 signatures** à l'attention des autorités cantonales et communales, et dont le texte est joint à cette lettre. Elle se compose de 4'321 signatures papier récoltées le jour de la 18e Fête de l'Espoir et de 856 signatures électroniques obtenues sur le site internet "Change.org.

Par cette pétition, nous demandons votre aide afin que notre mission puisse perdurer : offrir à un public intergénérationnel, interculturel et de différents niveaux sociaux, la possibilité de se réunir et de croire encore à des notions telles que le partage, la générosité, la paix et l'amour.

Comme il est primordial pour nous de garantir la gratuité de la Fête de l'Espoir, nous souhaiterions obtenir de votre part un soutien financier durable ainsi que le maintien des prestations en nature.

Nous nous tenons naturellement à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

En vous remerciant par avance de l'attention que vous porterez à notre requête, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil municipal, nos respectueuses salutations.

Pierre-Michel Meier,
Président.

Demande au Président du Conseil municipal que la lecture de ce document soit faite.

Annexe : pétition municipale et cantonale, lancée par l'association "Pour Y Croire Encore"

PETITION A L'ATTENTION DES AUTORITES CANTONALES ET COMMUNALES

Est-ce que Genève veut continuer à fêter l'Espoir ?

Merci de signer et faire signer cette pétition afin de demander aux autorités cantonales et communales de s'engager à sauver **La Fête de l'Espoir.**

C'est l'une des dernières grandes fêtes genevoises populaires gratuites qui rassemble plus de 50'000 personnes, de tous âges et de toutes conditions au nom de l'espoir, de la solidarité et de la cohésion sociale. La Fête de l'Espoir, fête de proximité et de partage, propose un très grand nombre d'animations multigénérationnelles autour de la musique et de la convivialité. Son succès, durant ses 18 éditions, est son meilleur garant de popularité. Et pourtant, malgré plus de 1'000 bénévoles, les soutiens en nature et en argent, à qui nous exprimons une fois encore, notre vive reconnaissance : cela ne suffit plus ! Les nombreuses exigences des nouvelles réglementations en matière de sécurité, sanitaire et logistique notamment, pèsent sur un budget misant sur la gratuité des prestations musicales afin de garantir un accès à tous : les concerts sont gratuits et les artistes participent tous bénévolement. En signant cette pétition nous demandons que la Fête de l'Espoir reçoive rapidement un soutien financier durable des Autorités pour que Genève continue de fêter l'espoir permettant ainsi, à plus de 50'000 personnes, de se rassembler dans un esprit solidaire et populaire. Comité d'organisation, pour adresse : Association Pour Y Croire Encore, c/o Pierre-Michel MEIER, avenue Adrien-Jeandin 22, CP 232, 1226 Thônex.

NOM	PRENOM	ADRESSE	E-MAIL	SIGNATURE

M. Michel Nargi, rapporteur (LR). En commission, nous avons auditionné les auteurs de la pétition P-366 intitulée «Est-ce que Genève veut continuer à fêter l'Espoir?». Ils nous ont expliqué qu'ils organisaient une manifestation rassemblant environ 50 000 personnes depuis des années et qu'ils faisaient venir pour cela des artistes de renommée internationale. Le fait que d'autres manifestations moins importantes reçoivent des subventions a motivé leur pétition, par laquelle ils demandent à la Ville de Genève une subvention durable en espèces – et ce, malgré l'important soutien en nature que leur octroie déjà notre municipalité en mettant à leur disposition le centre sportif du Bout-du-Monde et en leur fournissant infrastructures et soutien logistique, notamment grâce à l'intervention du Service Voirie – Ville propre.

La commission des pétitions a également auditionné M. Kanaan à ce sujet. Selon lui, cette manifestation est très intéressante, mais n'a nullement un caractère caritatif. Il ne voit donc pas à quel titre son département la soutiendrait financièrement.

Nous avons aussi demandé le budget de la fête, que les pétitionnaires nous ont fait parvenir et que nous avons étudié attentivement. Il s'agit d'un budget important, pour une manifestation qui ne dure qu'un jour et qui se répète chaque année – elle est donc bien huilée et automatisée. L'édition 2017 a vu sa fréquentation chuter de 50 000 à 12 000 participants pour diverses raisons. Un cycle s'achève, la fête s'essouffle et le public s'en lasse…

De plus, la Ville ne peut pas subventionner – encore moins en espèces et de façon pérenne – toutes les manifestations qui se déroulent sur son territoire. Voilà pourquoi la commission des pétitions a voté le classement de cet objet.

M. Didier Lyon (UDC). Les pétitionnaires ont déposé la pétition P-366 pour que la Fête de l'espoir, après dix-huit ans de succès, bénéficie de l'aide municipale et que sa mission puisse perdurer: offrir à un public intergénérationnel, interculturel et de différents niveaux sociaux la possibilité de se réunir et de croire encore à des notions telles que le partage, la générosité, la paix et l'amour.

Les deux fondateurs de la Fête de l'espoir, Mme Stefanini et M. Meier, ont été auditionnés par la commission le 9 janvier 2017. Ils ont indiqué avoir réussi à se débrouiller, durant toutes ces années, pour faire fonctionner cette manifestation rassemblant 50 000 personnes qui viennent assister gratuitement à des spectacles qu'elles ne pourraient pas s'offrir autrement.

Les organisateurs ont signalé que les subventions en nature de la Ville, dont ils étaient reconnaissants, ne suffisaient plus. Les faibles subventions financières qu'ils demandaient au coup par coup ont diminué peu à peu jusqu'à zéro en 2016.

Les prestations en nature se montent à 30 000 francs pour les tables, les bancs et les petites tentes, 56 000 francs pour la location du stade du Bout-du-Monde et 30 000 francs pour les prestations nomades. Les boissons sont vendues en moyenne au prix de 2 francs par spectateur, mais ceux-ci ont le droit d'amener leurs propres boissons.

Les pétitionnaires souhaitent obtenir une subvention annuelle de 50 000 francs de la part de la Ville. Lors de l'examen des comptes de la manifestation, les commissaires ont remarqué que la seule personne salariée de l'association organisatrice Pour y croire encore, Mme Stefanini, percevait 86 000 francs de salaire annuel avec 15 800 francs de charges sociales. On constate donc l'existence d'un salaire total d'environ 100 000 francs pour une seule personne et pour organiser une fête d'un jour! On peut légitimement s'interroger sur la justification d'une telle rémunération.

Deux membres du Conseil administratif ont également été auditionnés par la commission des pétitions le 3 avril 2017. La Fête de l'espoir est «un événement non sportif qui consomme au total neuf jours», selon les termes de M. Kanaan, et qui est préjudiciable pour les associations sportives utilisatrices du stade du Bout-du-Monde. Cette fête est particulièrement tributaire de la météo et n'a pas un caractère caritatif. Elle est financée grâce aux consommations et aux prestations en nature fournies par la Ville. La salle de spectacles n'a que 4000 places et la plupart des gens qui vont à cette fête n'écoutent pas de musique. La Ville a refusé de soutenir la manifestation en 2016, car il se serait agi, via une subvention, de contribuer au salaire de Mme Stefanini. De plus, le Service Voire – Ville propre doit tout nettoyer à la fin car, si les organisateurs le font un peu eux-mêmes, ils ne rendent toutefois pas le centre sportif dans un état conforme à la qualité d'accueil voulue par la Ville.

Pour ces raisons, l'Union démocratique du centre demande le classement de la pétition P-366.

M. Thomas Zogg (MCG). A la question posée par la pétition P-366 de savoir si Genève veut continuer à fêter l'espoir, je répondrai: pourquoi pas? Mais cela doit-il se faire à n'importe quel prix? Cette fois, la réponse est non!

La commission était d'accord avec M. Kanaan lors de son audition, car nous avions la même perception que lui de cette affaire. Comme l'a rappelé M. Didier Lyon, nous estimons qu'il y a contradiction: en effet, l'une des personnes qui organisent cette manifestation met en avant sa gratuité tout en percevant un salaire de près de 100 000 francs pour prévoir une fête d'un seul jour! Ce n'est pas tout à fait cohérent – en tout cas, du point de vue du Mouvement citoyens genevois.

Un autre point sur lequel la commission s'accordait avec l'avis de M. Kanaan est la programmation artistique. Comme il l'a lui-même reconnu, elle n'est pas forcément optimale au plan culturel.

Pour ces raisons, nous estimons que la Fête de l'espoir peut trouver par elle-même des moyens de financement – en réduisant le salaire des organisateurs, par exemple, peut-être pas de moitié, mais un peu moins. Dans ces conditions, la Ville n'a pas à mettre la main au porte-monnaie pour financer cette manifestation, c'est pourquoi le Mouvement citoyens genevois recommande au plénum de ne pas soutenir la pétition P-366.

M. François Mireval (S). Pour une fois, le Parti socialiste partage l'avis des groupes qui se sont exprimés sur votre droite, Monsieur le président – à savoir le classement de la pétition P-366. En effet, la Fête de l'espoir ne relève pas, artistiquement parlant, de la politique culturelle menée par la Ville; ce n'est pas une manifestation ayant des buts socioculturels; enfin, elle a déjà reçu l'équivalent d'un montant relativement élevé à travers les subventions en nature octroyées par la Ville. Pour toutes ces raisons, les socialistes proposent également de classer cette pétition.

M. Stéphane Guex (HP). J'irai un peu plus loin que mon collègue Mireval. Je le rejoins quand il dit que la Fête de l'espoir n'est pas une manifestation susceptible de s'inscrire dans la politique culturelle de la Ville de Genève – même si lui emploie plutôt le terme de «socioculturel»… Je pense qu'on est finalement plus dans le social que dans le culturel.

Cette fête, fondée au départ sur d'excellents sentiments et une très belle idée, a montré ses limites au fil des ans. Aujourd'hui, ses organisateurs cherchent peut-être à se professionnaliser, ce qui pose le problème de ce salaire mirobolant déjà relevé par d'autres intervenants. Je connais beaucoup de gens dans les milieux artistiques – des programmateurs, notamment – qui seraient ravis de faire leur travail contre un salaire pareil! Apparemment, même sur les bancs d'en face on est d'accord là-dessus. Bref, c'est un problème!

Ce n'est pas nécessairement à la Ville de Genève de subventionner cette manifestation. Ainsi, Mesdames et Messieurs de droite, pour une fois, vous entendrez des gens de gauche dire qu'un projet qui se veut culturel est trop onéreux à leurs yeux… Nous avons aussi le sens des responsabilités, de ce côté de l'enceinte, vous n'en avez pas le monopole, je le rappelle!

De plus – et là encore j'imagine que, sur les bancs d'en face, on rejoindra mon avis – se pose également le problème des artistes. Il y a ceux qu'on appellera, avec

le respect qu'il se doit, des «têtes de gondole», c'est-à-dire des têtes d'affiche programmées pour attirer du public. Malheureusement, ces gens-là qui viennent pour faire de l'événement un succès sont des vedettes ou, en tout cas, des artistes de notoriété plutôt internationale – présente ou même passée. De la sorte, il n'y a que peu de visibilité donnée aux artistes locaux. Je crois d'ailleurs que ce point a été soulevé en commission.

De ce point de vue là également, il n'y a aucune raison que la Ville soutienne financièrement une manifestation par une subvention qui ne va même pas aux artistes, puisque ceux-ci sont bénévoles, je le rappelle. Ce serait… Comment dire? Détourner en quelque sorte l'argent pour la bonne utilisation duquel nous avons été élus, ce que nous ne pouvons pas faire vis-à-vis des gens qui nous ont choisis pour siéger ici. J'espère avoir été compris, malgré mon élocution un peu chaotique dans ces dernières phrases. L'abus d'eau est dangereux pour la santé, rappelons-le…

Le président. Je crois que vous avez été compris.

M. Jean-Philippe Haas (MCG). Depuis la création de la Fête de l'espoir, j'y suis allé quasiment chaque année, ce qui montre que fondamentalement j'y suis tout à fait favorable. Je souligne néanmoins qu'il s'agit d'une manifestation complètement privée dont peu d'organisateurs touchent un salaire – la principale exception étant l'ex-épouse de M. Meier, Mme Stefanini. Comme l'a relevé mon préopinant, moi qui suis dans le domaine du spectacle, je serais tout à fait d'accord de recevoir 100 000 francs pour monter une programmation d'un jour, aucun problème! On me donne ce montant et je le fais volontiers – ça ne me prendra d'ailleurs pas une année!

Ce d'autant plus que le programme est merveilleux si on y va une fois, mais il se répète d'année en année. Prenons l'exemple – au hasard – d'un artiste international comme MC Solaar: cela fait vingt ans qu'il vient! C'est quand même un peu spécial! On fait venir gratuitement un artiste à la Fête de l'espoir, puis on le place dans une autre manifestation où il perçoit un salaire augmenté… On lui dit: «Si tu viens à la Fête de l'espoir bénévolement, on te placera dans une autre manifestation culturelle à Genève – et là, on te donnera plus.»

A mon sens, il faut que cette manifestation perdure, mais peut-être en prévoyant un renouveau parmi les artistes présents. Je ne le dis pas pour entrer en concurrence avec les organisateurs, mais ils devraient revoir leur programmation en choisissant des artistes locaux. Je ne parle pas des Suisses, car il y en a toujours entre six et huit qui se produisent là, mais des Genevois. Pour le moment, il n'y en a pas, c'est clair!

Les organisateurs de la Fête de l'espoir se permettent de déposer une pétition pour demander de l'argent à la Ville de Genève, mais leur programmation ne met pas du tout en avant les artistes locaux genevois! Genève a pourtant un effectif exceptionnel d'artistes dans le domaine de la musique – notamment des groupes – et je pense qu'on pourrait les valoriser.

Par conséquent, le Mouvement citoyens genevois refusera évidemment la pétition P-366 et votera son classement.

Mme Brigitte Studer (EàG). Ensemble à gauche avait pu trouver sympathique l'idée de la Fête de l'espoir, surtout du point de vue de l'accessibilité pour les personnes n'ayant pas les moyens de se rendre à des événements culturels. Je rappelle qu'il n'y a pas de prix d'entrée et que le prix de la nourriture sur les stands est abordable; de plus, on peut amener sa propre nourriture. Cela rend possible la participation de certaines familles à cette fête.

Nous sommes souvent assez critiques face au coût de différentes manifestations. Comme d'autres membres de la commission des pétitions, nous étions plutôt étonnés des frais engendrés par l'organisation de la Fête de l'espoir: nous trouvons «conséquent» le salaire versé pour un seul jour de manifestation, même si nous nous rendons bien compte du fait que son organisation représente un travail de bien plus d'une journée.

A part cela, la Ville participe déjà à cet événement en accordant la gratuité de ses services, ce qui équivaut tout de même à 130 000 francs. C'est beaucoup! Par conséquent, nous ne voyons vraiment pas pourquoi la municipalité accorderait un soutien encore plus important. Pour ces raisons, nous n'accepterons pas non plus le renvoi de la pétition P-366 au Conseil administratif et nous voterons son classement.

Mises aux voix, les conclusions de la commission demandant le classement de la pétition sont acceptées sans opposition (54 oui et 5 abstentions).

19. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition du 7 octobre 2015: «Le budget de la Ville ne doit pas servir à rémunérer le refus d'étudier le budget de la Ville» (P-346 A)[1].

Rapport de Mme Hélène Ecuyer.

Cette pétition a été renvoyée à la commission des pétitions lors de la séance du Conseil municipal du 7 octobre 2015. La commission s'est réunie le 19 septembre 2016 pour étudier cet objet, sous la présidence de Mme Fabienne Beaud. Les notes de séance ont été prises par M. François Courvoisier, que la rapporteuse remercie pour la qualité de son travail.

Texte de la pétition

(Voir annexe.)

Séance du 19 septembre 2016

Audition de M. Pascal Holenweg, pétitionnaire

M. Holenweg rappelle que cette pétition date de 2015, lorsque le Conseil municipal a refusé, à la majorité, l'entrée en matière sur le projet de budget 2016 présenté par le Conseil administratif pour accepter cette entrée en matière, trois mois plus tard, quasiment sur le même budget. Cette même majorité a ensuite opéré des coupes sans qu'une ligne politique claire les justifie. Ainsi, au lieu d'entrer en matière sur le projet de budget au mois d'août, celui-ci a finalement été ratifié par le peuple, six mois plus tard, suite à un référendum. Il estime que ces six mois ont été perdus pour rien puisqu'au final, c'est le projet de budget initial du Conseil administratif qui a été accepté, non pas par le Conseil municipal, dont c'est la tâche principale, mais par le peuple, qui l'a voté.

M. Holenweg explique que le but de la pétition est double; d'abord, il s'agit de relever l'absurdité de la procédure. Habituellement, le projet de budget est adopté par le Conseil municipal sur proposition du Conseil administratif; mais dans ce cas précis, le projet de budget a été adopté par le peuple, sur proposition d'un comité référendaire.

Il estime que, si la procédure est inventive, son efficacité est contestable puisqu'elle a fait perdre six mois à tout le monde et a coûté l'organisation d'un

[1] «Mémorial 173e année»: Commission, 1678.

référendum et d'une votation; de plus, elle a coûté du temps, tant aux référendaires qu'à la majorité du Conseil municipal qui a dû défendre ses coupes durant toute la campagne.

Il explique que le second objectif de la pétition est de relever l'illégitime rétribution des élus, qui ont été payés pour un travail qu'ils ont refusé de faire. La pétition propose donc de verser la somme des jetons de présence de la séance du Conseil municipal du 7 septembre 2015 à un organisme d'entraide, actif dans la défense du droit d'asile et l'accueil des réfugiés à Genève, afin que cette séance n'ait pas été complètement inutile.

Il ajoute que la responsabilité de l'inutilité de cette séance incombe tant à la majorité qui a refusé d'étudier ce projet de budget qu'à la minorité qui n'a pas su convaincre cette majorité de faire le travail pour lequel les conseillers ont été élus. Ainsi, il propose de sanctionner la totalité du Conseil municipal.

La présidente remercie M. Holenweg pour ses explications et ouvre le tour des questions.

Un commissaire, se référant au drapeau en tête de la pétition, remarque que M. Holenweg a modifié le drapeau genevois en remplaçant l'aigle impériale héritée de Napoléon par un cachalot bâtard. Il souhaite savoir jusqu'où ira le mépris manifeste du pétitionnaire pour les institutions et le Conseil municipal.

Celui-ci lui répond que son mépris des institutions n'a, a priori, pas de limite. Il ajoute qu'il ne s'agit pas d'un cachalot bâtard, mais d'un dugong, espèce en voie de disparition dont il ne resterait que quelques spécimens au Conseil municipal. Il précise préférer un dugong républicain et laïc à une demi-aigle impériale, venue du Saint Empire romain germanique avec lequel Genève n'a plus aucun rapport, et qui a disparu, corps et biens, en 1803.

Ce même commissaire demande pourquoi donner les jetons de présence à des réfugiés plutôt qu'à des personnes défavorisées locales. Pourquoi ne pas défendre une cause locale?

M. Holenweg lui répond que les réfugiés sont une cause locale et qu'ils sont locaux, puisqu'ils sont ici. Il ajoute qu'un grand nombre de ces réfugiés feront souche ici et qu'il vaut mieux leur permettre de faire souche paisiblement ici et maintenant plutôt que de devoir gérer les conséquences du refus de les accueillir. Il précise ne pas faire de différence entre les pauvres et qu'il n'est pas opposé à des propositions d'amendement allant dans ce sens.

Une commissaire relève qu'il serait compliqué de remettre en cause les jetons de présence à chaque fois que le Conseil municipal est inefficient, inefficace et brasse de l'air. Elle se demande si la proposition de M. Holenweg ne causerait pas un précédent.

Celui-ci lui répond qu'il s'agirait d'un précédent utile pour deux raisons: premièrement, pour une raison pédagogique qui inciterait peut-être les élus à travailler plus efficacement et deuxièmement, une telle mesure permettrait de dégager des ressources pour des subventions exceptionnelles à certains acteurs de notre Ville qui ne reçoivent aucune aide et qui pourraient, de ce fait, bénéficier de l'inefficacité de ce Conseil municipal pour que celle-ci soit utile à quelqu'un.

Une autre membre de la commission voudrait savoir qui déciderait de l'utilité du travail et comment serait prise cette décision, quels seraient les voies de recours ainsi que les délais, et quelles autorités de recours compétentes auraient le pouvoir de contraindre un conseiller municipal à restituer ses jetons de présence.

M. Holenweg précise que la décision reviendrait au Conseil municipal et ajoute que le règlement détermine que c'est le Conseil municipal qui fixe les jetons de présence ainsi que leur montant et les conditions de leur versement. Il pourrait donc décider, après examen de conscience et en fonction de critères objectifs, de l'inutilité de la séance et d'en attribuer les jetons à une cause plus utile. Il ajoute qu'il n'y a pas de voie de recours contre une décision du Conseil municipal prise par arrêté, mis à part un référendum.

La présidente, en l'absence d'autre question, remercie M. Holenweg, pétitionnaire, pour ses explications et le libère.

Discussion et prises de position

Un commissaire du Parti libéral-radical annonce que son groupe classera la pétition, d'abord parce qu'elle est à présent sans objet et ensuite parce qu'il estime qu'il est paradoxal que M. Holenweg vienne parler d'économies à faire au Conseil municipal alors que ce dernier a souvent sollicité la commission du règlement pour rien.

Une membre d'Ensemble à gauche partage la critique de M. Holenweg et rappelle que son groupe a toujours critiqué le fait que le budget n'ait pas été étudié. Néanmoins, la proposition du pétitionnaire lui semble inadéquate et elle annonce que son groupe classera cette pétition.

Un représentant du Mouvement citoyens genevois estime que la démarche de M. Holenweg ressemble à de la gesticulation générant aussi un gaspillage des deniers publics. Il indique que le Mouvement citoyens genevois classera également la pétition.

Sans autre commentaire, un commissaire de l'Union démocratique du centre annonce que son groupe classera cette pétition.

Les Verts classeront aussi cette pétition.

Une commissaire du Parti socialiste estime que le Conseil municipal a pour principale tâche d'étudier et de voter le budget; or, le 7 septembre 2015, le Conseil municipal en a refusé l'entrée en matière. Elle annonce que les socialistes soutiendront la pétition de leur collègue, car il était du devoir du Conseil municipal d'étudier ce projet de budget.

Vote

La commission refuse le renvoi de la pétition P-346 au Conseil administratif par 10 non (2 MCG, 1 UDC, 3 LR, 1 DC, 2 EàG, 1 Ve) contre 4 oui (S).

Annexe: pétition P-346

reçue le 6.10.2015 P-346

Pétition au Conseil Municipal de la Ville de Genève :

Le budget de la Ville ne doit pas servir à rémunérer le refus d'étudier le budget de la Ville

Considérant que:

– le Conseil municipal, fixe par arrêté, pour la durée de la législature, le montant des jetons de présence et indemnités à verser à ses membres et aux partis politiques représentés en son sein;
- que par la même procédure, le Conseil municipal peut renoncer au versement de jetons de présence dus pour une ou plusieurs séances plénières ou de commission;
- que l'attribution principale du Conseil municipal est l'étude et le vote du budget annuel de la Municipalité, sur la base d'un projet présenté par le Conseil Administratif;
- que par conséquent se refuser à assumer cette tâche revient, pour le Conseil Municipal, à refuser de faire le travail pour lequel il est élu;
- qu'il ne se justifie pas de rémunérer les membres du Conseil municipal pour un travail qu'ils n'ont pas fait, parce que la majorité d'entre eux ont refusé de le faire et que la minorité qui était prête à le faire n'a pas su convaincre suffisamment de membres de la majorité de condescendre à faire ce pour quoi ils et elles ont été élu-e-s;
- que précisément, le lundi 7 septembre, en séance plénière, le Conseil municipal a refusé d'entrer en matière sur le projet de budget présenté par le Conseil administratif, et donc refusé d'étudier ce projet, d'en débattre, de l'amender, de l'approuver ou de le refuser dans les délais prescrits par la loi;
- que donc la séance plénière du 7 septembre a été d'une absolue inutilité et d'une absolue improductivité;
- et qu'il n'y aucune raison que le budget de Ville serve à rémunérer le refus d'étudier le budget de la Ville...

LES SOUSSIGNÉES ET SOUSSIGNÉS
Invitent le Conseil Municipal de la Ville de Genève à décider
- qu'il ne soit versé aucun jeton de présence ni aucune indemnité à aucun-e membre du Conseil municipal pour la séance plénière du lundi 7 septembre 2015.
- et qu'une somme équivalent au total des jetons de présence de la séance plénière du 7 septembre soit versée à titre de don à un organisme d'entraide actif dans la défense du droit d'asile et l'accueil des réfugiés à Genève.

Nom, prénom	*N° postal, localité*	*signature*

A RENVOYER À :
Pascal Holenweg, CP 343, 1211 Genève 4
OU PAR COURRIEL À :
vivelacommune@infomaniak.ch

Mme Hélène Ecuyer, rapporteuse (EàG). Chers collègues, la pétition P-346 se référait au budget 2015 de la Ville, mais vous pouvez vous rendre compte qu'elle est toujours d'actualité puisque, cette année encore, nous avons refusé de renvoyer le budget en commission. Les critiques de M. Holenweg sont parfaitement compréhensibles, ce que tout le monde a reconnu.

En revanche, ce qui a gêné la plupart des membres de la commission, c'est sa suggestion de supprimer les jetons de présence des élus venus en séance plénière pour renvoyer le budget en commission. Nous avons auditionné le pétitionnaire, nous avons écouté ses critiques, nous avons aussi fait quelques remarques – et, finalement, nous avons conclu par le vote du classement de la pétition. Si vous avez lu le rapport, je pense que vous aurez compris…

M. Didier Lyon (UDC). La pétition P-346 a été envoyée le 7 octobre 2015 à la commission des pétitions, qui s'est réunie le 19 septembre 2016 pour l'étudier. Cet objet date de 2015, lorsque le Conseil municipal a refusé à la majorité l'entrée en matière sur le projet de budget 2016 présenté par le Conseil administratif – entrée en matière qu'il a acceptée trois mois plus tard, sur la base d'un budget quasiment identique. Cette même majorité a ensuite opéré des coupes budgétaires. Suite à un référendum, le souverain a alors accepté le budget initial du Conseil administratif.

Sur le document de la pétition, nous constatons que M. Holenweg a souillé le drapeau de la République et canton de Genève en remplaçant l'aigle du Saint-Empire romain germanique par un cachalot. C'est intolérable et irrespectueux – vous transmettrez, Monsieur le président – et cela démontre le mépris de M. Holenweg pour les institutions. Le Conseil municipal est une institution démocratique, n'en déplaise à M. Holenweg; or, il est tout à fait légitime, en démocratie, que la majorité refuse un budget, que la minorité lance un référendum et que le peuple vote démocratiquement pour ou contre ledit budget. Il n'y a donc pas lieu de sanctionner les élus du Conseil municipal en se cachant derrière de futiles soucis d'économie, comme le propose la pétition.

Il est paradoxal que M. Holenweg vienne nous parler d'économies, alors qu'il sollicite régulièrement la commission du règlement pour rien. Sa démarche ressemble à de la gesticulation et génère aussi le gaspillage des deniers publics. L'Union démocratique du centre refusera le renvoi de la pétition P-346 au Conseil administratif et votera son classement.

M. François Bärtschi (MCG). Le droit de pétition est un droit important. Il nous est envié dans de nombreux pays, car il faut savoir qu'il y en a beaucoup où l'on n'a pas le droit de déposer un texte après d'un Conseil municipal ou d'un

autre parlement, pour obtenir ensuite un rapport et une réponse détaillée sur la base d'auditions. En résumé: c'est la prise en compte de ce que n'importe qui peut faire. Chez nous, en effet, il n'est pas nécessaire d'être de nationalité suisse ni d'habiter le pays, n'importe qui peut déposer une pétition. C'est un droit sacré qui permet à tout un chacun de se faire entendre, ce qui est très important.

Voilà pourquoi je suis très déçu que M. Holenweg utilise le mode de la pétition, alors qu'il dispose de tous les moyens pour intervenir dans cette enceinte: il peut tout à fait poser une question orale, par exemple. Je passe sur les autres modalités d'intervention rapide ou, au contraire, plus lente et détaillée qu'il pourrait utiliser. Et lui, que fait-il? Une pétition! Nous connaissons bien M. Holenweg, son côté provocateur et sa volonté d'utiliser toutes les ficelles de nos institutions. Mais là, il y a quelque chose qui s'apparente véritablement à un abus du droit de pétition. Laissons ce droit aux sans-voix, aux personnes qui n'ont pas accès à notre Conseil municipal. C'est pour cela qu'il faut refuser cette pétition par principe.

M. Stéphane Guex (HP). En préambule, j'apporterai une petite rectification que M. Holenweg pourrait faire lui-même, mais je profite d'avoir la parole pour signaler à mon collègue Didier Lyon qu'il ne s'agit pas d'un cachalot, sur ce drapeau – c'est un dugong, une espèce protégée que l'on se doit d'honorer et de défendre… La coïncidence avec les armoiries de la Ville de Genève est fortuite, je pense. C'est vrai qu'il y a aussi une clé sur ce drapeau, mais j'imagine que c'est complètement fortuit!

Je rebondis sur les propos de mon collègue Bärtschi. Il y a peut-être effectivement un abus du droit de pétition de la part de son auteur M. Holenweg – je n'en sais rien, je ne suis pas capable de juger de ce genre de choses. Mais je me rangerai de votre côté, Monsieur Bärtschi, en disant que c'est justement parce que le droit de pétition est accessible à tous que le dépôt de la P-346 représente une sorte de devoir civique de la part de notre collègue Pascal Holenweg. Cela sert à dire que, même sur des sujets qui peuvent paraître complètement anodins à vous et à d'autres, Mesdames et Messieurs, n'importe quel citoyen – y compris un enfant – a le droit de déposer une telle pétition. C'est montrer à nos concitoyens que, quels que soient les problèmes qui les agitent, ils peuvent en saisir le Conseil municipal en utilisant ce magnifique outil de démocratie qu'est la pétition.

Pour information, je reviens brièvement sur les termes de la pétition P-346, car on ne les a pas encore évoqués ici et les gens qui nous suivent à la télévision ne savent pas de quoi il s'agit. M. Holenweg demandait tout bonnement que la somme équivalant au total des jetons de présence de la séance plénière du 7 septembre 2015 soit utilisée autrement. On s'en souvient, ce fut une séance assez stérile au niveau des débats, où nous avons parlé beaucoup pour dire que nous n'entrerions pas en matière sur le projet de budget – mais nous avons voulu entrer

en matière pour dire que nous ne le ferions pas! Ensuite, certains se sont longuement plaints que le Conseil municipal dépensait beaucoup d'argent et de temps à parler de choses qu'il n'allait de toute façon pas traiter…

Tout cet argent aurait pu être utilisé de meilleure façon – c'est ce que proposait le pétitionnaire – par un don équivalant à la somme des jetons de présence qui aurait été versé à un organisme d'entraide actif dans la défense des droits d'asile. Il était utile de le préciser. Sur les bancs d'en face, vous semblez affirmer qu'il est fatal que nous dépensions l'argent public en débats stériles où nous disons des choses inintéressantes; c'est ce qui ressort du rapport P-346 A. Il me semble même avoir lu qu'un ou une commissaire – je ne veux stigmatiser personne – a dit quelque chose du genre: «Si on devait donner de l'argent à des organismes d'entraide chaque fois qu'on dit n'importe quoi, on n'en aurait jamais fini.» C'est très drôle! Je vous renvoie au rapport pour les termes exacts de cette phrase, Mesdames et Messieurs.

Bref, il y a là une sorte d'aveu, comme s'il était fatal de dépenser cet argent à débattre au Conseil municipal – je m'adresse notamment à vous, Mesdames et Messieurs de la droite, qui vous dites responsables en termes de gestion des deniers publics. Vous avez ici l'occasion de le montrer, sous l'impulsion d'un homme de gauche – je crois qu'on ne peut pas accuser M. Holenweg de ne pas être de gauche…

(La présidence est momentanément assurée par M. Eric Bertinat, premier vice-président.)

Le président. Monsieur Guex, j'aimerais que vous concluiez…

M. Stéphane Guex. Je vais conclure! Tout cela pour dire que je regrette que cette pétition ne soit finalement pas soutenue par le plénum, car elle met en avant le fait que vous avez en quelque sorte décidé, Mesdames et Messieurs, que nos débats – aussi stériles fussent-ils à certains moments – coûteraient de l'argent aux contribuables. S'ils doivent coûter, autant que cet argent parte pour une bonne œuvre! Il est regrettable que vous refusiez cela.

Mme Uzma Khamis Vannini (Ve). On peut défendre l'idée selon laquelle, si le travail n'est pas effectué, il ne doit pas être payé. Le problème, ici, c'est que le droit de se taire dans une enceinte politique lorsque l'on n'est pas d'accord est un droit parfaitement démocratique. De ce fait, le sanctionner en ne rémunérant pas les élus ou en ne considérant pas que le silence est aussi un travail effectué,

une prise de position politique, serait vite très dangereux. Si quelqu'un a à sanctionner une telle attitude, c'est dans les urnes que cela doit se faire, pas dans cette enceinte! Voilà pourquoi les Verts demanderont le classement de la pétition P-346.

M. Thomas Zogg (MCG). Mesdames et Messieurs, chers collègues, je vous invite à bouter sans délai ce torchon directement dans les poubelles de l'histoire. *(Brouhaha.)* Pour quelle raison? Il existe, en ce bas monde, un langage universel, une langue universellement parlée: cette langue s'appelle le respect. Or, le respect dépend aussi en partie de l'éducation. On peut dire les choses, mais il faut se respecter. On peut ne pas être d'accord, mais il faut toujours se respecter. Nous ne sommes pas d'accord avec des attitudes comme l'outrage au drapeau évoqué tout à l'heure par M. Lyon; c'est absolument inacceptable. On ne peut pas afficher perpétuellement un pareil manque de respect.

M. Holenweg, auteur de la pétition P-346, lorsqu'il lui a été demandé jusqu'où irait son irrespect pour les institutions et quelle en était la limite, a textuellement répondu que son irrespect n'avait aucune limite. J'ai parlé d'éducation… Evidemment, M. Holenweg a été à bonne école, puisqu'il est en quelque sorte l'ancien larbin de M. Hans Ziegler, sociologue, sénateur pendant un certain nombre d'années sous la coupole fédérale et communiste qui s'est goinfré avec l'argent public suisse avant de cracher plus tard dans la soupe et de mordre la main nourricière. Un peu comme M. Pascal Holenweg, fraudeur multirécidiviste des transports publics, qui n'a pas trouvé mieux à faire que cette pétition. Je rappelle qu'elle ne comporte qu'une signature: celle de son auteur.

Pour toutes ces raisons, Mesdames et Messieurs, je vous invite bien évidemment à ne pas perdre plus de temps et à classer très rapidement la pétition P-346.

(La présidence est reprise par M. Jean-Charles Lathion, président.)

Le président. Mesdames et Messieurs, je vois informe que le bureau a décidé de clore la liste après le dernier intervenant inscrit au tour de parole.

M. Souheil Sayegh (DC). Chers collègues, le Parti démocrate-chrétien votera également le classement de la pétition P-346. La parole est d'argent, comme on dit, mais le silence est d'or. Dans un cas comme dans l'autre, on finira par être rémunérés. La parole est d'argent, mais le silence endort aussi, parfois…

Ma collègue Khamis Vannini l'a rappelé: nous nous sommes présentés dans cette salle le 7 septembre 2015 pour travailler; il se trouve que nous avons eu une

divergence d'opinion sur le projet de budget de la Ville et que le résultat de cette séance a été celui que vous connaissez.

J'irai encore plus loin: même si on comprend le sens un peu polémique et provocant de cette pétition, qu'en est-il du temps passé maintenant à en débattre? Doit-on le rembourser? Ne pas le compter pour nos jetons de présence? Et qu'en sera-t-il pour la séance de commission où nous avons traité la pétition P-346? Faudra-t-il également la rembourser, alors que nous y avons traité une pétition finalement dépourvue de sens particulier à nos yeux?

Pour simplifier le débat démocratique et nous permettre de passer plus rapidement à la pause, le Parti démocrate-chrétien propose au plénum de classer cette pétition et d'éviter, à l'avenir, de donner à nos débats un aspect encore plus provocant que celui qu'ils ont déjà.

Mises aux voix, les conclusions de la commission demandant le classement de la pétition sont acceptées par 52 oui contre 12 non.

20. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

21. Interpellations.

Néant.

22. Questions écrites.

Néant.

Séance levée à 19 h.

SOMMAIRE

1. Exhortation 1458

2. Communications du Conseil administratif 1458

3. Communications du bureau du Conseil municipal 1458

4. Questions orales 1458

5. Rapport d'activité et comptes 2016 de la Fondetec (D-32.4) 1460

6. Treizième plan financier d'investissement 2018-2029 (D-39) 1500

7. Proposition du Conseil administratif du 21 juin 2017 à soumettre au Conseil municipal en vue de la modification de l'Annexe 1 du règlement fixant les conditions de location des salles de réunions et de spectacles de la Ville de Genève (LC 21 371) (PR-1244). 1568

8. Proposition du Conseil administratif du 28 juin 2017 en vue de l'ouverture d'un crédit de 900 000 francs destiné à l'étude pour la transformation de la salle omnisports triple en salle multisports de compétition avec gradins fixes au centre sportif de la Queue-d'Arve, rue François-Dussaud 12, parcelle N° 3297, feuilles N°s 89, 90 et 91 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais (PR-1245) 1571

9. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017 en vue de l'ouverture d'un crédit de 363 000 francs destiné à une subvention d'investissement octroyée à la Fondation des Clefs de Saint-Pierre pour la restauration des façades et de la ferblanterie de la chapelle des Macchabées, cour de Saint-Pierre 8, Genève-Cité (PR-1246) 1579

10. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017, sur demande du Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE) en vue de l'adoption du projet de plan localisé de quartier (PLQ) N° 30 009-203 situé au Petit-Saconnex le long de l'avenue Giuseppe-Motta et du chemin du Pré-Cartelier (PR-1247) 1589

11. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017 en vue de l'approbation des comptes de la saison 2015-2016 de la Fondation d'art dramatique (FAD) (PR-1248). 1631

12. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total brut de 17 369 700 francs dont à déduire 7 799 500 francs de recettes, soit un montant total net de 9 570 200 francs, qui se décompose ainsi:
Délibération I – Aménagements des espaces publics
– 8 670 900 francs brut, dont à déduire une recette totale de 5 875 900 francs (Fonds intercommunal d'équipement et remboursements privés), soit 2 795 000 francs net destinés aux aménagements des espaces publics, constitués par l'avenue de Joli-Mont et l'avenue de Riant-Parc (tronçon avenue Louis-Casaï et carrefour giratoire avenue du Mervelet).
Délibération II – Mise en séparatif, assainissement, réalisation de collecteurs d'eaux claires et d'eaux usées
– 8 698 800 francs brut, dont à déduire une recette totale de 1 923 600 francs (participation de l'Etat de Genève, participation des propriétaires privés et remboursement de TVA), soit 6 775 200 francs net destinés à la mise en séparatif, assainissement et réalisation de collecteurs d'eaux claires et d'eaux usées, avenues de Joli-Mont, de Riant-Parc, Louis-Casaï, du Bouchet et chemin Charles-Georg (PR-1249) 1837

13. Proposition du Conseil administratif du 26 juillet 2017 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant total brut de 12 404 800 francs et net de 11 404 800 francs, recettes déduites, soit:
– 12 031 400 francs brut, dont à déduire une participation de 1 000 000 de francs de l'Association pour la danse contemporaine (ADC), soit 11 031 400 francs net destinés à la construction d'un Pavillon de la danse déplaçable et implanté pour une durée limitée dans le temps sur la place Charles-Sturm, parcelle N° 4146, feuille N° 7 du cadastre de la commune de Genève, section Cité;
– 79 200 francs destinés à l'acquisition de mobilier et d'accessoires pour le Pavillon de la danse;
– 294 200 francs destinés aux aménagements extérieurs et à la végétalisation partielle de la place Charles-Sturm, parcelle N° 4146, feuille N° 7 du cadastre de la commune de Genève, section Cité (PR-1251) 1855

14. Projet de délibération du 26 juin 2017 de MM. Pierre Gauthier et Stéphane Guex: «Pour un règlement négocié de la question des retraites forcées» (PRD-153) 1907

15. Projet de délibération du 26 juin 2017 de Mmes et MM. Adrien Genecand, Patricia Richard, Simon Brandt, Michèle Roullet, Vincent Schaller, Pierre de Boccard, Helena Rigotti et Pierre Scherb: «Le Grand Théâtre est une institution de droit public de la Ville de Genève, et il est de notre responsabilité de lui garantir les moyens de remplir sa mission» (PRD-154) 1908

16. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition du 20 janvier 2010: «Menace de démolition d'une partie du quartier des Grottes» (P-237 A) 1910

17. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition du 12 décembre 2015: «L'appel pour l'Usine» (P-353 A) 1930

18. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition du 22 novembre 2016: «Est-ce que Genève veut continuer à fêter l'Espoir?» (P-366 A) 1937

19. Rapport de la commission des pétitions chargée d'examiner la pétition du 7 octobre 2015: «Le budget de la Ville ne doit pas servir à rémunérer le refus d'étudier le budget de la Ville» (P-346 A) 1966

20. Propositions des conseillers municipaux 1975

21. Interpellations 1975

22. Questions écrites 1975

Le mémorialiste:
Ramzi Touma